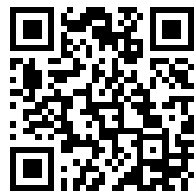

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

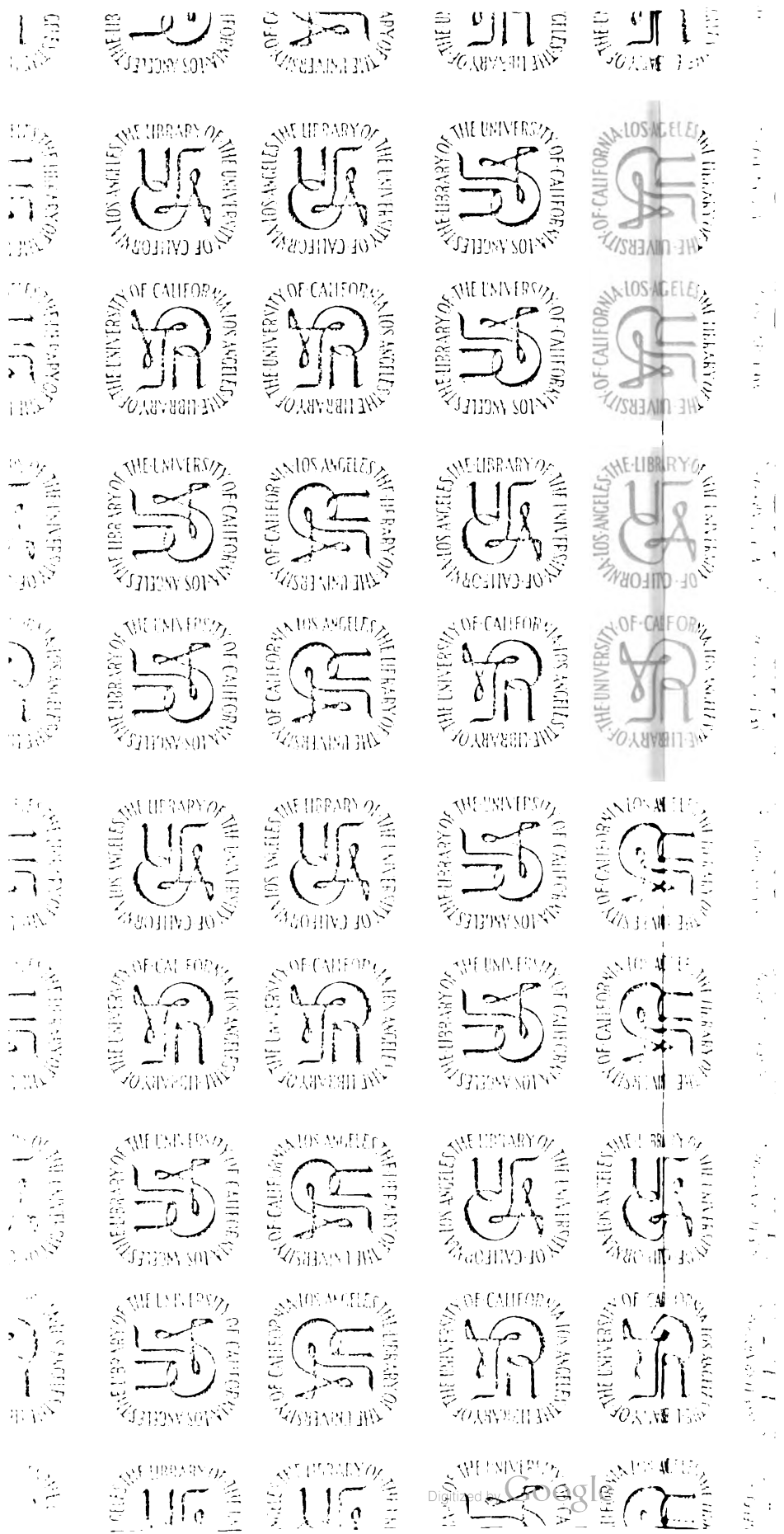
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

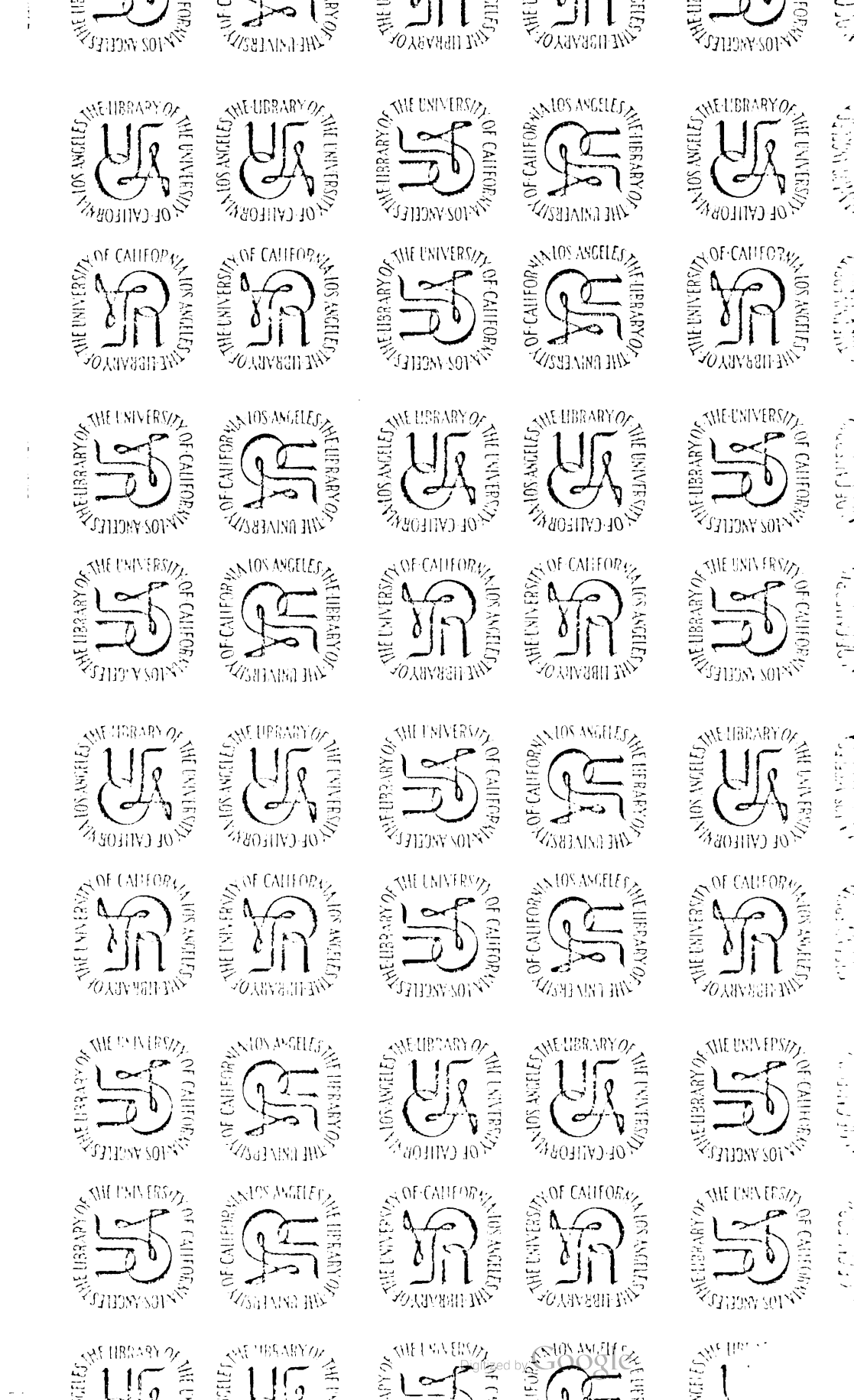
Nous vous demandons également de:

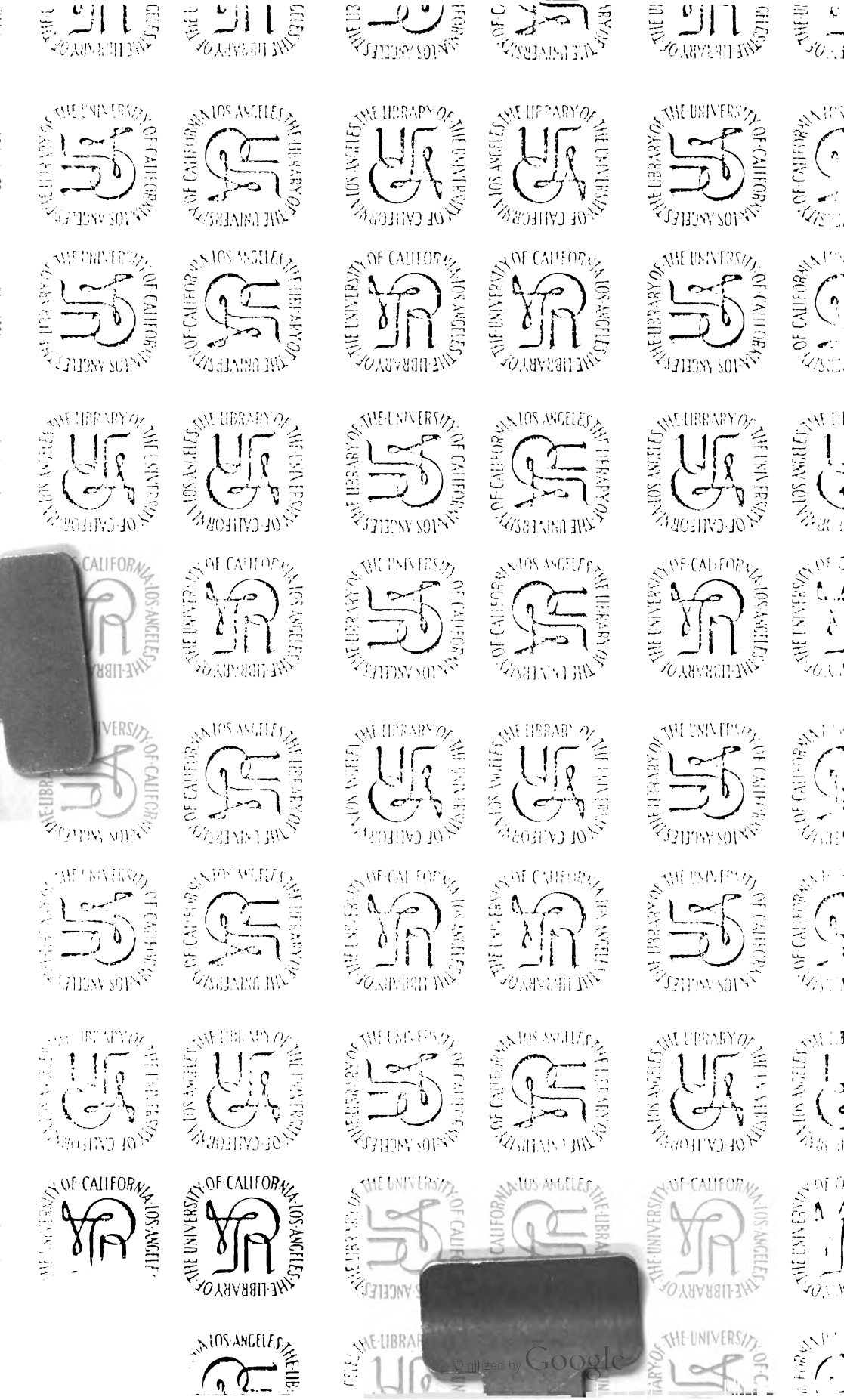
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

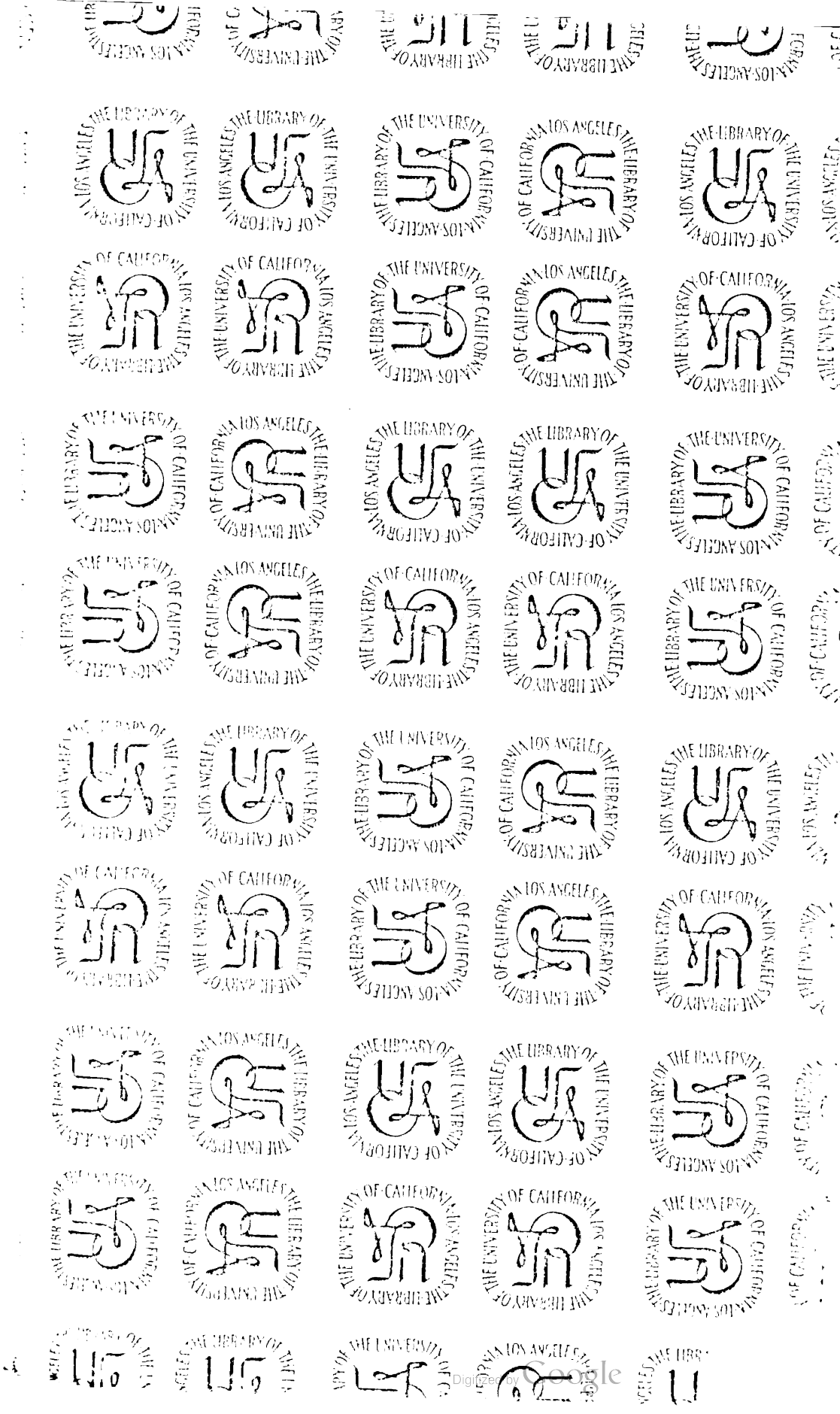
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>









1889. — Numéro 1.

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Première et Deuxième livraisons de la 26^{me} Année.

Janvier-Février 1890



AGEN

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE AGENAISES

43, Rue Voltaire, 43

(ANCIENNES MAISONS NOUBEL ET LAMY)

1890

SOMMAIRE

	Pages
I. <i>Le Château de Gavaudun</i> , par M. Ph. Lauzun.....	5.
II. <i>Etude sur les statuts, actes des consuls et délibérations de jurade, de la commune et juridiction de Villeneuve d'Agenais</i> (suite), par M. Fernand de Mazet.....	27
III. <i>Les Amulettes et les Talismans chez les Arabes</i> , par M. Lac de Bosredon.....	44
IV. <i>Journal Agenais des Malebaysses</i> (suite).....	50
V. <i>Notes sur la Féodalité en Agenais au milieu du XIII^e Siècle</i> , par G. Tholin.....	62
VI. VARIÉTÉS.....	79
VII. BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE. — Ph. Lauzun : <i>Histoire du Château, de la Ville et des Seigneurs et Barons de Montpezat et de l'Abbaye de Pérignac</i> , par André de Bellecombe, publiée avec quelques additions, par G. Tholin. — G. T. : <i>Douze lettres inédites de Blaise de Montluc — Deux lettres inédites d'Isabeau de Beauville, seconde femme de B. de Montluc</i> , par Paul Courteault.....	86

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, *s'adresser exclusivement* à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à	50 exemplaires,	10 fr.
8 — — — — —	100 —	12 fr.
12 — — — — —	50 —	14 fr.
12 — — — — —	100 —	16 fr.
16 — — — — —	50 —	15 fr.
16 — — — — —	100 —	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.

REVUE DE L'AGENAIS

TOME XXVI^e — 1899

1

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Tome vingt-sixième. — Année 1899.

AGEN

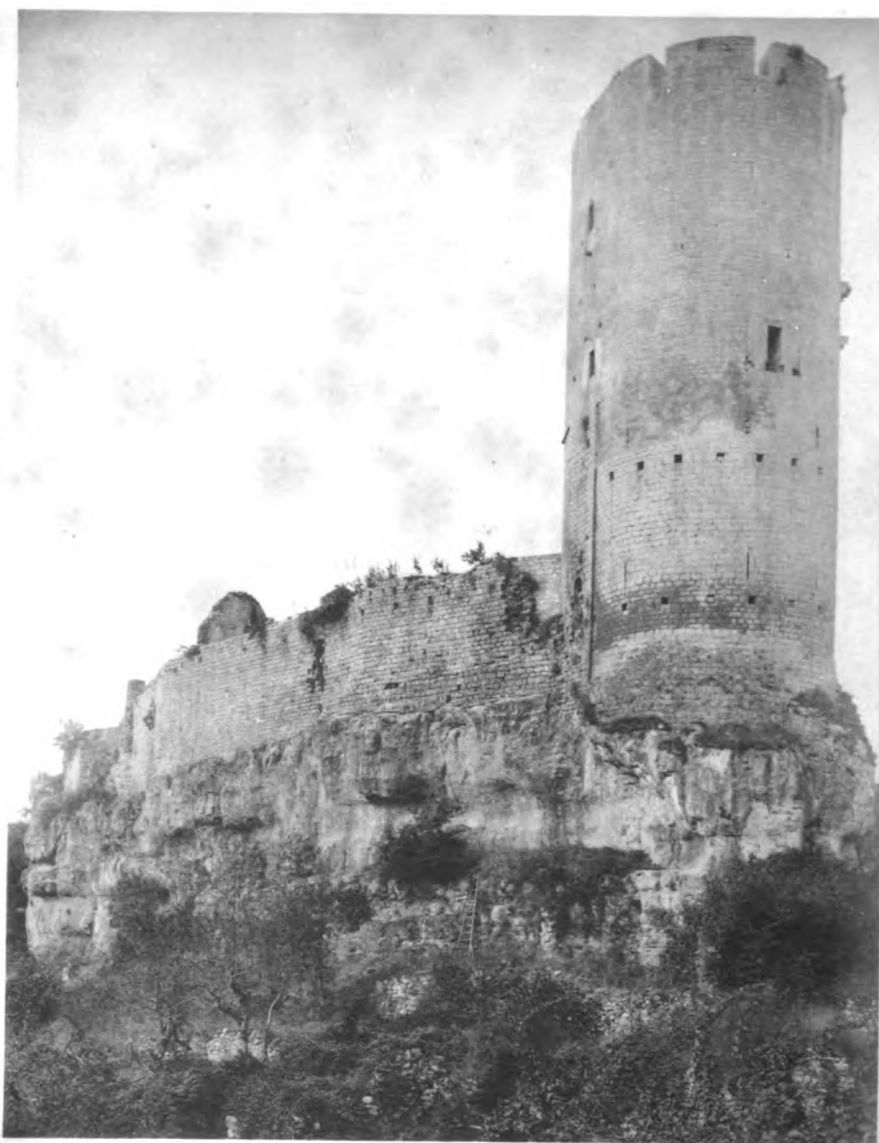
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE AGENAISES

43, Rue Voltaire, 43

(ANCIENNES MAISONS NOUBEL ET LAMY)

1899

DC
611
A16R3
v. 24



Cliché Ph. Lauzun.

Phototypie Bellotti.

CHATEAU DE GAVAUDUN

(LOT-ET-GARONNE)

LE CHATEAU DE GAVAUDUN

Le site de Gavaudun est un des plus pittoresques du département de Lot-et-Garonne.

Un peu après le hameau de Salles, à la jonction des deux routes de Monflanquin et de Libos, la vallée de la Lède se retrécit tout d'un coup et présente, en remontant son cours, une physionomie étrange. Dans la brèche ouverte pour laisser passer la route, la terre prend une couleur rouge sang. De grands blocs de rochers, aux formes fantastiques, surgissent des deux côtés de la rivière, profondément encaissée entre leurs parois à pic tapissées d'un sombre revêtement de verdure. Leurs assises gigantesques s'entrouvrent çà et là pour laisser apercevoir des cavités mystérieuses, des grottes préhistoriques, tandis que leurs couronnements se détachent comme d'immenses chapiteaux, qu'arrondirent autrefois les eaux torrentueuses, mais que l'on dirait taillés par des mains surhumaines ⁽¹⁾. Les sinuosités de la val-

(1) Dans ses remarquables études sur la *Géologie et la Paléontologie du département de Lot-et-Garonne* (Agen-1888), M. Ludomir Combes donne d'intéressants détails sur la vallée de la Lède, (pages 102-110) « dont les coteaux, dit-il, depuis son berceau jusqu'aux environs de Salles (c. a. d. autour de Gavaudun), appartiennent à la grande époque secondaire » et qui, postérieurement, « offre aux environs de Gavaudun, d'irrécusables témoignages de l'antique existence de l'homme sur ses bords. » C'est ainsi qu'au cours de ses laborieuses recherches, il aurait trouvé dans une première

lée s'accroissent ; le chemin se rapproche de la rivière ; une grande muraille grise paraît un moment barrer le passage ; puis, subitement, à un dernier tournant, se dressent au milieu d'un cirque sauvage et au-dessus de quelques maisons couchées à leurs pieds, le roc et le donjon de Gavaudun.

Repaire féodal, telle est la première idée qui vient à l'esprit à la vue de cette sombre construction. Nid de vautours, demeure redoutable, véritablement imprenable à l'époque où elle fut édifiée, et qui a dû voir se dérouler sous ses voûtes plus d'un drame sanglant aux émouvantes péripéties ! Et, il faut bien le dire, l'histoire, cette fois, vient confirmer ces impressions premières et donner corps à ces images, évoquées tout d'abord par l'imagination.

Mais avant de rappeler les sièges mémorables que soutinrent ces antiques murailles et de faire connaître la série presque ininterrompue de ses puissants seigneurs, recherchons d'abord, par le peu qu'il en reste, ce que devait être au point de vue archéologique l'ancien château ; puis étudions en détail son donjon, encore intact, qui présente de si curieuses dispositions.

grotte, creusée dans le calcaire crétacé au dessus des forges de *Rutis* et de *Magnet*, « un beau Métacarpien de Renne », de nombreux ossements d'animaux herbivores et une importante collection de silex. Mais c'est surtout la grotte funéraire, toujours creusée dans le calcaire crétacé au dessus du *Moulin du Milieu*, presque en face du château de Gavaudun, qui lui permet de constater, par la découverte de nombreux silex taillés, d'ossements « ayant appartenu la plupart à de grands mammifères », et surtout de deux squelettes humains, d'origine très ancienne, placés l'un au-dessus de l'autre et que notre savant compatriote ne craint pas de faire remonter aux plus lointaines époques de l'âge de pierre, qu'à ce moment l'homme est apparu et a vécu dans ces régions si curieusement tourmentées.

I

« Près de Sarlat, tout contre l'église de Caudon, sur le
« fleuve de Dordogne, écrivait déjà au commencement du
« xvii^e siècle le chanoine Jean Tarde, est un grand rocher,
« coupé à plomb tout à l'entour, sauf du costé qu'il se tient
« à la montaigne, sur lequel est une plaine, à l'entrée de
« laquelle on voit les ruines d'une muraille qui le fermait.
« Turnac, qui est proche de là, a esté fermé tout de mesme.
« *Le fort de Gavaudun en Agenois a esté pris en ceste*
« *sorte* ; et je présuppose que sur ceste raison furent origi-
« nairement pris le commencement de Caors, Cadenac,
« Lusetz et autres places environées de rivières en forme
« de presqu'île ⁽¹⁾. »

En ce qui touche la description du rocher de Gavaudun, le bon chanoine ne pouvait mieux dire.

Ce bloc énorme, de 300 mètres environ de longueur, s'avance en effet, en forme de promontoire, au milieu de la vallée, qu'il coupe en deux fractions presque égales. Sa plus grande largeur ne dépasse pas 20 mètres. Sa hauteur, à sa pointe occidentale, là où des eaux diluviennes sont venues battre ses flancs et lui donner cette forme étroite et allongée que nous lui voyons aujourd'hui, atteint jusqu'à 40 mètres

(1) *Les Chroniques de Jean Tarde* (1561-1636) in-4^o p. 21. (Paris, Picard, 1887.)

au-dessus du niveau de la vallée. Son orientation est celle du nord-est, sud-ouest.

- Inaccessible de toutes parts, sauf du seul côté nord-est, qui est le point faible et par suite le seul attaquable, deux tranchées ont été creusées en cet endroit dans le roc vif. L'une, au pied même du coteau de Laurenque, offre une largeur de 20 mètres à peine et sert de col entre les deux vallées. La seconde, plus profonde, plus étroite, constitue un véritable *vallum* au pied même du donjon, et isole le château d'une façon absolue.

On comprend quelle importance stratégique pouvait offrir dans le haut moyen-âge, avant l'invention des armes à feu, cette position rendue ainsi inexpugnable, et avec quel empressement elle dût être choisie par ses premiers possesseurs, jaloux de s'y fortifier et de s'y mettre à l'abri de l'ennemi. Car, la vallée de la Lède fut toujours un chemin très fréquenté, ouvert aussi bien aux marchands qui se rendaient du Périgord dans l'Agenais qu'aux bandes armées qui s'échelonnaient de Biron à Monflanquin, soit au temps des guerres anglaises, soit, plus tard, au moment des troubles religieux.

ENTRÉE DU CHATEAU. — Si escarpé que fut le château de Gavaudun, il fallait bien cependant pouvoir accéder à son sommet. Quelle était donc son entrée, et comment ses premiers constructeurs surent-ils tirer parti des défenses naturelles qui leur étaient offertes ? Ici nous nous trouvons en présence, sinon d'un problème encore imparfaitement résolu, du moins d'une disposition des plus originales, fort rare, pour ne pas dire unique, en fait de construction militaire.

Passons sous une première porte en ogive, qui semble bien contemporaine du château et au-dessus de laquelle ont été ouvertes au xv^e siècle deux fenêtres à meneau horizontal et à moulures prismatiques ; contourmons la pointe occiden-

tale du rocher, et arrivons devant la mairie actuelle γ , presque adossée à sa face méridionale. Cette construction, déjà ancienne, mais qui ne remonte pas au-delà du xv^e siècle, ainsi que le prouve l'élégante fenêtre, aujourd'hui murée, ouverte autrefois sur la façade orientale, était une dépendance du château. Elle se prolonge par un mur, figuré en pointillé sur notre plan, dans lequel on a ménagé une première porte v , sous laquelle nous passerons. A six mètres, en v' , à gauche, s'ouvre une seconde porte, en tiers-point comme la précédente, au-dessus de laquelle on peut lire, quoique le 3 soit bien effacé et puisse donner lieu à controverse, la date de 1314, en chiffres arabes, ce qui à cette époque constitue une rareté. Franchissons-la, passons derrière la mairie, montons les marches d'un petit escalier, et, après deux contours à angle droit, arrivons contre la paroi même du rocher, au point κ , où s'ouvre devant nous un trou béant, en forme de grotte. Là se trouve, et a toujours été, l'unique entrée du château de Gavaudun.

En κ , en effet, est une grotte naturelle, à peu près circulaire, dont l'extrémité supérieure arrondie comme un puits a été vraisemblablement creusée de main d'homme. Contre ses parois ont été appliquées des marches de pierre, fort grossières, en forme de colimaçon. Elles aboutissaient autrefois à une échelle mobile, qu'on a remplacée de nos jours par une vingtaine de degrés encastrés dans le roc, mais beaucoup trop étroits et très dangereux. Cette échelle débouchait à l'extérieur, à peu près à mi-coteau. Là, un étroit sentier à ciel ouvert, entrecoupé de marches, serpente le long du rocher et conduit, par une brèche ouverte dans la courtine, au sommet, c'est-à-dire dans l'intérieur du château proprement dit.

On a cherché à contester l'ancienneté de cette entrée bizarre du château de Gavaudun. On est allé jusqu'à dire « que les communications avec l'extérieur ne pouvaient

« avoir lieu qu'au moyen d'un appareil semblable à ceux
« encore en usage pour les Couvents des *Météores*, dans
« la Turquie d'Europe, si bien décrits par Didron dans ses
« *Annales archéologiques* et consistant en une corde pas-
« sant sur une poulie et soutenant une cage en bois enve-
« loppée d'un large filet, le tout mis en mouvement par un
« treuil, qui hissait les visiteurs du bas de la plaine au som-
« met de la plateforme ⁽¹⁾. »

Nous ne saurions partager cette manière de voir. Nous ne nous représentons pas bien, en effet, les grandes dames du xvi^e siècle qui habitèrent Gavaudun, la maréchale de Saint-André entr'autres, à la veille de ses couches faites à ce château, où elle donna naissance à la célèbre Anne de Caumont, hissées au moyen d'un treuil, dans une cage de bois, à plus de 40 mètres de hauteur. Nous préférons les voir gravir, bien que l'ascension ne fut pas sans fatigue, les marches en spirale de la grotte circulaire, les degrés de l'échelle mobile, et finalement l'escalier creusé dans le roc, aboutissant au sommet du coteau. Si le système d'une poulie fut appliqué ce ne dut être que pour puiser de l'eau dans le puits voisin Q, ou aussi pour monter des vivres, des armes et des munitions.

CORPS DE LOGIS PRINCIPAL. — Du château proprement dit, il ne reste que très peu de traces. Tout ou presque tout a été détruit au niveau du sol. Aussi est-il fort difficile de préciser la destination des différentes pièces.

Le château de Gavaudun occupait toute la superficie du plateau, depuis le donjon au nord-est jusqu'à la plateforme qui le terminait à la pointe sud-ouest. Son plan était imposé

(1) Rapport manuscrit de M. Bourrière, architecte, sur les réparations à effectuer au château de Gavaudun, du 22 juin 1865, en la possession de M. L. Payen, architecte du département, qui a bien voulu nous en donner communication.

par la configuration du rocher, dont ses murs suivaient les capricieux contours. Relevé pour la première fois par nous, nous en donnons ci-après la reproduction ⁽¹⁾.

En H se trouvait le principal corps de logis. Il occupait une superficie de 30 mètres de long sur 10 de large, y compris les deux murs extérieurs. Sa hauteur, encore bien visible par la trace des combles qui venaient buter contre la face ouest du donjon, atteignait 9 mètres. Sur le dessin que l'abbé Barrère consacre au donjon de Gavaudun et qui a dû être fait vers le milieu de ce siècle, alors que cet écrivain amassait les matériaux de son *Histoire monumentale du diocèse d'Agen*, on voit encore le mur méridional de cette salle H atteindre la hauteur du premier étage du donjon, c'est-à-dire la ligne des meurtrières à double croisillon. Deux larges fenêtres y sont ouvertes en brèche ⁽²⁾.

Ce corps de logis ne renfermait du reste qu'un rez-de-chaussée et un premier étage. Il était divisé, croyons-nous, en trois pièces à peu près égales, du moins si l'on en juge par les deux murs de refend *f* et *f'*, dont les bases à peine visibles sont cachées par les ronces et les herbes qui poussent hautes et drues en cet endroit. Là se trouvaient la grande salle, la salle à manger, les chambres principales.

Le mur extérieur ne semble pas, de chaque côté, avoir dépassé une épaisseur de 0^m 75 centimètres. Le passage *p*, qui mène au donjon, d'une largeur actuelle de 2 mètres, est, croyons-nous moderne et formé par les matériaux, provenant de la destruction du château, que l'on a amassés et

(1) M. Etcheverry, instituteur public à Montagnac-sur-Lède, a bien voulu, de son côté, relever également pour nous le plan du château de Gavaudun. C'est l'ensemble de son travail et du nôtre qui nous a permis de le donner ici aussi exactement que possible. Qu'il veuille bien, pour sa collaboration à cette étude, agréer nos plus sincères remerciements.

(2) *Histoire monumentale et religieuse du diocèse d'Agen*, par l'abbé Barrère, T. I, p. 331,

alignés ainsi en cet endroit. Partout ailleurs, du reste, on ne constate au mur de la courtine qu'une largeur de 0^m50 à 0^m75 centimètres au plus. Ce peu d'épaisseur surprend tout d'abord. Il s'explique néanmoins si l'on se rend compte que, de tous côtés, sauf du côté nord-est où se dresse le donjon, le château était inexpugnable, et n'avait nul besoin par suite, pour sa défense contre une escalade impossible ou les traits bien amortis des assaillants, d'être protégé plus efficacement.

Un mur *d, e*, crépi encore du côté est, nu à l'ouest, séparait le corps de logis principal, *h*, du compartiment *c*, dont la destination est plus problématique. Le mur *m'*, qui le clôture à l'ouest, est, en effet, comme le mur *m* crépi du côté du donjon et nu à l'ouest. Il existait donc en *c* plusieurs pièces différentes, aujourd'hui totalement démolies; d'abord, une cour à ciel ouvert contre le mur *m*, où aboutissait l'escalier extérieur *s*, puis quelque pièce couverte en *m'*, la cuisine peut-être, non loin de la poulie qui permettait de puiser de l'eau dans le puits *q*, au niveau de la vallée.

Dans ce compartiment *c*, d'une longueur de 19 mètres, il est bon de signaler sur la courtine nord, d'abord l'éperon triangulaire *g*, puis la base d'une petite tour ronde *h*, à l'angle du mur *m'*, aujourd'hui entièrement détruite.

Qu'était également le compartiment suivant, compris entre ce mur *m'* et le mur *n*? Du côté nord, on remarque un avancement *r*, sorte de bastion à pic sur la vallée, au-dessus d'une grotte naturelle dont l'ouverture se voit de loin et qui très certainement a dû être utilisée autrefois comme cave ou comme magasin. Il serait curieux de chercher si cette grotte, malheureusement peu accessible, ne correspond pas par quelque orifice aujourd'hui bouché à cette espèce de piscine polygonale *o*, pointillée sur notre plan, que l'on pourrait prendre d'autant plus facilement pour une citerne à ciel ouvert, que tout à côté, en *x*, existe

encore une petite salle voûtée en berceau, avec son sol dallé et une gargouille à gauche destinée à rejeter le trop plein de l'eau. Ce qui semble indiquer un autre réservoir, cette fois fermé; les deux d'ailleurs indispensables en cas de siège et d'interruption de communication avec le puits extérieur. Tout ce compartiment, de *m'* à *n*, mesure 13 mètres de longueur.

Le château se terminait par une plateforme *r*, de 22 mètres de long, qui n'a jamais été couverte et d'où la vue s'étend au loin sur l'entrée de la vallée et les pentes des côteaux environnants. En cet endroit, le mur extérieur ne dépasse pas 0^m 50 centimètres d'épaisseur.

La longueur totale du château, depuis la pointe de cette plateforme jusqu'à l'extrémité nord-est du donjon, en y comprenant l'épaisseur de tous les murs, atteint à peu près 100 mètres.

LE DONJON. — Le donjon, encore intact comme au commencement du xiv^e siècle, est sans contredit la partie la plus intéressante du château de Gavaudun. Chacun de ses six étages présente, ainsi qu'on peut le voir sur les quatre plans que nous en donnons, une disposition différente. Etudions-le d'abord à l'intérieur, puis à l'extérieur.

Rez-de-chaussée. — Une seule porte *c*, de 1^m 20 de large et de 2^m 50 de hauteur, en cintre surbaissé, donne accès au rez-de-chaussée du donjon ⁽¹⁾. Elle est de niveau avec le rez-de-chaussée de l'ancien corps de logis et servait de communication entre eux. Cette porte vient d'être refaite. Mais elle existait primitivement, puisqu'elle s'ouvre sur l'étroit couloir *c'*, de 1^m 70 de large et de 5^m de

(1) Voir le plan du rez-de-chaussée du donjon, attachant au plan de l'ancien corps de logis (N. 1.)

long, sur l'ancienneté duquel on ne saurait se méprendre.

Ce couloir oblique conduit à une première salle *m*, voûtée en berceau, de 2^m 40 de largeur, parallèle à une seconde salle *n*, également voûtée en berceau, mais de 1^m 80 seulement de large, dans laquelle on pénètre par une porte *p*, ouverte dans un mur de refend, qui partage en deux parties presque égales tout le rez-de-chaussée du donjon.

Cette disposition ou plutôt cette précaution s'imposait. Lorsque, en effet, le château fut reconstruit au commencement du *xiv^e* siècle, ainsi que nous le prouverons plus loin, et qu'on résolut d'utiliser ce qui restait du donjon primitif, c'est-à-dire les murs du rez-de-chaussée, l'architecte, craignant à juste titre que ces murs ne pussent supporter le poids énorme des étages supérieurs, dont quelques-uns, comme le premier, sont presque entièrement en maçonnerie pleine, jugea prudent de les étayer par un mur central, contre lequel viendraient buter deux étroites mais épaisses voûtes en berceau. S'il nuisait peut-être un peu aux moyens de la défense et surtout au coup d'œil d'ensemble, ce mur assurait du moins la solidité de l'édifice. Ainsi nous expliquons-nous pourquoi, construit après coup, il vient aveugler à moitié la meurtrière 2.

Ces voûtes ne contiennent aucune trace de trappes. Contrairement aux usages adoptés, ce rez-de-chaussée n'était donc pas hermétiquement muré; et c'est bien par la porte *c* et le couloir *c'*, et non par des échelles mobiles qu'on y pénétrait.

En cette première salle *m*, trois baies donnent sur l'extérieur. Premièrement, une grande fenêtre *D*, aujourd'hui entièrement refaite en arc brisé, mais qui devait être primitivement cintrée et surtout beaucoup moins large. En second lieu, deux meurtrières 1 et 2, chacune dans un pan différent, composées à l'intérieur d'abord d'une niche cintrée de 0^m 70 cent. de large sur 0^m 50 de profondeur, pouvant abri-

ter un défenseur, puis de la meurtrière proprement dite, ouverte en ébrasement dans l'épaisseur du mur réduite à 1^m, et terminée par une rainure verticale simple, fort étroite, de 1^m également de hauteur. Ces meurtrières, bien caractéristiques, datent du XII^e siècle ⁽¹⁾. Elles faisaient donc partie du château primitif.

Mêmes dispositions ou à peu près, dans la salle voisine N, ajourée, d'abord par deux meurtrières 3 et 4, de dimensions inégales, (la meurtrière 4 mesurant dans sa niche 1^m 80 de large sur 1^m 50 de profondeur), puis, par la porte-fenêtre E, cintrée, de 1^m 60 de haut sur 0^m 65 de large, se reliant par un étroit couloir, également cintré, à une ouverture extérieure de 0^m 80 de large. Tout ce côté constitue très certainement la partie la plus ancienne du donjon, et peut remonter au delà même du XII^e siècle.

Une ceinture de hourds s'appliquait en cas de siège autour de ce rez-de-chaussée du donjon, déjà très élevé au-dessus du *vallum* précité. Les deux portes D et E y donnaient accès. Une série de trous de boulin, au nombre de 10, ménagés dans l'épaisseur du mur à distances égales pour le passage des poutrelles, communiquent encore en partie avec le sol de ce rez-de-chaussée. Ils existaient sûrement dès la première construction.

1^{er} étage. — Le premier étage offre un intérêt tout particulier.

Pour y accéder, il faut sortir du rez-de-chaussée par la porte C, remonter sur le mur de courtine, longer l'étroit et dangereux entablement tout moderne, sans rampe aucune ni support sérieux, qu'on n'a pas craint d'accoler au mur extérieur, et arriver à la petite porte cintrée C, très ancienne,

(1) Voir dans Viollet-le-Duc, *Dict. d'Architecture*, T. VI, l'article *Meurtrière*.

de 0^m65 centimètres seulement de largeur. (Voir notre plan du 1^{er} étage, N° 2).

Cette porte, à 3 mètres seulement au-dessus du sol du rez-de-chaussée, correspondait autrefois avec le premier étage du corps de logis principal et se trouvait être la seule entrée des étages supérieurs du donjon. Elle était à couvert, protégée par la chapente qui venait s'adosser au-dessus d'elle contre la paroi du donjon.

La porte c donne immédiatement sur un escalier droit, en pierres, D, de 0^m65 centimètres seulement de largeur comme elle, qui, perçant une épaisseur de maçonnerie de 9 mètres et de 5^m80 de hauteur, aboutit, par 21 marches, à la grande salle du 2^e étage.

Mais, à la hauteur de la 12^e marche, cet escalier se bifurque à gauche et conduit par une rampe de 7 marches, EF, à une galerie demi-circulaire M, qui représente à elle seule le 1^{er} étage du donjon.

Cette galerie, de 14 mètres de circonférence et de forme très irrégulière, ainsi qu'on peut le voir sur le plan N° 2, demi-circulaire contre le mur extérieur, polygonale au contraire sur les parois du mur intérieur, est voûtée, comme le rez-de-chaussée, en berceau et constitue une défense des plus sérieuses. Elle est percée de cinq meurtrières à distances inégales, munies, non plus d'une niche, comme celles d'au-dessous, avec lesquelles elles correspondent du reste exactement, mais d'un simple ébrasement de 1 mètre de large sur 0^m75 de côté, terminées par une rainure à double croisillon, de 0^m80 de hauteur, et entaillée à ses deux extrémités, afin que l'archer ou l'arbalétrier put étendre davantage le champ de son tir.

A cet étage on voit onze trous de boulin, destinés également au passage des poutrelles chargées de supporter des hourds. Mais une fois dressés, ces hourds obstruaient entièrement les cinq meurtrières. Pour expliquer cette anomalie,

faut-il croire qu'il se trouvait dans les hourds des ouvertures correspondantes ? Ou plutôt, ne doit-on pas admettre que, cette ceinture de hourds existant déjà dans le premier château, l'architecte du xiv^e siècle ait tenu à la conserver, tout en adoptant au-dessus ce système nouveau d'archères doubles, beaucoup plus utiles que les hourds, et permettant aussi bien de lancer des traits que de surveiller les mouvements de l'ennemi ? Aucune ouverture ne se voyant de plain pied, comment du reste aurait-on pu accéder à cette ceinture de hourds ?

Quoiqu'il en soit, cette galerie du 1^{er} étage constitue une des singularités du donjon de Gavaudun ; refuge presque imprenable, en cas d'assaut ; cachette mystérieuse, d'où il était impossible de déloger les assiégés.

2^e étage. — Une grande salle occupe à elle seule tout le second étage du donjon. On y arrive par les 21 marches de l'escalier CDE, creusé, à partir du 1^{er} étage, dans l'épaisseur de la maçonnerie de 5^m80 de hauteur, et qui débouche, au point K, par un trou en forme de trappe. (Voir le plan du 2^{e} étage, N^o 3.)

Située à 8^m80 au-dessus du sol du rez-de-chaussée, la grande salle du donjon de Gavaudun affecte la forme d'un trapèze de 6^m20 de long sur 6^m50 en moyenne de large, non comprise l'épaisseur des murs très variable. Sa hauteur est de 7 mètres. Elle est voûtée en arc de cloître ; mais les arêtes de sa voûte, qui est en bel appareil du xiv^e siècle, sont interrompues et viennent s'amortir sur un compartiment central rectangulaire.

Trois fenêtres l'éclairent. Celle du nord, D, partagée par un meneau vertical, a été tout nouvellement restaurée. Était-elle primitivement aussi large et affectait-elle la forme actuelle ? Nous ne le croyons pas ; et bien que rien plus ne nous indique comment, de ce côté, cette salle était ajourée,

nous préférons nous la représenter, ogivale, géminée, avec deux arcatures trilobées, soutenues par une élégante colonnette, semblable à toutes celles que nous voyons dans nos châteaux gascons de la fin du ^{xiii}^e siècle ⁽¹⁾.

La fenêtre E, au midi, rectangulaire, semble bien avoir été restaurée dans le style primitif. Les encadrements ont été conservés. La voûte seule en berceau a été refaite.

Une troisième ouverture, C, éclairant encore la grande salle sur la façade ouest, n'était autre que la porte primitive extérieure du donjon. On y accédait par le chemin de ronde, qui devait aboutir à sa hauteur, ou peut-être plus anciennement au moyen d'une échelle mobile. De 0^m70 centimètres de large seulement sur 1^m80 de haut, elle se termine en tiers-point, conformément au modèle généralement adopté dans tous les châteaux de cette époque.

Les deux fenêtres D et E donnaient sur la vallée. A l'abri de l'escalade, elles pouvaient, sans danger, offrir une certaine largeur. Il n'en était pas de même de celles qui regardaient le coteau rapproché de Laurenque. Aussi, de ce côté, la grande salle ne présentait-elle que deux ouvertures, M, N, larges meurtrières précédées de niches rectangulaires, sur les bancs desquelles pouvaient s'asseoir les archers.

La meurtrière M, encore à peu près intacte, se termine après ébrasement oblique par une rainure verticale, sans ailerons.

La meurtrière N, aujourd'hui transformée en couloir et en porte, ouverte de plain pied sur le vide, existait-elle ainsi primitivement ? Nous ne le pensons pas. Sur le dessin de l'abbé Barrère, cette baie se voit beaucoup plus étroite et présente plutôt l'aspect d'une meurtrière que d'une porte.

(1) Voir notre étude : *Châteaux Gascons de la fin du XII.^e siècle*, in-8^o de 431 pages, avec planches et plans. Auch, 1897.

Outre qu'une ouverture d'une dimension aussi considérable pouvait offrir en cet endroit un très grave danger et passer pour une témérité, nous n'en voyons nullement la nécessité. On remarque, il est vrai, à l'extérieur deux trous de boulin, ouverts de chaque côté, qui donnent lieu de supposer qu'il existait en cet endroit soit une console, soit un entablement pouvant supporter, par exemple, des lieux d'aisances. Jusqu'à preuve du contraire, nous croyons que primitivement la meurtrière N devait être semblable à la meurtrière M, sa voisine, et nous estimons que de cette façon seulement aurait dû être compris cet essai de restauration.

Tout à côté en O, dans l'épaisseur du pan de mur méridional, est creusée la cage d'un petit escalier à vis permettant de monter aux étages supérieurs.

Enfin, dans le coin opposé, F, une large cheminée avait été aménagée, à l'endroit où depuis un coup de foudre avait déterminé une lézarde partant d'un bout à l'autre du donjon, qui était devenue des plus dangeureuses, et qu'en 1876 on a cru devoir fermer.

3^e étage. — Quatorze petites marches, fort usées, conduisent au 3^e étage. Il ne consiste, comme le 1^{er}, qu'en une galerie défensive, demi-circulaire, mais plus restreinte. Cette galerie ne mesure en effet sur sa paroi intérieure que 4^m 60 de longueur. Sur la face nord-est, deux meurtrières seulement, en croix pattée, de 0^m 70 d'ébrasement, entaillées également à leurs deux extrémités et accusant bien le caractère des premières années du xiv^e siècle. Pas de trous de boulin à cet étage. En revanche, à l'extrémité septentrionale et contre la grande arête du donjon, une porte rectangulaire de 0^m 55 de large, aboutissant à un étroit balcon, aujourd'hui démolie, mais dont on voit les deux supports. Ces consoles, en encorbellement, nous paraissent cette fois avoir été destinées à soutenir soit un hourd mobile, soit un moucharabi,

soit plutôt des lieux d'aisance, plus probables en cet endroit que partout ailleurs.

4^e étage. — Remontant l'escalier à vis, o, nous arrivons après une ascension de 16 nouvelles marches au 4^e étage, aujourd'hui à ciel ouvert et pour cela fraîchement cimenté. Il était jadis recouvert par le plancher du cinquième et dernier étage, soutenu par les corbeaux dont on distingue encore la trace. (Voir notre plan du 4^e étage, N^o 4).

Quatre meurtrières, sans niches extérieures, consistant en un simple ébrasement dans le mur, et terminées, les deux premières, 1 et 2, sur la face nord par une rainure en croix pattée, les deux autres, 3 et 4, par une rainure verticale, défendaient cet étage, qui était ajouré en outre, au midi, par une jolie fenêtre c, à arcature trilobée, de 1^m40 de haut sur 0^m 60 de large, munie à sa base de deux meurtrières carrées et bien dans le style du temps.

A l'ouest, aucune ouverture. On constate seulement, dans l'angle F, la trace du conduit supérieur de la cheminée de la grande salle.

5^e étage. — Un cinquième et dernier étage couronnait, avec sa ceinture de créneaux, le donjon de Gavaudun. Cette plateforme n'était pas à ciel ouvert, aucune trace n'existant pour l'écoulement des eaux. Elle était protégée par une charpente polygonale, au faite de laquelle flottait l'étendard du seigneur. La cage d'escalier, o, s'arrêtant au 4^e étage, on y accédait par des échelles mobiles qu'on appuyait contre le chemin de ronde. On a refait aujourd'hui les merlons. On compte 1 créneau à l'ouest, 2 au nord, 2 à l'est et 2 au midi.

La hauteur totale du donjon de Gavaudun, de la base du plateau au sommet des merlons, est de 20^m 80 ⁽¹⁾.

(1) C'est la mesure que donne M. Bourrière dans son rapport, et que nous n'avons pu vérifier.

EXTÉRIEUR DU CHATEAU. — Etudions maintenant l'extérieur du château et rendons-nous compte de son système défensif, principalement de celui du donjon.

Le donjon de Gavaudun affecte, ainsi qu'on l'a vu déjà par l'étude des étages intérieurs successifs, une forme des plus singulières. Ses deux faces ouest et nord sont carrées, coupées presque à angle droit, tandis que sa façade est s'arrondit en forme d'arc de cercle et que sa façade méridionale se brise en trois pans irréguliers.

Maintenant, si l'on se place à 150 mètres environ à l'est, au point où a été prise notre première photographie, presque au bas du coteau de Laurenque, on est frappé de la différence de teintes qu'offrent les deux étages inférieurs d'avec ceux d'au dessus. L'appareil n'est pas le même. Dans le bas, semblable à celui de la courtine méridionale, il est grossier, presque cubique, présentant tous les caractères des plus anciennes constructions du ^{xii}^e et même du ^{xi}^e siècle. Les pierres sont rougies, soit par le temps, soit par l'incendie ; le ciment fait défaut ; les assises s'alignent irrégulières ; tandis que, au dessus de cette ligne bien tranchée qui court à la hauteur des meurtrières à double aileron du premier étage, à 1 mètre environ au dessus de la dernière ceinture des trous de boulin, la teinte est plus grise, plus foncée ; l'appareil plus régulier, plus allongé ; le ciment est resté intact ; la construction en un mot est plus soignée, accusant d'une façon indubitable le mode, si connu, de la fin du ^{xiii}^e ou du commencement du ^{xiv}^e siècle. Toute la façade nord-est, ainsi que les faces nord et ouest, datent également de cette dernière époque.

La conclusion s'impose. Le donjon de Gavaudun a été construit en deux fois ; ou plutôt, sur l'ancienne tour du ^{xii}^e ou peut-être même du ^{xi}^e siècle, détruite, ainsi que nous le verrons dans la partie historique, en 1169, par l'évêque de Périgueux, Jean d'Assida, s'éleva au commen-

cement du ^{xiv}^e siècle le nouveau donjon, les constructeurs se gardant bien de renverser ce qui restait de la première forteresse, et, sur ses fondements sans doute fort solides encore et ses deux premiers étages, se contentant de bâtir avec un appareil plus soigné et un nouveau système de défense les quatre étages supérieurs. D'où cette forme bizarre et irrégulière qui leur fut imposée par les assises primitives inférieures des faces sud et sud-est.

L'étude des meurtrières vient confirmer cette manière de voir. Au rez-de-chaussée les quatre archères sont verticales, sans ailerons, offrant avec leurs niches intérieures cintrées tous les caractères du ^{xii}^e siècle, telles qu'on les voit aux tours de la vieille cité de Carcassonne.

A partir du milieu du 1^{er} étage au contraire, c'est-à-dire à l'endroit précis où apparaît le nouveau mur, les meurtrières ne sont plus les mêmes. Elles ne sont constituées à l'intérieur que par un large ébrasement, sans ressaut, terminé toujours par une rainure verticale, mais cette fois entaillée à ses deux extrémités supérieure et inférieure, et en outre au milieu par un double croisillon.

Mêmes dispositions au 3^e et 4^e étages, où elles ne présentent il est vrai qu'un seul aileron, mais rentrent néanmoins comme les précédentes dans cette catégorie d'archères en croix pattée, si favorables au tir à la volée de l'arc ou de l'arbalète, et adoptées dans tous nos châteaux gascons dès le dernier quart du ^{xiii}^e siècle, beaucoup plus tôt par conséquent que ne semble le croire Viollet-le-Duc, qui ne les date que du milieu du ^{xiv}^e siècle ⁽¹⁾.

Et, signe distinctif de cette époque, ces archères des 1^{er}, 3^e et 4^e étages ne sont plus percées les unes au-dessus des autres, comme entre le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage ; mais elles chevauchent, c'est-à-dire qu'elles sont placées

(1) *Dictionnaire d'architecture*, T. vi. p. 393.

« pleins sur vides, afin de découvrir tous les points de la circonférence. » ⁽¹⁾

Il ne semble pas que les meurtrières de Gavaudun aient été percées en vue des armes à feu. Leurs rainures, toujours fort étroites, accusent nettement l'époque où l'on ne songeait pas encore à utiliser la poudre comme moyen défensif.

Entièrement rasées du côté nord, il est impossible de préciser la date des courtines.

Les quelques fragments de murs qui subsistent encore du côté du midi, dont quelques-uns atteignent une hauteur de six mètres et qui, suivant tout le contour du rocher, sont percés çà et là de trous de boulin, comme le rez-de-chaussée du donjon auquel ils viennent se raccorder, nous paraissent, tant par leur teinte rougie par le feu que par leur appareil cubique et les lignes irrégulières de leurs premières assises, remonter à la plus ancienne construction du château.

En résumé, toute la courtine méridionale, le rez-de-chaussée et une partie du 1^{er} étage du donjon du côté sud et sud-est datent, selon nous, soit du commencement du xii^e siècle, soit peut-être du siècle précédent. Le château à cette lointaine époque ne devait consister, comme celui de Bonaguil ⁽²⁾, de Madaillan ⁽³⁾ et de bien d'autres encore, qu'en une simple tour, érigée à l'endroit le plus faible et entourée uniquement de courtines ou même de simples palissades de bois. Poste d'observation, plutôt que logis habitable ; simple refuge, avant de devenir une orgueilleuse construction.

Tout le reste, courtines nord et ouest, étages supérieurs du donjon, corps de logis, etc., fut élevé plus tard sur les assises primitives, et aussi considérablement agrandi,

(1) Dans ce même article *Meurtrières*, Viollet-le-Duc fait admirablement saisir, à la p. 388 du T. vi, cette savante disposition stratégique.

■ (2) Voir notre étude sur *Le Château de Bonaguil* (3^e édition), Agen, 1898.

(3) *Etude sur le Château de Madaillan*, par MM. Tholin et Benouville, Agen, 1887.

sans doute à l'époque où les Baleinx le possédaient, c'est-à-dire dans les premières années du ^{xiv}^e siècle, ou peut-être même seulement quelques années plus tard, au moment où il passa entre les mains de la puissante famille de Durfort.

En tous cas, tel qu'il fut reconstruit alors et qu'il se voyait au moment de la Révolution, avec ses tours et ses murailles à peu près intactes, ainsi que le certifient les vieilles gens du pays, il offrait le plus imposant et le plus pittoresque effet ⁽¹⁾.

Après le château, quelques autres monuments méritent d'être signalés à Gavaudun.

D'abord, la *mairie actuelle*, vieille construction du ^{xv}^e siècle avec son élégante fenêtre, aujourd'hui murée, sur sa façade est, et ses deux portails, dont l'un, nous l'avons dit, est daté. Ce corps de logis, ainsi que les autres à côté, constituaient les dépendances du château : écuries, remises, communs, décharges, magasins, etc., toutes choses qui ne pouvaient exister au sommet du rocher.

Puis, l'*hospice* (*hospitium*), moitié auberge, moitié hôpital, construit sur le bord de la route et si souvent mentionné dans les actes du ^{xvi}^e siècle. Il renfermait la *chapelle Ste-Anne*, dont on voit encore les traces contre le fragment de rocher que la route neuve a coupé et qui était attenante au moulin établi sur la Lède. La tradition est encore vivante de

(1) Le donjon de Gavaudun a été dans ces dernières années l'objet de plusieurs tentatives de restauration, plus ou moins heureuses. Elles ont été entreprises d'abord par M. Gilles, ancien sous-officier du génie, architecte de la maison centrale d'Eysses, puis par M. P. Gout, envoyé par la commission des Monuments historiques, et, sous ses ordres, par M. L. Payen, architecte départemental de Lot-et-Garonne. En 1894, une somme de 5 300 fr. y a été employée.

la pièce dite la *pharmacie*, sous le dallage de l'église et de plain pied avec le reste de l'établissement. ⁽¹⁾

Mais le monument qui, de la part des archéologues comme des artistes, exige une visite toute particulière est l'*église de Laurenque*, à l'extrémité du village de ce nom, à 300 mètres à peine du sommet du donjon à vol d'oiseau. Pour y arriver on passe devant les ruines, fort pittoresques et d'un grand effet, d'une *autre église du xiv^e siècle*, dont l'ossature se dresse encore imposante, en face même du donjon, et qui dut être détruite lors des troubles religieux; puis, après avoir traversé le village, on se trouve en présence de l'ancienne chapelle conventuelle.

L'église de Laurenque a été minutieusement décrite par M. G. Tholin ⁽²⁾. Nous n'y reviendrons pas. Qu'il nous suffise de rappeler que sa partie la plus ancienne se compose :
« 1° : D'une abside pourvue d'un chœur et décorée de neuf
« arcades sur colonnes, dont les cintres encadrent trois fenê-
« tres. 2° : D'une nef de trois travées, à peu près carrées,
« dont les deux extrémités sont voûtées en berceau plein
« cintre, tandis que celle du milieu est recouverte par une
« coupole sur pendentifs. »

Le portail, sans tympan, divisé en trois retraites dont les bandeaux « abritent deux plate-bandes, ornées, l'une
« d'entrelacs et de rainceaux, l'autre de quadrupèdes et de
« poissons », présente, sur les six chapiteaux qui surmontent ses colonnes et ses pieds-droits, une ornementation des plus variées, inspirée, comme celle des chapiteaux de l'intérieur, par les principales scènes de l'Ancien Testament.

C'est avec un grand sens archéologique que M. G. Tholin, réfutant l'opinion de l'abbé Barrère, d'après lequel l'église

(1) Note fournie par M. Etcheverry.

(2) *Etudes sur l'Architecture religieuse de l'Agenais* par M. G. Tholin. Ch. vi, pages 111-114.

de Laurenque remonterait au x^e siècle ⁽¹⁾, lui attribue, avec preuves à l'appui, la coupole sur pendentifs notamment « qui vaut une date », une origine contemporaine de la fin du xi^e siècle ou même du commencement du siècle suivant.

L'église de Laurenque dépendait déjà en 1153 du monastère de Sarlat. Le chanoine Jean Tarde la mentionne plusieurs fois dans ses Chroniques ⁽²⁾.

P. LAUZUN.

(A suivre)

(1) *Histoire religieuse et monumentale du diocèse d'Agen*, par l'abbé Barrère, T. I, pages 209-213.

(2) *Chroniques de Jean Tarde*. p. 62, 205, 252. (In 4^o, Paris, 1887).



Nº 3



P.L.

ÉTUDE

SUR LES

STATUTS, ACTES DES CONSULS & DÉLIBÉRATIONS DE JURADE

DE LA COMMUNE ET JURIDICTION

De Villeneuve-d'Agencois

(De Juin 1260 à Octobre 1785)

(SUITE)

A la séance du 18 février, M^r de Galaup, premier consul, annonce qu'il a présenté requête au Parlement de Guyenne contre M^r le curé de Ste-Catherine, sur ce qu'il refuse d'assister à la levée des corps de ceux qui veulent être ensevelis dans les chapelles et églises des communautés ou confréries de la ville. L'assemblée, toujours prête à partir en guerre contre les prétentions du clergé « déclare que si » M^r de Carmentran, prêtre et curé de Ste-Catherine, ne veut faire » raison, par tout le jour de demain, sur la requête, les consuls fe- » ront appliquer ladite ordonnance, et en poursuivront, au Parle- » ment, l'entérinement jusqu'à arrêt définitif, aux frais et dépens » de la communauté. »

Supposez de semblables conflits, toujours très nombreux, se produisant de nos jours, divulgués, commentés et envenimés par les journaux, et vous entendriez de belles protestations contre la tyrannie municipale, contre la haine des sectaires et des francs-maçons ! Pourtant, nous sommes sous Louis XIV, sous le règne de celui qui a ordonné la révocation de l'Edit de Nantes et les Dragonnades ; et ces luttes, dont nous allons être souvent témoins, n'excitent aucune indignation. Ce sont de très bons catholiques, de fidèles serviteurs de la monarchie qui les entreprennent avec ardeur, avec passion, tant ils sont pénétrés de la tradition française et monarchique, en ce qui concerne les droits, la défense des droits de la société civile. Il est curieux de constater que la revendication de ces droits provoquerait des protestations bien plus véhémentes, chez le clergé et les catholiques exaltés du temps présent, qu'elle n'en provoquait chez le clergé et les très fidèles sujets du Roi Très Chrétien.

A la même séance, nous pouvons nous apercevoir que l'épure-
ment des comptes est toujours en retard. Ainsi, Landès, consul de
1667, et Ménoire, consul de 1671, apportent leur compte général,
l'un dix ans et l'autre six ans après la fin de leur consulat. L'assem-
blée décide qu'on travaillera instamment, à l'audition pour clôture
desdits comptes, et que MM. de Latour, de Malateste sieur de Jam-
peau, de Lapeyrière sieur de Bure, Dulaurens vieux, Delbosq, La-
barrière, Gabel et Philibert, et tous ceux qui voudront en être, se-
ront chargés de les examiner.

Le système vicieux, et alors général, d'affermir les revenus de la
communauté, donne lieu à de nombreux procès. Nous en avons un,
en ce moment, au Parlement de Bordeaux, pour la consignation de
520 livres par le fermier général Bauger, sous prétexte de rabais à
raison de non jouissance. Les consuls sont autorisés à traiter pour
300 livres ; ils sont autorisés, aussi, à décharger de la taille, pour
quatre ans, un sieur Lauverdi qui prend 28 cartonnats (le cartonnat
représente 12 ares 14 centiares) à nouveau fief de M. l'abbé d'Eys-
ses ; il paiera seulement la taille à la proportion de la contenance.
Encore un exemple de la zizanie qui persiste entre les deux quar-
tiers de la ville, séparés par le Lot. Le 7 mars, Messieurs de Ga-
laup, Limouzin, Bruguière et Landès portent le différend devant
l'assemblée de Jurade. Il est dit que, le 27 février dernier, le sieur
Landès signifié à Bruguière une requête par laquelle il prétend faire
la levée de la quatrième partie de la taille, et demande qu'à cette
fin il lui soit donné l'extrait des taillables du quartier Saint-Etienne,
comme étant le seul consul de ce quartier, ajoutant que lesdits
sieurs consuls n'ont pas d'autorité dans cette paroisse de Saint-
Etienne.

Mais l'assemblée coupe court à cette nouvelle entreprise sépara-
tiste. Elle délibère que « au regard de la levée de la taille, il a tou-
» jours été pratiqué, en la présente communauté, qu'elle ne
» trouve jamais rien qui refuse ce droit aux consuls, qui ont, tou-
» jours, entre eux, conduit, conclu, pour raison de ladite levée ; et
» pour ce qui concerne la division de l'autorité des sieurs consuls,
» énoncée dans la requête de Landès, il a été délibéré que l'autorité
» consulaire est, et a toujours été, égale à tous les sieurs consuls,
» dans l'une et l'autre paroisse, l'une et l'autre ne faisant qu'une
» seule ville ; et déclare, au surplus, que, jamais, la paroisse de
» Saint-Etienne n'a été séparée par les rôles de la taille. »

Les beaux jours reviennent et la garnison s'en va ! Le 3 avril, les

troupes de la compagnie de Roussillon demandent à la Jurade « un » certificat d'avoir bien agi. suivant les ordres du Roi. » L'assemblée répond : « Les consuls feront un certificat comme quoi la communauté les a nourris pendant cet hiver, ensemble les officiers. Il » sera fait acte des fournitures narratives pour servir à la communauté à telles fins que de raison ; et d'autant que M. Bruguière, » consul, a avancé, pour leur journée, aux sieurs officiers, suivant » leur traité, 35 livres 10 sols, laquelle somme sera allouée au sieur » Bruguière. Et, pour le regard de la levée que les consuls ont fait, » pendant le quartier d'hiver, pour la subsistance de la garnison, les » consuls rendront leurs comptes de ladite levée, laquelle demeure » approuvée par la communauté, et, à l'égard de l'affaire du sieur » de Hyre, M^{rs} de Galaup et Labarrière, jurat, iront dès le premier » jour, à Agen, tant pour rendre les devoirs et respects de la communauté à Mgr l'Intendant, que pour faire juger l'affaire que le » sieur de Hyre a contre la communauté. » Il est probable que ce n'est pas ce genre de certificat que réclamait le commandant de la garnison. On se sépare, donc, plus tôt en froid.

Le 9 avril, Galaup et Labarrière sont de retour à Agen, ils ont rendu leurs devoirs à Mgr l'Intendant et protesté contre les prétentions du sieur de Hyre. A la suite de cette protestation, le sieur de Bouloigne, avocat de la communauté et le sieur Damefort, avocat du sieur de Hyre, ont conféré entre eux « et les dits sieurs arbitres » n'ont pas peu travaillé à la décision de cette affaire, qui sera réglée, à Agen, dans la semaine de Quasimodo prochain, qui est au » 20 courant. L'assemblée remercie Galaup et Labarrière ; approuve » le choix de M^e de Bouloigne, avocat, qui jugera et décidera les » affaires que la communauté a contre le sieur de Hyre, en compagnie du sieur Damefort, avocat, les quels jugeront par rigueur de » droit ; et, à ces fins, Galaup et Labarrière se rendront à Agen pour » y passer le compromis, tel qu'il sera jugé à propos par eux, et la » communauté leur donne tout pouvoir par ces présentes. » Tous nos conflits, avec les militaires, sont donc en voie d'arrangement.

Quant à la question soulevée par Landès, du côté de Saint-Etienne pour la levée de la taille, elle n'est pas encore terminée. Les consuls demandent à la communauté si elle approuve le contrat du 10 janvier, par lequel ils ont donné cette levée à leur collègue Bruguière. « L'assemblée approuve le susdit contrat passé entre les » consuls de Galaup, Limouzin et Bruguière, pour raison de la levée » des deniers royaux et des impositions de la présente année, mais,

» sans que, pour raison de ladite approbation, la communauté en-
» tend prendre fait et cause pour les valéiers (?) desdits consuls pour
» quelque prétexte que ce soit, soit pour les instances intentées, que
» autrement, devers les sieurs Landès et Brugnière et leurs collè-
» gues ; et, au surplus, la communauté a prié M. Galaup, premier
» consul, de se rendre auprès de Mgr l'Intendant pour supplier Sa
» Grandeur, de la part de la communauté, de renvoyer ledit diffé-
» rents desdits de Landès et Brugnière, consuls, à la communauté
» pour, par icelle, les accorder et terminer leur accomodement,
» sous l'approbation de Mgr l'Intendant, pour éviter les suites de
» leur différend. »

Le 30, nous apprenons que les travaux de réparation à l'hôpital sont finis, et que la boucherie qui se trouvait au bout du pont, sera changée de place et « mise en un lieu plus propre à ce sujet. »

Le 7 Mai, M^r le président Boyssonnade écrit à M^r de Galaup « qu'il
» a reçu ordre de M. le comte de Montaignu, que Sa Majesté veut
» que l'on fasse des feux de joie pour la prise des villes de Valen-
» ciennes, de Cambrai, de St-Omer, et pour les batailles gagnées.
» Il est décidé qu'il sera fait des feux de joie sur le pont, que les
» consuls distribueront de la poudre suivant les précédents, et qu'ils
» enjoindront aux habitants de se mettre sous les armes, pour té-
» moigner la joie qu'on a pour le service du Roi. »

Le 13, Galaup dit qu'il a fait trois voyages à Agen, dont deux en compagnie de Labarrière, jurat, pour terminer le procès avec le sieur de Hyre, et pour voir l'intendant au sujet du différend des sieurs de Landès et Brugnière, consuls ; de plus, il a payé l'avocat. Ces dépenses s'élèvent à 37 livres 10 sols, somme qu'il a avancée de ses deniers particuliers. L'assemblée déclare que ces frais de voyage à Agen seront remboursés par la communauté.

Nous arrivons à l'automne, les beaux jours s'en vont et, hélas, la garnison revient. A la séance du 16 octobre, M^r de Galaup lit une lettre, du 12 courant, de Lafage, consul d'Agen, concernant les troupes qui doivent venir dans la province pour le quartier d'hiver, et une autre, du 7 courant, signée Maillot secrétaire de l'Intendant, réclamant la liquidation du restant dû des étapes. L'assemblée charge Galaup, avec le jurat qu'il voudra prendre, d'aller voir l'intendant, là où il se trouvera, pour lui parler des étapes dressées de l'année dernière et de 1675 ; pour demander, aussi, s'il y a des quartiers d'hiver dans la province, et *si la ville ne pourrait pas en être dis-*

pensée en payant l'Ustancile, pour, enfin, supplier Sa Grandeur de nous favoriser de ses assistances.

A propos des abus commis, précédemment, au sujet de l'entrée du vin, l'assemblée prend, le même jour, la délibération suivante :
« Vu la lecture des statuts, privilèges et arrêts confirmatifs d'iceux
» donnés au Parlement de Bordeaux, le 25 Novembre 1625, pour
» M. de Neymet, bourgeois et syndic procureur du corps et communauté des manants et habitants de cette ville, et les sieurs
» consuls d'icelle, a été délibéré que, conformément aux dits statuts
» et arrêts, il n'entrera, à l'avenir, soit de vin ni vendange, que du
» crû de la présente juridiction, tant de celle de Pujols et de Tombebouc, pour les manants et habitants de la présente ville seulement, sous les peines portées par les dits statuts et arrêts ;
» et, attendu que, par lesdits statuts et arrêts, la dite entrée
» n'est permise qu'aux dits manants et habitants, il a été délibéré que les habitants de la juridiction, qui n'ont pas de
» maison en ville, ne pourront entrer vin ni vendange dans la
» dite ville ; et, pareillement, si les habitants contreviennent
» à ce que dessus, en acceptant vin ou vendange dans leurs
» maisons, ils seront condamnés à l'amende sur leurs propres, outre
» la confiscation du vin, les dits privilèges ne devant entrer que
» dans le temps de la coutume. » Galaup, de retour de son voyage auprès de l'intendant, dit, le 21 octobre, que Sa Grandeur l'a averti que nous avions trop tardé à lui envoyé les états, et que, pour les raisons qu'il lui a déduites, nous ne pourrions être remboursés que de la moitié. Quant au quartier d'hiver, l'intendant sera bientôt à Agen ou il espère recevoir les ordres du Roi, et, à ces fins, il passera à Villeneuve. L'assemblée donne, aussitôt, l'ordre d'envoyer, incessamment, les états de 1675 et 1676 à Bordeaux, à l'avocat Bourgoigne pour qu'il les remette, suivant le désir de Mgr l'Intendant ; et prie les consuls de continuer leurs soins, et de *faire toutes choses possibles pour la réception de Sa Grandeur*, les frais des consuls devant être alloués par la communauté.

Tout ce zèle, toutes ces prévenances sont inutiles. Le 28 octobre, en effet, M^r Limouzin, consul, annonce que toutes les démarches pour éviter une garnison n'ont pas abouti. Il lit une lettre de M^r de Sève « qui mande l'ordre du Roi qu'une compagnie du régiment de
» Saussage doit aller en quartier d'hiver dans notre ville :
» qu'elle doit partir de Condom vendredi prochain, qui est le jour de
» demain pour se rendre à Villeneuve, et ensemble l'état-major que

» le Roi met, aujourd'hui, dans la dite ville ; et, à ces fins, l'intendant ordonne d'acheter, s'il se peut avant vendredi, et de mettre dans les magasins 300 quintaux de foin, 200 de paille et 200 d'avoine, et de lui envoyer le prix de ce que foin, paille et avoine auront coûté, pour qu'il en fasse, sur le champ, rendre l'argent. Il ajoute qu'il reste convenu que les règlements se feront les mêmes que l'année dernière, et, qu'outre la compagnie qui doit hiverner ici, il en doit passer deux du même régiment. L'assemblée n'ayant plus qu'à s'incliner, délibère que les consuls sont priés de travailler incessamment ; à exécuter les ordres du Roi et de Mgr l'Intendant et, à cet effet, de chercher foin, paille et avoine, suivant le désir de Sa Grandeur, de faire le magasin au même lieu que fut fait l'année dernière, et de satisfaire, pour la raison du louage du magasin, suivant la prudence des sieurs consuls. »

La suite des registres faisant défaut jusqu'à la date du 6 janvier 1689, nous allons y suppléer par les annotations des listes consulaires.

1680. Cette année les consuls se firent le 15 septembre, par arrêt du Conseil.

1681. Cette année il y eut sédition à l'abbaye d'Eysses, et on rompit trois hommes aux fourches patibulaires appelées aux justices.¹

1682. Cette année, il y eut cinq consuls, à cause des lettres ; pour les contenter à tous, ils ont été laissés, et, pour le pas, Charron, quatrième, et Tailhade, cinquième, s'accommodèrent et s'accordèrent à l'alternative, six mois chacun.

1683. — Cette année, on a fait l'élection de six consuls. Le sieur Jean Lucé, cinquième, a refusé le serment, à cause qu'on l'avait nommé au cinquième rang, et parce que Nicolas Casse, quatrième, l'avait été plus tôt. On refit l'élection, et on mit Lucé après Casse, et Pierre Dorfeuille, praticien, sixième.

1685. — Cette année, il y a eu quantité de passages, à cause de messieurs de la religion prétendue réformée.

Maintenant, rouvrons les registres de Jurade à la date du 6 janvier 1689. Nous n'avons plus, cette fois, à payer les dépenses du quartier d'hiver, car les troupes de Louis XIV pourchassent les Protestants au sud-est de notre Province. Aussi le budget, dont on va lire les article, se trouve-t-il très sensiblement allégé.

¹ Route de Cahors, en face du domaine de Contrôle.

« Réunion de la Jurade, sous la présidence de M. de Baratet, sieur
 » de Saviniac, premier consul, aux fins de délibérer les indications
 » des sommes vérifiées par M^{rs} les officiers de l'Election d'Agen, le
 » 22 décembre dernier, vérification mise au pied du rôle de la taille,
 » par la quelle il est permis de lever, la présente année, sur tous les
 » taillables de la dite ville et juridiction. Le nombre des cartièna
 » est de 364, sur le pied de 28 livres, 19 sols, 5 deniers ; revenant
 » le dit cartièna, sur le dit pied, la somme de 10,545 livres, 7 sols,
 » 8 deniers: Sur quoi, après avoir vu l'amende envoyée par Mgr de
 » Bezons, intendant en Guyenne, du 19 novembre dernier, et la vé-
 » rification des dits sieurs officiers de l'Election d'Agen, a été déli-
 » béré que la dite somme sera payée par le sieur Planton, consul,
 » qui en a fait la recette. »

» En premier lieu, pour la taille du Roi, suivant ladite amende.....	9.600 l.
» A M ^e Jean Charbel, notaire royal et secrétaire de la ville, la somme de trente deux livres, sur laquelle il sera pris par M ^e Pierre Tancoigne, no- taire royal, la somme de 12 livres pour la faction des roles de la taille....	32 l.
» A Salesse, greffier de M ^{rs} les consuls, pour les services qu'il rend à la communauté....	20 l.
» Aux quatre valets de M ^{rs} les consuls	164 l.
» Au sieur Vizir Dotru, régent du collège.....	200 l.
» Au sieur Planton, consul, pour le papier timbré employé au rôle de la taille.....	10 l.
» Plus le port des deniers royaux, suivant l'acte capitulaire de 1684.....	30 l.
» Aux RR. PP. Cordeliers et Capucins et aux couvents d'iceux.....	40 l.
» Au curé de Ste-Catherine pour le louage de la maison presbytérale.	30 l.
» Au curé de St-Etienne pour le louage de la mai- son presbytérale.	10 l.
» A Abélan pour l'entretien de l'horloge.....	8 l.
» Aux portiers de la ville, y compris celui de la porte de la rivière, du côté de St-Etienne.....	75 l.
» A Jacques Bouty, ci-devant mande, et par cha- rité.....	12 l.

» Aux mages de la chapelle de Notre-Dame de	
» Gauch, dix livres pour les intérêts retardés de	
» l'année dernière, et dix livres pour la courante,	
» de la somme capitale de 200 livres que leur doit	
» la communauté.....	20 l.
» Aux héritiers de Michel Lefoulon, intérêts de	
» cent livres.....	5 l.
» A Jean Banger, bourgeois, intérêt de 80 livres.	4 l.
» A Planton, consul, pour le droit de collecte de	
» la recette.....	256 l. 11 s.
» Revenant toutes les susdites sommes indiquées	
» à celle de.....	10.517 l. 11 s.
» Partant, restera de boni, entre les mains du sieur Planton, la	
» somme de 27 livres, 16 sols, 8 deniers, de laquelle il en rendra	
» compte à la communauté.	
» Et, à l'égard des émoluments, appartenant à ladite communauté,	
» qui reviennent à la somme de 2,905 livres, suivant les délivrances	
» faites par M ^r le juge royal de cette ville, et contrats passés en	
» conséquence d'icelles par M ^{rs} les consuls, savoir :	
» Le poids, au sieur Monfourton, pour la somme de...	600 l.
» L'eau-de-vie, au sieur Pierre Landié.....	425 l.
» Le Fourcet du vin, au sieur Jean Huguet.....	860 l.
» Le douzain du Mazel, aux sieurs Pierre Barran, Ray-	
mond Pautier et Pierre Fontès, consuls.....	670 l.
» Le banc de la Boucherie de la communauté au sieur	
» Guillaume Lecoq	46 l.
» La coupe de la viande, pendant le carême, au sieur	
» Jean Delprat, consul	36 .
» La marque et le mesurage des grains, au sieur Barthé-	
» lémy Aurière.....	188 l.
» La pierre, louage et banc du poisson, aux sieurs Jean	
» Farguïé, Pierre Villeneuve et Antoine Laroque.....	70 l.
» Total des revenus des émoluments.....	2 905 l.
» Payables, icelles sommes, savoir : un tiers au premier du pré-	
» sent mois ; un autre tiers au premier Avril ; et l'autre tiers au	
» premier Juillet, aussi, prochain. Après lecture faite desdits con-	
» trats, l'assemblée les approuve et a délibéré que Carrière jeune,	
» consul, se fera percepteur de ladite somme de 2,905 livres, de	
» laquelle il paiera :	

» En premier lieu, à M ^r de Saviniac, premier consul, pour deux	
» contrats à lui vérifiés, des 28 Octobre et 3 Décembre dernier, que	
» la communauté lui doit.....	87 l.
» Plus aux sieurs Planton et Carrière jeune,	
» consuls, pour des frais faits pour la commu-	
» nauté, et à eux vérifiés par un contrat du	
» 31 Décembre dernier.....	622 l. 14 s. 8 d.
» Plus sera payé à M ^{rs} les consuls, et à cha-	
» cun d'eux, 36 livres, 8 sols, pour le montant	
» de deux sols de pied de taille que la commu-	
» nauté a accoutumé de leur donner, suivant	
» l'acte de Jurade du 13 Août 1684, qui revien-	
» nent, pour les quatre consuls à.....	145 l. 12 s.
» Au sieur Jean Charbel, secrétaire, lui sera	
» payé, outre les 36 livres ci-dessus énoncées,	
» la somme de 36 livres, 8 sols, de pied de	
» taille à lui accordé par le même acte de Jurade.	36 l. 8 s.
» Au sieur Régnaud, organiste, pour ses gages	
» de l'année courante.....	120 l.
» Plus, ce qui reste de ses gages, retenus par	
» Bercegol, consul de l'an dernier.....	49 l. 7 s. 6 d.
» Aux prédicateurs de l'avent, carême et	
« octave	200 l.
» A M ^r de Lamiron, l'intérêt d'une dette de	
» 1,060 livres, 12 sols.....	53 l. 4 s. 8 d.
» Aux héritiers de Nicolas Jalras l'intérêt d'une	
» dette de 1,064 livres 4 sols.....	60 l.
» Au syndic des pauvres de l'hôpital l'intérêt	
» d'une dette de 2,547 livres, 15 sols.....	127 l. 7 s. 9 d.
» A Noël Conduit, M ^e chirurgien, l'intérêt d'une	
» dette de 500 livres.....	25 l.
» Plus, pour l'intérêt de l'an dernier que M ^r	
» Banger, consul, n'a pas payé	25 l.
» Au syndic des prêtres de Ste-Catherine, l'in-	
» térêt d'une dette de 860 livres.....	43 l.
» Au sieur Clavet, l'intérêt de 400 livres.....	20 l.
» Plus, pour les intérêts retardés de 1686, 87	
» et 88.....	60 l.
» Aux héritiers du sieur de Foulon, les intérêts	
» retardés de 1684, 85.....	10 l.

» Au curé de Ste-Catherine, pour le louage de	
» la maison presbytérale des années 1686, 87	
» et 88.....	90 l.
» Pour le louage de l'écurie du côté de St-	
» Etienne	12 l.
» Pour l'achat et façon du présent livre.. . .	3 l.
» Revenant les dites sommes des dits émolù-	
» ments ci-dessus, à.....	1.790 l. 6 s. 7 d.
» Partant, restera de boni entre les mains du dit Carrière la	
» somme de 1,115 livres, 5 sols, 3 deniers, la quelle susdite somme	
» le dit Carrière ne pourra employer que par acte de Jurade <i>signé</i>	
» <i>de quatre grands taillables.</i> »	

On voit, par ce budget, très complet et très détaillé, que, en les comparant à ceux du registre de 1677, les articles de la taille sont descendus de 523 numéros à 364 ; que les sommes provenant de ces impositions se sont abaissées de 14,973 livres, à 10,517 livres ; que les émolûments de la communauté sont montés de 2,331 livres à 2,905. C'est donc une économie de 4,456 livres, et une augmentation des profits des émolûments de 574 livres ; ce qui nous montre de quel surcroit nos finances étaient grevées pour les frais de la garnison en quartier d'hiver. On remarquera que, contrairement aux règles établies aujourd'hui, les consuls pouvaient concourir à l'adjudication des fermages de la ville ; mais que, par un équitable souci des intérêts des contribuables, quatre des plus forts imposés étaient autorisés à discuter et à signer le rôle de la taille et le règlement du budget. Cette sauvegarde des intérêts pécuniaires communaux, contre les fantaisies fiscales de gens qui paient peu ou presque pas d'impôts, a été supprimée par la démocratie niveleuse de notre troisième république. On a pu voir, aussi, que les dettes de la communauté, en cette année 1689, s'élevaient à la somme, importante pour l'époque, de 6,432 livres 11 sols.

Le 16 Janvier 1689, le registre nous donne le procès-verbal des consuls pour inscription des ordonnances du Roi, de 1675 à 1678, et des instructions de l'intendant concernant l'ordre que Sa Majesté a estimé devoir être gardé pour la fourniture des étapes à ses troupes, dans les villes ou autres lieux où elles sont passées. « Sa Majesté a ordonné et ordonne que les dites ordonnances seront ponctuellement exécutées, et que ceux des maires, échevins, consuls, syndics, ou marguilliers des dites villes et autres lieux

» qui composeront, à l'avenir, avec les officiers des troupes, pour
» convertir l'étape en argent, ou qui enverront au secrétaire d'Etat
» et des commandements de Sa Majesté, ayant le département de la
» guerre, et à l'intendant ou maître des requêtes départis en la gé-
» néralité, la copie déclarant une troupe qui n'y aura point passé ou
» séjourné, et qui, néanmoins, certifieront le dit logement ou sé-
» jour ; ou qui emploieront, dans l'extrait de la revue qu'ils auront
» fait de la dite troupe, plus d'hommes qu'ils n'y en auront effecti-
» vement trouvé, seront, non seulement condamnés à 300 livres
» d'amende, déchus de la mairie, échevinage, consulat, syn-
» dicat, ou autre semblable dignité de ville, et déclarés incapa-
» bles d'en posséder aucune pendant leur vie, comme il est porté
» dans les dites ordonnances, *mais encore, bannis hors du royaume*
» *pendant six ans.* »

« Sa Majesté veut que les présentes soient enregistrées ès regis-
» tres de l'hôtel-de-ville, et que ceux qui sortent de charge les fas-
» sent lire en présence de leurs successeurs, et en tirent d'eux un
» certificat qu'ils enverront au secrétaire d'Etat de la Guerre, à
» peine de cent livres d'amende. Signé : Louis ; et, plus bas, Le
» Tellier. »

M^r de Bezons, intendant, ajoute, dans ses instructions relatives à
l'ordonnance du Roi : « Je vous déclare que, si vous contrevenez,
» en quelque manière que ce soit, à la dite ordonnance, vous serez
» condamnés aux peines portées par icelle ; je vous avertis, aussi,
» de ne pas manquer de satisfaire à l'obligation dans laquelle vous
» êtes d'envoyer, dans 24 heures après le passage de chaque troupe,
» à M^r le marquis de Louvois, Ministre et Secrétaire d'Etat au Dé-
» partement de la Guerre, et à moi, les copies des routes sur les-
» quelles les dites troupes marcheront, avec les extraits des revues
» que vous en aurez fait, sous les peines portées par les ordonnan-
» ces de Sa Majesté. Vous en remettrez autant à l'étapier, avec les
» originaux des certificats des logements que vous aurez retirés des
» officiers commandant les troupes. Je suis votre très affectionné
» serviteur, Bazin de Bezons. »

Voilà qui est parler net. Reste à savoir si un langage aussi ferme
sera tenu aux commandants des troupes, pour qu'ils nous préser-
vent de l'indiscipline et de l'insolence de leurs officiers et de leurs
soldats.

En attendant ce complément de l'ordonnance, la sévérité du roi
ne fait qu'activer le zèle de nos consuls pour les intentions de Sa

Majesté. Et, à la fin de la séance, Mr de Saviniac ayant dit « qu'on » a surpris un jeune homme, depuis qu'il est dans la présente ville, » chargé de billets qui nomment beaucoup de *nouveaux convertis* » de la juridiction de Pujols, lequel jeune homme les consuls ont fait » mettre dans la tour de Monflanquin et garder par les habitants, » d'autant qu'il y a importance d'en donner avis à Mgr de St-Ruhe » ou à Mgr l'Intendant, l'assemblée délibère que les consuls écriront » à Mgr de St-Ruhe, et lui enverront, par un exprès, le procès- » verbal fait par eux ; et que la garde du prisonnier et autres frais » qui se pourront faire, pour raison de ce, seront faits aux dépens » de la communauté. »

Voulez-vous savoir comment s'opère le recrutement des milices ? le procès-verbal de la séance du 4 mars va nous l'apprendre. Mr de Saviniac a donné lecture du règlement du Roi, du 20 Novembre 1688 pour la levée des milices, et de l'ordonnance de Mr de Bazin de Bezons, du 31 décembre dernier « par laquelle il ordonne à la » communauté de faire 7 soldats auxquels sera fourni un mousquet » ou fusil, un baudrier et une épée ; *il sera payé, à chaque soldat* » *choisi, sur le pied de deux sols par jour, par la communauté, et* » *qu'ils feront habiller d'un bon chapeau, justaucorps, culottes et* » *braies de drap et chaussures ;* que la levée de cette avance se » fera sur les paroisses, en la même forme usitée pour l'Ustancile » et la cavalerie pendant la guerre qui a fini en 1678, et au sol la » livre de ce que chaque habitant sera imposé pour la taille. Lecture est faite, aussi, d'une lettre du sieur Luga, receveur à Agen, » qui dit que l'intendant a fait faire l'estimation de chaque habilement-tenue qui montera à 30 livres. Tout aussitôt, les consuls » ont fait les diligences que leur charge leur permet et ont nommé, » pour soldats ; Goujet, bourgeois ; Jean Jas, chapelier, dit St-Jean ; » Jean Grenier ; Philippe Brousse, tonnelier du lieu de la Grâce ; » Arnaud Esparbié, dit la Jeunesse ; Jean Gary, chapelier de la paroisse St-Etienne ; et Jean Conques, tisserand, de la dite paroisse. » Ils se sont eux-mêmes présentés au sieur de Lamothe-Vedel, capitaine, lequel les a vus et agréés ; et ne reste qu'à bailler l'acte » de nomination pour les faire approuver, au pied d'icelle, par le » dit sieur capitaine. De tout, reste que la nomination est approuvée par la communauté, et que les consuls feront les impositions » nécessaires pour satisfaire à l'intention de Sa Majesté. Et, tout de » suite, est couché sur le registre le certificat suivant : « Je certi-

» fie que M^{rs} les consuls de Villeneuve m'ont fourni les bons hommes que je agrée, conformément aux ordres du Roi, dénommés dans le dit acte et agréés. Fait à Villeneuve, le quatrième Mars 1689, Lamothe-Védel. »

M^{gr} le maréchal de Lorge, nouveau commandant de la Province, est arrivé à Bordeaux ; et, dans la séance du 16 Mars, l'assemblée décide que M^r de Saviniac premier consul, le second consul et deux jurats du corps, seront députés pour aller rendre les devoirs de la communauté à M^{gr} le maréchal, à la part où il sera, aux frais de la communauté. Les mêmes députés prendront des mémoires pour présenter requête à M^{gr} l'Intendant, au sujet de la messagerie de la présente ville à Agen. Le messenger, établi par la communauté pour aller de cette ville en celle d'Agen, a été retenu prisonnier, à Agen, par le maître du bureau, et n'a été élargi que sous caution. De plus, madame Cocquard qui a le bureau, prend deux sols de chaque lettre d'Agen jusqu'à la présente ville, ce qui est contraire aux anciens règlements. A la même séance, vu que des marchands de la ville achètent du vin à la campagne pour faire de l'eau-de-vie, ou sous ce prétexte, l'assemblée décide que les consuls ne bailleront aucune permission, pour entrer le dit vin que les marchands achètent et que les bourgeois et habitants veulent faire entrer, pour brûler, d'autant que c'est contraire aux statuts et privilèges de la communauté.

On reconnaît, ensuite, qu'il est urgent de faire des réparations à la grande porte de Monflanquin, et que les consuls devront y faire procéder aux dépens de la ville.

Le 27 mars, M^r de Saviniac est de retour de son voyage à Bordeaux ; il en rapporte une ordonnance de l'Intendant pour faire exécuter le tarif du Roi réglant le port des lettres ; cette ordonnance sera signifiée à Madame Cocquard.

Un des sept soldats de la milice a déserté ; l'intendant exige que les consuls en nomment un autre et dénoncent le déserteur. Il est décidé que Philippe Brousse, tonnelier à la Grâce, qui a déserté, sera remplacé par un autre qui sera présenté au capitaine. Si celui-ci le refuse, le remplaçant sera présenté au commissaire, et, jusqu'à ce, il n'en sera pas nommé d'autre.

Délivrés, par les Dragonnades, de l'honorable quartier d'hiver, nous voilà, par contre, affligés d'une garnison d'été. Le 30 Avril, les consuls annoncent à l'assemblée, « qu'ils viennent, tout présen-

tement, de recevoir un ordre « de Mgr le maréchal de Lorge, daté » de Bordeaux le 26, par lequel il enjoint à la compagnie de la » Mestre-de-Camps et aux officiers-majors du régiment de cavalerie » commissaire-général, de s'assembler à Villeneuve le premier Mai » prochain, jour demain, pour y demeurer jusqu'à nouvel ordre, en » payant de gré à gré. »

Comme bienvenue, M^r Mongiron, major de ce régiment, vient de rosser, à coups de canne, deux valets des consuls. *

Les consuls, n'ayant aucun fonds pour acheter du fourrage, il est décidé qu'ils exigeront des fermiers de la communauté l'argent nécessaire à cet objet, à prendre sur les sommes des pactes échus. Et, quant au major, les consuls feront informer des excès qu'il a commis sur leurs valets, et l'information faite l'enverront à Mgr l'intendant. Mais le brutal major n'est pas content de cette délibération. Le 2 Mai, M^r de Savignac dit à l'assemblée que « en haine de ce que la » communauté a informé contre le sieur Mongiron, major du régiment de cavalerie Commissaire-Général, des excès par lui commis » contre les valets de ville, *il s'est flatté de donner des coups de bâton à M^{rs} les consuls.* Et en effet, il y a demi-heure que le sieur » Carrière, un des dits sieurs consuls, passant dans la rue de la demoiselle Daymerit, où ledit major était, ce dernier a mis l'épée à » la main contre lui, sans aucun sujet, et poursuivi, l'épée aux » reins, jusque dans la mai on du sieur Carrière, consul, où certaines personnes, pour empêcher le dessein dudit sieur major, » ont fermé la porte. Sur quoi, par une commune voix, a été délibéré que le dit sieur Carrière dressera, incessamment, son verbal, » pour être porté, en diligence, à Mgr le maréchal de Lorge, gouverneur de la Province, et à Mgr l'Intendant, aux frais et dépens » de la communauté. »

Nos consuls ont donc à obéir, sous peine de bannissement, aux ordonnances du Roi sur les étapes ; à subir les outrages et les voies de fait des soudards ; à emprunter, à n'importe quel prix, l'argent nécessaire aux fournitures immédiates de la garnison ; les voilà encore acculés à des demandes de nouvelles tailles pour payer l'achat d'une écurie destinée aux chevaux des troupes de Sa Majesté.

Le 4 Mai, M^r de Savignac, premier consul, dit que « le syndic de » l'hôpital leur a représenté que le seigneur évêque et comte d'Agen » a mandé au curé de la présente ville de ne souffrir pas davantage » que les chevaux des gens de guerre ne soient placés au bas de

» l'hôpital ¹, où ils ont été placés depuis certaines années, à cause
» de l'incommodité que lesdits chevaux donnent aux pauvres qui
» sont en haut. D'ailleurs que quand M^{rs} les prêtres portent le Saint-
» Sacrement aux malades, dans ledit hôpital, ils sont obligés de
» passer entre deux fumiers, même entre les chevaux lorsqu'on les
» panse au dehors et devant ledit hôpital. D'autant que la commu-
» nauté a trouvé bon, pour le soulagement tant des gens de guerre
» que du public, de faire achat d'une grange appartenant à Etienne
» Charron, bourgeois et marchand de cette ville, située dans la pa-
» roisse Sainte-Catherine ², dans laquelle il se pourra placer du
» moins 35 à 40 chevaux. Même, en planchéiant le haut de ladite
» grange, on pourrait placer tout le fourrage. »

Charron estime le prix de sa grange, en y laissant les chevrons et
pièces de tables de plancher à la somme de 900 livres. Il faut en
passer par là ; et l'assemblée délibère que « vu la nécessité urgente
» de faire l'achat de ladite grange, afin d'avoir une écurie pour
» placer les chevaux de logement fréquent des gens de guerre, les
» consuls sont priés d'aller se pourvoir devers M^{sr} l'Intendant, aux
» fins de lui donner requête et supplier Sa Grandeur, par icelle,
» d'approuver que lesdits consuls et communauté fassent l'achat de
» ladite grange pour faire la dite écurie ; à ces fins de permettre d'im-
» poser ladite somme de 900 livres sur les taillables de ladite ville et
» juridiction d'icelle, l'année prochaine, et, aussi, pour payer les
» lots et taux au domaine du Roi, le tout pour l'utilité de Sa Majesté
» et du public. »

En attendant, la Jurade est toujours aux prises avec les difficultés
de fournitures militaires. Le 14 mai, les consuls, n'ayant point d'ar-
gent pour acheter des fourrages, demandent si l'assemblée trouve à
propos, pour gager un emprunt, de faire cession sur les fermiers
des émoluments appartenant à la communauté, ou bien si elle est
d'avis que ceux qui logeront les troupes fourniront le foin et l'avoine ;
ils demandent, aussi, que l'assemblée approuve l'achat qu'ils ont
fait de quelque peu de foin, et qu'elle leur dise ce qu'ils doivent faire
vis-à-vis des marchands qui, leur ayant vendu du foin, ne veulent
pas le livrer ? L'assemblée prie les consuls d'emprunter les sommes
suffisantes pour suppléer aux frais des achats de fourrage ; pour le

¹ Presbytère actuel de Sainte-Catherine.

² Maison dite écurie du Roi, rue de la Bombe, aujourd'hui, bâtiment des
Girondins.

logement qui se prête et pour l'assurance du remboursement, elle leur affecte le restant des affermages des émoluments de la présente année ; elle approuve les achats faits de foin et d'avoine, et, en ce qui concerne les achats de foin à certains particuliers qui ne veulent pas les livrer, elle est d'avis que les consuls leur fassent des actes, pour tenir les marchés et délivrer le foin ; et ce fait, envoyer lesdits actes, avec une requête à M^{re} l'Intendant, pour avoir une ordonnance d'injonction contre les vendeurs, et, aussi, pour enjoindre aux juridictions circonvoisines de fournir du fourrage, en payant, suivant l'ordre de M^{re} le maréchal de Lorge.

Ce n'est que le 31 août que l'intendant permet à la communauté d'acheter la grange du sieur Etienne Charron, bourgeois, pour 900 livres et lui promet, qu'avant, il fera droit sur l'imposition, requise par les consuls, des 900 livres. Il ordonne, aussi, qu'il soit tenu un registre des revenus de la communauté, et un autre des faits municipaux et des charges de la ville, pour être pourvu ainsi qu'il appartiendra. Sur quoi, l'assemblée délibère d'obéir, ponctuellement, à l'ordonnance de Sa Grandeur.

Que nous sommes loin des belles libertés et franchises des siècles précédents. Nos consuls, aux pieds du tout-puissant intendant, sont obligés de solliciter son bon plaisir pour les moindres affaires. L'élection de leurs successeurs, ce dernier reste des anciennes coutumes, leur est encore enlevée ; ils n'ont plus que le droit de présenter une liste de candidats au gouverneur de la Province, qui désigne, souverainement, le nom et le rang des nouveaux consuls. Le 7 septembre nous trouvons cette lettre significative, tout au long enregistrée :

*A Messieurs les consuls et jurats de Villeneuve d'Agenois,
le maréchal de Lorge,*

« Messieurs les consuls et jurats de Villeneuve d'Agenois, après
» avoir examiné la liste que vous nous avez envoyée, *et une autre*
» *qui nous a été remise*, des personnes capables pour remplir les
» places des quatre consuls de votre ville qui sortaient, cette année,
» de charge, *Nous avons trouvé à propos, pour le service de Sa*
» *Majesté, de nommer* le sieur de Lansac de Vans, pour premier
» consul ; le sieur Cocquard, nommé le Vital, proche l'hôpital, pour
» second ; le sieur Lartigue, gendre du sieur Villeneuve, bourgeois,
» pour troisième ; et le sieur Monfourton le jeune, pour Saint-
» Etienne, pour quatrième. Vous leur ferez prêter le serment en la

» manière accoutumée. Je suis votre très affectionné serviteur à
» servir. Le maréchal de Lorge. »

Eh bien ! Dans cet état d'abaissement où sont tombées les charges consulaires, s'il n'y a plus de place pour la fierté, il y a, encore, place pour la vanité. Nous allons voir ces esclaves, ces valets, se disputer pour le rang octroyé à chacun d'eux par le Gouverneur, et remplir le registre de la jurade de leurs misérables récriminations. Ces débats, ces contestations, qui nous paraissent ridicules, montrent que nos consuls ont perdu toute dignité, sans renoncer aux dignités.

FERNAND DE MAZET.

(à suivre)

LES AMULETTES ET LES TALISMANS

CHEZ LES ARABES

Les deux dernières sourates du Coran sont désignées par les Musulmans sous le nom de *Elmouawwidetani*, les deux préservatifs, parce que chacune d'elles commence par ces mots : « Je cherche un refuge, un préservatif. »

Le premier de ces chapitres, intitulé *l'Aube du jour*, est ainsi conçu : « Dis, je cherche un refuge auprès du Seigneur de l'aube du » jour contre la méchanceté des êtres qu'il a créés ; contre le mal » de la nuit sombre quand elle nous surprend ; contre la méchan- » ceté de celles qui soufflent sur les nœuds ¹ ; contre le mal de l'en- » vieux qui nous porte envie. »

Les Mahométans considèrent ce chapitre comme destiné à pré- munir contre les malheurs corporels. Ils voient dans le suivant un préservatif contre les dangers qui menacent l'âme. Ce dernier a pour titre : *Les hommes*. Il est conçu dans les termes suivants : « Dis, je cherche un refuge auprès du Seigneur des hommes, roi » des hommes, Dieu des hommes ; contre la méchanceté de celui » qui suggère les mauvaises pensées et se dérobe ; de celui qui souffle » le mal dans les cœurs des hommes ; contre les génies et contre » les hommes ². »

Les Arabes, ainsi que les Turcs, regardent ces versets du Coran comme de réels préservatifs contre les maladies et les enchantements. Par suite, un grand nombre d'entre eux les portent, écrits en petits caractères sur du papier ou du parchemin et soigneuse-

¹ Il s'agirait ici, d'après certains commentateurs, de sorcières juives qui faisaient des nœuds et soufflaient sur eux pour ensorceler quelqu'un (Kasimirski).

² C'est-à-dire les génies malfaisants et les hommes malfaisants.

ment enfermés dans des sachets de cuir ou d'étoffe. Ils appellent ces sortes d'amulettes des *hamâlet*¹ ou bien des *heursoux*. Les nègres les désignent sous le nom de *gris-gris*. Il n'est pas rare de rencontrer en Algérie des indigènes portant une de ces amulettes suspendue sur la poitrine ou fixée au poignet. Elle est surtout apparente chez les petits enfants arabes jouant parfois devant les douars, en plein soleil, sans autre vêtement que leur sachel que retient au cou un cordon en poils de chameau. On en voit même assez souvent au cou des chevaux, qu'ils doivent garantir du mauvais œil. Le chevalier d'Arvieux, dans son traité des mœurs et coutumes des Arabes, qui date du xvii^e siècle, dit avoir reçu en présent de grands chefs indigènes plusieurs chevaux ayant au cou de ces amulettes, dont on lui vantait la vertu et qu'on lui recommandait de ne pas enlever.

Les Juifs Algériens portent également des amulettes attachées au poignet ou autour de la tête. Prenant à la lettre certains passages du Deutéronome, qui les exhorte à ne jamais perdre de vue les préceptes de la loi, ils inscrivent ces passages sur des morceaux de parchemin dont ils ne se séparent pas. Ils les conservent d'autant plus religieusement qu'ils leur attribuent en même temps des vertus préservatrices des maladies et des accidents. Ils les nomment des *zizis*.

Les *hamâlet* sont fréquemment ajoutées aux bannières des confréries religieuses, déposées dans les mosquées. Enfermées dans des sachets en cuir brodé, de forme carrée ou triangulaire, et fixées à de longs cordons de soie, elles servent ainsi d'ornement.

Indépendamment de ces amulettes d'origine religieuse, les Arabes portent assez souvent sur eux ce qu'ils nomment des *Azima* ou conjurations. Ce sont des fragments de papier sur lesquels sont inscrits des noms mystérieux, des formules bizarres pour évoquer les esprits infernaux et les puissances occultes ou conjurer les génies malfaisants. Voici la traduction de l'une d'elles, qui a été trouvée sur un indigène de la tribu des Kroumirs, tué en 1881 sur le territoire de la Calle peu de temps avant l'entrée des troupes françaises en Tunisie :

« Louange à Dieu.

» Tu écriras cette conjuration dans le creux de ta main droite,

¹ Hamâlet, de hamal, porter

» tu brûleras du zernich rouge le vendredi, à l'heure de la prière
» du soir, à la fin du mois, et tu liras la conjuration jusqu'à ce
» qu'il t'apparaisse un homme ayant l'apparence d'un singe. Tu con-
» tinueras à lire la conjuration jusqu'à ce qu'il t'apparaisse un
» homme monté sur un chameau et menant devant lui un autre
» chameau, qui est son serviteur et fait tout ce qu'il lui demande.

» Voici ce que tu dois lire :

» Yacouch, Yacouch, Talkich, Ferch, Mabrouch, apparaissez, par
» la vertu de cette écriture divine ! Apparaissent, fantômes, fils de
» fantômes, apparaissez par légion ! Apparaissent et emmenez avec
» vous tous ceux que vous avez à vos ordres ! Emmenez-les par force,
» dussiez-vous les brutaliser jusqu'à les rendre malades et à leur
» rompre les os ! Emmenez-les, soit en soufflant dessus, soit en les
» chassant à coups de pierres, soit en les rouant de coups jusqu'à
» les rendre noirs, soit en les brûlant et empêchez-les de fuir ¹.

Cet écrit magique n'a pas préservé celui qui en était porteur d'une fin tragique. On pourra toujours dire, en pareil cas, que ce n'est pas la vertu qui a fait défaut à la conjuration mais que l'effet en a été empêché parce que les prescriptions indiquées n'ont pas été ponctuellement suivies.

Aux amulettes s'ajoutent les *Talismans* ², en usage contre la fascination, le mauvais œil.

Ceux-ci sont faits de substances naturelles, d'objets présentant des formes particulières ou des figures dans lesquelles résident leur efficacité. Ils consistent encore en pratiques spéciales ayant toujours le même but. On remarque assez fréquemment, loin des habitations, le long des chemins tracés sur les hauts plateaux algériens ou à travers le Sahara, des arbres rabougris, des buissons isolés surmontant des tertres ou des tas de pierres et couverts de morceaux de chiffons. Ce sont là ce que les Arabes appellent des *mezaras* ³. Ces monticules indiquent la place où s'est arrêté un marabout pour recevoir les hommages des fidèles, l'endroit où est mort, où a été enseveli quelque saint personnage. Ils tiennent lieu de Koubbas dans ces lieux déserts et sont offerts, comme celles-ci, à la dévotion des passants,

¹ Cette injonction à l'animal ou à l'objet conjuré a une grande analogie avec certaines formules égyptiennes ayant pour but d'évoquer les esprits infernaux et les puissances occultes.

² En arabe : *talasm* ou *telsam*, pl. *telsamum*, figure magique.

³ *Mezara* : de *zar*, visiter.

qui accrochent à une branche un fragment de leur gandoura ou de leur vieux burnous. C'est moins pour honorer la mémoire des saints musulmans en l'honneur desquels ont été élevées ces mezaras que pour se ménager leur protection que les fidèles y déposent ces offrandes, d'ailleurs peu coûteuses.

Beaucoup d'indigènes de l'Algérie appliquent encore sur les linteaux ou les pieds-droits de leur porte d'entrée une empreinte de main, afin d'écarter de leur maison toute mauvaise influence. Quelques-uns portent sur eux des branches de corail, des morceaux d'ambre. Une dent d'hyène attachée au bras rend un guerrier plus redoutable ; suspendue au cou, elle préserve des frayeurs nocturnes. Les dents de lion, de sanglier, possèdent aussi des vertus spéciales. Cette confiance dans les défenses du sanglier n'est pas du reste particulière aux Arabes. En 1865, dit Stéphani¹, on trouva en Crimée, sous un tumulus, les squelettes de cinq chevaux dont les têtes étaient ornées de défenses de sanglier mêlées à des plaques d'or et d'argent.

D'autres talismans sont employés sous forme de bagues ornées d'agates ayant la prétention de représenter un œil, d'anneaux affectant la forme de nœud.

Cette idée de nœud, d'attache se retrouve dans les mots *ligatura*, *alligatura*, noms donnés par les Romains à certaines amulettes destinées à éloigner toute influence maligne des personnes auxquelles elles étaient attachées.

Faisant un jour visite à un caïd, je le trouvai dans son jardin occupé à nouer un ruban de soie autour de la tige d'un rosier. Assez intrigué, je lui demandai dans quel but il faisait cette opération : « C'est, me répondit-il, pour me guérir de la fièvre qui me consume. Je ne délivrerai le rosier de ce lien que lorsque je serai moi-même débarrassé de ma fièvre. » Cette crédulité de la part d'un Arabe intelligent et d'un esprit très sain n'a rien de bien surprenant, les esprits les plus éclairés partageant assez souvent cette croyance du vulgaire à l'efficacité merveilleuse de certaines pratiques.

L'usage des amulettes et des talismans remonte à la plus haute antiquité². Ayant pour origine la superstition, il se retrouve chez les

¹ Compte-rendu de la Comm. arch. de St-Petersbourg, 1865.

² On voit au musée de Boulaq, au Caire, une statue égyptienne du prince Ra-Hotep, qui vivait sous la III^e dynastie, il y a plus de 6,000 ans ; au cou de cette statue, est fixée par un cordon une petite plaque métallique, assez semblable aux médailles religieuses modernes.

rares les plus sauvages comme chez les peuples les plus civilisés. Il paraît avoir eu l'Orient pour berceau. Les Arabes ayant recueilli l'héritage des sciences antiques, y avaient puisé la foi dans l'astrologie judiciaire, à laquelle ils étaient très adonnés. Par une progression naturelle, les préservatifs contre les maladies et contre toute influence magique en général se sont multipliés chez eux sous les formes les plus diverses.

En prenant possession de l'Afrique Septentrionale, les Arabes y trouvèrent en usage des pratiques superstitieuses dont ils adoptèrent probablement un certain nombre. Les amulettes étaient en effet en grande faveur chez les Romains, qui les portaient d'une façon apparente et le plus souvent sous forme de bijoux et d'ornements. Elles avaient une telle vogue sous l'Empire que le nom d'un des fabricants, Phertionius, nous a été transmis par Aristophane. Saint Chrysostome s'élève dans ses sermons contre l'abus que faisaient les chrétiens de ces charmes et ligatures¹. Tertulien adresse le même reproche aux Marcionites. Enfin le concile de Laodicée, dans son 36^e canon, défend aux membres du clergé de s'occuper de magie et de sorcellerie.

Les objets les plus variés étaient employés à ces talismans : pierres précieuses, métaux, sur lesquels étaient ordinairement gravées des figures de divinités et des formules empruntées à l'astrologie orientale. Sylla avait toujours sur lui une figure d'Apollon². Pétrone montre, dans son festin, Trimalcion avec une bague en or étoilée de fer³. Tacite, en parlant de la mort de Germanicus, qu'on attribuait aux maléfices de Pison, dit qu'on trouva divers charmes sous terre et dans les murs⁴.

Des plantes, des parties d'animaux étaient enfermées dans des bulles d'or ou des sachets de cuir, qui se portaient au cou, au bras, ou à la poitrine.

Les bulles que l'on suspendait au cou des enfants avaient pour but de les garantir des esprits malfaisants « *Ne quid obsit* » disait Varron.

¹ Homil. 25. *Ad pop. ant.*

² Plut. *Sylla*, 29.

³ *Satyricon*.

⁴ *Reperiabantur solo et parietibus eructa humanorum corporum reliquæ, carmina et devotiones...*

C'était pour eux, suivant Cicéron, un rempart qui les défendait ¹. D'après Macrobe, les bulles d'or que portaient les généraux et les consuls dans les cérémonies du triomphe renfermaient aussi des talismans. Pline enfin mentionne divers genres de ces préservatifs ². Il cite entr'autres, comme opérant des merveilles, un petit poisson nommé *échénéis* ³. Il nous fait savoir que l'*Anguinum*, ou œuf de serpent, avait le privilège de faire gagner les procès.

L'Empereur Claude se plut à démontrer l'inanité de ce talisman en faisant mettre à mort un chevalier romain qui en portait un sur lui ⁴. Enfin, la queue du caméléon avait une propriété spéciale, celle d'arrêter la prolixité des écrivains ⁵.

Une plus longue énumération pourrait faire regretter ici, non sans quelque raison, que nous ne fassions pas nous-même usage de ce dernier talisman. Ces citations suffisent du reste pour faire ressortir les ressources multiples offertes aux arabes, dans le nord de l'Afrique, pour satisfaire leur penchant au surnaturel. Ceux-ci ont pu encore de nos jours, en Algérie, emprunter quelques nouveaux préservatifs aux Européens avec lesquels ils sont en contact journalier, aux Maltais particulièrement; mais ils ne portent généralement sur eux, d'une manière apparente, que l'amulette traditionnelle, le sachet de cuir ou de coton contenant des versets du Coran ou quelque formule cabalistique.

Ces écrits sont fabriqués par des tolbas qui les font payer fort cher et retirent de leur trafic de fort jolis bénéfices.

L. DE BOSREDON.

¹ *Asconius Pedianus*. — 1^{re} Verr.

² *Pl. Hist. nat.*, xxxvii.

³ *Ibid.* — xxx.

⁴ *Pl. Hist. nat.* xxix. 3.

⁵ *Ibid.*, xxviii. 8.

JOURNAL AGENAIS DES MALEBAYSSE

(SUITE)

1766-1767

Aux approches de l'élection de 1766, MM. Murailhe, Pommaret, Marchand et Chemin, consuls, s'étoient liés ensemble pour faire l'élection à leur gré, sans rien dire à MM. Montpezat et Mauron, leurs collègues. Ils vouloient nommer M. de Bazon, chevalier de Saint-Louis, Ratier, avocat, et Bouvet apothicaire. Piqués de n'être pas du secret, MM. Montpezat et Mauron cherchèrent des expédients pour couper court à l'entreprise des autres, et voici ce qui arriva. M. Mauron, consul, étoit dépositaire d'une lettre écrite au corps de ville, depuis près de deux ans, par M. le Contrôleur général. Par cette lettre, qui avoit été tenue cachée, le ministre leur marquoit, de la part du Roy, de faire à l'avenir les élections consulaires au scrutin et à la pluralité des suffrages des jurats ou notables de la ville. Le sieur Mauron communiqua l'original de la lettre à M. Montpezat et à plusieurs jurats, qui décidèrent qu'il falloit la mettre sur le bureau, le jour de l'élection, afin que les autres consuls et jurats eussent à s'y conformer.

En effet, le 15 septembre 1766, les consuls et jurats étant assemblés pour procéder à l'élection en la manière accoutumée, ladite lettre fut produite. M. le procureur du Roy en requit la lecture et il fut décidé que l'on se conduiroit selon sa teneur. En conséquence, l'élection fut faite à la pluralité des suffrages par les consuls et par les jurats, les premiers n'ayant qu'une voix comme les autres. Furent nommés MM. Daurée de Frades, chevalier de Saint-Louis, Uchard, avocat, et Darribau fils, négociant, au quatrième, cinquième et dernier rang, pour remplacer MM. Murailhe, Marchand et Mauron, qui devoient sortir de charge. Nous eûmes donc, cette année, pour consuls ;

1. M. de Montpezat, ancien.
2. M. Lagarenne-Poumaret, id.
3. M. Chemin, négociant, id.
4. M. Daurée de Prades, chevalier de Saint-Louis, nouveau.
5. M. Uchard, avocat, id.
6. M. Darribau, fils, négociant, id.

Dans le mois de novembre 1766, il y eut un débordement considérable, qui se fit principalement sentir sur les bords du Tarn. Les alentours de Montauban furent fort endommagés et le faubourg de Ville-Bourbon en grande partie détruit. Un grand nombre de maisons de campagne s'écroulèrent et l'on dut aller en bateau chercher les personnes qui les habitaient.

Le 13 du mois de Mars 1767, mourut M^{me} la Dauphine de France, femme de feu Mgr le Dauphin, décédée l'année précédente.

Dans le mois de juin 1767, M. de Farges, intendant en Guyenne, envoya à Agen son ordonnance au sujet de la milice qui devoit se faire, et commit pour cette opération M. de Sarrazin, conseiller à l'élection, son subdélégué. M. Sarrazin convoqua la jeunesse, le 5 juillet pour leur faire subir le sort, et en choisit un nombre de soixante-trois, pour faire huit miliciens pour la ville seulement. La campagne avoit déjà tiré et avoit fait aussi huit miliciens. Mais au moment qu'il fallut subir le sort, les jeunes gens ne voulurent pas tirer, malgré qu'il y eût à l'hôtel-de-ville les deux compagnies de grenadiers du régiment d'Angoumois, de passage à Agen au même moment. M. Sarrazin, commissaire, essaya de ramener cette jeunesse par la douceur et les représentations, mais ce fut inutile ; ils étoient décidés à tout subir plutôt que de tirer, et cela parce qu'ils vouloient que les marchands tirassent avec eux. M. le commissaire ne pouvant venir à bout de leur opiniâtreté, se retira de l'hôtel-de-ville, fit son verbal et l'envoya à M. l'intendant, à Bordeaux. Sur cela, M. l'intendant vint lui-même à Agen, avec M. Fauche, commissaire des guerres, pour y faire procéder de nouveau au tirage de la milice. Il y arriva le 17 du dit mois de juillet et convoqua la jeunesse pour le 19. Sur les raisons que lui donnèrent les artisans, il fit approcher les fils et commis des marchands et après avoir écouté les raisons des uns et des autres, il établit une liste de cent trente-sept jeunes gens appelés à subir le sort, dans le nombre desquels il se trouva trois commis-marchands. Cependant ni les uns

ni les autres ne voulurent tirer. On fit alors venir un enfant de la Manufacture pour le faire tirer pour eux. Mais quand ces jeunes gens, qui étoient déjà sortis, sceurent cela, ils se mirent à faire du tapage, enfonçant portes et fenêtres et réclamant à grands cris pour le mettre en pièces, l'enfant qui les avait remplacés dans le tirage au sort. On eut soin de leur enlever. A la vue de ce désordre, M. l'intendant se retira avec les consuls, et, quand les jeunes gens se virent les maîtres, ils achevèrent de tout briser ; vitres et chaises furent cassées. Cependant, revenu à l'évêché où il logeait, M. l'intendant dépêcha un courrier extraordinaire à M. le maréchal de Richelieu, qui étoit à Bordeaux, et, sur sa réponse, il fit d'autorité les miliciens, dans sa chambre. Au lieu de huit qu'il en falloit, il en fit dix et ayant assemblé les brigades les plus voisines, il fit prendre, dans la nuit du 21 au 22 dudit mois, neuf des mutins, dans leur lit. Dans le nombre il y avoit six miliciens qui étoient de la ville et trois étrangers qui s'étoient faits les chefs de la révolte. Quatre des miliciens, qui complétoient le nombre de dix, parvinrent à s'échapper. On fit partir les neuf prisonniers à la pointe du jour, bien escortés des brigades, liés et garottés, et on les dispersa dans les prisons de Villeneuve, Tonneins, Marmande et Port-Sainte-Marie, avec défense de ne leur rien donner que du pain et de l'eau et de ne les laisser parler à personne. Ils restèrent en prison pendant près de deux mois, et, après ce temps, M. l'intendant consentit à les laisser sortir, à la charge pour tous de payer trente livres pour le dégât commis à l'hôtel-de-ville et, pour les six miliciens, de se présenter tous les six mois devant le subdélégué d'Agen.

Le jeudy, 23^e du mois de Juillet, M. Joseph-Gaspard-Gilbert de Chabannes, évêque et comte d'Agen, qui étoit depuis quelque temps incommodé, tomba d'apoplexie et paralysie, dans son lit, à quatre heures du matin, au château de Monbran. Il fut paralysé de la moitié du corps, du côté gauche. Il conserva pourtant l'usage de la parole et receut les sacremens. Le même jour il fit son testament et institua son héritier M. l'abbé Cousin, chanoine de la Cathédrale. Il donna mille livres à l'hôpital des pauvres malades de la ville, mille livres à la Manufacture, mille livres à la maison de force et mille livres au Bouillon des pauvres. Le lendemain vendredy, MM. les vicaires généraux ordonnèrent que la bénédiction serait donnée à la Cathédrale, après vêpres. pendant trois jours consécutifs, pour demander à Dieu le rétablissement de sa santé. Mais

le digne prélat mourut le dimanche suivant, 26 du même mois de Juillet 1767, entre une et deux heures après minuit. On le fit tout de suite porter à Agen et on l'exposa au milieu de sa chapelle de l'évêché, avec la crosse et la mitre. Le lendemain lundy, deux autels y furent dressés, où l'on dit pendant toute la matinée des messes basses et le chapitre y fut chanter les vêpres des morts. Son corps fut ouvert dans la nuit du dimanche au lundy ; son cœur et ses entrailles furent ensevelis la même nuit, au cimetière de la chapelle Notre-Dame du Bourg et le mardy 28^e du même mois, le corps fut à son tour enterré dans le chœur de la cathédrale Saint-Etienne, vis-à-vis le maître-autel, tout près du balustre. La marche du convoi fut réglée de la façon suivante. Les enfants de la Manufacture, filles et garçons, avec leurs maîtres et maîtresses étoient devant. Après eux marchaient les trois compagnies, fort nombreuses, des Pénitens, selon le rang de leur année de poêle.

Les corps religieux de la ville venoient ensuite, selon leur rang d'ancienneté, à l'exception des Carmes Déchaussés, qui ne se rendirent pas au convoi. Les religieux de Bon-Encontre étoient venus se joindre aux Tierçaires de la ville. Tous ces religieux précédoient les quatre paroisses et les deux chapitres de Saint-Etienne et de Saint-Caprais, accompagnés d'un grand nombre d'abbés ou de prêtres de la ville et des environs. Les quatre chanoines, derniers nommés, portoient un drap mortuaire un peu devant le corps du prélat. Ensuite s'avançoit le secrétaire du dit évêque tenant la crosse élevée et couverte d'un crêpe. Le corps étoit porté par six curés de campagne en surplis et en étole. C'étoient MM. Dupérier, curé de St-Hilaire de Colayrac, Delpech, curé de Sainte-Ruffine, Revelière, curé de St-Christophle, Leydet, curé de St-Caprais-de-Lerm, Monlaur, curé de Cabalsaut et Préceptis, curé de Serres. Les bouts d'un autre drap mortuaire, qui étoit sur le corps du Prélat, étoient tenus par les quatre curés de la ville, entourés par les Hermites, sans croix. Après le corps, suivoient les maître d'hôtel, rôtisseur, confiseur, cuisinier et tous les domestiques dudit évêque, en manteau noir, crêpe au chapeau et un cierge ardent à la main, avec ses armoiries. Son héritier, M. l'abbé Cousin, en grand deuil, mené par MM. les officiers du présidial et MM. les consuls, terminoit le cortège. Les cloches de la cathédrale sonnait à toute volée, le convoi passa dans cet ordre devant la chapelle Notre-Dame-du-Bourg, dans la rue Dorée, sur la place du Palais, dans la rue Garonne, sous les Cornières et tout autour jusqu'à la Boucherie.

Etant arrivé à St-Etienne, on mit le corps au milieu du chœur, sous une chapelle ardente qu'on avoit dressé au devant du Lutrin. On chanta une grand'messe de mort et puis on ensevelit l'évêque.

Le vendredy suivant, le chapitre Saint-Etienne, s'assembla et nomma quatre vicaires généraux qu'il prit dans son corps pour exercer pendant la vacance du siège. Ces quatres vicaires généraux furent MM. Bourrières et Passelaigue, abbé de Pérignac, qui l'étoient déjà du vivant de M. de Chabannès, MM. Piot et Barbier de Lasserre, chanoines. Ils n'attendirent même pas quinze jours pour nommer à deux cures qui étoient à la nomination de l'évêque.

1767-1768

Election consulaire du 15 septembre 1767, qui fut faite par les six consuls en charge et tous les jurats, au scrutin et à la pluralité des voix, et furent nommés au quatrième rang M. Redon des Fosses, au cinquième M. Méjà, et au sixième et dernier, M. Pélissier, négociant. La liste consulaire se trouva dès lors ainsi composée :

1. M. Daurée de Prades, chevalier de St-Louis, ancien.
2. M. Uchard, avocat, id.
3. M. Daribau, fils, négociant, id.
4. M. Redon des Fosses, nouveau.
5. M. Méjà, avocat, id.
6. M. Pélissier, négociant, id.

Le 3 janvier 1768, la Garonne grossit et déborda. L'inondation fut si forte que l'eau entra dans la ville, par la rue Saint-Antoine. Le cloître des Augustin en fut rempli, mais l'église en fut préservée.

Les 17 ou 18 du même mois, il y eut une autre inondation, mais moins forte que la précédente.

Dans le mois de décembre 1767, il parut un édit du Roy, enregistré au parlement de Bordeaux au mois de février 1767, qui ordonnoit que, dans le délai d'un mois à compter du jour de l'enregistrement, il seroit procédé dans toutes les villes du Royaume à la nomination de nouveaux magistrats municipaux qui s'appelleroient à l'avenir *échevins*. Cet édit en fixoit le nombre pour chaque ville en particulier, selon son importance. Agen étant de celles qui possédoient un sénéchal-présidial et un évêché, l'édit lui attribua un maire et quatre échevins. Ces derniers devoient être nommés au

scrutin par quatorze notables à ce délégués. Les notables devoient être pris, un dans chaque corps, depuis le noble jusqu'à l'artisan. Chaque corps devoit élire son député en particulier et ces députés réunis devoient à leur tour choisir les échevins. En conséquence, la noblesse s'assembla chez son doyen d'âge. M. le lieutenant général fit venir chez lui les bourgeois, tels que les notaires, médecins, maîtres et arts et autres. Les marchands et artisans furent convoqués par MM. les consuls et les députés de ces divers corps, assemblés à l'hôtel de ville, nommèrent les quatorze notables qui suivent : M. de Raymond, pour la noblesse; M. de Groussou, pour le présidial; M. Baret de Nazaris, pour la prévôté; M. Barbier de Lasserre, chanoine, pour la Cathédrale; M. Lamothe-Vedel, chanoine, pour la Collégiale; M. Bissière, avocat, pour son ordre; M. Cambes, bourgeois, M. Gardette, procureur, pour les notaires et procureurs; M. Nodigier ayné, négociant, pour les marchands, M. Durand fils, chirurgien, M. Géraud fils, chirurgien; M. Vivens, régent latiniste, pour les maîtres ès-arts; les sieurs Dufau, aubergiste et Tarry, chaudronnier, pour les artisans. Ces notables furent élus le 24 mars 1768. Le lendemain 25 dudit mois, ils se réunirent à l'hôtel de ville avec les six consuls en charge, qui avoient chacun conservé leur voix et, nommèrent, tous ensemble, après la messe du Saint Esprit, au scrutin et à la pluralité des suffrages les quatre échevins, comme suit :

1. M. Delas de Brimont, écuyer.
2. M. Ratier, avocat.
3. M. de Coquet, écuyer.
4. M. Dudebert, notaire.

Ces quatre échevins prêtèrent le serment et furent receus la cloche sonnante et avec toutes les formalités accoutumées. Le même jour et dans la même assemblée, les notables firent choix de trois sujets dont les noms furent envoyés à la Cour. Sur cette liste, devoit être pris, celui qui rempliroit pendant trois ans, en conformité de l'édit, les fonctions de maire. Le Roy, par le même édit, s'en étoit formellement réservé la nomination. Les trois sujets présentés furent MM. de Bazon, écuyer, ancien officier d'artillerie et chevalier de l'ordre de Saint-Louis, M. de Sevin, écuyer, et M. de Lacuée, lieutenant assesseur au siège présidial d'Agen. Quelques temps après, les quatorze notables s'assemblèrent de nouveau à l'hôtel de ville avec les quatre échevins et nommèrent, toujours pour se conformer

aux prescriptions de l'édit royal, six conseillers de ville, lesquels six conseillers devoient avoir l'entrée à l'hôtel-de-ville toutes les fois qu'ils le voudroient et voix délibérative sur toutes les affaires intéressant la communauté. Ces six conseillers furent :

1. M. le marquis de Carbouneau, chevalier de Saint-Louis.
2. M. Barbier de Lasserre, fils, écuyer,
3. M. Baret, avocat.
4. M. Roux, négociant.
4. M. Fontanier, notaire.
6. M. Semmezar, procureur.

Le 24 juin 1768, Marie, princesse de Pologne, épouse de Louis XV, et reine de France, mourut après une longue maladie. M. de Bonnac, évêque d'Agen, qui se trouvoit à Paris, envoya son mandement avec les ordres du Roy pour faire célébrer un service, dans toutes les églises de son diocèse, en l'honneur de la reine défunte. Le service se fit dans l'église Cathédrale, le 6 août 1768. On éleva au milieu du chœur, entièrement tapissé de noir, une chapelle ardente et deux compagnies de dragons du régiment de la Reine, en garnison à Agen depuis quelques jours, assistèrent en armes à ce service.

Le 8 septembre 1768, il se leva dans Agen un grand vent d'ouest si violent qu'il renversa force murailles, déracina les arbres et les pieds de vigne, enleva les toitures des maisons les plus exposées et finalement causa partout où il se fit sentir des dégâts immenses. Il est facile de juger de la violence de cet ouragan par la chute du clocher de l'église Saint-Michel de Bordeaux. Ce clocher, d'une hauteur extrême, reposoit sur des murs très épais, cimentés par les anciens, et par la solidité de sa construction semblait devoir résister aux plus grosses tempêtes. Il céda cependant à la force du vent et fut démoli jusqu'à la voute de l'église. Le vent cessa seulement à cinq heures du lendemain matin. On fit alors ramasser les raisins coupés ; mais les vignes demeurèrent fort endommagées. Plusieurs personnes prétendent même qu'il y eut pendant la nuit deux légères secousses de tremblement de terre.

1768-1769¹

Au mois d'avril 1769, il y avoit dans les prisons criminelles d'Agen,

¹ En conséquence de l'édit royal du mois de décembre 1767, il n'y eut pas d'élections au mois de septembre 1768. Les échevins élus au mois de mars restèrent en charge jusqu'au 15 septembre 1769.

depuis an, un M. Sagnes, un nommé Grenier et deux autres individus, tous les quatre de Beauville et dans le nombre des quels étoit le sonneur de cloches du dit lieu. Ils avoient été emprisonnés sur une lettre anonyme, écrite du dit Beauville à M. de St-Philip, lieutenant-criminel au siège présidial d'Agen. Cette lettre annonçoit que ces quatre personnes avoient arrêté nocturnement un nommé Bourdalès, habitant de la dite ville de Beauville, et qu'ils l'avoient volé, tué et enseveli dans une vigne voisine du chemin où le crime avoit été commis. Ce qui donnoit lieu de croire à ce renseignement, c'est que le dit Bourdalès étoit parti de Beauville, le jour indiqué par la lettre, avec deux chevaux, et qu'on avoit trouvé le lendemain, abandonnés aux portes de la ville, les deux chevaux de cet homme, sans avoir de lui aucune nouvelles. Les MM. du présidial firent assigner un très grand nombre de témoins qui déposèrent tous quelque chose se rapportant de très près au crime dont les détenus étoient accusés, mais pas un ne disoit avoir vu l'assassinat. Un officier du présidial se transporta dans la vigne où l'on disoit que le sieur Bourdalès étoit enterré. Il y fit bêcher la terre en plusieurs endroits, mais on ne trouva point le mort. Cependant dans le mois de février, au commencement du carême, le présidial se disposoit à juger les quatres personnes accusées. Mais le greffier étant tombé malade, on suspendit le jugement jusqu'après la Pâque. Heureusement le dit Bourdalès, prétendu mort, arriva à Beauville le 15 avril 1769. Ayant appris ce qui se passoit, il vint à Agen le lendemain et se présenta à M. le lieutenant criminel pour prouver la fausseté de ce qu'on imputoit aux quatre prisonniers. Les officiers du présidial prirent aussitôt de nouvelles informations auprès de témoins dignes de foi pour sçavoir si cet homme étoit réellement le Bourdalès dont il avoit été question dans la procédure et, ayant reconnu qu'il disoit la vérité, ils se hâtèrent d'élargir M. Sagnes et les trois autres personnes accusées d'être ses complices. On demanda à Bourdalès pourquoi il n'avoit dit à personne où il alloit ; il répondit que mécontent de sa femme et de sa belle-mère, il avait résolu d'aller courir le pays et, pour couvrir son dessein, il avoit pris en partant ses deux chevaux, qu'il congédia sur le soir par deux grands coups de fouet, étant à quelque distance de Beauville.

1769-1770

Election consulaire faite le 15 septembre 1769, par MM. les échevins, conseillers de ville et notables qui ont nommé au premier rang

M. Baret de Rivezol, avocat, et au quatrième M. Semmezar à la place de MM. de Brimont et Ratier, sortant de charge. Nous eûmes donc pour échevins :

1. M. Baret de Rivezol, avocat.
2. M. Ratier, avocat.
3. M. Dudebert, notaire.
4. M. Semmezar, procureur.

Le jeudi 5 avril 1770, la rivière de Garonne commença à augmenter avec grande force. Dans l'après-midi tout le Gravier fut couvert d'eau et pendant la nuit l'inondation s'accrut si fort que le lendemain vendredi, 5 du même mois, elle entroit dans la ville par plusieurs endroits. Le couvent des Augustins fut envahi. L'eau s'élevoit dans l'église au devant du maître-autel jusqu'à la moitié du dit autel. Les religieux Augustins quittèrent leur couvent et se logèrent ailleurs ; chez les religieux Cordeliers, le cloître était aussi plein d'eau, mais il n'en entra point dans leur église. Le cloître fut entièrement décarrelé et il s'y fit des enfoncements de deux ou trois pieds de profondeur, de même que dans l'église des Augustins. Le débordement fut si grand que l'eau monta de vingt-neuf pieds six pouces au-dessus de son niveau ordinaire. Elle venoit de l'aqueduc qui est près du Chapelet et s'avançoit dans la rue des Cornières jusqu'à la maison de M. Malebayse, inondant de droite et de gauche les maisons de la dite rue depuis l'habitation de M. Amblard jusques au Chapelet. L'église de ce couvent en étoit remplie. D'un autre côté, l'eau étoit dans toutes les maisons depuis celle de M. Labastide, conseiller près le Puits de Saumon jusqu'à Saint-Hilaire, où elle se joignoit avec le courant qui s'échappoit de la rue des Charretiers. Dans la rue de la Grande-Horloge elle venoit jusqu'à la maison de M. Bory, négociant, où reste M. Roux, son gendre ; dans la rue Garonne, jusqu'à la maison de M. Guitard, négociant, et de l'autre côté jusqu'au milieu de la place du Palais. Au Poids de la ville, une grande partie des maisons étoit aussi inondée et les eaux y montoient à quatre pans de hauteur. Aux alentours d'Agen, à prendre depuis le chemin de Toulouse jusqu'à la rivière, toute la plaine étoit submergée. Il passoit sur l'eau, épais à se toucher, des objets de toute espèce, bûches, fagots, chevrons, arbres déracinés, cuiviers et tonneaux, barriques vides et pleines, meubles de toutes sortes, charrettes et paillers et autres épaves sans nombre.

En présence d'un si grand malheur, MM. les échevins firent tout

de suite construire des radeaux dans l'intérieur de la ville et à la Porte-Neuve, hors ville, pour aller dans les maisons inondées chercher les personnes qui y étoient assiégées par les eaux ou porter du pain à ceux qui ne vouloient point sortir de chez eux. MM. les vicaires généraux, en l'absence de M. l'évêque qui étoit lors à Toulouse, ordonnèrent le même jour, 6 avril 1770, une procession générale où furent présents MM. les officiers du Présidial et MM. les échevins en robe. Tous les marchands, sans en avoir reçu l'ordre, fermèrent leurs boutiques pour assister à la procession. Elle sortit de Saint-Etienne, vers les dix heures du matin, portant les quatre Corps Saints et passant par la Porte-Neuve, elle se rendit, sans sortir de la ville, aux Jacobins où l'on chanta une grande messe ; après quoi le cortège se dirigea vers la porte du Pont-Long, près les Capucins et, après certaines prières et oraisons, on trempa les quatre Corps Saints dans l'eau qui étoit déjà sous le pavillon de la porte. Cela fait, la procession se retira par le même chemin, la plus grande partie du peuple y assistant pour prier le Seigneur d'apaiser sa colère. Il fut aussi, dans cette intention, ordonné par MM. les vicaires généraux qu'il y auroit bénédiction à Saint-Etienne pendant trois jours consécutifs.

Vers les quatre heures du matin, l'eau commença à diminuer mais bien doucement, et le lendemain, 7 avril, vers les six heures du soir le Gravier reparut aux endroits les plus élevés. Le débordement monta trois pans et deux pouces plus haut que lors de la grande inondation de Saint-Barnabé, arrivée le 11 juin 1712. Cette remarque est écrite contre le mur, dans le cloître des RR. PP. Augustins.

Ce désastre fut occasionné par un vent très violent et par une pluie qui dura huit ou dix jours. L'inondation mit à terre dans la campagne quantité de maisons, granges, étables, fours et autres bâlisses. Il y eut aussi beaucoup de bétail noyé tel que brebis, cochons, chevaux et bœufs qui furent surpris dans les granges et qu'il fut impossible d'en tirer , puisque bien des gens eurent eux-mêmes beaucoup de peine à se sauver avec leurs enfants, sur les toits des maisons, sur les arbres, dans la tribune ou sur les combles des églises, ayant laissé tout le reste à la garde de Dieu. Diverses personnes même, mais heureusement en petit nombre, trouvèrent la mort dans les flots.

La perte inestimable des bestiaux qui furent noyés par l'inondation obligea M. l'intendant de la province de Guienne à rendre une ordonnance, par laquelle il défendit à tous marchands étrangers à

la province, d'acheter aucune tête de bétail, sous peine de confiscation, pendant la foire qui se tient au Gravier le 3 juin et qui dure 3 jours. Cette défense avoit pour objet de procurer aux personnes ayant perdu leur bétail dans le débordement, la faculté d'en acheter à meilleur marché.

Le dommage causé par l'inondation depuis Toulouse jusqu'à Bordeaux est inappréciable. Cependant dans les terres ensemencées où l'eau n'avoit pas emporté le sol ni transporté du sable, les récoltes de toute espèce furent aussi belles qu'on pouvoit le désirer. Il est à noter qu'à proportion que la Garonne diminuoit, toutes les caves de la ville se remplirent d'eau, celles même des maisons qui étoient éloignées des lieux inondés de plus de deux cens pas. Les puits les plus profonds furent également remplis et il n'y avoit guère que quatre à six coudées de vuide au dessus de leur niveau. Plusieurs particuliers, voulant faire épuiser l'eau de leurs caves employèrent des pompes, manœuvrées à bras, mais si l'on discontinuoit pendant trois ou quatre heures de pomper, l'eau rentroit dans les caves avec plus de force et dans un court intervalle il y en avoit autant qu'avant de commencer la manœuvre. On fut donc obligé de laisser s'écouler l'eau naturellement et, en effet, elle se retira peu à peu de toutes les caves inondées.

Quelques jours après il y eut un nouveau débordement qui couvrit encore le Gravier ; mais il ne fut pas cette fois de beaucoup aussi fort que le premier.

Le 16 du mois de Mai 1770, Louis Auguste, dauphin de France, épousa Marie-Antoinette d'Autriche, fille de la reine de Hongrie. Ce mariage fut célébré à grandes pompes. Mais le Roy défendit qu'il se fit des réjouissances en province, parce que dans celles qui avoient eu lieu à Paris, il y avoit eu trente personnes étouffées dans la foule et plusieurs blessés.

1770-1771

Election consulaire faite le 15 septembre 1770.

Cette élection a été faite par les échevins, les conseillers de ville et les notables qui ont nommé au premier rang M. Barbier de Lasserre, écuyer, et au second M. Nodigier ayné, négociant, à la place de MM. Coquet et Dudebert sortant de charge. M. Barbier n'a pas voulu accepter en sorte que nous n'avons eu cette année que trois échevins qui sont :

1. M. Baret de Rivezol, avocat.
2. M. Semmezar, procureur.
3. M. Nodigier, ayné, négociant.

Dans l'année 1771 le Roy fut en butte avec tous les parlements du royaume ; ils ne vouloient pas enregistrer certains édits de Sa Majesté, et, en conséquence, ils avoient interrompu leurs fonctions et refusoient de siéger pour juger les causes en cours. Le Roy tint un lit de justice à Versailles, le 13 avril 1771. Il y confisqua tous les offices des membres du Parlement et supprima leurs charges, excepté celles de premier président et d'avocat général. Il créa tout de suite un nouveau parlement composé des sujets qui lui parurent propre à en remplir les charges qu'il leur donna à titre d'officier. Tous les membres de l'ancien furent exilés, les uns d'un côté, les autres de l'autre. Dans le même lit de justice le Roy supprima encore la Cour des Aydes de Paris et donna un édit à ce sujet, de même que le Grand Conseil qui rendit aussi un arrêt sur cela.

Le 20 Mars 1771 la rivière de Garonne déborda de nouveau, couvrit tout le Gravier et s'avança bien avant dans la ville. En l'absence de l'évêque, les vicaires généraux ordonnèrent une procession générale qui fut faite, après vêpres, par tous les corps religieux et les deux chapitres ; y assistèrent MM. du présidial et du corps de ville. On y porta les corps Saints qu'on trempa dans l'eau près de la porte Saint-Louis. Vers le soir l'eau commença à diminuer et le lendemain le Gravier étoit libre.

Le 3 septembre 1771 le Parlement de Toulouse fut supprimé de la part du Roy, par le ministère du comte de Périgord qui fut envoyé pour cela à Toulouse. Il fut créé le lendemain un nouveau parlement. Quelques membres de l'ancien acceptèrent d'occuper des charges dans le nouveau à titre d'office. Le reste des officiers qui n'eurent point d'emploi fut exilé et dispersé par lettre de cachet. Dans le même temps M. le maréchal de Richelieu exécuta la même opération à Bordeaux, dans le même goût que M. le comte de Périgord l'avoit fait à Toulouse et dans un bref délai tous les parlements de France furent successivement détruits et remplacés de la même façon qu'à Toulouse et à Bordeaux.

A SUIVRE.

NOTES SUR LA FÉODALITÉ EN AGENAIS

AU MILIEU DU XIII^e SIÈCLE

(Suite)

V

Châteaux Forts

XVI^e SIÈCLE.

Le château de Teyssonnac (commune de Villeneuve-sur-Lot), avec sa haute tour carrée, ses courtines aux angles flanqués d'échauguettes, rappelle encore des types anciens ; il est possible que ce château date de la seconde moitié du x^v^e siècle. Le plus ancien seigneur de Teyssonnac connu est Bernard de Cours, en 1465. Le château de Perriard (commune de Montayral), construit en 1565, avec son logis éclairé par de larges fenêtres, n'a plus rien des repaires du moyen-âge ; ses tours sont édifiées plutôt pour la décoration que pour assurer un refuge en temps de guerre. Cependant Monluc, toujours défiant, élevait encore en 1567 un quadrilatère bastionné, renforçant son château d'Estillac, dont une partie remonte au xiii^e siècle. Ces curieux ouvrages ont été l'objet d'une notice spéciale.

Nous en avons fini avec l'énumération des châteaux forts qui furent l'œuvre et la propriété des barons. Il faudrait y ajouter la mention de quelques villages fortifiés et d'un petit nombre de bastides telles que Laplume, Montpouillan, Vianne, Sérignac, pour apprécier la proportion des domaines et des forces des seigneurs comparés aux domaines royaux.

En 1300, le roi avait dans son domaine direct de vieilles villes, telles qu'Agen, Port-Sainte-Marie, Penne, et les neuf dixièmes des bastides ou villeneuves fondées depuis un siècle par ses auteurs, rois

de France et d'Angleterre, et comtes de Toulouse ¹. Le succès de ces fondations avait été si grand que la population des seigneuries s'était déplacée en masse pour s'assurer dans les villes royales une condition meilleure. Tout en constatant ce fait, nous n'allons pas jusques à dire comme l'auteur de l'*Histoire de l'Agenais* que l'expansion communale des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles aurait marqué dans notre pays la fin de la féodalité. »

Non seulement la féodalité agenaïse a vécu et lutté jusques à la fin du moyen âge mais encore, à la faveur de l'anarchie et des guerres, elle a regagné une partie du terrain perdu et, jusques au ^{xv}^e siècle, elle a trouvé des occasions de majorer les redevances qui constituaient ses principaux revenus.

Avant de déterminer en de courtes pages les phases d'extension ou de décadence des principales familles de l'Agenais, quelques mots encore sur les châteaux.

Faisons des vœux pour la conservation des rares débris qui nous restent des constructions militaires du moyen âge. La Révolution les avait respectées beaucoup plus que l'on ne le croit généralement : elle a fait, il est vrai, marteler des écussons, enlever des girouettes, ra-

¹ La question des bastides agenaïses est loin d'avoir été traitée dans une forme définitive. L'article que j'ai consacré à ces villeneuves, il y a plus de vingt ans, dans le volume du *Congrès d'Agen* ne contient que quelques aperçus archéologiques. Une étude sur l'ensemble de leurs institutions reste à faire.

Dans son *Histoire de l'Agenais*, M. Jules Andrieu a donné une énumération des bastides qui est incomplète et qui peut donner lieu à quelques critiques : Aubiac, Cancon, Clermont-Dessus, Clermont-Dessous, Golfech, Sainte-Colombe, qualifiés par lui de bastides, sont pareils à Pujols, à Astaffort, à Sainte-Bazille, à Fumel, à Tonneins, à Boville, à Duras, villes seigneuriales d'une origine parfois ancienne, édifiées peu à peu et sur des plans quelquefois réguliers dans l'enceinte agrandie d'un château. Le fait de recevoir des coutumes n'implique pas la condition de bastide. Nul ne songerait à assimiler aux villeneuves la cité d'Agen, qui reçut aussi des coutumes.

Parmi les bastides omises dans la liste de M. Andrieu citons entre autres Marmande, Tournon, Vianne, Durance, Montpouillan, les deux Sauveterre, Villeneuve-de-Duras, Villeneuve-de-Mézin, Londres (commune de Puymiclan), Felletoun (commune de Saint-Sardos), Montréal (commune de Saint-Cirq), ces trois dernières détruites peu après leur fondation.

ser de quelques assises les tourelles pour les mettre au niveau des toitures mais elle n'a détruit aucun château.

En 1800, les châteaux de Nérac et de Pujols étaient à peu près intacts, la haute tour de Monségur, debout. Le château de Bonaguil, muni de ses charpentes et de ses toitures, pouvait braver des siècles. Il faudrait aujourd'hui des centaines de mille francs pour rétablir ce qui a été détruit.

Une tour de porte à Bruch a été démolie à moitié pour le ballastage d'un chemin vicinal. Un propriétaire a exploité le château de Dolmayrac comme une carrière de moëllons. Les trois tours de Moncaut ont été rasées jusques aux fondations. Et combien d'autres actes de vandalisme demeurés inconnus !

L'année même de sa mort, notre ami P. Benouville, architecte diocésain, avait reçu du Comité des Monuments historiques une mission officielle pour relever les plans et les vues de tous les monuments intéressants de notre département et notamment de ses châteaux. Sa perte est irréparable, car on sait quel était son talent. Le projet même n'a pas été repris.

Que du moins les municipalités, les propriétaires apprennent à respecter ces témoins des vieux âges qui fixent des souvenirs historiques, sauvent un pays de la banalité et donnent tant d'intérêt aux excursions ! Que les archéologues, les artistes, les touristes s'empressent d'étudier, de dessiner, de photographier des ruines que le temps doit faire disparaître !

Et etiam periere ruinæ !

VI

Personnel Féodal

Au début de ce mémoire, nous avons étudié la féodalité au ^{xiii}^e siècle, au point de vue de son rang, de ses devoirs, de son recrutement. Nous avons vu combien peu de hiérarchie existait entre barons et combien il y avait alors peu de différence entre la noblesse et la bourgeoisie.

L'énumération et la courte description des châteaux forts a permis de dégager les éléments sur lesquels se fondait la puissance de la féodalité.

Le château fort assurait la possession du fief ; il permettait de le

défendre en temps de guerre et de contenir en tous temps les vassaux. Le chevalier sans terre n'est qu'une individualité ; le possesseur d'une seigneurie est un chef de dynastie. L'autonomie, la perpétuité sont acquises à la seigneurie, comme à une commune.

Dans l'Agenais, au ^{xiii}^e siècle, les fiefs sont assez nombreux mais petits. Il est peu de seigneurs qui possèdent plusieurs châteaux. Un bon nombre de châteaux sont, au contraire, la propriété collective de plusieurs coseigneurs. L'extrême division est alors, dans notre pays, le caractère de la féodalité.

Les péripéties de la guerre de Cent ans devaient modifier profondément cet état de choses. De grandes seigneuries se formèrent au profit des plus forts et des plus habiles.

Les changements politiques eurent aussi leur influence sur l'évolution de la féodalité. Peu après que l'Agenais eût été détaché du Languedoc pour être uni à la Guienne, les grands seigneurs Languedociens, qui avaient des fiefs en Agenais, les perdirent.

Il n'est donc pas indifférent de passer une revue sommaire du personnel féodal au ^{xiii}^e siècle pour marquer de quelques traits les accroissements ou les déchéances qui devaient élever ou abaisser certaines familles.

Sur ce sujet, pour être exact et aussi complet que possible, il faudrait dépouiller tous les documents touchant à la féodalité qui ont été conservés du milieu du ^{xiii}^e siècle à la fin du moyen âge. Travail immense pour ce petit résultat d'écrire un des chapitres qui manquent le plus à nos histoires de l'Agenais. Ce travail restera à faire ; les quelques notes qui suivent passeront à peine pour une esquisse.

Les de l'Isle. — Les titres de cette grande famille de la Gascogne toulousaine ont été réunis dans un cartulaire des plus volumineux comme format qui existent en France. Ce registre de 1621 pages, conservé aux archives de Lot-et-Garonne, est connu sous le nom de *Saume de l'Isle*.

Dans la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle, des alliances avec les Gontaud-Biron, les Caumont, les Durfort implantèrent les de l'Isle dans le pays. Un Jourdain de l'Isle eut quelque temps en son pouvoir les seigneuries de Puch, Montgaillard, Saint-Julien-de-Cap d'Ourbise (Fargues), Lausseignan, Estussan, Labarthe près Montaut, Fumel, Mausempron, des possessions à Lafox.

Ce beau domaine, réparti sur trois ou quatre points différents de l'Agenais fut saisi aux environs de l'année 1323 et jamais rendu aux

de l'Isle, malgré des appels au sénéchal d'Agenais et à celui de Gascogne ¹.

Les *Alaman*, d'origine albigeoise. — Raymond VII, comte de Toulouse, donna Lafox à Sicard Alaman, en l'année 1236 ².

Ce Lafox, une tour édifiée au confluent de la Séoune et de la Garonne, un petit village, moins peut-être, un simple hameau, c'était il semble peu de chose ; mais à ce petit fief se rattachaient des droits de pêche, de moulin et surtout un péage sur le fleuve dont les revenus étaient énormes. Le tout était plus convoité que de grandes seigneuries.

Tandis que les habitants d'Agen obtenaient rarement et pour un temps fort court le droit de percevoir un péage, quand il s'agissait de rétablir leurs finances ou d'exécuter de grands travaux publics, le péage de Lafox fonctionnait sans trêve au profit d'un favori du comte.

¹ L'histoire de l'acquisition et de la perte de ces fiefs dans une période de cinquante ans doit être intéressante. Elle est, croyons-nous, tout entière dans la *Saume*.

Je dois à l'extrême obligeance de M. E. Cabié les cotes des documents agenais qui se trouvent dans cette collection. Il faudrait étudier les documents eux-mêmes. On ne connaîtra bien le rôle et la condition de la féodalité qu'en s'attachant à suivre un certain nombre de familles depuis leur début jusques à leur disparition.

² Cet acte n'avait été daté qu'approximativement par MM. E. Cabié et L. Mazens dans leur *Cartulaire des Alaman, des de Lautrec et des de Lévis* (Toulouse-Albi, 1883, p. 2).

Une copie de cette pièce existe au château de Lafox ; elle fut collationnée à Paris, le 24 novembre 1767, par les notaires Dunois et Brulard.

La donation est datée du 13 février 1235 (1236 n. st.). Les témoins de l'acte sont Bertrand, frère du comte, Pons de Villeneuve de Montréal, R. de Lacoussade (*de Calciata*), Guillaume-Arnaud de Tantalou, Jean Anneil (*Annoli*), notaire.

Je profite de l'occasion pour rappeler que le *Cartulaire des Alaman* est un des meilleurs ouvrages qui aient été publiés sur des familles féodales rattachées quelque temps à l'Agenais. C'est de là que sont tirées ces quelques notes sur les Alaman, les Lautrec et les Lévis. L'index permettra de retrouver tous les passages se référant aux localités mentionnées. On pourra aussi consulter la notice que MM. Cabié et Mazens ont rédigée pour la *Revue de l'Agenais* (t. ix, p. 293), sous le titre *Notes concernant le domaine agenais des Alaman et de leurs successeurs immédiats*.

Raymond VII avait fait plus encore pour Sicard. Il lui avait concédé les biens confisqués sur un habitant d'Agen inculpé d'hérésie albigeoise, Elie d'Agrefol.

En 1237, Sicard Alaman acheta de G. de Tantalou une maison à Marmande.

Les Alaman, qui occupèrent de hautes situations sous Alphonse de Poitiers, continuèrent à s'enrichir. Ils trafiquèrent sur le péage de Lafox, dont ils vendirent des fractions.

Ils ont possédé des biens à Laugnac, à Casseneuil et pendant quel-ques temps, Port-Sainte-Marie et Thouars.

Ceux, qui traiteront de l'histoire de ces localités, auront à relever la nature des actes en vertu desquels les Alaman ont acquis et perdu **ces nombreux domaines**. Ce n'est pas ici qu'il convient d'entrer dans ce détail ; une seule pièce doit être citée : Marguerite Alaman, religieuse à l'abbaye de Sainte-Claire d'Avignon, avait hérité de son père Sicard et de son frère Sicard. A sa mort, l'abbaye réclama toutes ses possessions, entre autres les domaines agenais, qui lui furent disputés par Philippe de Lévis, auquel il fallut les céder (1304).

Ainsi les Alaman disparaissent au commencement du ^{xiv}^e siècle. Cette famille féodale n'a joué un rôle dans notre pays que pendant une période de soixante-dix ans.

Les Lautrec. — Bertrand, vicomte de Lautrec, possédait au ^{xiii}^e siècle le péage de Thouars, qui passa à Philippe de Lévis par son mariage avec Béatrix de Lautrec.

Le même acquit une partie de la seigneurie et du péage de Lafox, des droits sur Casseneuil et Laugnac ¹.

Les Lévis. — Philippe de Lévis possédait le péage de Thouars à la fin du ^{xiii}^e siècle. Il le vendit pour le prix de 3,000 livres, à Raymond-Guillaume de Goth.

Philippe de Lévis hérita, comme nous venons de le dire, des biens si considérables des Alaman (1304).

Le château de Lafox, pris par les Anglais et repris, fut remis en la possession de Philippe de Lévis, en 1327 ².

¹ *Cartulaire des Alaman*... pp. 8, 31, 32, 45, etc.

² *Ibid*, pp. 7, 128, 135. On remarquera que les Alaman, les Lautrec et les Lévis ne figurent pas dans les hommages du ^{xiii}^e siècle qui furent reçus en Agenais. C'est vraisemblablement à Toulouse ou à Albi, à leur

Il semble que les Lautrec et les Lévis aient perdu toutes leurs possessions en Agenais dans le cours du ^{xiv}^e siècle.

Les Lomagne. — Ils possédaient la vicomté de Lomagne, limitrophe du territoire de l'Agenais. Il n'est donc point surprenant que certains membres de cette ancienne famille aient pris pied dans notre pays. Quelques-uns ont figuré parmi les coseigneurs d'Astaffort du ^{xiii}^e siècle à la fin du moyen âge.

Sous Louis XII et François I^{er}, des Lomagne possédèrent quelque temps les seigneuries de Montaigut, sur la rive droite de la Garonne, et Montagnac d'Auvignon, Fieux, Calignac, Pouy-sur-L'Osse sur la rive gauche ¹.

Les Talleyrand. — Originaire du Périgord, cette famille fut introduite en Agenais par Alfonse de Poitiers, qui leur ceda de beaux domaines, Lavardac et Cauderoue avec les terres voisines ou intermédiaires de Salles, de Brazalem, de Limon.

Ils possédèrent ces seigneuries plus d'un siècle et y ajoutèrent quelque temps la vicomté d'Auvillars. Ils n'acquirent que plus tard la seigneurie de Boville, la seule qu'ils devaient conserver jusques à la Révolution.

Les Tantalou. — D'origine bazadaise, cette famille a compté parmi ses membres deux sénéchaux d'Agenais (1216-1247) ; mais elle ne s'implanta pas définitivement dans le pays, où elle a possédé, durant le ^{xiii}^e siècle, une partie des châteaux de Monheurt et de Bouglon, des terres à Saint-Geniès, Grézet, Martailiac et une maison à Marmande.

Les Pestillac, du Quercy. — C'étaient de puissants barons. Bien que le château qui porte leur nom soit situé sur les confins de l'Agenais, ils se sont peu étendus dans ce pays. Au ^{xiii}^e siècle, ils accu-

résidence ordinaire ou au centre de leurs domaines, qu'ils remplissaient cette formalité. Nous avons ici la preuve que les séries d'hommages de 1259 et de 1286 ne sont pas complètes pour notre pays.

¹ Sur cette famille, voir en plus des hommages de 1259 et 1286, et des archives de Montagnac (II: 3), l'*Abbrégé de la généalogie des vicomtes de Lomagne*, Paris, Ballard, 1757.

sent seulement quelques possessions dans la paroisse de Vart (Sauveterre-Lémance) et dans celle de *Turac* ¹.

Les d'Albret, des Landes. — Il faudrait plus d'un volume pour donner les détails des agrandissements de cette famille, depuis ses modestes débuts dans les Landes jusques au temps d'A'ain dit Le-Grand ².

Le sujet ne peut-être traité ici. Contentons-nous de mettre en relief, en quelques lignes, les deux faits suivants.

Au milieu du ^{xiii}e siècle — les hommages de 1259 le prouvent — les d'Albret étaient à peine implantés dans l'ancienne baylie agenaise d'Outre-Garonne, la plus vaste de toutes et la moins connue, celle qui a formé en partie le Condomois. Il est vrai d'ajouter qu'ils en occupaient le centre.

A la fin du moyen âge, ils détenaient toute cette partie de l'Agenais ; ils avaient même franchi le fleuve et acquis les baronnies de Verteuil et de Tournon.

Ceux qui voudront écrire la géographie historique de l'Agenais au moyen âge, c'est-à-dire une géographie documentée, marquant les étapes, révélant les transformations successives du pays, ont là un thème des plus intéressants.

Et de même ceux qui voudront étudier sur le vif la féodalité. Combien nous paraît étonnante la fortune d'une famille obscure qui, en moins de cinq siècles, arrive, degré par degré, lentement et sûrement au trône de Navarre, et, en perdant son nom, monte sur le trône de France !

Dans la seconde moitié du ^{xiii}e siècle, les d'Albret possédaient

¹ Faut-il rectifier Tayrac ? Je crois plutôt qu'il faut lire Tusac, aujourd'hui Touzac, commune du Lot assez rapprochée de Pestillac.

Le château de Pestillac (commune de Moncabrier) est un des plus remarquables de la région par son type et par son ancienneté. Son enceinte, flanquée de tours semi-circulaires à l'extérieur, ouvertes à l'intérieur, englobe une charmante église romane ; il paraît contemporain de l'église, c'est-à-dire du ^{xii}e siècle.

On peut compléter une visite au château de Bonaguil par une excursion à Pestillac.

² Ce dernier a été l'objet d'une excellente monographie : *Alain-Le-Grand, sire d'Albret*, par Luchaire, Paris, Hachette, 1877, in-8°. Le même auteur avait publié, en 1870, une *Notice sur les origines de la maison d'Albret*.

seulement chez nous l'équivalent du territoire actuel de la commune de Nérac. Les petits châteaux de Bréchan et de Nérac étaient dans ces limites; le château d'Andiran, en dehors, de même que la terre de Cieuse (*Serezoxa*). Ils bâtirent le château de Nazareth. Leurs possessions à Puy-Forte-Aiguille étaient restreintes, car cette position forte était occupée par les Templiers. Ils n'avaient pas Cauderoue, simple hameau de nos jours, mais dont le vieux château, qui paraît avoir été très fort, devint une des plus belles propriétés des Talleyrand.

Les d'Albret étaient mieux établis du côté du Bazadais, tandis que leur domaine agenais était encore mal fondé. Ils n'entrevoyaient peut-être pas que Nérac dût être un jour le centre de l'un de leurs plus beaux domaines, une résidence qui devait le disputer à celle de Pau.

Isabeau d'Albret avait même commis la faute de vendre (en 1294) la baronnie de Nérac à Gaston, vicomte de Fézensaguet, et à Jacques d'Armagnac. Toutefois ce domaine fut bien vite récupéré : nous voyons, douze ans après (1306) Amanieu d'Albret acheter à l'abbé de Condom les droits de justice qu'il possédait sur Nérac ¹. Dès lors il avait la plénitude de la seigneurie.

Les actes du moyen âge et particulièrement ceux du ^{xiii}^e siècle nous révèlent rarement des traits de caractère. Il faut toujours les lire entre les lignes pour deviner quelles passions les ont souvent inspirés et quel est l'état d'esprit des parties intéressées.

L'hommage rendu au roi d'Angleterre par Amanieu d'Albret, en 1286, est remarquable par sa forme absolument inusitée. Amanieu se déclare jeune, plein de bonne volonté à servir son seigneur pour ce qu'il doit et presque au-delà ². Il est difficile de faire plus de zèle, non sans arrière-pensée, soyons-en sûrs. Avec les d'Albret c'était donnant, donnant. Il n'est pas de famille qui, à chaque génération, ait fait payer d'un plus haut prix ses services toujours intéressés. Comtes de Toulouse, rois d'Angleterre et rois de France, ils ont exploité tour à tour tous leurs suzerains en politiques avisés. Avec

¹ Archives de Nérac, II-5.

² « *Protestatus fuit dictus Amanevus quod, cum ipse sit juvenis et novus vassallus in predictis, si appareat ipsum pro prædictis ad plura teneri, ipse paratus est complere alia deveria si quæ appareant debita pro prædictis eidem.* »

cela, de la bravoure gasconne, nul scrupule sur les empiètements, nul remords des injustices commises et aussi cet élément auxiliaire qui échappe aux calculs, aux efforts humains et qui semble un don de fée, la chance.

Les Montpezat. — Pour déterminer l'origine de cette famille, on se heurte à la même difficulté que je signalerai à propos des du Fossat et des Durfort. De même qu'il y a eu deux terres dites du Fossat appartenant à la famille de ce nom, deux châteaux de Durfort appartenant aux Durfort, il y a eu deux Montpezat, l'un en Quercy, l'autre en Agenais qui ont appartenu aux Montpezat.

En pareil cas, selon toute probabilité, la famille, après avoir emprunté son nom à une terre, l'a reporté à une autre terre acquise par elle et qui a été débaptisée.

Cependant une autre hypothèse peut s'appliquer à ces questions d'origine si difficiles à résoudre faute de documents suffisants. Il est des noms de lieu assez répandus ; celui de Montpezat est du nombre. Chacune de ces localités dites Montpezat a pu donner son nom à une famille ; ces homonymes n'auraient rien de commun : nous nous tromperions en leur attribuant la même origine.

Je donnerai bientôt une preuve des confusions que peuvent entraîner les homonymies, en traitant la question des Lusignan de l'Agenais qu'on a voulu rattacher à ceux du Poitou. Nos auteurs ont confondu trois familles ageneises distinctes, dont aucune ne se rattache à la souche des rois de Jérusalem.

Il peut fort bien y avoir eu deux familles de Montpezat également anciennes et sans parenté entre elles, dans le Quercy et dans l'Agenais.

Dans un ouvrage posthume sur Montpezat qui vient de paraître, feu M. de Bellecombe se prononce, avec raison peut-être, pour l'origine ageneise des Montpezat qu'il fait remonter au ^x^e siècle. Cet auteur affirme aussi l'ancienneté du château, mais il n'a pas observé que le château de Montpezat en Quercy est également ancien et très fort. En portant toute son attention d'un seul côté on s'expose à des erreurs. Selon nous, en voici une qu'il est bon de relever en passant.

Un château de Montpezat fut pris et rasé par Simon de Montfort, en 1214, et les historiens de l'Agenais qui, de Labrunie à Andrieu, se sont tous répétés à ce sujet, affirment qu'il s'agit du Montpezat d'Agenais. Avant eux, les auteurs de l'*Histoire du Languedoc* s'étaient

prononcés pour Montpezat en Quercy, qui se trouvait également sur la route suivie par l'armée de Montfort, entre le Rouergue, point de départ, et Marmande, terme de l'expédition. L'opinion des savants Bénédictins aurait dû, à tout le moins, inspirer quelques doutes à nos annalistes. S'ils ont voulu remonter aux sources, ils ont pu être induits en erreur par un détail : la place de Montpezat avait été remise en l'obéissance de Raymond par des chevaliers agenais. Montpezat du Quercy est à dix lieues de l'Agenais et ses seigneurs avaient peut-être des parents dans ce pays : il n'est donc point surprenant que des agenais aient pris part à cette affaire. Du reste ce détail, si l'on y réfléchit, condamne au lieu de l'appuyer, l'identification soutenue par Labrunie, Saint Amans, Samazeuilh, l'abbé Barrère, Jules de Bourrousse de Laffore et Andrien. Le vieux chroniqueur, sur lequel se fondent les historiens du Languedoc, aurait-il signalé l'origine agenaise des chevaliers intervenus à Montpezat s'il se fut agi d'une place agenaise ? A quoi bon, ceci étant la règle ? Il devait au contraire noter que le sort d'une place forte du Quercy ait tenu à l'influence de chevaliers étrangers au pays, ceci constituant l'exception.

Après avoir pris et rasé Montpezat, Simon de Montfort, étant près de Montcuq, reçut la soumission de Déodat de Barasc, un des principaux barons du Quercy. Un acte en fut passé le 12 juin 1214. Si le Montpezat détruit par Montfort eut été celui d'Agenais, on ne s'expliquerait pas une reculade vers Montcuq au moment où on se préparait à pousser une pointe vers Marmande. Les étapes de la campagne de Montfort et la succession des événements sont parfaitement établies et tout prouve que le Montpezat en question est celui du Quercy (Tarn-et-Garonne).

Dans le texte des hommages de 1259, notre Montpezat n'est point cité comme *castrum*. S'il y a eu là un vieux château antérieurement à cette époque, ce château avait été ruiné comme celui du Quercy.

En 1259, nos Montpezat, qui avaient fondé l'abbaye de Pérignac, résidaient à Cours, le vieux *curtis* de l'époque barbare. Comme cette dernière position n'est pas très forte, ils édifièrent bientôt sur la butte de Montpezat un nouveau château dont l'enceinte protégera un village. Les coutumes données par Amanieu de Montpezat aux habitants fixés sur ses terres datent de l'an 1279 ¹.

¹ Cette dernière indication est empruntée à la généalogie des Montpezat, dressée par notre excellent confrère si regretté M. Jules de Bourrousse de

Les Montpezat embrassèrent d'abord la cause anglaise. Edouard III eut pour sénéchal d'Agenais Amanieu II de Montpezat (1362-1363). Il se produisit dans la famille un revirement complet : durant la dernière période de la guerre de Cent ans, les Anglais n'eurent pas d'ennemis plus acharnés qu'Amanieu III, sénéchal d'Agenais pour le roi de France, de 1425 à 1439, Rainfroid, Raymond-Bernard de Montpezat.

Ces derniers travaillèrent surtout à réduire les places et châteaux voisins de leur baronnie ; la guerre terminée, ils émirent la prétention d'en retenir une bonne partie. Il se trouva que dans ce domaine étaient englobées les anciennes baylies royales de Sainte-Livrade, Granges, Saint-Sardos et Feltoune. Les habitants de Port-Ste-Marie se plaignaient que leur juridiction eût été entamée ; mais les rois de France fermèrent les yeux sur d'évidentes usurpations ¹.

Les Montpezat gardaient aussi Prayssas. Une alliance, qui les fit succéder aux du Fossat, mit sous leur pouvoir la baronnie de Madaillan. Ils eurent ainsi, au xv^e siècle, le domaine féodal le plus compact, sans enclaves, et le plus considérable qui existât en Agenais sur la rive droite de la Garonne. Aiguillon, Sainte-Livrade, Madaillan marquèrent les trois pointes du triangle de la nouvelle baronnie. Au témoignage de leurs voisins, Bernard Gros, comman-

Laffore (*Nobiliaire de Guienne et de Gascogne*, t. iv). Cette généalogie est fort documentée et d'un grand intérêt. J'y renvoie le lecteur.

Le texte des coutumes de Montpezat est, m'a-t-on dit, conservé dans les archives de M. le marquis de Chabrillant.

Le château de Montpezat doit être classé, à notre avis, parmi ceux qui furent édifiés dans la seconde moitié du xiii^e siècle. On sait qu'au siècle suivant les incidents de Montpezat marquèrent le début des hostilités de la fameuse guerre de Cent ans. (Voir un mémoire de Bréquigny reproduit dans la *Revue de l'Agenais*, t. XII, p. 560 ; XIII, p. 61, 187).

Pour des articles très sommaires comme celui-ci, je ne puis indiquer toutes les références. On en trouvera sur les Montpezat dans *Ville libre et barons* ; — le *Libre de raison de Bernard Gros*, etc.

¹ Il faut cependant ajouter à la décharge des Montpezat qu'ils pouvaient produire un titre. En 1348, Edouard III avait donné à Rainfroid de Montpezat Saint-Sardos, Granges, Sainte-Foy de Pechbardat, Lacépède, Saint-Michel, Rides.

Mais les rois de France devaient-ils admettre la validité des actes passés par leurs ennemis ?

deur du Temple, et les Agenais, ce furent de terribles seigneurs. Tout le monde les redoutait et leurs pairs, les autres barons agenais, fléchissaient devant eux ¹.

La branche aînée des Montpezat tomba en quenouille, après Guy, sénéchal d'Agenais de 1493 à 1498. Le domaine de Montpezat devait constituer, à partir de la fin du xvi^e siècle, le duché d'Aiguillon. Il est intéressant d'en suivre le développement, de voir les petits fiefs de Cours et de Montpezat déborder et s'arrondir ainsi, même au détriment du domaine royal. Un certain nombre d'évolutions de ce genre, faciles à constater, prouvent que, dans notre pays, contrairement à l'opinion reçue, la féodalité ne fut jamais plus puissante, plus conquérante que durant les deux derniers siècles du moyen âge.

Les Du Fossat. — A peu de distance du château fort de Madailan (canton de Prayssas) on voit le hameau du Fossat. Un quartier d'Aiguillon, qui a fourni une seigneurie distincte, porte aussi le nom de du Fossat. Les du Fossat ont possédé, au xiii^e et au xiv^e siècle, les deux terres ainsi désignées. Il est donc vraisemblable qu'après avoir emprunté leur nom à l'une d'elles, ils l'ont transmis à l'autre. En tous cas, l'origine agenaise de cette grande famille féodale n'est pas douteuse.

Elle devait avoir une situation dès le commencement du xii^e siècle. Un de ses membres, Raymond-Bernard du Fossat, fut évêque d'Agen, de 1128 à 1149.

Arnaud-Garsie et Gauthier du Fossat étaient au nombre des barons agenais qui signèrent le traité passé en 1242 entre Henri III, roi d'Angleterre, et Raymond VII, comte de Toulouse.

Le 10 juin 1249, Arnaud-Garsie du Fossat rendit hommage au comte de Toulouse, pour le château de Bruch et Floirac et pour toutes les terres que tenait autrefois R. de Teillac (*de Telhaco*. Ne serait-ce pas *Thézaco*?) sur les deux rives de la Garonne².

Un premier Amanieu du Fossat (il y en eut quatre portant successivement ce même prénom ou plus exactement ce même nom) pos-

¹ On peut en juger par un curieux procès-verbal d'élection de Charles de Montpezat comme député de la noblesse aux Etats-Généraux de 1484. Cette pièce intéressante, qui fait partie du fonds du Grand Prieuré de Toulouse, transcrite par M. O. Fallières, doit être prochainement adressée à la Société des *Archives historiques de la Gironde*.

² *Trésor des Chartes*, J. 314. Toulouse, VII, n° 46. — Cette pièce m'a été indiquée par M. A. Ducom. Elle fut rédigée en présence de grands person-

sédait Madaillan à la fin du ^{xiv}^e siècle. La construction sur ce point d'un château fort, qui pendant trois siècles devait tenir en échec les habitants d'Agen, donna à cette famille une grande puissance. Elle posséda Prayssas, partie d'Aiguillon, de Thouars et de Monheurt. Elle s'attacha presque constamment au parti anglais, et, de 1313 à 1357, fournit à l'Agenais deux sénéchaux pour le roi d'Angleterre et un sénéchal d'Aquitaine en 1319.

Entre ces divers Amanieu les confusions sont faciles. L'un d'eux, en 1338, passait, au dire des consuls d'Agen, pour le meilleur « capitaine des Gascons que les Anglais ayent en cestes parties, excepté « le captal. »

Ces du Fossat, dont la branche directe s'éteignit à la fin du ^{xiv}^e siècle, nous apparaissent comme de rudes batailleurs. Il faut les mettre au nombre de ces barons qui pratiquèrent impitoyablement, bien longtemps avant qu'elle ne fut formulée, la maxime : « La force prime le droit ¹. »

Les Durfort. — La généalogie documentée de cette grande famille se trouve dans l'ouvrage classique du P. Anselme. Il est inutile d'énumérer ces titres et de rappeler que les Durfort se ramifièrent en plusieurs branches, dont la plupart eurent des possessions en Agenais. Nous ne ferons pas la distinction de ces branches puisque nous nous proposons seulement de dire en quelques mots quel fut le rôle des familles féodales dans notre pays. Celle des Durfort est, avec celle de Caumont, la seule qui ait survécu, en maintenant, en fortifiant même sa situation jusques dans les temps modernes. Elle débuta par de petits fiefs et finit par des duchés.

Il n'est pas impossible que son origine soit agenaise. Une terre de Durfort, dans la juridiction de Penne, paraît être un très ancien fief. Cette terre fut donnée par les souverains aux Durfort, en 1331, en 1338, en 1352. La première de ces donations répétées paraît être

nuges alors à Agen. En voici la fin : « Actum est apud Agennum, quarto idus Junii, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo nono. Testes presentes interfuerunt vocati et rogati dominus Geraldus episcopus Caturcensis et dominus Amalricus, vicecomes et dominus Narbonne, etc., et ego Bernardus Aimericus, publicus Tholose notarius, qui, mandato ipsius domini comitis et Arnaldi Garsie, hanc cartam scripsi. »

¹ J'ai cru devoir réduire à ces quelques lignes les nombreuses données sur les du Fossat qui ont été utilisées dans *Ville libre et barons* et *Le château de Madaillan*.

comme les autres, une remise en possession. Les plus anciens actes cités par le P. Anselme, datés de 1063, 1091, sont des contrats entre les abbayes de Moissac et de Saint-Maurin et des Durfort. Certains domaines de ces derniers étaient donc voisins de Saint-Maurin.

D'autre part un grand fief de Durfort était situé dans le comté de Foix. Ce Durfort, qui leur appartenait également, était-il leur berceau ? La question d'origine paraît insoluble.

Au milieu du ^{xiii}^e siècle, les Durfort sont installés à Clermont-Dessus ; ils ont des possessions à Fumel et à Monsempron.

A la fin du même siècle, ils tiennent Duras, dont ils ne devaient plus être dépossédés que temporairement.

De 1315 à 1351, ils reçoivent de la munificence des rois nombre de terres et des seigneuries entre Agen et Penne. Groupées, ces terres finirent par constituer en quelque temps dans leur ensemble un vaste domaine : c'étaient Frespech, Bajamont, La Tour (ou appelait ainsi Fontirou), Monbalen, Auradou, Saint-Just, Castelnoubel. Dès lors les Agenais eurent un voisin trop puissant pour n'être pas dangereux. J'ai raconté ailleurs les péripéties des luttes qui s'engagèrent pour des siècles entre la république agenaise et ces barons.

Les Durfort eurent aussi des droits sur des seigneuries fort dispersées, Durance, Montgaillard, Allemans, Monségur, Sauveterre-Lémance.

Au ^{xv}^e siècle, nous les trouvons bien près d'Agen, à Vitrac, à Mérens (aujourd'hui Pont-du-Casse), à Lafox.

Louis XI leur donna Saint-Pastour, Castelnau, la moitié de Port-Sainte-Marie. Ils tinrent quelque temps Montpezat, Madaillan, puis au ^{xvi}^e siècle, Pujols, le comté de Laugnac, Laroque-Timbaut.

Et toutes ces possessions agenaises qu'ils furent loin de conserver intégralement ne constituaient qu'une partie des domaines répartis en France entre les descendants fort dispersés des premiers seigneurs de Durfort qui faisaient si petite figure au ^{xiii}^e siècle¹.

Deux Durfort furent sénéchaux de Guienne, l'un au commencement du ^{xiv}^e siècle, l'autre au commencement du ^{xv}^e.

¹ On voit par les hommages de 1259 et de 1286 combien, à ces dates, leurs domaines étaient peu considérables.

J'ai tiré du P. Anselme et de Th. Carte les notes sur les accroissements successifs de leurs possessions.

Les Ferréol. — Au commencement du v^e siècle, un Tonnantius Ferréolus était Préfet des Gaules et ses fils, dont un porta le même nom, eurent de grandes situations.

Au xiii^e siècle, un Ferréol était seigneur de Tonneins. On a tiré de ce rapprochement deux conclusions simplement ingénieuses, à savoir que Tonneins devrait son nom et sa fondation à un Tonnantius et que les Ferréol du xiii^e siècle étaient les descendants de ce fondateur. N'est-il pas téméraire de supposer cette filiation d'après une homonymie quand les homonymes sont séparés par huit siècles, les temps les plus obscurs de notre histoire, une époque au cours de laquelle les noms patronymiques n'étaient pas fixés?

Assurément parmi les barons qui apparaissent dans nos actes du xiii^e siècle quelques-uns devaient appartenir à de vieilles souches et avaient pour ancêtres des chefs ou seigneurs de la période franque ; mais il est presque toujours impossible de les discerner des parvenus plus nombreux de la période capétienne. Sachons avouer notre ignorance et évitons de faire du roman à propos de la fondation de nos villes.

Sans nous préoccuper de leur origine, voyons ce qu'étaient les Ferréol au xiii^e siècle. Seigneurs de Tonneins-Dessous et de Grézets, ils avaient des possessions à Grateloup et à Gontaud. Ils s'étendirent notamment dans le Cayran, à Villefranche.

A la fin du xiii^e siècle et au commencement du xiv^e, un Etienne Ferréol fut sénéchal du Limousin et de la Gascogne pour le roi d'Angleterre. L'élévation de ce personnage ne paraît pas avoir contribué à accroître les biens de sa famille, qui s'éteignit au milieu du xv^e siècle.

Les Lustrac. — Leur fortune vient d'un moulin, qu'ils fondèrent en 1292, à Montnavès, sur le Lot, et qui prit leur nom. Ils acquirent, dans le courant du siècle suivant, un autre moulin, en aval, dans les mêmes conditions, celui de Rigoulières. Les droits de passage, de pêche, s'ajoutant aux bénéfices de la mouture, ils s'enrichirent. Leurs deux moulins furent transformés en forteresse à la fin du xiv^e siècle. Au xvi^e siècle, ils possédaient Gavaudun et le superbe château de Caumont, sans compter le marquisat de Fronsac, hors de nos frontières.

Marguerite de Lustrac passait, sous François I^{er}, pour un des plus riches partis du royaume et sa fille, Anne de Caumont, plus

riche encore, fut deux fois enlevée dans sa première jeunesse par des prétendants de haute lignée¹.

Cette famille avait produit, au xv^e siècle, un vaillant capitaine, Arnaud dit Naudonnet, qui batailla avec succès contre les Anglais (1420-1432), mais qui eut le tort de commettre contre la ville d'Agen un acte de banditisme (1436), en s'associant au sénéchal Béraud de Faudoas et au seigneur de Boville pour lui extorquer une contribution de mille écus².

G. THOLIN.

(à suivre)

¹ Voir : *Une grande chrétienne au XIII^e siècle. Anne de Caumont...*, par le Père Chérot, Paris, imp. Dumoulin, 1896, in-8°.

² Voir sur cet incident *Revue de Gascogne*, 1877, p. 297 et 493.

J'ai emprunté aux notes prises sur des actes par Mme la comtesse de Raymond la mention de l'acquisition du moulin de Rigoulières par les Lustrac et la date de la transformation de leurs deux moulins en forteresses.

VARIÉTÉS

Ordre pour la surprise de Dax par le sieur Chemeraud, senechal d'Agen.

ORDRE POUR L'EXECUTION D'ACQS ¹

Premierement. Il est requis que le nombre de ceux qui marcheront devant n'excede plus haut de trente cinq, scavoir vingt petriniers et quinze armés de cuirasses, portans halebardes, en ce compris les petardiers, et à chaque troupe faut bailer des grenades.

¹ Document communiqué par M. Adrien Blanchet, membre de la Société Nationale des Antiquaires de France.

Bibl. Nat. — Ms. Fr., 20,783, f^os 287-288.

L'ancien copiste a écrit par erreur *Dax* pour *d'Agen*. Le titre doit être ainsi rectifié :

Ordre pour la surprise d'Agen par le sieur de Saint-Chamarand, sénéchal d'Agenais.

Ordre pour l'exécution d'Agen.

Cette pièce prouve le soin avec lequel fut préparée l'expédition **contre** la ville d'Agen. Saint-Chamarand, l'auteur du projet, **semble** avoir tout prévu. Il omet une seule chose, qu'il n'avait pas à communiquer à ses troupes : il avait des intelligences dans la place et des traitres devaient lui faciliter la prise de la porte Saint-Antoine.

Malgré tout, les Agenais, qui combattaient pour la Ligue, restèrent victorieux. Saint-Chamarand, qui avait embrassé le parti de Henri IV, perdit la vie dans cette entreprise (6 janvier 1591).

Voir : *La ville d'Agen sous le sénéchalat de Pierre de Peyronenc, seigneur de Saint-Chamarand* (novembre 1588 — janvier 1591) par M. Ad. Magen, Paris, imp. nat., 1865, in 8° de 50 pp. — (Extrait des *Mémoires lus à la Sorbonne* en 1865). — *La ville d'Agen pendant les guerres de religion du XVI^e siècle*, par M. G. Tholin. *Revue de l'Agenais*, t. xix, 1892, p. 126 et suiv.

G. T.

Il faut par apres que deux cens suivent, vingt armez de cuirasses et cinquante arquebuziers pour soustenir ceux qui auront gaigné la porte ; quelz estant dedans domneront au corps de garde de la poudre et gaigneront la cortine qui voit la montée de nos gens de guerre.

Après doit marcher celui qui conduira la troiziesme troupe qui consistera en quinze maitres portant les mesmes armes et cinquante arquebuziers conduits par un cappitaine.

La quatriesme troupe, faut qui marche bien pres de la troiziesme, et que la separation qui y sera ne soit que pour garder de l'embarasser les uns avec les autres ; et faut que cete quatriesme soit pour doner lors que le pont sera ouvert, et qu'il y ait cent hommes de pré et quinze maitres qui soustiendront ceux qui seront avansés.

La cinquiesme troupe, de quinze maistres et cent harquebuziers lesquelz feront gros pour rafraichir les premiers, tous prenant leur place de bataille à la grande place sans se mesler aucunement l'une troupe avec l'autre.

La sixiesme troupe donera, soutenant toujours celle qui va devant, et sera composée de vingt maitres et cent harquebuziers, et faudra qu'ils levent vingt ou trente arquebuziers pour garder la tour et le pont.

Et estant à la place, faut tirer cent ou cent cinquante hommes de pié en deux troupes et quinze ou vingt maitres a chacune pour aller droit à la porte du Pin, où estans arrivés, faut loger là, si fere ce peut, quelques hommes, et apres les departir en deux troupes ; et que l'une prenne à droit et l'autre à gauche, faisant une ronde pour faire vuidier les corps de garde qui sont sur la cortine, lesquelz ne sont fortifiés que de pouvres gens ; et se viendront joindre à la porte Saint Anthoine ; et ayant mis des hommes partout s'en reviennent à la place.

Et ce pendant, de ne perdre temps du gros qui sera à ladite place, faudra ordonner cinquante harquebuziers et dix cuirassés avec petards et grenades pour se saisir de la porte Saint Anthoine et St George, et s'il avient qu'il y aie du combat, seront soutenus des troupes qui sont ordonnées pour faire la ronde du costé de la porte du Pin.

Et le rendu-vous de tous sera toujours à la plaice ; et de là en hors il faudra pourvoir, selon les occasions qui se presenteront, au lus necessaire, et surtout se saisir de l'artillerie ; et que dix cuiras-

sés et trente harquebuziers soient logez sur le pont d'Angoine, au devant de la maison de ville.

Il faut noter qu'en marchant toutes les troupes aillent à la fille, et qu'il soit ordonné à chacune un cappitaine qui demeure à la queue, et deux sergens bien avisés qui aillent toujours au long des filles pour commander silence et faire cacher les meches, et garder que pas un ne s'egare ¹.

Le susdit ordre, faut qu'il soit arrêté et accompli au passage de la riviere, et qu'un des chefs y soit pour le faire observer et doner à un chacun son rang, affin qu'on n'entre en confusion.

Fault laisser gardes aux bateris et aviser s'il sera bon de faire apres nous passer nos chevaux, ou bien, ne pouvant executer, repasser et aller combattre le Marquis ².

Et oultre le nombre cy dessus specifflé qui est de cent cuirassés et quatre cens harquebuziers, nous treuverons oultre cent harquebuziers à Leirac ³ pour fortifier le gros de la place et donner là où il sera besoin.

Il sera remontré à toute notre dite troupe, au passage de ladite riviere, le devoir qu'ils auront à faire en ladite execution, assavoir de ne tuer si ce n'est ce que se treuvera à faire résistance, de n'entrer en pas une église pour y faire desordre aucun, à peine de la vie, de n'entrer en maison aucune pour y faire violement aucun ny ranconnement, à la peine susdite, ny piller ny saccager ⁴ ains se saisir des maisons, qui pourra.

Lorsque l'entière exécution aura esté faicte et que la place nous sera demeurée, et lors tout le gros estant au rendé-vous de la place,

¹ L'attaque de la ville d'Agen se fit avant le jour. Mais les Agenais, avertis dès la veille, se tenaient sur leurs gardes. G. T.

² Le marquis de Villars, qui exerçait en Agenais un grand commandement pour la Ligue. Lors de l'entreprise contre la ville d'Agen, Villars et Charles de Monluc étaient à Beaumont-de-Lomagne. G. T.

³ Layrac, si proche d'Agen, fut, pendant tout le cours des guerres de religion, des partis contraires à ceux qu'embrassèrent les habitants d'Agen.

Ce fut à Layrac qu'on transporta et qu'on ensevelit le corps de Saint-Chamarand. G. T.

⁴ Cette recommandation ne fut pas suivie. Des soldats, chargés de butin, quittèrent leurs rangs et sortirent de la ville pour le mettre en sûreté. Ce fut peut-être une des principales causes de la déroute des assaillants.

G. T.

les gardes lessées auxdites cortines et de chacunes portes et places, sera considéré, lesdites troupes estans, par les chefs, pour prendre logis et se refrescher sans y user d'aucun ravage.

∴

UN PÈRE DE VINGT-HUIT ENFANTS

SOUS LOUIS XV¹

A Monseigneur le Contrôleur général,

MONSEIGNEUR,

Jean Pierre Degalz ² seigneur du Faudon et du Cluseau ³, expose très humblement à votre grandeur qu'ayant eu part à la faveur accordée en 1768, à la fécondité des mariages, il s'en voit déchu depuis trois ans. Cependant, Monseigneur, l'exposant sembloit avoir aux graces de Sa Majesté quant à ce, des prétentions plus solides que bien d'autres pères de famille.

Il a esté père de vingt-huit enfans, il l'est encore de dix comme en fait foy l'attestation cy annexée ; quatre sont mariés ⁴ et le rendent

¹ Communication de M. E. Roumat, conseiller municipal de St-Pierre-Nogaret, d'après les papiers de la famille Degalz.

² Jean-Pierre Degalz, fils de Jean Degalz, avocat en parlement, et de Germaine Desclaux, marié à Marie-Anne de Laperche, fille de Pierre de Laperche, juge du duché de la Force, en Périgord, et de....

³ Le Faudon et le Cluseau, maisons nobles situées dans la commune de St-Pierre-Nogaret, canton de Marmande. Le Faudon est aujourd'hui la propriété de M. Bertrand de Laborie et le Cluseau de M. Laurent de Ricaud, ancien maire de St-Pierre-Nogaret.

⁴ Alexandre Degalz, marié à Catherine Pefau, fille de Jacques Pefau et de Anne de Traversat.

Marie-Germaine Degalz, mariée à noble François d'Arnaud, directeur des fermes du Roy, à Paris.

Anne Degalz, mariée à Léon Descures, juge royal de Gontaud, fils de François Descures et de Thérèse Lajugie.

Marie-Germaine ² Degalz, mariée à noble Pierre de Cheyssac, seigneur de la Garenne, habitant la juridiction d'Eymet.

par surabondance, ayeul et bisayeul de quinze petits enfants. Trois autres servent le Roy, l'un capitaine dans Vermendois ¹, l'autre lieutenant dans la légion de Lorraine ², et le troisieme, sous-lieutenant dans l'Aquitaine ³.

Les constitutions qu'il a donné aux premiers pour faciliter leur établissement, ont fait une grande brèche à son patrimoine; et les pensions qu'il donne aux seconds, pour les soutenir décemment au service, absorbent annuellement la meilleure partie de son revenu, déjà bien retréci par une contribution d'environ dix huit cents livres aux impositions publiques.

Fondé sur ces titres divers, l'exposant a réclamé plusieurs fois de cette privation, que lui seul du pays essuye; mais il n'a pas eu le bonheur de pouvoir se faire entendre.

Aujourd'hui que sous le nouvel Henri, que l'heureuse destinée des François vient de placer sur leur trône, la nation voit par un aspect non moins consolant, revivre en vous, Monseigneur, ce tendre et respectable Sully, ce Sully si sage et si bienfaisant, ce ministre à jamais recommandable qui fut l'ami de son Roy, le protecteur du peuple, l'appui de la justice et de l'humanité, l'exposant reprend haleine et ranime sa confiance.

Oui, Monseigneur, l'exposant espère que vous écouterez les justes plaintes avec le zèle et la bonté de Sully, et qu'ayant égard à sa supplication vous le rétablirez dans ses droits, même pour les trois années qu'il n'a pas joui.

Et l'exposant, Monseigneur, ne cessera de faire des vœux pour la conservation du Roy, et pour celle de son ministre.

DEGALZ.

A Tonneins, le 30 octobre 1774.

¹ Denis Degalz-Lacourège, marié à Mlle Lecuillier de Beaumanoir, fille de François-Jacques de Beaumanoir, chevalier de St-Louis, capitaine de cavalerie au régiment de royal Cravate et gouverneur des pages de la Reine et de dame Marie Antoinette Le Cul-Lefèvre, habitant Paris.

² Jean Alexandre Degalz-Lagrave, marié à Marie de Lorman, fille de Charles de Lorman, avocat en parlement, conseiller du Roy, et juge royal de Londres, et de dame Marie Mazeau, habitants de la paroisse du Feuge juridiction de Puymiclan.

³ Pierre-Marie Degalz-Gajeac, marié à demoiselle Cécile-Angélique Lamothe de Tamizy, fille de Joseph Lamothe de Tamizy et de dame Anne Portarrieu, habitant le bourg de St-Pierre-Nogaret.

Suit l'attestation suivante :

Nous, prêtre de l'Oratoire soussigné, curé de la paroisse de Tonneins en Agenois, certifions à qui il appartiendra que Monsieur Jean-Pierre Degalz notre paroissien, seigneur du Faudon et du Cluseau, est père de dix enfants, cinq garçons et cinq filles, tous actuellement vivans, dont aucun n'a embrassé l'état ecclésiastique, mais que des cinq garçons deux sont déjà retiré du service ¹, les trois autres servant encore dans les troupes de Sa Majesté, l'un capitaine dans Vermandois, l'autre sous-lieutenant dans Aquitaine, et l'autre lieutenant de dragons dans une légion.

En foi de quoi, avons signé le présent certificat pour servir à telles fins que de raison.

A Tonneins, le 27 octobre 1774.

PEINEAU, curé de Tonneins.

Nous, Louis de Lasalle, avocat en parlement, conseiller du roi juge magistral royal civil et criminel de la ville et juridiction de Monheurt en Albret près Tonneins, soussigné, certifions à tous qu'il appartiendra, que le seing apposé au bas du certificat ci-dessus, est le seing véritable et ordinaire de M^r Peineau, prestre de l'Oratoire, curé de Tonneins. Auquel foi peut être ajouté.

En foi de quoi nous avons signé au dit Tonneins, le vingt-septieme d'octobre mil sept cent soixante quatorze.

LASALLE, juge royal susdit.

*
* *

LETTRE D'UN CADET DE GASCOGNE

A Condom, le 9^e février 1779.

Il y a déjà quelques années, Monsieur, que j'avois prié M^r de Gélas de vous parler d'une depte de cent quatre vingt livres qui m'ont resté dues par feu M^r votre frère. Comme M^r de Gélas l'a oubliée, sans doute, j'ai l'honneur de vous assurer, Monsieur, que c'est

¹ Alexandre Degalz, ancien officier de cavalerie, et Jacques-François-Alexandre Degalz, Laroche, ancien lieutenant au régiment d'Infanterie Royal Barrois.

un argent qui m'est légitimement dû, l'ayant prêté de la main à la main à M^r le comte Dulau, votre frère qui devoit me le rendre le lendemain. Je fus forcé de le citer au tribunal des maréchaux de France à raison de ses mauvais procédés ; j'en obtins une condamnation pour qu'il eut à payer dans le courant de l'année. Il mourut dans cet intervalle. J'avais perdu cette affaire de vue sans le lieutenant de la connetablie qui m'écrivit l'année dernière pour me demander si cette affaire était terminée et si je voulais qu'il continuât ses poursuites. Quoique ma depte soit ancienne elle n'en est pas moins réelle et je ne scaurais avoir des meilleurs titres que ceux qui existent au tribunal des maréchaux de France. D'ailleurs, M^r le ch^{er} d'Ambruch et M^r de Gélas seroyent dans le cas de vous certifier le fait, s'il en étoit besoin.

D'après cet exposé et la modicité de la somme, j'espère, Monsieur, que vos sentimens répugneront à laisser une tache comme celle-là à la mémoire de M^r votre frère. D'ailleurs les cadets de famille et surtout les cadets de Gascogne ne doivent ni ne peuvent rien perdre.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur. Dupleix, ch^{er} de Cadignan, capitaine des dragons¹.

¹ Document tiré des archives du château de Xaintrailles, communiqué par M. l'abbé J. Dubois.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Histoire du Château, de la Ville et des Seigneurs et Barons de Montpezat et de l'abbaye de Pérignac, par André de Bellecombe, publiée avec quelques additions par G. Tholin. — (Auch, Impr. L. Cocharaux, 1898, in-8° de 319 pp. av. planches).

On ne saurait trop louer la générosité dont M. André de Bellecombe a fait preuve à l'égard du département de Lot-et-Garonne.

Il est bon, en effet, de rappeler une fois de plus que ce savant consciencieux, dont toute la vie fut consacrée au travail le plus opiniâtre, a laissé en mourant aux Archives de son département non seulement une collection, peut-être unique en province, de plus de 45,000 portraits de personnages illustres, gravés, lithographiés ou simplement dessinés par lui, mais encore tous ses manuscrits.

Les lecteurs de cette *Revue* savent déjà, par l'article biographique de M. G. Tholin¹, quelle est l'importance de son grand travail, de son *Histoire universelle*, en 127 volumes achevés par lui, mais dont 22 seulement ont paru en librairie. Ils n'ignorent pas non plus quelle contribution M. de Bellecombe a apportée à l'histoire régionale, en laissant plusieurs études locales, écrites au cours de ses nombreuses recherches, mais inédites, et que sa veuve, déférant aux vœux de son mari, a tenu, aussitôt après sa mort, à livrer à l'impression.

L'*Histoire de Montpezat*, ville où il est né le 1^{er} mars 1822, inaugure cette série de monographies de M. de Bellecombe. Si l'on en juge par le soin qu'a mis son éditeur à la présenter au public, on peut affirmer que les volumes qui suivront et qui sont déjà annoncés : *Mélanges et Fragments sur l'Histoire de l'Agenais* ; *Catalogue du*

¹ M. André de Bellecombe, par M. G. Tholin. *Revue de l'Agenais* (t.xxiv, p. 545-557).

Fonds Bellecombe ; Catalogue des Portraits collectionnés, etc., ne le céderont en rien, ni comme luxe ni comme intérêt, à ce premier travail.

M. G. Tholin, à qui Mme de Bellecombe a confié le soin (elle ne pouvait mieux choisir) d'éditer les œuvres posthumes de son mari, nous informe dans une très courte mais très substantielle Préface que, malgré quelques refontes nécessaires que n'aurait pas manqué de faire M. de Bellecombe, s'il avait publié lui-même cette histoire locale, « il se propose de ne rien changer, de ne rien altérer. » Il complètera seulement le manuscrit original par des notes et d'importants documents, découverts depuis et que n'a pu connaître l'auteur. Et M. Tholin a raison ; car, si le corps de l'ouvrage présente quelques longueurs inévitables en ce genre d'études, le lecteur en revanche trouvera un ample dédommagement partout où M. de Bellecombe laisse parler ses souvenirs et son cœur.

L'*Avant-propos* serait tout entier à citer. Là, en effet, l'auteur se laisse aller sans contrainte aucune à rappeler ses impressions premières, et il nous raconte, dans ce style clair, précis et abondant qui lui est familier, à quel moment et dans quel milieu il prit goût à l'histoire. N'est-il pas saisissant ce tableau du terrible hiver de 1830, passé par le jeune André de Bellecombe, à peine âgé de huit ans, à la maison paternelle, et où il nous dépeint « la campagne couronnée » d'une blanche et épaisse couche de neige ; les arbres fléchissant » sous le poids du givre ; les eaux des ruisseaux et des rivières » couvertes d'une glace solide et persistante ; les chemins durs, ra- » boteux et impraticables ; un temps sombre et gris, triste et mono- » tone ; un jour obscur et douteux ; un vent du nord pénétrant et » chargé de frissons ; quelques rares oiseaux dans les airs cherchant » en vain leur pâture ordinaire ; quelques mendiants grelottants » ou à demi-gelés sous leurs haillons pauvres et sordides ; quelques » fois le pas régulier du *piéton* faisant son service ordinaire en » dépit des éléments et portant à domicile les journaux et les » lettres, etc. »

Et quelles pages charmantes celles où il nous décrit l'intérieur de sa maison, « où l'on avait réuni par mesure de précaution des pro- » visions de bouche et de ménage ; où tout était triste, grave et » silencieux, mais où de grands feux flambaient dans toutes les che- » minées, et réjouissaient l'âme en réchauffant le cœur. » C'est dans le grand salon décoré de ces tapisseries de papier peint, très chères alors, « où étaient représentés les environs de Constantinople et les

» rives du Bosphore », aux meubles antiques, aux faïences coloriées, qu'entre son père, « le bonnet de laine sur la tête, enfoncé » jusqu'au dessous des oreilles, les lunettes sur le nez, et tournant » dans les doigts de sa main gauche sa tabatière ou son passe- » partout, » sa mère, « filant sa quenouille ou brodant un ouvrage » de tapisserie, » et sa tante Ursule, « dévidant du fil au rouet » et ne se reposant que pour caresser ses deux matous favoris, Saphet et Figaro, le jeune André de Bellecombe commence ses études classiques et, grelottant de froid, compose son premier thème et sa première version. C'est dans ce milieu honnête et patriarcal qu'un soir, au moment de la sempiternelle partie d'échecs, la conversation tomba sur les origines de Montpezat. Son père, qui avait vu l'ancien château, en décrivit les principales pièces ; sa tante, élevée à Aiguillon, parla longuement des deux derniers ducs qu'elle avait connus ; Ménigaud, Lambert le notaire, et le bon curé Dessolliès évoquèrent chacun leurs souvenirs ; si bien que l'enfant, surpris et charmé, s'intéressa pour la première fois à l'histoire de son pays et se promit de l'écrire un jour. Et voilà comment M. de Bellecombe, s'oubliant en ces pages exquises où il revit les plus douces années de son existence, est amené à nous dire à quelles sources il a puisé et quels documents il a consultés pour mener à fin l'œuvre qu'il avait projetée.

— A première vue, on peut reprocher à l'*Histoire de Montpezat* de venir trop tard, et de ne contenir, à part quelques détails fournis par les dépôts publics Anglais, que ce que d'autres ont publié déjà. De nombreux auteurs ont en effet traité, sinon l'histoire même de la ville de Montpezat, que personne n'avait encore abordée, du moins celle de ses seigneurs. A cela il est facile de répondre que cette œuvre était écrite depuis longtemps, et que, si elle avait été publiée au moment où son auteur l'a terminée, la plupart des renseignements qu'elle renferme auraient pu, à bon droit, être considérés comme nouveaux et inédits. En outre, sans cacher en aucune façon les œuvres de ses devanciers, dont M. de Bellecombe donne loyalement la nomenclature à la fin de sa Préface, il s'attache au contraire à rectifier les erreurs quelquefois grossières qui fourmillent dans beaucoup d'entre elles ; et, laissant de côté tout ce qui n'a pas trait directement à l'histoire de sa ville natale, il s'efforce, par une méthode toujours sûre et des aperçus souvent fort originaux, de rendre la lecture de son travail facile et attrayante. Telle qu'il la présente, on peut donc considérer cette monographie comme une

des plus complètes dans le genre, et la donner comme modèle à tous ceux qui, pour d'autres localités, chercheraient à l'imiter.

— La première partie, la plus longue, comprend l'histoire de Montpezat depuis son origine jusqu'à la fin du xvi^e siècle. C'est toute la période du moyen-âge, que l'auteur embrasse dans ce livre premier, s'étendant de préférence sur l'époque si tourmentée et encore si peu connue pour notre région de la guerre de Cent ans, pendant laquelle le château et les seigneurs de Montpezat jouèrent un rôle capital. Si la généalogie de ces premiers barons de Montpezat a déjà paru en 1883, dans le tome IV du *Nobiliaire de Guyenne et de Gascogne*, et si la plupart de leurs faits et gestes ont été ainsi racontés par M. J. de Laffore, avec de grands détails, bien avant M. de Bellecombe, ce dernier, en revanche, non seulement prend à tâche de relever certaines assertions de son prédécesseur en contradiction avec ses propres renseignements généalogiques, mais il émaille son récit d'intéressants épisodes qui viennent très heureusement corriger la monotonie du sujet.

Ainsi nous donne-t-il, dès le début, un chapitre consacré tout entier à la topographie de l'ancien château de Montpezat, lequel trois fois reconstruit et quatre fois démoli, n'avait encore été décrit par personne avant lui. Nous citerons en plus : une très exacte rectification de la carte du duché d'Aiguillon, dressée maintes fois et toujours avec de nombreuses erreurs par Pierre Duval, géographe du Roi au xvii^e siècle ; un chapitre sur l'origine, l'étymologie et l'antiquité de Montpezat ; un autre sur la fondation de l'abbaye de Pérignac, toute voisine, par la veuve d'un des premiers barons de Montpezat (1140-1150) ; enfin une étude très approfondie, avec toutes les pièces à l'appui et la version des principaux historiens, André Duchesne, Lacépède, Bréquigny, Rymer, etc., sur les origines de la guerre de Cent Ans, dont la cause a bien été décidément, en 1324, la prise du château de Montpezat d'Agenais.

— Après nous avoir expliqué comment la baronnie de Montpezat passa, par des alliances, des mains de ces premiers seigneurs de Montpezat, durs, cruels envers leurs tenanciers, mais d'une bravoure et d'une audace à toute épreuve, entre celles d'Alain de Foix, d'Honorat de Savoie, marquis de Villars, et finalement de la maison de Lorraine qui la réunit au duché d'Aiguillon, M. de Bellecombe consacre la seconde partie de son travail à l'histoire des ducs d'Aiguillon qui possédèrent Montpezat de 1599 à la Révolution.

Là encore son ouvrage semble arriver trop tard. On n'ignore pas en effet que de nombreux auteurs ont déjà traité cette question, et que M. Bonneau-Avenant, entre autres, en ce qui concerne Madeleine de Vignerod, la célèbre nièce du cardinal de Richelieu ¹, et tout récemment M. l'abbé Alis pour l'histoire de la ville et du duché d'Aiguillon ², semblent avoir totalement épuisé le sujet. On ne doit pas oublier cependant que M. de Bellecombe n'a eu seulement en vue que l'histoire de Montpezat et non celle d'Aiguillon. Il le reconnaît du reste lui-même lorsque, en tête de ce second chapitre, il écrit : « A partir de sa réunion au duché d'Aiguillon, les destinées » de la baronnie de Montpezat, première baronnie du pays d'Agenais, » deviennent plus obscures et surtout moins intéressantes. »

Bien plus, M. de Bellecombe ne pouvait mieux faire que ses prédécesseurs, la porte de l'hôtel de Chabillant, où sont renfermées les archives des ducs d'Aiguillon, étant demeurée hermétiquement close aussi bien pour lui que pour tous ceux qui jusqu'à ce jour ont tenté vainement d'y frapper. Aussi est-il excusable, jusqu'à une certaine mesure cependant, d'avoir suivi les mêmes errements que ses devanciers à l'égard des derniers ducs, et, malgré quelques timides atténuations, d'avoir partagé leurs mêmes sentiments d'hostilité, enfantés par la Révolution et perpétués depuis par tous les auteurs modernes.

L'histoire des ducs d'Aiguillon est encore à écrire, en se basant non pas sur les dires erronés, les légendes non justifiées, seuls accrédités jusqu'à ce jour, mais sur les documents authentiques que doivent fournir les collections tant publiques que privées. Le dépôt d'archives du ministère des Affaires étrangères nous réserve déjà plus d'une surprise sur le rôle militaire joué par le duc d'Aiguillon pendant la guerre de Sept ans, et plus tard sur la part importante qu'il prit dans la direction des affaires, quand il devint premier ministre de Louis XV. Et le curieux et récent travail de M. Henri Carré sur sa mémorable querelle avec La Chalotais, d'après la Correspondance inédite du chevalier de Fontette, est venu détruire bien des préjugés enracinés depuis plus d'un siècle, eu égard à son gouvernement de Bretagne ³.

¹ *La duchesse d'Aiguillon*, par Bonneau-Avenant (Paris-Didier — 1879).

² *Histoire de la ville d'Aiguillon*, par l'abbé Alis (Agen, 1895), in-8° de 564 p.

³ *La Chalotais et le duc d'Aiguillon : Correspondance du chevalier de Fontette*, par M. Henri Carré (Paris, ancienne maison Quantin, 1893. In-8° de 615 pages).

Nous croyons donc que les héritiers des ducs d'Aiguillon, détenteurs actuels de leurs archives, n'auraient qu'à gagner à ce que ces dernières fussent dépouillées et connues. La mémoire de leurs ancêtres serait du coup réhabilitée. Il ne suffirait pour cela que d'un historien consciencieux et impartial qui, en triant leurs papiers de famille, en publiant leur correspondance, en portant à la connaissance du public leurs mémoires privés, viendrait par cela seul mettre les choses au point et, sinon excuser tout à fait les fautes, souvent impardonnables, qu'ils ont commises, du moins rappeler les services si nombreux et pour la plupart ignorés qu'ils ont rendus à leur patrie.

— Le troisième et dernier chapitre est l'histoire de Montpezat depuis 89 jusqu'à nos jours. Il offre pendant la période révolutionnaire de curieux détails, entièrement inédits.

On ne lira pas sans intérêt le récit relatif au *Jour de la Peur*, où tous les habitants, voyant dans leur imagination des bataillons Anglais et Turcs escalader les collines voisines, prêts à les massacrer, quittèrent leur domicile et errèrent dans la campagne, emportant avec eux leurs meubles les plus précieux. Plus réelle malheureusement fut la démolition totale du vieux château du xiv^e siècle, par le citoyen Pierre Roudier, qui s'en était rendu acquéreur « et, ajoute M. de Bellecombe, le détruisit non par un sentiment « de vandalisme politique, mais dans le seul but d'y découvrir des « trésors cachés. » Tout aussi lamentable fut celle de l'abbaye de Pérignac, dont le clocher transporté à Montpezat par les soins du père de l'auteur, fut édifié plus tard sur l'église actuelle, autrefois la chapelle ducale des derniers seigneurs.

Il serait du plus haut intérêt pour l'histoire que l'exemple de M. de Bellecombe, en ce qui concerne les procès-verbaux des séances des sociétés populaires, fut plus généralement suivi, et que, comme il a été fait pour le club révolutionnaire de Montpezat, ils fussent plus souvent publiés par ceux qui les détiennent. La haine, l'envie, la délation, les plus bas sentiments s'y étalent au grand jour, ne le cédant qu'à la bêtise et à la vanité des adhérents. Heureuses encore celles, comme à Montpezat, qui ne voient dans chaque événement que l'occasion de faire un bon repas :

« Le citoyen Grimard, est-il dit au procès-verbal de la séance du « 20 nivôse an II (10 janvier 1794), offre une barrique de vin blanc « pour fêter la prise de Toulon. D'après sa proposition, la munici-

« palité, décorée de rubans tricolores, conduit en corps la barrière sur la Plateforme, où elle fut couronnée. »

« Le même citoyen Grimard propose, à la séance suivante, de faire allumer un feu de joie en l'honneur des victoires nationales et de faire un repas le jour même, où chaque citoyen serait tenu d'apporter son plat, le tout accompagné d'un violon. Cette proposition est adoptée à l'unanimité »

Mais toutes les séances n'étaient pas aussi joyeuses :

« Le 20 pluviôse an II, l'assemblée expulsa du club le citoyen La-jaunie, de Donserte, pour avoir vendu trois douzaines d'œufs à 3 livres la douzaine, malgré la taxe de la municipalité, et le regarde à l'avenir comme très suspect. »

Nous ferons grâce à nos lecteurs des autres citations, toutes dans le genre de celles-ci.

Très curieuse aussi à connaître est la physionomie de Montpezat pendant les réquisitions de conscrits en 1813 et 1814. Il faut lire les aventures de *Fricasse*, du *Bulit* et du *Roustit*, très spirituellement racontées par M. de Bellecombe, et les tours légendaires que ces rusés compères ne craignirent pas de jouer aux Pandores trop zélés du district.

L'auteur ne pouvait manquer de terminer son récit sans nous parler de ses ancêtres, et surtout de son père, Jean-Antoine Cyriaque de Bellecombe, qui fut président du canton et maire de Montpezat de 1799 à 1826. A côté d'eux, il esquisse, non sans intérêt, les silhouettes de quelques autres personnages tels que MM. Martin de Bonnefond, de Siphéras, Manec, Lacaze-Duthiers, etc., dont les descendants ne peuvent qu'être reconnaissants envers M. de Bellecombe de ce que, en lettres d'or, il a transmis leurs noms à la postérité.

— Non moins considérable a été l'appoint fourni par M. G. Tholin à l'œuvre de M. de Bellecombe. Jugeant avec raison que l'histoire de Montpezat ne saurait être complète, si elle ne reposait sur tous les documents découverts jusqu'à nos jours, il a cru devoir ajouter de nombreux appendices dont l'intérêt n'est pas moindre que celui du texte principal.

Nous devons donc le remercier de ses additions si substantielles parmi lesquelles nous citerons : le chapitre, accompagné de planches et de dessins fort exacts sur les deux vieilles églises romanes de S. Jean et de S. Médard, voisines de Montpezat ; — celui où il aborde la question, jusqu'à ce jour controversée, de savoir si ce fut

le château de Montpezat d'Agenais, comme l'ont donné à entendre la plupart des historiens, ou bien celui de Montpezat-du-Quercy, qui, en 1214, fut pris et rasé par Simon de Montfort. M. Tholin démontre, preuves en mains, que ce fut cette dernière forteresse ; — le chapitre également, où il résume l'inventaire tout nouveau des papiers de famille des Montpezat, tiré des Archives jusqu'ici fermées des châteaux de Xaintrailles et de Lafox, dont les seigneurs contractèrent plus d'une alliance avec les héritières des premiers barons de l'Agenais, etc. Mais, nous devons surtout signaler l'appendice VI, où M. G. Tholin révèle plus de cinquante notes, documents ou extraits, des rôles Gascons de Thomas Carte, des Comptes consulaires de Monréal de l'abbé Breuils, des Chroniques de Jean Tarde, de Rymer, etc., tous relatifs au xv^e siècle, où il est question de Naudonnet de Lustrac, de Rodrigue de Villandrando, de Xaintrailles, etc. que M. de Bellecombe ne pouvait connaître, et qui fournissent un appoint considérable à l'histoire de l'invasion anglaise dans nos contrées.

Longtemps, dans l'Agenais, on se rappellera l'époque où Pierre Benouville, architecte diocésain du département de Lot-et-Garonne, séduit par le beau soleil de la Gascogne et le charme qui se dégage de nos vieilles ruines, entreprit de les relever, d'en faire des essais de restauration graphiques, et, aidé par son ami M. G. Tholin, d'en retracer l'histoire. Après Vianne, Barbaste, et cette belle série, interrompue seulement par sa mort prématurée, des monuments du Gers, Benouville s'attacha tout particulièrement au château de Madaillan, dont l'ossature puissante, assez bien conservée, présente le plus pittoresque effet. Il en écrivit la partie archéologique, appuyant ses dires sur un plan d'une exactitude irréprochable, une coupe longitudinale, et trois vues cavalières où il nous montre le château tel qu'il devait être, d'abord au xiii^e, puis au xiv^e, enfin au xvi^e siècles, au moment où Monluc vint se heurter vainement contre ses robustes murailles. En collaboration avec lui, M. G. Tholin en retraçait en même temps l'histoire et donnait force détails sur ses seigneurs et les sièges successifs qu'il eut à soutenir.

On y apprend que depuis 1405, les destinées de Madaillan sont étroitement unies à celles de Montpezat. M. G. Tholin ne pouvait donc mieux terminer l'histoire de cette ville qu'en réimprimant, à la fin du volume, l'ancienne monographie de Madaillan, aujourd'hui épuisée, et surtout en faisant bénéficier les lecteurs des planches remarquables où Benouville a mis toute sa science et tout son talent. Que

n'a-t-il donné également en entier son œuvre, c'est-à-dire l'histoire si intéressante du château ?

Quoiqu'il en soit, cet appendice n'en constitue pas moins un des principaux attraits de l'histoire de Montpezat. Et l'on ne sait trop si c'est à M. de Bellecombe, pour le lustre qu'il a ainsi jeté sur son pays d'origine, ou bien à M. Tholin, pour les soins pieux et éclairés qu'il a mis à éditer son œuvre, que doivent s'adresser les reconnaissants hommages, non seulement des habitants de la ville de Montpezat, mais de tous ceux encore qui s'intéressent aux choses du passé.

PH. LAUZUN.

..

PAUL COURTEAULT. — *Douze lettres inédites de Blaise de Monluc*, Toulouse, Ed. Privat, 1898, in-8° de 63 pp. (Extrait des *Annales du Midi*, tome x, année 1898.) — *Deux lettres inédites d'Isabeau de Beauville, seconde femme de B. de Monluc*, Auch, G. Foix, 1898, in-8° de 16 pp. (Extrait de la *Revue de Gascogne*.)

L'ardeur que l'on applique aujourd'hui aux recherches scientifiques a gagné les historiographes, mais, tandis que, dans le domaine de quelques sciences, le champ des découvertes est illimité, ceux qui exploitent les documents historiques verront bientôt les sources se tarir. Sur quelques points spéciaux, des enquêtes menées de front par les chercheurs paraissent avoir donné des résultats définitifs.

Il semble qu'il en sera bientôt ainsi dans notre région pour ce qui touche à certains grands personnages du xvi^e siècle et notamment à Blaise de Monluc. Venu l'un des derniers parmi ceux qui ont contrôlé et complété les *Commentaires* par l'étude des documents originaux, M. Paul Courteault est un de ceux qui auront le plus fait pour mettre en son vrai jour la figure du plus illustre des Cadets de Gascogne. La mise au point des grandes lignes ne lui a pas fait perdre de vue les détails. Il n'est pas facile de dater nombre d'épisodes des *Commentaires*. Nous devons à M. Courteault d'avoir établi avec la plus grande précision, des séries chronologiques.

Tout en recherchant dans les dépôts d'archives les moindres notes, les plus petites mentions se référant au sujet, il a eu la bonne

fortune de rencontrer des pièces importantes restées inédites. Telles sont les douze lettres du maréchal glanées dans les fonds d'Auch, de Muret, de Toulouse et des Archives nationales. L'intérêt de ces textes est doublé par les annotations. Du reste la méthode de l'auteur a pu être appréciée par les lecteurs de la Revue, qui gardent certainement le souvenir du mémoire sur *L'invasion de l'armée des Princes en Agenais* (fin novembre 1569 — janvier 1570), paru l'année dernière dans ce recueil ¹.

Parmi les lettres de Monluc qui intéressent particulièrement notre pays, citons celle qu'il adressa d'Agen aux capitouls de Toulouse, à la date du 20 novembre 1574. Il leur demande des munitions pour réduire « quatre ou cinq meschans chasteaulx et vicoques » occupés par les ennemis et sur lesquels ils s'appuyaient pour ruiner et opprimer le pays d'Agenais. Parmi ces châteaux non désignés figuraient certainement ceux de Madaillan, de Bajamont et de Lusignan. Nous apprenons ainsi que le maréchal fit ses préparatifs pendant plus d'un mois et demi pour assiéger Madaillan, où il devait échouer. Peu après, ses lieutenants ne devaient pas être plus heureux devant Bajamont. Ce fut sans doute la source d'une des amertumes non avouées de la vieillesse de Monluc. Le capitaine qui s'était proclamé heureux dans toutes ses entreprises avait été impuissant à réduire ces « méchans chasteaulx » et bicoques.

Le portrait d'Isabeau de Beauville, la seconde femme de Monluc, reste encore voilé de brume. Cependant M. Courteault a pu en faire revivre quelques traits, grâce à deux lettres de ce personnage retrouvées par lui et qu'il a rapprochées de quelques autres et contrôlées par quelques témoignages de contemporains. Isabeau de Beauville fit preuve, dans certaines circonstances, de généreux sentiments, mais on pourrait lui reprocher peut-être un peu d'âpreté au gain. Elle gérait fort bien le patrimoine du maréchal, ce que nous appellerions aujourd'hui son portefeuille. Elle se montrait dure pour les débiteurs.

Quelques notes tirées de nos archives font croire à la virilité de son caractère, puisque le maréchal a pu lui confier d'importantes missions. Dans les premiers mois de l'année 1567, alors que la diligence de Monluc sauva la province, Isabeau de Beauville avait été placée par lui en observation à Moissac, servant d'intermédiaire

¹ Il en a été fait un tirage à part en une brochure de 37 pp.

pour l'échange des ordres et des nouvelles. De même, lors du siège de Madaillan, en janvier 1575, M^{me} de Monluc fut envoyée à Toulouse pour y traiter de l'achat et de l'envoi de munitions de guerre¹.

G. T.

∴

Liste des gouverneurs, lieutenants généraux et lieutenants du roi en Guienne par M. Dast Le Vacher de Boisville. Auch, imp. Léonce Cocharaux, 1898, in-8° de 11 pp.

Le second volume des œuvres posthumes de M. A. de Bellecombe est sous presse. C'est un *Aide mémoire pour servir à l'histoire de l'Agenais*. Aux notes laissées par l'auteur, souvent incomplètes, on a parfois joint ou substitué des travaux achevés, dont quelques-uns sont inédits. Citons dans le nombre la présente brochure, qui vient de paraître en tirage à part. En compulsant les documents originaux conservés dans les dépôts publics de Bordeaux, M. Dast Le Vacher de Boisville est parvenu à reconstituer sans lacune des listes chronologiques des gouverneurs et des lieutenants du roi dans notre province.

G. T.

¹ *Revue*, t. xv, p. 325 et *Etudes archéologiques sur le château de Madaillan*, page 60.

RECUEILS ET PERIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Janvier-Février 1899.* — H. Hubert : Etude sur la formation des Etats de l'Eglise (726-757), 1^{er} article. — A. Mathiez : Etude sur les journées des 5 et 6 octobre 1789 (*suite et fin*). — S. Reinach : Gabriel de Mortillet — *Bulletin historique* : France. Epoque Moderne, par G. Monod et R. Reuss. — Angleterre. Moyen-âge, par Ch. Bémont. — *Correspondance* : Le programme de l'agrégation d'histoire, par E. Bourgeois. — *Comptes-rendus, Chronique*, etc.

POLYBIBLION. — *Janvier 1899.* — Visenot : Récentes publications illustrées. — J. Rambaud : Economie politique et sociale. — Ch. Arnaud : Romans, contes et nouvelles. — *Comptes-rendus, Bulletin, Chronique*.

REVUE DE GASCOGNE. — *Janvier 1899.* — P. de Casteran : Le Val-d'Aran. — *Mélanges historiques*, par MM. Bregail, Calcat, Despaux, Branet, etc. — *Linguistique* : M. A. Zaunet et la conjugaison béarnaise. — *Notes diverses.* — *Février 1899.* J. Gardère : Histoire religieuse de Condom pendant la Révolution. II. — Ph. Tamizey de Larroque : Le cardinal de Polignac à Rome. — *Mélanges d'histoire et d'art*, par MM. Despaux, de Carsalade du Pont, E. Dassas, etc. — *Bibliographie*, par M. Léonce Couture. — *Notes diverses*.

REVUE DES LANGUES ROMANES. — *Août-Septembre 1898.* — Stengel : La chanson de Bernard Amoros. — Lhermette : Chartes françaises du xiii^e siècle, tirées des archives de l'hôpital de Seclin (Nord). — Variétés, par MM. Rivière et Grammont. — *Bibliographie, Chronique.* — *Octobre-Novembre-Décembre 1898.* — *I dodici canti*, poème italien du xvi^e siècle, publié par M. Ferdinand Castets. — *Variétés* : La santé de Bossuet (1703). — Pièces tirées de la collection Godefroy. — *Bibliographie.* — *Nécrologie* : Le président Cauvet, par M. L.-J. Pélissier. — *Chronique*.

REVUE DE L'AGENAIS

Doivent paraître en 1899, outre la suite des articles en cours de publication :

Des études accompagnées de planches sur les châteaux de Las serre, de Longuetilh, de Gavaudun, de Savignac ;

L'itinéraire raisonné de la reine Marguerite en Gascogne (1578-1585), par M. Ph. Lauzun ;

Les Troubadours Agenais, par M. Ch. Ratier ;

Les débordements de la Garonne dans l'Agenais depuis les temps anciens jusques à ce jour, par M. Jules Serret.

Etude sur le château de Manlèche (Gers), par M. l'abbé de Carsalade du Pont.

Et autres articles de nos dévoués collaborateurs.

1899. — Numéro 2.

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES
ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Troisième et Quatrième livraisons de la 26^{me} Année.

Mars-Avril 1899



AGEN

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE AGENAISES

43, Rue Voltaire, 43

(ANCIENNES MAISONS NOUBEL ET LAMY)

1899

SOMMAIRE

	Pages
I. <i>Le Château de Gavaudun</i> , par M. Ph. Lauzun.....	97
II. <i>Etude sur les statuts, actes des consuls et délibérations de jurade, de la commune et juridiction de Villeneuve d'Agenais (suite)</i> , par M. Fernand de Mazet.....	140
III. <i>Tablettes Révolutionnaires</i>	152
IV. <i>Journal Agenais des Malébaysse (suite)</i>	161
V. <i>A Propos des Raffin d'Agenais</i> , par M. Joseph Beaune.....	170
VI. <i>Notes sur la Féodalité en Agenais au milieu du XIII^e Siècle</i> , par G. Tholin.....	173
VII. BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE. — Abbé Durengues : <i>L'État Social de la France au temps des Croisades</i> , par L. Garreau. Paris, librairie Plon, 1899.....	186

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, *s'adresser exclusivement* à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à	50 exemplaires,	10 fr.
8 — — — — —	100 —	12 fr.
12 — — — — —	50 —	14 fr.
12 — — — — —	100 —	16 fr.
16 — — — — —	50 —	15 fr.
16 — — — — —	100 —	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



Cliché Ph. Lauson.

CHATEAU DE GAVAUDUN

Phototypie Bellotti.

LE CHATEAU DE GAVAUDUN

II

S'il est vrai que les peuples barbares n'ont pas d'histoire, on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas de constructions anciennes, que le château de Gavaudun n'est pas d'un bon état parfait. Ses murailles sont fort saines, sans doute d'un siège, dont le souvenir s'est peut-être transmis jusqu'à nous, car d'un jour a été détruit, puis reconstruit, par un plus d'un siècle, si bien que les annales de cette citadelle présentent un véritable intérêt. Quant aux faits et gestes de ses différents seigneurs, il suffit d'écrire les noms : les Turpin, des Durefort, des Lustrac, des Caumont, des Fabaud, pour voir qu'il fut possédé par les plus grandes familles de l'époque.

Jean d'Assida, évêque de Périgueux. — Le premier des plus anciens titres concernant l'histoire de l'évêché de Périgueux nous apprend qu'il existait déjà un château de Gavaudun dans la seconde moitié du XII^e siècle. Par le fait de Jean d'Assida, évêque de Périgueux de 1160 à 1169, dans la suite de sa mort, le *Recueil des Historiens des Gaules* nous en dit : « Hic episcopus Castrum Gavaudunum Agenensis diocesis, obsedit, cepit, totumque subvertit. In eodem loco raptiores inhabitabant, viri religiosi plerumque intererant, que intererant ».

¹ *Recueil des Historiens des Gaules*, t. X, p. 392. *Le Périgord* (Périgueux) (Paris, de Bureaux maris et de la presse Latine).

LE CHATEAU DE GAVAUDUN

II

S'il est vrai que les peuples heureux sont ceux qui n'ont pas d'histoire, on ne peut pas dire, appliquant cet adage aux constructions anciennes, que le château de Gavaudun ait joui d'un bonheur parfait. Ses murailles, en effet, soutinrent plus d'un siège, dont le souvenir s'est perpétué jusqu'à nous ; son donjon a été détruit, puis réédifié, peut-être plus d'une fois, si bien que les annales de cette forteresse présentent un véritable intérêt. Quant aux faits et gestes de ses différents seigneurs, il suffit d'écrire les noms des Baleinx, des Durfort, des Lustrac, des Caumont, des Belsunce, pour voir qu'il fut possédé par les plus grandes familles de l'Agenais.

Jean d'Assida, évêque de Périgueux. — Un fragment des plus anciens titres concernant l'histoire de l'église de Périgueux nous apprend qu'il existait déjà un château de Gavaudun dans la seconde moitié du XII^e siècle. Parlant de Jean d'Assida, évêque de Périgueux de 1160 à 1169, date de sa mort, le *Recueil des Historiens des Gaules* nous dit :
« Hic episcopus Castrum Gavaudunum, Agennensis diocesis, obsedit, cepit, totumque subvertit. In eodem castro raptores inhabitabant, viris religiosus plurima mala undique inferentes ⁽¹⁾. »

(1) *Recueil des Historiens des Gaules*, t. XII, p. 392. (Ex fragmento de Petragoricensis episcopis.) Bibl. de livres manuscrits du père Labbe.

Plus explicite, le *Gallia Christiana* nous donne sur ce siège du château de Gavaudun en l'année 1169 les détails suivants : « Cum jam hæretici ac pravi homines regiones
« illas infestarent, haberentque perfugium castrum aliquod,
« suo situ munitissimum, *Gavaudunum* nomine, ejusmodi
« pestibus diocœsim suam expugnare volens, collecta arma-
« torum manu, castrum expugnavit ac funditus subvertit.
« Factum memoria dignum ac his versibus in epitaphium
« conscriptis commendatum posteris :

« Perpetuis annis laus est celebranda Johannis,
« ... urbem decoravit et orbem ;
« Quippe *Gavaudunum* cui par, vix credo, vel unum,
« Saxo disjecit, post non habitabile fecit ⁽¹⁾. »

Faut-il voir dans ces « *raptores* » du premier texte, ou dans ces « *hæretici ac pravi homines* » du second, des affiliés à la secte des Henriciens ou des Manichéens, comme le donne à entendre l'abbé Barrère, qui reproduit, en les commentant à sa façon, les lignes du *Gallia* ⁽²⁾ ? Ce serait peut-être aller un peu loin. Toujours est-il qu'il existait un château de Gavaudun au milieu du XII^e siècle, que ce château fut assiégé en 1169, pour des motifs de religion, par l'évêque de Périgueux Jean d'Assida, que ce dernier, à la tête d'une troupe armée, s'en rendit maître et que, d'après le texte qui est formel, il le détruisit de fond en comble ⁽³⁾.

Toutefois le château de Gavaudun ne tarda pas à être rebâti, tel que nous en voyons encore les débris. Car, nous le

(1) *Gallia Christiana*. t. II, p. 1467 : *Ecclesia Petrocoriensis*.

(2) *Histoire monumentale et religieuse du diocèse d'Agen*, t. I, p. 331.

(3) En cette année 1169, le pape Alexandre III, nous apprend Jean Tarde dans ses *Chroniques*, p. 68, accorda à Garin de Comarque, XII^e abbé de Sarlat, une bulle où sont énumérées les paroisses dépendant de cette riche abbaye. Dans le nombre se trouve celle de « *Sainte-Marie de Gavaudun*. » Seize ans plus tôt, son prédécesseur Eugène III, prenant en sa protection ledit monastère, énumère les paroisses qui sont sous sa domination et y comprend l'église de « *Sancti Sacerdotis de Aurenca cum appenditiis suis*. »

trouvons expressément désigné dans l'acte d'hommage que rendirent, en 1271, au roi de France les principaux seigneurs de l'Agenais. Au chapitre II du *Saisimentum*, consacré au diocèse d'Agen et concernant la baillie de Monflanquin, on lit en effet : « Assuerunt etiam quod castra de Monteseuro, « de *Gavaudano* et de Cancer, sunt in honore et districtu « dicti castri de Monteflanquino domini Regis ⁽¹⁾. »

Les Gavaudun. — Quels étaient à cette date les propriétaires du château de Gavaudun ? Si le *Saisimentum* ne nous donne à cet égard aucune indication, en revanche nous trouvons sept ans après le testament d'un « *R. de Gavaudun, donzel* », qui semble d'ailleurs n'avoir eu que son nom de commun avec le château. Car, habitant sur les bords de la Dordogne, autour de Sainte-Foy, il élit sa sépulture dans l'église de Saint-Pierre d'Ainasse, comble de dons les églises de Gensac, de Coubeirac, de Pessac, etc., et institue pour héritier son fils Assalhit ⁽²⁾. Le 7 janvier 1293, le même R. de Gavaudun donne à fief des terres dans la paroisse d'Appelles, juridiction de Sainte-Foy sur Dordogne ⁽³⁾. Il existait donc à cette époque une famille de Gavaudun.

Puis, le silence se fait sur ce nom jusqu'en 1324, année où nous trouvons le château possédé par la famille de Baleinx.

Les Baleinx. — Le 3 septembre 1324, le roi d'Angleterre envoie une lettre circulaire « à tous les Magnats d'Aquitaine » pour les engager à lui conserver leur foi contre le roi de

(1) Cet acte, capital pour l'histoire médiévale de notre province, a été publié dans le *Recueil de la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen*, 2^e série, t. xiii, 1^{re} partie, p. 69. C'est le complément du curieux procès-verbal, connu sous le nom de *Saisimentum*, du Languedoc, publié par Lafaille dans ses *Annales* de Toulouse. t. i. preuves. p. 1. et suivantes.

(2) *Archives historiques de la Gironde*. t. xxxii, p. 86-88. (Pièce tirée des archives de M. le comte de Ferrand, communiquée et transcrite par M. Paul Huet.)

(3) *Idem*. t. xxxi, p. 460-461.

France. Dans la liste des seigneurs se lit le nom anglais de « *Aumstang de Balenx, seignur de Gualvaldon* ⁽¹⁾. »

Trois mois après, le 28 décembre 1324, Edouard accorde le pardon à plusieurs seigneurs de son duché de Guienne, qui avaient pris le parti du roi de France. Dans cette lettre circulaire, on lit encore le nom, cette fois en latin, de « *Austencius de Balleyns, dominus de Gavaldu* ⁽²⁾. »

Ce même Aumstang de Baleinx est qualifié seigneur de Cahuzac en 1347. Enfin, en 1341, nous voyons un *Isarn de Balenx* nommé, avec Pierre de Gontaud-Biron, coseigneur de Montpezat pour le roi de France ⁽³⁾.

Cette famille de Balleynx, Ballens ou Vallens était au xiv^e siècle une des plus considérables du Languedoc et de l'Agenais. En ce qui concerne seulement ce dernier pays, elle possédait plusieurs fiefs dans la baronnie de Montpezat, « depuis le mariage, nous apprend M. de Bellecombe, de « Grimoard 1^{er} de Balenx, seigneur de Cahuzac en 1150, avec « Isabeau de Castillon, sœur d'Elie de Castillon, évêque « d'Agen. » Parents des Montpezat, leur souvenir se retrouve encore autour du village qui porte ce nom ⁽⁴⁾. Enfin, on les voit également figurer comme seigneurs de Casseneuve dans les actes les plus importants du xiv^e siècle ⁽⁵⁾.

Le fort château de Baleinx, dont il ne reste plus aucune trace, à peine quelques pierres répandues dans les champs d'alentour et un ou deux souterrains comblés depuis peu, s'élevait au xiii^e siècle sur une éminence appelée « *La Moutto de Valens* ou le *Castella* », dans la vallée du Tolzac, à peu de distance de la ville de Cancon, entre le

(1) *Rymer*. t. II, fol. III.

(2) *Idem*. t. II, fol. 122.

(3) *Histoire de Montpezat*, par M. A. de Bellecombe, p. 60-70.

(4) *Idem*. Note.

(5) *Revue de l'Agenais*, t. XI, p. 145-147 (1884).

château de Moulinet et le domaine de Mandet. A trois ou quatre cents mètres de là se voyait, paraît-il, au moment de la Révolution, une église romane, qui en dépendait et qui portait le nom de « la *Capella de Gabaldot* ou de *Gavaldu* », en souvenir du château de Gavaudun, possédé alors par les Balcinx. Au dire de M. L. Massip, qui veut bien nous fournir ces renseignements, cette église appartenait au dernier siècle aux moines de Gondon, qui, tous les ans, venaient y dire une messe à l'intention du fondateur inconnu ⁽¹⁾.

Toujours d'après le savant historien de la ville de Cancon, la seigneurie de Valens, dont le château fut peut-être détruit par Simon de Montfort après le siège de Casseneuil, vaillamment défendu par Segui de Balencs en 1209 et 1214, époque à partir de laquelle les Balenx devinrent durant trois siècles seigneurs de Casseneuil, englobait toute la paroisse de Las Bordes, celle de Lentignac et une partie de la paroisse de Loupinat. Cette famille serait donc originaire de Cancon ; et c'est de ce berceau qu'elle aurait peu à peu étendu ses vastes domaines dans l'Agenais, à commencer par la terre de Gavaudun.

Bien qu'aucun document ne vienne appuyer notre dire, nous pensons que ce fut un Baleinx qui entreprit de relever de ses ruines le vieux château qui nous occupe et qui, surélevant le donjon sur ce qui restait des deux étages inférieurs, lui donna l'aspect et la forme que nous lui voyons aujourd'hui.

Les Durfort.— En 1363, « *Seguin*, seigneur de Gavau-
« don, baron, et *Guailhard de Gavaudon*, esquier » rendent hommage au prince de Galles pour leur seigneurie de Gavaudun ⁽²⁾.

(1) *Archives de l'Evêché et terrier de l'Abbaye de Gondon*, conservé aux archives de la mairie de Monbahu. (Note de M. L. Massip.)

(2) *Collections de documents historiques*, par Delpit. cxvii. art. 344. p. 87, d'après les comptes de Filongleye. Sénéch. de Périgord, n° 344 et 397.

Le 11 décembre 1366, « *Raymon Bernart*, sire de Gavaudun, donne quittance à Jehan Chauvel, trésorier des guerres, pour la somme de cent livres tournois, lesquelles nous ont esté ordonnées à prendre chascung mois pour la garde et deffense de nos lieuz, et lesquelles nous avons reçues pour le premier mois dont nous nous tenons bien païés... » Donné à Agen, sous notre scel, ce xi^e jour de décembre, 1366. » Cet acte est accompagné d'un sceau rond en cire rouge de 25 millimètres. Type équestre : la housse et l'écu à la croix vidée, cléchée et pommetée. En exergue : ... O N. B N A. en caractère gothiques ⁽¹⁾.

A quelle famille appartenaient et ce Raymond Bernart et le château de Gavaudun à cette époque ? Aux Durfort, très vraisemblablement.

Déjà, en 1347, un Raymond Bernard de Durfort, seigneur de La Capelle (qui est à une lieue de Gavaudun), donne quittance à ce même Jean Chauvel ⁽²⁾. Il n'est pas qualifié toutefois dans cet acte de seigneur de Gavaudun. En revanche, dès l'année 1398, le nom de Durfort reste entièrement lié à celui de Gavaudun.

Le 25 octobre 1398, « noble et puissant seigneur *Bernard de Durfort*, seigneur de Gavaudun et de Laroque-Timbaut » souscrit à Bertrand Lustrac, une obligation de 300 livres d'or ⁽³⁾.

Trois ans plus tard, le 22 novembre 1401, Amanieu de Montpezat, m^e du nom, reçoit procuration de ce même Bertrand de Durfort, qualifié « seigneur de Gavaudun et de Laroque-Timbaut en Agenais », pour exposer à Jean de France, duc de Berry, lieutenant général pour le roi en

(1) Bibl. nat. Sceaux Clairambaut. Reg. 52. p. 3,907. Cf. : *Archives historiques de la Gironde*. t. xxix, p. 411. Communiqué par M. Paul Huet.

(2) *Père Anselme*, t. v. p. 720. art. Durfort.

(3) Trésor général de Villevielle. V^e Lustrac. Cf. *Revue de Gascogne*, t. xviii, p. 298.

Guienne, « que la guerre, la peste et autres malheurs ont « dévasté quarante lieues qui lui appartiennent, lesquelles « sont environnées de tous côtés par les Anglais ¹. »

Le château de Gavaudun tenait donc en ces premières années du xv^e siècle pour le roi de France, et ses seigneurs étaient un rameau de la grande famille de Durfort, une des plus puissantes de l'Agenais. De la branche de Duras, les Durfort de l'Agenais se font remarquer dans toutes les affaires du commencement de la guerre de Cent ans. Aymeri de Durfort hérite de la totalité des biens de la maison de Goth, de Blanquefort, de Duras, etc. Il réédifie somptueusement sur les bords du Dropt le château de Duras, dont il fait sa principale résidence, et il donne à chacun de ses enfants d'importantes seigneuries ⁽²⁾. Ce dut être son second fils Bertrand qui devint propriétaire de Gavaudun et de Laroque-Timbaut.

Les Durfort ne s'attardèrent pas longtemps cependant dans la vallée de la Lède. Moins de trente ans après, Gavaudun était déjà passé dans la famille de Lustrac.

Les Lustrac ⁽³⁾. — Au coude que forme le Lot, lorsque entre Fumel et Penne cette rivière quitte la direction du sud pour obliquer vers l'ouest, s'élève sur la rive droite le moulin fortifié de Lustrac. Cette importante construction, qui commande tout le cours du fleuve, date de la fin du xiii^e siècle. Elle fut édifiée en 1296 par Foulques de Lustrac qui lui donna son nom. Sur plan quadrangulaire, défendu à chaque angle par une tour et encore bien conservé, le mou-

(1) Archives de l'abbaye d'Eysses. Cf. : Généalogie de la maison de Montpezat, par J. B. de Laffore, *Nobiliaire de Guienne*, t. iv, p. 294.

(2) *Père Anselme*, t. v, art. Durfort. Cf. : Lachesnaye des Bois, etc.

(3) Les armes des Lustrac étaient : Écartelé aux 1 et 4 de gueules à 3 fasces d'argent; aux 2 et 3 d'azur au lion couronné de même, armé et lampassé de gueules. (Lachesnaye des Bois, t. xii, art. Lustrac.)

lin de Lustrac, qui au moyen-âge soutint plus d'un siège, fut remanié au xvi^e siècle. Il est qualifié de fort dans les registres consulaires d'Agen ⁽¹⁾.

Foulques de Lustrac passe pour être le chef de la branche de l'Agenais qui posséda Gavaudun pendant plus d'un siècle.

Nous avons vu précédemment un de ses descendants, Bertrand de Lustrac, devenir créancier pour 300 livres d'or, le 25 octobre 1398, de Bertrand de Durfort, seigneur de Gavaudun ⁽²⁾. Cette créance ne put-elle être remboursée ? Et, pour se couvrir, le seigneur de Lustrac se saisit-il de Gavaudun, soit par la force, soit à l'amiable ? Toujours est-il que dès l'année 1430, son fils Arnaud de Lustrac, plus connu sous le nom de Naudonnet, se qualifie seigneur de Gavaudun, titre que prirent également ses descendants.

Naudonnet de Lustrac fut l'un des plus vaillants capitaines Gascons, qui, au xv^e siècle, soutint le parti des Armagnacs. Digne émule des Xaintrailles, des La Hire, des Barbazan, il combattit toute sa vie l'ennemi héréditaire. D'abord, sous les ordres de son père Bertrand, il force les Anglais, commandés par Pons de Castillon, à abandonner le château de Frespech, et il les refoule au delà du Lot ⁽³⁾. Quelques temps après, en 1427, et tout jeune encore, Naudonnet de Lustrac est nommé, sur la demande même des consuls, capitaine de la ville de Lauzerte et chatelain dudit château, « pour ce qu'il est de noble et ancienne lignée, expert en « armes et leur ami et voisin ⁽⁴⁾. »

(1) *Notes sur la féodalité en Agenais* par M. G. Tholin. *Revue de l'Agenais*, t. xxv, p. 173.

(2) *Revue de Gascogne*, t. xviii, p. 298. — Cf : Même revue et même tome, p. 493, *Note sur deux seigneurs de Lustrac*, par G. Tholin.

(3) Darnalt : *Antiquités d'Agen*, p. 98.

(4) Bibl. Nat. Cabinet des Titres. Dossier Lustrac. Lettres de provision. — Cf : *Revue de Gascogne*, t. xviii, p. 299.

Dans une alliance contractée en 1432 avec Jean, comte de Foix, Naudonnet de Lustrac est qualifié « seigneur de Lustrac et de Gavaudun en Agenais ⁽¹⁾. »

En 1432, le seigneur de Gavaudun s'empare des châteaux de Sauveterre d'Agenais, de Monségur et de Casteculier sur les Anglais. « De Frespech, écrit Darnalt, le seigneur de Montpezat vint assiéger Lafotz, où était Naudonnet de Lustrac ; lequel, avec le seigneur de Beauville, se saisirent de Castelculier par escalade et par trahison ; et le seigneur de Lustrac et les Français prindrent le lieu de Sauveterre d'Agen et Monségur près dudit Lustrac sur les Anglais ⁽²⁾. » En ce qui touche l'affaire de Lafox, notre plus ancien chroniqueur fait allusion à ce fait que plusieurs habitants d'Agen, ayant malgré la défense de Naudonnet, communiqué avec ceux du parti Anglais, Lustrac les fit enfermer dans le château de Lafox. Leurs compatriotes s'adressèrent au seigneur de Montpezat et tentèrent d'aller les délivrer. Mais ils furent repoussés par les assiégés qui avaient à leur tête Naudonnet de Lustrac ⁽³⁾.

Peu après, ce vaillant soldat empêchait Penne, une des plus fortes places de l'Agenais, de tomber entre les mains des Anglais. Pour le récompenser de ce fait d'armes, le comte de Foix l'en nommait capitaine, nomination que sanctionnait peu à près le roi de France (12 avril 1434 ⁽⁴⁾.)

Naudonnet de Lustrac était à ce moment un des plus puissants seigneurs de l'Agenais. Il commandait pour le roi de France cinq grandes places fortes : Penne d'Agenais, Lauzerte, Sauveterre, Monflanquin, Castelculier. En outre, il

(1) Archives départementales des Basses-Pyrénées, E. 435.

(2) Darnalt, *Antiquités d'Agen*, p. 101. — Dans sa monographie du château de Sauveterre, M. G. Tholin signale ce fait d'armes du seigneur de Lustrac.

(3) Saint-Amans, *Histoire du département de Lot-et-Garonne*. Pièce orig. n° 2. Appendice.

(4) Bibl. Nat. Dossier Lustrac, — Cf: *Revue de Gascogne*, t. xviii, p. 303.

possédait en propre les seigneuries de Lustrac, Terrasson, Montmarey, Tersol, Pierre-Levade, La Bastide de Michemont, etc., sans compter celle de Gavaudun pour laquelle il rend plusieurs fois hommage ⁽¹⁾.

Le château de Gavaudun du reste semble avoir été une de ses résidences préférées. Nous le voyons y réunir souvent ses hommes d'armes et les y passer en revue. C'est ainsi qu'en octobre 1435, il tient à Gavaudun une garnison de dix archers et de dix-neuf écuyers. Le 14 novembre de la même année, est passée « La reveue de Naudonet, s^r de Lustrac, escuier, capitaine de Penne d'Agenez et dix-neuf autres escuiers de sa compagnie, reçue à Gavaudun. » Sur la liste des gens d'armes on lit les noms « dudit seigneur de Lustrac, de Bernard de Lustrac, du seigneur de Bayolmont, de Jehan de la Duguie, de Jehan de Cuzorn, de Jehan et de Bernardon d'Ayquem, etc ⁽²⁾. »

Deux ans après, le 3 octobre 1437, Naudonnet de Lustrac tient à Villeneuve d'Agen une compagnie de 30 hommes d'armes et de 30 arbalétriers.

Enfin, vers la même époque, Béraud de Faudoas, ayant été nommé sénéchal d'Agenais et se voyant mal accueilli des habitants d'Agen, aurait fait appel à Naudonnet de Lustrac et à Jean de Beauville pour rétablir l'ordre dans la ville. Les deux chefs de bandes seraient aussitôt arrivés ; et, tandis que Faudoas convoquait les habitants en une assemblée générale, ils se seraient emparés par surprise d'une porte de la ville, auraient fait irruption dans les rues, arrêté les principaux factieux parmi lesquels l'archidiacre de Saint-Elienne qu'ils auraient jeté à la rivière, et finalement auraient extorqué aux habitants une forte somme d'argent. Lustrac jouit, durant trois ans, d'une impunité complète.

(1) Archives nat. Actes d'hommage de Lustrac, P. 1150, fol. viii^x x et suiv.

(2) Idem. — Cf : *Revue de Gascogne*, t. xviii, p. 303-304.

Mais en 1439, Charles VII ayant envoyé le Dauphin dans les provinces du Midi pour mettre un terme aux excès des bandes armées, les habitants d'Agen portèrent plainte contre le seigneur de Gavaudun et obtinrent, par une ordonnance du 28 Juin, de n'avoir pas à lui payer la rançon promise. Bien plus, le roi de France, s'étant rendu en 1445 à Montauban, ordonna à Lustrac de comparaître devant lui et le fit aussitôt emprisonner. Mais ce dernier fit valoir les services rendus par lui à la cause française. Il obtint sa liberté provisoire contre une caution de 10,000 livres que s'engagèrent à payer le sire d'Albret et d'autres seigneurs, ses amis, et finalement il se fit accorder des lettres de rémission pleine et entière ⁽¹⁾.

Depuis cette époque, le seigneur de Gavaudun resta fidèle à la cause du roi de France. Il reprit le commandement de toutes ses places fortes, et il se trouve encore inscrit comme gouverneur de Penne en 1456.

D'après la généalogie de sa famille, Naudonnet de Lustrac aurait eu un frère *François*, qui, après sa mort, serait devenu seigneur de Gavaudun, ou tout au moins en aurait rendu hommage le 6 juin 1470 ⁽²⁾.

Des cinq enfants que laissait Naudonnet, son fils aîné, Antoine, hérita de tous ses domaines.

Antoine de Lustrac, chevalier, baron de Lustrac, Gavaudun et autres lieux, eut l'insigne honneur d'escorter avec les barons de Montpezat, de Bajaumont et de Beauville l'évêque

(1) M. Laplagne-Barris a publié pour la première fois ces lettres de rémission dans la *Revue de Gascogne*, t. XVIII, p. 306-311, d'après le reg. 184, série JJ, pièce 584, des Archives Nationales. Dans le même volume, M. G. Tholin a fourni quelques documents nouveaux sur cet épisode. Enfin, de nos jours, M. Henri Courteault, dans son article *Deux épisodes de l'histoire de l'Agenais pendant la guerre de Cent ans*, reprenant ce que l'on savait déjà, a ajouté une première lettre de rémission accordée à Jean de Beauville, d'après le reg. 176, série JJ, n° 196, f° 134, des Archives Nationales.

(2) Lachesnaye de Bois, Art. *Lustrac*. — Idem, *Dossier de Raymond*, n° 21.

d'Agen, Léonard de La Rovère, lors de l'entrée que ce prélat fit dans cette ville, par la porte du Pin, le 28 octobre 1492 ⁽¹⁾.

Ce seigneur de Gavaudun avait épousé, vers 1480, Catherine de Durfort ; d'où, certains généalogistes ont supposé que c'était par ce mariage que la seigneurie de Gavaudun était passée des Durfort dans la famille de Lustrac. Nous avons pu voir qu'il n'en était rien, puisque depuis 1430 Naudonnet se qualifiait de seigneur de Gavaudun.

De ce mariage naquirent trois enfants : 1° *Bertrand*, d'abord seigneur de Gavaudun, qui, malgré ses deux mariages, mourut en 1524 sans postérité. 2° *Anselme*, qui suit. 3° *Antoinette*, mariée à Jean de Grossolles, baron de Montastruc ⁽²⁾.

Antoine II de Lustrac hérita donc en 1524 de la seigneurie de Gavaudun. Cette même année, il épousa la belle-sœur de son frère aîné Bertrand, Françoise de Pompadour, sœur d'Isabeau et fille d'Antoine de Pompadour et de Catherine de la Tour d'Oliergues. Lachesnaye la dit veuve de Galliot de Lastours. Françoise de Pompadour, dame de Lustrac et de Gavaudun, fut une des étoiles de la Cour de France. Amie de Marguerite d'Angoulême, elle laissa de son passage des traces ineffaçables, si bien que lorsqu'elle mourut, jeune encore, à Saint-Germain en Laye, le 28 décembre 1548, Mellin de Saint-Gellais composa en son honneur une pièce de vers qui se terminait ainsi :

« Des pleurs s'en est la Seine redoublée,
« Et croy que moins n'en a fait la Garonne ! » (3)

Le nouveau seigneur de Gavaudun ne le cédait en rien à son épouse dans la brillante escorte du roi-chevalier. Il

(1) *Hist. relig. du diocèse d'Agen* par l'abbé Barrère, t. II, p. 154. — Labrunie, etc.

(2) Père Anselme, t. VIII, p. 245, *Art. Pompadour*. — Cf: D'Hozier, *Art. Lustrac*. — Idem, *Lachesnaye des Bois*, t. XII. — Id., Père Anselme, t. IX, p. 387, *Art. Grossolles*. — Id., *Dossiers de Raymond*, etc.

(3) Poésies de Mellin de Saint-Gellais, éd. de 1719, p. 174.

suivit François I^{er} dans toutes ses folles expéditions; et, quand le roi de France, sur les instances de Montluc, eut décidé de livrer bataille en 1544 aux Impériaux d'Italie, commandés par le vieux marquis du Guast, Antoine de Lustrac revendiqua l'honneur de combattre au premier rang. Il traversa les monts, vint mettre son épée au service du jeune comte d'Enghien, et se couvrit de gloire à la bataille de Cérisoles (14 avril). Sa valeur, jointe à l'audace du capitaine de Saint-André, décida, paraît-il, de la victoire un moment incertaine. Couvert de blessures, Antoine de Lustrac fut d'abord compté parmi les morts. Il revint pourtant le lendemain, mais il avait perdu les yeux ⁽¹⁾.

Notre héros n'était pas de la première jeunesse, puisque, la veille de la campagne, il avait promis sa fille unique, la belle Marguerite, à Jacques d'Albon de Saint-André, encore simple capitaine des ordonnances du roi. Rentrés tous deux à la Cour, le mariage se fit sans plus tarder (27 mai 1544), et Marguerite de Lustrac reçut en hoirie toutes les terres de ses ancêtres ⁽²⁾.

Antoine de Lustrac demeura quelques années encore seigneur de Gavaudun. On a de lui de nombreuses reconnaissances reçues pendant toute la première moitié du xvi^e siècle, « au chasteau de Lustrac, paroisse de Ladignac, juridiction de Penne en Agenais ». Il obtint même sur la fin de sa vie, et cela grâce à la haute protection de son gendre, tout puissant à la Cour, que la vicomté de Fronsac, nouvellement achetée par lui et érigée déjà en comté depuis 1551, le fut en marquisat par lettres de décembre 1555. Enfin, en 1557, il est encore porté sur le « rôle des nobles subjects à servir au ban de la sénéchaussée d'Agenais et de Gascogne ⁽³⁾. »

(1) Mezeray, t. II, p. 1085, éd. 1685. — Cf : Martin du Bellay, Vielleville, Brantôme, Art. Saint-André dans la *Vie des Hommes illustres*, etc., etc.

(2) Bibl. Nat. Fonds français. n° 2748.

(3) Dossier général de Mme de Raymond, n° 21. — Cf : D'Hozier, *Lachesnay*, etc

Il dût mourir peu de temps après, laissant sa fille Marguerite seule héritière de ses nombreux domaines.

Marguerite de Lustrac.— La vie de Marguerite de Lustrac est trop connue pour que nous en rappelions ici les longs et si curieux épisodes. MM. Hector de la Ferrière dans la *Nouvelle Revue* ⁽¹⁾, Clément-Simon dans la *Revue des Questions Historiques* ⁽²⁾, le Père Chérot dans les *Etudes* ⁽³⁾, ont suffisamment exposé les phases si diverses de son existence mouvementée. Il restait à notre si regretté collègue et ami, Ph. Tamizey de Larroque, dont une des plus anciennes publications avait été consacrée à Anne de Caumont ⁽⁴⁾, à analyser, en les complétant par de substantielles notes, les trois ouvrages précités. C'est ce qu'il a fait, en deux articles parus dans la *Revue de l'Agenais* ⁽⁵⁾, où il épuise en quelque sorte le sujet. Aussi ne nous occuperons-nous de Marguerite de Lustrac et de sa fille Anne de Caumont qu'en ce qui concerne exclusivement leur baronnie de Gavaudun.

Marguerite de Lustrac naquit en 1527. « A mes yeux, « écrit Ph. Tamizey de Larroque, elle est probablement née « près de Monflanquin, dans ce château de Gavaudun, qui « paraît avoir été au xvi^e siècle l'habitation préférée de la « famille de Lustrac ». Contrairement à cette hypothèse, nous ne croyons pas que la belle Françoise de Pompadour, chantée par Mellin de Saint-Gellais, ait jamais résidé longtemps dans la sombre forteresse de la vallée de la Lède,

(1) Livraison du 1^{er} et 15 décembre 1895, p. 500-522 et 707-730 : *Anne de Caumont, duchesse de Fronsac*.

(2) Numéro du 1^{er} janvier 1896, p. 103-141 : *Une grande dame au xvi^e siècle : La maréchale de Saint-André et ses filles*.

(3) *Une grande chrétienne au xvii^e siècle : Anne de Caumont, comtesse de Saint-Paul, duchesse de Fronsac*. Paris, Dumoulin, 1896 (Tirage à part).

(4) *Document inédit relatif à l'enlèvement d'Anne de Caumont* (Cabinet historique, avril-mai 1873).

(5) *Revue de l'Agenais*, t. xxiii (1896), p. 101, et t. xxiv (1897), p. 160 et suiv.

pas plus que dans son manoir de Lustrac, sur les bords du Lot. Son mari était, nous l'avons dit, un des favoris de François I^{er}; elle-même, une amie de l'immortelle Marguerite. Ce dut être bien plutôt dans quelque'une des résidences de la Cour de France, et en quelque sorte dans l'atmosphère royale, que naquit la future maréchale de Saint-André.

Tant que vécut son père, Marguerite ne vint jamais dans l'Agenais. Jeune, belle, ardente au plaisir, dévorée d'ambition, mariée à dix-sept ans au plus élégant et au plus raffiné gentilhomme de l'entourage du Dauphin, « lequel, écrit Vincent Carlois, fut un des quatre qui dévorèrent le Roi, comme le lion sa proie », la maréchale de Saint-André n'avait pas trop de temps pour se partager entre les fêtes de la cour, où elle tenait le premier rang après les princesses ⁽¹⁾, donnant le ton, rivalisant de luxe avec les plus célèbres, et ses résidences presque royales de Vallery en Gatinais près de Sens, de Coutras, de Fronsac et ses terres de Bourgogne. On sait que le maréchal de Saint-André fut tué, le 19 novembre 1562, à la bataille de Dreux. Mais déjà son étoile commençait à pâlir. Il laissa ses affaires dans le plus mauvais état; et sa veuve, pressée par d'impérieux besoins d'argent, apparut dès cette époque dans l'Agenais, cherchant à mettre le plus possible à contribution ses vassaux.

Le château de Gavaudun, par sa position exceptionnelle, son site sauvage, ses abords presque imprenables, était un objet de convoitise pour tous les gens sans aveu qui parcouraient la contrée. Il servait de forteresse aux révoltés, de refuge aux persécutés; et justement, l'année où sa chatelaine officielle devint veuve, il fut le théâtre d'un drame dont les archives municipales d'Agen et les chroniques de Jean Tarde nous ont conservé le souvenir.

On se trouvait au plus mauvais moment des guerres reli-

1) *Mémoires du duc de Guise.*

gieuses. L'Agenais, le Périgord, le Quercy étaient en feu, et Monluc exerçait ses violences dans toute la contrée. Victorieuses de l'armée de Duras à la bataille de Vergt en Périgord, les troupes catholiques, commandées par le capitaine Frayssenet, rentraient à Agen, amenant de nombreux prisonniers, auxquels le prévôt de Monluc, le farouche Hélié de Ponchery, réservait ces fameux gibets de la porte du Pin, que le peuple devait baptiser ironiquement du nom de *Consistoires*. Cette petite armée passa par Gavaudun. Elle y trouva maître Jehan Claret, conseiller et garde des sceaux au siège présidial, qui, compromis lors de la dernière prise d'Agen par les Huguenots, était venu, dans la crainte de Monluc, y chercher un abri. Les catholiques ramenèrent le malheureux conseiller à Agen, « où, dès le lendemain, « il fut pendu, sur la nuict, aux torches, estant iceluy, « pour plus grande ignominie, vestu d'une robe longue, « avec son chaperon de magistrat et le bonnet quarré en « teste ⁽¹⁾. »

Gavaudun du reste, depuis le commencement des troubles, était devenu un ardent foyer de protestantisme. Un ministre, le sieur Lafontaine, y avait été installé par Jeanne de Biron, la propre sœur du premier maréchal, qui, de religieuse catholique qu'elle était, s'était faite ardente calviniste et avait converti la plupart des habitants à la nouvelle religion ⁽²⁾. Aussi ces derniers s'empressèrent-ils, dès que l'occasion s'en présenta, de tirer vengeance du meurtre de Jean Claret.

« Le 25 novembre 1569, nous apprend le chanoine Jean Tarde, « fust brulé le prioré de Laurinque, près Gavaudun, par un nommé « Denis St-Selve, habitant dudict Gavaudun. C'estoit un prioré con-

(1) *Histoire des Eglises Réformées*, par Th. de Bèze, p. 260, éd. 1882, Toulouse.
— Cf : *La ville d'Agen pendant les guerres de religion*, par G. Tholin. (*Revue de l'Agenais*, t. xv, p. 194. — Idem : *Livre de raison des Daurée de Prades*, 1880, p. 147.

(2) *Archives historiques de la Gironde*, t. xxix. p. 20, 42, 255, etc.

« ventuel, de l'ordre de S. Benoit, dépendant de l'esglise Cathédrale
« de Sarlat. Il estoit beau et bien basti. Lorsqu'il fut bruslé, il estoit
« tenu en commende, et n'y avoit que un prebstre. nommé Martin
« Rigal, qui le gardoit et y faisoit le service pour le prieur commenda-
« taire. Lequel Rigal fust attaché à un pied de lit par ledit Senselve
« et illec bruslé tout vif, avec les meubles et bastimens, cruauté et
« barbarie qui fait voir quelle estoit l'âme de ces saintz réforma-
« teurs (1). »

Veuve du maréchal de Saint-André depuis le 19 novembre 1562, Marguerite de Lustrac, qui avait à cemoment trente-cinq ans, songea à se remarier. Bien que ses amours peu cachées avec Antoine de Bourbon, roi de Navarre, l'aient faite la rivale de Jeanne d'Albret, l'épouse légitime, et lui aient valu une mention dans la galerie des Dames galantes de Brantôme ; bien que pour arriver à ses fins, d'épouser à la mort d'Eléonor de Roye « le petit homme », elle n'ait pas craint d'empoisonner, dit-on, sa fille unique, Catherine d'Albon, héritière de tous les biens du maréchal (2), sa fortune était assez considérable pour que, dans son entourage, elle n'eut que l'embarras du choix entre tous ceux qui se disputaient sa main. Elle attendit cinq ans, espérant devenir toujours princesse de Condé. Puis, quand cet espoir fut déçu, elle jeta son dévolu sur un compatriote et épousa un gentilhomme gascon, Geoffroy de Caumont. Le contrat fut passé le 10 août 1568, « par devant Maîtres Jean de Noguier
« et Anthoine Costes, notaires royaux à Gavaudun (3). » Ce fut donc au château de Gavaudun, dont elle était propriétaire depuis la mort de son père, que Marguerite de Lustrac convola en secondes noces et échangea le titre de maréchale de Saint-André contre celui, moins brillant, de baronne de Caumont.

(1) *Chroniques de Jean Tarde*, p. 252.

(2) *Mémoires de Castelnau*. Addition de *Le Laboureur*, t. II, p. 76.

(3) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 38 p. 391 verso.

Le nouveau seigneur de Gavaudun jouissait d'une médiocre réputation. Il était cependant d'une des plus anciennes familles de la Guienne ⁽¹⁾ et il comptait parmi ses ancêtres ce fameux Nompar II de Caumont, dont le voyage à Jérusalem en 1418 est resté justement célèbre ⁽²⁾. D'abord homme d'église en qualité de cadet, protonotaire apostolique, abbé d'Uzerche, de Vigecois, de Clairac et prieur de Brive, « Geofroy de Caumont quitta, dit M. Clément-Simon dans son « attachante étude, le petit collet à la mort de son frère « aîné François, mais il garda ses abbayes ⁽³⁾. » « N'ayant « ni cœur, ni main, ni jugement », écrit Théodore de Bèze ⁽⁴⁾ qui ne lui pardonnait pas ses abjurations successives, quoiqu'il fut à ce moment Huguenot, « mais huguenot « à couvert, réaliste et poltronnesque », il est encore plus mal jugé par Monluc et par tous ses contemporains. « J'ay « cogneu, écrit Brantôme à propos du second mariage de « Marguerite de Lustrac, une dame qui avait épousé un « maréchal de France beau et vaillant, et en secondes noces elle alla en prendre un tout au contraire de celui-là ⁽⁵⁾. »

Geoffroy de Caumont apportait, en revanche, à sa femme toutes les terres de ses ancêtres : la baronnie et le fort château de Caumont sur Garonne, les seigneuries de Tonneins-Dessus, de Castelmoron, de Fauillet en Agenais, de Castelnau et Fayrac en Sarladais, la riche abbaye de Clairac, etc., lesquelles, jointes à celles de sa femme, constituaient un des plus beaux patrimoines de France.

Dès le lendemain de son mariage, Marguerite ne reparut plus à la Cour. Elle vint dans l'Agenais, soit à Caumont, soit à Lustrac, soit à Gavaudun, « s'exilant volontairement,

(1) Père Anselme, t. iv, p. 467 et suiv.

(2) Ce voyage a été publié par le marquis de La Grange. Paris. Aubry, 1858.

(3) *Une grande dame au xvi^e siècle*, par M. Clément-Simon. Op. cit.

(4) *Histoire des Eglises Réformées*, t. II, p. 466.

(5) *Dames galantes*, discours iv.

« écrit M. de La Ferrière, pour aller cacher son dépit et sa honte dans l'un de ses nombreux châteaux. »

C'est à Gavaudun que nous la retrouvons en 1574, le lendemain de la mort tragique de son second époux, échappé par miracle à la Saint-Barthélemy, mais qui fut empoisonné en avril de cette année, en son château de Castelnau, par deux de ses coréligionnaires protestants ⁽¹⁾. Il laissait sa femme enceinte de sept mois.

Anne de Caumont. — Ici se place la question, déjà fort controversée, de savoir en quel lieu naquit la célèbre Anne de Caumont? Le Père Anselme et d'après lui M. Clément-Simon proposent le château de Castelnau, sur les bords de la Dordogne. H. de la Ferrière et le Père Chérot hésitent à se prononcer. Seul, Ph. Tamizey de Larroque, se basant sur un document irréfutable publié pour la première fois par lui, la fait naître au château de Gavaudun en Agenais. Nous croyons avec lui qu'il ne peut exister aucun doute à cet égard.

Anne de Caumont naquit le 13 juin 1574. Or, moins de deux mois après, le 11 août, Marguerite de Lustrac écrivait à la Reine-Mère une longue lettre, datée de Gavaudun, où elle se plaignait de la situation qui lui était faite et qui commençait ainsi :

« Madame, combien que depuis la mort de feu Monsieur de Caumont je n'aie eu une seule heure de santé et soit ma vie presque toujours éplorée par mes longues et continuelles maladies, toutefois Dieu m'a réservé ceste bénédiction et à mes petits enfants d'avoir conservé toutes nos maisons en l'obéissance du Roi, jusqu'à ce que le XXIII^e juillet dernier, celle de Caumont nous a esté soustraite et livrée, avec tous nos meilleurs meubles et papiers et les fruits de

(1) Bibl. nat. Cabinet des Titres, Archives de La Force. t. xv, p. 91-92. — Cf: *Histoire de la ville, du château et des seigneurs de Caumont*, par M. l'abbé Alis, in-8° de 484 pages, 1898, p. 108 et suiv.

« deux années, à ceux qui occupent Clairac et Casteljaloux, lesquels
« m'avoient un peu auparavant pillé d'autre part le revenu de trois
« autres terres, Fauillet, Tonneins-Dessus et Castelmoron-sur-Lot (1). »

« Comment une femme qui n'aurait joui depuis quatre
« mois d'une seule heure de santé, écrit Ph. Tamizey de
« Larroque, aurait-elle trouvé la force, à une époque où les
« voies de communication étaient si peu commodes, de voya-
« ger de Périgord en Agenais ? Comment au milieu des lon-
« gues et continuelles maladies, dont elle entretient Cathe-
« rine, aurait-elle osé braver de dangereuses fatigues ? »
Aussi, pensons-nous avec lui que si Marguerite de Lustrac, malade et épuisée, sans doute des suites de ses couches (elle avait 47 ans), date sa lettre du 11 août, de Gavaudun, c'est qu'elle y était déjà moins de deux mois avant, c'est-à-dire le 19 juin, jour de la naissance de sa fille. On peut donc affirmer qu'Anne de Caumont est née le 19 juin 1574 au château de Gavaudun.

Non moins agitée que celle de sa mère fut la vie d'Anne de Caumont. Le Père Hilarion de Coste d'abord, puis de nos jours MM. de la Ferrière, Clément-Simon, Tamizey de Larroque, Baguenault de Puchesse, le Père Chérol, etc., l'ont racontée dans tous ses détails (2). Nous nous taisons donc, et sur les premières années de sa jeunesse, et sur son fameux enlèvement, opéré, alors qu'elle n'avait que six ans, par son tuteur le comte de La Vauguyon, qui, sur le refus de Marguerite de fiancer Anne à son fils aîné le prince de Carency, enleva de force la mère et la fille de leur château de Castelnau en Périgord (3) pour les enfermer dans sa terre du

(1) Bibl. nat. Fonds fr. vol. 15559, p. 134. Cf. *Documents inédits pour servir à l'histoire de l'Agenais*, par Ph. Tamizey de Larroque, 1875, p. 122-126.

(2) Ouvrages précités.

(3) Il s'agit ici du château de Castelnau et Fayrac, canton de Dome, arrondissement de Sarlat, au confluent du Céou et de la Dordogne, et non, comme l'ont écrit M. Magen et M. Clément-Simon, du château de Castelnau-sur-Gupie, en Agenais, qui, bien qu'appartenant à la famille de Lustrac, n'était plus habitable depuis le xiv^e siècle.

Limousin. La veuve de Geoffroy de Caumont réclama aussitôt le secours du roi de Navarre, son parent et coréligionnaire, et put facilement recouvrer sa liberté. Mais elle dut en passer par les volontés du sieur de La Vauguyon et consentir aux fiançailles de sa fille. Quant à cette dernière, elle demeura longtemps prisonnière au château de La Vauguyon, après même que son futur époux ait été tué à cause d'elle, le 6 Mars 1586, par Charles de Gontaud dans ce duel célèbre où Claude des Cars et ses deux témoins d'Estissac et La Batie furent assassinés par Gontaud, Pierrebuffière et Montpezat-Laugnac ⁽¹⁾.

Le château de Gavaudun est souvent mentionné à cette époque dans les faits d'armes de Geoffroy de Vivant. On sait que ce célèbre capitaine huguenot combattait pour le roi de Navarre et que, sur les réclamations de la baronne de Caumont, ce prince l'avait mis pour ainsi dire à sa disposition. C'est ce qui nous explique pourquoi Vivant avait fait de Gavaudun sa résidence habituelle et comme en quelque sorte son camp retranché.

« Le mesme an 1580, écrit-il dans ses Mémoires, M. de La Vauguyon ayant enlevé M^{me} la marquise de Fronsac des mains de Madame de Caumont, sa mère, dans sa maison de Castelnau, pour la faire espouser au sieur de Carency, son fils, et s'estant saisi de toutes les maisons de ladite dame par le moyen de ceux qui y commandaient, dont il s'estoit assuré, elle fut réduite à se retirer dans une maison du bourg de Castelnau et de là chez le sieur de Feyrac ; et de là recourut au secours et assistance dudit sieur de Vivant, lequel en moins de trois mois eut remis en son obéissance toutes lesdites maisons, quoy que très fortes, qui sont Caumont, Thonneins-Dessus, Fauliet, Castelmoron, Goudourville, *Gavaudun* et les Millanges ; et ainsi ne restait que Castelnau, Fronsac et Coutras ès-mains du sieur de La Vauguion ⁽²⁾.

(1) L'Estoile, Brantôme, etc.

(2) *Faits d'armes de Geoffroy de Vivant*, publiés d'après le manuscrit original par Ad. Magen. Agen, 1887, p. 32.

Afreusement blessé à la bataille de Coutras, Vivant, alors maître de camp de la cavalerie légère, se fit porter à Gavaudun, « où le sieur Loyseau, chirurgien, le fit demeurer huit « jours sans boire ny manger que des gellées, des pruneaux « et croustes gluantes... et où il acheva sa guérison ⁽¹⁾. »

C'est de Gavaudun que partit son fils, le sieur de Doysac, une première fois pour aller voir sa fiancée, la demoiselle des Martres, au lieu de Bosc, de l'autre côté du Lot, alors que passant par le gué de Lustrac il fut assailli par une bande de gentilshommes catholiques et les chargea si bien qu'il en fit plusieurs prisonniers, mais leur rendit aussitôt la liberté, « pour ce qu'il marchait ce jour-là plus pour l'amour « que pour la guerre ⁽²⁾ » ; — une seconde fois, pour tomber sur les gens de son voisin et ennemi le sieur de Giversac et en faire une véritable hécatombe ⁽³⁾.

Enfin, c'est autour de Gavaudun que s'engagea en 1590 cette sanglante affaire, que Vivant raconte en ces termes :

« Après, ledit sieur de Vivant ayant congédié ses troupes pour se « préparer pour le susdit voyage de France, estant assez seul à Gavaudun, le sieur de Belisance ⁽⁴⁾, avec deux compagnies de gens « de pied, s'avançant vers Bergerac pour le mèsme voyage de France « print logis dans la terre de Blanchefort, appartenant à M^r de Roquefeuil, et puis vint veoir ledit sieur de Vivant à Gavaudun, avec « un soldat, où il coucha. »

Mais apprenant que le sieur de Roquefeuil avec d'autres capitaines catholiques, 120 maîtres et 300 arquebusiers, les attendait à La Sauvetat sur Lède pour défaire ses compagnies, Belsunce en fait part à Vivant, qui réunit tant bien que mal 11 hommes d'armes, 8 carabins et 2 trompettes, et

(1) *Faits d'armes de Geoffroy de Vivant*, pp. 46-47.

(2) *Idem*, p. 49.

(3) *Idem*, p. 60.

(4) Pour Belsunce. Il s'agit ici d'Antoine de Belsunce, tué plus tard au siège de Rouen en 1592.

tous deux, avec ce faible contingent, quittent Gavaudun et marchent à l'ennemi. Ils rencontrent les coureurs catholiques, les culbutent et arrivent devant La Sauvetat où était le gros de la troupe.

« Là, ledit sieur de Vivant se mit en bataille devant le bourg, fait
« sonner sa retraite, puis va à leur vue retirer à deux lieues de là
« les compagnies de M. de Bellesence, et les conduit en seurté à Gavaudun. Le s^r Honorat, frère de M. de Roquefeuil, y fut porté par
« terre au premier rencontre et blessé puis de quelques balles, plus
« meurtry et son cheval ; puis le sieur de Vivant, l'ayant rencontré sur
« son retour encore en vie, le fit conduire à Gavaudun et le bien penser en la présence des gens de M. de Roquefeuil, envoyés pour
« sçavoir son estat ; mais il expira la nuit entre leurs bras, au grand
« regret de M. de Vivant (1).

Le château de Gavaudun demeura, jusque peu avant sa mort, la propriété de Marguerite de Lustrac. Cette dernière avait abandonné sa fille Anne au château de La Vauguion, où, après la mort de son premier fiancé, elle se vit contrainte d'épouser, toujours par procuration, son frère cadet Henri des Cars, devenu par la mort de son frère prince de Carençy (1586). Mais la baronne de Caumont fit opposition à ce simulacre de mariage, constamment agitée, se mêlant avec ardeur aux luttes politiques, changeant de religion au gré de ses intérêts, d'abord catholique, puis protestante militante dévouée à la cause du Béarnais, puis faisant subitement volteface et passant dans le camp des Guise, au point d'aller offrir à Mayenne pour son fils le duc d'Aiguillon sa malheureuse enfant toujours prisonnière en Limousin. On sait comment Mayenne, séduit par la grosse fortune de l'hé-

(1) *Faits d'armes de Geoffroy de Vivant*, p. 62-63. Il s'agit ici d'Honorat de Roquefeuil-Blanquefort, second fils d'Antoine II de Roquefeuil, seigneur de Bonaguil et de Philippine de la Tour, son épouse en seconde noces. Sa mort, advenue au château de Gavaudun, fit passer ses terres de Blanquefort, non toutefois sans d'interminables procès, dans la maison du marquis de Pechpeyrou-Beaucaire. Voir notre *Etude sur le château de Bonaguil*, 3^e édition, 1897, pp. 84 et suivantes.

ritière, accepta cette combinaison et, soutenu cette fois par Vivant qui, décidément, n'avait rien à refuser à la baronne de Caumont, procéda, à la tête de toute l'armée catholique, en assiégeant le château de La Vauguion, au second et très ridicule enlèvement d'Anne de Caumont. Juchée sur un chariot la pauvre infortunée dut suivre l'armée de Mayenne jusqu'à Paris, où elle fut placée auprès de la duchesse de Mayenne ⁽¹⁾.

Nous n'insisterons pas davantage, dans cette courte notice historique, sur le troisième enlèvement d'Anne de Caumont que tentèrent, vers la fin de 1593, la mère et la fille cette fois d'accord, avec la protection d'Henri IV. Mayenne dut s'incliner devant l'autorité royale; et, la Ligue ayant pris fin et Anne de Caumont atteint sa majorité, elle fut mariée définitivement de par la volonté du Roi, qui régla lui-même les conditions du contrat, à François d'Orléans, comte de Saint-Paul, frère du duc de Longueville.

Le contrat porte la date du 16 janvier 1595 ⁽²⁾. Mais au moment de le signer, sa terrible mère refusa son consentement, pour la raison, disait-elle, que ses comptes avec sa fille n'avaient pas été réglés selon ses désirs. Elle finit cependant par céder; mais elle garda toujours rancune à sa malheureuse enfant, se sépara d'elle, et se retira en Périgord dans sa terre des Millandes près de Bergerac, où elle mourut deux ans après.

Dans son testament, daté du 17 juin 1597, elle institue pour son héritier universel le sieur de La Force, neveu de son mari, plus tard duc de La Force et maréchal de France, avec lequel elle avait toujours été en désaccord, et elle deshérite sa fille Anne, « attendu qu'elle a commis en mon en-
« droict plusieurs mauvais offices, m'ayant pris mes mai-

(1) Voir sur cet événement : de Thou, Brantôme, l'Estoile, etc.

(2) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 28.

« sons et seigneuries de *Gavaudun*, Terrasson et Lustrac,
« et d'icelles tiré hors mes garnisons, receveurs et servi-
« teurs que j'avois dedans ; lesquelles maisons elle détient
« encore, ensemble tous les vivres, meubles et titres que
« j'avois dedans, de la valeur de cent cinquante mille
« francs ou plus, et s'est efforcée de prendre toutes mes au-
« tres maisons, et par ce moyen me rendre toute misérable
« et me priver de ma nourriture et entretienement, à raison
« de quoi je la tiens en procès et la poursuis par la rigueur
« de la justice... etc ⁽¹⁾. »

D'après ce document, Anne de Caumont serait donc devenue châtelaine de Gavaudun à partir de son mariage, en 1595. Mais c'est surtout après la mort de sa mère que nous la voyons y exercer tous ses droits seigneuriaux, défendre avec acharnement son patrimoine contre les prétentions du sieur de La Force, héritier de Marguerite, et se montrer rebelle à toutes sortes de transactions.

Le comte de Saint-Paul, son mari, avait été nommé gouverneur de Picardie. Il s'installa somptueusement à Amiens dans l'hôtel des Trois Cailloux et y fit porter les plus beaux meubles qu'il possédait. Malheureusement ses capacités militaires furent insuffisantes pour conserver cette place au Roi. Amiens fut pris par les Espagnols en mars 1597 et le comte et la comtesse de Saint-Paul y perdirent tout ce qu'ils avaient. « Il est arrivé, écrit à ce sujet M. de La Force à sa femme, le 12 mars 1597, un grand accident aux affaires du Roi, de la prise d'Amiens par les Espagnols. L'on tient que M. et M^{me} de Saint-Paul ont perdu dans Amiens vaillant plus de deux cent mille écus ; les *belles tapisse-*

(1) Bibl. nat. Cabinet des Titres, Dossier de La Force, et Fonds du Périgord, t. xv des manuscrits réunis par MM. Leydet et Prunis, p. 95. — Cf : *Documents pour servir à l'histoire de l'Agenais*. Note, p. 126, etc. — Le testament de Marguerite de Lustrac a également été publié par M. le comte Baguenault de Puchesse, le savant éditeur des Lettres de Catherine de Médicis, après M. H. de La Ferrière,

« ries de Gavaudun (sic) y avaient été portées... etc ⁽¹⁾. »

Le château de Gavaudun possédait-il donc de si belles tapisseries à cette époque, que M. de La Force ait jugé utile dans sa lettre d'en consigner la disparition? Nous ne le croyons pas. Nous pensons qu'il y a plutôt ici une erreur de texte, et que, de même que dans le testament d'Anne de Caumont nous voyons écrit « la sainte chapelle de Gavaudun » pour « la sainte chapelle de Chateaudun », nous devons lire « les belles tapisseries de Chateaudun. » On sait, en effet, que ce remarquable château, vrai bijou du xv^e et xvi^e siècles, appartenait au comte de Saint-Paul, que les membres de sa famille reposaient dans sa merveilleuse chapelle et qu'il renfermait des meubles du plus grand prix. Il est donc permis de supposer que ce furent les tapisseries de Chateaudun, bien plutôt que celles de Gavaudun, à nos yeux très problématiques, qui avaient été portées à Amiens, à l'hôtel du gouverneur.

Avec le xvii^e siècle, l'histoire de Gavaudun présente un bien moindre intérêt.

Vivant modestement à Paris, tandis que le comte de Saint-Paul, vrai prodigue, dissipait toute sa fortune, Anne de Caumont ne vint que rarement dans ses terres de l'Agenais, quelquefois à Caumont où régnait en despote le fameux Hercule d'Argilemont ⁽²⁾, jamais à Gavaudun.

Plus heureux néanmoins que le château de Caumont, pris en 1621 par M. de La Force, repris par Mayenne, et finalement rasé en 1623 par ordre du duc d'Epéron ⁽³⁾, le châ-

(1) *Mémoires et Correspondance du duc de La Force*, t. 1, pp. 283-284. — Cf. : Tamizey de Larroque, l'abbé Alis, *op. cit.*

(2) Voir l'intéressante notice de M. Ph. Tamizey de Larroque : *Hercule d'Argilemont*, Bordeaux, Gounouilh, 1890. (Extrait des actes de l'Académie nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux.) — Cf. : *Histoire de Caumont*, par l'abbé Alis, ch. xi, pp. 175-193.

(3) *Histoire de Caumont*, *op. cit.*, ch. xii et xiii.

teau de Gavaudun dut à son site reculé de conserver à peu près intacts son corps de logis principal ainsi que son donjon.

Dans les actes publics, il fait toujours partie du patrimoine de la comtesse de Saint-Paul. Ainsi, en 1599, le présidial d'Agen rend une sentence « ordonnant à Etienne
« Martinet, fermier de la dame de Gavaudun de déposer
« les titres sur lesquels repose sa revendication de droits
« féodaux contre Pierre et Jean Mirabeaux ⁽¹⁾. »

Le 4 Mars 1605, les arpenteurs jurés du pays d'Agenais procèdent à la détermination des limites de la juridiction de Gavaudun, une des plus considérables du Haut-Agenais. Elle comprend les paroisses de Laurenque, de Salles et de Vauris. Sa contenance est de 6427 carterées. Plus tard en 1715, dans un autre relevé, le total de ses droits seigneuriaux se monte à 5000 livres ⁽²⁾.

En 1610, Pierre Rimonteill est reçu « juge de la baron-
« nie de Gavaudun, pour François d'Orléans, comte de
« Saint-Paul, gouverneur de Picardie ⁽³⁾. »

L'année précédente 1609, « Haute et puissante princesse
« Anne de Caumont... abandonne, sous forme de donation,
« à son fils unique Léonor d'Orléans les châteaux, tours et
« seigneuries de Castelnau sur Millandes, Chastelmoron et
« Thouneinx ⁽⁴⁾. » Dans cette importante donation, il n'est pas question de Gavaudun, qui reste sa propriété privée.

En revanche, six ans après, le 11 mars 1615, la comtesse de Saint-Paul, désabusée, délaissée par son mari et se consacrant de plus en plus aux bonnes œuvres, fait, à Paris, donation d'une rente de 1000 livres, « assise sur sa terre de

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 585.

(2) Idem, E. Suppl. 590 (11-17). Reg. in-folio de 365 feuilles. — Idem, Introduction, p. xxiv.

(3) Idem, B. 8.

(4) Idem, B. 38, p 391.

« Longwy au Perche et sur sa terre et seigneurie de Gaudun et ses appartenances et dépendances quelconques situées ès Agen... pour la dotation du couvent des Minimes de l'ordre de Saint-François de Paule, nouvellement fondé au faubourg Saint-Crespin de la ville de Chateaufort, sous le titre de Couvent de Jésus-Maria ⁽¹⁾. »

Anne de Caumont perdit son fils unique, le jeune duc de Fronsac, le 3 septembre 1622, à l'âge de dix-huit ans, dans une escarmouche sous les murs de Montpellier ⁽²⁾. Neuf ans après, le 7 octobre 1631, elle devenait veuve, par la mort du comte de Saint-Paul, dont elle était déjà séparée de biens et qui lui avait mangé à peu près toute sa fortune. Fronsac, Coutras, avaient dû être vendus. Il ne lui restait que Caumont et Gaudun, baronnies pour lesquelles elle rend hommage jusqu'au jour de son décès ⁽³⁾.

Anne de Caumont mourut à Paris, en odeur de sainteté, le 17 juin 1642 ⁽⁴⁾. Selon sa volonté, elle fut inhumée au couvent des filles Saint-Thomas qu'elle venait de fonder.

Une clause de son testament, publié *in-extenso* par le Père Chérot et daté du 12 juin 1642, mérite d'être ici retenue ⁽⁵⁾.

Avant d'instituer pour son légataire universel son neveu, Henri d'Orléans, duc de Longueville, l'époux de la fameuse Anne de Bourbon, qui devait devenir l'héroïne de la Fronde et être sacrée immortelle par Victor Cousin, Anne de Caumont donne, entre autres legs particuliers :

« A M^e Jean Baptiste d'Auray, chevalier, seigneur de

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 41, pp. 157 et suivantes.

(2) Dupleix, *Histoire de Louis XIII*, éd. 1663, Denis Bèchet, p. 229.

(3) Archives départementales de la Gironde, C. 2240.

(4) Voir, outre la *Vie d'Anne de Caumont* par le Père Hilarion de Coste, sa fin édifiante et ses dernières années toutes consacrées aux bonnes œuvres et aux fondations pieuses, dans la remarquable étude du Père Chérot, *op. cit.*

(5) Idem, Appendice, p. 135.

« Sérouville et à dame *Françoise de Souillac*, son épouse,
« et à chacun d'eux, la somme de vingt-deux mil livres tour-
« nois une fois payée. Et à *Pierre d'Auray* leur fils, appe-
« lé le chevalier, la somme de six milles livres tournois,
« aussy une fois payée, faisant les dictes trois sommes en-
« semble la somme de cinquante mille livres tournois. »

Nous ignorons quels liens de parenté unissaient Anne de Caumont ou son mari à cette famille d'Auray. Quoiqu'il en soit, ce legs de cinquante mille livres ne put très certainement pas lui être payé en espèces. Aussi, d'accord sans doute avec l'héritier universel, les d'Auray prirent-ils comme paiement la terre et le château de Gavaudun. En tous cas ils en sont propriétaires au lendemain même de la mort de la comtesse de Saint Paul.

Les d'Auray de Brie. — D'une ancienne famille originaire de Bretagne et habitant la Beauce, les nouveaux seigneurs de Gavaudun n'avaient aucune attache avec l'Agenais. Aussi, une fois nantis de cette baronnie, cherchèrent-ils immédiatement à l'aliéner. C'est ce qui nous explique la cause du contrat d'échange, dont la copie est conservée aux archives départementales de Lot-et-Garonne, « de la terre et
« baronnie de Gavaudun appartenant à Jean-Baptiste d'Au-
« ray contre la vicomté de Chateauneuf à la dame Jeanne
« de Pierrebuffières ⁽¹⁾. »

Nous y voyons en effet que « Jeanne de Pierrebuffières,
« dame, marquise de Chateauneuf et du vicomté de Combort,
« veuve de messire Jean de Gontaud de St-Geniès, chevalier,
« seigneur, baron de Cuzorn en Agenais..., déclare bailler,
« céder et transporter la terre, seigneurie et marquisat de
« Chasteauneuf, située dans le Haut-Limousin, et aussi la
« terre, seigneurie et vicomté de Combort au Bas-Limousin,

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 61.

« provenant toutes deux des successions de son frère et de
« son père... à Jean-Baptiste d'Auray, chevalier, seigneur de
« Sérouville, demeurant en son château de Sérouville,
« en Beausse... lequel, en échange, baille, cède et trans-
« porte à la dite dame de Cuzorn, la *terre, seigneu-*
« *rie et baronnie de Gavaudun*, seize en Agenois, mou-
« vant du Roy à cause de sa couronne et duché de Guienne,
« avec toutes ses appartenances et dépendances qui sont
« tant en la juridiction de Gavaudun qu'en celle de Villeréal
« et Monsaimpron... Consistant en maisons, bastimens, jus-
« tice haulte, moyenne et basse, etc., pour en jouir par la
« dite dame de Cuzorn, tant ainsi qu'en a jouy et jouis-
« sait M^e la comtesse de Saint-Paul, lors de son décès; la
« dite terre, seigneurie et baronnie de Gavaudun, joignant
« et aboutissant aux terres, juridictions et seigneuries de
« Biron, Pauliac, Monségur, Condesaigues, Monsaimpron,
« Cuzorn, Blanquefort et La Capelle-Biron... Et, pour ce
« qu'il y a de contestation pour raison de l'*hospital* qui
« est audit Gavaudun, il délivre à ladite dame tous les
« titres qu'il peut avoir concernant ledit hospital. » Le lot
de la dame de Pierrebuffière étant plus important, le sei-
gneur d'Auray s'engage à bailler pour soulte la somme de
cinq cent mille francs. Mais d'un autre côté, la dame de
Pierrebuffières, « pour la bonne amitié et affection qu'elle
« porte audit de Sérouville et à la dame Françoise de
« Souillac, sa cousine, leur donne ladite plus value des-
« dites terres de Chateauneuf et de Combort, oultre et par-
« dessus ladite terre de Gavaudun et soulte ci-dessus spé-
« cifiée. Fait à Paris, le 14^e jour de janvier 1644. »

Pour des motifs que nous ne connaissons pas, ce contrat d'échange ne reçut aucun effet. Jeanne de Pierrebuffières ne reparait plus qualifiée du titre de dame de Gavaudun, tandis que les d'Auray exercent encore, pendant près de cinquante ans, sur cette terre tous les droits seigneuriaux.

Dans son contrat de mariage avec Elisabeth de Bourzolles, à la date du 6 juin 1669, René d'Auray, fils de Jean-Baptiste d'Auray, chevalier, seigneur de Sérouville, gentilhomme de la chambre du Roi, etc. est qualifié marquis de Gavaudun ⁽¹⁾. Puis, ce sont de nombreuses pièces de procédure, en 1671, 1672, 1677, etc., où Françoise de Souilhac, sa mère, porte ce titre de « dame de Gavaudun. » ⁽²⁾ Dans le dénombrement de 1677, la terre et baronnie de Gavaudun, est dite appartenir à messire René d'Auray ⁽³⁾. Il est même spécifié à cette date, dans un mémoire de l'intendant Faucon de Riz, que la localité de Gavaudun contient un temple de la religion prétendue réformée, mais que le consulat n'y est pas my-parti ⁽⁴⁾. Ce temple fut fermé, peu de temps après, par suite de la révocation de l'Edit de Nantes ⁽⁵⁾.

Enfin, remontant quelques années auparavant, signalons pendant l'occupation des d'Auray une très curieuse note, insérée dans un registre paroissial de Montagnac-sur-Lède par le sieur Combette, recteur de cette paroisse, où il est dit textuellement que : « Le 22 janvier 1653, à la pointe du « jour, la garnison de Villeneuve et Pène a mis le feu à « Gavaudun, pillé quelques maisons, emmené quelques pri- « sonniers et quantité de bétail de la campagne ⁽⁶⁾. »

On sait qu'en quittant la Guienne, le prince de Condé y laissa de nombreux partisans, que des troubles sérieux éclatèrent après son départ dans Agen, que le comte d'Harcourt mit le siège devant Villeneuve, vaillamment défendue

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 80, p. 342.

(2) Idem, B. 985, 989, 1015.

(3) Archives départementales de la Gironde, 2246.

(4) Archives hist. de la Gironde, t. xv, p. 485. Cf. : Archives nationales, TT, 287.

(5) Idem, t. xv, pp. 512-516. Cf. : Archives nationales, TT, 287.

(6) Archives communales de Lot-et-Garonne. Supplément à la série E. Archives de Montagnac-sur-Lède, GG. 1. Il est à remarquer que la note dit simplement « à Gavaudun » et non au château de Gavaudun.

par le marquis de Théobon, et qu'après avoir pendant quatre mois (avril-juillet 1652) vainement tenté de s'emparer de cette ville, il dut se retirer vers le nord, ne laissant de son passage que ruines et dévastations. On peut donc regarder cet incendie de Gavaudun par les troupes royales, qui n'est du reste signalé dans aucun autre document, comme un des derniers épisodes des troubles de la Fronde et une des conséquences de l'indiscipline qui régnait alors dans les garnisons, même soumises à l'autorité du Roi.

Au XVIII^e siècle, les d'Auray de Brie revendent à Godefroy de Secondat, baron de Montesquieu, cousin du célèbre président, la terre de Montagnac-sur-Auvignon, qu'ils détenaient depuis 1685. Ils étaient aussi à cette époque seigneurs de la terre d'Artigues en Agenais ⁽¹⁾. Dans chacun de ces actes ils prennent le titre de marquis de Gavaudun ⁽²⁾.

Pourtant, depuis longtemps déjà, Gavaudun ne leur appartenait plus.

Au lendemain même du jour où les d'Auray sont mentionnés dans le testament d'Anne de Caumont, leurs affaires se trouvent dans le plus mauvais état. L'échange de Gavaudun contre le marquisat de Chateaufort n'ayant pu aboutir, ils en restèrent propriétaires jusqu'en 1686, en la personne d'abord de *Jean-Baptiste d'Auray* et de sa femme Françoise de Souillac, puis de leur fils, *René d'Auray*, enfin de leur petit-fils *Jacques-Armand d'Auray*, héritier de son aïeule, la dame de Souillac.

C'est peut-être à ce moment que s'accrédita la légende, d'après laquelle le seigneur de Gavaudun, dont le nom du reste n'est pas indiqué, perdit au jeu la seigneurie qui lui

(1) Archives de Mme de Raymond. Dossier général, n° 117, d'après les archives du château d'Arasse à M. le marquis G. de Saint-Exupéry.

(2) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 308. — Cf. : *Monuments féodaux du département de Lot-et-Garonne*, par J. Bourrousse de Laffore, p. 45.

venait d'Anne de Caumont, et, favori de la cour de Louis XIV, s'en consola facilement par le couplet suivant, improvisé par lui en quittant la partie :

- « Le Roi Jacques et Gavaudun
- « Ont tous les deux un sort commun :
- « L'un vient de perdre l'Angleterre,
- « Au jeu l'autre a perdu sa terre ⁽¹⁾. »

Il est avéré dans tous les cas qu'en l'année 1686 une nuée de créanciers s'abattit sur le seigneur d'Auray : le marquis de Belsunce, Jeanne de Caumont, épouse du marquis d'Orbecq, Jeanne de Fabas, marquise de Pourdiac, un sieur de Vassal, et aussi un prêtre anglican Edouard Erinethon, directeur d'un couvent de religieuses Anglaises aux Fossés Saint-Victor à Paris. Tous demandaient que pour se couvrir de leurs créances il fut procédé à l'adjudication de la terre de Gavaudun.

Déjà le 5 novembre 1646, c'est-à-dire deux ans après le décès de la comtesse de Saint-Paul, la marquise de Fabas avait opéré une saisie réelle sur cette seigneurie. Mais elle fut momentanément désintéressée.

Les affaires des d'Auray ayant empiré, la vente de Gavaudun fut ordonnée par arrêt du Parlement. Elle eut lieu, le 30 juillet 1686, au bénéfice du marquis de Belsunce, qui fut déclaré « adjudicataire par décret de ladite terre et seigneurie de Gavaudun pour la somme de 64,000 livres. » Mais les autres créanciers, et avec eux le principal intéressé, le jeune marquis d'Auray, protestèrent « contre la précipitation de cette vente » et demandèrent qu'il fut procédé à une nouvelle adjudication. La marquise de Fabas déclara vouloir se porter pour 80,000 livres ; la marquise d'Orbecq pour 120,000 livres, etc. Bref, l'affaire vint devant le Parle-

(1) Légende rapportée par M. Bourrière, architecte, dans ses notes inédites sur le château de Gavaudun.

ment de Paris en janvier 1690. Quatre audiences furent consacrées aux plaidoiries. Mais les plaignants furent déboutés de leurs demandes; et, par arrêt définitif du 27 janvier, la Cour maintint la première adjudication de la baronnie de Gavaudun sur la tête du marquis de Belsunce ⁽¹⁾. Ce dernier en prit aussitôt possession (1690).

Les Belsunce. — Est-ce à titre de créancier des d'Auray, ou bien comme parent d'Anne de Caumont, par alliance, qu'Armand de Belsunce poursuivit l'adjudication de la terre de Gavaudun ? Nous ne pouvons le dire. Toujours est-il qu'il avait épousé une cousine de la comtesse de Saint-Paul en la personne d'Anne de Caumont-Lauzun, fille de Gabriel Nompar de Caumont, comte de Lauzun et de sa seconde femme Charlotte de Caumont-Laforce, sœur du fameux duc de Lauzun et petite-nièce du célèbre maréchal de La Force. C'est même en vertu de ce mariage qu'Armand de Belsunce reçut du vieux maréchal, présent au contrat (21 juillet 1668), la terre et seigneurie de Castelmoron ⁽²⁾.

La famille de Belsunce, d'ancienne souche, était originaire de la Basse-Navarre. Une branche cadette vint s'établir en Agenais au commencement du ^{xvii}^e siècle. Jacques de Belsunce, troisième fils de Jean V, aide de camp des armées du Roi en 1631, acheta en effet vers cette époque à Maximilien et à Philippe de Durfort la seigneurie de Born, près de Villereal. Il en rendit pour la première fois hommage en 1647. Sa situation devint vite considérable. Il fut un des principaux chefs du parti calviniste, et deux de ses filles, Charlotte et Louise, épousèrent chacune un membre de l'illustre famille de Caumont.

(1) Voir pour cette affaire très intéressante les pièces de procédure conservées aux Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 1379.

(2) Lachesnaye des Bois, t. II. Art. Belsunce, p. 895.

Leur frère aîné *Armand de Belsunce*, époux d'Anne de Caumont-Lauzun, fut un des brillants officiers du régiment de Schomberg. Il prit part comme capitaine à l'expédition de Portugal en 1667, passa dans le régiment royal et finalement fut nommé sénéchal et gouverneur des sénéchaussées d'Agenois et de Condomois, le 30 mars 1699, non toutefois sans avoir, après la révocation de l'Edit de Nantes, embrassé avec toute sa famille la religion catholique ⁽¹⁾.

Il est peu probable que ce marquis de Belsunce, premier baron de Gavaudun, ait jamais habité le vieux manoir. Sa résidence habituelle était le château de Born ⁽²⁾, et aussi la maison noble de Castelmoron sur les bords du Lot, qui avait remplacé le château du moyen-âge. Toutefois nous le voyons y exercer ses droits seigneuriaux avec un soin d'autant plus jaloux que les d'Auray, qui se qualifiaient toujours de marquis de Gavaudun, semblaient lui en disputer encore la possession. C'est ainsi, et comme baron de Gavaudun, « qu'Armand, marquis de Belsunce et de Castelmoron octroie, le 5 septembre 1694, à M^e Jean Gigounoux, avocat au Parlement, l'état et office de juge en sa baronnie et juridiction de Gavaudun, etc., ⁽³⁾. »

De son mariage avec Anne de Caumont-Lauzun, il eut cinq enfants :

1^o *Armand*, II^e du nom, né au château de La Force le 18 août 1669, colonel en 1701 au régiment de Nivernais, brigadier des armées du Roi en 1709, et mort des suites de ses blessures pendant la campagne de Flandres, le

(1) Lachesnaye des Bois, Moreri, etc., art. Belsunce.

(2) Voir la description que le R. P. Dom Bérengier fait du château de Born dans sa remarquable étude : *Vie de Monseigneur Belsunce*, t. 1, p. 8 (2 vol. in-8° 1887). — Cf. : *Souvenirs du château de Born, Monseigneur de Belsunce*, par M. le chanoine A. Capot. (*Recueil de la Société Académique d'Agen*, 2^e série, t. II, 1872.)

(3) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 109.

18 juillet 1712. De son mariage avec Anne du Buisson de Bournazel il ne laissait aucun enfant ⁽¹⁾.

2° *Henri-François-Xavier*, né au château de La Force, le 21 décembre 1670, et qui, nommé le 5 avril 1709 évêque de Marseille, devait par son courageux dévouement, lors de la fameuse peste de 1720, illustrer à jamais son nom ⁽²⁾.

3° *Antonin*, capitaine de frégate, mort à Saintes, le 28 octobre 1712.

4° *Charles-Gabriel*, qui suit.

5° *Anne-Marie-Louise*, abbesse, d'abord de Saintes, puis du Ronceray d'Angers, le 19 mars 1709.

Armand I de Belsunce vécut fort âgé. Il mourut le 23 juin 1728 au château de Born, à l'âge de 90 ans. « C'était, » écrit Cécile Fontanieu, sa belle-fille, dans son livre de « raison, un parfait honnête homme qui a été regretté de sa famille et de tous ceux qui le connaissaient ⁽³⁾. » Sa mort à un âge aussi avancé nous explique pourquoi ses deux fils aînés, Armand et Antonin, décédés avant lui, ne sont pas qualifiés baron de Gavaudun.

Henri-François Xavier étant d'église, cette terre passa donc avec celles de Born et de Castelmoron, et à cette date seulement, sur la tête de son quatrième enfant, Charles-Gabriel, qui continua la descendance.

Charles-Gabriel de Belsunce, marquis de Castelmoron, colonel du régiment de Belsunce, capitaine-lieutenant des gendarmes bourguignons en 1713, chevalier de Saint-Louis, avait été pourvu du vivant de son père, en 1717, de la charge de sénéchal et gouverneur des sénéchaussées d'Agenais et de Condomois, devenue héréditaire dans sa famille. Brigadier de cavalerie en 1719, il avait épousé le 30 avril 1715

(1) Lachesnayé des Bois, art. Belsunce. — Cf. : Dossier de Raymond, n° 84.

(2) Voir : *Vie de Monseigneur de Belsunce*, par le R. P. Bérengier, *op. cit.*

(3) Idem, t. II, ch. XXI, p. 31.

Cécile-Geneviève de Fontanieu, dont le livre de raison, pieusement conservé dans la famille, a révélé à l'historiographe de l'évêque de Marseille de si touchants souvenirs ⁽¹⁾.

Charles-Gabriel de Belsunce mourut en 1739, ainsi que le témoigne la lettre pleine de cœur que l'éminent prélat écrivit à un de ses amis, peu après ce deuil, et où il relate toutes les qualités de son frère bien-aimé ⁽²⁾. Il ne laissait qu'un fils, *Antonin-Armand*, grand louvetier de France en 1736, marié en 1737 à Charlotte Alexandrine Sablet d'Hendicourt, et qui mourut, à la fleur de l'âge, le 17 septembre 1741, ne laissant qu'un fils, *Louis-Antonin*, à peine âgé de deux mois.

« J'aimais mon neveu, écrivait à cette date l'évêque de
« Marseille, au curé de Saint-Amans ; j'aimais ma maison.
« Je perds l'un et je vois la destruction de l'autre. On veut
« me consoler en me parlant des regrets que la Cour, que
« la Ville, que l'armée ont donné à mon neveu et des lar-
« mes dont on me dit que le Roy a honoré sa mémoire ; et
« tout cela ne sert qu'à mieux me faire connaître le prix de
« ce que j'aimais et de ce que je n'ay plus ⁽³⁾. »

Les craintes de Mgr de Belsunce n'étaient heureusement pas fondées. *Louis-Antonin* hérita de tous les titres et de toutes les terres de ses ancêtres, de Born, de Castelmoron, de Gavaudun, etc. Il épousa, le 2 janvier 1763, Adélaïde Elisabeth d'Hallencourt de Drosménil, dame d'honneur de Madame, qui mourut à Bagnères, le 4 octobre 1770, à peine âgée de vingt-cinq ans ⁽⁴⁾. Elle ne laissait aucun enfant. Son mari, dernier rejeton de la branche des Belsunce de l'Agenais,

(1) *Vie de Monseigneur de Belsunce*, t. II, p. 31.

(2) *Idem*, t. II, p. 246.

(3) *Lettres et billets inédits de Monseigneur de Belsunce, évêque de Marseille*, publiés par M. Tamizey de Larroque, Paris, Picard, 1897. — Cf. : Dom Bèrengier, *oper. cit.*

(4) Lachesnaye des Bois, art. Belsunce. Voir les armes de cette famille, p. 896.

était encore propriétaire de Gavaudun en 1777 et 1779, années où, dans diverses reconnaissances, il est qualifié baron de ce lieu ⁽¹⁾. Le marquis de Belsunce émigra à Londres. Il y mourut en 1796 ⁽²⁾.

Vendit-il au moment de la Révolution, ou un peu avant que l'orage eut éclaté, sa terre de Gavaudun ? Il est probable que oui, attendu que dès l'an II nous la trouvons en la possession de la famille de Fumel.

Les Fumel-Monségur. — Le 3 floréal an II, en effet, (22 avril 1794), il est procédé à la vente des meubles contenus dans le château de Gavaudun, « appartenant à Philibert « de Fumel-Monségur, émigré ⁽³⁾. »

La branche de Fumel-Monségur, établie d'abord au château de Monségur en Agenais, puis à Paris, formait un rameau détaché de la famille de Fumel, une des plus anciennes et des plus illustres du haut Agenais ⁽⁴⁾.

Le nouveau seigneur de Gavaudun, Philibert de Fumel-Monségur, était né à Agen en 1742. D'abord maréchal de camp des armées du Roi, puis lieutenant-général commandant la province du Lyonnais, il fut député de la noblesse de la sénéchaussée d'Agenais aux Etats-Généraux de 1789. « Il vota d'abord, nous apprend sa biographie, avec le côté « gauche de l'Assemblée, puis se rangea du côté droit et « s'opposa au don de 900,000 livres, offert à l'Assemblée « Constituante par la ville de Genève, en disant qu'il n'était « pas de la dignité de la France de recevoir l'aumône. » Le 26 mars 1790, il s'éleva contre le projet de la contribution patriotique et se plaignit à cette occasion des feuilles incen-

(1) Archives municipales de Montagnac-sur-Lède (Lot-et-Garonne). (Supplément à la série E.)

(2) Dom Bérengier, *op. cit.*, t. II, p. 248, note.

(3) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Biens nationaux. Série Q.

(4) *Nobiliaire de Guyenne et de Gascogne*, par O'Gilvy, t. I., art. Fumel.

diaires qui égaraient l'esprit du peuple. Il émigra en 1792, après avoir adressé au général de Custine une lettre contenant l'exposé de ses principes sur la monarchie constitutionnelle ⁽¹⁾. Le marquis de Fumel épousa, en premières noces, le 19 février 1770, Marie-Françoise d'Aldart ; puis, en secondes noces, Charlotte-Henriette du Tillet ⁽²⁾.

Les biens du marquis de Fumel, émigré, furent aussitôt saisis par la nation.

Les derniers propriétaires. — Dès 1793, nous apprend M. Bourrière dans son rapport manuscrit, le château de Gavaudun, « dont les constructions existaient presque en entier » à cette époque, et qui, au dire des habitants du pays, était « parfaitement habitable, fut détruit par ordre du district » sous la direction d'un sieur Chaudurier, commissaire envoyé « à cet effet, et l'emplacement vendu comme bien national. »

La vente dura plus de deux ans. Ce fut d'abord le tour des meubles, le 3 floréal an II (22 avril 1794). Puis vinrent les immeubles environnants, bois, prés, vignes, moulin à eau ⁽³⁾, métairie de Fourestié, etc., enfin le château lui-même.

Le 2 janvier 1796 (12 nivôse an IV), l'administration du district de Monflanquin avait déjà donné par bail à ferme au sieur Ballande fils aîné le ci-devant château de Gavaudun pour la somme de 1,475 francs en assignats, sur le cautionnement de citoyen Gerveau de Cancon ⁽⁴⁾.

(1) Nobiliaire de Guyenne et de Gascogne, par O'Gilvy, t. 1, p. 44. (*Biographie moderne.*)

(2) Lachesnay des Bois, art. Fumel, p. 734, t. VIII.

(3) Le 27 messidor an IV (15 juillet 1796), le moulin de Gavaudun fut adjugé au sieur Antoine Baret pour la somme de 5,130 francs. Puis il passa, avec toutes les bâties dépendantes de l'ancien hôpital, entre les mains de M. Germain Dalché de la Rive d'Esplanel, demeurant à Gavaudun. Il est depuis 1893 la propriété de M. Delbrel, meunier à Gavaudun. (Notes communiquées par M. Etcheverry, d'après les registres communaux.)

(4) Archives municipales de Gavaudun. Fragment d'un cahier de mutation.

Six mois après, cet édifice était compris dans la soumission du sieur Pierre Fort, marchand à Gavaudun, à qui le sieur Mannoury, de Monflanquin, avait vendu, le 3 nivôse an IV (24 décembre 1795), pour 25,000 livres de biens nationaux en assignats ⁽¹⁾. C'est ce que nous apprend l'intéressant procès-verbal d'estimation suivant, daté du 13 thermidor an IV (31 juillet 1796) :

« Domaine national de Gavaudun, compris dans la soumission du
» sieur Fort aîné :

« Et après avoir examiné l'état des bâtimens et édifices du *vieux*
« *château de Gavaudun*, appartenant au ci-devant Philibert Monsé-
« gur (Fumel), émigré, situé au chef-lieu de Gavaudun, commune et
« canton de Montagnac, lequel dit château est entièrement détruit et
« inhabitable, composé de plusieurs chambres délabrées, ci-devant
« recette en bon état, fours et petite écurie, tout contigu et dépen-
« dant dudit ci-devant château avec aysines y adjacentes, non com-
« pris et réservé au contraire, en vertu de notre susdite *commission*,
« les entiers édifices qui sont sous le château du côté de la *ville*, com-
« posés de quatre chambres en haut, et le dessous d'icelles avec une
« petite décharge et partie de l'avant court dudit ci-devant château,
« pour faire un jardin pour l'établissement d'un instituteur.....
« Nous, syndics nommés par délibération de l'administration du dé-
« partement, après avoir murement réfléchi, considéré la longueur,
« largeur et hauteur de tous les bâtimens et édifices dépendants dudit
« ci-devant vieux *château de Gavaudun*, sommes d'avis que lesdits
« objets donnaient en 1790 un revenu net et annuel de la somme de
« 135 francs, cette dernière multipliée par 18 fois donne un capital
« de 2.430 francs, etc. ⁽²⁾. »

Le sieur Fort ne resta pas longtemps propriétaire du château de Gavaudun qui dut passer presque aussitôt entre les mains de la commune. L'acte d'achat malheureusement n'a pas été conservé. Il n'en existe aucune copie à la mairie de Gavaudun, et la minute, rédigée cependant, nous a-t-on

(1) Notariat de Monflanquin. Etude Enduran, aujourd'hui à M. de Bérail.

(2) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Série Q. Biens nationaux.

dit, dans l'étude de Monflanquin, qui appartient aujourd'hui à M. de Bérail, demeure introuvable.

Néanmoins, le fragment du cahier de mutation précité, qui existe encore, quoique dévoré à moitié par l'humidité, dans les archives municipales de Gavaudun, nous apprend qu'à la date de 1803 (an XII) « restent à la charge de la commune, « les chambres, batisses et un petit jardin dans la « cour ⁽¹⁾. »

Depuis lors, c'est-à-dire le commencement du siècle, le château de Gavaudun est demeuré la propriété de la commune.

Son donjon a été classé depuis longtemps comme monument historique. A ce titre, il a reçu à diverses époques, 1833, 1863, 1876 ⁽²⁾, et plus fréquemment encore ces dernières années, du Conseil général de Lot-et-Garonne, une allocation qui varie entre 200 et 1,000 fr. francs.

— Par son site pittoresque autant que par l'étrangeté de ses ruines le château de Gavaudun attire chaque année la foule des visiteurs. Il y a peu de temps encore des fêtes officielles y ont été données : et quelques-uns des ministres, que fournit si abondamment le Lot-et-Garonne, ont eu soin de s'y rendre tour à tour, non sans amener chaque fois avec eux tout un groupe d'élite d'artistes parisiens.

Rappellerons-nous la visite mémorable de M. Fallières, ministre de la justice, en juillet 1891 ? Et plus tard, en septembre 1894, celle de M. G. Leygues, alors ministre de l'Instruction publique et des Beaux Arts ? Mieux que nous

(1) Archives municipales de Gavaudun. Note fournie par M. Etcheverry, instituteur à Montagnac-sur-Lède, à qui nous devons la plupart de ces renseignements sur l'époque révolutionnaire, et dont le zèle et l'extrême obligeance pour nous faciliter notre tâche méritent une fois de plus notre gratitude et nos plus vifs remerciements.

(2) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Dossier relatif aux monuments historiques.

ne pourrions le faire, laissons parler le rapporteur officiel du *Figaro*, qui était au nombre des convives :

« Le déjeuner commençait à peine qu'une voix puissante et fantastique emplît tout à coup la vallée :

« C'est *Auguez*, de l'Opéra, qu'une curiosité plus forte que la faim a poussé jusqu'aux bords du précipice, sur les pierres en ruines où s'assied la vieille tour, et qui, de là-haut, essaie sa voix :

« *Nonnes qui reposez sous cette froide pierre....*

« L'effet du récitatif de *Robert le Diable*, dans ce décor de nature grandiose et désolée, est tel qu'un enthousiasme soudain s'empare de la caravane et que les artistes qui voyagent avec nous veulent tous à leur tour entreprendre l'escalade.

« Ils grimpent et ils apparaissent tout petits des bords de la rivière où nous sommes et leurs gestes semblent immenses. Après *Auguez*, *Escalaïs* chante une berceuse exquise, et de là-haut sa voix descend à nous, nette et pure, enveloppée d'une aérienne mélodie..... C'est le violon de *M^{lle} Juliette Dantin*, blottie dans les ronces, qui l'accompagne.

« Et le charme de cet invisible chant, qui semble s'exhaler mystérieusement de la vieille tour, est indescriptible.

« Puis, c'est *Baillet* qui nous dit les strophes adorables de *Stella* et les beaux vers de *Lucie* d'Alfred de Musset, toujours bercés par l'invisible mélodie, et dont chaque mot sonne aussi clairement à nos oreilles que s'il disait à vingt pas de nous.

« Encore ! Encore ! hurle la caravane. Et alors, chose unique, *M. et M^{me} Escalaïs* et *M. Auguez*, avancent doucement au bout de l'entablement qui borde au-dessus du gouffre le pied de la tour, et, se tenant par la main, comme gagnés eux-mêmes par l'ivresse de ces sensations nouvelles, ils entonnent à pleine voix le trio de *FAUST : Anges purs, Anges radieux !* »

Nous ferons grâce à nos lecteurs de l'enthousiasme qui gagna à ce moment tous les convives, à commencer par les chefs de la caravane, et que continua de décrire trop complaisamment le *Figaro* ⁽¹⁾.

(1) Voir le *Figaro* du 9 juillet 1891 : *Un concert dans les ruines*.

Qu'il nous suffise de certifier que le vieux manoir des Lustrac et des Caumont dut, après tant d'années de silence, tressaillir d'aise et qu'il oublia un instant, sous les chaudes caresses de la musique et de la divine poésie, les mauvaises heures de 1793, comme aussi les stupides profanations dont alors il fut victime.

N'est-ce pas le cas de dire, une fois de plus, qu'en notre doux pays de France « tout finit par des chansons ! »

PH. LAUZUN.



ÉTUDE
SUR LES
STATUTS, ACTES DES CONSULS & DÉLIBÉRATIONS DE JURADE
DE LA COMMUNE ET JURIDICTION
De Villeneuve-d'Aginois
(De Juin 1260 à Octobre 1785)

(SUITE)

Dès le 15 septembre, le conflit éclate, M^r de Savignac, premier consul, dit qu'il avait reçu de M^r de La Cour, capitaine des gardes de M^{gr} le maréchal de Lorge, une lettre donnant avis aux consuls que Son Excellence exigeait d'eux une liste des personnes les plus capables d'être portées à la charge de consul de cette ville. Il a obéi aux ordres de M^{gr} le Maréchal, et présenté une liste, conformément à ces instructions ; de laquelle, M^{gr} le Maréchal a choisi M^r de Lansac pour le premier rang, M^r de Cocquard pour le second, M^r de Lartigue pour le troisième, et le sieur Monfourton pour le quatrième. Toutefois, M^r de Savignac se trouve obligé de dire que, mon dit seigneur lui ayant demandé si le sieur Cocquard devait précéder le sieur Lartigue, il lui répondit, sur de faux mémoires qu'on lui avait donnés, que le sieur Cocquard avait été consul, et même avant le sieur Lartigue ; sur quoi, mon dit seigneur était déterminé à maintenir le sieur Cocquard au deuxième rang. Cependant, après s'être plaint à certains particuliers de la fausseté des mémoires qu'on lui avait donnés, non pas pour le mérite, mais bien pour l'assurance que ledit Cocquard avait été consul, M^r de Savignac se trouve encore obligé de représenter à la communauté que l'intention de M^{gr} le Maréchal était bien de porter lesdits nommés en charge. Mais il ne croit pas que Monseigneur ait prétendu causer le préjudice que la disposition du rang pourrait faire à chaque particulier, et il leur conseille beaucoup d'avoir recours à lui, pour les rangs, après avoir exécuté ses instructions, en faisant prêter serment à chacun des nommés, de la manière accoutumée. Sur quoi, l'assemblée délibère qu'elle obéit, ponctuellement, à la lettre de M^{gr} le Maréchal, et, qu'à

ces fins, les nouveaux nommés prêteront serment, conformément à ladite lettre.

Du même jour, nous lisons le procès-verbal suivant : « Par devant » nous, Jean de Baratet, conseiller magistrat, juge royal civil et » criminel, assesseur commissaire examinateur, dans la ville de » Villeneuve et juridiction d'icelle, a comparu le sieur de Savignac, » premier consul, en compagnie de ses collègues ; et, en présence de » Jean de Baratet, procureur du Roi, nous a dit que M. le maréchal » de Lorge, lui avait fait délivrer une lettre, pour raison de l'élec- » tion consulaire de l'année prochaine, la quelle lettre il aurait » portée dans le Corps-de-Ville, où par acte d'aujourd'hui, a été » délibéré qu'on obéira à la lettre, ponctuellement, dans toutes ses » circonstances, ce qui oblige le sieur de Savignac, en obéissant aux » intentions et ordres de Son Excellence, et suivant l'acte de Jurade » fait sur ce sujet, à nous requérir de faire faire la lecture, tant de » la susdite lettre que du susdit acte de Jurade, et, qu'à ces fins, » messire de Lansac de Vans, de Cocquard bourgeois, Lartigue » bourgeois et le sieur Monfourton le jeune, ayant été nommés dans » la lettre, aient à prêter serment. Et, tout de suite, M^{rs} de Lansac, » Monfourton prêtent le serment ; et les sieurs Cocquard et Lartigue » sont invités à venir le prêter. Et, alors s'est présenté le sieur » François Lartigue, bourgeois et apothicaire, le quel a dit qu'étant » appelant de l'élection contre de Cocquard, pour le second rang, » *au préjudice du public*, vu que le dit Cocquard est novice, et le dit » Lartigue jurat, ayant été autrefois revêtu des charges consulaires, » assez pour avoir réparation de la surprise faite à la religion de » son Excellence Mgr le Maréchal ; étant inoui qu'on subisse pren- » dre hors jurade, au préjudice des usages et coutumes, il fait le dit » appel pour avoir réparation par devant Mgr le Maréchal, devant » le quel il se propose de se pourvoir, et devant tout autre supérieur » à qui la connaissance appartiendra, s'opposant à ce que le dit » Cocquard soit reçu à prêter serment autrement qu'au troisième » rang, le deuxième étant au dit sieur Lartigue, de droit, comme » entier jurat. Le Procureur du Roi, ayant alors requis que, suivant » la lettre de son Excellence et l'acte de Jurade de ce jour, les dits » sieurs Cocquard et Lartigue prêteront serment, sans préjudice de » tenir charge et aux parties de se pourvoir, ordonne que Cocquard » et Lartigue prêteront serment, sans préjudice aux parties de ce » pourvoir pour leurs rangs. »

Mais cet ordre est de nul effet. Le 17, Lartigue reparait devant le

juge royal, toujours aussi obstiné dans son refus d'obéir. « Il lit et » présente l'appel et opposition par lui faits sur l'élection de Cocquard; concernant le rang, pour les raisons déduites de son dire, » du 15 de ce mois; et sans courir ledit appel et opposition pour le » dit rang seulement, et sous la réserve de se pourvoir devant M^{re} le » Maréchal pour avoir réparation de la méprise et surprise faite sur » le dit rang, attendu qu'il est un entier jurat et que Cocquart n'est » que novice; pour la justice du Roi et du public, il accepte le serment de la dite charge de consul, *mais au deuxième rang*; et, » pour cet effet, il se présente. Signé, Lartigue, aux conditions de » son dire. »

Lartigue persistant, le procureur du Roi et le juge royal persistèrent aussi. M. de Baratet, procureur du Roi, prend la parole. « Attendu que Lartigue se présente, je requiers qu'il aït à prêter » serment, sans préjudice de ses oppositions pour le règlement du » rang comme bon lui semblera, » et le juge rend son jugement conforme. « Sur quoi, faisant droit de la réquisition du procureur du » Roi et offres du sieur Lartigue, aux conditions de son dire, est » ordonné que, suivant la lettre de M^{re} le Maréchal et acte de Jurade, Lartigue prêtera serment, sans préjudice au dit Lartigue de » se pourvoir pour le rang. »

Le châtouilleux apothicaire cède, enfin ! Il prête serment comme consul au troisième rang, mais, toujours, aux réservations de son dire et protestations. Le lendemain, 18 septembre, c'est lui qui a l'honneur de présider la séance, son compétiteur Cocquard et M^{re} de Lansac, premier consul, s'étant abstenu d'y paraître. Il a à faire part d'une entreprise nouvelle contre les privilèges et coutumes, autrement importante que la question des rangs et préséances consulaires. Planton, ci-devant consul, a remis au Corps-de-Ville un arrêt du Conseil, avec une ordonnance des officiers de l'Election d'Agenais, à la réquisition du procureur du Roi de la dite élection du 26 août dernier, portant que dans l'inventaire, après la publication, les consuls des villes et communautés de ce ressort, qui ont des revenus communs et d'octroi, remettront, au greffe de la Cour de la dite Election, les contrats des derniers baux-à-ferme qui ont été faits, pour être procédé, ensuite, aux publications et nouvelles adjudications, si le cas y échoit, suivant et conformément au dit arrêt, à peine de 25 livres d'amende contre chacun des consuls desdites villes et communautés, et de demeurer responsables, en leur propres, du retardement. Il est, encore, donné lecture de l'ordonnance

de l'intendant, et d'une lettre où il mande et envoie aux consuls un état de ce que la viande, le pain bis et blanc, le boisseau d'avoine, le quintal de foin, aura valeur les trois derniers marchés du présent mois. L'intendant demande, aussi, si les consuls connaissent quelqu'un qui soit capable de fournir l'étape aux troupes. Sur quoi, l'assemblée délibère que, en ce qui concerne l'arrêt du Conseil de MM^{rs} les officiers de l'Election d'Agen, les consuls sont priés d'envoyer, en diligence, les derniers contrats d'affermé des revenus de la communauté, en suivant l'arrêt du Conseil pour l'Ordinaire des dits officiers de l'Election; et, à l'égard de la lettre de l'intendant, qu'on y obéira, ponctuellement. *Toutefois, les consuls sont priés de démontrer et présenter que les revenus des émoluments de cette communauté sont patrimoniaux et non communaux ni d'octroi; et, enfin, qu'ils ne sont dans le cas de l'arrêt du Conseil.*

Obéir ponctuellement, d'abord, réclamer humblement, ensuite; ou même ne dire mot, comme lorsque l'intendant taxe la valeur du prix des denrées sur notre marché, telle est la conduite de nos consuls domestiqués. Mais, leur vanité pour les titres purement honorifiques s'étale, complaisamment, sur leurs registres. Le 27 septembre les sieurs Jacques Fourestier et Lepouper, commis percepteurs aux Arts et Manufactures, visitent les étoffes qui se fabriquent dans les généralités de Guyenne, Montauban et Pau; ils représentent une copie d'arrêt du Conseil d'Etat concernant les manufactures, une commission du marquis de Louvois, une ordonnance de l'intendant Bazin de Bezons, et en requièrent l'enregistrement au greffe. Ils demandent d'être accompagnés dans toutes les boutiques des marchands facturiers et teinturiers, afin de faire la fonction de ladite commission, et constater si tout est en bon ordre, conformément au règlement général. Eh bien, pour ordonner une chose aussi simple que l'enregistrement de ces pièces sur le registre de la Jurade, et prendre acte de ce que le sieur Fourestier a retiré lesdits originaux, *nos édiles trouvent bon de se qualifier ainsi: « Consuls de Ville-neuve d'Agenais, juges de la Police et gouverneurs, pour le Roi, dans la dite ville et juridiction d'icelle. »*

Comme juges de police, ils ont, le 25, à réprimer les contraventions des bouchers et des vendangeurs. M^r de Lansac dit, dans la séance de ce jour, que ses collègues ont donné taxe aux bouchers qui ont refusé d'obéir et fermé leurs boutiques, ce qui fait un préjudice notable au public. Et il a été délibéré que la taxe sera exécutée de point en point, et que, si les bouchers refusent d'obéir, on les en-

verra tous chercher pour les résoudre à obéir et à couper de la viande pour les malades et le public, faute de quoi ils seront, chacun, condamnés à l'amende par les consuls, et *tenus en prison jusqu'à ce qu'ils aient obéi et payé l'amende*. Pour les gens qui ont vendangé et vendangeant sans attendre le règlement et la criée annuelle, ils seront condamnés à l'amende, la vendange n'entrera, en ville, qu'après la Saint-Michel, et l'on observera la coutume qui se fait annuellement pour l'achat de la vendange ou du vin. Les bouchers sont aussitôt mandés et, sous la menace de la prison, promettent d'obéir. Puis, à la fin de la séance, il est convenu que « *M^r de Lansac, premier consul, demeure député pour rendre les devoirs de la communauté à Nos Seigneurs les Supérieurs, lorsque l'occasion s'en présentera.* »

Encore l'agaçant conflit de préséance Cocquard-Lartigue. Le 28 septembre, devant M^r de Baratet, juge royal civil et criminel, a comparu Vital Cocquard, consul, lequel a dit, qu'à son retour de voyage, il a appris que Mgr le maréchal de Lorge l'avait nommé pour être consul au second rang, comme il paraît par sa lettre envoyée aux consuls et jurats ; et qu'après la lecture de cette lettre, les jurats assemblés avaient approuvé les rangs comme ils étaient dépeints ; et, qu'au mépris de ce, le sieur Lartigue, dans la prestation de serment qu'il a faite au troisième rang, s'est réservé de se pourvoir pour obtenir le second. Le sieur Cocquard déclare, au Corps-de-Ville, que Lartigue ne peut pas être consul parce qu'il est comptable, et que c'est l'usage constant dans la communauté, que ceux qui n'ont pas rendu compte de leur administration sont déclarés déchus de prétendre dans la charge consulaire, et, qu'infailiblement il n'aurait pas été nommé par Mgr le maréchal, si on lui eut donné à entendre cette coutume et cet usage. Il offre de prêter le serment au second rang, comme il est ordonné par Mgr le maréchal et la délibération de la Jurade, se réservant, exprès, de faire valoir les dits ordres et la dite délibération, au cas que le sieur Lartigue se voulut servir de l'exception qu'il fait, dans sa prestation de serment, de se pourvoir pour le second rang, de faire casser l'élection pour les raisons y énoncées ou autres qu'il peut avoir, sans pour cela porter aucune atteinte à la nomination de Mgr le maréchal, aux ordres duquel il a une soumission profonde.

Lors, s'est présenté le sieur Lartigue, consul, lequel a dit que, persistant dans son appel et opposition, il déclare s'opposer à ce que le sieur Cocquard soit reçu à prêter le serment de la dite charge

de consul autrement qu'au troisième rang seulement, lui, devant être au second ; et il jure passer outre, protester de nullité et cassation, du tout se pourvoyant conformément à ses dires précédents. Mais, l'assemblée, prudente et soumise, faisant droit à la réquisition du procureur du Roi, et suivant, littéralement, la missive du maréchal de Lorge, répond que l'acte de Jurade fut pris sans préjudice du droit des parties et que, par conséquent, elle ordonne que Cocquard prêterait serment au second rang, tout présentement ; ce qu'il a fait, tout à l'instant, aux formes accoutumées.

M^r de Bezons permet, enfin, le 2 octobre, d'acheter la grange de Pierre Charron, au prix de 900 livres, pour servir d'écurie aux chevaux des officiers, cavaliers et dragons qui auront ordre de loger dans Villeneuve, par étape ou en quartier. Avant de donner avis sur l'imposition de la dite somme, il exige que les consuls seront tenus de lui remettre un état des revenus de la communauté, celui des frais municipaux et autres charges annuelles de la ville, pour être pourvu au paiement de la dite somme de 900 livres, ainsi qu'il appartiendra. Sur quoi, l'assemblée présidée par Cocquard, *second consul*, délibère que les consuls sont priés de passer le contrat avec Charron pour sa grange, à 900 livres, la quelle somme sera payée sur les plus clairs deniers et émoluments de la communauté de l'année prochaine ; qu'à ces fins, les émoluments demeurent, par exprès, affectés et hypothéqués pour le paiement de la dite somme, sans qu'ils puissent être divertis ailleurs. Les consuls sont priés de rechercher tous les moyens possibles pour parvenir à trouver des personnes disposées à prêter cette somme de 900 livres, et d'affecter et hypothéquer, pour l'assurance des prêteurs, les revenus et émoluments de la communauté ; et, par exprès, au premier paiement de l'année prochaine. Ce prix de 900 livres sera employé aux créances que M^r de Combalessouze a sur Charron et non ailleurs ; la communauté demeurera subrogée en hypothèques et privilèges de M^r de Combalessouze ; et si les créances dudit ne reviennent pas aux 900 livres, l'intérêt du restant sera payé aux autres créanciers de Charron. Cependant l'intérêt du restant qui courra, dès le contrat passé, sera payé à Charron au denier-vingt.

Il n'était que temps de terminer cet achat, car, le 4 novembre, M^r Cocquard, second consul, annonce que, la veille, est arrivée la compagnie lieutenant-colonelle du régiment de cavalerie du Châtelet pour rester à Villeneuve, en quartier d'hiver, jusqu'à nouvel ordre. Suivant l'ordre de route de M^r de St-Ruhe, commandant en Guyen-

ne, et l'ordonnance de Mgr de Bezons, intendant, elle paiera de gré à gré, et il est ordonné à la communauté de fournir 35 rations, par jour, à la dite compagnie. Sur quoi il est délibéré qu'il n'y a aucun fonds pour acheter le foin et l'avoine ; mais que, vu le besoin de fourrages, les consuls de l'année dernière remettront aux consuls modernes les 140 quintaux de foin et les 82 sacs d'avoine qui leur restent. En vertu de cette délivrance, les consuls de l'an passé en demeurent déchargés et les consuls modernes demeurent obligés de payer à leur décharge la somme de 155 livres aux bourgeois et habitants qui restent à payer des prêts qu'ils avaient fait pour l'achat du dit foin et avoine, desquels ils retireront les billets qu'iceux consuls avaient souscrits.

En présence de ce surcroît de dépenses, il était urgent de faire rentrer les fonds en retard ; aussi l'assemblée nomme-t-elle MM^{rs} de Malateste de Jampeau, de Trieux, Cocquard, Delbrel, Ménoire, Delbosq, Ménoire vieux, Malateste, Boissière jeune, Delmas vieux, Alibert jeune, et autres jurats, pour ouïr les comptes généraux des consuls comptables ; et, à l'instant, Carrière a remis son compte entre les mains de Delmas, un des auditeurs des dits comptes.

Nos seigneurs de St-Ruhe et de Bezons sont à Agen. M. de Lansac, premier consul leur est député, le 12 novembre, avec telle personne qui lui plaira, pour demander à l'intendant de nous faire toucher 70 livres pour les rations fournies pendant huit jours ; de nous bailler l'étape et le louage des chevaux en vue du soulagement de la communauté, car il y a beaucoup de plaintes contre les étapiers et les loueurs de chevaux ; et de donner une ordonnance pour faire rendre compte aux consuls comptables. Carrière, profitant de ces vellétés de bon ordre et d'économie, fait stipuler que le jurat, qui accompagnera le premier consul, ne touchera que 40 sols par jour.

Le 29 novembre, M^r de Lansac annonce qu'il a fait le voyage d'Agen, avec M^r Cocquard ; qu'ils ont présenté les hommages et les respects de la communauté à Sa Grandeur ; mais qu'ils n'ont pu rien obtenir de ce qu'ils étaient chargés de réclamer ; et l'assemblée, après ses remerciements aux députés, déclare retirer ses requêtes, ainsi que les pièces remises à l'intendant. MM^{rs} les consuls sont, en outre, priés d'aller, incessamment, à la vérification des rôles de la taille et autres impositions, suivant leurs mandes de Mgr l'Intendant. Le fait est que la plus grande vigilance est nécessaire pour découvrir les abus de la fiscalité, et protester contre ses nouvelles et toujours plus nombreuses exigences.

Le 5 décembre, M^r de Cocquard, second consul, dit qu'il vient de la vérification du rôle de la taille, avec Charbel, jurat ; qu'ils ont vu M^r Luguat, receveur des tailles, qui leur a demandé d'envoyer incessamment 637 livres 12 sols, suivant la mande de Mgr de Bezons, intendant. Il donne, ensuite, lecture d'un arrêt du Conseil d'Etat prescrivant la forme en laquelle il doit être procédé aux adjudications des droits d'octroi des villes et communautés, et fixant le jour de la première enchère ; et d'un autre arrêt qui prescrit le temps auquel les receveurs d'octroi commenceront à en faire la recette, et ordonne aux échevins des villes et communautés de fournir les arrêts et ordonnances qui en fixent les charges, sinon il y sera pourvu par les intendants.

On obéira ponctuellement ; c'est la formule obligatoire ; et les consuls sont priés de faire, au premier jour, leur proclamation des émoluments, et de procéder aux enchères devant le juge et le procureur du Roi. Ils sont, aussi, priés de lever, incessamment, les 637 livres 12 sols qui ont été vérifiées par les officiers de l'élection, pour les porter à M^r le receveur.

Le 28 décembre, M^r de Lansac fait part d'une nouvelle tracasserie des bas-officiers de la garnison. Cocquard a consigné entre les mains de Delmas vieux, bourgeois, la somme de 276 livres, 7 sols, 9 deniers, « au refus de la prendre par le maréchal des logis qui est en quartier d'hiver, en cette ville, avec sa compagnie, fondé qu'il ne veut pas prendre les écus à 3 livres, 2 sols, pièce. » L'assemblée confirmant la consignation faite par Cocquard, approuve son procédé, et promet de le relever de tous les événements, poursuites et contestations. Elle décide de bailler, le premier janvier prochain, 14 livres pour le louage de la grange du sieur Lescure qui sert à loger les troupes du Roi ; puis, passant à la réclamation du prédicateur de l'avent qui exige sa rétribution, elle prie MM^{rs} les consuls, « vu qu'il n'y a point de fonds de lui reprêcher d'avoir patience, pour le paiement de l'avent, jusqu'à Pâques. » Les consuls ont, aussi, reçu l'ordre de faire afficher l'ordonnance de MM^{rs} les élus qui marque que, le 9 janvier prochain, MM^{rs} Charrière, conseiller en l'élection d'Agen, et d'Alché, procureur du Roi de la dite cour, viendront à Villeneuve pour faire l'adjudication des droits communaux et d'octroi de la ville, et qui enjoint aux consuls de les faire assister.

Ainsi se termine, dans la pénurie de ressources la plus affligeante, cette année 1689. L'année nouvelle débute encore plus mal. Les officiers de l'élection d'Agen ont escamoté les droits patrimo-

niaux de la communauté pour les englober dans les droits d'octroi et communaux, ce qui augmenterait les prélèvements du fisc à notre détriment. Mais cette tentative déloyale, cette usurpation sournoise, réveille, enfin, notre torpeur et soulève les protestations indignées que nous allons reproduire.

Séance du 10 Janvier 1690. « A été dit, par les consuls, que sans » avoir fait faire aucune assemblée de consuls, selon l'usage et coutume, on a fait aller au bail à ferme les émoluments et droits patrimoniaux de cette communauté, par devant le juge et procureur du Roi de cette ville, par trois diverses fois ; et, par ses répons, on prétend avoir fait couler dans le verbal que, au lieu de mettre droits patrimoniaux, on a mis droits communaux et d'octroi. Ensuite, messire de Charrière, conseiller élu, et Dalché, procureur du Roi au siège de l'Election, prétendent faire une quatrième enchère et délivrance des dits émoluments, sous le prétexte de droit commun et d'octroi, au préjudice de ce que tous ces émoluments sont patrimoniaux, en conséquence des privilèges donnés aux habitants lors de la fondation de la ville ; de l'hommage rendu à Sa Majesté, le 13 mars 1667 ; advenu le dénombrement fourni par la communauté, pour raison des dits biens patrimoniaux, et de l'ordonnance rendue par M^{rs} les trésoriers de France, à Bordeaux, du 27 Aout 1668, portant autorisation du dit dénombrement ; *les dits privilèges confirmés par tous les rois, notamment par les lettres-patentes du roi Louis XIII, et autres lettres-patentes de notre roi, Louis-le-Grand, à présent régnant, de l'année 1645 ;* et par un jugement, rendu par les commissaires, députés par le Roi, donné contre M^e Maurice Millot subrogé au lieu de Bouchavat et M^e Claude Tiallet, fermier général des domaines de France, par le quel jugement, sans avoir égard au contredit du sieur Millot, et ayant égard à la requête des sieurs consuls, déclare le dénombrement par eux rendu devant les sieurs trésoriers de France, à Bordeaux, bien et dûment fait, et a autorisé et autorise icelui, et, en conséquence, maintenant les consuls en la possession et jouissance des biens et droits par eux dénombrés, comme appui du dit jugement du 24 Novembre 1673, signé de feu Debordier, et Ducrois et Debalada, greffier du domaine du Roi. En conséquence de toutes les pièces et actes qui sont dans les archives de la communauté, les consuls firent opposition, après que les dits Charrière et Dalché eurent fait aller au bail-à-ferme les émoluments ; comme les dits consuls fai-

» sant proposition non autre au dit bail-afferme, et désirent faire
» opposition à ce que le bail, et délivrance qu'on prétend avoir été
» faits, ne soient exécutés; et que les émoluments n'aillent au bail-
» afferme que dans les formes accoutumées de cette ville; tenir,
» même, que lesdits émoluments, comme patrimoniaux, ne sont
» pas dans le cas de l'arrêt du conseil.

« Sur quoi a été délibéré que, vu qu'il n'y avait aucun acte de
» Jurade pour faire aller au bail-à-ferme les dits émoluments. sui-
» vant l'usage et coutumé suivis et actes de Jurade, le verbal des
» enchères fait par les dits sieurs juge et procureur du Roi de cette
» ville et réquisition faite devant le dit juge demeurant, par les di-
» tes présentes, révoqué par la communauté; approuvant à ces fins;
» l'assemblée, l'opposition faite par les dits sieurs consuls à ce que
» les dits émoluments aillent au bail-à-ferme par devant les dits
» sieurs Charrière et Dalché; et, en tant que de besoin sera,
» la communauté s'oppose à ce que la délivrance faite en faveur
» du sieur Jean Charbel, soi disant, soit mise à exécution, ni qu'il
» ait à bailler aucune caution. ni que le dit bail de délivrance soit
» exercé. Les consuls sont priés de leur représenter que tous les
» émoluments et biens de cette communauté sont patrimoniaux,
» comme il est justifié par les pièces ci-dessus énoncées par les sus-
» dites propositions qui sont dans les archives, et non de biens com-
» muns et d'octroi, et, par conséquent, n'être dans le cas de l'arrêt
» du Conseil, ni ordonnance de M^{rs} de l'Election. Et, en cas qu'ils
» voulussent passer outre, les consuls sont priés de se pourvoir de-
» vant Mgr l'Intendant, pour avoir leur décharge, en conséquence
» des susdites pièces. Cependant, vu qu'il est important de faire al-
» ler les dits droits patrimoniaux au bail-à-ferme, vu la saison prés-
» sante, l'assemblée a délibéré qu'elle donne ample pouvoir aux
» consuls de les faire aller, incessamment au bail-à-ferme, devant
» les sieurs juge et procureur du Roi de cette ville, aux formes et
» coutumes et suivant l'usage et actes de Jurade; plus, que les dits
» sieurs consuls feront notifier le présent acte aux dits sieurs de
» Charrière et Dalché, conseiller et procureur du Roi de l'Election,
» et au dit sieur de Charbel, sur-disant, le tout aux dépens de la
» communauté. Et le dit jour même, par moi notaire royal et se-
» crétaire de la communauté, le susdit acte a été notifié, lu mot-à-
» mot à M^{rs} de Charrière, conseiller élu dans l'Election d'Agen, et
» au dit Dalché, procureur du Roi dans la dite Election, ensemble au
» sieur Jean Charbel, bourgeois, et soi-disant en question, lesquels

« sieurs ont requis copie que leur ai baillée ; et requis de signer » ont dit n'être besoin. »

Croiriez-vous, **que dans une affaire aussi grave, l'apothicaire Lartigue va oublier sa querelle personnelle ? Eh bien, point du tout.** Il signe, mais ajoute : « sans me rien préjudicier au **procès que j'ai** » contre le sieur Cocquard, au sujet de la préséance ! »

Le lendemain, nouvelle séance où l'assemblée, après avoir prié les consuls d'agréer la députation qu'elle va nommer « *et de rester en ville, attendu les affaires pressantes qui s'y trouvent,* » délibère que **M^r de St Sulpice de Laborie et le sieur Laurens jeune, jurats,** demeureront députés pour aller devers **M^{gr} l'Intendant** lui représenter les titres et privilèges de la communauté ; comme quoi les biens et revenus de la communauté sont patrimoniaux et non d'octroi ; et lui bailler requête, que les dits sieurs députés feront dresser par conseil, pour demander la décharge de la communauté, et d'être permis, aussi, aux sieurs consuls de faire aller au bail-à-ferme les dits revenus, dans les formes accoutumées ; et, en cas qu'il y ait aucun acte de Jurade préjudiciable à la communauté, portant que les droits et revenus sont d'octroi et non patrimoniaux, l'assemblée a révoqué et révoque tous les dits actes de Jurade qui se pourraient trouver faits, comme contraires à la vérité et à la teneur des pièces justificatives que tous les droits et revenus sont patrimoniaux et non d'octroi, comme iceux actes ayant été faits sans connaissance de cause. Lartigue signe la délibération, mais ajoute, toujours, « sans rien préjudicier à mon droit de préséance que j'ai sur **M^r Cocquard, mon collègue.** »

Cette fois, la Jurade a pris l'affaire en mains. Elle écarte de la députation les consuls qui, par leurs ridicules querelles de préséance, ont perdu l'autorité nécessaire. et, par le mode nouveau de leur nomination, ne représentent plus que très imparfaitement les volontés de la communauté, et elle choisit deux députés pris parmi les jurats. Les consuls, très mortifiés de cet acte insolite, de cette marque de défiance, essaient de faire revenir l'assemblée sur son vote.

Le 15, en effet, ils convoquent les jurats et disent que, « par l'acte » de Jurade du 11 janvier il fut résolu qu **M^r de Saint-Sulpice de Laborie et le sieur Bercegol jeune, jurats** (pour ce dernier c'est « une erreur qui paraît volontaire),demeurent députés à **M^{re} l'Intendant,** pour lui représenter nos titres et privilèges, afin de faire « voir que nos émoluments sont patrimoniaux et non d'octroi. » *Néanmoins les dits sieurs députés négligent de partir,* ce qui

» donne lieu à cette convocation, attendu que l'affaire presse et
» qu'il est de la dernière importance, pour la conservation de nos
» privilèges, de partir. » Mais les seize jurats présents, M^{rs} de Mala-
teste, Cocquard, Galaup, Villeneuve, Landès vieux, Charbel, Car-
rière, Auzeral, Alibert jeune, Delmas vieux, Casse, Delmas jeune,
Bauger vieux, Grenier, Laurens jeune, Planton vieux, ne veulent
pas tomber dans le piège et refusent de délibérer. Les consuls pro-
testent, alors, « de tous événements, dépens, dommages que la
communauté et les consuls pourront souffrir, » et Lartigue signe
toujours, rageusement, « sans me rien préjudicier à mon droit de
préséance que j'ai sur M^r Cocquard. »

FERNAND DE MAZET.

(à suivre)

TABLETTES RÉVOLUTIONNAIRES

I

LE MEURTRE DE GRIPIÈRE DE MONCROC

L'épisode le plus dramatique de la Révolution à Port-Sainte-Marie est l'attentat dont fut victime, le 8 mai 1792, un jeune officier des troupes coloniales, M. Gripière de Moncroc, de la commune de Clermont-Dessous.

M. le docteur Loubière a bien voulu transcrire, d'après les registres conservés à l'hôtel de ville de Port-Sainte-Marie, le procès-verbal qui fut dressé à cette occasion par le corps municipal assemblé extraordinairement. C'est une page d'histoire, qui peut se passer de commentaire et que nous publions telle quelle.

Ce document n'était pas inconnu. Il avait été communiqué à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts, par M. O. Fallières, dans la séance tenue le 28 novembre 1890. Celui-ci l'avait copié sur une expédition qui existe dans les archives du greffe de la Cour d'Agen. Il y avait joint : « divers extraits
« de la procédure suivie contre Bayle par devant le tribunal
« criminel du district d'Agen, lequel, se déclarant incom-
« pétent, renvoya l'accusé devant le juge de paix de Port-
« Sainte-Marie, qui le condamna à un mois de prison, à
« 50 fr. d'amende et aux dépens envers le maire et les offi-
« ciers municipaux. Quant aux gardes nationaux qui avaient
« fusillé Gripière de Moncroc, les autorités du temps, consi-

« dérant sans doute qu'ils n'avaient pas excédé leur droit,
« ne crurent probablement pas avoir à leur demander
« compte du sang versé. Rien n'en paraît dans les pa-
« piers qu'a pu consulter M. Fallières. »

G. T.

Aujourd'hui huitième du mois de mai mille sept cent quatre vingt douze dans l'hôtel commun de la ville de Port Sainte Marie, chef-lieu du canton, au district d'Agen, département de Lot-et-Garonne. Le corps municipal assemblé extraordinairement aux formes ordinaires et composé de Messieurs Albert Lagrange, maire, Lamourdedieu, Gibert et Feuilherade, officiers municipaux, écrivant sous nous le secrétaire greffier ordinaire.

Se sont présentés plusieurs citoyens de la ville qui ont demandé qu'il leur fut donné des armes pour contenir les ennemis de la chose publique et pour pouvoir entretenir dans la présente ville la paix et la tranquillité ; ils ont demandé en même temps le désarmement du sieur Bayle, demeurant en la présente ville, comme n'étant pas inscrit sur le registre de la garde nationale. Sur quoi, pour apaiser les citoyens, nous avons mandé le dit sieur Bayle pour savoir de lui la raison qui l'avait engagé à ne pas se faire inscrire sur le registre de la garde nationale. Ledit sieur Bayle s'est rendu à l'instant accompagné du sieur Monroc jeune, qui n'avait pas été mandé. Le corps municipal a représenté au dit sieur Bayle qu'il n'était pas inscrit sur le registre de la garde nationale, et que cette omission de sa part occasionnait des plaintes et des murmures contre lui. Nous l'avons prié en conséquence de se conformer à la loi et de se faire inscrire sur le registre de la garde nationale ; le dit sieur Bayle a répondu que nous pouvions l'inscrire sur le registre de la garde nationale, qu'il y consentait, mais qu'il ne pouvait point signer lui-même, parce que la main lui tremblait : qu'il était prêt de servir la patrie et sa famille ajoutant les mots : ma famille, *vous m'entendez bien* (sic). Nous avons demandé en même temps au sieurs Monroc jeune s'il était muni du passeport, étant arrivé récemment des colonies ; il a répondu qu'il n'avait point de passeport, mais qu'il était pourvu d'un ordre du commandant des colonies. Nous l'avons prié de vouloir nous le communiquer ; il a répondu qu'il ne l'avait point

sur lui, mais qu'il en ferait part demain. Ils sont sortis l'un et l'autre. Immédiatement après, les sieurs Moncroc et Bayle sont rentrés ; le premier, portant la parole, a dit qu'il n'était point de la municipalité, mais bien de celle de Clermont, et qu'il n'était point obligé de nous faire voir son passeport : le dit sieur Bayle dans ce même moment s'est écrié qu'il ne voulait point se faire inscrire sur le registre de la garde nationale, et qu'il ne se f..... point d'être citoyen actif, qu'il prendrait les armes quand il le faudrait pour défendre la patrie et sa famille. Il a accompagné ces expressions de menaces et de juréments affreux. Dans ce moment, le sieur Tardieu, un de nous, a représenté audit sieur Bayle qu'il serait privé de porter des armes s'il n'était point inscrit sur le registre de la garde nationale. A cela ledit Bayle a répondu qu'il n'y avait personne de capable à l'empêcher de porter les armes, et la violence avec laquelle il a prononcé ces paroles a forcé ledit sieur Tardieu notre confrère à lui ordonner au nom de la loi de sortir de la maison commune ; le dit sieur Bayle a répondu qu'il n'en voulait rien faire ; le sieur Tardieu a requis main forte des assistants, et leur a ordonné de mettre dehors ledit sieur Bayle et Moncroc ; alors ledit sieur Bayle a tiré de sa poche deux pistolets et les a portés sur la poitrine du dit sieur Gibert et du dit sieur Tardieu, nos confrères, décorés de leur écharpe. Ce dernier lui a répondu de tirer. Le dit sieur Bayle a alors retiré son pistolet à lui, l'a armé et le doigt sur la détente, l'a porté de rechef sur la poitrine du dit sieur Tardieu. Le sieur Moncroc a en même temps tiré son épée du fourreau, et s'est armé d'un pistolet menaçant de tirer sur l'assemblée si on ne lui rendait pas son épée dont quelques citoyens s'étaient emparés. Au même instant des citoyens présents à la séance ont sauté sur ledit sieur Bayle et ont empêché qu'il n'exécutât le projet qu'il paraissait avoir de tirer son pistolet sur le dit sieur Tardieu. Au même moment, les citoyens présents, indignés de la conduite de ces deux particuliers ont fait un mouvement pour les maltraiter. Nous avons fait tous nos efforts pour les soustraire à la fureur du peuple et lesdits sieurs Bayle et Moncroc ont profité de ce moment pour s'évader. Un moment après le domestique du dit sieur Bayle est entré, et les citoyens, ayant des soupçons sur sa personne l'ont saisi au collet et l'ont fouillé. Ils l'ont trouvé armé d'un pistolet de selle. Ils le lui ont pris et l'ont trouvé chargé à balle. Le sieur Alexis Dubourg, citoyen, s'est aperçu le premier que le domestique dudit Bayle portait quelque chose sous la veste ; ayant des suspicions sur son compte, il l'a saisi et lui a arraché le dit pistolet qui a été déposé

au greffe. Immédiatement après, les sieurs Bayle et Moncroc ont traversé la place publique armés chacun d'une épée qu'ils tenaient à la main ; ils se sont rendus jusques à la porte de l'hôtel commun. L'ayant trouvée fermée, ils se sont réfugiés dans la maison voisine du sieur Cazaux. Les citoyens présents à cette scène se sont rendus à l'instant devant nous pour demander que la garde nationale fut mise sur pied à l'instant à l'effet de s'assurer des deux coupables ; nous avons en conséquence requis le commandant de la garde nationale de l'assembler tout de suite pour recevoir ensuite les ordres ultérieurs que nous aurions à lui donner. La garde nationale s'est assemblée au même instant. Voyant que l'insurrection faisait toujours de nouveaux progrès et que tous nos efforts étaient inutiles pour ramener la paix, nous avons délibéré d'envoyer demander du secours à la municipalité d'Aiguillon. Nous avons en conséquence chargé un citoyen de la ville de porter nos dépêches à cet égard.

A ce moment, est entré le sieur Gibert, commandant la garde nationale, qui nous a dit qu'elle était assemblée en conséquence de notre réquisition et qu'elle attendait nos ordres. Nous les lui avons donnés par écrit. Ils contenaient d'investir la maison du sieur Cazaux où s'étaient réfugiés les sieurs Bayle et Moncroc, d'entourer aussi plusieurs maisons suspectes, et de veiller à ce que personne n'en sortit. En exécution de ces ordres, un piquet des volontaires nationaux a été posté sur la porte de la maison dudit sieur Cazaux. Nous sommes à l'instant sortis, revêtus de nos écharpes. Nous avons exhorté le peuple et les volontaires nationaux à s'emparer, s'il leur était possible, des personnes desdits Moncroc et Bayle et voyant que les citoyens menaçaient de leurs armes ces deux particuliers qu'ils apercevaient, nous leur avons crié de ne se porter à aucune violence contre eux et de ne leur faire violence ni mauvais traitements, de les saisir et de les conduire à la maison commune. Il s'est fait un grand mouvement parmi le peuple et peu après est entré dans l'hôtel commun le sieur Gibert, commandant la garde nationale qui a dit qu'en exécution des ordres de la municipalité il s'était rendu avec un piquet de volontaires à la porte de la maison du dit sieur Cazaux où étaient réfugiés les sieurs Bayle et Moncroc. Il a trouvé la porte assiégée par le peuple. Accompagné du sieur Boissol adjudant et de huit fusiliers il est monté dans les appartements de cette maison, il en a parcouru toutes les chambres, et enfin, arrivé au grenier, il a aperçu les dits sieurs Bayle et Moncroc à un étage supérieur. Il les a sommés au nom de la loi de se rendre

conformément à la réquisition de la municipalité et de le suivre à la maison commune. Ils ont refusé. Alors le sieur Boissol, adjudant, leur a dit qu'il répondait de leur vie sur sa tête, qu'ils ne fissent aucune résistance et qu'ils se rendissent. Dans cet instant, le sieur Moncroc a lâché un coup de pistolet, qui n'a pris qu'à l'amorce. Le sieur Boissol, sur qui le coup était dirigé, lui a observé que s'ils étaient aussi téméraires que lui, ils pouvaient faire feu sur les dits Moncroc et Bayle, mais que l'humanité répugnait à cette détermination, et il lui a encore réitéré la sommation de se rendre. Le sieur Boissol est sorti à cet instant pour aller prendre les ordres de la municipalité. Le sieur Gibert, qui a resté, a encore essayé toutes sortes de moyens pour engager lesdits Moncroc et Bayle à cesser leur résistance. Il s'est approché d'eux et alors, le sieur Moncroc lui a remis un pistolet et du second lui a lâché un coup qui n'a pris qu'à l'amorce; dans ce moment ledit sieur Gibert lui a arraché le second pistolet et tout de suite un coup de fusil parti derrière lui a renversé mort le dit Moncroc. Ledit sieur Gibert nous a fait cette déclaration pour sa décharge, et nous a exhibé les deux pistolets saisis sur le dit Moncroc, qui ont été remis au greffe. Peu après, les volontaires nationaux nous ont amené le dit sieur Bayle, que nous avons mis en état d'arrestation. Nous avons ensuite requis M^e Dupeyrat, médecin, de se transporter dans la maison du dit Cazaux où il avait trouvé le dit sieur Moncroc mort d'un coup de fusil dont il avait été frappé. Ce fait, nous avons informé M. le juge de paix de cette ville de l'événement qui a eu lieu, et l'avons requis de se transporter dans la maison du dit Cazaux pour dresser procès-verbal de l'état du cadavre du sieur Moncroc; le sieur Lagneau, juge de paix de cette ville, a répondu qu'il ne pouvait point se rendre à cause d'une maladie dont il était atteint, et d'une purgation qu'il avait prise aujourd'hui. Nous avons ensuite envoyé chez M. Carmentran, premier assesseur, qui s'est trouvé malade aussi. Les autres assesseurs se sont trouvés absents. Attendu l'impossibilité où nous avons été de faire constater juridiquement l'état du cadavre, nous avons arrêté que nous procéderions nous-mêmes à cette opération. En conséquence, nous nous sommes rendus accompagnés du sieur Fidèle Buston, maître en chirurgie de la présente ville, dans ladite maison du sieur Cazaux, où nous avons trouvé le cadavre du dit Moncroc étendu sur le plancher, vêtu d'un habit bleu d'uniforme des colonies, d'un gilet de coton blanc à mouches et à fleurs, d'une chemise, d'une culotte de nanquin, et d'une paire de bas de fil et

d'une paire de bottines. L'ayant fait fouiller, il s'est trouvé dans ses poches vingt-cinq balles de plomb, un écu de trois livres, deux pièces de vingt-quatre sous et deux gros sous, et un gant (sic) de peau. Le cadavre avait encore au cou un mouchoir de coton blanc et deux cols : ayant interpellé le dit sieur Buston de visiter le cadavre, il y a procédé en notre présence, et nous a dit qu'il estimait que le sieur Moncroc avait été tué de plusieurs coups de fusil dont les balles avaient atteint la poitrine, qu'il a remarqué trois blessures pénétrantes et la poitrine criblée de grenailage de plomb : qu'il a remarqué encore que le cadavre avait à la main gauche une blessure qu'il croit avoir été faite par un instrument tranchant, ainsi qu'une autre blessure sur le coronal faite par un instrument de la même espèce.

Une partie de la garde nationale d'Aiguillon et un détachement du septième régiment d'infanterie étant arrivés, la paix s'est rétablie, et nous avons délibéré sur les conclusions du procureur de la commune que le sieur Bayle et le nommé Durand son domestique seraient mis en état d'arrestation, que la garde nationale de cette ville, jointe aux troupes envoyées d'Aiguillon feraient patrouille la nuit prochaine, que le présent procès-verbal serait envoyé à l'instant à M. l'accusateur public du département de Lot-et-Garonne pour lui dénoncer les délits dont se sont rendus coupables les sieurs Bayle et son domestique et pour lui demander leur traduction dans les prisons de la ville d'Agen, s'il y a lieu : et le sieur Jean-Baptiste Gauthier, négociant, étant ici présent, il s'est chargé de porter cette dépêche à Agen à M. l'accusateur public : fait et cloturé au Port Sainte Marie dans la maison commune à une heure après minuit sans avoir désemparé. Et avons signé et fait signer avec nous lesdits sieurs Gibert, commandant, Boissol, adjudant et Buston, chirurgien.

Albert LAGRANGE, *maire,*

TARDIEU, *off. mupal ydem.*

Approuvant plusieurs mots raturés
et deux renvois portés à la marge.

LAMOUREDIEU, *off. mupal ydem,* GIMAT, aîné, *off. mcipal ydem.*

FEUILHERADE, *Off. M. ap^t id,*

BUSTON,

SANSAC, *pr. de la commune approuvant idem,*

GIBERT, *comandan p approuvand idem,*

BOISSOL, *adjudant approuvant idem.*

GAUCHÉ, *Sec. Gffr.*

II

LES CANONS DE SAINTE-LIVRADE

La ville de Sainte-Livrade possédait tout récemment encore deux petites pièces de canon qui servaient pour les réjouissances publiques. C'étaient des trophées militaires dont il est bon de rappeler l'origine.

Un chef de brigade, Daurière, originaire de Sainte-Livrade, les avait obtenus pour en faire don à ses compatriotes. Les lettres qui le constatent sont de l'an III. La livraison des canons n'eut lieu que trois ans après. Dans l'intervalle, Daurière était mort à l'ennemi. Une biographie de ce général serait sans doute intéressante. En attendant qu'on l'écrive, nous publions simplement le procès-verbal suivant inséré dans les registres de la municipalité de Sainte-Livrade.

G. T.

Ce jour d'hui six nivose l'an VI de la République française, l'administration municipale du canton de Sainte-Livrade étant assemblée, s'est présenté le citoyen Tardieu qui a dit qu'il venait déposer entre les mains de l'administration municipale deux petites pièces d'artillerie que feu le citoyen Daurière, notre concitoyen, avait obtenues du général de l'artillerie de l'armée du Nord et du représentant du peuple en mission à la dite armée, lors de la prise du fort de Crève-Cœur ¹ contre lequel il commandait les troupes qui en faisaient le siège, pour en faire présent à sa commune. Il a mis sur le bureau

¹ Département du Nord, à 8 kilomètres de Cambrai.

les titres qui constatent la livraison faite au citoyen Daurière et a demandé qu'ils fussent transcrits sur le registre des délibérations.

Considérant qu'elle accepte avec d'autant plus de plaisir ces deux pièces d'artillerie qu'elles sont un témoignage de l'attachement que le citoyen Daurière, mort au champ de l'honneur et de la gloire, avait pour ses concitoyens ;

Où le commissaire du Directoire exécutif, l'administration municipale du canton de Sainte-Livrade, délibérant au nombre de cinq membres, accepte avec la plus vive reconnaissance les deux pièces d'artillerie que feu le citoyen Daurière a destinées à ses concitoyens et que le citoyen Tardieu vient de déposer à la maison commune. Les titres qui constatent que ces deux pièces ont été accordées au citoyen Daurière par le général de l'artillerie à l'armée du Nord et par le représentant du peuple près de la dite armée seront transcrits à la suite de la présente délibération.

ARMÉE DU NORD

EGALITÉ

LIBERTÉ

DIVISION DU GÉNÉRAL

DELMAS

Quartier général à Empet, le 6 vendémiaire l'an 3^{me} de la République.

BRIGADE DU GÉNÉRAL

DAENDELS

Il est ordonné au chef de brigade Daurière de commander au fort Crève-Cœur jusqu'à nouvel ordre. Il surveillera que l'officier du Génie fasse rétablir le pont coupé sur la chaussée qui conduit au fort et que les ouvrages de siège soient détruits et qu'on fasse une communication sur le batardeau pour le passage du canon, et que le commandant d'artillerie fasse, de suite, établir des batteries sur les bastions qui dominant la Meuse.

Signé : *Le Général de Brigade :*

DAENDELS.

LIBERTÉ

EGALITÉ

Au fort Crève-Cœur, le vingt vendémiaire 3^{me} année républicaine.

Le chef de Brigade Daurière :

Au général de Division Eblé, commandant l'artillerie à l'armée du Nord.

GÉNÉRAL.

Après avoir eu l'avantage de commander les troupes qui ont pris le fort Crève-Cœur, et ayant eu le commandement de cette place

dès qu'elle a été au pouvoir des Français, je désirerais montrer à mon pays un monument de cette victoire. Deux petits canons trouvés dans cette forteresse et que j'ai jugé inutiles à sa défense seraient d'un prix infini pour moi s'il m'était permis d'en être le conservateur, après que tu en auras obtenu l'autorisation des représentants du peuple et de les offrir à ma municipalité pour célébrer les jours de fêtes les triomphes de la République.

Salut et fraternité.

Signé : DAURIÈRE.

COPIE DE LA RÉPONSE

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

A Raves'ein, 3^{me} année républicaine.

Eblé, général de division commandant l'artillerie à l'armée du Nord,
Au citoyen Daurière, chef de la 29^e demi-brigade.

Le représentant Lacombe, citoyen camarade, t'accorde les deux petits canons trouvés à Crève-Cœur ; tu peux, en conséquence, en disposer à ton gré. Je souhaite que par l'usage que tu as dessein d'en faire, ils rappellent à nos arrière petits neveux à soutenir leurs droits avec autant de courage que nous en mettons à établir leur liberté.

Je te salue fraternellement.

Signé : EBLÉ.

JOURNAL AGENAIS DES MALEBAYSSE

(SUITE)

1771-1772

Election consulaire faite le 15 septembre 1771.

Cette élection se fit différemment que la précédente. MM. les anciens jurats avoient obtenu du Roy des lettres patentes particulières par lesquelles Sa Majesté leur rendoit le droit de composer le conseil de ville, à l'exclusion des conseillers et notables, leur donnoit pouvoir de procéder aux élections consulaires conjointement avec les seuls échevins en charge, au scrutin et à la pluralité des suffrages et les remettoit, en un mot, dans tous les privilèges et prérogatives dont ils jouissoient avant l'édit de 1767, enregistré à Bordeaux au mois de février 1768 et portant création des échevins. Ces lettres patentes étoient datées du 25 aoust 1770 et les anciens jurats ne purent les faire enregistrer tout de suite au Parlement de Bordeaux, attendu que MM. les échevins, conseillers de ville et notables s'y opposèrent fortement. Les uns et les autres envoyèrent un député à Bordeaux, les anciens jurats pour solliciter l'enregistrement des lettres patentes, et les autres pour l'empêcher.

Cette affaire traina en longueur et coûta une somme considérable à l'une et à l'autre partie. Enfin, dans le mois de juin 1771, ces lettres patentes furent enregistrées purement et simplement et dès ce moment se trouvèrent congédiés les conseillers de ville et les notables. Les anciens jurats furent convoqués à leur place dans les assemblées de la communauté ; mais il fut ordonné par M. le procureur général du Parlement que les échevins resteroient en place jusqu'au 15 septembre suivant, époque ordinaire des élections, et que ceux d'entre eux qui occupoient les deux derniers rangs monteroient aux deux premières places, pour les occuper pendant l'année suivante. M. le procureur général écrivit aussi que l'intention du Roy et du Parlement étoit que tous ceux qui avoient été échevins

fussent jurats et inscrits sur le tableau, chacun à son rang. ce qui fut exécuté. En conséquence, le 15 septembre 1771, l'élection se fit par les jurats et les échevins, à la pluralité des suffrages. On nomma pour le premier rang M. Sevin de Ganet, jurat, à la place de M. Barbier de Lasserre qui avoit refusé de servir, comme échevin, l'année précédente. M. Nodigier occupa le second rang qui lui étoit dévolu de droit et, pour le troisième rang, on choisit M. Paquin, procureur et jurat. Les trois nouveaux élus, destinés à remplir les trois derniers rangs, furent MM. de Secondat, écuyer, baron de Montesquieu, Bory fils, avocat, et Bouvet, bourgeois. Mais MM. Sevin de Ganet et de Secondat refusèrent de servir à cause de leur âge avancé et de leurs infirmités, en sorte que nous n'eûmes cette année que quatre consuls, scavoir :

1. M. Nodigier, ancien échevin.
2. M. Paquin, procureur.
3. M. Bory fils, avocat.
4. M. Bouvet, bourgeois.

Dans le mois de novembre 1771, le Roy Louis XV donna un édit par lequel il convertissoit en offices les charges des communautés, dans toutes les villes du royaume à l'exception de Paris et de Lyon. Il étoit dit dans le nouveau règlement que les personnes qui acheteroient les charges en jouiroient toute leur vie et que l'intérêt de leurs finances leur seroit payé aux dépens des revenus des communautés. Le Roy abolissoit au surplus toutes les élections pour l'avenir sous la réserve que ceux qui étoient pourvus des charges lors de l'enregistrement de l'édit continueroient à les exercer jusques à ce que des acquéreurs, porteurs de provisions de Sa Majesté, se présenteroient pour les remplacer ou qu'il y fut pourvu par commission royale. Les charges créées pour Agen furent les suivantes : un maire, un lieutenant de maire, six consuls, quatre assesseurs, un greffier secrétaire, un procureur syndic, deux trésoriers-receveurs alternatifs et deux contrôleurs-vérificateurs desdits trésoriers, aussi alternatifs. Toutes ces charges furent taxées si haut au conseil privé du Roy que la communauté d'Agen fut hors d'état de les acheter.

Au commencement du mois de mars 1772, M. le comte de Fumel, maréchal de camp et Cordon Rouge de France est venu en qualité de commandant d'Agen, séjourner dans cette ville avec son épouse et toute sa maison. Il a logé à l'hôtel de ville.

Le 2 mai 1772, il est arrivé à Agen un éléphant venant de Bordeaux. Il a logé chez Castan, aubergiste du Petit-Saint-Jean, sur les allées Saint-Antoine. Il n'a resté que deux jours en ville. Il en coûtoit pour le voir vingt quatre sols aux premières places et douze aux secondes. On le mène à la ménagerie du Roy de France.

1772-1773

Les 8 et 9 novembre 1772, il y eut un grand débordement de la rivière de Garonne. L'eau pénétra dans la ville en plusieurs endroits et MM. les vicaires-généraux, en l'absence de M. l'évêque ordonnèrent une procession générale qui partant de Saint-Etienne fut dire la grande messe aux Jacobins et ensuite se rendit à la porte du Pont-Long ou des Capucins. On mit les quatre Corps Saints dans l'eau, en disant les prières ordinaires. MM. les consuls et MM. du présidial assistèrent à cette procession avec une grande quantité de peuple. Dans ce débordement, l'eau s'éleva de trois pans de moins que dans celui du 6 avril 1770 ; il causa cependant beaucoup de dommages.

En Janvier 1773, M. Louis Baret, secrétaire de la subdélégation se présenta au corps de ville, porteur des provisions du Roy pour la charge de secrétaire de la communauté, qu'il a achetée. Il fut receu de la manière accoutumée.

Le 9 février 1773, M. Tarry, cadet, se présenta au corps de ville, porteur des provisions du Roy pour la charge de consul au troisième rang, qu'il a achetée. Il fut receu en la manière ordinaire.

Le 20 avril 1773, M. Assolant, subdélégué de M. l'intendant, recent des ordres portant commission du Roy avec les sujets y dénommés pour remplir toutes les charges de la communauté qui n'étoient point encore achetées, pour, par les dits sujets, les exercer jusques à ce qu'il se présentât des acquéreurs des susdites charges. Le dit Assolant se présenta au corps de ville pour communiquer ces ordres et les fit enregistrer. En conséquence, le 25 avril 1773, tous les commissionnaires furent receus de la manière ordinaire. Je joins ici leurs noms et les place chacun en son rang.

M. de Raymond, maire.

M. de Varennes, chevalier de Saint-Louis, lieutenant de maire.

M. Méja, lieutenant principal en la cour de l'élection et ancien jurat, premier consul.

M. Paquin, procureur et ancien jurat, second consul.

M. Tarry, acquéreur, troisième consul.

M. Plèneselves fils, gentilhomme, quatrième consul.

M. Cambes, bourgeois, cinquième consul.

M. Roux, cadet, négociant, sixième consul.

M. Semmezar, procureur et ancien jurat, procureur-syndic.

Les quatre assesseurs furent :

M. Guiton, avocat.

M. Vidalot, avocat.

M. Gardette fils, procureur.

M. Lhulier.

Les deux charges de trésorier furent réduites à une, de même que celles de contrôleur vérificateur. M. Marrot, contrôleur du domaine fut pourvu de la première et M. Lassale-Roux, frère du consul, de la seconde. La charge de secrétaire fut occupée par M. Louis Baret, qui l'a achetée.

1773-1774

Dans le mois de septembre 1773, les RR. PP. Minimes de Saint-François de Paule quittèrent leur maison de la ville d'Agen, située près de la Porte-Neuve. Cette communauté fut supprimée par les supérieurs du même ordre, soit parce qu'elle manquoit de revenus, soit parce qu'ils n'avoient point de sujets. Il n'y avoit pour lors que deux religieux de communauté. Cette maison fut mise en vente à l'enchère. Au mois de mars 1774, M. Pelissier, négociant d'Agen l'acheta pour dix sept mille livres. Il la démolit dans son entier et rebâtit sur son emplacement une belle habitation pour s'y loger.

Le dimanche 24 avril 1774, MM. les maire, lieutenant de maire, consuls et jurats de la ville d'Agen firent une grande réjouissance pour célébrer l'élévation de Monseigneur le duc d'Aiguillon, pair de France et engagé pour le Roy du pays d'Agenois, au ministère de la guerre. Ils constituèrent à cette occasion à quatre filles pauvres une dot de cent cinquante livres pour chacune, pour faciliter leur mariage. Elles épousèrent ledit jour 24 avril 1774, dans l'église des RR. PP. Jacobins à la messe de onze heures. C'étoit une messe qui se disoit tous les jours de fête pour les officiers du régiment de la

Reine-Cavalerie, dont l'état major et quatre escadrons étoient en garnison dans Agen, et le reste dispersé à Villeneuve, Condom et Nérac. Les quatre nouvelles mariées, avec leurs quatre fiancés, se réunirent d'abord à l'hôtel de ville et partirent ensuite de là pour se rendre aux Jacobins, précédées de tout le guet en armes et la bayonnette au bout du fusil, ainsi que de la symphonie du susdit régiment, et suivies de MM. les maire et consuls en chaperons, de MM. les jurats et des officiers du régiment, tant ceux d'Agen que de Villeneuve, Condom et Nérac, qu'on avoit invités à cette fête. Après la messe, les mariés et le cortège revinrent à l'hôtel de ville dans le même ordre. Il y eut, ce jour-là, devant le même hôtel, une fontaine de vin pour les pauvres qui coula toute la matinée et il leur fut fait une distribution d'environ six quintaux de pain. On donna à l'hôtel de ville un grand bal où toutes les dames, bourgeoises et marchandes, furent invitées par billets. Le bal commença à cinq heures du soir. Il fut ouvert par une décharge de coulouvrières et par le son de la cloche, à toute volée. On dansoit dans la salle basse qui étoit illuminée et très bien décorée en tapisseries et guirlandes. La seconde salle étoit celle du jeu. On avoit établi dans les appartements d'en haut deux tables contenant cent soixante couverts destinés aux dames. Les cavaliers devoient les servir et manger debout. Après le repas, qui fut magnifique, on se rendit dans les salles de danse et de jeu et le bal dura jusqu'au lendemain matin. Il est à noter que MM. les maire, consuls et jurats firent toutes les dépenses à leurs dépens, par égale portion, et non pas du tout aux dépens de la communauté.

Quatre jours après, le 28 avril 1774, il fit ici un orage affreux. La ville et ses environs n'en souffrirent point, mais la campagne fut en plusieurs endroits ravagée par la grêle. On ramassoit encore le lendemain des grêlons gros comme des œufs. Lusignan-Petit et cinq ou six paroisses voisines furent les plus maltraitées par cet ouragan. Le même jour et à la même heure on éprouva dans le vallon situé entre Monbran et Caychac un fléau non moins terrible, mais bien moins ordinaire. C'étoit un tourbillon de fumée et de flamme, accompagné d'un vent impétueux qui vint s'abattre entre deux côteaux dans un lieu appelé le Fangot. Tous les arbres fruitiers furent déracinés ou coupés. Les ormes et les chênes ne résistèrent pas mieux à la tourmente; les uns étoient soulevés avec leurs racines et transportés au loin, les autres coupés au pied ou fendus d'un bout à l'autre. La

plupart des toitures furent découvertes et les pailiers enlevés tout entiers. Les toiles du blanchissage de Naux, qui étoient sur le pred, rencontrées par cet affreux tourbillon furent dispersées pêle-mêle de tous côtés. Quand on les ramassa très loin du lieu où le vent les avait prises, les unes étoient déchirées, les autres brûlées ; un grand nombre même ne furent jamais retrouvées. La vigne fut entièrement ruinée. Les blés étoient heureusement trop courts pour être endommagés. Les paysans de ce canton, témoins de cette tempête, se crurent tous perdus et ne pouvant croire que le vent fut assez fort pour causer de si grands ravages, l'attribuèrent à l'art magique de quelque sorcier, chose assez fréquente chez ces gens grossiers.

Le vendredy, 6 mai 1774, on receut la nouvelle à Agen comme dans tout le Royaume que Louis XV le Bien-Aimé, Roy de France et de Navarre, étoit gravement malade et attaqué de la picote, quoique âgé de soixante-quatre ans. M. l'évêque d'Agen ordonna aussitôt que tous les prêtres diroient à la collecte de la messe une oraison pour demander à Dieu le rétablissement de la santé du Roy. Le dimanche suivant, il prescrivit par un mandement une oraison de quarante heures à l'église cathédrale les 9, 10 et 11 dudit mois et fit inviter à la bénédiction durant les trois jours, MM. du présidial et du corps de ville M. l'évêque descendit lui-même de Monbran, tous les jours, pour donner la bénédiction, avant laquelle on chantoit le *Miserere*, l'*Exaudiat te* et autres prières. Le même mandement portoit qu'on donneroit aussi la bénédiction à Saint-Caprais les trois jours suivants, et plus tard à Sainte-Foy et à Saint-Hilaire. Le Roy mourut à Versailles le 10 du même mois de mai 1774, à trois heures un quart de l'après-midi, après avoir reçu tous les sacrements de l'Eglise et donné pendant sa maladie des marques sincères des sentiments d'un bon chrétien. Il étoit âgé de soixante-quatre ans deux mois et vingt-cinq jours. Il resta peu de temps exposé après sa mort. l'ayant demandé lui-même avant de mourir. Son corps fut porté à Saint-Denis, sans grande pompe et y fut enseveli de même. Le nouveau Roy écrivit de suite à tous les prélats pour qu'ils fissent faire des prières publiques pour le repos de l'âme du feu Roy son grand-père. Sur cette lettre, Monseigneur l'évêque d'Agen donna un mandement par lequel il prescrivit qu'il seroit fait le lundi, 30 du mois de mai, un service solennel dans l'église cathédrale et qu'il seroit dit une grande messe des morts pour le feu Roy dans toutes les églises de son diocèse où il y auroit assez de prêtres pour la célé-

brer et seulement une messe basse dans les paroisses où il n'y auroit pas un nombre suffisant de prêtres pour dire la grande messe. Le service de la cathédrale se fit de la manière qui suit. Le dimanche, 29 mai, à l'heure de l'Angelus, on sonna les cloches de toutes les églises à la volée et à trois reprises, sur le signal que donnèrent celles de Saint-Etienne. Le lendemain, jour du service, et à l'heure de l'Angelus du matin, on sonna aussi à trois reprises celles de la Cathédrale et, après la grande messe du jour, M. l'évêque chanta une seconde grande messe pour le feu Roy, en grande pompe, avec la mitre blanche et la crosse. A cette messe, assistèrent, invités par M. l'évêque, le chapitre Saint-Caprais venu en procession, MM. du présidial. MM. les consuls et jurats et MM. les officiers du régiment de cavalerie de la Reine, dont quatre escadrons, comme il a été dit plus haut, étoient en garnison en cette ville, avec l'état-major. L'autel et tout le chœur de Saint-Etienne étoient parés de noir et garnis dans le haut de placards aux armoiries de France, avec des cierges allumés. On avoit élevé dans le milieu du chœur un catafalque d'environ dix pieds de hauteur, fait sur ces quatre faces comme un escalier, tout couvert de draps mortuaires, parsemés de larmes d'argent et portant aussi les armoiries de France. Le tour et toutes les marches dudit catafalques étoient garnis de cierges allumés et en grande quantité. Sur le haut étoit placé un cercueil couvert d'un drap mortuaire au-dessus duquel étoit le bâton royal et le cordon bleu. Au bout du cercueil qui regardoit l'autel on avoit mis un carreau noir, croisé de blanc, supportant une petite couronne dorée, entrelacée de crêpe et couchée sur le côté. On avoit de plus attaché aux lambris du chœur un dais pendant directement sur le cercueil. Ce dais étoit de velours noir, décoré sur les quatre faces des armoiries de France, sur le haut duquel et à chacun des coins étoit fixé un panache de plumets blancs en forme d'une double fleur de lys. Aux quatre coins de ce dais étoient suspendues quatre pièces d'étoffes noires qui serpentoient en l'air en forme de guirlandes, soutenues par des cordes dont deux alloient aboutir aux deux côtés du maître-autel et les deux autres aux deux extrémités du fond du chœur. Quatre cavaliers du régiment de la Reine se tenoient debout, savoir, un à chaque coin du catafalque. Ils y demeurèrent sous les armes pendant tout le service. Des cavaliers du même régiment, en armes comme les premiers, gardoient les trois portes du chœur, avec ordre de ne laisser entrer que les personnes habillées de noir et les officiers en uniforme, avec un crêpe au bras gauche. Les dames avoient

leurs places au jubé où l'on avoit mis pour elles quantité de chaises et MM. les officiers au côté droit de l'autel où siège ordinairement M. l'évêque lorsqu'il officie. MM. les consuls avoient ordonné que les boutiques resteroient fermées jusqu'à la fin de la cérémonie. Le lendemain 31 dudit mois de may, ils firent, à leur tour, le service pour le feu Roy dans l'église de RR. PP. Capucins. Ils y assistèrent en robe, avec MM. les jurats et MM. les officiers du régiment de la Reine qu'ils avoient invités. L'église étoit toute tapissée de noir et l'on y avoit transporté pour la circonstance le catafalque et le dais de Saint-Etienne, que MM. les consuls avoient empruntés.

Le même jour, MM. du présidial firent faire leur service par les RR. PP. Cordeliers, dans la chapelle du Palais, également tendue de noir, et dans laquelle avoit été dressé, comme à Saint-Etienne, un riche catafalque.

Le lendemain, 1^{er} juin, le chapitre de Saint Caprais célébra à son tour, dans son église, le service funèbre pour le Roy, auquel avoient été invités. MM. les consuls qui y assistèrent en robe, ainsi que MM. les officiers du régiment de la Reine. Les chanoines avoient fait tapisser en noir toute l'église. Le catafalque avoit été élevé au milieu de l'auditoire, attendu que le chœur étoit trop petit. On fit ensuite dans toutes les autres églises le même service pour le feu Roy.

Le roi Louis XV a laissé en mourant trois princes, ses petits-fils, sçavoir : le duc de Berry, le comte de Provence et le comte d'Artois. L'aîné, le duc de Berry, est aujourd'hui roy de France et de Navarre sous le nom de Louis XVI. Il n'a pas vingt ans accomplis ; il est marié depuis environ quatre ans avec la fille de la reine de Hongrie, et, malgré sa tendre jeunesse, il est doué de toutes les qualités qui forment un bon et grand prince ; il aime beaucoup son peuple ; il a le goût du travail ; il est ennemi des grandes dépenses superflues de la Cour et veut connaître toutes les affaires par lui-même. Enfin la France seroit au comble du bonheur et de la joie, s'il plaisoit au Seigneur de donner au Roy des enfans, attendu qu'il n'en a pas non plus que ses frères, qui sont aussi mariés depuis environ trois ans.

Le 29 juillet 1774 le corps de ville d'Agen receut de M. l'intendant un ordre du Roy par lequel Sa Majesté interdit au sieur Tarry, consul titulaire acquéreur, toutes les fonctions de sa charge de consul et même lui défend de se trouver dans pas une assemblée de jurade

jusqu'à nouvel ordre et ce, à cause des tracasseries qu'il a causées dans le corps de ville et entre les consuls ses collègues.

Dans le mois d'octobre 1774, M. Guiton-Monrepos fut reçu consul par commission à la place de M. Pleneselves qui ne faisoit aucune fonction et qui avoit demandé sa démission. M. Roux, aîné, fut nommé assesseur à la place dudit sieur Guiton.

A SUIVRE.



A PROPOS DES RAFFIN D'AGENAIS

Des relations de famille et une gracieuse obligeance ont depuis longtemps mis entre mes mains la majeure partie des riches archives de la maison des Raffin d'Agenais.

J'ai dépouillé plusieurs milliers d'actes les concernant; j'ai retrouvé une série non interrompue de gentilhommes et d'officiers qui se succèdent depuis six siècles et j'ai éprouvé le plaisir de constater qu'un des rameaux de cette illustre maison s'était allié à une vieille famille agenaise dont je descends¹.

Toutes ces circonstances ont fait un peu miens les Raffin d'Agenais : je ne tarderai pas à publier leur histoire complète en donnant sur eux très exactement tout ce que les nombreux documents m'ont fourni. Aussi bien, tout ce qui paraît sur eux m'intéresse; leur nom jeté à la publicité retentit à mes oreilles comme un coup de clairon m'attirant et m'appelant.

Dans le n° 5 de la *Revue de l'Agenais*, je viens de lire un article intitulé les *Raffin d'Hauterive d'après les registres paroissiaux de Pinel par M. le docteur Couyba*. J'y ai appris certains détails que ne m'avaient point révélé les registres qui m'étaient inconnus mais, en revanche, j'ai constaté des inexactitudes et des omissions que je crois devoir relever.

J'ai rattaché d'une façon certaine les diverses branches des Raffin d'Agenais : la branche primitive, celle de Perricard, a fourni : 1° celle de Puycalvari; 2° celle d'Hauterive; 3° celle de Dourmy.

Le premier seigneur de Perricard, Pierre de Raffin, eut de sa seconde femme Catherine de Cuzorn, qu'il épousa vers 1443, plusieurs enfants dont Amanieu (de Raffin) chef de la branche de Perricard, qui nous occupe, et Armand, chef de la branche de Puycalvari.

Du mariage d'Amanieu de Raffin avec Bernarde de Parazols vint Armand de Raffin, qui posséda tout à la fois les terres de Perricard

La famille de Sarrazin.

et d'Hauterive. Il épousa Jeanne de La Tour qui, entre autres enfants, lui donna Arnaud également seigneur d'Hauterive et de Perri-card, né vers la fin du ^{xv}^e siècle et déjà mort en 1558.

Ce dernier se maria trois fois, circonstance qu'~~ignore complètement l'auteur de l'article, ce qui l'amène à commettre des inexactitudes flagrantes.~~ Les trois épouses d'Arnaud furent : 1^o Françoise de Sales, fille du seigneur de la Pile en Quercy, qu'il épousa le 15 juillet 1511, dont Antoine qui continua la tige des seigneurs de Perri-card ; 2^o en 1520, Marguerite de Trémolhes, dont il eut, entre autres enfants, Arnaud, tige des seigneurs d'Hauterive ; 3^o Anne de Maurilhac, dont il n'eut pas d'enfant, qui était elle-même veuve de François de Valenx, seigneur d'Aygues-Vives, dont la fille devint l'épouse d'Arnaud de Raffin, fils de son mari.

Telles sont les rectifications à faire à la notice de M. le docteur Couyba.

Une sœur d'Armand, également fille de Valenx, épousa non point Adrien Salmon, comme le prétend cet historiographe, mais bien Adrien de Folmont¹, fils du coseigneur d'Hauterive.

Arnaud de Raffin précité épousa, il est bien vrai, en secondes noces Marguerite Achard, mais il n'en eut pas d'enfant ; son fils Arnaud épousa Elisabeth de St-Cricq, fille du seigneur de Cédal en Bordelais, qui devint mère de Philippe de Raffin, lequel fut non le premier mais le troisième seigneur d'Hauterive.

Philippe de Raffin devint l'époux d'Antoinette de Rance et, si son existence fut de courte durée, il eut du moins le précieux avantage d'avoir pour compagne une femme admirable, courageuse et forte qui fut l'amie et la bienfaitrice de saint Vincent Depaul et contribua à l'entretien du monastère de la Rose près Sainte-Livrade qui reçut les prêtres de la mission.

Celui que M. le docteur Couyba appelle *le vieux Perri-card* et dont il raconte les cruelles bizarreries d'après la tradition encore conservée à Hauterive, eut pour épouse une noble et généreuse femme. Et franchement, si Perri-card était aussi brutal que la tradition rapportée par M. le docteur Couyba le prétend, on peut l'oublier un instant par voie de compensation en songeant à sa femme.

Notons, du reste, que j'ai sous les yeux la lettre du grand saint, ce qui est bien supérieur comme preuve à la tradition orale consignée par M. le docteur Couyba.

¹ De la maison de Raymond de Folmont.

M. Couyba, en rapportant des traditions, sans les garantir, n'est point coupable, mais il s'est trompé en mentionnant les alliances de Marie de Raffin qui épousa Jean de Bossots, seigneur de Campels et de Siguinot, et non Jehan de Boussac, Seigneur de Campels. Autre erreur : Jules César de Raffin, fils de Jean, épousa non Clémence mais Françoise de Nort, descendante et héritière d'une vieille famille bourgeoise d'Agen qui, après avoir produit un ligueur courageux, ami et auxiliaire de Monluc, s'éleva légitimement à la noblesse et donna une suite d'officiers distingués.

Ce n'est point en 1684 mais le 23 juillet 1668 que Jean de Vilemon, conseiller à la cour des Aides de Bordeaux et père de Clémence de Vilemon, acheta la terre et baronnie de la Roque-Timbaut.

Enfin, Jules César II de Raffin, épousa Suzanne de Fumel, fille de Marc de Fumel et de Suzanne de Peytou et non, comme le prétend M. Couyba, de François de Fumel et de Jeanne de Caumont.

Telles sont, en passant, les erreurs relevées dans les pages produites par M. Couyba; j'ai cru devoir les signaler afin que la *Revue* qui a accueilli l'étude du docteur puisse aussi recevoir ces rectifications.

A toutes les époques, sous toutes les royautés, même sous la royauté populaire :

Rien n'est beau que le vrai, le vrai seul est aimable.

Joseph BEAUNE.

NOTES SUR LA FÉODALITÉ EN AGENAIS

AU MILIEU DU XIII^e SIÈCLE

(Suite et fin)

VI

Personnel Féodal.

Les Rovignan. — Un Arnaud de Rovignan fut évêque d'Agen, de 1209 à 1228.

Dès l'année 1259, les représentants de cette famille ont des possessions importantes à Astaffort, à Buzet, à Port-Sainte-Marie, à Miramont (sans doute celui d'Aiguillon). Les châteaux forts de Casteculier et de Galapian leur appartenaient en propre. Peu après, ils possédèrent quelque temps Tonneins. Au milieu du XIV^e siècle, ils sont seigneurs de Moncaut, ils ont Sainte-Livrade, Fauguerolles, des terres à Castelnaud et à Saint-Pastour.

Cette famille a dû perdre son rang dans notre pays ou s'éteindre avant la fin du moyen âge.

Les Boville. — S'il est une famille défiant la sagacité des généalogistes, c'est bien celle-là, car les Boville se comptent par centaines dans les actes des XIII^e et XIV^e siècles¹. Avec la similitude des prénoms répétés, la confusion est inévitable ; nul moyen d'établir exactement la filiation, la division des branches. Les recherches de

¹ Le *v* et le *n* étant écrit de la même façon dans les chartes, on trouve souvent dans les documents du moyen âge qui ont été publiés par Rymer, Thomas Carle, etc., et des auteurs contemporains la forme *Bonivilla* qui paraît défectueuse pour *Bovivilla*.

ce gettre restent d'ailleurs tout à fait en dehors de notre programme et nous ne saurions dire — ce qui serait d'ailleurs fort intéressant à expliquer — comment un Boville s'allia à la maison d'Angleterre. Il est traité par le roi de *consanguineus noster*.

La famille de Boville doit être d'une origine fort ancienne. Elle avait donné, dans le cours du ^x^e siècle, deux évêques au diocèse d'Agen et, en 1227, un sénéchal à l'Agenais.

Avant la fin du ^{xiii}^e siècle, elle s'était étendue dans le Périgord et aussi dans le Bazadais, où ses possessions étaient considérables ¹.

En Agenais, elle eut le Cayran, des biens à Virazeil, à Miramont. Au milieu du ^{xiv}^e siècle, un Boville reçut d'Edouard III, roi d'Angleterre, Castelsagrat, Monjoï et la moitié de La-sauvetat-de-Savères. Le château de Combebonnet passa aussi aux mains des Boville. Ainsi s'augmentaient leurs possessions dans les environs de Boville, d'où ils étaient vraisemblablement originaires. On remarquera toutefois que les domaines agenais de cette puissante famille furent instables, mal groupés et de peu d'étendue.

Les *Goth*.— Le mot de basse latinité *gutta*, signifiant flaque d'eau, ruisseau, a donné comme dérivé Goux, Gotz, Goth, Got, God, Godde, Goute, Lagoute. Ces noms sont tellement répandus qu'on ne saurait à quelle localité attribuer sûrement l'origine de la famille de Goth qui, au ^{xiii}^e siècle, avait de nombreux représentants à la fois en Agenais et en Bazadais ². L'élévation au pontificat de Bertrand de Goth, le célèbre Clément V (pape de 1305 à 1314), eut pour effet d'enrichir d'un seul coup toute sa famille, qui tenait déjà un bon rang. En effet, en 1305, son père Gallhard de Goth était seigneur de Duras ; un Arnaud de Goth avait été évêque d'Agen de 1271 à 1281, un Bertrand de Goth, évêque du même diocèse de 1291 à 1313.

Du milieu à la fin du ^{xiii}^e siècle, les Goth ont possédé dans l'Age-

¹ Voir : *Archives historiques de la Gironde*, t. V, p. 265, 288, 298, etc.

² Les hommages de 1259 fournissent cependant quelques indications qui font présumer que cette famille était bien originaire de l'Agenais. A cette époque, Bertrand de Gotz possédait en partie (l'autre coseigneur était Guillaume de Montmirat) le château de Gotz (aujourd'hui Goux) près d'Aiguillon. Dans la revue que nous avons faite des châteaux de l'Agenais, nous avons signalé ce château, composé d'une tour sur une motte féodale, comme étant d'une origine très ancienne, ainsi que l'ont démontré les fouilles exécutées par M. l'abbé Alié.

nais partie du château de Coux, des terres à Port-Sainte-Marie et Saint-Sardos, le péage de Thouars, acheté pour 3,000 livres à Philippe de Lévis.

Dans le testament de Clément V, voici quelles sont les dispositions relatives à ses neveux et nièces qui presque tous s'étaient mariés dans l'Agenais.

A son neveu Bertrand de Goth, vicomte de Lomagne, 15,000 florins.

A son neveu Bertrand de Savignac, fils aîné d'autre Bertrand, 6,000 florins. (Dans le codicille, 10,000 florins.)

Aux fils aînés nés ou à naître : d'Amalvin de Barès, époux de sa nièce Judic, 5,000 florins ;

De Bernard de Durfort, époux de sa nièce Régine, 5,000 florins ;

D'Anissans de Piis, époux de sa nièce Régine, 5,000 florins ;

D'Etienne Ferréol, époux de sa nièce Mathe, 2,000 florins ;

De Renaud de Bruniquel, époux de sa nièce Brayde, 5,000 florins ;

De Guillaume de Boville, époux de sa nièce Béatrix, 2,000 florins ;

De Vital de Contaud, époux de sa nièce Congie, 1,500 florins.

Ces grosses sommes de florins provenaient, on en juge sans peine, beaucoup plus des biens de l'église que du patrimoine de Clément V. Aussi le testament fut-il attaqué par son successeur Jean XXII¹.

L'énumération des héritiers de Clément V, nous démontre que sa famille tombait en quenouille ; ses descendants étaient nombreux mais le nom se perdait.

Les Caumont. — Cette famille est fort connue. Sa généalogie se trouve dans tous les grands ouvrages héraldiques.

D'après le P. Anselme, Calo, seigneur de Caumont, qui vivait au xi^e siècle, aurait donné son nom à sa terre. Il est plus vraisemblable de supposer que ce fut l'inverse : Calo prit le nom de son domaine.

Au milieu du xiii^e siècle, le château de Caumont se composait principalement d'une motte féodale, ce qui est un signe de grande ancienneté.

Dans le cours du xiii^e siècle, les Caumont possédaient Caumont,

¹ Pour le testament de Clément V et les difficultés auxquelles son exécution donna lieu voir : *Archives historiques de la Gironde*, t. XXIX. — Un mémoire du P. Ehrle dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte* et tirage à part. — *Archives historiques de la Gascogne*, 2^e série, 2^e fasc. *Documents pontificaux sur la Gascogne*, par l'abbé Louis Guérard, etc.

Sainte-Bazeille, les châteaux de Verteuil, de Cancon, partie du château de Monteton, de Betmont. Ils avaient des domaines à Monheurt, Moncassin, Clermont, Puymiclan, Monbahus, Sainte-Livrade, Lauzun, Samazan, Montpouillan, Bouglon, Goux.

Sous Philippe de-Valois, Guillaume Raymond reçut les baylies de Gontaud, de Monheurt et de Villefranche. Il avait des biens à Taillebourg. Les rois d'Angleterre conservèrent aux Caumont une partie de ces domaines ; ils y ajoutèrent même, vers l'an 1400, Laparade, Damazan, le Cayran, Castelamourous, Samazan. Sous François I^{er}, Tonneins fut quelque temps aux mains des Caumont.

Il semble que cette famille ait eu particulièrement à souffrir de l'agrandissement des d'Albret. Elle eut de larges compensations, ayant acquis nombre de seigneuries en dehors de l'Agenais ; elle devait se maintenir dans les plus hautes situations jusques à la période révolutionnaire¹.

Les Piis. — Cette famille, qui paraît des plus anciennes, figure au premier rang dans le cours du xiii^e siècle, situation qu'elle ne devait pas maintenir. Ses possessions étaient éparses ; elles comprenaient les châteaux de Taillebourg, de Birac, de Verteuil, sur la rive droite de la Garonne, ceux de Moncrabeau, de Nazareth, de Fieux, de Calignac, de Buzet (une moitié), de Moncassin (une moitié), et en outre des terres à Fourcès, Fréchou, Lagruère.

Neuf châteaux forts c'est plus que les d'Albret n'en possédaient dans l'Agenais à cette époque. Les Piis sont au nombre des barons auxquels devait coûter cher le voisinage des d'Albret. Ils avaient, dès l'année 1286, un point de contact dangereux : les uns et les autres s'attribuaient le château de Nazareth. Nous avons vu qu'un Piis avait épousé une nièce de Bertrand de Goth.

Nous n'avons pas de notes qui nous permettent de suivre cette famille jusques à la fin du moyen âge.

Les Marmande. — Marmande étant une juridiction comtale, puis

¹ Ces notes sommaires sont tirées des hommages du xiii^e siècle, du P. Anselme, des *Rolles gascons* de Th. Carte, des *Archives historiques de la Gironde*, *passim*, etc. L'historien de Sainte-Bazeille, M. l'abbé Alis, qui a eu déjà à étudier les Caumont, vient d'ajouter, en publiant l'histoire de Caumont, une grosse somme de renseignements à tout ce qui a été dit sur une de nos plus grandes familles féodales.

royale, n'eut pas d'autres seigneurs que les comtes et les rois. Une famille a porté son nom, ce qui révèle simplement son origine.

Les Marmande ont possédé, au ^{xiii}^e siècle, le château d'Escassefort, partie de celui de Virazeilh et Longueville. Leurs domaines formaient un quart de cercle autour de Marmande.

Pierre de Marmande fut sénéchal pour le roi d'Angleterre, de 1316 à 1323.

Les *Casanove*. — *Casanova* a donné dans nos pays les formes Casanove, Cazanobe ou Caseneuve. C'est arbitrairement que nous traduisons Casanove. En 1259, cette famille était riche, à en juger par l'énumération de ses domaines sis à Monheurt, à Labarthe, à Castelnau-des-Loubières, à Sainte-Marse, à Castelmoron, à Laperche, à Monclar.

Othon de Casanove fut sénéchal d'Agenais pour le roi d'Angleterre, de 1303 à 1305.

Les *Savignac*. — Le château érigé sur la terre qui a donné son nom à cette famille a été souvent cité; il doit faire prochainement l'objet d'une étude plus complète qui paraîtra dans cette revue.

Les Savignac étaient fort riches au ^{xiii}^e siècle; leurs domaines étaient dispersés à Agen, Castelculier, Casseneuil, Aiguillon, Penne, Buzet.

Des alliances avec les Goth les fortifièrent. Clément V paraît avoir fréquenté le château de Savignac et avoir eu pour ces parents une affection particulière. Il restera à chercher comment finit cette famille.

Les consuls d'Agen avaient noté et conservé avec soin deux contrats aux termes desquels un Savignac et un Durfort avaient sollicité et obtenu des lettres de bourgeoisie¹.

Tous deux de famille féodale, tous deux voisins de la juridiction d'Agen, ils s'étaient engagés à respecter les droits de la commune à laquelle ils s'étaient liés volontairement.

Les Durfort violèrent ces engagements, ce qui provoqua guerre et conflits; les Savignac, au contraire, paraissent avoir toujours vécu en bonne intelligence avec les Agenais.

Les *Prayssas*. — Ils tenaient le château de ce nom et celui de Clermont-Dessous. Ils avaient des biens à Aiguillon, Miramont, Port-

¹ *Jurades d'Agen*, pp. 253, 254.

Sainte-Marie, Bazens, Goux, Floirac, Lusignan. Ce fut sans doute le dangereux voisinage des Montpezat qui amena la décadence des Prayssas.

Les Saubiac. — Les renseignements sur la disparition de cette famille me font défaut. Elle ne possédait peut-être pas de château au ^{xiii}^e siècle, mais de nombreux fiefs ou domaines à Fourcès, Sainte-Marthe, près le Mas et Caumont, à Taillebourg, dans le Cayran, etc.

Pour se maintenir, au moyen âge, il ne suffisait pas d'être riche, il fallait être fort.

Les Fumel. — Ancienne famille qui a eu la rare fortune de survivre aux crises du moyen âge et de conserver sa situation jusques en 1789, toutefois sans l'avoir notablement améliorée.

Ses représentants au ^{xiii}^e siècle possédaient le château neuf de Monséguir et celui de Najejouls; de Fumel, leur centre, ils rayonnaient aussi à Cuzorn, Saint-Front, Pestillac.

Vers la fin du ^{xvi}^e siècle, les seigneuries de Pauliac et de Montagnac-sur-Lède leur appartenaient. Une branche de cette famille s'était implantée à Montaigut.

La généalogie des Fumel a été publiée dans le tome I^{er} du *Nobiliaire de Guienne et de Gascogne*.

Les Galard. — Leurs domaines agénais furent peu considérables. Ils ont possédé l'hospice de Galard près de Nomdieu, une partie d'Espiens et, vers la fin du moyen âge, Aubiac.

Plusieurs membres de cette famille eurent des emplois importants : ainsi, au ^{xiv}^e siècle, il y eut deux Galard, évêques de Condom, un autre évêque d'Agen, un autre grand maître des arbalétriers. Sous Louis XI, un Galard fut chambellan.

Un grand ouvrage a été consacré à la famille de Galard ¹.

Les Lusignan. — Je n'aurais même pas mentionné les seigneurs de Lusignan dans cette revue des grandes familles féodales de l'Agénais au moyen âge, si une prétendue famille de Lusignan n'avait

¹ *Documents historiques sur la maison de Galard*, par J. Noulens, Paris, Claye, 1871-1876, 4 vol. in-8°.

pas été l'objet de plusieurs études tendant à démontrer qu'elle se rattachait aux fameux Lusignan de Poitou ¹.

On a pu constater que, dans ces quelques aperçus sur la féodalité, je n'ai point fait ni répété de généalogie. Je regrette de n'avoir à citer par exception des travaux généalogiques que pour en faire la critique et en rejeter les conclusions. Il le fallait, en raison de la juste notoriété qui s'attache au nom de Samazeuilh et à celui de notre confrère si regretté, si plein de courtoisie, M. Jules de Bourrousse de Laffore. On aurait pu me reprocher de me dérober si je n'avais pas consacré quelques pages aux Lusignan.

Les dérivés du nom de lieu gallo-romain *Liciniacum* (la propriété de *Licinius*) sont assez nombreux en France ². Nous avons, en Agenais, Lusignan le-Grand et Lusignan-Petit, deux localités rapprochées l'une de l'autre. Le premier fut un fief pourvu d'un château fort. Tous ses possesseurs ont eu le droit de s'appeler Lusignan.

Une autre localité agenaïse dont le nom semble — pour l'œil seulement — avoir la même origine, mais qui ne dérive vraisemblablement pas de *Liciniacum* (i ne pouvant donner *au*) ³, est Laussei-

¹ Dubernet de Boseq. — *Lusignan-Grand. Notice historique*, Agen, imp. Noubel, 1867, in-8°, de 87 pp. — *Complément à la notice historique sur les Lusignan d'Agenais et du Poitou*, Agen, imp. Noubel, 1868, in 8°, de 45 pp.

Samazeuilh. — *De la communauté d'origine des Lusignan d'Agenais et des Lusignan du Poitou*, Villeneuve sur Lot, imp. Duteis, 1868, in-8° de 23 pp.

Jules de Bourrousse de Laffore. — *Les Lusignan du Poitou et de l'Agenais*, Agen, imp. veuve Lamy, 1882, in-8° de 88 pp.

² Parmi les communes de France, quatre portent le nom de Lusignan ; trois, celui de Lusigny ; trois, celui de Lézignan ; une celui de Lésigné ; une, celui de Lésigneux.

Je prie les lecteurs qui ne seraient pas rompus avec les variantes des finales dérivant du suffixe *iacum* de se rapporter à ce que j'en ai dit (*Revue*, 1896, p. 145), ou mieux de consulter l'ouvrage d'un maître : *De la formation des anciens noms de lieu*, par Jules Quicherat, Paris, Franck, 1867, p. 34.

Dans le *saïsimentum* de 1271, le château de Lusignan-Le-Grand est désigné sous le nom de *villa de Lesinhaco*.

³ Nous avons vu dans les divers dérivés de *Liciniacum* l'*i* transformé en *e* et en *u*. La transformation de l'*i* en *au*, bien anormale, aurait-elle pu cependant se produire exceptionnellement par l'intermédiaire de l'*u* ? En Agenais *Bajuli Mons* a bien donné Bajamont après les formes de transition *Bajoulmont*, *Bajolmont* *Bajaumont*. Il est vrai que le cas n'est pas identi-

gnan, ancienne paroisse englobant Barbaste, qui fut aussi un fief.

Or, dans l'énumération des Lausseignan et des Lusignan de l'Agenais au moyen âge, M. de Bourrousse de Laffore n'a pu établir ni filiation suivie, ni parenté et encore moins montrer le prétendu point de soudure entre l'un quelconque de ces divers Lausseignan et Lusignan et la grande famille du Poitou.

Il faut d'abord considérer comme très distincts les seigneurs de Lusignan-le-Grand et ceux de Lausseignan, appelés Laussignan. Lausenhan. Les actes dans lesquels ces derniers sont mentionnés se rapportent à des terres voisines de Lausséignan-Barbaste et à des possessions en Armagnac et en Bazadais.

Lusignan-le-Grand paraît avoir appartenu à diverses familles, entre autres à des Rovignan et à des Boville, dans la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle, à des Montpezat, du ^{xiii}^e au ^{xvi}^e siècle.

Au commencement du ^{xvi}^e siècle, il appartenait à une famille Dantré ou Dantrey, qui prit, comme elle en avait le droit, le nom du fief et fut la souche des Lusignan tombés en quenouille dans la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle. Les Dantré n'affichèrent nullement la prétention de descendre d'une ancienne famille féodale et encore moins des rois de Jérusalem. Sous le règne de Louis XIV, deux des membres de cette famille firent dresser et signèrent un arbre généalogique dans lequel figure comme premier auteur Jean de Lusignan, cité dans un hommage de 1539. Ils auraient pu remonter à

que, au dérivant de *ul, ol* dans Bajamont et non de *u* simple. La forme actuelle Lausseignan, par l'intermédiaire Lausignan, fixée dès le ^{xiii}^e siècle, apparaît en somme comme fort différente de la forme Lusignan. Cette anomalie n'a pas échappé à M. de Laffore, qui, malgré tout, a conclu à l'identité ou communauté des familles Lausseignan et Lusignan. Il en donne pour preuve (pp. 12 et 15), d'après M. Denis de Thézan, qu'un membre de la famille Lausignan (de Lausseignan) disposait du moulin de Bapaume en 1242 et que 543 ans plus tard (en 1785) ce même moulin appartenait à un Lusignan (de Lusignan-Le-Grand). Malheureusement la coïncidence est purement fortuite. Il serait difficile de savoir tout ce qu'il advint du moulin de Bapaume dans cet intervalle de cinq siècles et demi. Un acte du 3 juillet 1458 du fonds de Xaintrailles (n. 23) prouve seulement qu'à cette époque le moulin de Bapaume était la propriété du fameux maréchal Poton, dont les Lusignan (de Lusignan-Le-Grand) avaient hérité médiatement. Cela suffit. Les Lausseignan n'ont pas été les ayants droit des Lusignan en ce qui concerne le moulin de Bapaume. L'argument unique pour rapprocher les deux familles reste donc sans valeur.

une génération de plus, grâce à divers actes notariés, de 1500 à 1511. qui fournissent le véritable nom de famille. Ces actes sont passés par Ogier Dantré ou Dantrey, seigneur de Lusignan et coseigneur de Lestelle près Tournon, père de Jean de Lusignan ¹.

Voici la généalogie dressée par les Lusignan :

« Généalogie de messires Pierre de Lusignan, seigneur baron de Galapian, et messire Arman de Lusignan, seigneur marquis dudit lieu et autres places, oncle et neveu :

» I. Hommage rendu au roy François Premier par noble Jean de Lusignan, baron dudit lieu, Galapian et Clermont, lequel estoit père dudit Henri. (Preuve par l'hommage du 16^{me} mars 1539.)

» II. Messire Henri de Lusignan, baron dudit lieu, est filz de feu messire Jean de Lusignan. (Preuve par contract de mariage du 1^{er} décembre 1565.)

» III. Messire François de Lusignan, marquis dudit lieu, est filz de feu messire Henry de Lusignan, seigneur baron dudit lieu. (Preuve par contracts de mariages des *(sic)* 15^{me} juiilhet 1594.)

» IV. Messire François de Lusignan, père dudit messire Arman, est filz d'autre feu messire François de Lusignan, seigneur marquis dudit lieu. (Preuve par contract de mariage du 28^{me} may 1621).

» V. Messire Pierre de Lusignan est fils de feu messire François de Lusignan et ledit messire Arman, filz d'autre messire François de Lusignan. (Preuve par contract de transaction du 16^{me} février 1658.)

A gauche de l'arbre généalogique, les signatures de messires Pierre et Armand de Lusignan : *Galapian, Lusignan*.

A droite les armoiries des Lusignan, Montpezat, etc., en couleur. Une Mélusine, en cimier, au-dessus d'une couronne de marquis (Fonds de Xaintrailles. II, 22).

L'adaptation à leur écu des armes des Lusignan du Poitou et de la célèbre Mélusine a paru à nos auteurs agenais une preuve décisive en faveur de l'origine poitevine des Lusignan d'Agenais ; mais ils ont cependant connu une alliance entre ces derniers et les Saint-Gelais, de la souche de Poitou, qui explique fort bien cette adaptation. D'autre part, comme les exemples d'armoiries qu'ils ci-

¹ Archives départementales, fonds de Xaintrailles, II. 10 ; fonds de Tournon, II. 3. Quelques actes du fonds de Xaintrailles donnent encore à Jean de Lusignan, fils d'Ogier, son nom de famille Dantré, que ses descendants ne portent plus.

Un ancien inventaire d'actes notariés de Montaigut fait mention d'un Bénédict Dantré, coseigneur de Lestelle qui vivait peut-être avant Ogier.

tent ne sont pas antérieurs à cette alliance, l'argument tiré de la communauté d'armes, aux fins de prouver une parenté, une filiation tombe de lui-même.

Les Dantré de Lusignan ont eu d'assez grandes situations au xvi^e siècle. Jean fut lieutenant du sénéchal et son fils Henri, un favori de Henri IV, exerça des charges importantes *. M. de Laffore en conclut que si les barons de grande famille ont accepté de servir sous leurs ordres c'est qu'ils n'étaient point de faux Lusignan, c'est qu'ils descendaient bien des Lusignan du Poitou.

Il y a là, croyons-nous, une confusion. Il faut se garder d'appliquer à la vraie féodalité les conceptions modernes que l'on s'est faites sur la noblesse. Jadis les barons ne tiraient pas entre eux à la plus longue paille, comme on a commencé à le faire au xvii^e siècle. Ils acceptaient des chefs sans leur demander la liste de leurs ancêtres remontant aux Croisades. C'est la puissance effective, actuelle d'une famille et même d'un individu et non les vieux parchemins qui donne l'autorité. De plus on s'inclinait devant les commissions royales et, fut-il un parvenu, Jean Dantré de Lusignan, comme lieutenant de sénéchal, pouvait commander à des Durfort, à des Montpezat, aux seigneurs les plus puissants et des plus anciennes souches.

Revenons à la question des armes. Celles des Saint-Gelais, issus

* Henri de Lusignan, fils de Jean, cessa de s'appeler Dantré sur les actes. Il passa contrat de mariage le 1^{er} décembre 1566 avec Madeleine Isalguier, fille de Bertrand, écuyer, seigneur de Clermont, dont la dot était de 20,000 livres. Madeleine était probablement une nièce de Monluc. La signature du maréchal, qui, au cours des guerres, eut quelquefois Lusignan pour adversaire, était apposée, avec celle de Fontenilles, sur la minute du contrat, passé en Quercy.

Cet Henri de Lusignan, nommé par le roi de Navarre capitaine de cinquante hommes d'armes et gouverneur de Puymirol, riche de l'héritage de sa femme, épousa en secondes noces Madeleine de Saint-Gelais, veuve de Louis de Nauchèzes, chambellan du roi. (Fonds de Xaintrailles, n. 12.) Par une singularité bien rare, ce contrat de mariage fut passé, le 15 juillet 1594, en même temps que le contrat de mariage de François de Lusignan, fils dudit Henri, avec Marguerite de Nauchèzes, fille dudit feu Louis. Deux générations de deux familles s'unissaient le même jour, et, le même jour, Marguerite de Neuchèzes devenait deux fois la belle-fille de Henri de Lusignan. Cet acte a été cité, d'après des notes, par M. de Laffore (p. 41).

des Lusignan du Poitou, se trouvent isolées, sur une clé de voûte en étoile, dans un croisillon du transept surajouté à l'église romane de Lusignan-le-Grand. C'est le plus ancien exemple connu mais non daté. Comme dans notre pays on a construit des voûtes en étoile pendant tout le xvi^e siècle, on doit attribuer à Madeleine de Saint-Gelais la construction de ce croisillon formant chapelle.

Les autres exemples (château de Xaintrailles, litre de l'église de Saint-Hilaire, arbre généalogique des Lusignan), sont des xvii^e et xviii^e siècles. Ces divers écussons, à peu près pareils, sont écartelés; on y voit naturellement les armes des Saint-Gelais, celles des Montpezat, en raison des alliances contractées avec ces familles, et parmi celles qui n'ont pas été déterminées figurent certainement celles des Dantré.

Concluons : Une ancienne famille de Lausseignan eut une assez grande situation féodale dans la baylie agenaïse d'Outre-Garonne. Elle n'a rien de commun avec les seigneurs de Lusignan-le-Grand. Entre eux tout diffère : le nom, les résidences, les domaines.

Dans le cours du moyen âge, il n'y eut pas de famille agenaïse de Lusignan à filiation suivie; le fief de Lusignan-Le-Grand a passé aux mains de diverses familles, parmi lesquelles les Rovignan, les Boville, les Montpezat, qui, toutes, ont pu légitimement porter le nom de Lusignan. Aucune de ces familles ne se rattache aux Lusignan du Poitou.

A partir du règne de Louis XII jusques dans le dernier quart du xvii^e siècle, les Dantré furent seigneurs de Lusignan. Sous le règne de Henri IV, une alliance avec les Saint-Gelais leur donna le droit d'ajouter à leurs armes celles de Lusignan du Poitou. Ceci, avec l'homonymie, a causé une confusion sur les origines qui ne se fut pas produite si nos annalistes avaient pu consulter le fonds de Xaintrailles tout entier.

Les *Madaillan*. — Encore une des rares familles féodales qui devaient survivre jusques à notre époque. Sa généalogie est fort embrouillée et fait, en ce moment, l'objet d'une étude qui sera sans doute définitive. M. Campagne ne nous en a donné qu'un fragment dans cette revue¹. Il aura à suivre les Madaillan bien au-delà de l'Agenais, dans le Bordelais et dans l'Ile-de-France, où ils tinrent un rang élevé.

¹ 1896, p. 366.

Les Filartigue. — Ils possédaient, au ^{xiii}^e siècle, l'importante chàtellenie de Poudenas, des biens à Andiran, partie du chàteau de Lisse, la moitié des chàteaux de Réaup et de Villeton.

Les Sainte-Marce. — Ils possédaient des fiefs et des terres dans le Queyran, à Hautevignes, Tonneins, Grateloup, Gontaud, Le Mas.

Les hommages du ^{xiii}^e siècle fournissent en outre la mention d'une centaine de barons et de chevaliers dont les possessions étaient de peu d'importance et dont les familles ont pour la plupart disparu de la scène, soit par extinction, soit par appauvrissement, avant la fin du moyen âge.

Leurs noms se rattachent pourtant à l'histoire de nos communes et devront être cités dans les études spéciales. On pouvait les omettre dans une revue, passée en quelques pages, de la féodalité en Agenais.

La présente étude est d'ailleurs d'une insuffisance qu'il faut avouer une fois de plus. Le futur historien de l'Agenais devra forcément broder sur ce canevas dont j'ai donné la chaîne et la trame brutes.

La féodalité proprement dite finit avec le moyen âge. Elle transmet ses titres de rentes foncières et ses droits de justice à des générations qui constituent la noblesse. La noblesse peut vivre bourgeoisement ; ses obligations militaires s'atténuent, ses domaines sont limités ; si elle s'élève, c'est par la faveur du souverain.

On classe les seigneuries, on leur donne des titres. Le domaine d'Albret devient duché ; trois baronnies agénaises forment le duché d'Aiguillon.

Au ^{xviii}^e siècle, on surenchérit sur ces distinctions inusitées chez nous durant la période féodale : une trentaine de vieux fiefs agénais sont érigés en autant de comtés et de marquisats. Titres pompeux et déjà fictifs !

Parmi nos anciennes familles, les Durfort et les Caumont, tout en conservant leurs possessions, s'étendent beaucoup au dehors et, liés à la Cour, résident peu dans leur pays d'origine. De grandes familles étrangères s'implantent en Agenais et gardent temporairement ou pendant deux siècles les riches successions de familles féodales éteintes : ainsi les Bouillon, les Villars, les Mayenne, les Vignerod, les Montferrand, etc.

Le mérite personnel tire encore de l'obscurité quelques représentants de familles moindres ou de souches cadettes. C'est à grands

coups d'épée que Monluc gagne des commandements et le bâton de maréchal de France. La faveur de Henri IV élève Lusignan et pas très haut. Issu de la bourgeoisie agenaïse, d'Estrades occupe de hautes situations au xvii^e siècle. Les d'Esparbès de Lussan, qui devaient compter deux maréchaux de France, exercent de père en fils, pendant un siècle, la charge bien réduite de sénéchal d'Agenais.

La noblesse agenaïse a produit peu d'hommes marquants au siècle dernier. Son personnel avait du reste singulièrement changé depuis la fin du moyen âge. Il suffirait pour s'en convaincre de dresser une liste des barons cités dans les actes du xiii^e au xv^e siècle et de la rapprocher d'un état de la noblesse de l'Agenais dressé en 1717 ¹.

G. THOLIN.

(Fin.)

¹ Cet état a été publié par M. Jules de Bourrousse de Laffore, dans la *Revue*, de 1885 à 1888.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

L'Etat Social de la France au temps des Croisades, par L. GARREAU.

Paris, librairie Plon, 1899, un vol. in-8°. — vii — 530 pages.

Bien que ce livre ait été publié à Paris et que, par les matières qu'il traite, il soit d'un ordre très général, cependant, à cause de l'origine de son auteur, il a sa place marquée dans la Bibliographie de l'Agenais.

J'ai hâte de dire, sans crainte d'être démenti, que cette place est au premier rang, parmi les œuvres les meilleures.

Il est de fait que la période du Moyen-Age, si justement considérée comme la genèse de notre histoire moderne et même contemporaine, a été l'objet, depuis un demi-siècle et plus, de très nombreuses et très savantes études. Mais il est non moins certain que ces études, qui ne se comptent plus, ne visant la plupart que tel ou tel point particulier, sont restées jusqu'à présent, éparses, disséminées — *disjecta membra* — j'allais dire enfouies dans la masse des revues savantes et des publications spéciales. Nous manquions d'un tableau d'ensemble.

Le livre que nous avons l'honneur de présenter au public vient justement de combler cette lacune. Pas n'est besoin d'être prophète pour lui prédire un très grand succès auprès des érudits et même des simples lettrés. Car il est difficile de concevoir un traité plus complet, mieux agencé, plus exact, plus précis, plus détaillé et surtout plus clair de l'état social de la France au temps des Croisades qui est, comme chacun sait, l'époque décisive du Moyen-Age.

N'allez pas croire que ce *traité* soit une simple compilation ou mieux une synthèse des ouvrages déjà parus sur la matière. Très au courant de la littérature de son sujet, l'auteur — et rien n'est plus évident — a voulu, avant tout, faire une œuvre originale et de première main. Pour cela il est allé constamment aux sources mêmes. « En esquissant, dit-il, l'état social au temps des Croisades, j'ai cherché à me placer au point de vue des hommes d'alors. Voir à travers leurs écrits le monde qu'ils avaient sous les yeux et le comprendre comme ils le comprenaient, telle a été la pensée directrice

de ce travail¹. » Aussi bien pour s'en convaincre qu'on jette un coup d'œil sur les innombrables notes et pièces justificatives sur lesquelles il a grand soin d'étayer jusqu'à ses moindres assertions. L'on sera édifié en même temps sur la somme colossale de travail que suppose un pareil ouvrage.

Il serait malaisé de faire le résumé, l'analyse d'un livre dont chaque mot est, pour ainsi dire essentiel, dont chaque ligne ne saurait, sans dommage, être retranchée. Nous nous bornerons donc à donner une idée du plan général.

D'abord l'auteur part de ce fait dûment constaté qu'en France, au temps de la première Croisade, il y avait deux populations distinctes et comme superposées : l'une qu'il appelle, avec un rare bonheur d'expression, la population souveraine ; l'autre la population dépendante. Les deux premières parties du livre sont respectivement consacrées à l'une et à l'autre ; la troisième a pour objet l'Eglise, « terrain commun des deux populations. »

Chacune de ces parties se subdivise, à son tour, en chapitres et en paragraphes dont il suffira de citer les titres pour indiquer toute l'importance des matières qu'ils renferment. Pour être tout à fait juste, il convient d'appliquer à chacun d'eux cette remarque de Quintilien : « *Plus habet in recessu quam fronte promittit.* »

LIVRE PREMIER

LA POPULATION SOUVERAINE

CHAPITRE I. — Aspect général de la population souveraine.

CHAPITRE II. — Coup d'œil rétrospectif sur les origines et l'influence du système féodal. — 1° Comment s'établirent les liens féodaux (alleux, bénéfices, recommandation, seigneurs, vassaux, pairs, fiefs et féodalité). — 2° L'organisation des fiefs supprima le rôle de la monarchie, mais affermit la puissance des gouverneurs de cités.

CHAP. III. — Le lien féodal. — 1° Sa nature (services d'ost et de court, homme lige, hommage, rachat). — 2° Le lien féodal est universellement recherché. — 3° Enchevêtrement des liens féodaux.

CHAP. IV. — Le service militaire féodal. — 1° Conditions de ce service. — 2° Ce mode de service est impropre à la guerre offensive. — 3° Garnisons et châteaux-forts (custodia, status, stagium, estage, estager, chevauchées, résidence).

¹ Avant propos. Page vii.

CHAP. V. — La cour de justice féodale d'après les *Assises de Jérusalem*. — 1° La cour de justice féodale est, en quelque sorte, une association de jugement mutuel. — 2° Procédés judiciaires de la cour féodale. (plaid, avant-parlier, essoigne. Preuves : preuve lige, record de cour, preuve par garants, bataille). — 3° Causes fréquemment jugées à la cour féodale (les dettes, plègerie, choses prêtées et détériorées et les gages perdus, les ventes simulées, les bêtes rétives, coups et blessures, la rapine, le rapt, l'homicide, la force, la brisure de chemin, etc...). — 4° Les plaids de meurtre et de trahison. — 5° Cérémonial du combat judiciaire.

CHAP. VI. — Le droit civil féodal. — 1° Droits limités du possesseur féodal. — 2° Coutumes successorales découlant du mode féodal de possession (frérage, parage). — 3° Sujétions et prérogatives résultant pour les femmes d'une possession féodale. — 4° Le testament. — 5° La tutelle (garde et bailage). — 6° Le donaire.

CHAP. VII. — (Excellent). La royauté féodale. — 1° Situation de la royauté sous Philippe I^{er} et Louis VI. — 2° Traditions et visées de la Royauté. — 3° Moyen de suprématie qu'adopte la royauté. — 4° Vassalité des évêques et des abbés. — 5° La suzeraineté sur les Evêques propage au loin l'autorité de Louis VII. — 6° La suzeraineté sur les comtes et les ducs permet à Philippe-Auguste plusieurs annexions territoriales. — 7° La royauté féodale de Philippe-Auguste et de saint Louis (le connétable, le maréchal, le bouteiller, le chancelier, le chambrier, le queu. — Etablissements dits de Saint-Louis. — Ordonnances de Saint-Louis. — 8 Le pouvoir non féodal qu'exerce le roi (prévôts, sergents, baillis). — 9. Orientation de la royauté et destinée de la population souveraine après l'ère des croisades.

CHAP. VIII. — Les caractères dans la population souveraine. — 1° Nature primitive des hommes de ce temps. — 2° Pourquoi ces hommes ressemblent à des enfants. — 3° Parallèle entre l'homme et la femme du monde féodal.

CHAP. IX. — Le chevalier. — 1° Ce qu'est un chevalier. — 2° L'armement du chevalier (adoubement, cotte, heaume, l'écu, les éperons, le beandrier et l'épée, paumée et colée, quintaine et behour). — 3° L'écuyer, le varlet (bachelier). — 4° L'église n'a pas institué la chevalerie. — 5° Le type légendaire du chevalier.

CHAP. X. — La Guerre. — 1° La bataille (échelles ou batailles). — 2° Le siège (baffreys, bélier, chats, mines, pierrières, mangoneaux). — 3° Eléments secondaires des armées : archers, sergents, routiers.

LIVRE II

LA POPULATION DÉPENDANTE ET LE MOUVEMENT SOCIAL DU XII^e SIÈCLE

CHAPITRE I. — La condition la plus générale dans la population dépendante.

CHAP. II. — Les colons gallo-romains, les esclaves et la formation du servage (servi casati, non casati, manants).

CHAP. III. — Les serfs. — 1^o L'attache à la tenure. (Mansus, casallium, casata, corvée). — 2^o La dépendance envers le maître. (Cens et taille, queste, synodus et circada, main-morte, formariage). — 3^o La personnalité.

CHAP. IV. — Les semi-libres. — 1^o Les coliberts. — Les tenanciers. — 3^o Les semi-libres sont-ils soumis aux tailles ?

CHAP. V. — Comment serfs et semi-libres sont administrés (administrateurs et procédés judiciaires). — 1^o Les administrateurs (villicus, major, maire, prévôt, bayle, bailli, viguier, sergent). — 2^o Les procédés judiciaires (Preuves de Dieu ; *a*) par combat ; *b*) par le fer chaud ; *c*) par l'eau froide ; *d*) par serment. — Pénalités).

CHAP. VI. — Les libres de la population dépendante. — 1^o Les cultivateurs libres (hôtes, hôteses). — 2^o Les bourgeois (ost et chevauchée).

CHAP. VII. — Les bourgeois de Paris sous saint Louis, d'après leurs « registres des métiers ». — 1^o Les *métiers*. — 2^o Règlements administratifs (maîtres et jurés, prudhommes). — 3^o Règlements industriels. — 4^o Les apprentis (chef-d'œuvre). — 5^o Les ouvriers salariés (valets). — 6^o Le guet, le vin, les crieurs publics. — 7^o Liste des métiers de Paris (*a*) Métiers qui s'achètent au roi ; *b*) métiers francs).

CHAP. VIII. — Les juifs. — 1^o Leur condition civile semble analogue à celle des *Libres* ; mais, en matière fiscale, ils semblent plutôt assimilés aux serfs. — 2^o Ils ont le monopole du prêt à intérêt (41 1/2 p 0/0). — 3^o Ils sont tout à la fois traités en ennemis et en privilégiés (maître des Juifs, exemption du guet, rota).

CHAP. IX. — Les aubains et les bâtards.

CHAP. X. — Traits communs aux diverses conditions de la population dépendante (sylvage et glandage, piscage, préage, péage, marchés et foires, tonlieu, tabernage, pesage, mesurage).

CHAP. XI. — Le mouvement social du XII^e siècle. Les villes neuves

et les villes privilégiées. — 1° Les villes neuves. — 2° Les villes privilégiées (charte ou privilegium).

CHAP. XII. — Les campagnes au **xiii^e** siècle (coutumes, censives).

CHAP. XIII. — Destinée de la classe rurale postérieurement au **xiii^e** siècle.

CHAP. XIV. — (Excellent). — Les communes. — 1° Ce qu'est la commune du **xii^e** siècle, — 2° Conditions civiles des membres de la Commune. — 3° Ce que nous savons du mode de gouvernement des communes (jurés, pairs ou échevins ; maire, maire ; jurade ; consulat). — 4° La naissance des communes et le développement des consulats du Midi transforment les classifications sociales de l'époque (noblesse, clergé, tiers état). — 5° Courte durée des communes et développement continu du tiers état.

LIVRE III

L'EGLISE. — L'INSTITUT MONASTIQUE

CHAPITRE I. — L'Eglise terrain commun aux deux populations. — Comment au **xi^e** siècle le clergé aurait pu devenir une caste, et comment au **xii^e** siècle, ce péril social fut conjuré (célibat ecclésiastique).

CHAP. II — L'Eglise et la féodalité. — Comment l'Eglise, seule puissance non absorbée par la féodalité, est menacée au **xi^e** siècle de perdre son existence indépendante ; comment elle l'affermir au **xii^e** siècle (querelle des investitures, simonie).

CHAP. III. — L'Eglise et les tentatives de Gouvernement. — 1° L'Eglise cherche à organiser une puissance publique laïque. — 2° Les Conciles deviennent les assemblées législatives de la Chrétienté. — 3° Ce qui manque à la chrétienté pour constituer une puissance publique effective (juges de la paix, milices de la paix, ordres religieux et militaires).

CHAP. IV. — Les cours de chrétienté — 1. Les officialités. — 2. L'Inquisition. (Il y a quelques réserves à faire sur ce dernier paragraphe).

L'INSTITUT MONASTIQUE

CHAPITRE I. — Les moines du **xi^e** siècle : les Bénédictins de Cluny (l'avouerie, offices claustraux).

CHAP. II. — Les moines du **xii^e** siècle : agriculteurs ou soldats. — 1° Les bénédictins agriculteurs (Cîteaux, la Chaise-Dieu, la Grande-

Sauve, Grandmont, Chartreuse, Fontevrault..). — 2° Les moines soldats (Chevaliers du Temple, Hospitaliers de Saint-Jean, chevaliers de Calatrava, de la Milice du Christ).

CHAP. III. — Les moines du XIII^e siècle : prédicateurs et mendiants. — 1° Les Franciscains (tiers ordre). — 2° Les Dominicains. (Il y a lieu également de faire ici quelques réserves.) — 3° Les autres ordres voués à la prédication et au ministère, établis en France au XIII^e siècle (Frères du Carmel, de Saint-Augustin, des Sacs, des Blancs-Manteaux, de Sainte-Croix, les Mathurins ou religieux de la Sainte-Trinité).

CHAP. IV. — Les hôpitaux (sœurs Augustines, confrérie de Saint-Antoine, maladreries, léproseries, ordre de Saint-Lazare).

APPENDICES

- A. — Les deux populations. (Savante dissertation.)
- B. — Une confusion de termes (à propos du mot féodalité.)
- C. — Possessions royales. (Comment les villes de Laon, Châlons, Langres, Noyon, Beauvais, Reims étaient sous le pouvoir direct de la royauté au temps des Capétiens.)
- D. — La vassalité des comtes et des ducs au XII^e siècle. (Comtes de Champagne, de Vermondois, de Flandre, d'Anjou, de Nevers, Auxerre et Tonnerre, ducs de Bourgogne, de Bretagne, de Normandie, d'Aquitaine, de Toulouse.)
- E. — Résumé de la seconde partie du Registre des Métiers.
- F. — Les chemins au XIII^e siècle.
- G. — Les vicomtes.
- H. — Scènes de la vie réelle. — 1° Saint-Evrout. — 2° Ernaud d'Echauffour et la comtesse Mabile. — 3° Le comte de Bellême, Robert le Terrible,

On le voit, ce livre n'est rien de moindre qu'une vaste encyclopédie où toutes les questions relatives à une grande époque de notre vie nationale ¹ sont non-seulement posées, indiquées et abordées mais élucidées et traitées à fond. En présence d'une telle masse de

¹ Sauf celles qui se rapportent aux arts et aux lettres et qui seront l'objet d'un second ouvrage.

notions si sûres, si exactes malgré leur extrême diversité, on est aux regrets qu'un index n'accompagne pas ce bel ouvrage qui sera beaucoup lu, mais encore plus consulté.

Nous ne dirons rien du style qui est simple, d'une nudité athlétique et tout à fait approprié au sujet.

Mais ce qu'on ne saurait trop louer c'est l'esprit juste, nettement et largement compréhensif qui a présidé à tout ce travail. A peine, à mon humble avis, pourrait-on faire quelques réserves, comme je l'ai indiqué en son lieu à propos du jugement porté par l'auteur sur, l'Inquisition et les Inquisiteurs. Pen me chaut, en vérité, que l'on pense bien ou mal de cette institution; encore faut-il que l'on dise pourquoi.

Et s'il est vrai, comme on en convient, que l'inquisition a été, dans son temps, un moyen très nécessaire et, par suite des circonstances, très légitime de défense sociale, une sage mesure de salut public, n'ai-je pas lieu d'être étonné de la voir ensuite condamner, sans aucune forme de procès, uniquement, sans doute, à cause de son principe et en vertu de je ne sais quel libéralisme qui n'a même pas su proscrire de notre époque et les lois et les tribunaux d'exception. J'aime bien Socrate mais je ne l'admire pas lorsqu'il vote un sacrifice à Esculape.

Abbé DURENGUES.

RECUEILS ET PERIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Mars-Avril 1899*. — Hubert: Etude sur la formation des Etats de l'Eglise, 726-727 (*suite et fin*). — Rodocanachi et Marcotti: Elisa Baciocchi. *Première partie*. — Oelsner: Fragments de mémoire relatifs à l'histoire de la Révolution française, (*Suite*). — *Bulletin historique*: France. Publications relatives à l'antiquité romane par C. Jullian. — Publications relatives au moyen-âge par A. Molinier. — Allemagne. Publications relatives à l'histoire de la Réforme par A. Stern. — *Comptes-rendus*, *Chronique*, etc.

POLYBIBLION. — *Février 1899*. — P. Saint-Marcel: Poésie. — A. de Ganniers: Histoire, art et sciences militaires. *Comptes-rendus*, *Bulletin*, *Chronique*. — *Mars 1899*. — Mangenot: Publications récentes sur l'Ecriture Sainte et la littérature orientale. — F. Chapot: Ouvrages d'instruction chrétienne et de piété. — Le comte de Bizemont: Géographie et Voyages. — *Comptes-rendus*, *Bulletin*, etc.

ANNALES DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE BORDEAUX ET DES UNIVERSITÉS DU MIDI. — *Janvier-Mars 1899*. — *Revue des lettres françaises et étrangères*. — G. Radet: Avant-propos. — E. Zyromski: Les caractères généraux de la littérature française au XIX^e siècle. I. La méthode hégélienne et l'esprit français. — A. Le Breton: Benjamin Constant, romancier. — E. Bouvy: Dante en France. — A. Ehrard: Une tragédie classique en Autriche. Les vagues et l'amour de la mer, de Franz Grillparzer. — *Bulletin hispanique*, par Despagne. — *Questions universitaires*, par E. Bourciez. — *Bibliographie*. — Revue des études anciennes. — Hotteaux: Curæ epigraphicæ. — Lechat: *Χρῆμα τιττυς*. — Perdrizet: Le Dieu Thrace Zbelthiourdos. — F. Antoine: De la parallaxe et de l'hypotaxe dans la langue latine (1^{er} article). — C. Jullian: Notes Gallo-romaines. — *Bulletin historique*, par P. Paris, Serrano Gomez, etc. — *Bibliographie*.

REVUE DES PYRÉNÉES. — 1898. 6^e livraison: D^r Garrigou: La vallée d'Aure (Hautes-Pyrénées), ses ressources hydrologiques, etc. — F. Pasquier: La panique à Villemur, au commencement d'août 1789. — A. P. Sermet, évêque constitutionnel de la Haute-Garonne: Lettres inédites de 1789 à 1795 (*suite et fin*). — *Variétés*: J. de Lahondès. Cent ans aux Pyrénées par M. Henri Béraldi, etc. — *Pages volantes*, *Bibliothèques du Midi*, *Bibliographie*. — *Janvier-Février 1899*. — J. de Lahondès: Toulouse. — Comte V. d'Adhemar: Voyage pratique. — Maurice Gay: Un poète béarnais du XVIII^e siècle. Cyprien d'Espourrin. — J. Foutès: Quelques mathématiciens de l'Espagne pyrénéenne au XVIII^e siècle. — E. Cornac: La Révolution à Toulouse et dans le département de la Haute-Garonne. I. Des origines à la fin de l'assemblée constituante. — H. Béraldi: Les officiers géodésiens dans les Pyrénées. *Bibliographie méridionale*.

REVUE DE GASCOGNE. — *Mars 1899*. — J. Gardère: Histoire religieuse de Condom pendant la révolution (*suite*). — J. Lestrade: Lettres de M. de Cerisy, évêque de Lombez. — P. de Casteran: Lettres de Froidour IV. De Saint-Bertrand à Bagnères. — *Bibliographie* par L. Couture. — *Notes diverses*, etc. — *Avril 1899*. — A. Laver-gne: Les piles Galloromaines de la Gascogne. — J. Decap: l'Abbaye de Bonnefont en 1067. — L. Bertrand: Du prétendu Jansénisme de M. de Matignon, évêque de Condom. — P. de Casteran: Lettres de Froidour IV. De Saint-Bertrand à Bagnères (*suite et fin*). — J. Lestrade: M. de Maupeou, archevêque d'Auch. — *Questions*, *notes diverses*, etc.

REVUE DE L'AGENAIS

Doivent paraître en 1899, outre la suite des articles en cours de publication :

Des études accompagnées de planches sur les châteaux de Las serre, de Longuetilh, de Savignac ;

L'itinéraire raisonné de la reine Marguerite en Gascogne (1578-1585), par M. Ph. Lauzun ;

Les Troubadours Agenais, par M. Ch. Ratier ;

Les débordements de la Garonne dans l'Agenais depuis les temps anciens jusques à ce jour, par M. Jules Serret.

Etude sur le château de Manlèche (Gers), par M. l'abbé de Carsalade du Pont.

Et autres articles de nos dévoués collaborateurs.

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Cinquième et Sixième livraisons de la 26^{me} Année.

Mai-Juin 1899



AGEN

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE AGENAISES

43, Rue Voltaire, 43

(ANCIENNES MAISONS NOUBEL ET LAMY)

1899

SOMMAIRE

	Pages
I. <i>Les Sceaux et les Armoiries des villes de l'Agenais</i> , par G. Tholin.	193
II. <i>Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne (1578-86)</i> — Introduction — par Ph. Lauzun.....	212
III. <i>Une Circulaire au clergé d'Agenais après 1685</i> , par Dr L. Couyba.	226
IV. <i>Journal Agenais des Malebayse (suite et fin)</i>	232
V. <i>Etude sur les statuts, actes des consuls et délibérations de jurade, de la commune et juridiction de Villeneuve d'Agenois (suite)</i> , par M. Fernand de Mazet.....	240
VI. <i>Un poète agenais oublié — A. Baralet — G. T.</i>	260
VII. <i>Concordia</i> , par Emile Gaussen.....	262
VIII. <i>Nouvelle de l'assassinat de Henri IV</i>	272
IX. <i>Encore les Raffin d'Hauterive — Une réponse — Dr L. Couyba...</i>	274
X. <i>Rythmes et Rimes — Berceuse — par L. de Bosredon</i>	279
XI. BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE. — (Abbé Bouyssy) : <i>Liber miraculo- rum sanctæ Fidis</i> . — (G. T.) : <i>Les harmonies naturelles</i> , par Paul Maryllis. — (G. T.) : <i>Notice sur les Montpezat de Poussou et leurs alliances</i> , par le Dr Couyba.....	280
XII. <i>Nécrologie — Fernand de Mazet — par G. Tholin</i>	286

**La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans
les articles de la REVUE**

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser *exclusivement* à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

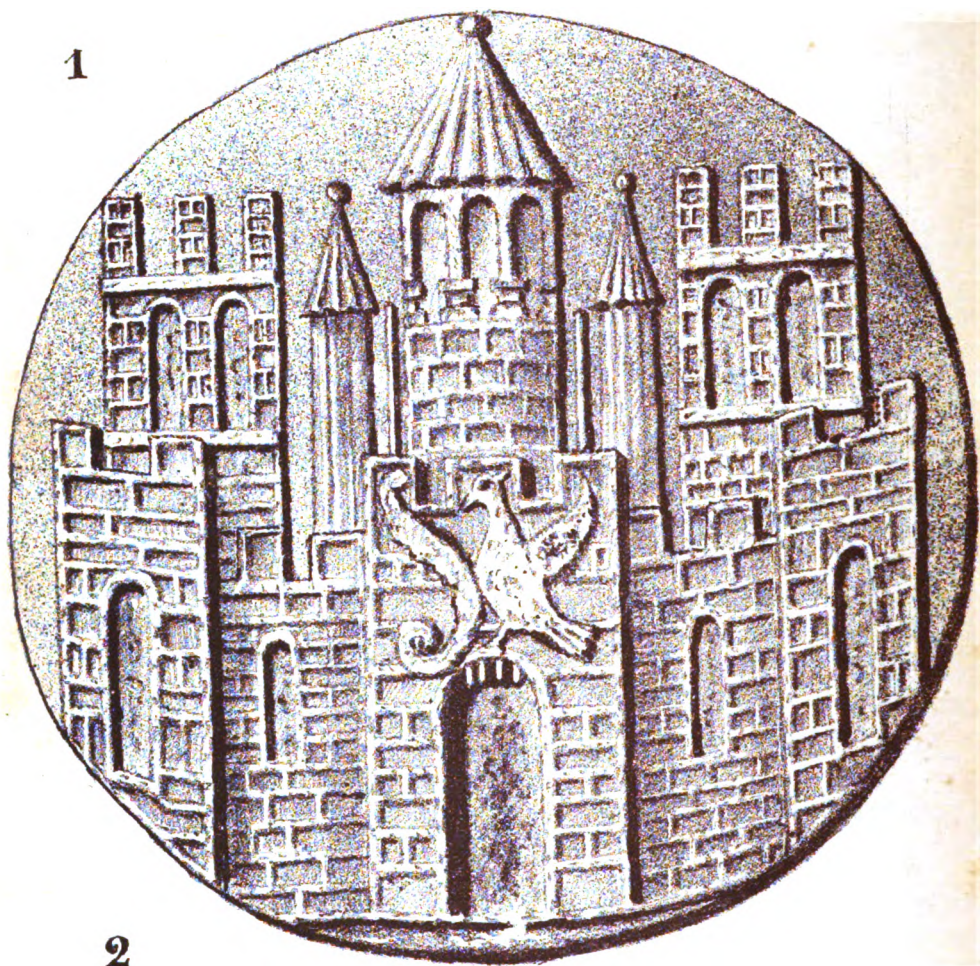
TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à	50 exemplaires,	10 fr.
8 — — — — —	100 —	12 fr.
12 — — — — —	50 —	14 fr.
12 — — — — —	100 —	16 fr.
16 — — — — —	50 —	15 fr.
16 — — — — —	100 —	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.

1

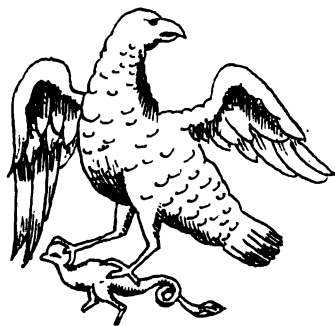


2



3

4



1. Reproduction en
Bronze du Sceau d'Agen
combine' avec le Contre-Sceau
(XV^e s.?)

2. Sceau d'Agen, environ 1500.

3. Sceau d'Agen (XVII^e s.).

4. Aigle Type Héraldique
Flamand. (XII^e s.).

Dess. par Jules Monmège, Grand. Nat.

LES SCEAUX ET LES ARMOIRIES

DES VILLES DE L'AGENAIS

On se fait généralement une idée assez fausse de l'origine des armoiries des villes et de celles des familles. On suppose trop facilement qu'elles ont été données par les souverains. On a pris l'infime exception pour la règle ; surtout on a confondu des pratiques modernes avec les vieux usages.

Et de même on est porté à attribuer aux armoiries une ancienneté qu'elles n'ont pas ⁽¹⁾. Il est inutile de réfuter l'assertion de quelques auteurs attribuant à Charlemagne l'aigle qui figure dans les armoiries d'Agen.

AGEN. — En réalité, c'est vraisemblablement au ^{xiii}^e siècle que les Agenais ont librement choisi, pour la composition de leur sceau et de leur contre-sceau, deux sujets, lesquels, combinés ensemble avec quelques modifications, ont formé plus tard les armoiries de leur ville.

Le sceau représente, en réduction, l'enceinte murée d'Agen,

¹ Citons seulement cette conclusion d'une étude des mieux documentées sur l'origine des armoiries : « Le blason fait son apparition dans les dernières années du douzième siècle, brusquement, sans transition. Mais il est d'autres types plus anciens où les pièces des armoiries existent, s'annonçant, pour ainsi dire, avant de passer dans l'écu. »

Ainsi s'exprime un des Agenais qui ont le plus honoré leur pays par d'excellents ouvrages, le regretté G. Demay. *Le costume au moyen-âge d'après les sceaux*, Paris, D. Dumoulin, 1880, in-4°, p. 192.

englobant des édifices religieux et militaires, trois clochers et deux tours crénelées. Le groupement est naïf mais d'une heureuse symétrie et d'une bonne exécution artistique. Cette miniature à gros traits traduit fidèlement le caractère de constructions alors debout et dont aucune ne subsiste plus de nos jours.



Ainsi les deux tours crénelées sont flanquées, sur le seul côté apparent, de trois contreforts unis dans le haut par des arcatures plein cintre. Les constructions militaires de ce genre sont communes dans la partie orientale du Languedoc, mais on n'en trouverait pas actuellement un seul spécimen dans tout le Lot-et-Garonne.

Le clocher qui occupe le centre de la composition n'est pas moins curieux. On a pris certainement comme type le plus beau clocher de la ville. Dans sa partie haute, la seule visible, il était de forme circulaire et son étage supérieur, en retraite, était ajouré par des arcatures. C'est un type usité dans le Périgord mais dont il ne subsiste plus d'exemple parmi nos églises romanes, pourtant si nombreuses.

Le sceau d'Agen est donc un vrai document, qui suffit à révéler d'une façon certaine d'anciennes influences architectoniques que les monuments conservés jusques à nos jours ne laissaient pas soupçonner.

Le clocher représenté sur le sceau d'Agen n'était point celui de l'ancienne cathédrale, qui a été démoli de nos jours. Isolé de l'église, le clocher de Saint-Etienne était bâti sur plan carré jusques au sommet et ses angles étaient emboîtés par de minces contreforts, comme on en voit à la vieille tour de Lafox. Il était surmonté d'une flèche en bois, très élancée. A en juger d'après un dessin qui nous a été conservé, cette flèche, du ^{xv}^e ou du ^{xvi}^e siècle, devait être une des plus remarquables de France.

Le clocher figuré sur le sceau s'harmoniserait très bien avec l'ordonnance du sanctuaire et du transept de Saint-Caprais ; mais Agen possédait, au milieu du ^{xiii}^e siècle, tant d'églises, toutes romanes naturellement, qu'il serait téméraire de faire une attribution. En tous cas, nos architectes modernes, qui ont accolé au transept de Saint-Caprais une affreuse tour gothique, auraient été bien inspirés de prendre pour modèle la tour élégante dont le graveur du ^{xiii}^e siècle nous a gardé le souvenir.

Le droit du sceau d'Agen porte pour légende : SIGILLVM CONSILII CIVITATIS AGENNI ; le revers ou contre-sceau, la légende : SIGILLVM COMMVNITATIS AGENNI.



Tout le champ de ce contre-sceau est occupé par une aigle aux ailes éployées mais prise de trois quarts et non de

face suivant l'usage moderne. Un phylactère anépigraphe sert de perchoir à l'oiseau de proie, dont les serres puissantes et le bec recourbé rendent bien le caractère. Seule la grosse phalange des ailes paraît trop dépourvue de plumes.

Il faut aller chercher bien loin de l'Agenais le prototype de cette aigle. Il se trouve dans les sceaux d'Hellin de Wavrin (1177) et de Robert de Wavrin, sénéchal de Flandre (1193) ⁽¹⁾. L'analogie est si grande qu'on ne saurait, je crois, l'attribuer au hasard. Mais il se peut que l'imitation n'ait pas été directe, qu'il y ait eu des intermédiaires, en un mot que le type fut devenu courant au ^{xiii}^e siècle.

Les actes émanant d'une communauté appartiennent aux destinataires; ce n'était donc pas aux archives d'Agen que l'on pouvait trouver des reproductions du sceau de la ville, dont la matrice est depuis longtemps perdue. Heureusement, un exemplaire bien conservé était aux archives nationales. Signalé par M. Douet d'Arcq, ⁽²⁾ il a été moulé par notre savant et regretté compatriote M. G. Demay, qui a fait aussi exécuter les planches ci-dessus.

Ce spécimen est légèrement ébréché dans le haut. On peut restituer la partie qui manque, grâce à une empreinte appliquée sur un monument de bronze, la cloche du beffroi d'Agen, fondue en 1497 ⁽³⁾. La gravure ci-jointe, faite par

(1) Demay, *op. cit.*, p. 193. Comparer cette aigle héraldique flamande, reproduite sur la planche en tête de cette notice, avec celle du contre-sceau d'Agen.

(2) *Collection des Sceaux*, Paris. Plon, 1867, t. II, p. 351.

Le moulage exécuté par M. Demay a été donné par lui à nos archives départementales.

(3) On trouvera des notes sur cette cloche dans la *Revue*, année 1882. (*La place de la halle à Agen, édifices qui ont existé sur son emplacement. Cloche de l'ancienne horloge*). Ces notes ne sont pas à rééditer, mais il est bon de faire savoir ce qu'il est advenu de la cloche de l'ancien beffroi d'Agen depuis 1882.

Acquise de la ville d'Agen par la fabrique de Saint-Hilaire, elle fut hissée dans le clocher de l'église de cette paroisse. On a pu admirer pendant quelque temps sa belle sonorité. La même cloche qui avait sonné pour les entrées de tant de rois, qui avait donné le signal de la révolte contre la reine Marguerite et contre Saint-Chamarand, tin-

M. Momméja, d'après cette empreinte, figure actuellement sur le titre de toutes les publications de la *Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*.



Le sceau d'Agen et le contre-sceau sont d'un grand module. Leur diamètre est de 0,085.

On a conservé aussi des sceaux de quelques unes des principales villes de l'Agenais. Un bon nombre d'entre eux ont été reproduits par M. Laplagne-Barris (dans *Les Sceaux*

tait paisiblement pour nos contemporains, lorsque un accident grave, dont les journaux n'ont point parlé, se produisit. La tige en fer, prise dans le métal qui servait à la suspension du battant, fortement usée et presque cristallisée se rompit au moment d'une sonnerie. Deux sonneurs se trouvaient au-dessous, nullement protégés, car il n'y avait pas de plancher interposé. Par un hasard quasi-miraculeux, qui ne se répéterait peut-être pas une fois sur cent, l'énorme battant, projeté par le branle, pénétra dans les intervalles des abat-son, s'y implanta et resta suspendu dans le vide. Supposez-vous à la place des carillonneurs et vous serez excusable d'avoir le frisson. Impossible de réparer la cloche. Les fabriciens de Saint-Hilaire, d'accord avec M. l'abbé Faure, curé de cette paroisse, décidèrent qu'elle serait moulée pour être refondue exactement sur le même modèle. Elle est sortie rajeunie des ateliers de Burdeau, fondeur à Lyon, et les fragments qui portaient l'empreinte du sceau d'Agen ont été réservés pour notre musée.

Un seul détail de l'ancienne cloche n'a pas été reproduit. Les anneaux de suspension, d'ailleurs invisibles une fois enclavés dans la charpente, étaient constitués par des bonshommes à l'échine courbée, d'un modelage grossier. Le motif était original mais ce genre d'attaches ajourées n'ayant pas paru assez solide, les anneaux de suspension ont été refaits dans une forme plus simple et plus massive.

gascons du moyen âge, 3^e partie, de la série des *Archives historiques de la Gascogne*). Quelques-uns ont été moulés par M. Demay, au profit de nos archives départementales. Avec ces éléments, il est facile de donner des descriptions.

MARMANDE. — Le diamètre du sceau est de 0,065. Dans le champ, quatre tours pareilles crénelées, opposées par la base les unes aux autres, en sorte que de leur groupement résulte une croix grecque. Dans chaque tour, s'ouvrent une porte et deux baies de premier étage. La légende est incomplète dans l'exemplaire des archives nationales le seul que nous connaissions (1243).

Le contre-sceau n'a pas de légende mais une bordure ornée de rinceaux encadrant une croix de Toulouse.

Ces armes anciennes de Marmande ont été reproduites dans l'église de cette ville. Elles se détachent en relief au milieu du tympan de l'arc triomphal.

Il existe un autre sceau de la ville de Marmande, d'un plus grand module, dont la matrice a été conservée. Elle est actuellement entre les mains de M. Gauthier, de Marmande, qui en a donné une empreinte au Musée d'Agen ⁽¹⁾.

Ce type offre des variantes. Les quatre tours occupent tout le champ et leur sommet crénelé coupe la légende VILLE DE MARMANDA. Des courtines, en couronne, unissent les tours à la hauteur de leur premier étage. Cet ensemble est très décoratif.

PENNE ⁽²⁾. — Le sceau de cette ville (1243), dont le diamètre est de 0,065, représente un château. Une porte est ouverte dans le mur d'enceinte, flanqué de deux tours d'angle. Au centre, le donjon, tour carrée, isolée, dont la face apparente est flanquée de trois contreforts qui ne sont

(1) La Plagne-Barris, *Sceaux gascons*, p. 564.

(2) *Id. Ibid.*, p. 574.

pas unis au sommet par des arcatures. Rappelons que les deux tours figurées dans le sceau d'Agen offrent une disposition pareille,

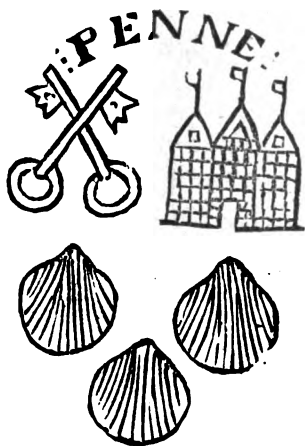
La grosse tour de Penne représentait un des types assez répandus des plus anciens donjons de France, dont le Lot-et-Garonne n'offre plus aucun spécimen.

Entre le donjon et les tours d'angle, des plumes, élégamment recourbées, comme des palmes, constituent des armes parlantes (*Penna*).

Légende : s (*igillum*) COMVNIS (pour *communitatis*) PENNE AGENENCIS (*sic*).

Contre-sceau. Même diamètre que le sceau. Tout le champ est occupé par une croix de Toulouse. Légende : SIGILLVM CONCILII PENNE AVE (*sic*, *v* pour *g* : *Agennensis*).

La facture du sceau de Penne est identique à celle du sceau d'Agen pour la symétrie, pour le relief, pour les moindres détails dans la façon de représenter les tours d'angle vues de trois quarts, de simuler l'appareil des constructions. Les matrices de ces deux sceaux ont dû être exécutées par le même graveur.



Nous pouvons juger combien ce type fut peu respecté par les spécimens ci-dessus, dont l'un est un bois d'une facture

grossière, remontant au moins au ^{xvii}^e siècle. Le château est réduit à une mauvaise silhouette ; les plumes, constituant les armes parlantes ont disparu ; en revanche, une paire de clés indique la place forte et les trois coquilles de Saint Jacques tendent peut-être à rappeler que le sanctuaire de N.-D. de Peyragude, à Penne, est un lieu de pèlerinage.

PORT-SAINTE-MARIE. — Le sceau (1243) ⁽¹⁾ dont le diamètre est de 0,065, représente la Vierge-Mère assise sur un trône. Cette figure est expressive ; ses proportions sont justes et les draperies sont bien traitées.

Contre-sceau. Le champ est occupé par un écu d'une forme rare : il est fort long et rétréci du haut en bas ; il encadre une croix latine dont les bras offrent toutes les particularités caractérisant ceux de la croix de Toulouse à branches égales.

Autre particularité curieuse : la légende commence sur le contre-sceau : SIGILLVM CONCILII et se termine sur le sceau : BEATE MARIE DEL PORT. Comme si tout devait être original dans cette pièce, la langue vulgaire s'y trouve associée à la langue latine.

Le sceau de Port-Sainte-Marie est d'une toute autre facture que le précédent.

AIGUILLON. — Le sceau de cette ville ou plutôt celui de la communauté de la place forte (*castrum*) de Lunat nous a été conservé par un dessin de Saint-Amans ⁽²⁾. Il doit être attribué au ^{xiii}^e siècle. Il représente trois tours carrées crénelées, à deux étages, dont celle du centre est plus haute que les deux autres. Au-dessus des deux petites tours, à droite une étoile, à gauche un croissant (armes parlantes *luna*).

(1) La Plagne-Barris, *Sceaux Gascons*, p. 575.

(2) *Antiquités*, p. 231.

La légende est s (*igillum*) COMVNITATIS CASTRI DE LVNACIO ACULEI.

M. de Saint-Amans avait attribué ce sceau à Laugnac. Cette erreur a été justement rectifiée par M. l'abbé Alis dans son *Histoire d'Aiguillon*.

Les armoiries modernes de la ville d'Aiguillon n'ont rien gardé des sceaux de Lunat. Enregistrées par d'Hozier, qui en fournit une expédition encore conservée à la mairie d'Aiguillon, elles ne sont autres que celles de la famille du Fos-sat dont quelques membres, au xiii^e et au xiv^e siècle, furent en tout ou en partie seigneurs d'Aiguillon.

MÉZIN. — Sceau (1243) de grand module ⁽¹⁾. Dans le champ : un bras armé d'une épée et une tête tranchée.

Contre-sceau : la croix de Toulouse.

Légende : au contre-sceau, s (*igillum*) COMVNITATIS MEDICINI ; au sceau, SANTI JOHANNIS BAPTISTE.

La chapelle du prieuré de Mézin est sous le vocable de Saint Jean-Baptiste.

LAVARDAC. — Sceau de grand module, du xiii^e siècle ⁽²⁾. Dans le champ, une porte, à cintre brisé, surmontée d'une tour carrée flanquée de deux tourelles rondes et de portions de courtines.

Légende : SIGILLVM CONCILII DE LAVARDAC. Une empreinte unique de ce sceau a été prise par M. Mathon, employé à la Préfecture de Lot-et-Garonne d'après une matrice qui traînait dans l'auberge de feu Lalanne, à Lavardac, et qui paraît aujourd'hui perdue.

CASTELJALOUX. — Il existe aux archives départementales une empreinte d'un sceau, sans légende, qui passe pour être

(1) La Plagne-Barris, *Sceaux gascons*, p. 563.

(2) *Id. Ibid.*, p. 557.

celui de Casteljalous ⁽¹⁾. Il est de module moyen, légèrement ovale (0,032 sur 0,037). Il est bordé d'un cordon de grénétis. Dans le champ, trois portes fortifiées; celle du centre, beaucoup plus développée, est ouverte sur des gradins et accostée de quatre boulets à la hauteur de son premier étage.

Il semble que ce sceau ait été fabriqué, au xvii^e siècle ou au xviii^e, à l'imitation d'un type ancien.

MAS D'AGENAIS. — Sceau de petit module (1355) ⁽²⁾. Dans le champ, trois mains. Pas de légende.

MONCLAR. — Petit module (1355) ⁽³⁾.

Dans le champ, un écu mi-parti. — A dextre : un château avec deux tours carrées inégales ; au-dessus, un croissant ; en bas une étoile. A senestre : une moitié de croix de Toulouse.

Légende : SIGILLVM PARVVM.....

PUYMIROL. — Petit module (1355) ⁽⁴⁾.

Dans le champ, une enceinte murée défendue par trois tours, dont celle du centre plus élevée.

Telle est la nomenclature des sceaux de villes agenaïses actuellement connus. Nous devons être reconnaissants à M. La Plagne-Barris de les avoir exhumés des dépôts d'archives et recherchés un peu partout pour les publier. On peut espérer d'en découvrir d'autres, notamment dans les fonds anglais généralement bien conservés. Un seul document de l'année 1363, une requête adressée au roi d'Angle-

(1) La Plagne-Barris, *Sceaux Gascons*, p. 549.

(2) *Id. Ibid.*, p. 562.

(3) *Id. Ibid.*, p. 566.

(4) *Id. Ibid.*, p. 573.

terre par les villes, les barons et les principales communautés de l'Agenais portait cinquante sceaux ⁽¹⁾. Si cette pièce se retrouvait en bon état, elle constituerait à elle seule, une bien belle série de ces spécimens de la sphragistique plus intéressants que les monnaies et dont la fragilité a trop souvent causé la destruction.

Ces monuments de l'art du moyen âge peuvent être étudiés à des points de vue bien divers. On a remarqué que le sceau d'Agen fixe le souvenir de types architectoniques disparus. La facture même des sceaux peut aussi témoigner des progrès réalisés au ^{xiii}^e siècle, dans nos pays comme dans le nord, pour ce qui touche à la représentation de la figure humaine.

Les personnages sculptés presque en plein relief sur nos chapiteaux historiés du ^{xii}^e siècle et du commencement du ^{xiii}^e manquent généralement de proportions; leur tête est presque toujours trop grosse; l'attache des membres est gauche; les draperies sont grossièrement traitées. Si déjà dans le porche de l'église de Moissac de véritables artistes se révèlent, qui ont su donner de l'expression et de la grandeur à leurs personnages, les imagiers tailleurs de pierre qui travaillaient pour nos petites églises de l'Agenais manquaient certainement d'habileté professionnelle. Après une

(1) Les archives d'Agen possèdent une copie sur papier de cette charte (BB. 15). Voici la liste des sceaux appendus sur trois côtés du parchemin original : A droite, seigneurs de Monbahus, Pujols, Savignac, Fauillet, Montastruc, Prayssas, Cours, Languac, Espiens, Sainte-Livrade, Escassefort, Montaut, Bajamont, Fumel, Roquecor, Frespech; à gauche, évêque d'Agen, abbés de Clairac, d'Eysses, de Condom, de Pérignac, de Saint-Maurin, doyen de Moirax, précepteur de Sauvagnas, prieurs de Pommevic, Saint-Cosme, Lédât, Saint-Caprais; en bas, consuls d'Agen, de Marmande, de Villeneuve, de Port-Sainte-Marie, de Penne, de Tournon, de Puymirol, de Monflanquin, de Villeréal, de Monclar, de Castillonnès, de Mézin, de Damazan, de Valence, de Sainte-Livrade, de Casseneuil, de Sauveterre, de Fumel, de Sainte-Foy, de Cuzorn, de Gonjaud, de Lunat d'Aiguillon.

revue presque complète de leurs œuvres anonymes je reste embarrassé pour citer des morceaux de choix. On s'explique mal cette infériorité quand on apprécie leur goût et la fécondité de leurs ressources pour adapter à l'ornementation des chapiteaux et des corniches des dessins géométriques et des motifs empruntés à la flore.

Plus d'hésitation quand il s'agit de caractériser la Vierge-Mère qui figure sur le sceau de Port-Sainte-Marie : c'est une œuvre d'art et d'un art accompli.

Mais, est-ce bien une œuvre agenaise ?

Quels problèmes soulèverait une étude sur le mode de fabrication et les lieux de production des matrices de sceaux exigeant le concours du modelleur, du fondeur et peut-être du graveur ! Ces questions ne peuvent être abordées à propos de quelques exemplaires signalés dans un petit pays comme le nôtre. Il paraît probable qu'il existait à Toulouse, notre capitale durant la plus belle période du moyen âge, un centre de fabrication pour les sceaux.

Agen, qui a eu de bons orfèvres au xvi^e siècle, des fondeurs habiles au xv^e, n'aurait-il pas eu aussi, au xiii^e et au xiv^e siècle, des artistes capables de fabriquer des matrices de sceaux et les coins de ses deux ateliers monétaires ? A ce sujet, faute de documents ou de découvertes archéologiques, on en sera peut-être toujours réduit à des conjectures.

Les sceaux reproduisent les véritables armoiries des villes, mais, comme ils cessèrent d'être employés sous la forme de sceaux pendants, même avant la fin du moyen âge, on leur substitua des sceaux appliqués ou cachets d'un module inférieur.

A cette occasion, on paraît avoir interprété assez librement les motifs dont ils étaient composés. Les légendes changèrent aussi, ce qui prouve la parfaite liberté que l'on a eu de tous temps pour le choix et l'arrangement des pièces du blason. Nous mettons en fait que, au xviii^e siècle, pas

une seule ville de l'Agenais n'avait conservé dans sa forme traditionnelle ses armoiries du ^{xiii}^e siècle.

Une pièce conservée à l'Hôtel-de-Ville d'Agen (FF. 220), qui doit dater de l'an 1500 environ, fournit un spécimen peut-être unique du cachet alors employé par les consuls. Ce sceau, apposé sur un papier recouvrant une petite couche de cire, mesure trois centimètres de diamètre. Il réunit dans le champ les sujets du sceau et du contre-sceau anciens, à savoir la ville à gauche et l'aigle à droite. La légende est s[igillum] CVRIE CONSILII AGENNI.

On conserve, à Bordeaux, un sceau ou cachet d'Agen, du ^{xvii}^e siècle, dont nous devons la communication à l'obligeance de M. Dast Le Vacher de Boisville. Par son module et par sa composition, il offre de grandes analogies avec le sceau précédent, mais l'aigle a une autre allure, comme dans les types modernes dont nous allons parler.

Auparavant, citons un type mixte, d'après un spécimen dont la date et la destination restent énigmatiques.

Parmi les dons nombreux faits par M. Aunac au Musée d'Agen se trouve un médaillon de bronze représentant, avec un agrandissement, le droit du sceau d'Agen, sans légende. Au-dessus de la porte centrale de l'enceinte murée, l'auteur de cette reproduction a placé l'aigle aux ailes éployées pour rappeler le sujet du contre-sceau. (Voir la planche en tête de cette notice.)

L'écusson d'Agen, dont un brevet fut délivré par d'Hozier, en 1698, réunit aussi les pièces du sceau et du contre-sceau, mais avec des modifications : le phylactère sur lequel l'aigle est perchée porte l'inscription **AGEN**, qui reste l'unique légende ; à l'enceinte murée et au groupement de ses édifices est substituée une seule tour couverte en pavillon de trois pièces.

L'armorial général de France offre aussi une variante des

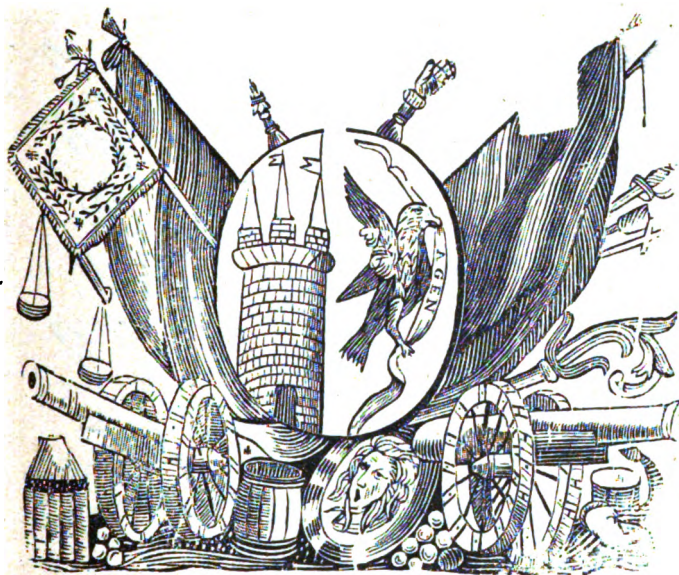
armes d'Agen. L'aigle est remplacée par un griffon tenant un écu sur lequel se lit l'inscription *NISI DOMINUS CUSTODIERIT*. L'enceinte murée est réduite à une porte fortifiée, flanquée de deux tours rondes.

Ces thèmes divers ont été interprétés avec une certaine



liberté dans les publications officielles des deux derniers

siècles. Les vieux bois conservés à l'Imprimerie Agenaise, que l'on peut apprécier par les tirages ci-joints, le démontrent suffisamment.



En somme, dans les armoiries d'Agen, les pièces principales ont eu les formes les plus variées ; elles ont même subi des substitutions.

Dans le blason moderne (xviii^e siècle) Marmande a bien conservé ses quatre tours, mais elles ne sont pas reliées à leur base comme dans le sceau ancien. Le centre est occupé par une petite croix grecque ; de plus, on y a ajouté les trois fleurs de lys des armes royales.

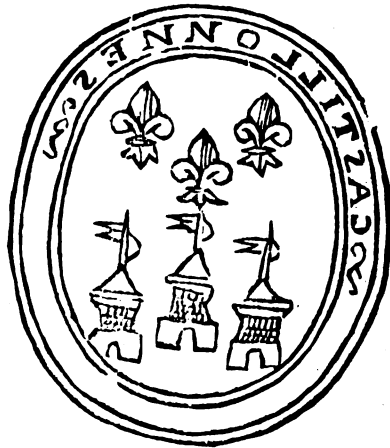
On ne possède pas de sceau ancien de Villeneuve, mais il est probable que ses armoiries modernes, un pont défendu par trois tours, rappellent la principale pièce du sceau du moyen âge.

Le bois ci-joint, dans lequel figure un pont défendu

par cinq tours, est peut-être une variante attribuable à cette ville.



Trois portes fortifiées, flanquées de deux tours rondes



figurent sur les armoiries modernes de Castillonnès. C'est

sans doute la répétition des motifs qui ornait le sceau de cette bastide très forte.

Le bois ci-joint offre une reproduction grossière de ces armes. On a ajouté aux trois tours, les trois fleurs de lys, emblèmes que toutes les villes royales avaient le droit d'adopter.

Il est douteux que le soleil qui projette ses rayons sur l'écu de la ville de Nérac ait une origine bien ancienne.

Nous reproduisons ici des planches anciennes représen-



tant les armoiries — non les sceaux — de Duras, de Lauzun, de Lusignan, qui étaient des domaines seigneuriaux.

Un grand nombre de villes, même parmi les plus importantes, n'avaient pas d'armoiries. Lorsque à la fin du ^{xvii}^e siècle, les armoiries furent taxées, leurs habitants auraient bien voulu se prévaloir de cet avantage ; mais il fallut payer quand même. Les habitants de Buzet s'en plaignirent, naturellement en vain ; ceux de Tonneins-Dessous se résignèrent à prendre des armoiries fort laides ; blanc sur vert : de sinople au croissant d'argent ⁽¹⁾.

Il faut d'ailleurs reconnaître que la fantaisie règne en souveraine dans les origines du blason. Pour quelques pièces qui rappellent un nom (armes parlantes), un fait, une localité, un monument, combien d'autres adoptées par caprice et sans raison d'être ! Les armoiries sont des signatures officielles en imagerie, de jolis motifs de décoration et rien de plus. Les devises, dont le choix était non moins libre, avaient souvent un caractère plus personnel. Les armoriaux modernes sont loin d'avoir l'intérêt des armoriaux anciens constitués par la série de sceaux du moyen

(1) Jurades de Tonneins-Dessus (E. Suppl. 2297) du 25 janvier 1699.

« Lesdits sieurs consuls ont représenté que le sieur Guérin, collecteur l'année précédente, a payé au sieur Lachèze, commis à Agen pour la receipt des taxes pour les armoiries, la somme à laquelle la presant communauté a esté taxée pour lesdites armoiries et que ledit sieur Lachèze lui avoit demandé quelles armoiries ladite communauté avoit ci-devant et, si elle n'en avoit pas eu jusques à presant, qu'il falloit que les sieurs consuls, par avis de la jurade, avisassent quelles armoiries il devoit prendre pour ladite communauté et qu'on escrivit audit sieur Lachèze sur ce sujet afin de les faire enregistrer au bureau armoirial de France ; partant, demandent à la compagnie quelles armoiries elles trouvent à propos de prendre pour ladite communauté, sur quoi la compagnie, soubz le bon plaisir de Sa Majesté, a jugé qu'il falloit demander un croissant d'argen en chan de sinoble et pour cest effait ils escriront audit sieur Lachèze pour le prier d'escrire à Paris aux fins de l'enregistrement des dites armoiries ce qu'ils feront le plustot que faire se pourra. »

âge. Il faut malheureusement déplorer que ces monuments fragiles nous soient parvenus en si petit nombre.

Nous terminons cette notice par la liste des localités du Lot-et-Garonne dont les armoiries ont été enregistrées par les d'Hozier et se trouvent à la Bibliothèque nationale dans l'Armorial de Guienne, sous les numéros indiqués à la suite des noms ⁽¹⁾.

Agen, 398; chapitre Saint-Caprais, 927; chapitre Saint-Etienne, 927; évêché, 349.	Monclar, 1,134.
Aiguillon, 398.	Monflanquin, 1,134.
Astaffort, 1,069; clarisses, 207.	Moncrabeau, 587.
Buzet, 1,068.	Nérac *, 406
Casteljaloux, 940.	Port-Sainte-Marie, 928.
Castillonnés *, 1,137.	Puch, 1068.
Clairac, abbaye, 342.	Puymirol, 1,137.
Damazan, 1,068.	Sainte-Livrade, chapitre, 927.
Marmande *, 593.	Tonneins-Dessous, 1,133.
Mas-d'Agenais, chapitre, 914.	Tonneins-Dessus *, 1,134.
Mézin, 917; augustins, 495.	Tournon, 957.
	Villeneuve *, 1,137.
	Villéréal, 1,136.

G. THOLIN.

(1) Cette liste, qui se rapporte à vingt et une villes et à huit établissements religieux, est tirée de *l'Indicateur des armoiries des villes, bourgs, villages, monastères, communautés, corporations, etc., contenues dans l'Armorial général de d'Hozier*, par Ulysse Robert. — Paris, Alph. Picard, 1879, in-8°, p. 68.

Les astérisques désignent les armoiries dont un exemplaire existe aux archives départementales.

ITINÉRAIRE RAISONNÉ

DE MARGUERITE DE VALOIS EN GASCOGNE

(1578-1586) *

INTRODUCTION

Marguerite avait vingt-cinq ans, lorsque, en 1578, elle accompagna sa mère, la reine Catherine, en Gascogne.

Elle était alors dans tout l'épanouissement de son opulente beauté. Brantôme, dans sa *Vie des Dames illustres*, porte aux nues ses qualités physiques. Tous ses contemporains sont d'accord avec lui. Brune comme son père Henri II, le front très découvert, les yeux expressifs, pleins d'intelligence et de malice, la lèvre inférieure un peu forte, le manton charnu, la taille bien prise, la peau d'une blancheur d'albâtre, la gorge admirablement moulée, les pieds petits, Marguerite était bien cette beauté sensuelle, « plus divine qu'humaine, disait don Juan d'Autriche en la voyant au Louvre plus faite pour perdre et damner les hommes que pour les sauver. » Et ce n'est pas à tort que les capitaines espagnols répétaient en leurs propos soldatesques « que la conquête d'une telle beauté valait plus que celle d'un royaume et que bien heureux seraient les soldats qui, pour la servir, pourroient mourir sous sa bannière ¹. »

A la fête qui fut donnée au Louvre aux ambassadeurs de Pologne, chargés d'apporter la couronne au duc d'Anjou, elle apparut « si belle et si superbement et richement parée et accoutrée, avecques si grande de majesté et grâce, que tous en demeurèrent perdus », et que l'un d'eux, Laski, le paladin de Siradie, s'écria : « Non ; je ne veux rien plus voir que telle beauté ². »

* Voir : *Revue de l'Agenais*, t. xxv (1898), pp. 440-445, Préface.

¹ Brantôme, *Vie des Dames illustres*, édit. Lalanne, t. viii.

² Idem.

Marguerite ajoutait à ses charmes physiques une rare culture intellectuelle. Amyot lui avait donné de sérieuses notions de style et dans la fréquentation de Ronsard elle avait contracté le goût de la poésie. Dans ses Lettres, comme dans ses Mémoires, on retrouve la marque de leurs doctes leçons. En outre, la société de sa mère l'avait tout naturellement disposée aux finesses diplomatiques; et elle se serait montrée bien peu la fille de la rusée Florentine, si elle n'avait acquis d'elle la souplesse d'esprit, l'élégance de la forme et cette séduction irrésistible qui se dégageait de toute sa personne.

Ce n'était pas la première fois que Marguerite de Valois venait dans le Midi de la France. Déjà, en 1564, elle y avait suivi sa mère, au cours de cette longue pérégrination, entreprise par toute la Cour de France à travers les provinces du Lyonnais, de la Provence, du Languedoc et de la Guienne et qui la faisait ressembler à une immense caravane. Vains efforts tentés pour pacifier le royaume et dont le résultat ne répondit guère à l'attente de Catherine.

Née à Saint-Germain-en-Laye le 14 mai 1553 ¹, Marguerite n'avait alors que onze ans. Elle était toute enfant, rieuse, insouciant, ne songeant qu'aux plaisirs. Peu à peu cependant, en grandissant, elle devint auprès de sa mère, qui jusqu'à ce moment avait négligé son éducation morale, un facile instrument de gouvernement. Ses frères aussi commencèrent à rechercher son appui. Il faut voir dans ses Mémoires comment le duc d'Anjou la prit un jour dans une allée du parc de Plessis-les-Tours, et, l'initiant à la politique, l'arracha le premier à son ignorance heureuse. « Ce langage me fut fort nouveau, écrit-elle, pour « avoir jusques alors vescu sans dessein, ne pensant qu'à danser ou « aller à la chasse, n'ayant mesme la curiosité de m'habiller ny de « paroistre belle, pour n'estre encore en l'aage de telle ambition...² » Elle lui promit de seconder ses desseins auprès de la Reine-Mère et de lui demeurer toujours fidèle. Un an ne s'était pas écoulé que ce versatile prince la prenait en aversion et lui vouait une haine qui deviendra le principal malheur de sa vie.

C'est que Marguerite atteignait dix-sept ans et que son cœur avait parlé. Toute jeune elle n'avait pas joué impunément avec Henri de Guise, ne l'avait pas vu grandir à ses côtés, ne l'avait pas accompagné

¹ C'est par erreur que plusieurs auteurs la font naître à Fontainebleau, tantôt en 1552 comme Mongez, Hilarion de Coste, le Père Anselme, etc., tantôt même en 1551.

² *Mémoires de Marguerite de Valois*, édit. Charpentier, p. 22.

aux conférences de Bayonne, ne s'était pas trouvée avec lui au Louvre, à chacune de ses villégiatures, sans être touchée de sa supériorité intellectuelle sur celle de ses frères et sans s'être laissée prendre à sa réputation de bravoure, à son élégance, à ses charmes physiques, qui faisaient de lui un des plus beaux gentilshommes de la Cour de Charles IX. Henri de Guise fut le seul amour sérieux de la Reine Marguerite, celui de sa prime jeunesse, amour contrarié et pour cela peut-être toujours durable, dont elle se plaira à évoquer le souvenir aux heures tristes de son existence. Découvert par du Guast, l'insolent confident du duc d'Anjou, c'est cet amour qui exaspérera le fils chéri de Catherine et qui, précipitant la disgrâce du futur chef de la Ligue, aliénera à tout jamais à Marguerite le cœur vindicatif de son frère.

Atteinte d'une maladie contagieuse, contractée sous les murs de Saint-Jean d'Angély pendant l'automne de 1569, Marguerite avait à ce point inquiété sa mère que celle-ci écrivait à cette date à la duchesse de Guise : « Ma fille m'a fait belle peur, lui voyant le pourpre, que « Chapelain et Castela en estoient morts, n'ayant que Milon qui l'a « bien guérie et sauvée. Elle est bien faible et bien maigre¹. » Sitôt remise, on songea à la marier au roi de Portugal.

Mais l'habileté de Fourquevaux, ambassadeur auprès du roi d'Espagne, ne parvint pas à vaincre les hésitations de ses ministres ni celles du gouvernement Portugais². Le rapprochement entre Catherine et les chefs réformés, scellé par la paix de Saint-Germain (1570), fit échouer définitivement ce projet d'union. Un moment le cardinal de Lorraine espéra, grâce à la connivence des deux jeunes gens, unir son neveu à la sœur du roi de France et asseoir ainsi sur une base plus solide la fortune de sa maison. La colère de Charles IX déjoua cet audacieux projet. Chassé du Louvre, Guise dut dévorer son affront en silence ; et, comme chez lui l'ambition passait avant le sentiment, il s'en consola en épousant peu de temps après Catherine de Clèves. Union aussi malheureuse que devait l'être celle de Marguerite.

Car c'est à ce moment que furent entamées les premières négociations avec le Roi de Navarre et que Jeanne d'Albret, il est bon de le

¹ Bibl. nat. Fonds français. N° 3,227, p. 80. — Idem : *Mémoires de Marguerite* ; éd. Charpentier, p. 29.

² Voir, entre autres nombreux documents sur cette affaire, les *Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux* (1565-1572), publiées par M. le chanoine Douais. (Paris, Picard, 1897.)

signaler ici, en rappelant à Charles IX la promesse que Henri II avait faite à son époux, prit l'initiative de ce funeste mariage. Certes, elle le regretta dès qu'elle se fut rendu compte des embûches semées sous ses pas, et alors qu'avant de mourir elle conseillait à son fils d'emporter, aussitôt après son mariage, sa jeune femme dans l'air plus pur de la Navarre et du Béarn : « Elle est belle et bien avisée et de bon-
« ne grâce, lui écrivait-elle après sa première entrevue avec sa future
« belle-fille, mais nourrie en la plus maudite et corrompue compagnie
« qui fut jamais..... Je ne voudrais pour chose du monde que vous
« y fussiez pour y demeurer... Voilà pourquoi je désire vous marier
« et que vous et votre femme vous retiriez de cette corrup-
« tion ; car, encore que je la croyais bien grande, je la trouve en-
« core davantage. Ce ne sont pas les hommes ici qui prient les fem-
« mes, ce sont les femmes qui prient les hommes. Si vous y étiez,
« vous n'en échapperiez jamais sans une grande grâce de Dieu ¹. »

Jeanne mourut à Paris le 9 juin et le mariage d'Henri de Navarre et de Marguerite fut célébré en grande pompe le 18 août 1572. Triste union, contractée, malgré le non-consentement des époux, malgré les défenses de l'Eglise et qu'éclairaient déjà, allumées dans l'ombre, les sanglantes lucurs de la Saint-Barthélemy ².

Il semble que Marguerite ait porté malheur à tous ceux qu'elle a aimés. La vie d'Henri de Guise n'est qu'une émouvante tragédie. Son frère d'Alençon, sur qui elle reporta de bonne heure sa plus tendre affection, meurt misérablement, jeune encore, après sa pitoyable expédition des Flandres. La Môle est décapité sur la place de grève ; et Bussy d'Amboise, sans parler de tous ceux ensuite qui défrairont la chronique scandaleuse, après de nombreuses tentatives d'assassinat, trouve la mort dans le château de Montsoreau.

Dupleix affirme que Marguerite n'aima jamais son mari. Elle-même du reste l'avoue plus tard dans une de ses lettres : « J'ai reçu du
« mariage tout le mal que j'ai jamais eu, et je le tiens pour le seul
« fléau de ma vie. Que l'on ne me dise pas que les mariages se font
« au ciel ; les cieux ne commirent pas une si grande injustice ³. »
Néanmoins l'heure n'a pas sonné encore de cette désunion complète.

¹ Le Laboureur : *Additions aux Mémoires de Castelneau*, t. II, p. 903. — Idem : Mongez, *Histoire de la reine Marguerite de Valois*, p. 56.

² Voir, principalement dans les *Mémoires de Marguerite*, le récit de cette nuit célèbre et des dangers qu'elle court.

³ Bibliothèque nationale. Fonds Dupuy, N° 217.

Et, bien qu'Henri de Navarre soit pris pour le moment dans les filets de l'astucieuse Madame de Sauves, bien que Marguerite, l'âme de toutes les fêtes du Louvre, se montre plus que coquette avec de très nombreux adorateurs, les apparences sont conservées. Malgré quelques brouilles passagères, suscitées par la méchanceté du Roi et la haine de du Guast, la politique, à défaut de l'amour, réunit souvent les deux époux ; et, ce n'est pas sans une certaine tristesse qu'un matin de février 1576 la reine de Navarre apprend la fuite de son mari. On sait comment le Béarnais parvint à tromper la surveillance d'Henri III et de Catherine et comment, sous le prétexte d'une chasse dans la forêt de Senlis, il s'échappa du Louvre avec quelques amis fidèles, gagna Alençon et, après mille dangers, se retira dans ses Etats.

« Et, se levant avant que je fusse éveillée, écrit Marguerite dans ses
« Mémoires, pour se trouver, comme j'ay dict cy-devant, au lever de
« Madame ma mère où Madame de Sauve alloit, il ne se souvenoit
« point de parler à moy, comme il avoit promis à mon frère, et partit
« de ceste façon sans me dire à Dieu ¹. »

Restée seule au Louvre, « suspecte aux Huguenots parce que j'estois
« catholique et aux catholiques parce que j'avois espousé le roy de
« Navarre, » ses Mémoires nous apprennent ce qu'elle eut à souffrir de l'animosité de sa mère et des violences du Roi son frère, rejetant sur elle, non sans quelque raison, toute la responsabilité de cet événement qui contrariait si fort leurs projets. Vainement Marguerite se défend de n'avoir été pour rien dans l'évasion de son mari, qui, ne cesse-t-elle de le répéter, est parti sans rien lui dire : « Ce sont petites
« querelles de mary à femme, répond Catherine ; mais on sçait bien
« qu'avec doulces lettres, il vous regaignera le cœur, et que, s'il
« vous mande l'aller trouver, vous y irez, ce que le Roy mon fils ne
« veult pas ². »

Pour occuper sa solitude, Marguerite s'adonna aux Lettres : « Je
« receus ces deux biens de la tristesse et de la solitude, à ma pre-
« mière captivité, de me plaire à l'estude et m'adonner à la dévotion,
« biens que je n'eusse jamais goustés entre les vanitez et magnificence
« de ma prospère fortune ³. »

¹ *Mémoires de Marguerite*, édit. Charpentier, p. 94. — Idem : *Journal de l'Estoile*, etc., etc.

² Idem, p. 103.

³ Idem. p. 106.

Henri de son côté, à peine arrivé en Guienne, envoya Jean de Durefort, vicomte de Duras, à la Cour, avec mission de lui ramener sa femme (20 septembre 1576). Le Roi refusa brutalement et congédia l'ambassadeur. Il voulait garder sa sœur comme otage entre catholiques et réformés. Marguerite ne se découragea pas : « Je représentay « au Roy, écrit-elle, que je ne m'estois pas mariée pour plaisir ny de « ma volonté ; que c'avoit esté de la volonté et auctorité du roy Charles mon frère, de la royne ma mère, et de luy ; que puisque ils me « l'avoient donné, qu'ils ne me pouvoient point empêcher de courre sa « fortune ; que j'y voulois aller ; que s'ils ne me le permettoient, que « je me desrobérois et y irois de quelque façon que ce fut. au hazard « de ma vie. » Mais Henri III demeura inflexible et la repoussa. lui disant « que depuis que le roy de Navarre s'estoit refaict huguenot, il « n'avoit jamais trouvé bon que, catholique, sa sœur alloit le rejoindre¹. »

Aussi ne voulant et ne pouvant plus rester dans une Cour qui venait de déclarer la guerre au roi son mari, Marguerite prit le prétexte de sa mauvaise santé pour aller aux eaux de Spa. Au fond, elle voulait recruter des partisans à son frère bien-aimé d'Alençon, qui avait pris le titre de duc d'Anjou depuis l'avènement au trône d'Henri III et qui convoitait ardemment la couronne ducale des Flandres.

Il faut lire dans les Mémoires de Marguerite les deux jolis chapitres, dignes pendants des lettres qu'elle écrira plus tard de Bagnères, consacrés à ce voyage mouvementé. Il faut voir comment, partie avec l'insouciance de ses jeunes années, elle courut au retour les plus grands dangers, guettée par don Juan d'Autriche à la tête des bandes espagnoles, suivie de près par les protestants et parvenant à grand peine à gagner La Fère, où l'attendait son frère d'Alençon. « Nous passâmes « près de deux mois, qui ne nous furent que deux petits jours, en cet « heureux estat... La tranquillité de nostre Cour, au prix de l'agitation de l'autre d'où il partoît, luy rendoit tous les plaisirs qu'il y « recevoit si doux qu'à toute heure il ne se pouvoit empêcher de « me dire : « O ma royne ! qu'il fait bon avec vous ! Mon Dieu, ceste « compagnie est un paradis comblé de toutes sortes de délices, et « celle d'où je suis party un enfer remply de toutes sortes de furies « et tourmens². » Ce que Marguerite ne dit pas, c'est qu'à la Fère elle vit pour la première fois, à côté du duc d'Anjou dont il était un

¹ *Mémoires de Marguerite*, édit. Charpentier, p. 119.

² *Idem*, pp. 175-176.

des favoris, le bel Harlay de Chanvallon, et que là débuta sans doute cette passion pour lui qui devait lui susciter de si cruelles infortunes.

Marguerite rentra à Paris à la fin de l'année 1577, « voulant faire « mon voiage de Gascogne, écrit-elle, et ayant préparé toutes choses « pour cest effect. » Mais cette fois encore le Roi la berça de vaines promesses ; et elle dut assister, pendant les six premiers mois de 1578, au règne insolent des Mignons, à leurs sanglantes querelles, à la nouvelle fuite du duc d'Anjou qu'elle favorisa de toutes ses forces, aux caprices de sa mère, à la faiblesse et à la conduite ignominieuse du Roi son frère, objet pour tous de moqueries et de dédain, aux sourdes rumeurs de la Ligue déjà menaçante, et par dessus tout à l'élévation de la maison de Lorraine par la popularité toujours croissante dont jouissait son ami d'enfance, Henri de Guise, le vainqueur de Dormans, le glorieux Balafré.

— En s'enfuyant du Louvre le 3 février 1576, Henri de Navarre, malgré les attaches amoureuses qui pouvaient l'y retenir, obéit moins à ses secrets pressentiments qu'il y courait les plus graves dangers qu'à sa mystérieuse destinée et aux supplications de son parti, désespéré depuis l'assassinat de Coligny par la défection du duc d'Anjou, la faiblesse du prince de Condé et la diplomatie de Catherine qui paralysait tous ses efforts. Aussi est-ce avec joie qu'après avoir repris publiquement la religion de sa mère il fut salué par tous le chef des Réformés.

La Cour de France prit peur. Catherine commença par détacher d'Alençon du parti des Politiques ; puis, par la paix de Beaulieu, dite aussi « de Monsieur », signée en mai 1576, elle octroya à son fils rebelle l'Anjou, la Touraine et le Berry, à Condé la Picardie, au roi de Navarre le gouvernement de Guienne, aux protestants le libre exercice de leur culte dans toutes les villes du royaume sauf Paris, la création de chambres mi-partie, l'abandon de quelques places de sûreté, l'admission de leurs enfants dans toutes les écoles ; enfin elle convoqua à Blois les Etats-Généraux.

Jamais le nouveau parti, après seize années de luttes sanglantes et quatre édits de pacification, n'avait obtenu semblable satisfaction. La Reine-Mère pouvait donc espérer voir ses vœux réalisés ; et, en mettant sur la même ligne catholiques et protestants dont elle pensait devenir le suprême arbitre, croire à l'apaisement définitif du royaume. Mais elle comptait sans les Guise et leur insatiable ambition. Ceux-ci soulevèrent la Picardie, pays très catholique, qui refusa de livrer

Péronne à Condé ; et ils jetèrent dans tout le royaume les bases de cette redoutable association, dite la Ligue, qui devait les pousser jusque sur les marches du trône. Vainement Henri III, justement effrayé, chercha à déjouer leurs projets en s'en faisant proclamer le chef. Cet acte, contraire à l'esprit du dernier édit, ne servit qu'à mécontenter les Réformés et à tenir en éveil leur jeune prince.

Tour à tour à Pau, à Nérac, à Agen, à La Rochelle, partout expédiant des ordres, relevant par sa présence le moral de ses troupes, et gagnant à lui, plus par son affabilité et sa bonne grâce que par des sièges en règle, la plupart des villes de la Gascogne et de la Guienne, Henri de Navarre, à peine âgé de vingt-trois ans, sut, en cette année 1576, non seulement faire reconnaître son autorité dans ses Etats, mais, en recommandant publiquement à ses lieutenants la stricte observation de l'édit, donner des preuves de ce grand sens politique, qui sera sa maitresse qualité.

A cet effet, il s'entend avec Damville, gouverneur du Languedoc et chef militaire du parti des Politiques, reçoit dans sa ville d'Agen, devenue sa principale résidence, toute la noblesse catholique et à sa tête le vieux Monluc qui vient, à la veille de sa mort, prendre ses ordres, gagne Villeneuve-sur-Lot, place très importante, et établit des gouverneurs à ses gages dans toutes les villes de la province. Cependant Bordeaux refuse de lui ouvrir ses portes, et il ne peut obtenir des Etats réunis à Blois en décembre 1576 la confirmation de la paix de Beaulieu. Bien au contraire, cette assemblée où la Ligue dominait, supplia le Roi « d'ordonner que l'exercice de la R. P. R. fut défendu « tant en public qu'en particulier » et décida « qu'on inviterait le Roi « de Navarre, le prince de Condé et le maréchal de Damville à venir « en personne à Blois, afin qu'ils consentissent à cet article et donnassent l'exemple à leur parti en rentrant eux-mêmes dans le sein « de l'Eglise catholique. »

C'était provoquer la reprise des hostilités. Repoussant l'invitation des Etats, Henri de Navarre y répondit en lançant d'Agen, le 21 décembre 1576, un manifeste « à la Noblesse, Villes et Communautés « de son gouvernement de Guyenne, » où il se plaignait du manque de foi de ses adversaires. Il terminait par ces belles paroles :

« La religion se plante au cœur des hommes par la force de la doctrine et persuasion et se confirme par l'exemple de vie et non « par le glaive. Nous sommes tous Français et concitoyens d'une « même patrie : partant il nous faut accorder par raison et douceur « et non par la rigueur et cruauté qui ne servent qu'à irriter les

« hommes... Prenons donc ceste bonne et nécessaire résolution de
« pourvoir à nostre conservation générale contre les pratiques et
« artifices des ennemys de nostre repos; et je proteste devant Dieu,
« qui est nostre juge et qui pénètre jusqu'au plus profond de noz
« cœurs, que sous l'auctorité du Roy mon seigneur, je vous main-
« tiendroy tous en ma protection; j'empeschera de tout mon pou-
« voir et par vostre advis et conseil des Officiers de la Couronne et
« principaulx seigneurs amateurs de la paix et tranquillité, qui sont
« en ce dict pays, toutes violences, foules et oppressions; je feray
« rendre également justice à un chascun, tant de l'une que de l'autre
« religion et avec pareil traictement; je vous tiendray tous chers
« comme ma propre vie, courray sus avec vous à tous ceulx qui en-
« treprendront de troubler nostre concorde publique. En quoy je
« n'espargneray ma vie, en tous les moyens que Dieu m'a donnez ¹. »

La campagne ne fut pas heureuse pour les protestants, durant la première moitié de l'année 1577. Au nord, le nouveau duc d'Anjou s'empara sur eux de la Charité-sur-Loire, une de leurs meilleures places fortes; en Languedoc, Catherine gagna définitivement le maréchal de Damville qui trahit pour le marquisat de Saluces la cause du roi de Navarre; et, en Guienne, ce dernier ne put, malgré le coup d'audace d'Eauze, s'emparer ni de Mirande, ni de Jegun, ni de Beaumont de Lomagne. Il est vrai que le capitaine Fabas et Rosny lui ouvrirent à ce moment les portes de La Réole; mais ce succès fut atténué par l'échec de Langoiran sous les murs de Saint-Macaire, où d'Aubigné tomba grièvement blessé d'une arquebusade ². Henri de Navarre essaya bien de relever le moral de ses troupes en mettant le siège devant Marmande. Mais là encore, malgré sa bravoure et celle de Lanoue, il dut se contenter d'un succès relatif et signer avec le maréchal de Biron, qui arrivait avec des forces imposantes, une trêve nécessaire aux deux partis ³. Les insuccès réitérés de Condé, obligé de lever le

¹ *Lettres missives du Roi de Navarre*, publiées par Berger de Xivrey. Tome 1, pages 113-117.

² Voir sur tous ces combats les Mémoires du temps : d'Aubigné, *Mémoires et Histoire universelle*; Sully, *Œconomies royales*; etc., etc.

³ Voir pour cette affaire de Marmande les longs détails qu'en donne d'Aubigné au tome II, p. 257 (éd. de 1626), de son *Histoire universelle*, et ceux quelquefois contradictoires de Sully dans ses *Œconomies royales*. Dans sa *Notice sur la ville de Marmande* (Villeneuve-sur-Lot, 1872), le regretté Ph. Tamizey de Larroque en a reproduit les principaux passages.

siège de Saintes, puis peu après de rendre à Mayenne le port de Brouage, joints à sa mésintelligence avec le roi de Navarre dont il jalousait la supériorité, faillirent faire perdre aux protestants ce qu'ils avaient péniblement gagné par la trêve de Monsieur. Aussi accueillirent-ils favorablement les propositions de paix de la Cour de France et signèrent-ils, le 15 septembre 1577, la trêve de Bergerac, confirmée le 5 octobre suivant par l'édit de Poitiers. Ils obtenaient comme par le passé le libre exercice de leur religion dans tout le royaume, la restitution de leurs charges, la création de nouvelles chambres mi-partie, enfin un plus grand nombre de places de sureté dont Périgueux, La Réole et le Mas-Verdun pour le gouvernement de Guienne.

Tout faisait croire à une paix durable. Mais comme toujours les deux partis se montrèrent mécontents. La Ligue trouva outrées les concessions faites aux Réformés et devint de plus en plus menaçante. De leur côté, les religionnaires ne désarmèrent pas.

Laissant sa jeune sœur Catherine de Bourbon le représenter à Pau et à Nérac, Henri de Navarre s'était retiré à Agen, poste avancé, d'où il surveillait plus facilement la basse Guienne, le Périgord et le pays Toulousain. Ayant à se plaindre de l'amiral de Villars que la Cour lui avait imposé comme lieutenant en Guienne, Henri avait à la conférence de Bergerac demandé son remplacement. On lui envoya le maréchal de Biron, Armand de Gontaud, rude soldat, médiocre diplomate. Nous verrons dans la suite que le roi de Navarre ne gagna pas au change.

Tout d'abord leurs relations furent presque amicales. Les lettres qu'écrivit Biron aux Consuls d'Agen en septembre 1577 le prouvent suffisamment ¹. Ceux-ci, on le sait, commençaient à supporter difficilement dans leurs murs la présence du jeune prince et de son turbulent entourage ². Malgré les sages édits que depuis un an il avait pro-

¹ Arch. m^{les} d'Agen. BB. 33. La plupart des lettres du maréchal de Biron aux Consuls d'Agen ont été publiées par M. G. Tholin dans le *Recueil de la Société académique* de cette ville, t. ix, 2^e série, p. 125-160, 1885.

² Nous ne reproduirons pas ici la légende, devenue fameuse quoique entièrement fautive, d'après laquelle en cette année 1577 Henri de Navarre aurait surtout mécontenté les bons bourgeois d'Agen, en s'avisant avec ses favoris « d'éteindre au milieu « d'un bal les chandelles pour faire main basse sur les belles dames gasconnes et vio-
« lenter, soit une certaine Anne de Cambefort, qui, nouvelle Lucrèce, se serait précipitée « par la fenêtre pour conserver son honneur », soit une autre, Catherine Duluc, fille d'un médecin, que certains auteurs, sans aucune preuve à l'appui, substituent à la

mulgués dans l'intérêt de cette ville, soit pour faire observer la discipline, soit pour empêcher les pillages, maintenir l'exercice des deux cultes, et procurer par ces moyens une aisance et une sécurité relatives, ils voyaient d'un mauvais œil leurs charges s'aggraver chaque jour davantage par l'entretien des troupes de plus en plus nombreuses qui formaient dans la ville garnison, par la multiplicité des emprunts forcés ordonnés par le jeune prince, et surtout par la construction de deux forts que celui-ci, contrairement aux anciens privilèges, avait voulu élever, l'un à l'ouest de la ville, sur l'emplacement même du couvent des Jacobins, l'autre à l'est, à la porte du Pin ¹. Aux plaintes réitérées des autorités agenaises, Biron répond « qu'il a « trouvé le Roy de Navarre en fort bonne disposition », et il les assure « que ledit Roy est tout plein de très bonne volonté, dont nous « ne pouvons espérer que toute bonne yssue de son bon zèle. ² » Malgré ces assurances, le Béarnais maintenait ses dispositions défensives et évitait pour ce motif de revenir à Agen.

Biron eut le dernier mot. Il obtint que les garnisons seraient retirées de cette ville, le jour on y installerait la chambre de l'Édit ; et, le 30 mai 1578, les nouveaux conseillers ayant fait leur entrée, le roi de Navarre, arrivé la veille, remit aux Consuls les clefs de la cité, leur demandant toutefois de lui rester fidèles. Henri n'avait pas regagné Lectoure, où il s'établissait plus solidement encore, que « tous les forts « et marques de guerre » étaient déjà rasés dans Agen.

première. Cette accusation, inventée à plaisir pour la première fois par un libelle ligueur de 1586, *L'avis d'un catholique anglais*, relevée déjà énergiquement par Duplessis-Mornay dans sa *Lettre d'un gentilhomme catholique français, contenant brève réponse aux calomnies d'un certain prétendu anglais* (*Mémoires de la Ligue*, t. v, in-4°, p. 437), mais de nouveau accréditée par quelques-uns de nos anciens annalistes, Labénazie, Labrunie et naturellement Saint-Amans à la page 398 du tome premier de son *Histoire du département de Lot-et-Garonne*, a été définitivement jugée et reconnue fausse de toutes pièces par M. Ph. Tamizey de Larroque à la page 343 344 du tome xviii de la *Revue de Gascogne* et, en même temps que lui, par une substantielle note de M. O. Fallières, le consciencieux éditeur de l'*Abrégé chronologique* de Labrunie, aux pages 116-118 du tirage à part de cet ouvrage. Une fois pour toutes il a été fait par eux justice de ces ridicules et invraisemblables accusations.

¹ Voir, pour tout le séjour d'Henri IV à Agen à cette époque, la remarquable étude de M. G. Tholin, *La ville d'Agen pendant les guerres de religion*, chapitres x et xi, parue seulement dans la *Revue de l'Agenais*, tomes xvi et xvii, et dont malheureusement il n'a été fait aucun tirage à part.

² Lettres du maréchal de Biron : *Op. cit.*

En même temps que la seconde ville de Guienne reprenait sa liberté, ses habitants recevaient la nouvelle que par Lettres patentes du 18 mars 1578 Henri III, pour payer à sa sœur Marguerite la dot promise lors de son mariage, lui cédait « en échange des soixante « sept mille cinq cens livres de rente qu'elle devoit prandre par « chacun an sur lesdites recettes générales, son domaine d'Agenois, « Rouergue. Quercy et les quatre jugeries de Verdun, Rieux, Rivière « et Albigeois, sises en la sénéchaussée de Tholozé, etc.¹. »

C'était donner aux Agenais un nouveau maître, avec lequel ils eurent, nous le verrons dans la suite, plus à compter qu'ils ne le croyaient tout d'abord et qui fut la cause de nouvelles divisions dans cette malheureuse cité. Car, si le roi de Navarre n'y faisait plus que de rares apparitions, il y avait laissé d'assez nombreux partisans, se trouvant sans cesse aux prises avec le restant de la population catholique, divisée elle-même en deux tronçons, les ultras, affiliés à la Ligue et non les moins turbulents, et les modérés, c'est-à-dire les consuls, les jurats, les bourgeois, les financiers qui, fidèles avant tout à leur rôle, ne demandaient que la paix et la tranquillité.

Et ce n'était pas seulement Agen qui présentait ce lamentable spectacle. Toutes les villes de la province, grandes ou petites, étaient divisées comme elle, les unes où le parti protestant dominait, comme à Nérac, Clairac, Monflanquin, etc., les autres, et c'était le plus grand nombre, où les catholiques, mécontents des concessions toujours plus considérables accordées aux réformés par la faiblesse du monarque, ne supportaient qu'avec peine leur audace et leur insolence, et, comme à Langon notamment, à Bazas ou à La Réole, en venaient chaque jour aux mains avec eux.

Enfin, pour comble d'infortunes, des bandes indépendantes, composées de gens sans aveu, parcouraient sans cesse le pays, et, arborant tour à tour les couleurs des deux partis, ne vivaient que de pillage, se livrant aux pires actes de violence et de brigandage. Vainement le roi de Navarre en Armagnac, Biron à Bordeaux et à Agen, Damville en Languedoc, se multiplient et échangent de continuelles missives pour réprimer ces désordres et, avec plus ou moins de bonne foi, faire respecter l'édit de pacification ; ils n'y parviennent qu'à grand peine et souvent reconnaissent leur impuissance.

La situation, au milieu de cette année 1578, restait donc fort troublée en Guienne et en Gascogne. Il ne fallait qu'une étincelle pour ral-

¹ Archives municipales d'Agen, BB. 33. p. 30.

lumer partout la guerre. La Reine-mère, tenue très exactement au courant des événements, s'en rendait aisément compte. Aussi, malgré sa santé déjà chancelante, malgré les inquiétudes que lui donnait son fils le duc d'Anjou, poursuivant follement la conquête du royaume des Flandres, malgré l'influence néfaste des mignons sur son autre fils Henri III, malgré surtout les sourdes menées de la maison de Lorraine, résolut-elle d'entreprendre un second voyage dans tout le midi de la France. Dans son désir d'asseoir une paix durable, Catherine était alors réellement sincère. Ses lettres en font foi. Contrairement à ce que l'on a écrit jusqu'à ce jour sur elle, elles nous prouveront par les nombreux extraits que nous en donnerons avec quel zèle elle poursuivait l'apaisement du royaume et travaillait, sans arrière pensée aucune à ce moment, à la grandeur et à la prospérité de la France.

Catherine amenait avec elle sa fille Marguerite. Les deux reines se faisaient suivre de toute leur maison. Le prétexte du voyage était de conduire sa femme à Henri de Navarre, qui, à plusieurs reprises on le sait, avait manifesté le désir de l'avoir auprès de lui. Le but réel, de chercher par sa présence, en s'abouchant directement avec les chefs des principaux partis, d'abord son gendre, puis Condé, Damville et plus loin Lesdiguières, Bellegarde et le duc de Savoie, à réviser quelques articles douteux de l'édit de Bergerac, et, soit en jetant entre eux des germes de division, comme on l'a écrit, soit plutôt en s'efforçant de les contenter par de larges concessions, à pacifier définitivement les provinces rebelles.

Quant aux moyens, ils ne manquaient jamais à la fille des Médicis. Elle comptait sur sa vieille expérience, sur la séduction encore très grande de sa personne, sur son ascendant incontesté d'ancienne régente du royaume, sur son habileté diplomatique, sur la rivalité qui existait entre les principaux meneurs. Elle escomptait aussi les charmes irrésistibles que ne pouvaient manquer d'exercer sur ces jeunes et bouillants capitaines les plus belles de son escadron volant, ces superbes créatures qui, au dire de Brantôme qui se plaît à les énumérer¹, étaient apparues naguère, à cette fête toute païenne donnée par elle sur la terrasse de Chenonceau en l'honneur de la dernière victoire du duc d'Anjou, « demi-nues, les cheveux épars comme des épousées, faisant le service. » Plus encore que sur elles, elle comptait sur sa fille Marguerite, sur sa soumission, sur sa jeunesse, sur sa beauté.

¹ Brantôme : *Vie des Dames illustres*. Art. Catherine de Médicis.

Bien que plusieurs écrivains aient soutenu le contraire¹, nous croyons que Marguerite suivit sa mère sans tristesse aucune, ni regrets de quitter la Cour. Dans ses Lettres comme dans ses Mémoires, elle le proclame hautement. « Revenues que nous fusmes d'Alençon, ayant « toutes choses prestes pour mon parlement, je suppliai encore le « Roy de me laisser aller. Lors la Royne ma mère, qui avait aussi un « voyage à faire en Gascogne pour le service du Roy (ce pais-là ayant « besoin de luy ou d'elle), elle se résolut que je n'irois pas sans elle². » Sans sa mère, que serait-elle devenue au Louvre ? Henri III, malgré ses caresses apparentes, la détestait. Son frère aîné, le duc d'Anjou, combattait dans les Flandres. Aussi est-ce avec joie qu'elle entreprit ce voyage, où, novice encore dans les ruses de la politique, elle comptait prendre quelque ascendant sur l'esprit, sinon sur le cœur, de son mari et retrouver à la Cour de Nérac le prestige et la considération auxquelles lui donnait droit son titre de Reine de Navarre.

PH. LAUZUN.

¹ Notamment l'Estoile dans son *Journal*.

² *Mémoires de Marguerite*, édit. Charpentier, p. 209.

Une Circulaire au Clergé d'Agenais après 1685

Dans les registres paroissiaux de la paroisse de Saint-Pierre de Collongues ¹, juridiction de Villeneuve-d'Agenais, j'ai trouvé une circulaire adressée aux prêtres du diocèse par le syndic du clergé. — Ce document, postérieur à la Révocation de l'Edit de Nantes (22 octobre 1685), ne porte ni date, ni signature. Il garde son caractère secret. Il n'est lui-même qu'une copie transcrite de l'original.

Cette circulaire est relative aux Protestants et à la surveillance des nouveaux convertis. — Je la publie sans commentaires. Elle n'est pas autre chose que l'organisation d'une vaste police secrète qui voulait faire de chaque membre du clergé un espion et un instrument de persécution au service du Roi.

Pour tout lecteur attentif, cette circulaire est la condamnation même de la Révocation de l'Edit de Nantes, si fatale à notre pays et à Louis XIV, oublieux de ce grand acte de justification que le génie et la bonté de son aïeul Henri IV avaient conçu pour mettre un terme aux plus funestes des guerres civiles, les guerres religieuses, qui pendant soixante ans couvrirent le pays tout entier et notre pays d'Agenais en particulier de ruines et de sang.

On y verra que dans les classes libérales de notre pays, comme aussi dans le clergé — ce qu'il faut dire en toute justice et à son honneur, — il y avait de nobles âmes que la persécution révoltait et qui étaient pitoyables et secourables aux persécutés.

Je publie la circulaire tout entière, sauf les trois premiers articles qui n'ont trait qu'à des questions de finance et que je résume sommairement.

D^r LOUIS COUYBA.

¹ La paroisse de Collongues était située sur le versant S. E. du Pech de Teyssonnat dont le château faisait partie.

MONSIEUR,

« Je vous écris cette lettre circulaire et à tous MM^{rs} les Archipresbtres à quatre fins ¹. »

Je résume les **trois premières** :

1° **Nous donner** avis de ce qui peut estre utile à l'Eglise et à l'**Estat** qui se passe dans votre détroit.

2° Advertir MM^{rs} les curés et bénéficiers, s'ils ont été taxés pour des biens ecclésiastiques sujets à l'amortissement, comme les maisons presbytérales, que, par arrest du Conseil d'Estat. donné depuis peu, ils en sont deschargés. — Advertir les paroissiens que la taxe est rejetée sur eux.

Pour les autres biens, si les curés ou bénéficiers se prétendent taxés par erreur, il faut réclamer à M^r l'Intendant, mais d'abord payer la moitié de la taxe et attacher cette quittance à la requête.

3° Exhorter les bénéficiers à payer aux termes ordonnés leurs décimes et autres taxes, de crainte de s'attirer de grands frais.

Voici *in extenso* le 4^e article.

« Le 4^e, vous savez assez, M^r, le dérèglement qui est arrivé sur cette taxe que M^r l'Intendant a imposé sur les nouveaux convertis, pour mieux dire, les mal convertis et comme quoy il est arrivé deux choses fâcheuses : la première que quelque peu d'innocents ont esté confondeus avec les coupables et la deuxième que MM^{rs} les curés estant sollicités par les taxés, ils ont esté exposés à la passion de ces gens ; ils ont donné des certificats qui n'ont pas donné un éclaircissement entier et plusieurs en ont donné contre la verite, ce

¹ Voir Reg. Par. de Saint-Pierre de Collongues et de Saint-Sulpice Rive d'Oit (pp. 80, 81, 82).

qui a extraordinairement escandallisé M^r l'Intendant, comme il me l'a dit et escrit souvent.

Pour esviter tous ces maux je vous prie de faire un tour dans vostre destroit et de leur dire de ma part qui me trouve chargé de cette affaire la conduite qu'ils doibvent tenir suivant les articles que je mets icy et que je demande deux :

1^o Qu'ils fassent estat de ceux qui se confesseront et communieront à Pasques.

2^o Qu'ils me donnent avis de quel temps ces gens ont faict abjuration car beaucoup de curés n'ont pas faict estat dans leurs actes et certificats de ceux qui estoient convertis avant l'année mil six cent 85 quy ont esté néanmoins taxes.

3^o Qu'ils me mandent, s'ils ont prudemment garde les commandements de l'Eglise, antandeu la messe, les festes et dimanches, assisté au prône, s'ils se sont abstenus de manger de la chair les jours deffendeus.

4^o S'ils font faire le devoir de catholiques à leurs enfants non émancipés et à leurs domestiques et valets.

5^o S'ils le font faire à leurs femmes et au cas que les femmes ne le fassent pas, si elles ont du bien qui leur appartient par dot, ou qui leur soit advenu et où il est situé et en quelle contenance.

6^o Où est-ce que les nouveaux convertis ont leurs bien situés, en quelle contenance il est, de q^li ils le tiennent par héritage, vante ou décret, parcequ'il arrive que ces gens font leur devoir et cependant le cadastre des juridictions est chargé du nom de leurs prédécesseurs heretiques et les conseuls donnent le certificat suivant le cadastre suivant lequel on le taxe ; et il arrive aussy qu'ils font bien leur devoir et ils ont leur bien en tout ou en partie à un autre où ils sont taxés. Il faut aussi marquer si le bien est aux enfants et non au père, s'il est partagé entre frères et sœurs dont l'un peut faire bien et l'autre mal. Ce sera une charité pour eux car M^r l'Intendant ne sait pas cela et ne peut pas en faire la distinction et vérification et il taxe.

7^o Comme il y a bien de ces nouveaux convertis quy font leur devoir plus par crainte que par amour de la justice et que par politique ils ont un bon extérieur et un mauvais intérieur servant à deux maistres, il faut me donner avis si ces gens parlent mal de l'Eglise et de ses cérémonies et de ses commandements, du pape,

des esvesques et des pasteurs de l'Esglise, de sa doctrine, du Roy et de la conduite de l'Estat.

8° Si ceux qui paroissent bien convertis à l'extérieur ou si mal convertis ont des parents hors du Royaume à quy ils envoient de l'argent quoyqu'ils portent les armes contre le Roy, s'ils ont commerce par lettres ou aultre voye avec les Anglois ou Aulandois ou aultres ennemis de l'Estat et quelle preuve on en pourroit avoir.

9° S'ils ont des livres deffendeus, s'ils font avec leur famille ou autres des assemblées, des prières à leur maniere ancienne et here-tique.

10° Si les gentilshommes ou prétendeus tels portent des armes ou en ont chez eux, en quelle qualité et quantité, s'ils font des assemblées sous prétexte de chasse, de festins ou autre voye.

11° S'ils font aller leurs enfants au catéchisme ou prône ou autres offices divins

12° S'il y a des livres deffendeus chez les conseuls, magistrats, jeuges et procureurs du Roy ou d'office ou dans les maisons communes des villes qui n'ayent pas esté bruslès et si ces magistrats les ont laissé reprendre à ces nouveaux ou mal convertis ou que par tolérance ils lesset (laissent) courrir.

13° S'il y a des médecins, apothiquaires, chirurgiens, des hommes ou des femmes qui sous prétexte de secours ou de charité vont visiter les malades et les exhorter à demeurer et mourir dans leur antienne heresie et quelle preuve on en pourroit avoir, s'ils leur font faire des prières et autres exercices de leur antienne erreur.

14° S'il y en a qui ne font pas baptiser leurs enfants nouveaux nais et ne les portent pas à l'Esglise dans les huit jours pour les faire baptiser ou les baptisent eux-mesmes dans la maison sans nécessité pour esviter de les faire baptiser à l'Esglise ou les lesset mourir sans baptesme.

15° S'il y en a qui meurent sans avoir communie et confessé à Pasques, sans appeler le curé ou l'avoir fait demandé devant des témoins dignes de foy : *Sepeliantur sepultura asini* — Cependant donnez nous en advis.

16° Gardes ceste conduite à l'esgard des mariages des nouveaux convertis si depuis leur première abjuration ils n'ont pas fait le debvoir de catholique et qu'il vous promettent de le faire à l'advenyr.

Quelle promesse et quelle parole qu'ils vous donnent pour eux et pour autrui, ne les en croyez pas mais recevez les avec charité mais prescrivez leur un temps tel que vous jugerai suyvnt l'esloignement et l'opposition que vous connoîtrez en eux et sy deurant le temps il vous donnent des marques d'estres instruits et qu'ils ont ceste disposition d'une sincère et ferme conversion, confessez-les et communiez-les, proclamez leurs annonces et impartissez leur la bénédiction nuptiale ou assistez à leur mariage et donnez nous en advis.

17° Si non obstant vostre refeus ils viennent à vous déclarer par acte ou sans acte qu'ils se tiennent pour mari et femme, attendeu qu'il y a une déclaration du Roy et arrest du Parlement de Bourdaux contre, donnez nous en advis parce que nous fairons déclarer ces mariages nuls et les condamner à une amende, mesme s'ils habitent ensemble et s'ils ont eu des enfants de leur concubinage.

18 Aux baptesmes refuses pour parrains et marraines tous ceux quy ne font pas le devoir de catholiques et s'ils le font à l'extérieur et que vous les soubçonniez, avant de les recevoir à ceste fonction, interrogez les seur les articles essentiels de la religion et seur les commandements de Dieu et de l'Eglise et suivant qu'ils vous répondront, recevez les ou refusez les. Les temps et les pratiques que font ces gens ou dont il abusent nous doibvent donner occasion d'en tenir beaucoup et peut être tous pour suspects.

19° M^{rs} les curés ne donneront à ces gens bien ou mal convertis, qu'ils fassent ou ne fassent pas leur devoir de catholiques, aucun certificat par escript de leur bonne ou mauvaise religion et diront que nous et M^r l'Intendant leur avons défendu. Par ce moyen les curés seront à couvert de toute sollicitation et persécution ou crainte. Cela n'empêchera pas pourtant qui ne leur donnet, s'ils en sont requis, des extraits de baptesmes, mariages, morts et abjuration de leur hérésie en bonne et due forme.

J'ay escrit ceste lettre de ma main à M^{rs} les archiprêtres, je ne l'ay pas fait imprimer pour estre plus secrette et MM. les curés auront soin de garder le secret et je les prie de me donner leurs advis incessamment de tout ce qu'ils savent des articles précédents et surtout quinze jours après Pasques de tous ceux quy auront confessé et communié et fait le devoir de bon catholiques, suivant les susdits articles.

Je vous prie, M^r, de faire sans délai un petit tour dans vostre

destroit sous prétexte de visite d'archiprêtre et de déclarer ma présente lettre à MM. les curés assemblés ou en particulier et les exhorter au secret et à la fidélité des avis que je leur demande, leur promettant que leur nom ny tout ce qu'ils m'escriront sera gardé avec secret et sans qu'ils soient exposés à rien ; et s'il y a auquns frais ou poursuites à faire, je les ferez en qualité de syndic en mon nom sans qu'il paraisse rien de leur part. J'attends cette jeustice d'eux et de vous et la grâce que vous serais tous persuadés et de vous particulièrement que je suis avec une entière considération ..

JOURNAL AGENAIS DES MALERAYSSÉ

(SUITE)

1775

Dans les mois de Janvier et de Février 1775, M. Jean-Louis d'Usson de Bonnac, évêque et comte d'Agen, commença la construction de son palais épiscopal, à la Porte-Neuve, hors ville. Il avoit acheté les emplacements à divers particuliers, et il prit pour s'agrandir une partie de l'enclos du Séminaire, sous une rente annuelle et perpétuelle de cinq cens livres et la redevance d'un calice à chaque mutation d'évêque. Il se décida à se bâtir un nouveau palais, en cet endroit, parce que l'ancien attenant à la cathédrale avoit besoin de grandes réparations et menaçoit ruine. Il obtint du Roy la permission d'emprunter, à cet effet, cent mille livres en rente constituée et d'hypothéquer les revenus de l'Evêché pour le paiement du capital de ladite rente. Ledit seigneur évêque posa, le 16 juin 1775, la première pierre de l'édifice, entouré d'un grand nombre d'ouvriers sous les armes, aux sons d'une belle symphonie. On lui mit un tablier de taffetas blanc, garni d'une crêpine en or, et on lui présenta tous les outils d'un maçon faits exprès pour la circonstance. Après s'en être servi selon le cérémonial usité en pareil cas, M. de Bonnac se retira en laissant sur la pierre vingt louis d'or pour les ouvriers.

Au commencement de l'année 1775, le Roy Louis XVI rétablit de son autorité royale tous les parlements de France, qui avoient été supprimés par édit de son prédécesseur, du 13 avril 1771. Il envoya, à cet effet, des députés dans toutes les villes de Parlement pour remettre en place, et chacun dans ses fonctions, tous les officiers qui avoient été dépossédés et exilés. En conséquence, M. de Noailles vint à Bordeaux de la part du Roy et réinstalla le Parlement avec tous ses anciens membres, le 2 du mois de mars 1775.

Le 26 avril de la même année, le sieur Tarry, consul titulaire, qui avoit été interdit de son exercice de consul le 29 juillet 1774, a été remis par ordre du Roy dans toutes les fonctions de sa charge.

Le 11 juin 1775, le Roy Louis XVI fut sacré à Reims par M. l'archevêque de cette ville. Il y eut dans tout le royaume, à cette occasion, de nombreuses réjouissances. On fit dans Agen un feu de joye qui fut allumé par MM. les consuls après le *Te Deum* de la Cathédrale.

Depuis deux ans il règne dans la France une maladie épizootique sur le gros bétail à cornes. Elle a commencé, à se faire sentir dans les provinces de Bretagne, de Béarn et de Bigorre ; ensuite elle a passé dans les généralités d'Auch, de Guyenne et de Languedoc, où elle a fait un ravage inestimable. Dès qu'une tête de bétail étoit attaquée de ce mal, elle cessoit de manger et de boire, baissoit la tête et les oreilles, battoit du flanc et dans trois ou quatre jours elle mouroit ; il y en a eu pourtant qui ont tenu jusqu'au huitième jour. Cette maladie se chargeoit si subtilement que non seulement les bestiaux de la même grange en étoient successivement attaqués, mais encore ceux des environs. Elle se propageoit par les pacages et les abreuvoirs, par les outils qu'avoient touchés les bêtes infectées et même par l'infection de l'air. On a même reconnu par expérience que des personnes habillées d'étoffes de laine portoient dans leurs vêtements la maladie dans les granges saines, si elles avoient pénétré avec les mêmes habits dans les granges infectées. Quelques remèdes que l'on mit en usage, il fut impossible de guérir le bétail de cette maladie. On ouvrit plusieurs de ces bêtes après leur mort ; on leur trouva le foie et les poumons brûlés et calcinés. Informés du ravage que faisoit cette épidémie le Roy et le ministère s'occupèrent très assidûment à l'éteindre ou du moins à en arrêter les progrès. Ils envoyèrent des troupes avec des maréchaux experts ; mais ceux-ci ne furent ni plus habiles ni plus heureux que ceux du pays. Voyant donc que tous les remèdes étoient inutiles, on fit un cordon de soldats qui engloba toutes les régions infectées. Il y eut un ordre du Roy de ne faire plus aucun remède au bétail attaqué ; mais il fut enjoint sous des peines rigoureuses d'aller dénoncer le bétail malade, dans les vingt-quatre heures de l'attaque, au commandant du piquet des soldats les plus voisins. Celui-ci en exécution de l'ordre du Roy, se rendoit avec sa petite troupe dans la grange contaminée, faisoit attacher au milieu d'un champ tous les bœufs, vaches, taureaux et génisses de ladite grange, chacun à un piquet particulier.

Tous ces animaux, tant malades qu'en santé, étoient assommés et on les enterroit isolément, avec leurs peaux, dans une fosse de huit pieds de profondeur, qu'on avoit eu le soin de faire creuser à l'avance ; et dans ce cas le Roy payoit le tiers du prix du bétail, suivant l'estimation.

La Gascogne a vu périr presque tout son bétail. Tout le long des bords de la rivière de Garonne, à prendre les villes de Laplume, La Montjoye, Condom, en remontant jusques à Toulouse, il ne s'en est presque pas conservé. Il étoit très étroitement défendu de faire passer la rivière de Garonne à pas une tête de gros bétail, sain ou malade, pour aller dans la Gascogne ou pour en revenir, sous peine de confiscation et d'amendes. Pour tenir la main à l'exécution de cette défense on avoit placé des soldats dans tous les petits ports de la rivière, dans tous les bourgs et villages à droite et à gauche de la Garonne. Comme la maladie empiroit toujours il vint un ordre du Roy d'abattre tout le bétail depuis Toulouse jusques à la paroisse de Layrac, sur la rive gauche, et de le faire saler pour le compte du Roy, s'obligeant Sa Majesté de payer ledit bétail aux particuliers à dire d'experts. Cette mesure s'exécuta en Janvier, Février et Mars 1776. Les saloirs furent établis en deux ports de la Garonne : Grenade et Layrac. On y conduisit le bétail de tous les environs et on en tua une grande quantité. Mais l'ordre du Roy fut révoqué dans le mois de Mars, parce que la douceur du temps empêchoit la viande de prendre du sel. Il en parut un autre de M. l'intendant de la Guyenne, qui défendoit à toutes personnes de sortir le bétail des granges pour travailler, pacager ou seulement le faire boire, enfin sous quelque prétexte que ce fût, à peine d'une amende considérable et même de la prison.

Cet empêchement dura depuis le 20 novembre 1775 jusqu'au 1^{er} mars 1776. Il fut alors permis de tirer le bétail de la grange pour travailler les terres, mais il demeura défendu, si l'on ne vouloit pas s'exposer à la confiscation dudit bétail et à l'amende, de sortir de la paroisse où la grange étoit située. Il fut interdit de faire un charroi et à plus forte raison d'aller travailler les terres dans les paroisses voisines, de sorte que ceux qui possédoient des terres dans ces paroisses étoient obligés de s'adresser aux bouviers du lieu. Enfin, dans le printemps de 1776, la maladie cessa et dans l'été suivant on permit des charrois pour les transports des denrées. Dans le fort de la maladie, Monseigneur l'évêque avoit ordonné des prières publiques

dans tout le diocèse. Le Saint-Sacrement fut exposé pendant trois jours dans chacune des quatre paroisses d'Agen, en commençant par la Cathédrale, et cela pour prier Dieu de nous délivrer de ce terrible fléau. Les paroisses les plus voisines d'Agen infectées de cette maladie furent Poumevic, Valence, Golfech et Clermont-Dessus, près La Magistère, en partie. Il est à remarquer que dans la juridiction d'Agen nous n'eûmes que trois granges infectées. Ce furent celles de M. Dumoulin de Riols, dans la paroisse de La Capelette-Renaud, de M. Pélissier à sa métairie du Mestrot, paroisse de Monbusq et une grange voisine de cette dernière. Les personnes qui perdirent leur bétail se remontèrent en chevaux, mulets ou ânes ; mais ils faisoient fort mal leurs travaux ; ils ne manquèrent pas d'acheter des bêtes à corne lorsqu'il fut permis de les passer d'une paroisse dans l'autre et de les mener aux foires.

1776

Le lundi 15 avril 1776 arriva en cette ville Monseigneur Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, duc de Chartres, fils de Monsieur le duc d'Orléans, prince du sang royal, venant de Brest et allant à Toulon ; il avoit avec lui Madame son épouse. On leur fit une belle réception. Accueillis à l'entrée de la juridiction par deux consuls en robe, accompagnés de six jurats, ils furent complimentés par tous les corps, et descendirent chez M. l'évêque. Le duc promena beaucoup dedans et dehors la ville ; il trouva Agen fort joli, au point qu'il dit qu'il étoit fâché d'avoir annoncé son arrivée à Toulouse pour le 16, attendu qu'il auroit voulu demeurer un jour de plus en notre ville. Le lendemain, au matin, le corps de ville fut présenter un bouquet à la duchesse, dans une petite corbeille très bien garnie, par six jeunes filles artisanes, des plus jolies qu'on pût trouver, habillées toutes de blanc et en brassières. Ce même jour, à une heure de l'après-midi, le duc de Chartres partit avec son épouse, pour aller coucher à Toulouse où, comme il l'avoit dit, il étoit en effet attendu.

Dans l'année 1775, le sieur Vergès de Guillemon, habitant de la paroisse de Bruch, près Sérignac, porta sa plainte au lieutenant-criminel du présidial d'Agen, contre les sieurs V... régent écrivain, C... marchand et C..., maître arquebusier, tous trois habitants de cette ville, pour avoir souvent et considérablement commis à son préjudice le crime d'usure, en lui fournissant au lieu d'argent des effets

de commerce et en lui réachetant ces mêmes effets. Le lieutenant criminel fit à ce sujet et aux dépens dudit sieur Verhès de Guillemon, qui se rendit partie, une information où déposèrent plusieurs témoins. Les usuriers, reconnus pour tels, furent décrétés de prise de corps, mais ils s'évadèrent. Cependant, après s'être bien ou mal consulté, le sieur C... marchand, se rendit en prison à Bordeaux et demanda de suite son élargissement. On le lui refusa. Il fut, au contraire, ordonné qu'il tiendrait prison close et il fut traduit dans les prisons d'Agen. Cela ne rebuta pas le sieur V... son complice, qui peu de jours après se remit dans les prisons de cette ville et se rendit aussi partie pour se défendre contre le sieur Vergès de Guillemon. Le présidial, saisi de la plainte, rendit un jugement par lequel il condamna ces trois usuriers, ordonnant qu'ils seroient livrés aux mains de l'exécuteur de la haute justice pour être conduits par lui dans la grande salle du palais, et là, faire amende honorable, tenant à la main un cierge ardent. Par le même jugement ils furent bannis pour neuf ans de la sénéchaussée et condamnés en outre en six mille livres de dommages et intérêts envers le sieur Vergès de Guillemon. Tous les billets consentis en leur faveur par ce dernier furent annulés et les dépens du procès mis à leur charge. Cette sentence fut exécutée par contumace contre le sieur C... arquebusier, mais V... régent, et C... marchand, ainsi d'ailleurs que M. le procureur du Roy, firent appel au Parlement de Bordeaux. Les deux usuriers y furent conduits liés et garrottés et comme, dans leurs défenses, ils récusèrent nombre de témoins et demandoient une nouvelle confrontation, cela leur fut accordé. En conséquence on les ramena dans cette ville. Cette affaire traîna longtemps. Enfin, quand l'information fut définitivement close, les accusés furent renvoyés à Bordeaux et jugés en dernier ressort, le 18 septembre 1776, par arrêt dont la copie est ci-après écrite tout au long.

La Cour :

Sans s'arrêter à l'appel interjeté par V... et C... de la sentence du lieutenant criminel d'Agen et faisant droit de l'appel *a minima* du procureur général du Roy, émendant sur les cas résultant de la procédure, les condamne à être traduits dans les prisons du sénéchal d'Agen, pour être livrés es mains de l'exécuteur de la haute justice et être par lui attachés au carcan, qui sera placé au grand marché d'Agen, où ils resteront pendant trois jours consécutifs, ayant chacun à la tête un écriteau ou seront inscrits ces mots, scavoir ; V..., usu-

rier, C. . . . usurier, faiseurs de fausses mesures ; et le dit troisième jour ils seront conduits par le dit exécuteur au devant de la principale porte de l'église cathédrale du dit Agen, pour y faire amende honorable, tête et nus pieds, en chemise, tenant chacun un cierge ardent de cire jaune, du poids de deux livres, et la corde au col ; ensuite les bannit des sénéchaussées de Guyenne et d'Agen pendant vingt années ; déclare nuls les engagements consentis par Vergès de Guillemon en leur faveur et leur fait défense de les ramener à exécution, directement ou indirectement ; les condamne en outre chacun en cinquante livres d'amende envers le Roy et solidairement en tous les dépens envers le dit Vergès de Guillemon, faits tant devant le lieutenant criminel d'Agen qu'en la Cour ; ordonne que l'arrêt sera imprimé et affiché tant en la présente ville que à Agen.

A Bordeaux, le 18 septembre 1776.

Sur cet arrêt les deux usuriers présentèrent des requêtes au procureur général et au premier président pour obtenir que l'arrêt fut exécuté à Bordeaux afin de leur épargner la honte de paroître en une posture si humiliante dans leur patrie et au milieu de leur famille. Mais cette faveur leur fut refusée et ils furent renvoyés sous bonne garde, liés et garrottés, à Agen où ils arrivèrent le samedi soir, 8 mars 1777, et les lundi, mardi et mercredi suivants ils furent attachés au carcan, et le contenu de l'arrêt rendu contre eux exécuté de point en point. C. . . était natif de Saint-Christophe près d'Agen ; il étoit veuf, sans enfants et n'avoit que sa mère déjà fort vieille ; mais V. . qui étoit natif de notre ville, avoit femme et enfants ; son père étoit vivant ainsi que ses frères et sœurs.

1777

Le jeudi, 29 mai 1777, jour de la Fête-Dieu, nous eumes une crue de la Garonne d'une telle force que le lendemain vendredi, l'eau couvrit tout le Gravier ; mais le samedi, 31 mai, elle s'étoit retirée et notre promenade étoit libre. Le lundi suivant, 2 juin, la crue se produisit de nouveau avec une telle rapidité que le Gravier fût de nouveau envahi et que l'eau pénétra dans la ville par la rue Saint-Antoine. Le Gravier demeura couvert pendant les trois jours de foire, ce qui causa un grand préjudice aux marchands et surtout aux vendeurs de faïence qui avoient leurs tentes au bord de la rivière. Ils furent obligés pendant deux fois d'enlever leur marchandise et de la porter en ville, en bateau ou ayant de l'eau jusqu'à la ceinture.

Le jeudi, 19 juillet 1777, arriva dans Agen, à huit heures du soir, Lsuis-Stanislas-Xavier de France, comte de Provence, Monsieur, frère de notre Roy Louis XVI, allant de Bordeaux à Toulon. Sur la nouvelle de son passage, M. le comte de Fumel, cordon-rouge, brigadier des armées du Roy et commandant d'Agen, s'étoit rendu en cette ville. Il y avoit fait préparer pour le recevoir l'appartement d'en haut de la maison du Roy, qu'il avoit meublé magnifiquement, et commandé un très beau souper. MM. les consuls avoient fait tapisser en belles tapisseries toute la rue Saint-Antoine et les dehors de la porte du même nom. Cette rue étoit bordée à droite et à gauche, depuis l'hôtel de ville, d'habitants en armes dont le double cordon se prolongeoit à l'extérieur d'Agen jusques au grand pont qui est vis à vis Saint-Georges, dans l'allée d'ormeaux. C'est là que le prince descendit de son carrosse. Il y étoit attendu par M. de Fumel, MM. les consuls en robes, les jurats et la noblesse. Il fut harangué en l'absence du maire, par M. Varennes, lieutenant de maire. Après le compliment, il vint à pied jusqu'à la maison du Roy, accompagné de ces Messieurs et d'une grande foule de peuple qui ne cessoit de crier : Vive le Roy et vive Monsieur ! On lui donna une garde de cent habitants, avec deux capitaines et un tambour, pour veiller sur sa personne, la nuit qu'il passa à l'hôtel de ville. Outre cela, il avoit une garde de cavaliers de maréchaussée et il y en eut un en sentinelle, toute la nuit, sous les croisées de la chambre où il coucha. Cette chambre donnoit sur la petite place de l'hôtel-de-ville près la rue Garonne. La sentinelle avoit ordre non seulement d'empêcher qu'on fit du tapage, mais encore de ne laisser passer personne pour aller et venir de la rue Garonne à la rue des Juifs. Les habitants appartenant à la milice bourgeoise montoient la garde sur la porte de la chambre de Monsieur ou dans les escaliers de l'hôtel-de-ville. Monsieur admit à sa table, au souper, M. de Fumel, MM. de Narbonne, père et fils, MM. de Valence, frères, M. de Montazet, M. de Chateaurenard et autres de sa suite. La ville fut illuminée toute la nuit par ordre des magistrats. Monsieur reçut les compliments de tous les corps, qui se présentèrent. Le lendemain il se leva avant six heures et, après s'être fait ranger, il descendit de l'hôtel-de-ville et fut à pied entendre la messe dans l'église des Dames Carmélites ; M. l'abbé de Vérone lui dit la messe. De là, il monta dans son carrosse et fut bien lentement jusqu'à la Porte-du-Pin, au milieu des rues tapissées et bordées, comme la veille, d'habitants sous les armes, et d'une grande foule de peuple qui ne cessait de

crier ! Vive le Roy et vive Monsieur ! Il alla le même soir coucher à Toulouse.

Le 7^e janvier 1778, M. de Bonnac, évêque et comte d'Agen, fit vendre au plus offrant et dernier enchérisseur, au greffe du présidial, pardevant M. le lieutenant général, les écuries du vieil évêché, ainsi que le chai et la chapelle qui étoit au dessus. Cette vente avoit été autorisée par un arrêt du Conseil. M. Lamouroux acheta les écuries et MM. Dayries et Bru achetèrent les écuries et la chapelle. Le tout fut vendu en bloc pour seize mille trois cents livres. M. l'évêque avoit fait démolir le vieil évêché pour en porter les matériaux au nouveau palais épiscopal en construction. Il n'a pas fait vendre l'emplacement parce que le corps de ville lui en a demandé la préférence.

FIN

ÉTUDE
SUR LES
STATUTS, ACTES DES CONSULS & DÉLIBÉRATIONS DE JURADE
DE LA COMMUNE ET JURIDICTION
De Villeneuve-d'Aginois
(De Juin 1260 à Octobre 1785)
(SUITE)

Le lendemain, 16 janvier, nos consuls, étant parvenus à circonvenir sept jurats, M^{rs} Villeneuve, Charbel, Anzeral, Alibert, Bruguère, Taillade et Charron, (l'homme auquel on a acheté la grange pour l'écurie du Roi) renouvellent leur tentative. Ils disent « qu'ils firent, « hier, convoquer un nombre de jurats, pour délibérer au sujet de « la députation qui fut faite, par acte de Jurade du 11 Janvier. de « M^{rs} de St-Sulpice de Laborie et Bercogol jeune, jurats, (toujours, « pour ce dernier, la même erreur volontaire) pour aller à Bordeaux « vers Mgr l'Intendant, et d'autant que l'affaire est importante ; et « que les dits sieurs jurats, qui étaient dans ladite assemblée, ne « voulurent délibérer, cela donne lieu aux consuls de protester de « tous les événements qui pourraient arriver. *Voire, même, que les « dits députés ont déclaré ne pouvoir faire le voyage.* Sur quoi, « attendu que les députés ne veulent faire le dit voyage, l'assemblée « a délibéré que *le sieur Lartigue, consul, avec un jurat tel qu'il « jugera à propos, demeureront députés pour faire le dit voyage « aux frais et dépens de la communauté ; et, pour cet effet, prendront toutes les pièces nécessaires des mains de ceux qui les ont, « en leur baillant bonne décharge ; et feront dresser la requête « qu'il faudra présenter par conseil ; et au cas où les détenteurs des « dites pièces ne veuillent les remettre, les consuls feront acte de « protestation »* Lartigue ajoute, encore, à sa signature : « sous mes « réservations précédentes. »

Cette intrigue, ce mensonge, ces menaces, sont déjoués par les députés de la Jurade qui partent incontinent pour Bordeaux, munis

des pièces dont on les avait chargés et dont Lartigue voulait les dépouiller. Le 30, ils sont de retour, et vingt-sept jurats, presque l'unanimité, se rendent à la séance provoquée par M^r Monfourton, consul du quartier St-Etienne, heureux de jouer un bon tour à ses collègues de la rive droite. Ces jurats sont Messieurs de Malateste, Cocquard, de Montalembert-Grelot, St-Sulpice de Laborie, Mémoire, Charbel, Monfourton, Carrière vieux, Rangouse, Massanès, Casse vieux, Alibert jeune, Lecoq, Salles, Delmas vieux, Boissière, Arlièze, Charion, Delmas jeune, Banger vieux, Grenier, Danglade, Laurens jeune, Banger jeune, Carrière jeune. L'intrigant apothicaire Lartigue, battu et pas content, s'est abstenu, prudemment, de se rendre à l'assemblée. M^r Monfourton, quatrième consul, « annonce que
« M^r de St-Sulpice de Laborie et le sieur Laurens jeune, jurats, sont
« de retour de la ville de Bordeaux, et prétendent rendre compte de
« la négociation de leur députation devers Mgr l'Intendant, pour
« raison de nos droits patrimoniaux appartenant à la communauté ;
« et pour raison de quoi les dits sieurs députés ont fait dresser une
« requête, laquelle a été répondue par Mgr l'Intendant qu'il nous
« confirme nos droits patrimoniaux, à la réserve du *Carnelage*.
« Pour raison de quoi, la communauté en vérifiera dans quinzaine,
« ainsi que résulte de la dite requête et ordonnance du 26 du pré-
« sent mois, lecture de laquelle est faite à l'assemblée :

« A Monseigneur de Bazins, chevalier, seigneur de Bezons, conseiller du Roi, Intendant de Justice, Police et Finance en la généralité de Bordeaux.

« Nous supplions humblement, Nicolas de Laborie, écuyer, sieur de Saint-Sulpice et Guillaume Laurens, bourgeois, sieur de Guillement, jurats et députés de la communauté de Villeneuve d'Age-
« nois, disant qu'ils ont été assignés, le second décembre dernier,
« en conséquence de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour porter un état
« véritable des revenus des deniers patrimoniaux et d'octroi de leur
« ville ; un état, pareillement certifié des charges d'icelle tant ordi-
« naires qu'extraordinaires ; des baux et comptes des deniers patri-
« moniaux et d'octroi des vingtièmes dernières années ; et, pour y
« satisfaire, ils remontrent à Votre Grandeur que tous les revenus
« qu'ils ont sont de biens patrimoniaux qu'ils ont depuis l'établisse-
« ment de la dite ville, dans la possession desquels ils ont été main-
« tenus, comme il paraît par les constatations formées tant par de-
« vant M^r de Lauzon que de M^r de Gotreman, et des quels droits
« ils ont fait hommage et fourni le dénombrement à Sa Majesté,

« suffisamment débattu et contredit, et autorisés par ordonnance de
« M^r de Sève et de M^r de Bordes et Ducroi subdélégués, par les
« quels la communauté a été maintenue dans leurs droits en ques-
« tion, compris dans le dénombrement du 24 novembre 1673 ; et,
« comme leurs seigneurs particuliers, qui ont rendu la foi et hom-
« mage de leurs droits, en jouissent pleinement et paisiblement, les
« suppliants ne peuvent pas être troublés dans leur dite jouissance
« autorisée par des baux faits depuis plus d'un siècle et demi, et
« arrêts confirmatifs de leurs droits Et, comme le sieur procureur
« du Roi en l'élection d'Agen a prétendu faire un bail de leurs reve-
« nus, prétendant que ce fussent des deniers d'octroi, les suppliants
« s'y sont opposés, et remontrent que, n'ayant aucun revenu d'octroi
« et leurs droits qu'ils lèvent leur étant acquis depuis l'établis-
« sement de la dite ville, on ne peut point les inquiéter dans leur
« jouissance, ni regarder les revenus de leurs droits patrimoniaux
« comme si c'était des octrois faits par le Prince. A l'égard des
« charges de la ville, les suppliants remontrent que, même depuis
« qu'ils ont eu connaissance de votre ordonnance, ils l'ont envoyée
« à Votre Grandeur. Ce considéré, Monseigneur, qu'il plaise à Votre
« Grandeur donner acte aux suppliants de la remise de l'état des
« biens patrimoniaux, et faire les expresses inhibitions et défenses
« au dit sieur procureur du Roi en l'Election d'Agen de faire procé-
« der à aucun bail de leurs revenus, attendu que ce sont des droits
« patrimoniaux ; et ordonner qu'ils seront affermés, en la manière
« accoutumée, devant le juge des lieux ; et les suppliants prieront
« Dieu pour votre santé et prospérité en vos biens.

« Signé : Saint-Sulpice de Laborie et Laurens, députés. »

Suit l'ordonnance : « Vu la présente requête, l'aveu et dénombre-
« ment fourni par les suppliants devant les trésoriers de France, à
« Bordeaux, des émoluments, droits, rentes et biens nobles apparte-
« nant à la communauté de Villeneuve, en date du 11 mars 1667 ;
« le jugement rendu par M. de Sève pour la réception du dit dénom-
« brement du 24 novembre 1673, à la réserve du droit de Carnelage,
« pour lequel il est ordonné qu'il sera plus amplement vérifié, dans
« quinzaine, de la propriété, et le tout considéré, Nous ordonnons
« que, dans quinzaine pour tout délai, les sieurs consuls de Villeneuve
« seront tenus de rapporter, par devant nous, les baux affermés,
« faits de la dernière année, des revenus dont jouit la dite commu-
« nauté énoncés dans le susdit aveu et dénombrement ; Ensemble,

« les titres en vertu desquels ils perçoivent les droits appelés de
« Carnelage sur les chairs qui se vendent, tant dans la boucherie
« de la dite ville que dans la paroisse de St-Etienne et juridiction
« d'icelle ville. Et, cependant, ordonnons, par provision, que le bail,
« du dit droit sur les chairs, seulement, sera fait par les officiers de
« l'élection comme revenus de deniers d'octroi, conformément à
« l'arrêt du conseil du 14 juin 1689, et le prix de l'affermage remis
« entre les mains du sieur Lugat, receveur des tailles et des
« deniers d'octroi de l'Election d'Agen. Et, à l'égard du surplus des
« autres revenus énoncés dans le dit aveu et dénombrement, ordon-
« nons que les dits consuls en feront les baux-à-ferme, en la manière
« accoutumée, *comme de deniers patrimoniaux, jusqu'à ce que au-*
« *trement, par Sa Majesté, il en ait été ordonné*, sur le procès-
« verbal qui sera, par nous, envoyé. Fait à Bordeaux, le 26 janvier
« 1690, signé : Bazin de Bezons ».

« Cette lecture faite, et après avoir remercié les dits sieurs de
« Laborie et Laurens, députés, l'assemblée a délibéré que, suivant
« l'ordonnance du dit seigneur Intendant, les dits sieurs consuls feront
« procéder, mercredi prochain, à la délivrance des émoluments
« patrimoniaux appartenant à la communauté, par devant M^{rs} le juge
« et procureur du Roi de cette ville, suivant la coutume, à la réserve
« du droit de la boucherie ; que la dite ordonnance de mon dit sei-
« gneur l'Intendant sera exécutée, le tout sans que la communauté
« entende mettre à *concedet* le droit qu'elle a sur le dit émolument
« de boucherie, comme patrimonial si bien que les autres émolû-
« ments ; et que MM. les consuls et MM. les jurats travailleront in-
« cessamment, à rechercher, dans les archives de la communauté, les
« titres pour justifier que le dit émolument est patrimonial. »

La tentative des officiers de l'Election d'Agen de nous dépouiller de nos droits séculaires est donc, pour le moment, déjouée ; ces droits sont reconnus par l'intendant, mais que sont des droits reconnus avec cette réserve, « jusqu'à ce que autrement, par Sa Majesté, « il en ait été ordonné » ? De plus, on nous conteste le droit de carnelage aussi ancien, aussi authentique que les autres, car on ne veut pas que nous ayons raison tout-à-fait ; et tout cela prouve, hélas ! que nous vivons sous l'unique régime du Bon Plaisir.

Nous lisons, dans les annotations des listes consulaires, qu'à ce moment, M. François Lartigue, apothicaire et Vital Cocquard qui avaient eu dispute pour le rang, quoique le dit Lartigue fut jurat et

Cocquard novice, s'accordèrent à servir au deuxième rang, alternativement. Aussitôt, Lartigue s'empresse de présider comme deuxième consul ; mais, si Cocquard a désarmé, nous allons voir que les jurats veulent donner une dernière leçon au brouillon vaniteux. Le 12 février, Lartigue signe, sans réserve cette fois, le procès-verbal suivant : « Le sieur Lartigue, second consul, propose que les « émoluments appartenant à la communauté ont été délivrés à sieur « Thomas Delmas, sieur du Radal, pour la somme de 1615 livres « pour la présente année, ainsi qu'appert du procès-verbal de délivrance des dits émoluments fait par M^r le juge de cette ville, en « date du 8 du présent mois, duquel a été fait lecture à l'assemblée, « afin de délibérer pour le passément du contrat, et indiquer les « sommes comme il sera jugé à propos.

« Comme aussi a été proposé que le nommé Arnaud Esparbié, « soldat des milices de la compagnie de M^r de Lamothe-Vedel, lui « fait notifier un acte par lequel il somme M^{rs} les consuls de mettre « un autre soldat à sa place, ne s'étant enrolé que pour faire plaisir « à la communauté, étant marié, qui est contre les ordres du Roi, « duquel acte a été fait lecture à l'assemblée afin d'y délibérer. » Mais, où est-elle, l'assemblée ? la salle est vide, personne n'assiste à cette prise de possession du second rang alternatif, et l'apothicaire, fort dépité, ajoute : « Attendu que M^{rs} les jurats ne sont point venus « dans ladite maison de ville, au son de cloche, après l'avoir fait « sonner deux fois, et fait avertir certains jurats, sans y venir, nous « requérons acte de non diligence. Et, encore de relevée et à l'issue « des vêpres, ledit sieur Lartigue, second consul, a fait résonner la « dite cloche, en la manière accoutumée, sans qu'aucun jurat soit « venu dans ladite maison de ville. »

C'est, par le constat de cette humiliation, infligée à l'apothicaire, que je termine le dépouillement de ce registre de Jurade. Nous n'avons plus sous les yeux, jusqu'à la fin du règne, et sauf pour un conflit avec le clergé, que les annotations brèves des listes consulaires¹.

Le 27 Août 1692, Louis XIV, complétant son système d'absorption de tous les pouvoirs, établit en titre d'office formé et héréditaire, « un notre conseiller maire de la ville et communauté. » L'annotateur relate cet événement en ces termes : « M^r de Baratet fut reçu maire de Villeneuve, *ayant acheté la charge.* »

¹ Collection F. de Mazet. — Archives dépla.

Un nouvel édit, du 5 décembre 1693, enjoint à tous les consuls, assesseurs, à toutes les assemblées générales et particulières ou de police des villes et lieux des généralités de Bordeaux, etc.. de se soumettre à l'édit précédent qui supprime tous les droits, toutes les coutumes, toutes les traditions contraires aux droits octroyés aux acheteurs des charges de maire. Un autre édit, du 24 mars 1694, ordonne que, désormais, tous les grades de la milice qui étaient donnés à l'élection, seront achetés et héréditaires. Comme on le voit, les libertés municipales sont mortes ; mais, non les brigues et les querelles misérables.

En 1696, Delbrel de la Camp, Jean Casse, Henri Hébrard, bourgeois, ont été continués par la communauté ; la nouvelle élection ne s'est faite que le jour de la St-Martin, 11 novembre, à cause du grand passage des gens de guerre, et même par ordre de M^r de Bezons, intendant de la province.

En 1697, il y a eu contestation entre Jean Habarès, avocat, deuxième consul, et Pierre Monfourton, jurat, troisième, ce dernier ayant été une autre fois consul. Il paraît que « en qualité de jurat on doit « précéder un novice, nonobstant les lettres d'avocat, car telle a « toujours été l'ancienne coutume, comme il est prouvé depuis l'origine de cette liste, en 1555, excepté au premier rang. Cependant, « au préjudice de cela, la communauté a délibéré en faveur du sieur « Habarès au préjudice du sieur Monfourton. Faut voir que c'est un « acte de caprice, étant contradictoire à l'ancienne coutume ». Dans l'effondrement de toutes nos libertés, l'annotateur est persuadé que ces luttes entre esclaves ont encore de l'importance.

En 1698, « les quatre de l'an dernier furent continués par la jurade ; et, cette année nous eûmes la paix générale que le bon Dieu « voulut nous accorder ; la quelle année le feu de joie se fit le jour « de Notre-Dame, » 8 Septembre. En 1701, Jean Maydieu, marchand, troisième consul, n'a voulu prêter serment parce qu'il voulait être second, à la place de Jean Charbel.

En 1703, Jean Philibert, bourgeois, et Huguet, notaire, consuls de l'an précédent ont été continués. Mais Huguet monte au troisième rang et Guillaume Monfourton le remplace au quatrième.

Louis XIV va les mettre tous d'accord. L'édit du 29 janvier 1704 ordonne que les échevins, consuls, capitouls, jurats, qui étaient restés soumis à l'élection ou, mieux, choisis sur une liste de propositions par le gouverneur de la Province, seront, désormais, soumis

au même régime que les maires ; ils deviennent des fonctionnaires héréditaires, à prix d'argent.

En 1705, Habarès, avocat, deuxième consul, et depuis fait prêtre et curé d'Allèz, est continué pour 1706, par la Jurade.

En 1707, *François Monsourton a acheté la charge de troisième consul, et devient consul perpétuel.*

« Cette année 1709, écrit l'annotateur, il fit un si grand froid, qui
« commença le sept de Janvier, qui gela presque tous les arbres
« fruitiers, et même les vignes. Et, sans la neige, tous les blés se
« seraient gelés. Les vins étaient gelés dans les barriques, et l'on
« ne pouvait pas tirer de vin pour boire, et ce qu'on en tirait sem-
« blait de l'eau ». Ce qu'il ne dit pas, c'est qu'après ce désastre, le
20 Mars de la même année, un édit érige en offices vénaux les pos-
tes de secrétaire-greffier, dans chaque hôtel de ville et bourg du
royaume, ainsi que ceux, au moins bizarres, d'archers, de hérauts,
de hocquetons, de massarts, de valets de ville, de tambours, de
fifres, etc., etc. Le grand roi faisait argent de tout.

En 1710, Thomas Seguy, marchand, fut élu quatrième consul, sur le refus d'Antoine Dorfeuille, avocat; les consuls ont prêté serment le 19 septembre 1709.

Pour 1711, les élections se font le 15 septembre, comme il est d'usage depuis 1680

Le 28 juin 1713, et jendi fête de Saint-Pierre, la paix fut faite entre la France, l'Angleterre et la Hollande, le roi de Portugal et le roi de Prusse, électeur de Brandebourg. Le 2 juillet, le feu de joie fut fait avec de grandes réjouissances, après quoi le *Te Deum* fut chanté par les RR. PP. Bénédictins dans l'église Ste-Catherine. Le 10 octobre, les consuls ont prêté serment pour 1714.

Le 6 janvier 1714, jour de samedi, fête des Rois, M^e Charles de Jouard prêtre et curé de Ste-Catherine a fait une grande procession à l'hôpital neuf (à l'angle des boulevards Bernard Palissy et St-Cirq de Cocquard) et l'a béni; après quoi il a chanté une grand'messe. Les pauvres y étaient changés depuis hier au soir. Le 11 juin, jour de samedi, fête de St-Barnabé, on a fait le feu de joie pour la paix faite avec l'Empereur; il y a eu feu de joie pour la paix générale le 18 septembre.

Le 17 Mars 1715, encore un feu de joie pour la paix générale. Le grand Roi meurt, enfin, le 1^{er} septembre.

CHAPITRE III

La compression royale a tellement aplati les âmes que, même après la mort de Louis XIV et dans les premières années de la Régence, la vie municipale semble éteinte. L'annotateur des listes consulaires ne relate que ce que nous appelons, aujourd'hui, des faits divers.

Ainsi, le 12 Mars 1716, Cantaloubet, valet de ville, a tué un cochon qui appartenait à noble Hector de Lansac, sieur de Monçenot, premier consul !

Le 10 Mars 1717, jour de mercredi, entre une heure et deux heures de l'après-midi, Jeanne Moullia, de Monséguir d'Agénois, servante de François Delbrel, sieur de La Camp, ancien consul de 1695, a été pendue au coin de la place publique de Villeneuve, pour avoir assassiné son maître dans sa maison de Villeneuve ; et c'est à la tête, de trois coups d'un petit marteau, pour lui enlever, après l'avoir tué, comme elle croyait faire, quelque argent qu'elle savait qu'il avait pour le donner à un de ses parents qu'elle voulait marier.

La sentence de Villeneuve fut confirmée par arrêt du Parlement de Bordeaux.

Le premier Mai, jour de vendredi, vers 6 heures du soir, on a posé la première pierre du fondement de l'église des S^{ts} Gervais et Protais de l'abbaye d'Eysses. La cérémonie fut faite par le prieur, dom Hugon, en procession solennelle. On a baptisé la dite pierre au milieu du chœur de la dite nouvelle église. Noble François de Scorailles, sieur de Sangruelles, a été parrain et demoiselle Françoise Bauger, femme du sieur Pierre Boissière, belle-sœur du dit sieur de Scorailles, aînée femme. Après la bénédiction de la dite pierre, le R. P. Prieur, accompagné du syndic, du parrain et de la marraine, sont descendus au fondement, tenant en leurs bras la dite pierre, et l'ont placée dans la place que l'entrepreneur avait préparée. Et après, le R. P. Prieur a mis sur la dite pierre quatre cars (sic) d'écu neuf valant, chaque, 25 sols. Après quoi l'entrepreneur

leur a donné la truelle à la main, et, ayant pris du mortier, en a mis sur la dite pierre ; le parrain en a fait de même, aussi bien que la marraine ; chacun d'eux ont mis sur la dite pierre un écu neuf valant 5 livres, et l'entrepreneur, deux médailles, une jaune et l'autre blanche. Sur la dite pierre il y a le nom du Prieur, du parrain et de la marraine. Après quoi on s'est retiré.

Nous regrettons, bien vivement, de ne pas posséder les registres de Jurade des années suivantes, et d'être obligé, jusqu'en 1745, de nous contenter des notes de l'annotateur et de quelques feuilles éparses, car il eut été fort intéressant d'étudier l'état des esprits, lors du rétablissement, par le Régent, de l'élection consulaire.

1718. Cette année les maires et consuls perpétuels ont été supprimés. Le 15 septembre, M^{rs} les consuls ont prêté le serment devant M^r de Cantagrel, juge de Villeneuve, attendu que M^r le Maire (de Baratet) avait été supprimé. — M^{rs} Monfourton, consul perpétuel, Sarrette, procureur syndic, et Galaup, ont été, tous les trois, supprimés par le même arrêt.

Le 30 Juillet 1719, jour de dimanche, le *Te Deum* fut chanté par es RR. PP. Bénédictins de l'abbaye d'Eysses ; et ensuite on fit feu de joie de la prise de Fontarabie.

Le 18 juillet 1720, M^r de Lucé, quatrième consul, du côté de S^t Etienne, décéda, et fut enseveli aux Cordeliers de l'Observance ¹.

Le 6 février 1721, il a passé à Agen, jour de jeudi, sur la rivière de Garonne, une ambassade du Grand Seigneur, qui allait à Paris de la part de son Prince. M^r de Moncenot (de Lansac) est continué premier consul par la Jurade, nonobstant l'opposition de M^r Montagne, procureur du Roi. M^r Glady, maître teinturier, du côté de S^t Etienne, fut nommé, *par la communauté*, au deuxième rang. (Selon l'usage ancien, le consul du quartier S^t Etienne n'occupait que le quatrième rang. Il est à remarquer, aussi, que c'est la communauté, et non, comme autrefois, les consuls, qui nomme aux charges consulaires).

Ce retour aux libertés communales avait, à peine, donné ses premiers fruits, qu'un édit, du mois d'août 1722, rétablissait le système des offices achetés et héréditaires. En attendant son application, Claude Boucher, seigneur des Gouttes, intendant de la Province, envoie l'ordonnance qui suit à M. de Baratet, son subdélégué à Vil-

¹ Dépôt d'Etalons.

leneuve : « Nous informé, vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 octobre
« 1721, qui autorise à faire nommer pour consuls et jurats, dans
« cette généralité de Bordeaux, les sujets que nous jugerons être
« les plus convenables pour remplir ces places, les habitants seront
« tenus de s'assembler devant nous ou nos subdélégués, à l'effet de
« faire les dites nominations, sinon et à faute de ce, les consuls et
« jurats ainsi nommés seront reconnus, en la dite qualité, par les
« habitants qui seront tenus de leur obéir. Ordonnons que, parde-
« vant M. de Baratet notre subdélégué à Villeneuve, ceux des habi-
« tants qui ont droit, par les statuts, de faire l'élection des consuls,
« seront assemblés au jour ordinaire de l'élection. Les élus à la
« place de ceux qui doivent sortir de charge devront être des su-
« jets convenables et zélés pour le service du Roi et du public.
« M^r de Baratet veillera à ce qu'il n'y ait ni brigue ni cabale, pour
« y porter des sujets qui ne seraient pas dignes ou propres, ou qui
« en doivent être exclus par les ordonnances. Et, au cas de contra-
« vention à la présente ordonnance, il sera, par nous, nommé des
« consuls d'office, sur le compte-rendu de M^r de Baratet. Fait à
« Bordeaux, le 11 septembre 1722. »

En 1724, noble de Bap, sieur de Pellambert, du côté de S^t Etienne, est premier consul, et, aussi, en 1726.

Le 14 septembre 1727, la veille de l'élection de M^{rs} les consuls
« se fit un feu de joie pour la naissance de deux princesses nommées
« Madame la princesse de France, et l'autre, Madame la princesse
« d'Anjou, jumelles, étant nées d'une même couche. »

Dans le recueil de Jurisprudence de mon trisaïeul, M^e Viremondoy, avocat en Parlement et jurat de la ville de Bordeaux, je trouve les notes manuscrites suivantes, sur les droits consulaires, en 1733 :
« Dans les assemblées de communauté, écrit-il, qui se font aux hôtels-de-ville, lorsqu'il y a un maire en titre, ou quelque consul titulaire pourvu de provisions du Roi, le juge royal et le procureur du Roi ne peut, dans ce dernier cas, prétendre la préséance, moins encore la présidence dans l'hôtel-de-ville. Par les édits de création des maires et échevins perpétuels, les officiers de justice ordinaire royale en sont exclus expressément, et ne leur permettent, au dit cas, que d'assister aux assemblées que comme principaux habitants, c'est-à-dire après les consuls, et sans y pouvoir faire aucune fonction, ni directement ni indirectement. C'est l'article 13 de l'édit de décembre 1706, portant création des maires et échevins perpétuels, renouvelé par autre édit de 1733. Les consuls nouveaux ne peuvent

prêter serment que devant le maire ou lieutenant de maire en titre, et, à leur défaut, devant le consul ou jurat titulaire. Article 6 de l'édit de 1733. Le juge royal et le procureur du Roi ont droit d'assister et de présider dans les assemblées de l'hôpital du lieu. Le 22 juin 1733, le sieur d'Orfeuille, juge royal, obtint un arrêt contradictoire dans l'audience de la Grand'Chambre, contre les consuls de Villeneuve, qui lui adjuge cette préséance dans les assemblées publiques et particulières dans l'église et dans le bureau. Il n'en est pas de même dans les assemblées de la communauté, à l'hôtel-de-ville, où le juge et le procureur n'ont ni préséance, ni présidence, lorsqu'il y a un maire en titre, ou quelque consul titulaire pourvu de provision du Roi, exclus qu'ils en sont par l'édit de décembre 1706, article 13, et l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 juin 1733. »

En 1735, M. Viremondoy nous apprend qu'il rédigea la harangue pour MM. les Consuls, à l'occasion de l'entrée à Villeneuve de l'évêque d'Agen, le 21 novembre. Il s'agit de Jean VIII d'Yze de Saléon, et je juge inutile de reproduire cette harangue, écrite dans le style pompeux, alors à la mode.

En cette même année, les Villeneuvois eurent un accès passager de dignité. Nous lisons dans les notes des listes consulaires : « Les « consuls de 1734 furent continués, parce qu'en 1735 il y eut un arrêt du Conseil pour vendre toutes les charges municipales, et elles « ne furent achetées par personne. » Pour se venger, sans doute, de ce dédain insultant, M. Claude Boucher, intendant, fit présenter un mémoire anonyme, concernant la conduite des consuls, jurats et habitants pendant et après le siège de 1652-53, à l'époque si lointaine de la Fronde ! M. de Baratet, son subdélégué, répondit à cette grotesque chicane par une réfutation de l'écrit anonyme¹. Sa réponse est volontairement erronée, surtout en ce qui concerne les faits de rébellion et de guerre que nous avons racontés, en détail, dans une étude antérieure. Nous la reproduisons, cependant, avec l'accusation, à titre de curiosité administrative de l'ancien régime.

MÉMOIRE. — 1^o *La ville se révolte contre le feu roi en 1652.*

RÉPONSE. — 1^o Le bas peuple, qu'on appelle populace, se rangea du parti de M^r le Prince, mais le corps de communauté, composé de gentilhommes et de bourgeois, fut toujours fidèle au roi.

¹ Collection F. de Mazet, Arch. dép.

M. — 2° *La bourgeoisie se défendit si bien, que l'armée du roi fut obligée de lever le siège.*

R. — 2° Les consuls, gentilhommes et bourgeois firent tout pour arrêter l'émotion du peuple; on n'y réussit pas, parce que le peuple fit entrer les troupes du marquis de Théobon qui commanda dans la ville. Les gentilhommes se retirèrent dans leurs maisons de campagne, avec une partie des bourgeois notables; d'autres se saisirent de la tour de Monflanquin. Le siège fut levé, moins par la résistance et défense des assiégés que par les pluies continuelles, et d'autres raisons secrètes qui obligèrent le comte d'Harcourt de se retirer dans son gouvernement d'Alsace.

M. — 3. *Après la soumission de cette ville, trois bourgeois mutins furent punis de mort, et la ville taxée à une somme considérable (ie but de cet extraordinaire mémoire se dessine).*

R. — 3. Un régiment du roi étant entré, on y punit trois mutins qui persistaient. Il n'a jamais été connu que le feu roi ait imposé aucune taxe sur les habitants pour crime de rébellion; il accorda, même, des lettres de noblesse à quelques notables habitants, signalés par leur zèle et attachement, et à quelques autres, des lettres de franchise, sauvegarde et exemption de logement des gens de guerre; mais, il est vrai que M^r de Candale, commandant général en Guyenne, mal informé, sans doute, ordonna que tous les habitants de la ville et juridiction, *sans distinctions*, paieraient 80,000 livres pour les dépens de l'armée du roi, en propres termes.

M. — 4. *L'hôtel-de-ville, n'ayant pas de fonds, emprunta cette somme à divers bourgeois auxquels elle accorda la nobilité des domaines qu'ils possèdent encore, et ce jusqu'au remboursement.*

R. — 4. Rien ne fut plus malignement imaginé et supposé que ce qui est porté par cet article; il convient de s'étendre dans la réponse. Le premier septembre 1653, les consuls convoquèrent une assemblée extraordinaire pour délibérer sur les moyens de payer. Il fut unanimement résolu d'emprunter 26,000 livres qui manquaient pour la somme de 30,000 qui devait être payée. Les délibérants engagèrent, pour cet emprunt, les biens et revenus du corps-de-ville, ceux de tous les jurats, habitants taillables en général et en particulier, et même les personnes. Ils décidèrent qu'on passerait des contrats d'obligation, selon la qualité et forme que désireraient les prêteurs; plus, tous les délibérants firent une ample procuration à trois particuliers taillables et solvables de la communauté, pour aller à Bordeaux emprunter 10,000 livres, pour un premier paie-

ment à M^r de Candale sur les 30,000 livres. Vialas et Laurens, bourgeois de Bordeaux, prêtèrent cette somme pour un an, avec la caution de feu M^r de Baratet, conseiller au Parlement de Guyenne, et la dite somme de 10,000 livres fut comptée à M. de Candale. Au délai d'un an, firent contrainte à M. de Baratet de rembourser ; celui-ci forma une instance au Parlement contre ses co-obligés ; il obtint, au rapport de M^r de Boucaut, un arrêt par lequel les co-obligés furent condamnés à le relever indemne. Ces co-obligés appelèrent en garantie les consuls et jurats ; après plusieurs assemblées inutiles pour trouver des fonds, une assemblée générale décida d'offrir, à ceux qui voudraient acquitter les dettes et charges les plus pressantes de la communauté, de les décharger de la taille et autres impositions annuelles, à proportion des avances qu'ils feraient, et de se charger de les payer annuellement pour eux, en fixant le prix de leur exemption à raison de 52 sols pour chaque sexterée de fonds affranchis. La communauté pouvant se libérer et remettre leurs biens à la taille, en les remboursant quand elle le jugerait à propos, mais qu'ils ne pourraient jamais l'y obliger. Quelques bourgeois notables, des plus riches, s'obligèrent envers la communauté, par des contrats publics, pour le fonds qu'ils désiraient faire exempter de la taille ; de payer sur son indication et à la décharge des sommes proportionnées au prix de l'exemption de leurs fonds. La communauté s'engagea, de son côté, de les faire jouir de l'exemption des fonds et d'en payer, annuellement, la taille pour eux. Les contrats ainsi passés, les bourgeois engagés payèrent l'exemption de leurs fonds limités qui ont été, depuis, exempts de taille. Lessommes payées pour cette exemption se montent à 19,356 livres, et la contenance des fonds exemptés est de 387 sexterées.

M. — 5. *On prétend que ces bourgeois jouissent encore de cette nobilité ou exemption de taille qui n'est que le prix et la récompense de leur ancienne révolle.*

R. — 5. Aucun de ces bourgeois n'est vivant ; et ils étaient, tous, des fidèles du parti du roi.

M. — 6. *On propose d'imposer à la taille tous ces fonds indûment anoblis, sans faire aucun remboursement ; et on prétend que ces fonds portent 3 ou 4,000 livres à la taille.*

6. C'est inique ! jamais la communauté n'a anobli ni prétendu anoblir les dits fonds ; elle ne les a exemptés de la taille, qu'en se chargeant de la payer pour ses possesseurs, afin que cette exemption leur tint lieu du revenu modique des sommes qu'ils payèrent à

sa décharge, se réservant de les rembourser et remettre les fonds à la taille, quand elle le trouverait à propos. Ainsi, cette communauté n'a jamais fait aucune aliénation de fonds ¹.

De plus, le 3 mars 1736, M^r le subdélégué de Baratet écrit à l'intendant, une lettre qui se termine ainsi : « J'ai lieu de croire que ce « *mémoire odieux* est l'ouvrage de quelque mauvais citoyen de Vil-
« leneuve, du caractère et, peut-être, de la race des mutins qui fu-
« rent punis de mort après le siège de cette ville. »

Cet acte incroyable de menace rétroactive fut de nul effet. En aucun lieu, le roi Louis XV, n'ayant pu tirer, de la mise en vente des charges, les ressources qu'il espérait lever sur la vanité bourgeoise, rendit, en décembre 1738, dit notre annotateur, un autre édit qui supprima lesdites charges. Il ordonna de faire de nouvelles élections au premier de l'an, pour cette fois seulement. La communauté fit l'élection et non les consuls qui étaient en charge.

Le 28 juin 1739, jour de dimanche, « on publia la paix entre la
« France et l'Empire, et le dimanche suivant on chanta le *Te Deum*
« à Sainte-Catherine, et on fit un feu de joie avec beaucoup de ré-
« jouissances : toutes les fenêtres furent illuminées le jour de la pu-
« blication, et le jour du feu de joie, les religieuses de Notre-Dame,
« avec de très grandes lumières sur toutes leurs fenêtres et plate-
« forme ². Il se fit un grand repas à l'hôtel de ville ³ que la com-
« munauté paya. »

Le 15 septembre M^{rs} les consuls Faure de Lapeyrière, Lalaurie fils, médecin, Carrière, marchand et Monbec bourgeois remirent leurs chaperons au corps de ville, et, sur le champ, la communauté continua de Faure de Lapeyrière au premier rang et Monbec au deuxième.

Le 15 septembre 1740, Lapeyrière, Monbec, Boissière et Duprat, consuls, ont remis, tous quatre, leurs chaperons à la communauté ; et soudain leur démission faite et signée, la communauté a nommé quatre consuls dont le deuxième est M^r Boissière démissionnaire, continué.

En 1743, pas d'élection ; mais Deloustal, marchand, 4^e consul, a été interdit trois mois, par arrêt du Parlement, pour avoir emprisonné Carrière, mal à propos.

¹ Document donné par moi aux Archives départementales.

² Hôtel de ville actuel.

³ Maison Bergon, à l'angle des rues Parmentier et Lakanal.

En 1744, M^r de Villas présenta à M^r de Tourny, intendant en Guyenne, une requête reproduisant les mêmes accusations que celles du mémoire anonyme auquel M^r de Baratet avait répondu en 1736. L'intendant envoie, le premier avril, à son subdélégué à Villeneuve, M^r Pouzet, une ordonnance demandant quel est l'objet de l'anoblissement en question ; quelles sont les personnes qui en jouissent ; si le montant de l'exemption va beaucoup plus haut que l'intérêt de la somme portée. Il fut répondu, démontré, de nouveau, à M. de Tourny que ce que jouissait chaque particulier des biens en affranchissement ne remplissait pas, en intérêts, la somme que ses auteurs avaient prêtée à la communauté, et pour laquelle elle paie la taille et autres impositions, ainsi qu'il résulte du rôle des tailles de 1667 à 1743.

A quoi bon cette nouvelle tentative d'extorsion de fonds, puisque l'accès de dignité des villeneuvois de 1735 est bien passé. Ils viennent, en effet, d'acheter les charges que le Roi met en vente et d'accepter celles qu'il octroie. M^r de Beaufort est premier consul, par commission ; M^r Lacroix bontonniér, troisième consul, par commission ; M^r Delard, facturier tireur de laine, quatrième consul, par achat.

Nous retrouvons, enfin, les registres de Jurade, en l'année 1745¹ ; mais, sauf de rares exceptions, nous n'aurons à y relever que des événements peu importants, ou de simple curiosité. L'arbitraire des rois et des gouverneurs de provinces est l'unique loi, depuis plus de cinquante ans ; aussi, les fonctions consulaires avilies ne sont-elles exercées que pour la forme ; c'est sur cette forme, uniquement, que s'élèvent quelques mesquines disputes. Voici ce que nous trouvons à glaner dans le fatras des menus faits.

Les 6 et 8 mars 1745, Sarrette, bourgeois, capitaine du quartier d'Estieu, démissionnaire, est remplacé par Antoine Boissière, bourgeois et jurat ; Henri Glady, bourgeois et capitaine du quartier Saint-Etienne, également démissionnaire, est remplacé par Jean Limouzin jeune, jurat ; Joseph Tancogne, lieutenant du quartier du Pont-Levis, est nommé aide-major de la ville ; sa lieutenance est donnée à Tancogne, de Pechbacquié.

Le premier août le Grand Voyer avait ordonné au sieur André Laucou, maître paveur de Bordeaux, de se transporter à Villeneuve pour repaver les rues. Il devait fournir le pavé neuf à raison de 3

¹ Archives municipales de Villeneuve.

livres 10 sols la brasse, et le pavé relevé, à raison de 20 sols. Mais la communauté a délibéré que le pavé de la ville n'était pas fort dérangé, et, qu'à cause des grandes impositions, les habitants ne pouvaient pas faire de la dépense extraordinaire.

Le 19 décembre, on convoque, en vain, les jurats pour vérifier les rôles de la taille de l'an prochain ; aussi les consuls décident-ils de faire la levée et de l'envoyer aux officiers de l'élection d'Agen, pour la vérification, de même que pour le récolement de la collecte principale, et elle charge de cette opération M^r Castagné, chirurgien. Le 31 décembre, il est procédé à la nomination des syndics de milice et des collecteurs d'impositions des onze paroisses de la juridiction. Mais, le 13 janvier 1746, Castagné refusant de faire le récolement, les consuls nomment à sa place, comme grand collecteur, le sieur Planard, teinturier. Le 9 avril a lieu la réception des bouchers ; le 19, la nomination de Sarrette, Planton, Carrière, bourgeois et jurats, comme conseillers de l'hôpital des pauvres ; le 8 mai, dans l'église Sainte-Catherine, l'assemblée de paroisse présidée par M^r de Sauvet, deuxième consul.

« Les paroissiens étant sur deux lignes, M^r de Sauvet se met à la tête de la ligne droite, M^r le curé à la tête de la ligne gauche, « suivant et en conformité de la transaction passée, à Bordeaux, « devant M^o Lemoine notaire royal, le 25 juillet 1702, entre la communauté et M^r le curé de Sainte-Catherine. M^{rs} Planton et Carrière, « marguilliers de cette paroisse par acte du 27 février 1743, ont dit « qu'ils doivent sortir de charge et proposer pour leurs successeurs « les sieurs Jean Maydieu et Jean Sarrette Cette désignation ayant « été acceptée, *les nouveaux marguilliers mettent genou en terre,* « *devant le banc où se trouvent les consuls en robes et en chaperons* « *et prêtent serment.* Après quoi, Planton et Carrière rendent leurs « comptes. »

Le 19 mai, M. de Cantagrel, avocat, ayant demandé à l'intendant de faire réparer, aux frais de la ville, une muraille située devant la maison qu'il a fait construire rue de la Bombe (aujourd'hui des Girondins), au bord du Lot, les consuls s'y opposent, attendu que cette maison est construite sur les lieux et terrains de la communauté, que Cantagrel s'est servi, pour la bâtir, des débris de l'ancien mur et qu'il a fait planter des ormes¹. Ils prient la communauté de faire

¹ Un de ces ormes et la maison, appartenant à la famille d'Affaure, descendant des Cantagrel, existent encore.

opposition à l'ordonnance et de se pourvoir devant le trésorier de France pour faire abattre la dite maison bâtie sur le terrain communal, après quoi la ville fera faire, audit lieu, une muraille convenable.

Le 18 décembre, la communauté, patronne de la confrérie de Notre-Dame de Gauch¹, donne 250 livres pour placer une horloge au clocher de la chapelle « avec une montre qui domine sur le « pont et du côté de la fontaine (le téron), monument décorable et « favorable, mais encore un avantage d'utilité, se trouvant au plus « beau passage de la ville. »

Nous allons, maintenant, par la délibération du 7 mai 1747, voir dans quel gâchis l'arbitraire et les contradictions des édits successifs, ont mis les classifications consulaires. C'est un résumé fort instructif.

« Le Roi, par son édit de janvier 1704, a créé et érigé en titre
« d'office héréditaire, dans toutes les villes du royaume, les éche-
« vins, consuls, capitouls, jurats et autres officiers municipaux,
« pour y remplir moitié des dites places qui avaient été remplies
« par l'élection; de manière que, dans la présente ville n'y ayant
« que quatre consuls, le Roi a laissé deux places à l'élection. En-
« suite, par l'édit de mars 1709, Sa Majesté avait créé de pareils
« offices, à titre d'alternatifs et mi-triennaux, pour être exercés
« alternativement, d'année en année, sous le titre d'alternatifs et
« mi-triennaux, avec ceux qui étaient ou seraient pourvus de pareils
« offices créés par édit du mois de janvier 1704. Par un autre édit
« de juin 1717, le Roi avait supprimé les dits offices; mais, par un
« autre édit de novembre 1735, il a relevé et rétabli les dits offices,
« pour que les acquéreurs d'iceux en jouissent, aux mêmes fonctions,
« honneurs et préséances dont avaient droit de jouir les précédents
« titulaires, avant la dite suppression; de manière qu'aux termes
« du dit édit de janvier 1704, le premier consul titulaire doit occuper
« le premier rang, le premier consul électif, le second rang, le
« second consul titulaire, le troisième rang, et le second consul
« électif, le dernier rang. En conséquence, M. de Beaufort, en vertu
« de sa commission du 10 octobre 1744, occupe, actuellement, le
« premier rang; le sieur Delard, en vertu des lettres du Grand
« Sceau du 6 juin audit an 1744, faisant son choix, occupe le der-

¹ Notre-Dame du bout du Pont.

« nier ; le sieur Lacroix, en vertu de la commission du 10 octobre
« 1744, occupe le troisième rang, sur la démission faite par le sieur
« Seguy consul. Ainsi, le Roi a nommé trois officiers en titre ou
« par commission, pour exercer la moitié des charges consulaires
« de cette ville, une des quelles, cependant, occupe une élection,
« de manière qu'il ne reste qu'un consul électif en place. Et, le Roi
« a accordé au sieur Casse un office de conseiller jurat alternatif et
« mi-triennal, le 30 avril dernier, aux gages de 54 livres par cha-
« que an. Il est présent, et déclare vouloir occuper la place de
« second consul, qui est élective, actuellement occupée par M. de
« Sauvet. Il a été délibéré qu'attendu que, par les susdits édits, les
« consuls titulaires ne peuvent occuper les places électives, les
« puissances décideront du rang des places titulaires que le dit sieur
« Casse devra occuper, comme consul alternatif et mi-triennal, la
« communauté croyant que le dit sieur Casse doit exercer, alterna-
« tivement, avec le sieur Delard pourvu d'un pareil office. Quant à
« la provision du sieur Casse, les 54 livres de gages seront pris sur
« les revenus de la ville. Il a payé 27 livres pour le droit de marc
« d'or de la première provision de conseiller du Roi jurat alternatif
« et mi-triennal. Il a payé 118 livres ; savoir 108 livres au principal
« et 10 livres pour les 2 sols par livre. »

Le 2 juin, on décide de réparer la toiture de Sainte-Catherine qui menace ruine, et d'accorder la réduction de moitié de la somme de 540 livres aux fermiers des poids et mesures, parce que la gelée du mois de mai a détruit les prunes, qui sont le meilleur de leur bénéfice.

Le 23 janvier 1748, un subdélégué est venu constater à Soubiroux, Saint-Sernin et Saint-Jean de Lerm les ravages de la grêle ; il désigne les plus atteints, et l'assemblée décide que les 270 livres des moins imposés, pour les trois paroisses, céderont au profit des dénommés.

Toujours le gâchis des rangs consulaires ! Le 25 janvier il a été dit que Sa Majesté, par arrêt du conseil du 10 octobre dernier, a permis, aux corps-de-villes et communautés de la généralité de Bordeaux, non seulement de nommer aux charges électives, mais encore aux offices titulaires qui n'ont pas été levés. L'assemblée, à la majorité de 14 voix contre une, a nommé et présenté le sieur Géraud André ; puis elle a procédé à l'élection de trois charges consulaires, la quatrième ayant été acquise, et, à la pluralité des voix se sont trouvés nommés, au premier rang M. de Lapeyrière, et aux autres

MM. de Sauvet et Mourgues, bourgeois, qui. le même jour ont été admis à prêter serment par devant Pierre Cabanes. procureur postulant en la cour royale civile et criminelle de Villeneuve d'Agénois, substitut de **M.** le Procureur Général du Parlement de Guyenne dans le parquet et auditoire royal de notre cour.

Mais, voilà que, le 10 février, on apprend que Casse a présenté requête à l'intendant, disant qu'étant en exercice de la seconde place de consul, la communauté, par la nomination des trois consuls précités semble l'exclure de ses fonctions; il demande à être maintenu au rang de second consul. De plus, l'intendant, par une ordonnance du 30 Janvier, maintient Casse dans les fonctions de son office, et réclame de la communauté une réponse et une délibération. Sur quoi, l'assemblée réplique que Casse n'a jamais fait les fonctions de deuxième consul; qu'il ne s'est jamais présenté dans l'hôtel-de-ville pour faire aucun acte consulaire; et ce, en exécution de l'acte de Jurade, du 7 Mai dernier, qui porte que *les Puissances décideront des places titulaires* que Casse devra occuper, comme consul alternatif et mi-triennal; et, comme l'arrêt du conseil, du 10 octobre dernier, permet aux corps-de-villes et communautés de la généralité de Bordeaux de procéder à l'élection, non seulement de leurs charges électives, mais encore des titulaires tenues par commission, la présente communauté nomma, le 25 Janvier dernier, **M^r Faure de Lapeyrière** à la première place titulaire tenue, par commission, la présente communauté nomma, le 25 Janvier dernier, **M^r Faure de Lapeyrière** à la première place titulaire tenue, par commission, par **M^r de Beaufort**, ensuite elle nomma deux sujets pour remplir les places électives, et laissa l'autre place, pour être exercée alternativement, par **M^{rs} Delard et Casse**, acquéreurs du dit office, conformément aux édicts de Sa Majesté et aux provisions des dits acquéreurs. Et, ces messieurs ne peuvent se plaindre de cette alternative, puisque tous les deux, ensemble, n'ont acheté que la moitié des places titulaires, l'autre moitié étant remise à cette communauté par l'arrêt du 10 octobre dernier; la communauté en devant payer, d'ailleurs, la finance, lorsqu'il plaira à Sa Majesté, en attendant le droit annuel. Mais, comme il est convenu que les consuls titulaires exercent et jouissent une place que le Roi leur a indiquée, par son édit de Janvier 1704, la communauté fixe le rang de **M^{rs} les consuls**, savoir, au premier rang titulaire, comme ci-dessus, **M^r Faure de Lapeyrière**; au premier rang électif, **M^r Sauvet**, au second rang titulaire **M^{rs} Delard et Casse**, orfèvre, à l'alternative;

au second rang électif M^r Mourgues ; *le tout sous le plaisir de M^{gr} l'intendant, dont acte*, et la communauté prie M^{rs} les consuls de représenter requête à Sa Grandeur, pour lui déduire les raisons du présent acte.

Tout d'un coup, un problème plus redoutable que celui du rang des titulaires électifs, se pose brutalement. La misère est effrayante; des bandes de mendiants parcourent les campagnes, et vont s'engouffrer dans les villes; le Parlement a rendu, le 14 février dernier, un arrêt sur la retraite, nourriture et subsistance des pauvres mendiants; le 10 mars, la jurade appelée à porter remède à ces souffrances et à cette invasion, en se conformant aux articles du dit arrêt, délibère; 1^o au premier jour, les assemblées ordonnées seront faites, et seront composées des personnes que M^{rs} les consuls jugeront à propos; 2^o les pauvres mendiants étrangers seront expulsés incessamment, et, aux dépens de la communauté, il leur sera fourni de quoi vivre une journée, seulement, de même, aux dits dépens, il sera fourni à la nourriture de la demi-journée des pauvres passants qui porteront des certificats des officiers du lieu d'où ils seront expulsés, pour le surplus, elle s'en remet au zèle et à la prudence de M^{rs} les consuls et nomme pour syndic M^r Bercegol; pour remplacer les conseillers décédés, de l'hôpital, elle choisit M^{rs} de Cantagrel avocat, Sagrade médecin, Delpech et Banger Jeannot, jurats.

FERNAND DE MAZET.

(à suivre)

UN POÈTE AGENAIS OUBLIÉ

A. BARATET

Dans un lot de vieux papiers, récemment acquis par les archives, se trouve une lettre du siècle dernier, sans date, sans indication de destinataire, qui, malgré tout, offre quelque intérêt. Elle a été écrite par un M. Baratet, subdélégué à Villeneuve d'Agenois (1722-1736); elle prouve que cet administrateur courtisait les muses à ses heures perdues. Il eut quelque succès et l'on pourrait retrouver au moins une de ses pièces, l'églogue qui a pour titre *Daphné*, insérée dans le recueil de l'Académie des Jeux Floraux. Puisse la publication de cette lettre, même sans note et sans commentaire, inspirer à quelqu'un, si cela en vaut la peine, de faire des recherches sur la vie et sur les œuvres d'un poète agenais bien oublié !

G. T.

Je profite avec d'autant plus de plaisir, Monsieur, de l'occasion que Monsieur le marquis de Carvoisin me fournit, pour vous renouveler les assurances de mon dévouement, qu'il scait l'idée que j'ay de vostre mérite du coté du cœur et [de] l'esprit. Il peut vous assurer, Monsieur, que je conserve, comme un titre honorable une lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'escire par la quelle vous me qualifiés de vostre frere de prix.

Quoy que je sois l'homme de nostre province le plus occupé des affaires publiques, je me dérobe de tems en tems à mes occupations les plus pressantes pour composer quelques ouvrages de prose et de poésie, dans la veue de me rendre digne d'une qualité si flatteuse.

Vous avés vu sans doute, Monsieur, dans le recueil des pièces qui

concoururent l'année dernière pour le prix de l'Académie des Jeux floraux une églogue de ma façon qui a pour titre *Daphné*. J'en ay composé une autre cette année, piqué d'une espèce de défi, dans laquelle je fais plaindre *Amarillis* sur le même ton, d'une pareille infidélité. J'ay l'honneur, Monsieur, de vous en envoyer une copie que je vous prie de recevoir comme un de ces petits présents qui entretiennent les amitiés. Cette pièce n'est digne de vous que par le désir que j'ay eu de l'en rendre et de vous témoigner par ce petit tribut que je suis, avec beaucoup de respect,

Monsieur,

votre très humble et très obéissant serviteur,

BARATET.

Mon adresse est : A. Baratet, subdélégué à Villeneuve en Agenois.

CONCORDIA¹

Concordia, le 5 février 1886.

MON CHER COLLÈGUE,

Je reçois à l'instant la carte que vous avez bien voulu me faire parvenir. Je ne saurais vous dire combien ce souvenir m'a touché, et combien je vous suis reconnaissant d'avoir pensé à un ancien collègue, qui comptera toujours parmi les heures les plus douces de sa vie celles qu'il a passées en votre compagnie, comme au sein de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la ville d'Agen. Votre carte me rappelle en même temps ma promesse de vous écrire quelques mots sur le pays où m'a placé le hasard des événements.

Je m'y trouve depuis trop peu de jours pour pouvoir juger les hommes et les choses et, d'ailleurs, ce point de la confédération Argentine n'est pas de ceux qui se distinguent, soit par le pittoresque du pays, soit par l'importance des événements dont il est le théâtre. La contrée n'est pas absolument plate, comme dans la Pampa, mais les ondulations de terrain ont si peu de relief, que l'on appelle *monte* dans le pays les bords des rivières tant soit peu escarpées et couverts de broussailles. Ce sol si régulier est, aux environs des villes, divisé en immenses pâturages par des lignes de fil de fer tendues sur des poteaux et couvert d'une herbe plus ou moins longue

(1) Un de nos anciens collègues à la Société des Lettres, Sciences et Arts, mort récemment, après avoir occupé un poste important dans la République Argentine, nous avait adressé une lettre remplie de détails sur une partie de cette région où tant de Français vont chercher fortune.

Cette étude, prise sur le vif, écrite d'une plume alerte, remonte à quatorze ans, ce qui est beaucoup pour un pays neuf où les industries se multiplient et se transforment si vite ; toutefois le tableau doit rester vrai pour les mœurs et pour les paysages. Nous croyons qu'à ce titre, cette lettre sera lue avec intérêt.

G. T.

suivant la saison, que broutent par centaines de mille les chevaux et les bœufs. Il n'y a ni route ni sentier : partout l'espace sans limites, créé, semble-t-il, pour que le gaucho ne trouve pas d'obstacle dans sa course rapide : aux abords des villes et des villages et dans les colonies agricoles, la luzerne, le maïs, quelques vignes plantées par des Français, piquent le sol d'une teinte plus sombre ; les arbres sont assez rares, et ne viennent que de loin en loin rompre la monotonie de cette immensité.

Le climat est chaud, mais extrêmement salubre : on ne se rappelle pas avoir vu ici de maladies contagieuses. L'hiver n'existe pas, pour ainsi dire, et rien ne saurait être plus heureux, car on est désarmé contre ses atteintes : les cheminées sont ici des mythes des chimères, quelque chose de semblable aux cornes d'auroch des anciens Celtes, ou aux ustensiles des vieux Egyptiens retrouvés dans les Pyramides ; les portes ferment peu, en revanche les fenêtres ne ferment pas du tout, les parquets sont en brique, tout est construit pour préserver de la chaleur, en sorte que lorsque souffle le vent du sud, venant de la Pampa, on doit être gelé jusqu'à la moëlle ; je le saurai, du reste, en juillet et en août. Pour le moment, nous sommes au cœur de l'été ; la chaleur est forte, mais moins que les années précédentes à cause de grandes pluies qui ont régné pendant la seconde quinzaine de janvier et le thermomètre se maintient à peu près constamment entre 25 et 32 centigrades. Il est vrai qu'on voit des jours plus chauds, où il s'élève jusqu'à 35, 36 et même 38 degrés à l'ombre ; et lorsque souffle le vent du Nord, qui est le simoun de ce pays, la chaleur devient réellement pénible à supporter ; mais des journées pareilles sont extrêmement rares ; je n'en ai vu qu'une seule, dans les deux mois d'été que j'ai passés jusqu'à présent.

Quant aux habitants du pays, je ne saurais encore en parler longuement. Je ne connais pas le naturel, le *Gaucho* ; d'ailleurs on a souvent décrit ce demi-sauvage, basané, cavalier intrépide, aux passions indomptables, ivre d'espace et de liberté. Les villes ont une population *en train de se former*, si vous me permettez cette expression barbare. Sur dix habitants qu'elles renferment, trois sont Italiens ou fils d'Italiens, trois sont Français, Espagnols, Suisses (ou de pères appartenant à ces nationalités) ; le reste est formé de gens du pays, et encore ne faudrait-il pas remonter bien haut pour lui trouver des ancêtres Européens. Cette expression barbare dont je viens de me servir est d'une exactitude absolue : il y a ici un mé-

lange confus des populations méditerranéennes qui n'est pas encore entièrement fondu mais qui s'élabore avec une activité prodigieuse, pour former une population sud-américaine qui sera la *résultante* des diverses races latines, comme les Etats-Unis de l'Amérique du Nord sont la résultante des races saxonnes. Que vaudra cette population, une fois achevé ce travail d'assemblage ? Quels sont ses mérites, ses travers, ses vertus ou ses vices ? Toute conjecture à cet égard serait pour le moins téméraire. Je dois me borner à constater simplement le fait de la transformation de ce pays, de sa prise de possession par la race latine.

J'ai sous les yeux une statistique officielle de l'émigration italienne dans la République Argentine : dans le cours de ces dix dernières années, il est venu ici 450.000 italiens, c'est-à-dire la sixième partie de la population du territoire, qui se sont établis comme bateliers, domestiques, petits négociants, maçons, cultivateurs. Les Français, basques pour la plupart, se font industriels, commerçants, agriculteurs ; les Espagnols se livrent de préférence au petit négoce ; les Anglais et les Allemands ont presque le monopole des grandes entreprises, banques, chemins de fer, etc., etc. On peut dire avec toute justice que les trois quarts au moins de ce qui travaille, spéculé, fait la richesse et le développement du pays, est étranger. Quels sont les motifs d'un tel état de choses ? ou si l'on aime mieux quels sont les avantages qui attirent ici l'émigration européenne, surtout celle de la race latine ?

C'est d'abord la facilité extrême avec laquelle on gagne de l'argent : alors que la vie matérielle (je veux dire la nourriture) coûte infiniment moins cher que dans la vieille Europe, tout en étant plus substantielle puisque la viande en est le fond, le moindre objet d'importation européenne, la moindre journée d'artisan ou d'ouvrier se payent horriblement cher ; la piastre nationale qui, au pair vaudrait cinq francs, ne vaut guère plus d'un franc cinquante quand il s'agit de payer un maçon ou d'acheter un mètre de calicot ; il n'est pas une personne pouvant faire usage de ses bras qui ne gagne 6, 10, et 12 francs par jour ; de telle sorte qu'un ouvrier économe, qui n'achètera de marchandises européennes que ce qui lui est absolument indispensable, aura au bout de très peu de temps ramassé une petite fortune, parce qu'il gagnera beaucoup et dépensera peu. De plus, il y a ici une indifférence absolue à l'endroit des professions ; si vous n'êtes pas satisfait de manier la truelle, vous trouvez instantanément de l'ouvrage comme cordonnier, charretier, trieur de

laine, employé dans un saladero, etc. ; il n'y a ni morte saison, ni chômage, ni misère ; dans la ville de Concordia on trouve un seul mendiant parce qu'il est estropié et trop ami de la boisson. Enfin, il n'est pas de pays, au moins à ma connaissance, où l'on trouve si facilement du crédit : pour peu que vous soyez connus vous obtenez de l'argent pour quelque entreprise que vous vouliez tenter et il y a peu d'exemples que l'argent ainsi prêté ne soit pas rendu, parce qu'ici on gagne en trois ans ce qu'on ne gagne en France qu'au bout de dix années. C'est ici, on peut vraiment le dire, le paradis des travailleurs.

Une autre cause de l'immigration européenne dans la République Argentine, c'est la liberté extrême dont on y jouit : l'art. 20 de la Constitution accorde aux étrangers comme aux régnicoles le droit d'exercer librement leur industrie, leur commerce, leur culte, de parler, d'écrire, de publier des journaux sans aucune espèce d'entraves et d'être électeurs dans la municipalité. On va, on vient, on achète, on écrit, on péroré, sans se heurter jamais aux tracasseries d'une administration. Pas de port d'arme pour la chasse, peu de temps de prohibition, pas de restriction à la pêche, pas de barrière aux lignes de chemin de fer, ni de gardiens dans les gares, pas de service militaire obligatoire, sauf celui de la garde nationale, aux jours de trouble ou d'invasion, pas d'administration des droits réunis, pas d'entrave à la culture du tabac et de la canne à sucre, pas de pouvoir supérieur intervenant dans le gouvernement des municipalités, pas de ces règlements qui, à force de vouloir protéger les citoyens, les enserrrent dans de véritables lisières d'où ils ne peuvent faire un pas qui ne soit permis, contrôlé et rectifié par une administration tutélaire. Evidemment cette liberté absolue peut avoir des inconvénients, et elle en a parce que le peuple n'est pas encore à la hauteur de ses institutions. mais elle explique parfaitement l'espèce d'ivresse avec laquelle les Européens venant dans ce pays aspirent à pleins poumons cet air vivifiant. Il convient d'ajouter que les mœurs sont aussi libres que les institutions. Les jeunes filles, notamment, ne sont jamais accompagnées, elles sortent seules, vont seules au théâtre, dont les places des secondes leur sont exclusivement réservées, et elles sont entourées d'un respect qui paraîtrait fabuleux à nos jeunes filles françaises, dont pas une ne ferait seule cinquante pas dans la rue.

Je dois encore signaler parmi les causes qui attirent ici l'émigration européenne, l'égalité réelle, complète, absolue qui règne non-

seulement dans les lois, mais aussi dans les mœurs ; le décroteur qui vient de cirer vos souliers vous donne une poignée de main en vous appelant son *amigo*, et si demain il vous rencontre dans la rue il vous honorerait d'un signe de tête protecteur. Il n'y a ni privilèges, ni prérogatives, ni castes, ni classes de la société : la fille du président de la République épousera un beau jour le cocher de son père, et nul ne songera à le trouver étrange, le sentiment de la mésalliance étant absolument étranger à cette population. On est tour à tour gardien de bœufs, domestique, général, avocat, président de la Cour suprême (l'inamovibilité n'existe pas ici) diplomate et porteur d'eau, et dans toutes ces conditions on jouit de la même estime auprès des autres, on est aussi fier de sa propre personne. Quelle aubaine pour ces Napolitains, ces Allemands, ces pauvres gens considérés dans leur pays comme étant à peine supérieurs à leurs bêtes de somme ! Le sentiment de l'égalité est poussé à un tel point, qu'il existe même chez les femmes — race anti-démocratique par nature — et sur un terrain où elles sont pourtant habituées à ne pas admettre de rivales, celui de la *toilette*. J'ai vu, de mes propres yeux vu, des négresses en haillons serrer amicalement la main à de très grandes dames (dans le pays !) en superbe costume, sans que celles-ci fussent le moins du monde choquées de cette familiarité et parussent faire acte de condescendance en rendant cette étreinte. Ces mœurs surprennent au premier abord, et même scandalisent quelque peu l'étranger, car si la loi chrétienne et les législations libérales proclament à l'envi l'égalité des hommes dans notre vieille Europe, les hommes se sont constamment occupés à se diviser en castes et en catégories, mais elles font comprendre l'intensité du mouvement qui amène dans ce pays tant d'immigrants Européens 103,000 pour la seule année 1885. Ajoutez que la plupart de ceux qui viennent, viennent sans espoir de retour, que d'après la loi Argentine, qui du reste, facilite l'immigration par tous les moyens en son pouvoir, tout fils d'étranger, né sur le territoire, est citoyen définitif de la République, que tous ces Italiens, Basques, Français, Allemands, se mettent à parler l'espagnol et à ne parler que cette langue (il faut en excepter les Anglais) à tel point que je connais plusieurs Français dont les enfants n'entendent pas *un seul mot* de la langue maternelle et vous comprendrez qu'il se forme une race véritablement argentine, dans laquelle se fondent les principaux caractères de nos nations latines ; vous comprendrez également que cette race est encore en voie de formation comme je le disais tout-

à-l'heure, qu'elle a besoin de bien des années pour que ce travail de création morale soit entièrement accompli, et pour que ce peuple se trouve en pleine possession de l'individualité nouvelle, *résultante*, je ne me lasserai pas de répéter, des qualités et des défauts de la race latine.

C'est ce qui explique tous ces contrastes et toutes ces anomalies qu'on trouve à chaque pas : l'orgueil national sans tradition, une Constitution parfaite, mise en pratique par des tyranneaux et des gouverneurs à *poigne*, une aptitude extraordinaire pour tous les travaux du corps et de l'esprit, sans la méthode qui seule les rend féconds; beaucoup d'aisance et même de richesse, mais la nécessité des capitaux étrangers et des emprunts onéreux pour accomplir une œuvre quelque peu importante ; sa descendance des races les plus artistiques qui aient jamais paru mais l'absence complète de musiciens, de peintres, de sculpteurs, d'artistes dignes de ce nom. Toutes ces antinomies se fondent et se comprennent à mon sens, par les considérations qui précèdent. Je ne saurais du moins leur donner une autre explication.

Vous me pardonnerez, je l'espère, ces réflexions un peu aventurées pour un nouveau débarqué chez qui la connaissance du pays est nécessairement superficielle, puisqu'il l'habite depuis deux mois à peine. Encore qu'elles me paraissent reposer sur un fondement sûr, je me hâte d'abandonner ces hauteurs téméraires pour aborder un terrain plus pratique, celui de l'industrie française à Concordia, sachant que les efforts de nos compatriotes à l'étranger ne peuvent manquer de vous paraître dignes d'un réel intérêt.

Cette industrie, dont le développement n'a pas cessé depuis les premiers jours, consiste principalement dans l'exploitation des *Saladeros*, établissements destinés à l'abattage des animaux, à la préparation des cuirs, de la viande salée (d'où le nom de *Saladeros*) que l'on expédie en grandes quantités au Brésil et à l'île de Cuba pour servir de nourriture aux nègres, ainsi qu'à l'utilisation des autres parties des animaux, telles que le cuir, la graisse, les os, le sang, etc.

Quoique l'installation de ces établissements soit, sous bien des rapports, tout-à-fait primitive, on n'en demeure pas moins confondu de l'extrême habileté, et surtout de l'étonnante promptitude avec laquelle s'exécutent les diverses opérations. Il ne faut pas plus de sept à huit minutes, souvent même six suffisent, pour que l'animal,

soit saisi, tué, saigné, écorché, coupé par quartiers, dépouillé de telle sorte qu'il n'en reste plus que les os, sans le moindre vestige de viande.

Lorsqu'une bande d'animaux, bœufs, vaches ou *novillos* (jeunes bœufs) est amené au Saladero, des hommes à cheval, jetant de grandes clameurs et agitant des espèces de boîtes en fer blanc remplies de cailloux, en poussent une partie dans la portion étroite du corral, fermée en arrière par une porte à guillotine et terminée à l'avant par une ouverture également à guillotine, mais bien plus étroite et bien plus basse où se tient l'exécuteur des hautes-œuvres, l'homme chargé de tuer les bêtes. Un autre homme, debout sur l'enceinte du corral, lance le lasso sur l'une des victimes, qu'il choisit ; aussitôt une sorte de treuil, mis en mouvement par un cheval, entraîne la pauvre bête jusqu'à la porte étroite, où elle tombe sur les genoux le museau relevé par la corde ; là, le tueur lui plonge dans la nuque un coutelas aigu, et l'animal tombe foudroyé d'un seul coup, sans pousser une plainte, sans faire un mouvement sur une plate-forme qui, roulant sur des rails, amène le cadavre dans une galerie couverte (qu'on nomme *playa* dans le pays) où un boucher expert la dépouille comme il est dit plus haut. Pendant qu'il se livre à cette opération, le lasso, le treuil, le coutelas, la plate-forme, ne cessent de fonctionner et le travail se poursuit sans interruption, avec une rapidité vraiment étonnante, de telle sorte que dans un saladero ou, avec un seul tueur, se trouvent 18 ou 20 de ces bouchers, on tue et on prépare en trois heures, 150, 180 et jusqu'à 200 animaux. Il le faut bien d'ailleurs, car si un seul de ces bouchers s'attardait de quelques secondes dans ses opérations, il entraverait le travail de tous les autres, et la machine fonctionnerait mal. C'est là, vous pouvez m'en croire, un spectacle qui soulève le cœur, pour peu que l'on soit mal disposé, mais il faut le voir une fois, si l'on veut se rendre compte de la perfection à laquelle sont arrivés les opérateurs de ces gigantesques tueries.

Une fois l'animal dépouillé, la viande est séchée au soleil et salée, ou bien, comme cela arrive au saladero français de Concordia, en partie salée, et en partie livrée à la fabrique de conserves de viandes pour l'armée ; la tête, les pieds, sont destinés à faire de la gélatine ; les cuirs sont mis à part pour être plus tard expédiés en Europe ; les organes internes, ainsi que les morceaux de rebut, sont soumis à l'action de la chaleur pour faire de la graisse ou du suif ; les os séchés, servent de combustible pour les chaudières et se ven-

dent ensuite comme engrais; le sang: qu'autrefois on laissait perdre, est maintenant desséché, traité par le sulfate d'alumine et vendu au commerce pour entrer dans la fabrication des engrais artificiels; enfin la corne, qui contient 13 à 14 0/0 d'azote environ, est recueillie dans le même but, de sorte que rien, absolument rien ne se perd, tout est utilisé, jusqu'à la langue que j'allais oublier, et qui est livrée à une fabrique de conserve spéciale de ces organes, établie à Concordia par un Anglais qui s'y enrichit.

Pour vous donner une idée de ces saladeros, je vous dirai que celui de Concordia, appartenant à des Basques français, est organisé de façon à tuer cent mille animaux par année, mais on n'a pas encore atteint ce chiffre; l'an dernier, par exemple, on en a tué soixante-cinq mille, qui ont été livrés à la fabrication de conserves, et avec lesquels on a fait en outre huit millions de kilos de viande sèche, 3 000 *arrobas* (l'arroba vaut 11 kilos et demi) de graisse pure de moelle de bœuf, dont on se sert généralement dans le pays pour les usages culinaires et qu'il serait très désirable de voir propager en France, car elle est fine, onctueuse, très douce au palais, sans goût particulier, et reviendrait à meilleur compte que notre graisse ou que le beurre. Le chiffre d'affaires annuelles de cette maison est de cinq millions de francs.

Il existe d'autres saladeros réservés exclusivement à l'abatage des juments. Si le spectacle des tueries de novillos révolte les estomacs sensibles, il n'est que jeu d'enfants auprès de celui-ci. Ce n'est pas avec un couteau, c'est à coups de maillet que l'on massacre les pauvres bêtes, qu'on frappe sur le front; souvent on est obligé de s'y prendre à plusieurs reprises; la bête vous regarde avec des yeux que l'on croirait humains, elle verse de véritables larmes, puis le bourreau redouble, la cervelle jaillit de toutes parts; je n'ai rien vu d'épouvantable comme ces tueries. Mais ce n'est pas le lieu de faire du sentiment; comme la quantité de chevaux qui couvrent ce pays est innombrable, et comme pour leur malheur ils servent admirablement aux besoins divers de notre humanité, on les sacrifie sans pitié et sans aucune espèce de remords. On fait avec ces animaux des cuirs, de l'huile, de la graisse, des chandelles, du savon, la chair étant réservée (*horresco referens*!) à la nourriture des cochons.

Dans l'enceinte du premier Saladero dont je vous ai parlé est renfermée une grande fabrique, la plus grande de toute la région, fabrique de conserve de viande pour l'armée, dont les bailleurs de fonds et les directeurs, ainsi que les principaux employés sont Fran-

çais, et dont l'importance croissante a été l'un des principaux éléments du développement pris par Concordia dans ces dernières années. Cette fabrique s'appelle l'*Uruguay*, car elle est située sur les bords même du fleuve.

Vous savez quel est le principe de fabrication des viandes conservées : cuisson à la vapeur et mise en boîtes hermétiquement closes. Quant aux procédés employés à l'*Uruguay*, je ne peux entrer dans tous ces détails ; voici cependant quelques données qui serviront à vous en faire saisir le mécanisme essentiel.

La viande, fournie par les divers saladeros, est livrée dépouillée de tous ses os, des grosses veines et des nerfs principaux, à raison de six quartiers par animal (notons que les animaux, tués de midi à 3 heures, ou de 3 heures à 6, quand la température est plus élevée, sont cuits dans la nuit même). Cette viande est d'abord découpée en morceaux plus petits, et jetée dans des bacs où elle est cuite à la vapeur. Puis elle passe sur les tables des *metteurs en boîte*, lesquels à leur tour les découpent en morceaux pesant 850 grammes et mettent ces morceaux dans des boîtes en fer blanc qui, toutes les opérations terminées, devront contenir chacune un kilo de viande avec son bouillon. Ces boîtes passent ensuite sur les bancs des soudeurs de couvercle qui les soudent, après que des ouvriers spéciaux ont versé dans chacune 250 grammes du bouillon préparé en même temps que la viande, laissant au couvercle un petit trou pour les opérations ultérieures. Des mains des soudeurs, les boîtes passent dans les bacs dits de *préservation*, où la viande est soumise à une deuxième cuisson, au moyen de l'ébullition dans une solution de chlorydrate de chaux. Quand cette ébullition a duré le temps nécessaire, on prend la boîte ; d'autres ouvriers ferblantiers ferment, au moyen d'une goutte de soudure le trou ménagé au couvercle pour laisser passer l'air et les vapeurs dégagés pendant l'ébullition, puis on enferme la boîte dans un vase parfaitement clos, où elle subit une ébullition nouvelle qui a pour but de faire reconnaître les défauts de soudure. Toute boîte où se révèle un défaut de ce genre est mise de côté pour être révisée ; les autres passent dans un autoclave, où elles sont soumises à une troisième et dernière cuisson sous pression de vapeur. Comme cette cuisson définitive s'opère après la fermeture hermétique de la boîte, il est évident que les germes putrides qu'elle pourrait encore contenir sont tués si tant est qu'ils aient survécu à toutes les opérations précédentes. Il ne reste plus maintenant qu'à refroidir les boîtes à leur sortie de l'au-

toclave, à les mettre en piles et à leur imposer une observation de vingt jours à la suite de laquelle on envoie en Europe ce qui n'a accusé aucun défaut.

La fabrique *Uruguay* est réellement un établissement de premier ordre : ses bâtiments couvrent une superficie de 13 mille mètres carrés ; ses ouvriers, dont beaucoup vivent là avec leur famille (les ferblantiers et les mécaniciens sont presque tous Français) sont au nombre de 573, sans compter 25 employés, contre-maitres, gardes de jour et de nuit, etc. Elle travaille chaque jour 45 mille kilos de viande de bœuf, dont elle tire de 30 à 32 mille kilos de viande conservée qui sert à la nourriture de l'armée française, encore ces 32 mille kilos ne sont-ils pas un maximum, puisqu'à partir du 15 de ce mois le directeur espère arriver à fabriquer journellement 40 mille kilos de conserves, afin de remplir dans toute sa rigueur le traité passé avec notre gouvernement.

Voilà, mon cher collègue, quelques renseignements recueillis à *la course* sur le pays, ses habitants, et l'industrie particulière de nos compatriotes. Si vous croyez qu'ils soient de nature à intéresser nos collègues de la Société des Sciences et Lettres, et si mon gribouillage ne devait pas vous imposer une trop grande fatigue, je vous autorise très volontiers à leur communiquer cette ébauche, si imparfaite qu'elle soit.

En ce qui me regarde, je n'ai pas à me plaindre : le climat m'est éminemment favorable, je n'ai même pas eu à payer l'apprentissage que doivent généralement les étrangers. Si ce n'était l'éloignement de la patrie et de tous ceux qui me sont chers, je n'aurais réellement sujet que de me féliciter du changement radical survenu dans mon genre de vie. Je commence à baragouiner suffisamment l'espagnol pour me tirer d'affaire en toute circonstance ; malheureusement j'ai trop d'occasions de parler le français, et trop de gens autour de moi intéressés à le parler ; je crois que sans cela je ferais un passable castillan, d'autant plus que j'ai, à ce qu'il paraît, l'accent de la langue. Je n'ai que peu de chose à faire ; je monte à cheval ; j'attends avec impatience un peu moins de chaleur pour devenir un Nemrod acharné ; bref, je vis au dehors autant que je le peux ; j'espère, à ce régime, continuer à me très bien porter.

Veuillez être assez aimable pour présenter à nos collègues mes meilleures salutations et mes plus affectueux souvenirs.

EMILE GAÜSSEN.

NOUVELLE DE L'ASSASSINAT DE HENRI IV

Lettre de Denis Ricault avocat en Parlement à noble de Melon, escuyer, seigneur de Maucan, à Maucan¹.

Monsieur vous serayes adverty que nostre bon Roy a este tue a Paris en la rue Saint-Denis estant dans son carosse et le coup ayant porte en la testine gauche et ce par ung angoumois le quel fust prins sur l'heure. Messieurs Despernon et Montbason estaient dans le carosse. Le Roy mourut en moins de rien dans le dit carosse avecq ces mots : Mon Dieu ayes pi ié de moy. La Rayne a este déclarée regente en France par arrest de la Court de Parlement. Mons. le Dauphin a este sacre Roy.

La Court de Parlement de ceste ville a delibere ce matin que toutes les expéditions se feraient au nom de Louys tresiesme, Mons. le Dauphin.

Les meres et jurats ont envoye querir en diligence Mons. le Colonel. Mons. l'abe de Ste-Croix est au chasteau depuis le matin de l'aube du iour. De plus je vous advertis que ceste nuit passee on a voulu prendre la ville de Libourne, mais le petard n'a peust ioué si bien que l'entreprinse a este decouverte.

La mort de nostre Roy ne nous peult apporter que mille maux et rememens. Dieu par sa sainte bonte vous garde et conserve.

De Bordeaux ce 18 may 1610.

Votre tres humble serviteur.

RICAULT ².

¹ Extrait des Archives municipales de la ville de Bordeaux, communiqué par M. E. Roumat, conseiller municipal de Saint-Pierre-de-Nogaret.

² Denis de Ricault, avocat en Parlement, marié à Marie Prevost, eut Catherine, mariée à Jean Bazin, bourgeois de Marmande, et Jean de Ricault bachelier-es-droit, marié à Marie Rouzié, fille de François Rouzié, premier

consul de Gontaud et de Claire de Roussières. Celle-ci avait été marraine de la cloche de l'église de Saint-Martin de Bistauzac. Voici la copie de l'acte :

Le sept de novembre 1638 et danb l'église de Saint-Martin de Bistauzac, à esté faicte la Bénédiction de la cloche dudict St Martin, par moy Pierre Colombier prestre recteur de Bistauzac, assisté de Messieurs les recteurs : M^{re} Jean Bony recteur de Gontaud, M^{re} Guillaume Boyer recteur de Saint Pierre de Noguarest, M^{re} Guillaume Dufour prestre vicaire de Saint Georges de Birac, et de M^{re} Jean de Lafargue premier consul de Gontaud, parrin, et de honorable femme Claire de Roussières pour marrine femme de M^{re} François Rouzier jurat et plusieurs autres et Moy.

COLOMBIER, recteur dudict Saint Martin.

Jean de Ricault et Marie Rouzié, eurent plusieurs enfants entr'autres, Denis de Ricaud, avocat au Parlement, mort sans postérité, marié à Jeanne de Papon, fille de M^{re} Jean de Papon, procureur du Roy, de la ville et juridiction de Gontaud et de François de Nauville.

Et François de Ricaud, capitaine, marié à Elisabeth Duverrier, fille de Jean-Pierre Duverrier capitaine et de Marthe Murac. François de Ricaud mourut à l'âge de 34 ans. Il eut un fils posthume, Denis-François, dont la descendance directe est aujourd'hui représentée par M. Laurent de Ricaud, avocat propriétaire, habitant le château de Lafitte dans la commune de Saint-Pierre-Nogaret.

ENCORE LES RAFFIN D'HAUTERIVE

UNE RÉPONSE ¹

La recherche de la vérité est à mon sens ce qu'il y a de plus beau au monde et j'ai toujours professé pour ses apôtres le plus grand respect.

Cependant, à force de justice, il ne faudrait pas être injuste à son tour. — *Summum jus, summa injuria*. L'excès en tout est un défaut, dit un commun proverbe.

Les droits de la critique sont absolus. — Pas de critique, pas de science. Arme à deux tranchants, elle blesse parfois celui qui la manie aussi bien que le patient. — Faire le départ entre le vrai et le faux, est le devoir du critique. — Ce départ a-t-il été exactement fait ? C'est ce que nous allons voir.

Commençons par nos erreurs.

J'ai été très heureux d'apprendre, ce que j'ignorais complètement, je l'avoue, le point dichotomique ou de séparation de la branche de Perricard et de celle d'Hauterive. — Toute la partie généalogique traitée par mon honorable contradicteur, depuis Armand de Raffin, seigneur de Perricard et d'Hauterive, jusqu'à Philippe de Raffin, seigneur d'Hauterive, m'était entièrement inconnue et pour cause. — J'ai justement pris soin de dire dans la *Revue de l'Agenais* ² tout ce que « l'arbre généalogique des Raffin offre parfois d'incomplet, d'insuffisant et peut-être d'erroné ». Ce sont là de formelles réserves.

Je n'ai parlé des origines des Raffin d'Hauterive que d'après les recherches de M^{me} la comtesse Marie de Raymond et j'ai pris l'arbre

¹ Voir *Revue de l'Agenais* (article de M. Beaune, p. 176).

² T. xxv, p. 418.

qu'elle a dressé juste au point où je rencontrais dans les Registres paroissiaux de S^{te}-Catherine d'Hauterive Philippe de Raffin pour la première fois.

S'il y avait quelque reproche à adresser à quelqu'un pour les omissions relatives aux premiers seigneurs d'Hauterive, depuis le premier Arnaud, le second avec ses trois femmes et enfin le troisième marié à Elisabeth de St-Cricq, jusqu'à Philippe de Raffin, ce reproche, dis-je, s'appliquerait à M^{me} Marie de Raymond qui, d'ailleurs elle-même, a fait ses plus expresses réserves disant : « Il est impossible de relier cette branche (d'Hauterive) à celle de Perricard d'une façon positive, etc ¹. »

Voilà donc un premier point de jugé.

Je suis enchanté de connaître enfin celle que j'appelais la Mystérieuse E. de Sainteric et de savoir qu'elle est non pas la première femme, mais la mère de Philippe de Raffin. -- Le registre d'Hauterive est muet sur ce point. Quant à la signature, *E. de Sainteric*, ce dernier nom est écrit d'un seul trait, sans césure, et on n'y peut lire autre chose. — Les nobles d'autrefois ne se piquaient ni d'orthographe, ni de calligraphie, ni d'exactitude touchant leur nom patronymique.

En l'absence de documents relatifs à M^{lle} E. de Sainteric, mon hypothèse était parfaitement vraisemblable.

Passons aux Folmont.

Dans plusieurs baptistaires, le vicaire Pierre Mouran écrit constamment ou *Falmont*, ou *Falmond*, ou *Salmond*, avec un *a*.

Comme il n'y a aucun qualificatif qui puisse laisser soupçonner la noblesse de Falmond, comment deviner sur la simple énonciation d'un nom, privé de ses attributs nobiliaires, qu'il s'agit de la Famille des Raymond de Folmont? — Faire autrement serait de la haute fantaisie.

Pour Jehan de *Bousac*, seigneur de Crampels, je maintiens absolument ma lecture. — J'ai l'acte de mariage de Marion de Raffin sous les yeux : il a été libellé par le vicaire Filholly, dont j'aurai souvent à parler dans un travail ultérieur.

L'écriture du vicaire est on ne peut plus lisible. C'est de la *macrographie*, si on veut bien me passer ce néologisme, en même

¹ *Revue de l'Agenais*, t. xxv, p. 422.

temps que de la calligraphie. Le texte porte sans ombre d'erreur : « *Noble Jehan de Bousac.* »

J'arrive à Françoise de Nort à qui j'ai donné le nom de Clémence à la page 489.

Si M. Joseph Beaune n'avait pas voulu profiter d'un *lapsus calami*, il se serait bien vite aperçu qu'à la page 418, je la nomme *Françoise* de Nort, une seconde fois à la page 425, quatre fois à la page 426 avec ce même prénom de *Françoise*, page où elle est qualifiée d'épouse de Jean de Raffin et de mère de Jules César, et enfin deux fois à la page 427 où je parle de sa mort et où je donne son acte mortuaire avec son nom de Françoise.

C'est une question de bonne foi.

Mais où diable ! M. J. Beaune a-t-il lu que la terre de Laroque-Timbaut avait été achetée par Jean de Villemon en 1684 ? J'ai simplement écrit que les Villemon étaient seigneurs de Laroque-Timbaut *avant* 1684, ce que confirme le même M. J. Beaune en donnant la date exacte, 23 Juillet 1668.

J'arrive maintenant à la seule critique sérieuse et probablement fondée, puisque M. J. Beaune nous l'affirme. — Suzanne de Fumel serait la fille de Marc de Fumel et de Suzanne de Feytou. Je le veux bien ; mais nous aurions aimé, comme pour les premiers Raffin d'Hauterive, quelques petits bouts de textes pour asseoir nos convictions.

Quoiqu'il en soit, l'erreur que j'ai faite m'est en partie attribuable mais en plus grande part à l'auteur du 1^{er} vol. du *Nobiliaire de Gascogne et de Guienne*, par O. Gilvy (t. I, p. 36). — J'ai dit que Suzanne de Fumel était la fille de François de Fumel et de Jeanne de Caumont : j'aurais dû dire la *descendante*.

Somme toute, une fois la ventilation faite entre mes erreurs et la vérité, les critiques de M. J. Beaune se réduisent à relever l'imparfaite filiation de Suzanne de Fumel. Quoi d'étonnant pour ceux qui connaissent les broussailles et les halliers dont sont hérissées les généalogies, comme un sous bois d'où émergent seulement les hautes cimes ?

Quand on parle des morts, on en doit toujours parler avec respect *De mortuis nil nisi bene*.

Je n'ai vanté, ni dénigré Anthoinette de Rance ; j'en ai dit ce qu'il en fallait dire sans m'y attarder. Je suis sûr que les éloges de Vincent de Paul étaient mérités : je n'y contredis point. Je n'ignore pas que sa bienfaisance ne s'était pas seulement exercée pour les Lazaristes

établis près Ste-Livrade d'Agenais, dans le couvent de N.-D. de la Rose qu'on appelait la Mission. Je n'ignore pas non plus que les Annonciades de Villeneuve d'Agenais avaient participé à ses bienfaits; je sais aussi que, si elle assurait ses intérêts célestes, elle ne négligeait pas davantage ses intérêts féodaux et il me serait facile de trouver aux archives du département de Lot-et-Garonne la trace des poursuites exercées par elle contre des tenanciers retardataires pour l'acquittement des droits et devoirs envers la Seigneurie d'Hauterive.

Ces restrictions faites, j'ai trouvé dans les registres paroissiaux d'Hauterive la mention sèche et sans phrases d'un trait qui l'honore.

Pendant l'affreuse famine de 1630-1631, famine qui ravagea notre pays d'Agenais et y fit d'innombrables victimes, un de ces faméliques qui couraient alors les routes, tomba mort de faim à Coutaillou, sur le chemin qui va d'Hauterive à Ste-Livrade. Mademoiselle d'Hauterive, Thoinette de Ranse l'apprit. La grande dame eut pitié de ce malheureux et envoya le linceul dans lequel on roula le cadavre du mendiant mort de faim.

Ceci n'excuse pas les violences de son mari Philippe de Raffin.

Je n'ai de fétichisme pour aucune royauté, pas même pour la royauté populaire et encore moins pour les tyrans féodaux. Je défends ici les familles d'Hauterive qui habitent cette terre depuis quatre siècles et dont les aïeux ont subi les cruelles fantaisies d'un Seigneur haut justicier, dont la justice était sans contre-poids. Les officiers du Roi étaient si loin, les manants si abandonnés et si pauvres, les potences seigneuriales si près !

Les anecdotes ont du bon. Il ne faut pas les mépriser. Si elles sont fausses dans la matérialité de leurs détails, elles sont le plus souvent vraies au point de vue de la philosophie de l'histoire ou des mœurs. Il faut savoir en extraire la substantifique moelle. Elles ont ordinairement un sens historique exact. *Se non é véro, é bene trovato.*

Le lecteur me rendra cette justice que je ne les ai pas incorporées au récit mais qu'elles y sont collatérales c'est-à-dire présentées sous bénéfice d'inventaire. Je ne puis cependant résister au plaisir d'en citer une dernière.

Il s'agit toujours du vieux Perricard.

Il y a en face d'Hauterive un vieux chemin qu'on appelle les *Traverses de Perricard* qui chemine avec forces sinuosités dans la plaine. Ce dernier avait été tracé par les pas du seigneur d'Hauterive,

lorsqu'il se rendait chez ses amis les Cours de Pauillac et les Delshoms de Favols, ou bien à Villeneuve d'Agenois. Un jour, le vieux Perricard, suivant son chemin habituel, pestait contre la boue et les flaques d'eau qui gênaient sa marche. Un paysan, qui ne connaissait pas le seigneur d'Hauterive, travaillait par là. Le voyant irrité, le paysan lui dit : « Aco lou biel Perricard qu'a traçat aquel « cami et la fey tort coumo d'el » Philippe de Raffin le pria de lui couper une gaule et, s'en servant aussitôt, il frappa sa victime jusqu'au sang : « Aco t'apprendra à mal parla del biel Perricard ! »

J'en sais encore une autre concernant le dernier marquis. Je me garderai bien de la dire, car le lecteur français veut être respecté !

D^r L. COUYBA.



RYTHMES ET RIMES

BERCEUSE

(Sonnet bi-césure)

Voici la nuit, la nuit tranquille, où tout repose.
Viens, mon enfant, sur mes genoux ; viens, mon trésor ;
Pose ton front sur mon épaule, et, la nuit close,
Fais en dormant, dormant longtemps, des rêves d'or.

— Que rêve-t-il, en sa jeune âme à peine éclosée,
L'enfant mignon que vient bercer, lorsqu'il s'endort,
Un nouveau songe ? Il croit revoir sans doute encor
Le sein que prend, quitte et reprend sa lèvre rose ;

Il croit sentir, sur son front pur, un long baiser
Le caressant, bien doucement, pour l'apaiser.—
Dors, mon enfant ; dors, mon chéri, toi que j'adore.

Pour te garder de tout chagrin, sur ton sommeil
Je veillerai, sans me lasser, jusqu'à l'aurore,
Et je verrai s'ouvrir tes yeux, à ton réveil.

L. DE BOSREDON.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Liber miraculorum Sanctæ Fidis

Tout le monde sait au pays des Gascons que Sainte Foy vécut à Agen à la fin du III^e siècle et y mourut en 303.

Le tombeau de notre sainte devint bien vite célèbre et ses reliques furent l'objet de bien des convoitises, jusqu'au jour, où, par un de ces pieux larcins, si fréquents à cette époque, qui enrichissaient les couvents au point de vue spirituel et temporel, le moine Aronisde nous les enleva, et les transporta à Conques. Mais l'absence des reliques ne nous a pas fait oublier notre sainte; elle a même toujours été très populaire à Agen, et, d'après une légende, sa maison, située, dit-on, rue Garonne, jouissoit du droit d'asyle pour les criminels. Tout condamné qui en se rendant au lieu du supplice, à la place du Marché, parvenait à toucher la porte de la maison de Sainte Foy, avait la vie sauve. La popularité de Sainte Foy fut telle que de nombreux villages la prirent pour patronne, et que les Anglais, à la suite de leur séjour dans notre pays, emportèrent de ses reliques et lui dédièrent une chapelle dans la cathédrale de Westminster. L'histoire de notre sainte fait donc partie de notre propre histoire, et tout ce qui touche à son souvenir nous intéresse. Voilà pourquoi nous livrons à nos lecteurs les quelques notes qui suivent :

L'Abbé A. Bouillet a publié chez Alphonse Picard, le « *Liber miraculorum Sanctæ Fidis* » dans la *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*. Cet ouvrage est la reproduction d'un manuscrit de Schlestadt. En voici l'histoire, en même temps que celle des différentes copies plus ou moins tronquées qui en ont été faites ou du moins qui semblent en avoir été faites.

Les reliques de Sainte Foy sont à Conques depuis le règne de Charoloman comme le prouve une pièce du Cartulaire de Conques. Cette pièce commence par ces mots : *Actum die Martis, III Kalenda Au-*

gusti, anno IIII regnante Carlomanno rege et se continue ainsi : *Locum sanctum sanctæ Dei ecclesiæ, Conchas monasterii, etc., etc., hubi sanctus Vincentius et sancta Fides tumultuati quiescunt*. La translation des reliques était donc un fait accompli en 883 puisque Carloman régnait depuis 879.

Les merveilles opérées par la sainte attirèrent bientôt à son nouveau tombeau des foules de pèlerins. Arrivés à Conques, les pèlerins passaient la nuit dans l'église, pour assister à l'office des moines, et se préparer devant la statue d'or de la Sainte et devant ses reliques à la messe du matin. Souvent on portait en procession ce qu'on appelait la *Majesté de Sainte Foy*, c'est-à-dire sa statue, et alors s'accomplissaient des prodiges de toutes sortes qu'on appelait les *Jeux de Sainte Foy*. Sainte Foy se rendit presque aussi célèbre par ses *Jeux* que N.-Dame de Lourdes par les siens.

Sainte Foy eu d'ailleurs son Henri Lasserre : ce fut un moine d'Angers.

Chartres, l'antique foyer du druidisme, possédait au x^e siècle l'école la plus célèbre des Gaules. Parmi les étudiants les plus passionnés se trouva un nommé Bernard qui conçut une grande dévotion pour Sainte Foy. Les merveilles que Sainte Foy opérait à Conques lui parurent si incroyables qu'il résolut d'aller faire une enquête sur place. Il fit même vœu de s'y rendre le plus tôt qu'il pourrait, mais à peine avait-il fait ce vœux qu'il fut appelé à la direction de l'Ecole Episcopale d'Angers, où il resta trois ans, un peu malgré lui. C'est en quittant son Ecole qu'il se rendit à Conques où il resta vingt-cinq jours. Il recueillit auprès de témoins, souvent auprès de ceux qui en avaient été l'objet, les récits des miracles de Sainte Foy. Il en composa un important manuscrit dont il donna une copie à Fulbert de Chartres et une autre à Adalgarius abbé de Conques.

Il se rendit à Conques deux autres fois, dans la suite, emmenant même comme secrétaires, Bernier et Sigebald. Ces deux voyages lui permirent de recueillir beaucoup d'autres récits dont il fit un second livre.

Plus tard un autre moine ajouta à ces deux livres de miracles, mais sans vouloir donner son nom et en se contentant d'indiquer qu'ils n'étaient plus de Bernard, de nouveaux miracles qui forment un troisième et quatrième livres.

Il se fit beaucoup de copies du « Livre des Miracles » qui se répandirent dans l'Europe entière, mais malheureusement ces copies furent souvent tronquées. Les Bollandistes et Migne ont publié des parties

de quatre manuscrits : 1° de celui de la Reine de Suède ; 2° de Strasbourg ; 3° des Chifflet de Besançon ; 4° de Chartres.

Aujourd'hui on connaît cinq nouveaux manuscrits : 1° ceux de Conques ; 2° de Schlestadt ; 3° de Londres ; 4° de Namur ; 5° de Melk (Autriche).

Le manuscrit de Schlestadt, publié par M. Bouillet, est le plus beau et le plus complet de tous.

Il renferme d'abord l'épître dédicatoire de Bernard à Fulbert, puis quarante-sept miracles en deux livres. Le troisième et le quatrième livres sont dus à la plume du moine anonyme qui donne à l'ouvrage complet le nom de *Panaretos*, mot grec qu'il traduit lui-même par *omnium virtutum liber*.

Ce manuscrit a une importance de premier ordre non seulement pour l'histoire de Sainte Foy mais encore pour l'histoire du Midi. C'est une véritable peinture de mœurs. Nous y voyons décrits les usages aussi bien de la vie privée que de la vie sociale ; les mœurs des moines et des paysans aussi bien que celles des seigneurs et des soldats. C'est donc autant un document de premier ordre pour l'histoire religieuse que pour l'histoire profane en général, mais qui intéresse notre pays d'une manière toute spéciale.

A. BOUYSSY.

∴

PAUL MARYLLIS. — *Les Harmonies naturelles*, Paris, Société d'éditions scientifiques, 1899, in-18 de 399 pp. Prix, 4 fr.

C'est un vrai concours, aujourd'hui, pour rendre la science attrayante. On sait, quand il le faut, la dégager des froides nomenclatures et des formules. Les muses, belles et souriantes, gravent ses tablettes. Tandis que les professionnels peinent toujours en leurs laboratoires, tandis qu'ils cherchent sans trêve ou, solitaires, marchent de l'avant, ils ont trouvé des disciples pour divulguer leurs découvertes, pour répandre à profusion leurs enseignements dans toutes les mesures, celle que peut comporter le cerveau de l'enfant et celle qui convient aux hommes faits désireux de s'instruire encore.

Paul Maryllis (ce nom ne déguise plus pour nous Paul Biers, un vaillant Cadet de Gascogne) était des mieux préparés pour écrire un livre de divulgation scientifique : c'est un laborieux qui a beaucoup

appris et qui, sachant bien, exprime clairement ce qu'il sait ; c'est un poète, l'auteur de *Fleurs gasconnes*¹. De l'étroite association du savant et du poète est née une œuvre originale, bien équilibrée, d'une lecture facile et instructive. L'auteur a pu emprunter le titre même de son livre à Bernardin de Saint-Pierre sans être accusé de plagiat. La science a marché à pas de géant depuis le jour où ce dernier publiait *Les harmonies de la nature*, d'ailleurs avec le souci d'être avant tout poète — autant qu'on puisse l'être en prose — et peintre.

M. Biers a eu d'autres modèles dans les genres les plus divers, qui permettent de rapprocher les noms illustres de Châteaubriand et de Michelet, de ceux d'Elysée Reclus, de Jules Verne et de Flammarion. Toutefois, en s'inspirant des uns et des autres, il reste lui-même par la méthode et par l'exécution ; il remplit bien un programme tout pratique, qui peut se formuler ainsi : apprendre au lecteur le plus de choses possible dans la forme la plus brève et la moins ennuyeuse.

La substance d'un volume de Michelet ou de Jules Verne se trouve condensée en quatre ou cinq pages. Chaque chapitre pourrait servir de canevas aussi bien à une conférence dans une forme appropriée à un auditoire de gens déjà instruits qu'à une leçon de choses faite à des élèves des écoles primaires.

Si reserré que soit le tissu, il est paré de couleurs à sa surface. Les esquisses de tableaux abondent. Lisez les quatre pages d'un rendu puissant sur *L'ossature de la Terre*, autant sur *La puissance de la Mer*, autant sur *La chute des feuilles*. Les lettrés apprécieront ces petits croquis qui suffisent à caractériser de grands paysages, sur la région des Causses, aux cours d'eau souterrains, opposée au bassin de la Loire, fleuve au lit plat, aux flots étalés, aux rives changeantes, etc.

En appliquant à ce livre l'épigraphe :

Omne tulit punctum qui miscuit utile dulci,

je voudrais finir par un souhait, celui de le voir admis dans toutes les bibliothèques, dans toutes les écoles. Malheureusement, il reste à faire une restriction.

¹ Voir un compte-rendu sur ce charmant recueil dans la *Revue*, 1895, p. 476.

Dans la dernière partie *Les voiles d'Isis*, dans la finale *La résurrection de Pan*, surtout dans la préface, par M. le Dr G. Barbézieux, on trouve des affirmations ou vagues ou précises d'après lesquelles toute recherche de l'au-delà « la recherche des causes premières » aurait cessé depuis longtemps (?) d'être du domaine de la science. « La science » peut se passer du concept Dieu auquel elle n'aboutit « pas naturellement¹. »

Il n'en est rien. En dehors de toute confession religieuse, en purs spiritualistes, des divulgateurs tels que Flammarion et Louis Figuié n'ont pas cru déroger en écrivant *Dieu dans la nature* et *Le lendemain de la mort*. Ces livres datent d'hier. La philosophie aussi est une science.

L'argument des causes finales n'a pas cessé de servir de fondement aux plus hautes croyances et l'on n'est pas non plus fêru d'orgueil pour dégager quelque peu son âme individuelle de « l'âme universelle des choses. »

Cette critique porte uniquement sur le parti pris de l'auteur dans un débat qui toujours passionne et toujours divise profondément les hommes. Je souhaite plus que personne que le livre *Les Harmonies naturelles* ait de nombreuses éditions. Il en faudrait seulement une plus neutre *ad usum scholarum*. Obtenue avec la suppression facile d'une vingtaine de pages, elle passerait avec profit dans toutes les mains.

G. T.

..

Notice sur les Montpezat de Poussou et leurs alliances, par M. le Dr Couyba. Villeneuve-sur-Lot, imp. Renaud Leygues, 1899, in-8° de 30 pp.

La branche aînée de la grande famille féodale des Montpezat tomba en quenouille au commencement du xvi^e siècle. Les branches cadettes eurent une plus longue durée ; on a pu suivre, de génération en génération, pendant environ deux siècles de plus, celle des seigneurs de Laugnac et celle des seigneurs de Poussou.

M. Jules de Bourrousse de Laffore, dans le tome iv du *Nobiliaire de Guienne* (1883), M. A. de Bellecombe, dans son *Histoire de Mont-*

¹ Préface, p. 8 et 9.

pezat récemment parue, ont donné des généalogies des représentants de ces diverses branches ; mais leurs travaux contiennent quelques erreurs et ne sont pas exempts de lacunes. En ce qui concerne la branche de Pousson, ces lacunes viennent d'être comblées. La notice de notre excellent confrère, M. le Dr Conyba, est rédigée tout entière d'après des documents authentiques et notamment d'après les registres paroissiaux de la région qu'il explore avec une si grande ardeur.

Une généalogie ne se résume pas. Il nous suffira de dire que celle-ci est établie avec une parfaite méthode et une scrupuleuse exactitude dans les moindres détails.

G. T.

∴

Généalogie de la famille de Galz, par Pierre Meller. Bordeaux, s. d. (1899), imp. V^e Riffaud, in-8° de 16 pp.

Des membres de cette famille ont été barons de Galz de Malvirade, seigneur du Faudon, Malvirade, La Courrège, Le Cluzeau *Agenais-Bordelais*).



NÉCROLOGIE

M. FERNAND DE MAZET

[2 Décembre 1844 — 29 Avril 1899.]

La série noire continue pour la Société académique d'Agen. M. Fernand de Mazet vient de succomber, jeune encore, à la suite d'une longue maladie qu'un deuil cruel, la mort de sa femme, avait récemment aggravée.

Si le bonheur était de ce monde, on aurait pu croire que le bonheur lui était assuré. Sa fortune lui donnait l'indépendance et aussi le loisir, qu'il savait utiliser en homme d'étude. Sa femme, douée des goûts les plus artistiques, contribuait avec lui à meubler superbement, à orner d'une façon vraiment originale sa charmante villa de Bordeneuve.

Je garde le vivant souvenir d'une trop courte visite, faite, il y a moins de trois années, à notre regretté correspondant. Tandis qu'il me faisait les honneurs de sa riche bibliothèque et de ses salons, mon attention se portait d'un livre rare à un bibelot japonais choisi avec goût, de précieuses gravures coloriées du XVIII^e siècle à des étoffes de soie brochée de la vieille fabrique lyonnaise, des faïences de prix à des panoplies d'une composition et d'un arrangement pittoresques. Chez lui, rien de banal. J'admirais un portrait de petite fille, dans le genre préraphaélisme, avec des encadrements de feuillage formant un décor étrange et délicat et bien approprié à une figure rose. C'était l'œuvre de M^{me} de Mazet, une œuvre d'un art très personnel, élaborée avec amour ; c'était le portrait de leur fille aînée, alors toute petite, aujourd'hui un peu grandie et devenue doublement orpheline. Combien de tristesses possibles dès les premiers pas dans la vie !

Fernand de Mazet avait débuté par des publications sur des questions de droit et de constitution politiques¹. Il se mit assez tard à

¹ Leur énumération se trouve dans la Bibliographie si complète, si précieuse à consulter de M. Jules Andrieu.

réviser, à compléter les travaux historiques que son grand-père avait entrepris sur Villeneuve et les cantons de son arrondissement. *L'Histoire de Villeneuve-sur-Lot*, qu'il fit paraître en 1879, est une réédition, avec des additions qu'il jugea lui-même insuffisantes puisqu'il ne cessa pas d'ajouter quelque chose à cette monographie. Et, tout d'abord, un volume de 400 pages : *La Révolution à Villeneuve-sur-Lot*¹. C'est le meilleur livre qui ait été publié jusques à ce jour dans notre pays sur cette période de dix années pleine de grands événements, de péripéties tragiques, d'agitation féconde. Son auteur a surtout bien défini le contre-coup des nouvelles de Paris, éclatant dans un milieu provincial : terreurs, espérances, joies patriotiques, efforts dans la lutte, fluctuations de l'opinion publique.

M. de Mazet a fait aussi paraître dans notre revue, en 1896, une étude fort documentée sur *La Fronde à Villeneuve d'Agenais*. Vers le même temps, il mettait la dernière main à un manuscrit en cours de publication depuis l'année dernière² : *Etudes sur les statuts, actes des consuls et délibérations de jurade de la commune et juridiction de Villeneuve d'Agenais*. On en trouvera dans cette livraison même quelques pages dont sa main défaillante n'a pu corriger les épreuves. Se sentant frappé à mort, il avait souhaité d'en voir achever l'impression au commencement de cette année. C'était malheureusement impossible, à moins de détruire l'ordonnance d'un périodique qui exige de la variété. Il nous reste un profond regret de n'avoir pas pu lui accorder cette satisfaction. La suite, jusqu'à la fin, de ce mémoire de longue haleine sera répartie dans les livraisons de la revue pendant toute la présente année. Les travailleurs se survivent.

Notre confrère savait se distraire de ses études sérieuses en composant des ouvrages qui exigent de l'imagination et une plume alerte. Dans un délicieux petit livre, *Lou loung del Lot*, il a prouvé qu'il était un conteur de la meilleure école³.

C'est un ensemble d'amusants récits, écrits en patois de Villeneuve et traduits en français, alliant l'*humour* à la verve gasconne. L'au-

¹ Villeneuve-sur-Lot, imp. Victor Delbergé, 1895, in-8°. Voir le compte rendu sur cet ouvrage dans la Revue, 1895, p. 318.

² Revue 1898, p. 27, 106, 478, 536.

³ Voir le compte-rendu de cet ouvrage par M. Charles Ratier dans la Revue, 1897, p. 90.

teur fait rire et ne blesse pas. Il fait figurer des personnages, même officiels, nullement déguisés, bien connus à Villeneuve, dans les scènes les plus comiques et cependant il ne les rend pas ridicules. Nul moyen de se fâcher. Un semblable tour de force exige un tact peu ordinaire. Je sais que cette anthologie villeneuvoise a valu à son auteur les compliments les plus chauds et les plus sincères des meilleurs juges, entre autres Alphonse Daudet et Frédéric Mistral. Dans cet essai, Fernand de Mazet s'est montré en effet tout à la fois un bon disciple de l'auteur de *Tartarin* et un romanisant comme Mistral les aime.

M. de Mazet avait souhaité de faire avec ses collègues d'Agen quelques excursions archéologiques. Ces projets par grand dommage n'ont pas abouti ; il faut bien avouer que le gros de notre bataillon est un peu trop sédentaire. Entre lui et nous, il a manqué le voisinage, qui est souvent la préface des grandes amitiés ; mais, rien que pour l'avoir entrevu, nous l'aimions, nous l'estimions. Nous déplorons vivement sa perte.

G. T.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Mai-Juin 1899*. — A. Pingaud : Le Congrès de Vienne et la politique de Talleyrand. — E. Garnault : Les bourgeois Rochelais des temps passés. — Ch. E. Oelsner : Notice biographique accompagnée de fragments de ses Mémoires sur la Révolution française, publiée par A. Stern (*suite*). — *Bulletin historique*. — France moderne, par Lichtenberger et G. Monod. — Allemagne et Autriche : Travaux relatifs à l'histoire grecque, par A. Bauer. — *Comptes-rendus, Chronique*.

POLYBIBLION. — *Avril 1899*. — Le Dr Ferrand : Sciences biologiques. — J. Viard : Histoire provinciale. — *Comptes-rendus, Bulletin, Chronique*. — *Mai 1899*. — L. Maisonneuve : Philosophie. — C. Arnaud : Romans, contes et nouvelles. — L. Robert : Hagiographie et biographie ecclésiastique. — S. : Ouvrages récents sur Jeanne d'Arc. — *Comptes-rendus, etc.*

ANNALES DU MIDI. — *Janvier 1899*. — A. Jeanroy : Vie provençale de sainte Marguerite, d'après les mss. de Toulouse et de Madrid. — O. Granat : L'industrie de la draperie à Castres au xvii^e siècle et les Ordonnances de Colbert. — *Mélanges*, par A. Thomas, L. G. Pelissier et A. Leroux. — *Comptes-Rendus, Chronique*. — *Avril 1899*. — C. Douais : Un registre de la monnaie de Toulouse. Pièces inédites (1465-1483). — G. Doublet : Visites pastorales de Godeau dans le diocèse de Vence. — *Mélanges*, par A. Thomas, L. de Sancti et J. Ducamin. — *Comptes Rendus, Chronique*.

REVUE DES PYRÉNÉES. — *Mars-Avril 1899*. — H. Duméril : Les bibliothèques des Sociétés savantes. — Fr. Tresserre : Sonnets pour le Canigou. — G. Doublet : Un chroniqueur Ariégeois du xvii^e siècle. L'abbé J. J. Delescazes. — E. Connac : La Révolution à Toulouse et dans la Haute-Garonne. I. Des origines à la fin de l'Assemblée Nationale (*suite*). — M. Gáy : Un poète béarnais du xviii^e siècle. Cyprien d'Es-pourrin (*suite*). — Cercamon : Chronique du Midi. — *Bibliographie méridionale*.

ANNALES DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE BORDEAUX ET DES UNIVERSITÉS DU MIDI. — *Revue des lettres françaises et étrangères*. — *Avril-Juin 1899*. — E. Bourciez : Jasmin poète de sa terre natale. — A. Vulliod : Le pessimisme de Nicolas Lenau. — L. Bordes (professeur au Lycée d'Agén) : Arnando Palacio Valdés. — A. Mérimée : Bulletin hispanique. — C. Jullian : Un libraire de Montesquieu. — *Chronique, Bibliographie*.

REVUE DE GASCOGNE. — *Mai 1899*. — A. Lavergne : M. l'abbé R. Dubord. — J. Gardère : Histoire religieuse de Condom pendant la Révolution. III. — Documents inédits par MM. C. Douais et J. Lestrade. — Feu l'abbé Breuils : Un complot bonapartiste dans les Landes. — A. Branet : Essai de Chronologie de la construction de la Cathédrale d'Auch. — *Bibliographie, notes*. — *Juin 1899*. — P. Cabié : Les privilèges de Cologne-du-Gers au xiv^e siècle. — J. Decap : Précisions sur la fondation de Boulogne-sur-Gesse. — P. de Casteran : Lettres de M. de Froidour. — V. : Bagnères de Bigorre. — *Mélanges*, par MM. de Carsalade, Calcat, Palanque et Branaat. — *Bibliographie. Notes diverses*.

REVUE DES LANGUES ROMANES. — *Janvier-Février 1899*. — Er Stangel : Le chansonnier de Bernard Amoros (*suite*). — F. Castets : *I dodici canti*, épopée romanesque du xvi^e siècle (*suite*). — J. Ulrich : La traduction du Nouveau Testament en engadinois (*suite*). — *Bibliographie, Chronique*.

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Septième et Huitième livraisons de la 26^{me} Année.

Juillet-Août 1899



AGEN

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE AGENAISES

43, Rue Voltaire, 43

(ANCIENNES MAISONS NOUDEL ET LAMY)

1899

SOMMAIRE

	Pages
I. <i>Note sur un bas relief antique découvert à Agen</i> , par J. Momméja.	289
II. <i>Bibliographie des hommages rendus à la mémoire de Ph. Tamizey de Larroque, précédée d'une étude sur les principaux d'entr'eux et de notes intimes</i> , par le comte de Dienne.	293
III. <i>Deux relâches — Djibouti</i> , par J. de la J.	313
IV. <i>Le Marquisat de Ferrières (Lot) et ses seigneurs</i> , par F. M.	320
V. <i>Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne (1578-86)</i> par Ph. Lauzun.	342
VI. <i>Etude sur les statuts, actes des consuls et délibérations de jurade, de la commune et juridiction de Villeneuve d'Agenois (suite)</i> , par M. Fernand de Mazet.	355
VII. <i>Découverte de deux Cromlechs</i> .	375
VIII. <i>Dernier mot sur les Ruffin d'Hauterive</i> , par J. Beaune.	377
IX. <i>Poésies</i> , par Paul Maryllis.	378
X. BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE. — (P. Lauzun) : <i>Théophile et Paul Viau — Etude historique et littéraire</i> , par Ch. Garriçon. — In-8° de 327 pages.	380

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser *exclusivement* à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à	50 exemplaires,	10 fr.
8 — — — — —	100 — —	12 fr.
12 — — — — —	50 — —	14 fr.
12 — — — — —	100 — —	16 fr.
16 — — — — —	50 — —	15 fr.
16 — — — — —	100 — —	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



Cliché Ph. Lausun.

Phototypie Bellotti

BAS-RELIEF EN MARBRE, TROUVÉ A AGEN EN 1899

in the East

in the West

MAN-REDEEMED (1911) (RECEIVED IN 1911)

NOTE SUR UN BAS-RELIEF ANTIQUE

DÉCOUVERT A AGEN

Un homme, qui a laissé un bien triste renom parmi les archéologues du Midi, mais qui ne fut pas sans quelques mérites, et dont on peut tout au moins dire qu'il fut un chercheur des plus heureux, Alexandre Dumège faisant un jour les honneurs du Musée de Toulouse à l'un de nos amis, disait : Si l'on m'avait chargé de créer un musée archéologique à Agen, il serait aussi riche que celui-ci...

Ce n'était pas une exagération. Le rapide accroissement des séries lapidaires de toutes les époques installées au rez-de-chaussée de l'Hôtel d'Estrade est là pour le prouver. Si elles n'ont pas l'abondance et le grand aspect décoratif des collections toulousaines, elles renferment des morceaux d'une valeur artistique supérieure à tout ce que la capitale du Languedoc peut montrer, comme cette admirable Vénus du Mas, digne sœur de celle d'Arles, la statuette en albâtre de Tayrac, le bas-relief florentin de Monbran, sans compter les objets d'un intérêt purement archéologique, comme le casque gallo-romain de l'Hermitage, les trois tablettes diplômes du consulaire Lupicinius, la métope de Sainte-Bazaille, la tête de cheval d'Eysses, sans compter enfin les nymphes et les Tétricus de Chrétin qui, sculptés dans le local même du musée, prison au beau temps de ce faussaire savoureux, ne peuvent du moins tromper personne.

Et ce n'est pas seulement le musée qui proclame — chose rare — la vérité du propos tenu par l'indéfendable archéo-

logue, c'est encore le hasard des découvertes inopinées dont quelques-unes ont eu une réelle importance, comme les inscriptions de Capito et de Claudius Séverus, comme enfin le beau marbre sculpté dont nous donnons ici une reproduction.

Il a été trouvé en pleine ville d'Agen, le 22 avril 1899 en creusant une cave, sur un terrain appartenant à M. Barandou, horticulteur, sis boulevard Président-Carnot, et ayant appartenu jadis à la rue Grenouilla. C'est un fort beau bas-relief en marbre blanc pyrénéen mesurant quatre-vingt-dix centimètres de hauteur, sur soixante-cinq de largeur et vingt d'épaisseur, pourvu d'un encadrement, plus large en haut et en bas que sur les côtés, resté à peu près brut, probablement parce qu'il était caché par une forte moulure, de marbre également, dont un fragment a été recueilli en même temps que de nombreux débris de lambris de marbre diversement coloré, de menus moellons et de briques à rebords.

La sculpture est d'un fort bon travail, large et savant sans maigreurs comme sans recherche trop minutieuse des détails, bref une véritable sculpture monumentale destinée à être vue d'une certaine distance. Elle représente Apollon debout, entièrement nu, ayant auprès de lui un oiseau de grande taille, fort mutilé comme le dieu lui-même dont la face et l'avant-bras droit manquent et dont les deux jambes ont été presque complètement enlevées.

Tel quel, l'Apollon agenais répond bien à la description des hymnes homériques. « Le dieu était semblable à un homme plein de sève et de vigueur, dans l'éclat de la jeunesse ; une chevelure abondante se déroulait sur ses larges épaules ⁽¹⁾. » Cette chevelure relevée au sommet de la tête en touffe volumineuse que maintient le *strophium* —

(1) Hymne à Apollon Pythien, vers 271.

l'étroite bandelette que portaient seulement les dieux, les héros et les rois — laisse deux longues mèches onduler sur les épaules. C'est à peu de chose près, le type élégant et viril dont l'Apollon du Belvédère est le spécimen le plus connu. Le bas-relief nitiobrige a d'ailleurs une supériorité évidente sur la statue romaine, c'est qu'il n'a subi aucune restauration et qu'il ne saurait y avoir de doute sur l'attitude de la figure. Le dieu vient de s'arrêter et puise dans le carquois placé sur son épaule la flèche qu'il va lancer avec l'arc qu'il tient de la main gauche à la hauteur de sa hanche.

Jadis on ne publiait pas la moindre statuette de dieu ou de héros sans se croire obligé de raconter par le menu tout ce que Millin, voire même Chompré, avaient compilé de notes et de citations dans leurs manuels mythologiques. On ne se contente plus de si peu, maintenant ; à moins que l'on ne verse tout simplement dans la plus technique des concisions, on se laisse entraîner dans les plus abstruses considérations de mythologie comparée : « Autres temps, autres mœurs, autres oiseaux, autres chansons », disait Henri Heine, qui ajoutait : « Quels piaulements ! On dirait des oies qui ont sauvé le Capitole, .. », et cette boutade du poète me ramène au volatile fortement mutilé qui se dresse sur une sorte de socle carré, à la droite du divin fils de Latone.

Chaque divinité de l'Olympe avait ses animaux caractéristiques qui, fréquemment servent à les identifier. Auquel de ceux qu'on attribuait à Apollon, c'est-à-dire au cygne, au coq, au corbeau, au loup, au griffon, au serpent, au rat, au dauphin faut-il rattacher les restes peu distincts du marbre agenais ? Les mutilations sont tellement graves qu'il peut être dangereux de se prononcer. Les deux pieds apparaissent bien intacts et ne sont pas palmés, ce n'est donc pas un cygne ; mais, d'autre part la silhouette de l'oiseau est plutôt celle d'un palmipède que celle d'un coq ou d'un

corbeau. La sculpture, nous l'avons constaté, est faite pour être vue à une certaine distance. Cela étant, n'est-on pas en droit de supposer que le sculpteur s'attachant à l'ensemble et négligeant les détails, n'aura pas voulu perdre son temps à ciseler la membrane interdigitale du cygne, parce qu'on n'aurait pas pu la voir ? C'est un travail de simplification dont on pourrait trouver beaucoup d'exemples à toutes les époques de l'art.

Auprès du bas-relief il a été recueilli quelques débris de bronze qui ne sont pas sans intérêt : une grande aile de divinité, Victoire ou Cupidon, un large morceau du cou d'une statue de proportion colossale et dorée par places, une colonnette creuse ayant décoré l'angle d'un meuble ou d'un coffret⁽¹⁾, enfin une tige effilée terminée en large feuille à trois lobes, comme une triple feuille de laurier. Tous ces fragments gisaient au fond d'une assez grande fosse pleine de terre rapportée fortement mêlée de cendres et de charbons, à un mètre soixante de profondeur.

Espérons que de nouvelles découvertes nous apprendront si ces restes mutilés proviennent d'un temple ou du somptueux lairaire d'une riche habitation. En attendant, formons des vœux pour que ces trésors archéologiques viennent bientôt prendre place dans les galeries lapidaires du Musée d'Agen, auprès de ceux dont nous parlions en commençant.

J. MOMMÉJA.

(1) *Arca æraria*, un coffret de bois revêtu de feuilles de bronze estampées

BIBLIOGRAPHIE DES HOMMAGES

RENDUS

A LA MÉMOIRE DE PH. TAMIZEY DE LARROQUE

PRÉCÉDÉE

D'une Étude sur les principaux d'entr'eux et de Notes intimes

I

Une année s'est écoulée depuis que Philippe Tamizey de Larroque a été ravi à l'admiration des savants et à l'affection de ses amis ¹ et le souvenir « du plus grand érudit que l'Agenais ait produit depuis Joseph Scaliger ² », rappelé de jour en jour par de nombreuses études biographiques, est plus vivant que jamais. On a pu écrire avec raison que, depuis la mort de Peiresc « qui fut déplorée dans toutes les langues, jamais la mort d'un savant de province n'avait provoqué une telle et si vaste émotion ³. »

Ces éloges signés des noms de MM. Léopold Delisle, Tholin, de Berluc-Perussis et arrivant, au lendemain du fatal événement, de Paris, d'Agenais, de Provence sont-ils exagérés et proviennent-ils surtout de l'attachement profond qu'inspirait celui auquel ils s'adressent ?

Assurément non. Ils ne sont que l'expression de la vérité. L'amitié qui les proclama resta dans les limites de la plus scrupuleuse exactitude, et, en accomplissant un devoir, elle ne dépassa pas ses droits.

¹ Dépêche de M. L. Delisle à M. Henri Tamizey de Larroque. Paris, 26 mai, 6 h. 45 soir. V. Notice Couture.

² Notice de M. G. Tholin.

³ Notice de M. de Berluc-Perussis.

Il ne nous appartient pas de poursuivre la comparaison faite entre Joseph Scaliger et Tamizey de Larroque. On en trouvera les éléments dans la liste des travaux de notre regretté confrère, liste esquissée par lui-même, publiée une première fois par J. Andrieu, sous le titre de bibliographie tamizeyenne ¹ et qui, après avoir donné lieu à de précieux développements de la part d'un certain nombre de biographes, fait l'objet de la très intéressante et très complète publication de M. J. Momméja ².

Nous nous sommes imposés un rôle plus modeste en essayant de justifier, par une bibliographie des hommages rendus à une chère mémoire, l'appréciation si vraie de M. de Berluc. Ces hommages parlent d'eux-mêmes et par leur nombre et par la valeur des hommes qui en sont les auteurs ; néanmoins, avant de passer à une nomenclature toujours un peu sèche, nous ferons ressortir, en quelques mots, le trait caractéristique des principaux d'entre eux. — C'est là un véritable travail de mosaïque, selon l'expression de M. Léonce Couture, travail délicat pour lequel nous demandons l'indulgence du lecteur et, plus encore, celle des écrivains dont nous analysons la pensée. — A leurs impressions diverses, nous ajouterons les nôtres relatives, moins au savant, si connu dans le monde de l'érudition, qu'à l'homme aux grandes et rares qualités dont nous avons été l'hôte. Comme ceux qu'il a reçus nous pourrions vanter la cordialité de son accueil, le charme de sa conversation, son stoïcisme dans les plus cruelles épreuves. Nous préférons le laisser parler en reproduisant à l'exemple de M. l'abbé Dubarat, plusieurs de ses lettres. Sa physionomie se dégagera de cette lecture et quelques renvois faits à ses publications achèveront de faire apprécier son cœur et son esprit.

* * *

Pour bien comprendre le caractère d'un homme, il faut l'étudier dans ses origines et M. Audiat a été bien inspiré de nous parler longuement de la famille de Tamizey de Larroque vivant, pendant plu-

¹ *Bibliographie de l'Agenais*, par J. Andrieu, V. Tamizey de Larroque.

² Essai bio-bibliographique dans la *Correspondance historique et littéraire*. Lire dans les biographies les appréciations bibliographiques de MM. Audiat, Léonce Couture, Chérot, Tourneux, etc. M. Momméja dans la partie *biographique* fait d'excellentes observations sur l'esprit critique de Tamizey de Larroque.

sieurs siècles, de la véritable vie française, en rapports constants par ses alliances ou par les charges qu'elle exerçait, à Contaud, avec la noblesse, avec la bourgeoisie, avec la population de la ville et de la campagne. Aussi, fidèle au sang qui coulait dans ses veines, Tamizey de Larroque fut, toute sa vie, — pour nous servir d'expressions modernes prises ici dans leur sens le plus large, — non seulement un grand nationaliste, mais encore un traditionnaliste convaincu. Il aima la grande et la petite patrie ¹ et, s'il quitta souvent cette dernière, quoi qu'en aient dit les journaux de la capitale ², ce ne fut jamais sans joie qu'il y revint, rapportant de ses voyages, comme l'abeille travailleuse, une fortune destinée à enrichir l'histoire du pays natal et aussi celle de la France. Nouveau Pic de La Mirandole, sa prodigieuse mémoire et sa facilité extraordinaire de travail lui avaient permis de parier, étant alors élève du lycée de Cahors, qu'il répondrait sur tous les objets des sciences, *de omni re scibili* ³; aucun des sujets traités par le dictionnaire historique de Bouillet qu'il refit, du reste, en partie, ne lui était étranger. Dans ces conditions, il ne pouvait se restreindre à l'histoire provinciale et, quoique plaçant avant tout l'étude des annales du Sud-Ouest, il écrivit, on peut le dire, pour toutes les provinces. — Aussi aucun travail ne fut plus dans ses goûts que cette magnifique publication de la Correspondance de Peiresc qu'il ne put malheureusement achever, où tous les sujets sont traités, où tous les pays sont nommés. Peiresc lui plaisait autant par la largeur de ses pensées que par ses relations avec un si grand nombre d'hommes appartenant à des classes, à des nations, à des religions différentes et apportant, chacun, comme le reflet de leurs milieux. Quelle excellente école pour sortir des petits cénacles où la nourriture intellectuelle est toujours la même, où les idées préconçues ne savent se modifier ! L'indépendance de l'esprit qui permet de voir juste et de juger sainement, d'accueillir, avec la même cordialité, les personnes d'avis opposé ⁴ et de prendre, dans leur conversation, ce qui semble le plus conforme à la vérité, dans

¹ Selon l'heureuse épigraphe de *Lettres inédites de quelques hommes célèbres de l'Agenais* : « Il faut aimer de tout son cœur la grande patrie et encore plus, s'il se peut, la petite patrie. » Cette épigraphe a été très heureusement citée par M. de Berluc-Perussis dans une de ses dernières publications. — V. aussi Notice Momméja.

² Voir dans la *Bibliographie des hommages* les comptes-rendus de ces journaux.

³ Notice Chérot, p. 20.

⁴ Notice Audiat, p. 24.

l'expression de leurs sentiments, ce qui est bon, ce qui est beau, ce qui est noble, laissant le reste au vulgaire, cette indépendance de l'esprit qu'il avait certainement développée, il la tenait de son père qu'on nous présente comme un fidèle du trône et de l'autel mais également éloigné des coteries qui amenèrent la chute du premier et de celles qui peuvent compromettre le second ¹. Son aïeul, dont il a raconté des anecdotes empreintes de cette gaieté toute française que les soucis contemporains ont fait disparaître de nos maisons, lui avait légué un caractère plein d'entrain, un abandon plein de franchise, un esprit très fin, parfois légèrement gaulois, mais toujours d'excellente compagnie ². D'un grand'oncle ³, il tenait ce robuste appétit qu'admiraient ceux qu'il invitait à sa table ⁴. Son goût pour les classiques lui venait d'un autre oncle, de Tamizey, « vieux garçon, grand humaniste, feru de Virgile et surtout d'Horace ⁵ » dont il avait épuisé la bibliothèque, après avoir lu tous les livres de celle de son père. Il n'est pas jusqu'à sa pitié pour les animaux dont il hérita de son oncle, le général Delmas de Grammont, auteur de la célèbre disposition législative qui porte son nom. Tout le monde a retenu le joli mot que Tamizey de Larroque cita, à Miramont, lors de l'inauguration de la statue du général. Un jour, impuissant à arrêter les brutalités d'un charretier : « Je suis le neveu de la Loi avait-il déclamé ! A ce mot redoutable l'homme crut voir apparaître les gendarmes, les juges, la prison. Il s'adoucit comme par enchantement, cessa de jurer, remit son fouet sur l'épaule et aida le bon géant (on appelait ainsi le héros de cette histoire) à décharger la voiture qu'un cheval trop faible ne pouvait traîner ⁶.

On prétend que M. Jules Delpit, le fondateur des *Archives historiques de la Gironde*, fut son premier maître pour les travaux d'érudition. Il aimait à le dire. En réalité, M. Delpit ne fit que développer chez lui un goût qui datait de sa sortie du lycée, qui, à dix-sept ans, lui faisait emporter sous son bras, presque sans s'apercevoir de leur

¹ Notice Audiat, p. 9. Notice H. Berr.

² *Le chroniqueur Proché* (œuvre posthume), p. 15, 16, 19.

³ Il parle de cet oncle Tamizey de Lamothe, mort garde du corps du Roi dans la notice : *Un petit neveu de Châteaubriant*. Edouard de Biassac, Agen, Lamy, 1877.

⁴ Notice Audiat, p. 12. On y trouve de piquants détails à ce sujet.

⁵ Id., p. 10.

⁶ Ce trait a été rapporté par le P. Chérot dans sa notice, p. 7.

poids et, pendant les dix kilomètres séparant Marmande de Gontaud, deux gros volumes in-8° des *Fœdera* de Rymer, qui, à Paris, quelques années plus tard, lui faisait subir toutes les privations, mépriser tous les adoucissements compatibles avec la vie d'étudiant pour recueillir toujours plus d'inédit¹.



Véritable type de la race française, imbu de sentiments généreux et chevaleresques, Tamizey de Larroque soutenait la cause du droit sans aucune préoccupation personnelle et, quelques jours avant sa mort, allant remplir à Gontaud ses devoirs de citoyen, il constatait, non sans mélancolie, qu'il était toujours du côté des vaincus « dans les « luttes électorales comme dans la guerre de la Grèce contre la Turquie et de l'Espagne contre l'Amérique². » — Sa grande loyauté se remarquait surtout dans ses rapports avec ses confrères. Il était, sans doute, trop riche pour leur porter envie, mais dans un sentiment d'exquise délicatesse, loin de s'approprier la plus petite parcelle des études d'autrui, il les citait pour attirer sur elles l'attention. Les éloges dont il les faisait suivre, trouvés excessifs par quelques-uns, n'étaient, en réalité, que l'expression sincère d'une pensée pleine d'indulgente bonté. Combien de chercheurs ont été ainsi encouragés par lui et combien ce « bénisseur », puisque le mot a été prononcé, a fait éclore de travaux d'histoire sous sa bénédiction fécondante ! — Du reste, ses amis l'ont vengé du reproche — précieux dans ce temps de dénigrement systématique — d'avoir été trop bienveillant. Ses critiques, pour n'être pas prodiguées n'en étaient que plus remarquées et allaient droit au but. Ni acerbes, ni empreintes de ce pédantisme qu'on peut rencontrer souvent sous la plume des Zoïles chez lesquels « l'art est difficile », elles étaient pleines d'esprit et assaisonnées de ce sel attique si rare de nos jours. Quelle jolie épigramme que celle dont il salua le prix de 20,000 francs accordé par l'Institut à l'Histoire

¹ Notice Audiat, p. 12.

² Notice Couture, p. 38.

de France d'Henri Martin! Cette grosse somme représentait à peine, disait-il, « quatre sous par erreur ¹ ! »

Mais c'est surtout contre l'étranger qu'il fut le véritable défenseur de la science française. Ainsi, en cet historien à la carrure de général, semblaient revivre les vieux héros dont il aimait à rappeler le souvenir. A propos de Thomas A. Kempis et de l'Imitation de Jésus-Christ, il dressa contre les allemands des batteries aussi redoutables que celles employées jadis contre les Impériaux par Jacques Galiot de Genouillac, seigneur d'Assier, grand maître de l'artillerie sous François I^{er}, et, par une singulière coïncidence, l'homme de guerre et l'homme de lettres ont dicté leur propre épitaphe dans une pensée commune ².

Nous devons encore rattacher au « traditionnalisme » de Tamizey de Larroque, ainsi qu'à son amour de la justice et de la vérité, la lutte ardente qu'il soutint dans la *Revue des questions historiques* pour défendre Fénelon contre les attaques d'un pasteur protestant. Il mit toute son âme dans cette défense et c'est, sans doute, à ce sujet qu'il raconta, un jour, ce qu'on pourrait appeler le crime d'un correspondant de l'Institut ³. Les deux lettres qui contiennent ce récit, — peut-être les plus spirituelles qu'il nous ait été donné de lire du cher disparu — adressées à la comtesse de Robersart, sont malheureusement perdues. C'était à la suite de quelque fête religieuse, en un presbytère voisin. Le rôti se faisait attendre, les conversations languissaient, les figures s'allongeaient... Obsédé par ses souvenirs de lettré,

¹ Notice Audiat, p. 17. Lire à cette page le quatrain contenant la célèbre épigramme. Tamizey de Larroque était, depuis son enfance, habitué à ce genre dont ses cahiers de lycéen contiennent déjà de charmants et nombreux spécimens.

² Il parle de Galiot dans *Antoine de Noailles à Bordeaux* (p. 11, texte et note 1^{re}, et aussi page 2). L'épitaphe du général quercynois est ainsi gravée, sur son tombeau, à Assier :

Cy gist celui qui n'eust jamais propos
De reposer dans la vie mortelle,
Ses longs travaux luy ont donné repos
Car, par ses faits sa vie est immortelle !

Combien nous préférons celle de Tamizey de Larroque qui, dans sa grande simplicité, en dit plus que toute la phraséologie du xvi^e siècle :

Ci-gît un travailleur !

A propos de cette dernière épitaphe, voir Notice Henri Berr.

³ A ce propos nous rappelons que A. France dans le *Crime de Silvestre Bonnard*, membre de l'Institut, Paris, Lévy, 2^e éd., 1881, p. 142, cite les publications « pleines de choses » de Ph. Tamizey de Larroque.

Tamizey de Larroque voulut, *en disant une histoire*, calmer les estomacs impatients. « Messieurs,, commença-t-il, je dois vous faire « une confession publique. J'ai assassiné un homme ! » — A ces mots, la figure de l'évêque devint sévère, l'archiprêtre, qui connaissait la grande sensibilité du narrateur, même envers les animaux, prit une expression d'étonnement et d'effroi, les vicaires généraux levèrent les bras au ciel, les pauvres curés du voisinage étaient atterrés... Et le rôti n'arrivait toujours pas. La suite au prochain numéro, s'empresse d'interrompre l'épistolier modèle en terminant sa lettre. Avec quelle impatience la suivante dut être attendue de la comtesse !... Enfin, quelques jours après elle lui parvint, continuant ainsi : « Oui, « Messieurs, j'ai assassiné un homme !... Mais je dois vous dire que cet homme était un pasteur protestant ! » — Cette déclaration amena aussitôt une détente des physionomies. La pieuse assistance n'approuvait certainement pas, mais on lisait dans tous les yeux, devenus plus attentifs et tout à fait bienveillants que le chrétien qui s'accusait ainsi lui-même, selon les usages de la primitive église, allait avoir le bénéfice des circonstances atténuantes ¹. En racontant cette anecdote, nous n'avons pas besoin de rappeler quel attachement Tamizey de Larroque éprouvait pour la religion romaine qu'il considérait, en particulier, comme la partie la plus précieuse de l'héritage de notre race latine et le respect qu'il professait pour ses ministres dont un grand nombre étaient pour lui de vrais amis. Ces derniers, comme le ministre protestant assassiné, qui — nous l'espérons bien — se porte à merveille, nous pardonneront de présenter ici cette observation si fine du maître prise sur le vif et dénotant une profonde connaissance du cœur humain. En effet, pour ceux qui ont l'habitude de discuter les questions confessionnelles — et à quelque religion ou secte qu'ils appartiennent — la tendance à l'absolu qui rend parfois intraitable vis-à-vis des adversaires, prédispose d'autant plus à l'indulgence vis-à-vis des alliés. — La fin du diner, égayée par le récit de l'*écrasement* du huguenot, fut un véritable triomphe pour le spirituel narrateur ¹.

¹ Lire en tête des *Lettres d'Espagne* de la comtesse J. de Robersart (1866) l'admirable préface qui est un véritable modèle du genre et dont les biographes de Tamizey de Larroque ont trahi l'anonymat. V. Notice Couture, p. 44, note 1. etc. Ce livre a été réimprimé chez Desclée. Bruges, 1879.

¹ Est-il utile de nommer ici le grand nombre de savants appartenant à la religion réformée avec lesquels Tamizey de Larroque avait les rapports les plus fréquents et les plus affectueux. MM. Monod, de Bordier, etc.

Nous nous souvenons avoir lu ces lignes dans une préface des œuvres de Voiture : « Quoiqu'en autre chose, il ait aimé la raillerie il n'a jamais rien écrit de satyrique et l'on ne voit rien de lui qui ne soit à l'avantage de ceux dont il a parlé ». Ceci s'applique, généralement aux œuvres de Tamizey de Larroque¹. Mais s'il n'aimait pas donner libre cours à son esprit, craignant qu'il ne dépassât les limites de la plus grande charité, il laissait à son cœur pleine liberté. Et unissant, par un même et indivisible lien, son attachement aux mœurs ancestrales et son amour pour un pays dont il connaissait si bien, par ses travaux comme par son expérience personnelle, les dispositions généreuses, il lui arrivait, au cours d'une étude historique, d'atteindre un degré d'éloquence d'autant plus sublime qu'il n'était pas recherché².

Philippe Tamizey de Larroque avait, à la fois, un grand esprit et un grand cœur. Si le premier le poussait vers les investigations historiques, le second lui faisait aimer avec passion la nature. Et cette dualité de goûts est si rare, des recherches à la précision presque mathématique et des sensations de véritable poète, qu'on nous permettra de signaler ici ce côté de son caractère³.

Lorsqu'on étudie le passé, on s'arrête involontairement, presque inconsciemment, devant certaines figures pour lesquelles on éprouve une invincible sympathie. De même, dans la vie, on recherche des personnes qui plaisent d'abord et dont on se fait des amis. Mais de combien les amis du passé l'emportent sur ceux du présent ! Alors que l'image des premiers, à jamais fixée, brille toujours du même éclat dans le ciel où nous l'avons placée, celle des seconds, hélas ! trop souvent voilée, laisse à nos yeux, cruellement surpris, une vision aussi douloureuse que le sont les désillusions de notre esprit. Celui qu'en Provence on appelle Peiresc II⁴, avait de grands amis dans le passé. Indépendamment de son héros, il rappelait parfois Bernardin de Saint-Pierre, mieux encore François d'Assises. Il avait connu les représentants de cette Société brillante qui, à la veille de la Révolution, avaient rêvé la vie pastorale et il aimait aussi à considérer cette figure

¹ Les œuvres de M. de Voiture. Paris, Clousier, 1734. Préface. — « Cet esprit si piquant qui jamais ne piqua ». Notice de Berluc-Perussis.

² Quel patriote ne serait ému par la lecture des lignes enthousiastes consacrées par lui à la chasse de Saint Louis ? V. *Reliques de saint Louis à Lamontjoie*, p. 4.

³ V. Notice Berr, 4^e alinéa.

⁴ Il était le Peiresc de notre époque dit, à son tour, la *Correspondance historique et archéologique* (n^o du 25 juin 1898).

de Saint du xiii^e siècle « à la douceur incomparable qui se détour-
« nait de son chemin pour ne pas écraser, sous sa sandale, la fourmi
« voyageuse et qui disait affectueusement aux hirondelles, décrivant
« au-dessus de sa tête leurs spirales gracieuses : Volez en paix, mes
« sœurs ¹. »

La même pensée qui devait, plus tard, décider l'impression des pa-
ges destinées à immortaliser l'arbre « vénérable », l'arbre « protec-
teur ² » du vieux domaine patrimonial de Larroque avait aussi engagé
le maître prévoyant à lui donner un successeur. « J'ai planté, nous
« écrivait-il, près de mon pavillon, un ormeau qui, dans mes espéra-
« ces, était destiné à le dépasser, à l'ombrager tout entier. Or, la
« chématobie l'a attaqué et il faut que vous soyez son généreux mé-
« decin ³. » Dans la crainte que l'affreuse chenille, malgré les moyens
de préservation aussitôt envoyés, ne vint à bout de ce jeune arbre et
désireux aussi de prolonger ses promenades afin de satisfaire aux
prescriptions de la Faculté, il voulut acquérir un petit bois voisin de
son habitation. Il éprouvait une véritable joie d'enfant à la pensée de
jouir de la vue et de l'ombre des grands chênes dont il offrait le prix
que l'on voudrait, les estimant pour lui au delà de toute valeur vénale
et il nous écrivait, à ce propos, ces lignes charmantes : « Je transfor-
« merai ce coin de bois en une grande volière, toujours ouverte. Un
« abri avec la liberté ! Quoi de plus précieux ? Dans cette retraite
« sacrée, les oiseaux de tout plumage seront comme en paradis. Déjà,
« je répands, lors de mes promenades, les miettes de pain dans mes
« allées pour leur nourriture. Plus que jamais, dans les allées de ma
« future garenne, je me livrerai à ces distributions charitables et, de
« plus, je confierai au vent des flocons de laine pour que les nids soient
« plus faciles à préparer et plus doux à habiter ⁴. » — Alors que, mal-
gré une réponse négative, Tamizey de Larroque espérait encore voir

¹ *Les Reliques de Saint Louis à Lamontjoie*, p. 4.

² *Le Vieux Châtaignier*. Saint Etienne. Boy. 1897.

³ Ces lignes font allusion à des expériences faites dans le domaine de Cazideroque et à un rapport sur la Chématobie que nous avons présenté à la *Société nationale d'Agriculture de France* et dont M. Tamizey de Larroque rendit compte dans la *Revue Catholique de Bordeaux*, n° du 10 octobre 1893. — L'ormeau existe toujours en face du châtaignier et promet de l'égaliser un jour. — La lettre citée est du 12 octobre 1893. Les lettres de T. de L., dont le destinataire n'est pas indiqué, nous sont adressées.

⁴ Lettre du 23 janvier 1892.

ses offres acceptées, il eut un matin une cruelle surprise. Laissons le la raconter :

« la semaine dernière, j'entends des coups de hache
« appliqués dans le petit bois qui est l'objet de mes ambitieuses con-
« voitises. Ces coups de hache retentissent jusqu'au fond de mon
« cœur. Je me précipite vers *mon promenoir* manqué et je me trouve
« en présence d'un bucheron qui accomplissait la sinistre besogne avec
« un entrain digne d'une meilleure cause. Je lui demande des expli-
« cations. Il me répond qu'il fait *de la bûche*. Je voulais répliquer....
« je m'arrêtai. Le destructeur de *mon* pauvre bois n'était pas plus
« responsable que le bourreau qui coupe une tête ; l'un et l'autre ne
« sont que des *instruments*. Cinq arbres, les plus beaux de l'objet de
« mes rêves ont été abattus. Toutes mes illusions sont tombées avec
« eux ! Que pourrait désormais être pour moi un bois privé de ses
« plus beaux chênes, par conséquent de ses plus grands *charmes* ? Je
« renonce donc à toute pensée d'acquisition. Mais quelle cruelle ré-
« pousse faite à mes prières !... M'assommer à coups de bûches, moi,
« un si bon voisin !

*
* *

Tamizey de Larroque était très attaché à ses amis : « Ce triste
« monde, écrivait-il, serait infiniment plus triste encore s'il n'était
« doucement éclairé par ces bonnes amitiés que je compare aux bien-
« faisantes lumières qui guident le voyageur dans la nuit sombre et
« aux charmantes fleurs de bruyère qui égayaient l'aridité des landes². »
Un de ses meilleurs amis fut une femme, la comtesse Marie de Ray-
mond qu'il aimait « comme une sœur » et dont il était aimé « comme
un frère. » Tous ceux qui se sont occupés d'histoire ou de littérature,
dans l'Agenais, depuis une trentaine d'années ont connu la chanoi-
nesse de Raymond et apprécié la cordialité et la simplicité de son

¹ Lettre du 14 mars 1892. En homme d'esprit il plaisante encore sur ce sujet dans plusieurs autres lettres... « Le bois rasé pourrait tout au plus fournir des cure-dents.. » Mais combien ses lignes semblent justifier, en cette déconvenue qui lui fut si pénible, le mot célèbre de Figaro *qu'il faut se hâter de rire de tout de peur d'être obligé d'en pleurer* !... (*Le Barbier de Séville*, acte 1^{er}, scène 11).

² Lettre du 3 septembre 1896.

accueil, la largeur de son esprit, plutôt viril, et sa vaste érudition qui n'avait d'égale que sa modestie. Son salon était un centre où les jeunes travailleurs, encouragés par elle, se rencontraient avec leurs aînés et nous y avons passé de trop bonnes heures pour parler de celle qui en faisait les honneurs sans adresser à sa chère mémoire un souvenir respectueux et ému¹.

M. Louis Audiat, président de la Société des Archives de la Saintonge et de l'Aunis dont la facilité de travail peut être presque comparée à celle de notre regretté confrère, ne passait guère d'années sans venir le voir dans sa retraite. Il est inutile de dire que ce dernier étant la providence des chercheurs, ses voisins étaient naturellement les plus empressés à venir mettre à contribution son inépuisable bienveillance. M. Audiat a donné les noms des visiteurs assidus du pavillon Peiresc, dans son excellente étude biographique. Tamizey de Larroque, en effet, avare de son temps (la seule chose dont il était avare !) au point de s'interdire de sortir de chez lui et d'accepter les invitations qui lui étaient faites, engageait à venir partager sa table, à coucher sous son toit, heureux lorsqu'on répondait à son appel. Et quels dîners on faisait à cette table hospitalière où la variété et l'abondance des mets rivalisaient avec leur qualité ! Quels gais propos s'échangeaient dans cette salle à manger où on était *entre honnêtes gens* comme le déclarait le maître, où la plus grande simplicité était de règle et d'où était proscrite impitoyablement toute froide étiquette.

Il étendit son appel jusqu'à l'Auvergne et plusieurs savants de cette province acceptèrent de venir visiter l'éminent correspondant de l'Institut avec lequel ils avaient depuis longues années, un commerce de lettres. Celui-ci insistait de la façon la plus gracieuse : « Il faut « absolument que ce charmant programme se réalise. Il faut que « l'Auvergne, représentée par ses plus distingués et plus aimables « enfants, fasse une invasion en Gascogne ; il faut que vos amis, qui « sont par cela même les miens, et qui sont habitués aux escalades « grimpent d'abord à Cazideroque et ensuite ici. Mon pavillon est « bien petit, mais ses murailles se dilateront au besoin et son enceinte

¹ V. la belle étude biographique de Tamizey de Larroque sur la comtesse de Raymond, dans laquelle celui-ci déclare avoir échangé avec son amie plusieurs milliers de lettres conservées précieusement par chacun des deux correspondants. Cette étude, ainsi que celle de MM. Magen et Tholin, a été imprimée en tête du catalogue du fonds Raymond, rédigée en 1889, par notre savant archiviste de Lot-et-Garonne et imprimée chez Lamy.

« s'élargira ¹ pour recevoir tous ces hommes d'élite au triple point de
« vue du cœur, de l'esprit et. . . . de l'appétit. Nous formerons un
« magnifique groupe d'honnêtes gens qui seront d'autant plus gais
« causeurs et plus solides convives qu'ils seront plus honnêtes. Vous
« n'avez pas oublié mon cri d'admiration, jeté au milieu de nos proues-
« ses gastronomiques. Je le répèterai avec plus d'énergie encore quand
« vous serez tous là. C'est donc bien convenu. Vous accourrez à mon
« vibrant appel : A moi, Auvergne ! Nous ferons de la biblio-
« philie avant et après le repas. Nous boirons à la santé de tous les
« bibliophiles passés et surtout présents. Comme la place manquerait
« au castel de Bistauzac ² pour coucher tout le monde, nous ferons des
« lits — bien simplifiés — dans mon cabinet de travail pour MM. Las-
« combes ³, Le Blanc ⁴, et Vernière ⁵. Ils dormiront paisiblement en-

¹ M. Henry Tamizey de Larroque un peu inquiet au sujet de la *dilatation* des murs du pavillon nous écrivait quelques jours après ; « Où coucheront tous nos savants ?... Au pailler ??? ».

² Propriété de notre confrère, M. Joseph Beaune.

³ M. Lascombes, bibliothécaire de la ville du Puy, est bien connu par ses nombreuses et intéressantes études sur le Velai.

⁴ On voit dans la *Bibliographie des livres de raison* la riche contribution que M. Paul Le Blanc, un des savants qui connaissent le mieux l'histoire d'Auvergne, fournit à T. de L. En revanche, il lui demanda un exemplaire de la plaquette rarissime : *Joseph Gonin, et le vignoble de Saint-Joseph*. Les regrets de l'auteur qui n'en possédait plus de ne pouvoir obliger un ami, ses démarches pour le satisfaire, sa joie enfin d'y être parvenu forment deux perles de l'écrin épistolaire de T. de L. Nous ne pouvons résister au plaisir de les montrer ici : « Ah ! cher monsieur, quel coup vous m'avez porté en
« me demandant celle de mes cent soixante publications — hélas ! oui, je dis cent soi-
« xante et j'en frémis ! — celle donc de mes cent soixante publications que je peux le
« moins vous donner. J'admire la fatalité qui a voulu qu'un galant homme choisisse
« précisément sur une liste aussi considérable le numéro qui est le plus difficile de
« trouver. Laissez-moi vous dire que la toute petite notice sur Joseph Gonin n'a été
« tirée qu'à soixante exemplaires, que j'en ai distribué, du premier coup, une cinquan-
« taine, que, cette distribution faite, M^{lle} Gonin, avec une insistance que justifiait sa
« piété filiale, n'a cessé de réclamer de moi quelque nouvel exemplaire pour les amis de
« son père. Me voila démuni et d'autant plus contrarié que je n'ose vous donner le
« plus petit espoir. J'ai conté mes chagrins à M^{lle} Gonin, la priant de venir à mon se-
« cours. La sainte fille m'a bien promis d'écrire en Bourgogne pour essayer de ral-
« traper un des oiseaux rares, mais lâchera-t-on un des pauvres oiseaux ou pour mieux
« dire oiselets. Et ce qui, pour moi, dans ce cruel embarras est particulièrement cruel,
« le voici, dit en toute franchise. Vous m'avez écrit un mot infiniment trop flatteur au
« sujet d'un *talent littéraire* supérieur à celui du bon Peiresc. Eh bien ! si jamais une
« de mes trop nombreuses productions a mérité quelque chose d'un aussi bel éloge,

« tourés de mes livres et sous le regard bienveillant de Peiresc, patron des bibliophiles¹. »

Comme tous les hommes fort occupés, il ne renvoyait jamais au

« c'est assurément ma petite notice écrite *con amore* en face du magnifique vignoble
« planté par un héroïque vieillard et inspirée par la vue des pampres et des raisins qui
« auraient fait crever de jalousie les ceps de la terre de Chanaan. (Lettre à M. P. Le
Blanc. Pav. Peiresc, 12 fév. 1892.) — « Cher monsieur, bonne nouvelle, bonne nou-
« velle. Je me réjouis de vous apprendre que j'ai pu enfin remettre la main sur un exem-
« plaire de ce Joseph Gonin... Il vient de loin et porte hélas les traces de ses aven-
« tures. Les voyages qui forment les hommes (hélas ! pas tous !) gâtent singulièrement
« les brochures. Je vous avais dit, je crois, que Mademoiselle Gonin avait distribué
« en Bourgogne quelques exemplaires aux amis de mon héros. Elle m'a depuis annoncé
« la grave maladie d'un des favoris et m'avait fait espérer qu'à la mort de ce compa-
« triote de son père, nous hériterions. Depuis ce jour, je ne rencontrais jamais la
« sainte fille sans lui demander avec un intérêt trop marqué des nouvelles de son ma-
« lade et elle souriait en me disant, *Patience !* M^{lle} Gonin sachant que l'exemplaire en-
« fin reconquis sur la Bourgogne au profit de l'Auvergne était destiné au plus délicat
« des amateurs était honteuse de me le présenter si froissé, si maculé. Je lui ai dit que
« vous seriez homme à rajeunir la pauvre plaquette et à en faire une plaquette toute
« neuve. (Lettre à M. Le Blanc, Pav. Peiresc, 23 juin 1893.)

§ A propos de sa très intéressante publication du *Journal de Dom Boyer*, M. A. Vernière, ancien président de l'Académie de Clermont, avait été mis par l'éditeur de Peiresc en relation avec un certain nombre d'érudits et avait reçu de lui les conseils les meilleurs. Il devait, ayant rédigé un avant propos et des notes « excellen-
tissimes », composer deux tables séparées, selon la tradition bénédictine et repro-
duire *intégralement* le manuscrit de Dom Boyer. « Votre livre, ajoutait-il, n'est destiné
« qu'aux érudits et les érudits, vous le savez, ne se scandalisent jamais. La noble cu-
« riosité de celui qui veut s'instruire est comme un feu qui purifie tout. D'ailleurs, ignore-
« t-on que le bon vieux temps avait presque toujours une grande liberté de langage
« laquelle est d'avance excusée. » Dans une autre lettre T. de L. supplie son cor-
respondant « au nom des curieux et des érudits d'insister jusqu'à l'importunité (auprès
« de l'Académie de Clermont) pour qu'on lui accorde le droit d'ajouter des lettres raris-
« simes à un texte inédit ». Dans son désir de voir l'édition promise ainsi complétée, il
formulait une légère menace. « Je vous assure, Monsieur, que je ne pourrai m'empêcher en
« rendant compte de votre importante publication d'ajouter à tous les éloges mérités
« par l'Académie et l'éditeur qu'elle a si bien choisi un petit reproche si la publication
« restait incomplète. » Le *Journal de voyage de Dom Jacques Boyer* a paru chez
Thibaud, à Clermont Ferrant en 1886. M. A. Vernière a bien voulu nous communi-
quer les lettres qu'il a reçues du grand savant agenais. La plus grande partie date de
1885. Elles forment le commentaire le plus précieux du journal de Dom Boyer et nous
faisons des vœux pour qu'un jour elles soient publiées *intégralement* selon l'expression
favorite de leur auteur.

¹ Lettre du 5 septembre 1892.

lendemain pour répondre à une lettre ¹. Et lorsque cette lettre lui apportait une nouvelle dont son correspondant avait à se réjouir ou à souffrir, comme il mettait tout son cœur dans la réponse ! A notre ami M. F. Vidal, capiscol de l'école félibréenne d'Aix, il écrivit soit à l'occasion du mariage de son fils, soit à celle de la naissance de sa petite-fille de charmantes missives que ce dernier s'empressa de faire imprimer dans un recueil destiné à rappeler ces deux heureux événements ². Et, en effet, les compliments qu'il faisait dans des circonstances de ce genre reflétaient une délicatesse de la pensée qu'on ne trouve pas ailleurs. Nous en appelons à ceux qui ont lu les livrets *per nozze* que, selon l'usage italien, il adressa, en 1888, à M^{lle} Madeleine Delpit lors de son mariage avec M. René Delpit et à M^{lle} Edith Rouchier-Alquier lorsqu'elle épousa M. Léon G. Péliissier en 1893³. Ce dernier surtout contient des éloges les plus délicatement exposés des deux futurs époux. La Provence et Peiresec avaient été les premiers traits d'union entre l'éditeur des correspondants d'Holstenius et l'éditeur des correspondants de Peiresec ; leurs goûts communs de bibliophile, de chercheurs, les services réciproques rendus avant d'être demandés, les fraternelles communications avaient forgé ensuite les chaînes qui les avaient étroitement liés. Tamizey de Larroque après avoir félicité son ami d'avoir trouvé réuni chez la jeune fiancée dont il vient de lui faire un portrait enthousiaste « tant de dons « précieux comme on trouve tant de fleurs variées, toutes exquises « dans ces bouquets célèbres que produisent les beaux jardins de « Montpellier, » s'adresse à cette dernière en ces termes exquis : « Vous êtes fière de lui, Mademoiselle, vous en serez plus fière encore « et comme il voudra toujours mériter davantage cette récompense « ineffable qui s'appelle le regard caressant et rayonnant de joie de « la femme aimée, il marchera de progrès en progrès, de victoire « en victoire et, tous les deux, les mains unies en une fortifiante « étreinte, vous monterez dans les hauts sommets vers la lumière et « la sérénité. »

¹ Notice Audiat, p. 27.

² Ces trois lettres sont du 23 mars et 18 avril 1894 et 29 septembre 1897. Le recueil qui comprend un grand nombre de pièces provençales porte le titre de *cant nouveau et batismant*.

³ Ces deux livrets ont été très luxueusement imprimés chez Boy à Saint-Etienne. Le premier contient un sermon inédit de Jeanne Baptiste de Bourbon, légitimée de France, abbesse de Fontevrauld, l'autre des lettres de Voltaire à L. Racine.

Voilà, sans doute, un langage auquel on n'est plus habitué. Il tranche, par la forme comme par le fonds, avec ce que l'on entend, à notre époque d'uniforme médiocrité. Et cette opposition rappelle ce que dit Musset de ces armures tombées pièce à pièce, de ces broderies tombées fleur à fleur pour faire place à un vêtement noir, symbole du deuil que porte une génération sans illusion, il est vrai, mais aussi sans poésie ¹.

Comme chez tous les esprits élevés, la femme développait l'inspiration et la noblesse des sentiments chez Tamizey de Larroque, à la fois poète et gentilhomme. Lorsqu'il était assez heureux pour avoir de gracieuses compagnes de voyage il appréciait davantage et rendait avec plus d'exhubérance cordiale, si cela est possible, les impressions éprouvées. La visite à l'église de La Montjoie peut être invoquée à l'appui de notre dire. On sent qu'en parlant de Saint Louis, de son admirable chasse qui lui rappellent la plus belle époque, peut-être, de notre histoire nationale, le patriote, l'historien, l'artiste s'émeut et s'abandonne, non seulement en raison du voisinage de trois aimables femmes qui l'ont accompagné mais encore sous l'influence « des angéliques voix de jeunes filles » qui chantent les louanges de Dieu. C'est le soir... la vieille église, à peine éclairée par la lampe rouge du sanctuaire semble pleine de mystère... les prières succèdent aux cantiques... une âme généreuse ne sait résister aux sentiments qui proviennent de l'atmosphère même qui l'entoure et aux rêveries qui l'assaillent...

Pour lui « la femme a été créée et mise au monde pour être l'ap-
« pui de ce qu'on appelle ironiquement sans doute, *le sexe fort*.
« Sans la bonté et le dévouement de la femme le monde serait vide
« et désolé. On loue la beauté des femmes ; mais ce qu'il faut louer
« surtout c'est leur cœur, cet incomparable foyer de nobles et géné-
« reux sentiments. Belle comme un ange, c'est très bien ; spirituelle
« comme un ange, c'est très bien encore, mais bonne comme un
« ange, voilà la perfection. Heureuses les femmes qui ont avec les
« anges la triple ressemblance ! ² » Cette appréciation d'une des moi-
tiés de l'humanité lui conquiert ses suffrages lorsqu'il tendit la main
pour la restauration du tombeau et l'érection de la statue du grand
lettré provençal. A cet appel touchant : *Pour Peiresc. S. V. P.*, ³

¹ *Confession d'un enfant du siècle.*

² Lettre du 18 av. il 1892.

³ C'est le titre même de la brochure qu'il fit paraître à cette époque.

si quelques hommes furent réfractaires, peu de femmes refusèrent leur obole. Une toutefois se récria d'abord et elle eut bien raison d'être récalcitrante puisque nous lui devons le spirituel dialogue qui eut lieu entre elle et le quêteur. « Un si admirable savant, disait celui-ci ! — Oui, sans doute, mais pour moi, un ennuyeux. — Un si prodigieux collectionneur ! — Vous voulez dire un maniaque. — Un introducteur de l'angora ! — Je déteste les chats. Tamizey de Larroque triompha cependant de cette obstination en comparant, dans un madrigal, comme il savait les faire, la jeune femme à une fleur qu'il croyait avoir été découverte par Peiresc. Ayant appris plus tard du docteur Hamy que la tubéreuse existait en France, avant la naissance du chatelain de Belgentier, le quêteur eut un remords et supplia les casuistes à venir de décider si ce cas ne l'obligeait pas à restitution ¹.

Cette appréciation délicate du caractère et des qualités de la femme rappelle les sentiments nobles et généreux du grand poète provençal Aubanel ² ; comme ceux-ci on sent qu'elle procède d'une sorte de culte. On y retrouve une idée innée à notre race latine, consacrée par le christianisme en un type divin. Ainsi conçue il est permis, croyons-nous, d'y rattacher l'origine de cette dernière et gracieuse pensée de notre inoubliable ami. Comme on avait déposé, sur son lit de malade, une rose de son jardin, il la prit un instant et la remettant de sa main défaillante à celui qui la lui présentait : « Portez-la, dit-il, aux pieds de la Vierge Marie ! ³ »

Nous arrivons, en effet, à la fin de cette vie si remplie, avancée sans doute par de grands chagrins dont il ne parle pas, même dans son *Livre de raison*, commencé sur les bancs du collège, longtemps interrompu puis repris quand il vint habiter Larroque ⁴.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit par nos devanciers sur l'incendie de sa bibliothèque. Nous préférons donner l'appréciation d'un des érudits d'Auvergne qui était attendu au pavillon Peiresc : « Je n'ai pas la force de vous entretenir du désastre irréparable de « notre excellent ami, M. Ph. Tamizey de Larroque. J'en ai le cœur « si troublé que son malheur est devenu pour moi une obsession dont « je ne puis me délivrer. Perdre ses livres, ses notes, tout ce qui a été

¹ *Deux jardiniers émérites. Peiresc et l'espasien Robin*, par Ph. T. de Larroque. Aix, Remondet, 1896.

² *Le poète Aubanel*, par Ludovic Legré. Paris, Lecoffre, 1894.

³ Relire ce charmant épisode dans les notices Couture, p. 40, Chérol, p. 16. Les paroles citées seraient, paraît-il, les dernières qu'il prononça.

⁴ Ce manuscrit est conservé dans les archives du Pavillon Peiresc.

« le but de la vie, mais c'est perdre la vie elle-même, car tous ces
« objets sont des jalons qui ont marqué notre existence. Quel déchi-
« rement et je plains cet excellent homme plus que je ne puis vous le
« dire. Dieu nous garde d'un pareil coup ¹ ! »

Tamizey de Larroque lui-même nous avait écrit neuf jours après l'accident : « ce que vous me dites touchant mes pauvres livres bien
« aimés m'a ému jusqu'aux larmes. Comme ami et comme travailleur,
« vous avez compris, mieux qu'un autre, ce qu'est pour moi le dé-
« sastre du 9 juillet, un de ces désastres dont on ne se console jamais
« et qui assombrissent tout le reste de la vie. Hélas ! non je n'avais
« pas transporté ici les plus précieux de ces volumes dont vous parlez
« si bien. Je n'avais, en mon petit ermitage, que les instruments de
« travail indispensables. J'avais laissé tous mes trésors à Gontaud.
« J'espérais vous voir en même temps que M. Louis Audiat. J'avais
« même écrit à M. Champeval que je le priais de vous accompagner.
« Nous aurions ainsi passé, tous ensemble, une journée pareille à celle
« où nous fîmes assaut d'appétit, de verve et de gaieté, mais je
« n'ose renouveler mon invitation. Vous trouveriez tous ici tant de
« tristesses ² ! »

Au mois de décembre, étant en Provence, nous allâmes jusqu'à Carpentras, *la perle du Comtat*, autant pour y retrouver son souvenir que pour connaître l'Inguimbertaine, cette mine inépuisable qui lui avait fourni tant de richesses. Il fut heureux de recevoir quelques lignes de cette ville ; « Votre lettre, écrivait-il, m'a ramené dans ce
« beau pays où j'ai passé tant de journées heureuses et vous m'avez
« fait revivre au meilleur temps de ma vie ! »

En 1896, il se remit courageusement au travail et indépendamment de la continuation de son œuvre maitresse, la *Correspondance de Peiresc*. fit paraître quelques études fort intéressantes et envoya aux *Revue*s la manne si appréciée de ses communications. Cependant, dès les premiers jours de 1897, une maladie des yeux ne lui permit pas de travailler ni d'écrire à ses meilleurs amis, sinon de courts billets ³. Son fils, dont le dévouement ne lui fit jamais défaut, se mit dès lors à lui servir de secrétaire. Mais une opération douloureuse réussit à merveille et, dès le mois de mars, il reprit la plume malgré les recommandations de la Faculté qu'il transmettait à ses correspondants

¹ Lettre de M. P. Le Blanc, Brioude, 10 août 1895.

² Lettre du 18 juillet 1895.

³ Lettre du 3 janvier 1897.

pour s'excuser de ne leur pas écrire plus longuement : « Ménagez « vos yeux, mon cher convalescent, disait le docteur, n'écrivez que « de courts billets et résignez-vous à n'être bavard que de vive voix ¹. »

En cette année 1897 parurent encore bien des publications, entr'autres les lettres inédites de Marguerite de Valois. Dans les derniers mois fut imprimé une magnifique plaquette destinée à immortaliser le châtaigner du Pavillon Peiresc.

Sachant le souvenir précieux que nous gardions de ses réceptions il s'empressa de nous en offrir un exemplaire.

Nous allâmes l'en remercier au mois d'octobre et nous lui amenâmes M. Aubépin, archiviste du Cantal, qui désirait vivement le connaître. Cette visite qui devait être la dernière fut bien courte. Comme elle avait eu lieu entre l'heure d'un déjeuner, pris en hâte à Gontaud, et celle du train qui devait nous ramener, il nous reprocha vivement, puis encore par écrit (*scripta manent*) d'avoir *préféré l'hôtellerie gontaudaise à l'hospitalité peirescienne* ².

En janvier 1898, quelques lignes seulement, très aimables, mais dont l'écriture est moins nette : « Je ne vous écris qu'un petit billet « parce que mes yeux sont bien malades, mais vous devinez tout ce « que je ne dis pas. Je me dédommagerai de mon demi silence d'aujourd'hui quand j'aurai le bonheur de vous posséder sous mon vieux « châtaigner ³. »

Hélas ! le vieil arbre protecteur ne devait plus abriter sous ses rameaux ombreux les amis qu'il y conviait si aimablement. Tamizey de Larroque fut frappé tout d'un coup en pleine possession de ses belles facultés et alors que sa santé, bien qu'ébranlée, ne semblait pas faire prévoir sa fin prochaine. Après quelques jours de maladie, il mourut le 26 mai 1898.

*
*
*

Ci-gît un travailleur !

L'épithaphe qu'on lit gravée sur la pierre du tombeau de Tamizey de Larroque suffit à rappeler à ceux qui l'ont connu cette vie d'abnégation et de labeur qui demeure pour tous un véritable exemple. Mais il appartenait à ses amis de compléter pour les autres le sens de

¹ Lettre du 12 octobre 1897.

² Lettre du 22 octobre 1897.

³ Lettre du 5 janvier 1898.

ces mots. Ils n'ont pas manqué à ce devoir ; ils ont dit quel était ce travailleur. De leurs écrits nous avons dressé une liste, aussi complète que possible, voulant comme Bouchard pour Peiresc voir proclamer tant de qualités exceptionnelles. Ce nouveau recueil ne sera pas écrit en toutes les langues, mais il dépassera le nombre des pièces du *Panglossia* ¹ et montrera mieux encore que ce dernier l'unanimité des regrets laissés par celui qui n'est plus ².

Les écrits, pleins de souvenirs personnels de chaque auteur formement, réunis, une véritable gerbe — floraison posthume de l'existence si remplie de Tamizey de Larroque — et c'est cette gerbe que nous plaçons pieusement auprès de ses restes reposant, selon ses désirs, loin du bruit.

Lors de ses voyages en Provence ³, un des félibres dont, après son illustre ami Mistral, il emporta la plus profonde impression fut Roumanille ⁴. Roumanille avait avec lui plusieurs points de ressemblance

¹ Jean-Jacques Bouchard, un des correspondants de Peiresc, s'empresse, lorsqu'il connut la mort du grand savant de Provence, de lui témoigner sa reconnaissance, en publiant son éloge dans la plupart des langues connues. Son recueil qu'il nomma *Panglossia* comprenait quarante-six pièces écrites en latin, hébreu, arménien, éthiopien, slavon, copte, russe, polonais, albanais, japonais, péruvien, etc.

² Dans ce concert d'éloges, nous n'avons entendu qu'une seule note discordante et si nous la rappelons ici, c'est qu'elle constitue elle-même un dernier hommage. Ainsi l'avaient compris les romains qui, à la suite du triomphateur antique, plaçaient un personnage destiné à lui rappeler qu'il n'était qu'un homme. Celui dont la modestie égalait le talent n'avait pas besoin de cet avertissement. C'était malgré lui et par ses œuvres seules qu'une grande notoriété s'était attachée à son nom ; il avait, pendant sa vie, refusé les situations les plus en vue et, par son testament, exigé de ses amis qu'aucun discours ne serait prononcé à ses funérailles. Mais cette leçon est précieuse à ceux qui lui survivent. Si les louanges de l'infatigable travailleur seront pour eux un motif puissant d'encouragement, une appréciation injuste, partant négligeable que n'aurait certainement pas relevée le maître et de laquelle les médiocres sont à l'abri leur rappellera qu'il n'y a pas lieu d'envier la célébrité alors que la gloire la plus pure peut elle-même être méconnue.

³ Au dernier voyage qu'il fit à Aix, la réception qu'on lui fit dans cette ville fut véritablement triomphale. L'école de Lar de la Maintenance de Provence convoqua spécialement tous ses membres à l'oucasien de la visito doù Majourau d'Aquitani Felip Tamizey de Larroco venent par la fourmacien doù coumitat peirescian et organisa en son honneur une félibrée qui se tint le 9 mai 1894 et jours suivants. (V. sur cette félibrée notice Chérot).

⁴ « Cet admirable Roumanille dont je garde le plus affectueux souvenir, car j'ai trouvé en lui un poète et un homme également remarquable. » (Lettre de T. de L. du 24 oct. 1895.)

et, entr'autres, une extrême bonté. On raconte qu'à la dernière heure du poète Avignonnais, alors que par un mouvement fébrile, ses bras s'agitaient sur sa couche, M^{me} Roumanille lui demanda ce qu'il cherchait. — « Des mains d'amis répondit-il ! »

Ces mains d'amis, elles sont toutes là, Maître, et notre tâche à nous, dernier arrivé, tâche dont nous sommes fiers, est de les avoir réunies pour les mettre, une dernière fois, dans votre main loyale dont l'étreinte leur a fait si souvent monter au cœur le meilleur de leur sang !¹

(à suivre)

COMTE DE DIENNE.

¹ Nous ne saurions mieux terminer la première partie de ce travail qu'en citant la fin d'un sonnet lu à la *Société des Etudes du Lot*, il y a déjà quinze ans et adressé par le poète cadurcien Rouquet au grand et cher mort :

Ah ! pusqu'as tout : sabè, la croux, la pouësio
Souèti, quan quittaras pel cel l'Acadèmio
Qu'Agen masté toun brounzo al miey d'un bel cazal !

DEUX RELACHES

DJIBOUTIL

L'*Albatros* a franchi le détroit de Bab-el-Mandeb. Le soleil descend sur le massif montagneux que limite du côté de la mer l'étrange silhouette de la Table. Voici le Ras-el-Bir, derrière lequel se cache Obock, pointe extrême du golfe de Tadjoura. Les nuages illuminés forment un admirable ostensor d'argent à pied de vermeil. Des gerbes de rayons multicolores en pleuvent sur la côte lointaine. Mais bientôt les lourdes vapeurs chassées par la brise du large s'entassent sur cette gloire, et la nuit tombe.

Au lever du soleil, nous découvrons une côte basse, bordure d'une plaine marécageuse. De hautes montagnes ferment l'horizon. Dans l'est, elles s'avancent jusqu'au bord de la mer, aux environs de la cuvette volcanique de Ghubbet-Kharab. Une petite ville se dresse sur un plateau peu élevé, tranchant avec le rivage plat. La construction blanche, flanquée de deux pignons qui garde la jetée, est le palais de l'ancien gouverneur, M. Lagarde, duc d'Entoto, l'unique tabouret de la cour d'Abyssinie.

Une langue de terre se détache de la ville et s'épanouit à son extrémité pour former un autre plateau. C'est celui du Héron ; il porte quelques maisons et un marabout. Des boutres arabes enchevêtrent leurs vergues obliques à l'abri de cette jetée naturelle, et l'avis blanc à roues *Pingouin* repose ses formes antiques sur une mer sans couleur. Le ciel est encombré de nuages. C'est son aspect le plus ordinaire en Abyssinie.

Des canots indigènes sont déjà accostés. Dans l'un d'eux, le capitaine Z., qui est resté deux ans à Obock, reconnaît l'arabe Fëïd, homme de confiance des bâtiments de guerre qui touchent à Djiboutil, commissionnaire, blanchisseur, etc., « Bonjour Fëïd » — Bon-

jour capitaine — Ça va toujours bien ? — Oui, capitaine. — Combien as-tu eu d'enfants depuis mon départ ? — Aucun, capitaine. — Comment aucun ! tu n'as pas honte ? et ton frère ? — Deux. — Tu te laisse distancer Fëïd ; c'est déplorable » — Fëïd penaud exquise un geste de découragement que l'on peut traduire par : « Que voulez-vous que j'y fasse ? il n'y a pas moyen. »

Le capitaine lui demande des nouvelles des Européens qu'il a connus à Obock. La réponse navrante est toujours la même : « Fini ! « la fièvre... foie malade », accompagnée d'une mimique d'enterrement. Ce climat humide et chaud, auquel les saisons n'apportent pas une variation de température sensible, est mortel pour les blancs.

A côté de la pirogue de Fëïd, un Malabare coiffé d'un turban se démène dans un autre canot. Un petit nègre hideux, aux yeux de travers, est accroupi à l'avant dans une attitude de gargouille. Les Malabares sont nombreux à Djibouti ; ils y tiennent boutique et ont la spécialité du blanchissage. Leur costume se compose d'un pantalon blanc sur lequel retombe une chemise flottante. Pourquoi la laissent-ils flotter?... Mystère. Passé certaines latitudes, la fantaisie règne dans le costume. Tout est admissible, depuis le manteau plusieurs fois enroulé, jusqu'au rayon de soleil combiné avec la simple vertu. Les petits négroillons qui nous montrent là-bas leurs dents blanches ne sont pas embarrassés par une grande complication d'oripeaux. Un simple pagne autour des reins, ils plongent leurs pagaies flexibles d'un geste vigoureux, sans que la moindre goutte de sueur perle sur leurs membres d'ébène.

A peine avons-nous mis pied à terre, vingt petits nègres nous prennent d'assaut. C'est à qui portera mon fusil, l'appareil de photographie de N..., ma cartouchière, etc... Impossible d'arracher mon flingot aux quarante petites mains noires qui se crispent, se croisent, s'enchevêtrent sur lui — « A moi, moussié ! » — « A moi, lieutenant ! » — « A moi, capitaine ! » — A moi ! à moi ! — Je choisis un gaillard bien musclé, espérant qu'il se débarrassera de ses bruyants petits camarades. Vaine illusion ; il faut que N...prenne sa canne et donne la fêrule à tous ces moricauds.

Ils se rabattent sur notre cuisinier, essuient une rebuffade et retombent sur nous. Ce sont des objurgations, des jérémiades infinies. « Moussié, pourquoi toi pas avoir choisi moi ? — Moi avoir accompagné hier français à la chasse — Moi porter toi gibier — Moi mon-

trer toi bon chasse » — Toutes ces petites voix sortent de deux rangées de dents un peu grandes, mais éblouissantes, tandis que d'expressives grimaces font rouler l'émail blanc des yeux. Ils ont l'air intelligent ces petits, avec leurs têtes crépues, à la peau luisante et comme vernie, leur visage régulier, au prognathisme presque insensible. Leurs membres sont maigres, secs, effilés. Sur leur belle couleur de cirage nubian éclate la blancheur de leurs pagnes. Pour nous débarrasser d'eux nous sommes obligés de promettre de les prendre tous à notre service la prochaine fois.

La petite ville ouvre devant nous sa principale place, encombrée de nègres, d'ânes et de chameaux. Nous tournons à droite, vers le village.

Le village somali de Djiboutil dénote une science de l'habitation et du confortable à peu près égale à celle des nègres de Dakar, sous la même latitude. Des huttes de chaume et de branchages sont séparées par des haies qui interceptent la vue. Une odeur *sui generis* flotte sur cet amas de paillottes. On se dépêche de passer, en tremblant de voir surgir une armée de cancrelats, de blattes, de poux et autres insectes familiers. Nous arrivons sur le bord du plateau. Il y a là un poste de police, encombré de boucliers et de lances. Les peuplades de cette côte sont d'humeur féroce. Le meurtre est en honneur chez les Danakils du Ghubbet-Kharab, et chez les Somalis, qui s'étendent du côté de Zeïla jusqu'au cap Guardafui. Des matelots furent assassinés près d'ici, il y a quelques années, et il est recommandé de ne pas s'aventurer seul et sans armes dans les environs de Tadjoura. Pour assurer la tranquillité des Européens qui résident à Djiboutil, on désarme à la porte tous les arrivants. Au départ, ils reprennent leurs bibelots meurtriers. Justement voici une caravane qui s'avance dans la plaine. Ce sont des chameaux porteurs de bagages, précédés d'un groupe de Somalis. Ils viennent du Harrar, au delà de ces montagnes bleues qui ondulent dans des lointains indéfiniment reculés.

Une autre caravane vient d'arriver. Sur l'esplanade qui domine la plage ils sont là quarante chameaux, à genoux ou couchés, balançant leurs têtes à l'extrémité de leurs cous immenses. Leurs jambes pelées se replient d'une manière tourmentée et grotesque et ils répondent par des grognements aux agaceries des nègrillons. Ils ont l'air extrêmement féroce ces chameaux là, et ils nous jettent au passage de mauvais regards.

Suivi de deux petits nègres, je m'avance à travers la plage, en palangeant jusqu'au genoux dans une vase molle et jaunâtre. Des courlis, des bécassines, quelques hérons même flânent sur le rivage, en compagnie des mouettes et des goëlands. Ils s'envolent à mon approche par bandes immenses. Il y a aussi un très grand nombre de tourterelles aux fines ailes grises, aux pattes roses, toutes petites et qui doivent être un mets délicat. « Ça bon, capitaine, » me disent mais deux compagnons en faisant claquer leur langue d'un air gourmand. Hélas ! je n'ai que dix cartouches, dont quatre seulement de petit plomb, et je ne suis pas la Longue-carabine.

Le soir, nous revenons au village, en simples promeneurs ; la chaleur est toujours très lourde, le temps à demi-couvert. Sur la place, des groupes, mêlés de femmes et d'enfants, se tiennent accroupis dans leurs pagnes multicolores, mangeant ou causant. Quelques petits viennent nous offrir de menus objets : peignes d'écaille, morceaux d'ivoire, colliers, etc... Leur costume est plus que simple ; leur tête drôle est surmontée d'une petite queue de cheveux grisés. Ils ont de grands yeux intelligents. Des amours de bébés noirs. Ils savent à peine marcher, mais déjà ils vous tendent leurs menottes avec une si comique insistance qu'on finit toujours par leur donner deux sous. Il les emportent à poings fermés.

Dans l'intérieur du village, sur la porte des huttes, des indigènes nous regardent passer avec indifférence. Il n'y a presque pas de femmes. Où diable se cachent-elles ? A Dakar, on ne pouvait pas mettre le pied dans l'enceinte d'une case sans voir deux ou trois nègresses pilant le couscous. Enfin, voici une jeune fille. Elle porte une cruche d'un geste qui arrondit gracieusement ses bras un peu maigres, et marche en faisant tinter ses anneaux d'argent. Elle daigne à peine détourner la tête sous notre regard.

Nous atteignons le marché à bestiaux. Une foule de nègres gesticulent au milieu de moutons munis d'une poche large et molle sous leur appendice caudal. Tous ces nègres sont grands, secs comme des allumettes, avec des membres de Don Quichotte. Les traits sont énergiques, mêmes durs, la physionomie intelligente, le crâne recouvert d'une chevelure assez semblable à de petits bouts de chanvres tressés ou à la toison de leurs brebis. Il y en a qui se frottent les cheveux avec de la terre jaunâtre ou de la chaux, étrange coquetterie qui leur donne une apparence d'albinos manqués. Ce sont pour la plupart des Danakils ou des Somalis voyageurs de caravanes. Ils ont le tempéramment qu'il faut pour les grandes courses sous le

soleil, à travers les interminables horizons de cette Afrique sauvage. On les devine résistants, infatigables comme leurs chameaux, dont ils ont l'ossature sèche et démesurée.

Au dessous de nous, près de la plage, de jeunes nègres prennent leurs ébats. Les sports athlétiques auxquels ils se livrent rappellent tantôt le jeu du cricket, tantôt les barres, tantôt les courses des éphèbes dans les arènes d'Olympie. Mais ici pas de monument grandiose, pas de paysage raffiné : une plaine immense où s'enfonce une caravane vers des montagnes ondulées ; à droite, la mer grise rayée de bandes lumineuses où passent de grands vols d'oiseaux.

Deux ou trois négrillons nous harcèlent de supplications et de gros sous. Ils veulent une pièce blanche et française pour toutes ces pièces de cuivre de provenances variées, qui sont tombées des paquebots dans leurs petites mains noires. L'un d'eux nous conduit chez un vieux Somali qui nous fait pénétrer dans l'enceinte de sa case. Nous n'osons pas aller plus loin. C'est une odeur de vermine, de cancrelats, de vieilles peaux. Voici d'ailleurs des dépouilles d'antilopes, de panthères et d'autres animaux, que le propriétaire nous offre avec des discours incompréhensibles, mais évidemment persuasifs. Nous allons nous décider à prendre des cornes d'antilope, quand nous avons vu sortir du crâne qui les supportait une légion d'horribles insectes. Le vieux nègre est alors rentré dans sa tanière. Il en est sorti avec une collection de sous invraisemblables. Nous lui en achetons pour nous débarrasser de lui, et nous nous retirons, poursuivis par ses salamalecs.

Sur la porte du café, où nous absorbons une copieuse absinthe, une troupe d'enfants nous observe avec intérêt. Je reconnais parmi eux le petit Soso, un marmot tout noir et tout nu, de deux ou trois ans, propriétaire d'une drôle de figure ronde, percée d'yeux également ronds et gentiment naïfs, la tête à demi rasée et surmontée d'une ridicule petite quene. Soso est un jeune phénomène, une des lumières enfantines de Djibouti. Ce matin il s'est approché de moi, flanqué d'une demi-douzaine de camarades plus grands qui l'avaient déniché comme procédé d'exploitation, et, avec l'air sérieux et timide d'une jeune fille qui récite une fable, il a commencé d'une voix douce : « deux fois un, deux ; deux fois deux, quatre ; deux fois trois, six, etc... » puis il m'a tendu sa petite main, dans laquelle j'ai mis deux sous ! Soso, n'ayant pas de poche pour les dissimuler, les a gardés dans sa main pour les porter à sa famille. Inutile de dire que quelques instants plus tard une meute de bambins me harce-

laient du refrain de Soso ; mais ils étaient trop vieux et je n'avais plus de monnaie.

Le soir Soso nous fait encore quelques gentilleses et ~~récolte de~~ nouveaux sous. Ses camarades le considèrent avec admiration. Allah a évidemment abaissé un regard favorable sur ce petit prodige au crâne rasé, et je ne désespère ~~pas, dans un certain nombre d'années,~~ de le voir marabout ou quelque autre chose dans les honneurs.

Bonsoir Soso. — Nous nous dirigeons vers l'embarcadère, non sans nous être réjoui l'œil à considérer Monsieur P... juché sur un chameau, agitant son éventail d'un air tranquille et majestueux. Il voulait à tout prix essayer cette monture biblique ; et il est là, balancé par le disgracieux animal, suivi d'une foule de bambins qui vocifèrent. Son chameau a des caprices. Il grogne constamment ; à chaque pas s'agenouille et se relève, tandis que P... salue comme un mauvais cavalier au saut d'un obstacle.

Sur la jetée nous regardons pêcher les hirondelles de mer. Elles volètent en zigzag comme de gros insectes au dessus de l'eau grise, puis par intervalles se laissent tomber à pic, les deux ailes repliées, avec un « flac » d'objet qu'on jette par dessus bord, et des éclaboussures.

Les négrillons nous ont suivis jusqu'au canot, toujours mendiant, toujours obsédant. Pour nous en débarrasser nous lachons sur eux notre petite chienne Loulou. Purs musulmans, ils détalent comme des lièvres devant cet animal impur.

Après le dîner, N. me propose une partie de billard. Une pirogue est là. En route. Le fantôme gris de l'*Albatros* s'efface dans la nuit blafarde. Nous volons sous l'impulsion de huit bras vigoureux. Les rameurs scandent leurs mouvements par une barcarolle nègre, où la même phrase musicale revient constamment. Des sons gutturaux se greffent là-dessus, dans une langue inconnue et rauque. Comme on se sent loin de la France et de tout pays civilisé ! Le sentiment de cette distance augmente, quand nous croyons reconnaître dans un chant coupé d'intonations barbares un éloge de cette France que nous venons de quitter. Nous nous taisons, le cœur un peu serré. De grands nuages passent sur nos têtes, charriés par une brise tiède et sans parfum. Il n'y a pas de fleurs sur cette terre sauvage. Et dans l'immensité blême où nous glissons on n'entend plus que le clapotis des pagaies dominé par le plaintif refrain des rameurs.

Cette impression d'isolement, nous l'aurons plus vive encore tout

à l'heure, sur la jetée déserte, en retournant vers la pirogue, sous la lueur funèbre de cette lune d'Abyssinie errant à travers un ciel bas, voilé de vapeurs lourdes, soudé à la mer par un horizon noir. Oh, les nuits claires et transparentes des pays tempérés, les ciels légers piqués de fines étoiles ! Quand sentirons-nous la douceur d'une brise fraîche et parfumée ! Au Japon peut-être dans l'empire des Fleurs et du Soleil Levant. Mais à quand les mousmés rieuses, les services à thé microscopiques, les boîtes de laque dorée et les Bouddhas ventrus ? Comme on est loin de ces raffinements dans ce coin perdu de la rude et colossale Afrique !

(à suivre)

· J. DE LA J.



LE MARQUISAT DE FERRIÈRES (Lot) ET SES SEIGNEURS

Le hasard a fait tomber entre nos mains un livre de compte relié en parchemin et l'extrait officiel d'un arrêt du parlement de Toulouse, en date du 6 avril 1723, entérinant des lettres patentes de janvier 1723 qui portaient érection en marquisat de la Terre de Ferrières, située actuellement commune de Sérignac, canton de Puy-Lévêque, département du Lot.

La couverture du livre porte la mention : « *Livre de compte de l'années* (lettre ajoutée après coup), *partie de 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723.* »

A la page 203, date du 16 décembre 1723, où sont arrêtées les dépenses, on lit cette note d'une écriture fort tremblée :

« J'approuve le présent compte dans son entier, defendant à mes héritiers d'entrer à cet égard dans aucune *discussion* avec.....
« (illisible) de qui j'ai toujours reconnu beaucoup de probité et de
« (illisible). »

« Fait à Paris, le 11^{me} may 1724. »

« DUBRUELH. »

Ces dépenses s'élèvent à 85,468 livres, 1 sol, 9 deniers, en cinq ans (décembre 1718 à décembre 1723). La moyenne est donc d'environ 18,000 livres par an.

Les recettes s'élèvent à 76,783 livres, 3 sols, 6 deniers. Elles sont inscrites sur vingt-six pages qui terminent par les mots de la même écriture : « Approuvé, Dubruelh. »

Les unes et les autres s'appliquent à une époque où, comme le duc de Saint-Simon le dit dans ses *Mémoires*, le système de Law avait produit d'inconcevables désordres : « ce qui sextupla toute marchandise, toute denrée, jusqu'aux plus viles. » Le livre écrit tout entier de la main de l'honnête..... contient une infinité d'articles de

dépenses de toute sorte, et principalement l'énumération détaillée des dépenses journalières de maison ; il éveilla naturellement notre curiosité, qui s'accrut dans l'étude des détails.

Il contient aussi quelques mentions révélant le motif secret du voyage et du séjour à Paris, par exemple :

« 1723-19 juillet, donné à M. Tarat pour lever l'arrest du marquisat de Dubruelh de l'errection de la chambre des comptes.. 650 l. »

L'expédition de cet arrêt, et en même temps le livre des comptes, avaient été trouvés à Ferrières même, au pied du château encore habité.

Et l'érection en marquisat de la terre de Ferrières, composée de six paroisses, etc., était faite au profit de « Messire Sylvestre (alias Pierre « Sylvestre) Dubruelh, chevalier des ordres de S' Michel et S' Louis, « baron de Ferrières, Montesquieu et autres lieux, brigadier des « armées du roy, gouverneur de Bellegarde en Roussillon, » etc.

C'étaient donc quelques révélations de la vie privée d'un grand seigneur que le hasard nous livrait.

Peu à peu l'occasion d'une plus large indiscretion nous attira et finalement nous entraîna.

Depuis longtemps, l'attention d'un esprit curieux et fort épris de l'histoire de son pays, M. Joseph Daymard, s'était portée sur ce sujet. Nous devons en toute sincérité déclarer que lui surtout a décidé et documenté notre travail. Nous devons aussi adresser de sincères remerciements pour son concours généreux à M. l'abbé Torreilles, chanoine à Perpignan, et signaler enfin l'impulsion reçue de l'éminent archiviste de Lot-et-Garonne, M. Tholin. Toutes ces circonstances réunies ont produit la publication de ce modeste travail qui nous parut curieux.

Il pouvait consister en la simple publication des comptes, mais il eût été fort aride. Commencé dans la pensée de leur simple coordination, il a bien vite dévié. L'attrait apporté par des révélations sur la famille de ce seigneur et sur lui-même nous entraînait à des recherches fort difficiles d'ailleurs. Quelle mélancolie nous inspirait cependant la constatation de la fragilité humaine, à quels contingents ne sont pas subordonnées la mémoire d'hommes qui dans des événements historiques considérables ont joué un rôle cependant assez important, la décadence des familles, la confusion rapide, l'oubli ?...

Néanmoins, à chaque page, notre cœur battait : ce n'étaient que noms sonnans à nos oreilles depuis l'enfance, portés comme titres par des familles qui de tous temps avaient jonché les champs de bataille

des cadavres de leurs enfants, de leurs nombreux enfants, ou dont quelques survivants, rares d'ailleurs, couverts de blessures, finissaient leurs jours dans leurs terres et dormaient du repos éternel, oubliés, dans une église de village... Le travail devenait attrayant, et il en est résulté une compilation aussi peu déguisée et même autant proclamée que possible. Nous la livrons au public, à l'imagination du lecteur de lui donner sa couleur et d'en tirer les conséquences !

DUBRUELH.

Cette famille était et resta longtemps nombreuse ; elle était répandue dans le Quercy, le Rouergue, le Languedoc, le Roussillon.

L'orthographe de son nom fut variable, comme d'habitude d'ailleurs aux ^{xiv}^e, ^{xv}^e, ^{xvi}^e siècles : de Brolhio, del Brolhio, du Bruelh, du Breuil, de Bruel, du Bruilh, Dubruelh... Il est encore porté de nos jours à Prayssac et à Puy-Lévêque (Lot), à Saint-Jean du Bruel (Aveyron), à Bordeaux, à Tournon-d'Agenais...

Quel lien ces familles ont-elles entre elles, avec Raoul de Brueil, chevalier, sénéchal de Périgord et de Quercy pour l'illustre seigneur roi de France, en 1288 (Reg. consulaire de Cahors) ?

Quel lien avec un avocat fort célèbre en son temps (car il laissa une fortune évaluée une vingtaine de millions), qui exerça à Paris avec le plus grand succès : Guillaume Du Brueil, né à Figeac, et décédé vers 1344 ¹ ?

Quel lien avec le chanoine Nicolas Du Bruël, dont le caveau avec pierre tombale a été découvert à Toulouse dans la chapelle de Sainte-Germaine, en l'église cathédrale Saint-Etienne, lors des fouilles exécutées à l'occasion des obsèques du cardinal Desprez ² ?

Ou peut-être même avec l'illustre famille de Broglie (del Broglio)

¹ Voir *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1^{re} série, tome III, pages 47 à 52 et 5^e série ; tome IV, année 1863, pages 319 à 328 — dans le *Bulletin de la Société des Etudes du Lot*, tome V, 1880, pages 153 à 195, l'étude extrêmement intéressante de M. Henri Bordier, sur cette personnalité marquante.

² *Bulletin archéologique de Tarn-et-Garonne*, tome XIII, page 176. Dans son *Histoire de l'église Saint-Etienne de Toulouse*, M. de Lahondès dit que cette chapelle de Sainte Germaine, autrefois de Saint Nicolas, passa vers la fin du ^{xvi}^e siècle sous le vocable de Saint-Alexis, lorsque le chanoine Alexis Dubreilh l'eût choisi pour abriter sa sépulture et y fonda un obit. En 1649, Mademoiselle Dubreil maintenait ses droits sur cette chapelle où reposaient les membres de sa famille.

dont la « baronnie de Ferrières, en Normandie (étrange rencontre de « nom et de titre), fut érigée en duché-pairie par lettres-patentes de « Juin 1742 (enregistrées le 20 août suivant), en faveur de François- « Marie comte de Broglio, maréchal de France ¹ ?

Un Michel de Broglio était chevalier de Saint-Jean de Jérusalem en 1415.

L'assimilation n'a rien d'impossible ; mais rien ne prouve qu'en 1720 elle eût des relations avec le gouverneur de Bellegarde, quoique :

« Le chevalier de Broglio, frère du premier maréchal, oncle de « l'autre, mourut fort vieux en ces temps-ci et aura été bien étonné « de leur fortune. C'était un homme très bien fait qui avait passé les « trois quarts de sa vie dans le subalterne de la guerre, l'extrême « pauvreté, assez pourtant de bonne compagnie... qui presque tout « à coup perça jusqu'à devenir lieutenant-général, grand croix de « Saint-Louis ² ».

Il eût fallu pour élucider tant soit peu de pareilles questions l'habitude de recherches considérables. Elles dépassaient pour nous toute mesure et n'offraient pas un intérêt capital. Aussi, nous bornant à signaler des similitudes de prénoms peu usités, tels que Gaspard, Sylvestre, etc., nous posons ces questions comme de pures indications pour des chercheurs plus zélés, et comme l'intérêt principal porte exclusivement sur les considérations que suscitent les comptes de Messire Pierre Sylvestre Dubruelh, c'est à lui seul et à sa famille que nous avons autant que possible restreint notre étude.

Cette branche de Dubruelh habitait très-anciennement et a habité et possédé jusqu'en 1834 le château de Ferrières-le-Grand. Elle y exerçait les droits de haute, moyenne et basse justice dès 1650. Mais si nous avons la preuve et la date les plus précises de l'érection de cette terre en marquisat, il ne nous a pas été possible de trouver celles de son érection en baronnie.

Les armes des Dubruelh, barons de Ferrières, étaient : d'azur à trois fleurs de lys posées 2 et 1 et une cloche du même posée en cœur.

L'orthographe de leur nom sous la plume du gouverneur de Bellegarde était en 1724 : Dubruelh.

¹ *Lachesnaye des Bois*, tome II, page 249.

² *Mémoires du duc de Saint Simon*, année 1720, chapitre VII. Leurs armes étaient d'or au sautoir ancré d'azur.

La famille tirait son origine de Caylus, en Quercy, actuellement chef-lieu de canton du département de Tarn-et-Garonne ¹.

Le très érudit curé de Réalville, M. l'abbé Galibert, a donné aux archives de Tarn-et-Garonne les archives notariales de Caylus. C'est à son obligeance surtout que nous devons de pouvoir en citer avec leurs orthographes variables les noms de quelques-uns de ses membres, par exemple :

1^o Geraldus de Brolhio, licencié ès-lois en 1467, tuteur de ses neveux Jean et Gaspard, vend à Cahors, le 27 décembre 1486, à Bernard de Gloria, la métairie de Saint-Martin d'Espremont. (Jean de Boria, notaire à Caylus.)

2^o Jean de Brolhio est témoin d'une donation faite par Raymond de Monscardon à son frère Pierre, le 30 avril 1496, en faveur de son mariage (Reg. de Jean de Boria, notaire à Caylus, de 1473 à 1507).

3^o Jean Delbrelh, consul à Caylus, 10 novembre 1507 (Registre déchiré, p. 154, aux mêmes archives).

4^o Jean Delbreil, bourgeois à Caylus, 13 mai 1530 (Reg. Gaillard de Près, notaire, 1525 à 1536).

5^o Feu noble Jean Delbrelh, ayant fondé un obit dans l'église de Caylus, avec diacre et sous-diacre, légua neuf écus petits pour acquérir à cet effet une rente de trois quarts froment; noble Louis, son fils, augmenta cet obit et donna un setier de froment jusqu'à ce que ses héritiers aient payé douze écus petits pour se dégager de la rente. (Registre Gaillard de Près, notaire, de 1544 à 1545).

6^o Son fils, Loys Delbreilh, épousa le 27 décembre 1547 (Dussolier, notaire à Caylus, et Raymond, notaire à Parisot), Jehane de la Palisse, fille de Jean III de la Valette, seigneur de Parisot; nous verrons plus loin qu'il fut le bisaïeul de Pierre Sylvestre Dubruelh, baron de Ferrières.

7^o Bertrand Dubrelh, lieutenant-colonel au régiment de Noailles, sous-lieutenant pour le roi au Gouvernement de Perpignan, petit-fils du précédent, avait épousé Françoise de Maritans, veuve en premières noces de Pierre de Raynaldy, conseiller au parlement de Toulouse. Elle était fille de Jean de Maritans, conseiller du roy en son domaine en Rouergue, et créancière de sa mère Uguill... de Loubens, douairière de Cornusson, épouse en deuxièmes noces de N... de Parisot, et de son fils M^{re} François de Parisot, pour une somme de 9,603

¹ Voir notamment le *Bulletin de la Société archéologique de Montauban*, année 1894.

livres 7 sols. En 1639, en vertu d'un arrêt du parlement de Toulouse, elle fit saisir les biens de Cornusson. Le 22 Juin 1647, par acte reçu Isarn, notaire à Caylus, l'affaire fut ainsi réglée : Le seigneur abbé de Beaulieu (qui était de la famille de la Valette Cornusson), paya 5,000 livres comptant, mille livres par mandat sur Ducassé, official à Lectoure, et pour le reste il engagea sa chapelle avec pierreries et argenterie, pesant 75 marcs, 6 onces, dont il est donné détail, et qui est estimée 4,713 livres 5 sols, et qui sera rendue au paiement de la dito somme.

8° Jean Louis Dubrueilh, abbé (1646), et divers autres actes aux mêmes archives Yzarn, notaire.

La terre de Ferrières avait dû leur être apportée par suite de quelque alliance avec les descendants de noble Pétronne de Ferrières, femme de Jean de Beaumont, baron des Junies. Le château des Junies encore en excellent état de conservation, est situé non loin et même près de Puy-Lévêque. Il appartenait encore en 1607 à Antoine de Beaumont dont le nom était Touchebœuf. « Etablis dans le vi-
« comté de Turenne, dès le XI^e siècle, les Touchebœuf étaient aussi
« seigneurs de Concorès, de Monsempron, et alliés des familles de
« Mondenard, de Gironde, de Chaunac, de la Bondie, de Lasteyrie,
« de la Laurencie, de la Peyrière, de Fourcauld de Lardimalie, etc. »
qui toutes sont originaires de cette même contrée.

« L'un d'eux, Jean de Beaumont-Touchebœuf, avait épousé en oc-
« tobre 1452 en l'hôtel ou forteresse de Beaumont en Périgord, no-
« ble Pétronne de Ferrières (Alias Guyonne ou Pierrette), et depuis
« lors les Touchebœuf comptaient dans les biens possédés par eux la
« seigneurie de Ferrières ¹. »

Le voisinage de la terre des Junies et de Ferrières expliquerait qu'une alliance ait transféré la terre de Ferrières à cette branche des Dubrueilh.

Quoi qu'il en soit, elle n'est sortie de leurs mains que le 13 juillet 1834 par la vente sous forme d'échange qu'en ont consentie à M. Pierre Momnayou, notaire à Floressas (Lot), Mesdames la maréchale Gérard, la comtesse de Caumont-Laforce et Madame de l'Aigle, descendantes par les femmes des Timbrune-Valence, et par eux descendante de Dubrueilh, marquis de Ferrières, ainsi que nous l'établirons au cours de ce travail.

¹ *Saint-Allais*, tome XIV.

Cette terre était donc en 1718 possédée par Pierre Sylvestre Dubruelh, leur aïeul, dont le séjour à Paris et les comptes vont nous occuper spécialement. Cet aïeul est cité (tome VIII, page 180), dans l'ouvrage si précieux que renferment les archives du Ministère de la Guerre, dont le titre est : « *Chronologie historique militaire*, ou « vrage de Pinard, s'étendant de la promotion du 27 mars 1668 à celle « faite le 24 mars 1772. »

« A Paris, chez Eugène Onfroy, libraire, rue Hurepoix, au Lys d'or. »

L'article qui lui est consacré est ainsi conçu :

« Du Bruelh (Pierre Sylvestre, marquis), mort le 15 août 1724 ¹,
« âgé de 78 ans, chevalier de S^t-Louis 21 octobre 1706. Il servit dans
« le régiment du Bourbonnais où il était capitaine depuis plusieurs
« années, lorsqu'il fut nommé le 3 septembre 1675 pour commander
« à Bellegarde, en Roussillon. Il rendit des services signalés sur cette
« frontière et obtint le gouvernement de la même place par provi-
« sion du 15 octobre 1693 et le grade de brigadier par décret du 14
« octobre. On nomma au mois de novembre 1718 un commandant a
« cause du grand âge de M^{re} du Bruelh qui mourut cependant à Bel-
« legarde. »

Dans les mêmes archives se trouve (vol. 1,013, 1,014, 1,015, 1,016, 1,017), la correspondance extrêmement active qu'en cette qualité il entretenait avec M^{re} Claude Le Blanc, membre du conseil de la guerre, depuis 1713. Son caractère est tout à fait spécial ; elle confirme son mérite et son activité, et justifie la récompense qui lui fut accordée en 1723. Il ne fallait pas songer à l'analyser.

Mais il ne fallait pas non plus se borner à la citation de l'article biographique de Pinard.

Les lettres-patentes relatent en effet les mérites de cette lignée de soldats : elles sont d'une éloquence saisissante.

Nous allons citer leur texte, en l'accompagnant simplement de quelques notices épisodiques sans autre commentaire ; il suffit en effet.
« Nous sommes résoleus, disent-elles, de témoigner audit sieur Du-
« bruelh la satisfaction qui nous en reste, dont la famille aussi bien
« que lui n'ont rien laissé à désirer.

« Louis Dubruelh, son bisayeul, ayant accompagné avec cent au-
« tres gentilshommes, le sieur Parizot, son beau-frère, lorsqu'il fut

¹ Il était né en 1646.

« au secours du siège de Malthe, qui était attaqué par Soliman, empereur des Turcs, qui leva le siège. »

Son beau-frère n'était autre que « Jean Parizot de la Valette, 48^e grand-maître de l'ordre de Malte, né en 1494 mort en 1568¹. »

Louis Dubruelh était seigneur de Cas, en Rouergue, terre passée en 1503 de la famille de Peyrelade dans la famille Dubruelh. Il avait épousé par contrat du 27 décembre 1547, devant M^e Dussolier, notaire à Caylus, en Quercy, et Guillaume-Raymond, notaire à Parisot, Jehane de la Valette, fille de Jean III de la Valette, seigneur de Parisot, Gramont, Pradines, etc., et de Gabrielle de Murat de Lestang².

L'épisode auquel il prit part est une revanche de l'expulsion de l'île de Rhodes par Soliman II, des chevaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. En 1530, Charles-Quint leur avait cédé Malte en remplacement, d'où ils prirent le nom de chevaliers de Malte. Jean Parisot de la Valette « désireux de reprendre Tripoli que Gaspard de Vallier avait dû abandonner aux Turcs s'unit dans ce but au viceroy de Sicile, Jean de la Corda. Mais par la faute de ce dernier l'expédition de ce dernier éprouva un échec complet. La Valette s'en vengea en donnant la chasse à la marine musulmane à laquelle en moins de cinq ans il prit une cinquantaine de navires. Soliman II profondément irrité de ces attaques continuelles, résolut de s'emparer de Malte et fit dans ce but des préparatifs formidables. En 1565, assiégé dans Malte par 40,000 Turcs et 200 vaisseaux, La Valette résista héroïquement pendant quatre mois jusqu'à ce qu'il lui vint des renforts. Non content d'avoir sauvé Malte, il voulut encore la rendre imprenable ³ » A la suite de ce succès l'île forma alors un petit état souverain dont Bonaparte s'empara en allant en Egypte, grâce aux intelligences que le Directoire avait

¹ Larousse.

² Les alliances entre les deux familles furent nombreuses. On peut ajouter à celles qui ont été citées le mariage de Raymonde Dubruelh, une des sœurs du gouverneur de Bellegarde, par contrat du 16 janvier 1668 reçu par Antoine Audibert, notaire à Perpignan, avec Jean Antoine de Saint-Supéry ou Exupéry, seigneur de Saint-Amans en Quercy, fils de Pierre de Saint-Exupéry et de Claire de La Valette Parisot. Capitaine au régiment de la Couronne, il prit part au siège de Perpignan en 1642. Par testament du 4 juillet 1674 à Perpignan, il nomme comme exécuteur testamentaire son oncle, Louis du Bruelh, évêque d'Elne, et demande à être enterré dans l'église de N.-D. de La Réal où reposait déjà son beau-frère, Sylvestre du Bruelh.

³ Larousse.

« entretenues avec le dernier grand-maitre, Homspech. L'Angleterre
« s'en empara en 1800, refusa de la rendre malgré les termes for-
« mels du traité d'Amiens, fit confirmer cette occupation par les trai-
« tés de 1814, et l'a gardée ¹. » Et l'île de Malte fut perdue pour la
France.

En tous cas ce sont les membres, les alliés et les amis de cette famille du Quercy qui s'unissaient au xvi^e siècle pour soutenir l'ordre des chevaliers de Malte dans la guerre éternelle qu'il avait jurée aux ottomans. Et jamais l'ordre de Malte, malgré son indépendance, n'oublia envers la France le service qu'elle lui avait alors rendu : car il lui devait en réalité son existence et la puissance qu'il conserva jusqu'au jour de la malencontreuse intervention de Bonaparte.

La date et la mort de Louis Dubruelh nous sont inconnues.

Son fils Jean du Bruelh, co-seigneur de Cas, épousa par contrat du 10 octobre 1599, reçu par Armand Drulhe, notaire à Moissac, Marguerite de Cruzy de Marcillac, fille de noble Grimond de Cruzy, seigneur de Marcillac et de Françoise du Goult (de Goth) et sœur de Sylvestre de Cruzy de Marcillac, évêque de Mende, dont nous parlerons plus loin.

Ils eurent au moins douze enfants mâles. Les lettres-patentes nous en font connaître onze, tous militaires ; car elles continuent dans les termes suivants :

« Jean Dubruelh, son ayeul (de Pierre Sylvestre) gouverneur de
« Caylus de Bonnette, réduisit les habitants de la ville de Saint-
« Antoine de Rouergue à notre obéissance dont ils s'étaient soustraits
« pour cause de religion. Sylvestre Dubruelh, père de l'exposant et
« cadet de sa maison, à qui Louis XIII de glorieuse mémoire avait
« accordé en 1642 le Gouvernement de Nice de la Poile dans le Mon-
« ferrat, en défendit l'attaque en 1643 où il essuya vingt-deux jours
« de tranchée ouverte, n'ayant des troupes que son régiment d'infan-
« terie et une compagnie de carabiniers. Après avoir repoussé l'en-
« nemi dans deux différents assauts (il) obtint une capitulation favo-
« rable, approuvée par le prince Thomas ² qui commandait alors nos

¹ *Encyclopédie du xiv^e siècle.*

² Thomas François de Savoie, comte de Soissons, né en 1595, servit la France avec le grade de lieutenant général, épousa Marie de Bourbon, comtesse de Soissons, et mourut en 1656. De ce mariage naquit le célèbre prince Eugène.

« troupes. Ledit sieur Dubruelh en considération de cette défense fut
« fait maréchal de Camp. Et s'étant encore distingué dans plusieurs
« autres occasions par sa valeur et son intrépidité, il lui fut accordé le
« commandement de la ville et citadelle de Perpignan. »

Les archives départementales des Pyrénées-Orientales (C. 266) contiennent copie de conférences tenues le 29 mai 1669 par « Sebastien
« Le Prestre de Vauban, gouverneur de la citadelle de l'Isle, ingénieur ordinaire du Roy avec de Saint-Hilaire et du Bruelh, maréchal
« de Camp ès-armées du Roy, lieutenant pour Sa Majesté au gouvernement de sa citadelle » c'est à la suite de ces conférences que la ville et la citadelle de Perpignan furent si bien fortifiées, que l'on considéra longtemps la place comme imprenable.

Il était chevalier de Saint-Louis, baron de Ferrières ; c'était le neveu de l'évêque de Mende et le père de Pierre Sylvestre, et il avait épousé Claire Vaquié.

« Le chevalier Dubruelh, autre frère, commandant le régiment de
« Normandie et nommé à une compagnie aux Gardes, fut tué sur la
« brèche au siège de Castelnau de Montmiral, en Languedoc, assiégé
« pendant les guerres de religion. »

Son nom était *Bertran*. Il avait épousé Françoise de Méritans, et son corps fut déposé dans l'église de la Réal à Perpignan en 1663. Par son testament de 1656, il avait laissé ses biens à son fils aîné appelé Sylvestre, et des sommes d'argent à ses autres enfants : Frésal, Pierre, Catherine. Louis-Sylvestre mourut en 1673, la suite de ses descendants nous est inconnue.

« D'Espapel, autre frère, capitaine au régiment des gardes, fut tué
« au siège de Turin (une erreur de copie sur les registres du parlement de Toulouse dit : *Trie* au lieu de *Turin*), en Italie.

Pierre de Bruelh, coseigneur des Places, d'Espapel, etc., avait épousé par contrat du 25 avril 1625 passé devant M^e Antoine Robert, notaire à Molereste, Louise de Gaulejac, dame d'Espapel.

« Six autres de ses oncles du même nom ont pareillement été tués
« dans le service, de même que Trois frères dudit exposant, en sorte
« que sa famille s'est (lacune d'un mot) sans interruption, depuis plus
« de trois cents ans avec toute la valeur et la distinction digne d'une
« aussi ancienne maison. »

Le douzième de ses oncles nous est connu par l'extrait du *Bulletin archéologique de Montauban*, (année 1894.) qui suit :

« Nous mentionnerons parmi les prélats originaires de notre pays,

« messire Jean Louis Dubruelh, évêque nommé d'Elne, grand inquisiteur de la Foi du comté de Roussillon en 1663, frère de Sylvestre Dubruelh, maréchal des Camps et armées du roi en la ville de Perpignan, et de Bertrand Dubruelh, lieutenant colonel au régiment de Noailles en 1656, co-seigneur de Cas, et de Jean Dubruelh, seigneur d'Espanel. » Ce Bulletin s'exprime ainsi sur l'origine de sa famille :

« Il descendait de marchands et de bourgeois de Caylus, parmi lesquels figure Géraud Delbrelh (de Brolhio), licencié ès-lois et décrets en 1467, de noble Jean Delbrelh, bourgeois de Caylus qui se fit faire de nombreuses reconnaissances en 1530, son fils Louis Dubruelh était titré co-seigneur de Cas. »

Il serait injuste de ne pas consacrer quelques lignes à la mère de ces douze fils, à Marguerite de Cruzy de Marcillac, dont la famille occupait d'ailleurs un rang important en Rouergue, Quercy et Poitou. Elle était fille d'Antoine de Cruzy qui avait reçu le 21 octobre 1620 commission de « capitaine de cent hommes de guerre de pied français dans le régiment de la nouvelle levée de Rombures donnée à Paris le 27 août 1616 » sous le nom de Marsillac.

Un de ses frères, huitième fils d'Antoine de Cruzy, nommé Sylvestre de Cruzy de Marcillac est cité avec grands éloges pour son zèle dans la *Gallia Christiana* (tome 1^{er}, pages 107 et 108). Il était évêque de Mende. Dans son testament daté du 20 juin 1639, il demandait d'abord d'être enterré dans la cathédrale de Mende : c'était justice, car il l'avait magnifiquement restaurée. Ensuite, il instituait pour son héritier Jean de Marcillac, à son défaut Bertrand de Marcillac et encore à son défaut les enfants de Charles. Mais le 24 octobre 1651 il y ajouta une donation « en faveur de ses neveux et nièces, noble Sylvestre du Brueilh (ou du Breulh) seigneur de Ferrières, maréchal des Camps et armées du roi, Bertrand du Brueilh, lieutenant du roi de sa citadelle de Perpignan, dame Charlotte de Gout, dame de La Mothe, femme du seigneur de Lussan, seigneur de Carbonneau, noble Jean Louis de Marcillac, seigneur de Tillon, et dame Marie Silvestre Crugi de Marcillac, femme d'Armand de Durfort, baron de Boissière qu'elle avait épousé par contrat du 19 juin 1545 ¹. » (Date manifestement erronée).

Cet évêque de Mende mourut le 20 octobre 1659.

¹ *Saint-Alais*, tome xii, pages 11 et 12.

Il n'est pas possible de laisser de côté un autre de ces braves, un de ses neveux, Henri Madelaine de Cruzy de Marcillac, dit le vicomte de Marcillac. Il « était capitaine de cuirassiers en 1695 et mestre de « camp le 27 février 1705. Cette même année, à la tête de son régiment, devant Chivas, il reçut *quatorze coups de sabre dont un lui « enleva quatre doigts de la main gauche*. Nonobstant, le 1^{er} février 1719, maréchal de camp, il passa au service de l'Espagne, et « le 10 juillet 1721 fut nommé lieutenant-général des armées du roi. « Il se signala en Afrique en 1732, tellement que le cardinal Fleury « lui écrivait le 16 janvier 1733 : « J'ai appris avec plaisir la conduite « que vous avez tenue dans l'expédition d'Afrique et *combien vous « avez fait honneur à la nation*. »

« Je ne puis trop vous en louer. »

« Le roi de France le nomma le 3 décembre 1737 grand-croix de « l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il mourut à Madrid en « 1739¹. »

Famille et alliés payaient donc largement leur dette au pays, Pierre Sylvestre ne s'y épargna pas, de son côté, disent les lettres-patentes.

« L'exposant est entré dans le service à la plus tendre jeunesse, « ayant fait plusieurs campagnes en Flandres, en Catalogne et en « Hollande où il a commandé un bataillon du régiment du Bourbonnais. En 1674 il lui fut donné par M. de Bêtres, lieutenant-général, le commandement du fort des Bains en Roussillon, où « il fut investi et assiégé, et quoique la place se trouvât en mauvais « état, la garnison faible et très peu fournie en munitions, il en soutint « les attaques pendant trente-cinq jours de blocus et six jours de tranchée ouverte, après lesquels il força l'ennemi à en lever le siège. « Cette action signalée et de vigueur lui fit accorder la croix de « Saint-Michel. La campagne suivante, il se trouva à l'attaque du « Port-Majoret et à celle du Fort-Rouge. M. le maréchal de Schomberg « ayant fait le siège de Bellegarde et l'ingénieur s'étant trouvé infirme, il jugea à propos de donner le soin audit sieur exposant de « conduire les ouvrages. Il se distingua encore par son habileté et sa « valeur. La place s'étant rendue avec tout le succès que l'on en devait « attendre, le commandement lui en fut donné, et quelque temps « après, le gouvernement qu'il a rempli avec toute la satisfaction que

¹ *Saint-Alais*, tome XII, pages 16 et 17.

« l'on peut désirer. Cette place ouverte en plusieurs endroits était ex-
« posée à l'insulte des ennemis qui faisaient des courses, même jus-
« ques aux environs de Perpignan, mais ledit sieur exposant les fit
« bientôt cesser par sa vigilance, procura la seureté et établit des
« contributions jusques aux portes de Roze et de Girone, ce qui cou-
« vrit la frontière de Roussillon et facilita la communication de Belle-
« garde avec l'armée ; qu'ayant été chargé pour lors de la conduite
« de la plupart des convois, il eût différentes attaques des ennemis,
« dans lesquelles il a eû trois chevaux tués sous luy et y fut blessé
« entre autres à une jambe de laquelle il est resté estropié. Ces ser-
« vices importants, non-seulement en ladite qualité de commandant de
« Bellegarde, mais encore dans toutes les occasions qui se sont re-
« montrées, ont engagé notre très-honoré seigneur et bysaïeul de le
« faire brigadier de nos armées et de luy accorder la croix de l'ordre
« de Saint-Louis en 1706. Toutes ces actions qui nous donnent des
« témoignages d'une prudence consommée et d'une fidélité inviolable
« nous engagent à donner de nouveaux témoignages de l'entière sa-
« tisfaction qui nous en reste en décorant d'un titre sa terre de Fer-
« rières et dépendances, étant disposée par ses revenus et droits qui
« en dépendent à le recevoir sous le nom de marquisat Dubruelh que
« nous sommes résolu d'y attacher. »

En conséquence : « A ces causes, de l'avis de notre très-cher et
« très-aimé oncle, le duc d'Orléans, petit-fils de France, régent de
« notre Royaume, nous avons de notre grâce spéciale, pleine jouis-
« sance et autorité Royale, créé, érigé, élevé, créons, érigeons et
« élevons, du titre nom et dignité de marquisat, décoré et décorons
« par ces présentes signées de notre main en faveur dudit sieur Syl-
« vestre Dubruelh, de ses enfants, postérité et descendants masles,
« nés et à naître en légitime mariage, sadite terre de Ferrières, com-
« posée de six paroisses... sous la dénomination de marquisat Du-
« bruelh. »

Telle fût l'existence militaire du premier, et peut-être du seul mar-
quis Dubruelh. Il avait épousé Marthe du Vivier, fille d'Alexandre du
Vivier, marquis de Lansac¹ (alias Henri) et de N. de Maurès de Malartic².

¹ Lansac, village du département de la Gironde, arrondissement de Blaye, canton de Bourg, château ruiné dit « les Tours de Broglie. » (Vivien de Saint-Martin, *Dict. Géog.* p. 281.

² P. de la Chesnaye des Bois, page 656, ed. 1778.

Dans les archives départementales et municipales de Perpignan (série E) qui contiennent quatre-vingt dix-neuf pièces, la plupart en Catalan allant de 1614 à 1723 et concernant la famille Dubruelh se trouve son testament. « Sylvestre Dubruelh, chevalier de l'ordre royal « de Saint-Michel, seigneur et baron des lieux, château et territoire « de la baronnie de Montesquieu et gouverneur du château de Belle-
« garde, « déclare laisser ses biens à sa fille Marie-Anne » et cite ses « deux frères Antoine et Jean-Louis et sa sœur Raymonde. » Ce testament est daté du 29 septembre 1685. Le testateur ne mourut cependant que trente-huit ans plus tard en 1722. On y trouve aussi le testament de sa femme Madeleine du Vivier, fait en 1692. Elle cite comme héritiers : Marie-Anne, Marie-Thérèse, Marie-Elisabeth, et Joseph Ignace qui mourut en 1696. Nous croyons qu'en plus d'Ignace ils eurent d'autres fils et filles.

Mais, des enfants qu'il eût de son mariage avec Madeleine du Vivier, mâles ou filles, toute trace est éteinte, à une seule exception près, Marie-Anne, qui dûť seule leur survivre.

Elle hérita certainement de la terre de Ferrières et de la baronnie de Montesquieu en Roussillon. Car on les trouve en 1765 entre les mains de son fils Vincent-Sylvestre. C'est lui qui fit bâtir, à peu près sur les fondations de l'ancien, le château actuel de Ferrières.

Marie-Anne Dubruelh s'était mariée avec l'ainé d'une des familles des plus anciennes de cette partie du Quercy, Aimeric Henri de Timbrune ou Timbronne, marquis de Valence (Actuellement Valence-d'Agen, dép' de Tarn-et-Garonne).

« Timbrune ou Timbronne, baronnie et château, diocèse de Boulogne. Maison d'ancienne chevalerie, une des plus anciennes et des « plus distinguées de la province de Picardie et du Boulonnais. La « postérité masculine des anciens seigneurs de Timbronne se porta « dans la Guienne par l'émigration de Guillaume de Timbronne, jeune « seigneur qui, durant les guerres de la France avec les anglais, servait en la compagnie de Raoul, comte de Marles, capitaine commandant de l'Agenais et du pays de Guienne en 1398. Il fut « établi gouverneur de la ville et du château de Puymirol dans « l'Agenais vers l'an 1399, acquit la terre de Valence en Agenais « par acte de l'an 1403, laquelle érigée depuis en marquisat a

« passé successivement de père en fils à Bernard, marquis de Valence,
« aujourd'hui maréchal des camps et armées du Roi ¹. »

On les retrouve sur tous les champs de bataille, depuis Bouvines jusqu'à Waterloo.

« MM. de Valence portaient le nom de Timbrunne qui est très bon
« et très ancien. Ils sont dans l'Agenais depuis plusieurs siècles ; il y
« a plusieurs branches de cette famille. M. de Valence est colonel
« d'infanterie ². »

Le gendre de Pierre Sylvestre Dubruell était le fils de Bernard, marquis de Valence : « Aimeric Henri de Timbrune, marquis de Valence, brigadier des armées du roi, tué à la tête de son régiment du Maine à la bataille de Parme en 1734, avait épousé Anne du Bruilh, dame de Ferrières (24 avril 1709), fille de Silvestre du Bruilh, baron de Ferrières, brigadier des armées du Roi, gouverneur de Bellegarde et de Marthe du Vivier de Lansac, de laquelle il a laissé
« 1^o Henri Bernard de Timbrune, marquis de Valence, maréchal des camps et armées du roi en 1748, marié avec demoiselle Marie-Adélaïde de Lévis-Mirepoix, dont un fils unique. 2^o Silvestre, comte de Timbrune, ci-devant capitaine au régiment du Maine-Infanterie.
« 3. Vincent Silvestre, comte de Valence, maréchal des camps et armées du roi, le 10 février 1761, marié avec Louise de Losse, fille et héritière du marquis de Losse en Périgord, dont pour fils unique
« Cyrus de Timbrunne. 4. Et Claude Silvestre, appelé le chevalier de Valence, maréchal des camps et armées du Roi le 25 juillet 1762, commandeur de Villedieu ³. »

Devenue veuve, la marquise de Valence, quand ce n'était Ferrières habitait presque toujours Agen, d'abord chez MM. de Nort, et puis dans un hôtel qu'elle y avait acheté rue des Pénitents Bleus ou Saint-Hiérôme. Elle y testa (Espinasse, notaire) le 17 juillet 1750 (*Revue de l'Agenais*, 11^e année, page 410). Son fils, « le marquis de Vallence,

¹ *De la Chesnaye des Bois*, page 656, édition de M^{VCCLXXVII}, chez Antoine Baudet, libraire imprimeur du Roi, rue Saint-Jacques, et chez l'auteur rue Saint-André des Arcs.

² Extrait des mémoires sur la généralité de Bordeaux, attribués à M. de Lamoignon de Courson, intendant de Guyenne, publiés par M. de Faugère-Dubourg, *Revue de l'Agenais*, année 1884, page 536. Leurs armes étaient : « d'azur à bande d'or accostée de deux fleurs, lis d'or 1 en chef et 1 en pointe. » (Notice dressée sur les Titres originaux dont un extrait est au cabinet de l'ordre du Saint-Esprit).

³ *De la Chesnaye des Bois*. (Il fut fait lieutenant général le 1^{er} mars 1780.)

« brigadier des armées du roy, cy devant colonel du régiment de « Biarn » fit sa démission le 19 février 1745 en faveur de son frère. Mais fut de nouveau nommé commandant d'Agén pour trois ans et prêta serment le 28 février, le corps de ville assemblé et les habitants sous les armes¹. Elle mourut avant 1764, à Toulouse, où on constate le séjour de quelques membres de sa famille.

Une note trouvée parmi les papiers dispersés du marquisat fait connaître le produit de la Terre de Ferrières dans ces termes :

Etat général de la récolte de 1736 perçue et recueillie au château de Ferrières et dépendances du Bruels et Ferrières.

1° Provenant des métairies et moulins :

Désignation	Quantité	Désignation	Quantité
Froment.....	190 quar. 1 cart.	Espaute.....	5 quart. 2 cart.
Avoine.....	11 3	Graine de chénevis .	» »
Millet.....	45 3	Chanvre.....	557 livres.
Meture.....	92 2	Laine.....	90 livres.
Orge.....	27 2	Prunes.....	»
Baillarde.....	» 1 3/4	Rèv. de Volaille...	138 paires.
Pois.....	» 3 1/4	— d'œufs.....	1500
Fèves.....	3 »	— de dindons...	6 p. 1/2.
Aricots.....	» »	— de foin.....	»
Gesses.....	2 »	— de vin.....	»
Nentilles.....	» 1 1/4	Rèv. arg. des mét..	175 l. 10 s.
Seigle.....	2 1/4	Profit des bestiaux.	340 l. 12 s.
Vesses.....	1 3	Rève arg. des ten..	»
Erres.....	1 2	Produit de la rente constituée.	
Garousses.....	1 2 1/2		

2° Vins des métairies, de la vigne vieille et de l'enclos du château..... 61 barriques.

3° Foin autre que des métairies..... 132 quintaux.

Il n'est pas de conclusions à tirer de cet état, le contenu et le prix de vente faisant défaut, sauf celle-ci qu'en 1756 la prononciation du français à Ferrières donnait quelques exemples d'incorrections qui ne se sont pas perdues... même en 1899 et pour Paris lui-même.

¹ Revue de l'Agenais année 1897 pages 362 et 461.

Après la mort de la marquise de Valence, la terre de Ferrières ne passa pas aux mains de son fils aîné, le marquis de Valence, ni en celles de son deuxième fils le comte de Timbrune. Il est donc sans intérêt pour l'étude de ce marquisat de suivre la descendance de ses deux enfants aînés.

Elle fut attribuée à son troisième fils, le comte de Valence. C'est lui qui fit rebâtir le château actuel sur les fondations de l'ancien. Il l'habitait souvent et il est désigné dans ces termes dans deux actes notariés qui figurent encore parmi les minutes de M. Labat, notaire à Sérignac, en 1899, et définissent son rang et sa fortune évidemment très importante :

Le premier « L'an dix sept cent quatre-vingt-un le dix-neuf novembre
« et le deuxième « L'an dix sept cent quatre-vingt-trois et le onzième
« jour du mois de février, dans le château du marquisat de Ferrières
« le grand, paroisse du dit nom, sénéchaussée de Lauzerte en Quercy,
« par devant nous, avocat en parlement notaire royal soussigné, pré-
« sents les témoins bas nommés, fut présent très-haut et très-puissant
« seigneur Silvestre de Timbrune, comte de Valence, lieutenant général
« des armées du Roy, marquis du dit Ferrières et de Lacapelle-
« Biron, baron de Montesquieu, seigneur de Boussan, Sérignac, La
« Valette et autres lieux, habitant de la ville d'Agen, en son hôtel, rue
« des Pénitents Bleus, paroisse de Saint-Etienne, — procédant en
« qualité d'héritier pour un tiers de Messire Jean Emmanuel de
« Rambourg, son cousin germain, seigneur de Gercy, Sainte-Geneviève
« et autres lieu et à ce titre propriétaire pour la même portion de la
« Terre de Sainte-Geneviève.

« Le quel a fait et constitué pour son procureur général et spécial
« la personne de M. Jacques-Philippe-Ferdinand Dupeuty, avocat en
« parlement, conseiller du Roy... subdélégué de l'intendance de
« Soissons au département de Vervins, y demeurant... auquel il a
« donné... pouvoir de pour lui et en son nom vendre conjointement
« avec madame la marquise de Valence, pour M. le marquis de
« Valence son fils, et M. le comte de Timbrune, son frère, héritiers
« pour les deux autres tiers, la Terre et Seigneurie de Sainte-Gene-
« viève .. adjudgée par décret au profit de dame de Timbrune, mère
« de mon dit seigneur de Rambourg par sentence de la justice de
« Marle du 19 septembre 1730... Fait et récité présents à ce,
« messire Jean Gratien de Laborie, seigneur de Rouzet, y habitant,
« paroisse de Saint Agnan, et M. M^e François-Louis Bercegol du
« Moulin, avocat en parlement, habitant en son château de Floiras,

« paroisse de Latour, témoins soussignés avec mondit seigneur cons-
tituant, et nous », suivent les signatures. de Cazes, notaire, et
de messire Jean Gratien de Laborie, seigneur de Rouzet, y habitant,
paroisse de Saint-Agnan et M^e François-Louis Bercegol du Moulin,
avocat en parlement, habitant en son château de Floiras, paroisse de
Notre-Dame de Latour, témoins.

Il est à peine besoin de répéter que le marquisat du Bruelh n'était
transmissible que de mâle en mâle et que le propriétaire de Ferrières
n'en pouvait prendre le titre pas plus probablement que celui du
marquisat de Lacapelle-Biron.

Le comte de Valence fit d'Agen sa résidence habituelle¹ : le 16 sep-
tembre 1759 il recevait le maréchal de Richelieu et « luy fit un ma-
gnifique discours² »

Le 18 juin 1777, il était reçu à la table du comte de Provence (Louis
XVIII) qui logeait à l'Hôtel de Ville, à Agen, ainsi que MM. de Fumel,
de Narbonne, Malvin de Montazet et de Chateaurenard, comte de Cau-
zac. Il avait épousé le 11 mai 1755 Louise de Losse, fille du marquis
de Losse. C'est de ce mariage que naquit un fils Jean-Baptiste-
Cyrus-Marie-Adélaïde, comte de Valence qui donna quelque lustre à
son nom.

Sa famille, malgré des résidences constatées à Toulouse, paraît avoir
jusqu'à la Révolution marqué une préférence pour la ville choisie par
la marquise de Valence : car c'est au catalogue des gentilshommes de
Guyenne qui ont pris part à l'élection des députés de la noblesse en
1789, que figurent : 1^o Jean-Baptiste, marquis de Timbrune, lieutenant
général des armées du Roi, grand croix de l'ordre de Saint-Lazare,
2^o Sylvestre de Timbrune, comte de Valence, lieutenant général des
armées du Roi, marquis de Lacapelle-Biron, et 3^o Louis-Honoré de
Valence Timbrune, marquis de Valence et autres lieux.

La notice consacrée par Larousse au fils du comte de Valence est
ainsi conçue :

¹ Son hôtel existe encore presque sans changement et appartient à la famille de
Parades,

² *Revue de l'Agenais*, année 1884, page 410

« Cyrus-Marie-Alexandre ¹ de Timbrune-Timbronne, comte de
« Valence, né à Agen en 1757, mort à Paris, en 1822. Il descendait
« d'une antique famille dont un des membres avait assisté à la bataille
« de Bouvines. Entré en 1774 dans l'artillerie, il épousa la fille de
« madame de Genlis ², reçut par le crédit du duc d'Orléans, le grade
« de colonel du régiment d^e Chartres-dragons et s'attacha à la fortune
« ce prince, avec lequel il défendit les idées libérales en 1789. En
« 1791 il partit pour l'armée du Nord avec le grade de maréchal de
« Camp. Il commanda avec beaucoup de valeur l'aile gauche à la
« bataille de Valmy, fit capituler Verdun (1792), prit Coutraï et obligea
« Brunswick à abandonner Longwy (1792). Nommé général en chef
« de l'armée des Ardennes, il contribua à faire évacuer la Belgique
« par l'ennemi et força Namur à capituler. Comme le commandant
« Autrichien se plaignait des conditions qu'on lui avait imposées,
« Valence dit : « *si vous n'êtes pas content, Général, vous n'avez*
« *qu'à rentrer : nous vous reprendrons* », par une manœuvre aussi
« savante que hardie, il sauva l'aile droite de notre armée à la bataille
« de Nerwinde. Valence ne partagea pas la défection de Dumouriez,
« comme on l'a prétendu : il ne quitta son armée qu'après avoir envoyé
« sa démission au Directoire. Réfugié successivement à Londres et à
« Hambourg, il n'eut aucune relation avec les émigrés. Rappelé en
« France après le 18 brumaire, il reprit du service, fit les guerres
« d'Espagne et de Russie à la tête d'une division, et signa comme
« sénateur la déchéance de Napoléon en 1814. Il siégea à la Chambre
« des pairs au retour de Louis XVIII et pendant les cent jours, et fut
« après Waterloo l'un des commissaires désignés par le gouvernement
« provisoire pour traiter de la paix. Tombé en disgrâce à la seconde
« Restauration, Valence reprit en 1819 son siège à la Chambre où il
« vota toujours avec les libéraux. » Les annales de Rouergue et du
Quercy ont publié sur ce général des articles biographiques de
M. Rebouis (Pages 100, 119, 122).

Nous leur en empruntons un extrait de son rapport sur la bataille de
Nerwinde (13 mars 1793).

¹ Prénoms inexacts : Ceux de « Jean-Baptiste Cyrus Marie Adélaïde » sont extraits
d'un acte de notoriété reçu Leroi, notaire à Paris, le 24 avril 1822.

² Sa mère Stéphane Félicité Ducrest de Saint-Aubin, avait épousé en 1772 le comte
de Genlis. Elle fit l'éducation de Louis-Philippe, duc d'Orléans. Elle mourut fin octo-
bre 1830.

« GÉNÉRAL,

« Une forte contusion au bras droit m'empêche de vous écrire.
« L'infanterie ayant été comme vous le savez repoussée trois fois, j'ai
« chargé moi-même à la tête de la cavalerie. J'ai percé à travers les
« ennemis et *j'ai reçu trois coups de sabre sur la tête dont un,*
« *qu'on m'assure cependant n'être pas mortel, m'a jeté la peau*
« *du crâne sur les yeux.* Je me rends à Bruxelles...»

C'est bien l'homme à proposer en toute sincérité au général autrichien de considérer comme non avenue la capitulation de Namur et de recommencer la bataille comme s'il n'était rien advenu.

Il mourut sans postérité masculine et sa descendance abandonna Agen : L'hôtel qu'y possédait la famille de Timbrune depuis 1735 ou 1740, rue des Pénitents blancs (actuellement rue Saint-Jérôme), fut vendu en 1787 à M. de Bazon et apporté en dot dans la famille de Parades.

Il n'avait laissé que deux filles : l'aînée Louis-Philippe-Séraphine-Félicité Timbrune, comtesse de Valence, épousa Antoine-Philippe-Firmin-Ghislain de Vischer, comte de Celles et mourut à Rome le 13 juin 1828. De ce mariage naquirent 1^o Antoinette-Charlotte-Edmée épouse de M. le comte Auguste-Léon Nompar de Caumont-Laforce, et 2^o Pulchérie-Félicité-Cyrette-Ghislaine, épouse de M. Henri-Espérance de Laërce de l'Aigle.

La deuxième devint la femme de Maurice-Étienne, comte Gérard, qui fut nommé en 1836 grand chancelier de la Légion d'honneur et commandant supérieur des gardes nationales. Né en 1773 à Damvillers (Meuse) il s'enrôla à 18 ans. Sa vie fut une série ininterrompue d'actions d'éclat : il suffit de citer Fleurus, Austerlitz où il reçut la croix de commandeur de la Légion d'honneur sur le champ de bataille, Wagram où Bernadotte lui avait confié le commandement de la cavalerie saxonne, le passage de la Bérésina où il ne se distingua pas moins que Ney, la campagne de 1813, Waterloo où il essaya vainement de convaincre Grouchy de marcher au canon et où il fut frappé d'une balle en pleine poitrine.

Il fut exilé à la Restauration. Mais dès 1822 il fit constamment partie de la Chambre élective où il siégeait dans la minorité libérale. Dès le 17 août 1830 Louis Philippe lui avait donné le bâton de maréchal de France, il lui confia en 1832 le commandement de l'armée française

qui fit capituler Anvers. Il mourut en 1852 et fut enterré aux invalides.

La malice populaire lui consacra une chanson dont le but, tout en consacrant sa gloire était certainement l'inoffensif calembourg qui termine le couplet :

Le maréchal Gérard,
Passant su' l' pont des Arts,
Rencontre un étudiant
Qui s'en allait fumant.
Il lui dit : « mon fiston,
« Tu m'as l'air bon garçon.
« A l'autre bout du pont,
« Nous prendrons un canon. »

En réalité le cœur des vassaux ne dût pas être insensible aux récits des hauts faits du général de Valence, le fils du Seigneur.

Ce doit bien être à leur protection que le château de Ferrières avait probablement de n'être ni pillé, ni saisi, ni vendu comme bien national lors de la Révolution. A la suite, les terres en furent successivement et volontairement aliénées pendant la Restauration. Et ce sont ces aliénations qui durent amener la dispersion des papiers parmi lesquels était notamment le livre des comptes de 1718 à 1723.

Les terres étaient donc encore aux mains du comte de Valence dans les premières années de la Révolution. Il habitait alternativement son hôtel d'Agen et le château de Ferrières où s'est conservé le souvenir de sa bienveillance et de ses bontés.

Il y recevait même de tout temps au château la visite fréquente de son frère, le quatrième fils de Marie-Anne Dubruelh, marquise de Valence, Claude-Sylvestre de Timbrune, chevalier de Valence, qui était, avons nous vu, maréchal des camps et armées du Roi, commandeur de Villedieu, et même chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Celui-ci au contraire a laissé dans le pays une détestable réputation. Entre autres une anecdote transmise par tradition est significative: Le commandeur était un vif. Il avait cru se reconnaître dans un sermon du curé de Sérignac, M. Molaret, qui conserva de lui une appréhension ineffaçable, d'ailleurs justifiée. Un dimanche matin revenant de la chasse, au moment de l'élévation, par une fenêtre de l'ancienne église qui éclairait le sanctuaire et la sacristie, il tira un coup de fusil sur le curé. La balle alla s'incruster dans le tabernacle. « Si tu l'avais tué, malheureux ! » s'écria sa mère — « Ah ! baste ! » pour un curé de plus ou de moins » répondit-il en haussant les épaules, et il n'en fût pas davantage.

Il est permis de penser que le tempéramment de ce chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem ne manquait pas d'une certaine originalité.

Après le comte de Valence, le château de Ferrières passa aux mains de son fils, le général Cyrus de Valence, puis à celles de ses deux filles, la maréchale Gérard, et la comtesse de Celles, dont héritèrent les filles, Madame la comtesse de Caumont-Laforce et Madame de l'Aigle, qui toutes demeuraient à Paris, rue Neuve de Berry, 10 (acte de notoriété reçu Leroi notaire, à Paris, le 24 avril 1822).

Cette circonstance en dut déterminer la vente et il sortit de leur possession le 13 juillet 1834.

Ainsi s'éteignit le titre qu'était allé certainement chercher celui qui seul eut droit de le porter.

C'est le voyage qu'il fit dans ce but que nous allons accomplir avec ce vigoureux soldat, vieillard qui à 74 ans venait de Perpignan s'installer à Paris, en plein hiver 1718. Il nous sera donné de l'entrevoir dans son séjour, religieux, répandu dans le monde, accueillant, et studieux jusqu'au dernier jour de sa longue carrière : Au lecteur restera le soin de reconstituer sa silhouette au gré de son imagination.

(*A suivre*)

F. M.



ITINÉRAIRE RAISONNÉ

DE MARGUERITE DE VALOIS EN GASCOGNE

(1578-1586) *

ANNÉE 1578

« Maison de la Roynie de Navarre. — Trésorerie et recepte générale des finances et maison de la Roynie de Navarre. — Estat des gaiges des dames, damoiselles, gentilshommes et aultres officiers de la Roynie de Navarre, sœur unique du Roy, pour l'année commençant le premier jour de Janvier et finissant le dernier jour de décembre 1578 ¹ .

DAMES		Fousseuse.....	83 éc. 1 l.
M ^{me} de Picquigny, dame d'honneur.....	333 éc. 1 l.	Boisbenet.....	—
M ^{me} de Curton.....	100 éc.	Béthune.....	—
M ^{lle} d'Atrye d'Aquaviva.....	133	Aulnay.....	—
M ^{me} la marquise de Cailiac.....	100	Marguerite Burgensis...	56
M ^{me} d'Estissac.....	—	M ^{lle} de La Vernay, gouvernante des dites filles.	100 éc.
M ^{lle} de Tournon la jeune.....	133	AULTRES DAMES ET DAMOISELLES	
M ^{lle} de Picquigny.....	—	M ^{me} de Riberac.....	1 éc. 2 l.
M ^{lle} de Saville.....	—	M ^{me} de Sainte-Geme...	—
M ^{me} de Seignes.....	100	M ^{me} de Bourgon.....	—
M ^{me} de Florac.....	—	M ^{lle} d'Epernay.....	—
M ^{me} de Thignonville....	—	M ^{lle} de la Martonie.....	—
M ^{me} de Pibrac.....	—	M ^{lle} Myron.....	50 éc.
M ^{me} de Béthune.....	—	FEMMES DE CHAMBRE	
M ^{lle} du Gauguier.....	—	Jehanne Bussière.....	56 éc. 2 l.
M ^{lle} du Rezé.....	—	Barbe Chausson.....	—
M ^{me} de Cheverny.....	—	Jehanne Martin.....	—
M ^{me} de La Cappellet....	—	Marie Lebel.....	33 éc. 2 l.
M ^{lle} de Picquot.....	—	Loyse Lebel.....	—
FILLES DAMOISELLES		Loyse Chausson.....	—
Thorigny.....	83 éc. 1 l.	Du Verger.....	—
Rebours.....	—	Burgensis.....	—
La petite fille de M ^{me} de Curton.....	—	Anne du Haier.....	—
		Renée Bourgeois, lingère.	26 éc.

* Voir : *Revue de l'Agenais*, t. xxvi (1899), pp. 212-225.

¹ Arch. nat., KK. vol. 163.

Sœur de Jehanne..... 33 éc.
— de Corbie..... —

FEMMES DES FILLES

Renée Molinau..... 33 éc. 11.
Claude du Rube..... —

LAVANDIÈRES

Hirma Girard et Guill.
La Flaiche, son mari,
pour le corps et bouche. 40 éc.
Marguerite Lafleiche pour
la panneterie et tous les
offices..... —

MAÎTRES D'HOTEL

Le sieur du Lys..... 133 éc. 11.
Hector de Maniquot.... —
Le s^r de Rupéroux..... —
Le s^r de Masparault.... —
Le s^r du Bosq..... —
Guill. Arthur s^r de Fai-
guerolles et vicomte de
Caen..... —

PANNETIERS

Le s^r d'Auranches..... 100 éc.
Le s^r de Boullons..... —
Le s^r de St-Pons, le jeune
Le s^r de La Migernier... —
Le s^r du Conte..... —
Richard de La Vernay.. —
Le s^r de la Tronche.... —
Le s^r de Beaumesnil, le
jeune..... —

ESCHANSONS

Le s^r de Chadière..... 100 éc.
Ludovic Miliorin..... —
Monthigny..... —
La Bussière..... —

ESCUYERS TRANCHANTS

Le s^r d'Anthérac..... 100 éc.
Le s^r du Plessis..... —
Le s^r de Penacore.... —

ESCUYERS D'ÉCURIE

Le chevalier Salviati.... 200 éc.
Le s^r de Vermont..... 100 éc.
Le s^r de Matha..... —
Le s^r de Crécy..... —
Le s^r de La Plaigne.... —

AULMONIERS

M^e Gilbert de Beaufort,
grand aulmonier..... 1 éc. 21.
M^e Henry Le Meignan,
évêque de Digne..... —

M^e François Dasquanel,
abbé du Mont St-Quen-
tin..... 1 éc. 21.

M^e Jacques du Val, abbé
de Nogent..... —
M^e Claude Cocquelet... 21 éc.

CONFESSEUR

Michel Ferré..... 133 éc.

CHAPPELAINS

M^e Firmin Morran..... 40 éc.
M^e Guérin de Mizan.... —

CLERCS DE CHAPPELLE

Nicolas Cocquelet..... 20 éc.
Jehan Cocquelet..... —
Jehan Bazoches pour l'en-
tretienement du som-
mier de la chapelle. —

MÉDECINS

Le s^r de Saint Pons..... 156 éc. 21.
Raphaël La Mezure.... 100
Jehan Landre dict de La
Magdeleine..... 133
Choisnyn..... —
Lefebvre..... 100

APOTHICAIRE

Charles Morays..... 56 éc. 21.

CHIRURGIEN

Nicolas Ferrand..... 53 éc. 11.

VALLETS DE CHAMBRE

Jehan Petit frère, au lieu
de Moyse Crosnier... 53 éc 11.
Audit Moyse Crosnier,
pour l'entretienement
du jardin de la mai-
son de la Roïne, à Pa-
ris..... 50 éc.
A luy encore pour l'estat
de garde des meubles
de lad. maison..... 33 éc. 11.
Jehan Dureau..... 53 éc.
François Chausson.... —
Pierre Lory, au lieu de
Pierre Pailles..... —
Estienne Le Haier..... —
Anthoine Le Bel..... —
Fraire de Mortures.... —
Jehan Dagan, dict Pacol-
let..... —
Gabriel Balbo..... —
Charles Bessac..... —
René du Vau..... —
Manault Raspault..... —

Bon Bousset..... 53 écus.
 Jehan Mathey..... —
 Burgensis..... —
 Laporte, violon..... —
 Eustache Grinoise, tail-
 leur d'habillement de
 la Roynie, tant pour
 ses gages et façons
 d'habillement de la
 Roynie que pour le
 fournissement du fil
 de soye à coudre,
 crochets et toutes sor-
 tes de doubleures qui
 ne sont pas de soye.. 400 éc.

AULTRES VALLETZ DE CHAMBRE

Guillaume Raspault,
 joueur de luth..... 100 éc.
 Jehan Paulle, aussi joueur
 de luth..... 53 éc. 1 l.
 François Baillon, joueur
 de musette..... 53 éc.
 Jehan Godefroy..... —
 René Le Grand..... —
 Alain Beluche, au lieu
 de François de La
 Floxillière..... —
 Honoré Beaujouan..... —

M^e DE GARDE ROBBE

Pierre Morin..... 56 éc. 1 l.
 Pierre Girau..... —

VALLETS DE GARDE ROBBE

Jacques Hanne..... 20 éc.

HUISSIERS DE CHAMBRE

Jehan Halligre le jeune,
 au lieu de Jehan Halli-
 gre l'aîné, son frère. 53 éc. 1 l.
 Charles Lasserre..... —
 Pasquier Le Vavasseur. —

HUISSIERS DE SALLE

Jehan Descosse..... 53 éc. 1 l.
 Jacques Yvon..... 40 éc.
 Nicolas Putel..... —

HUISSIERS DU CONSEIL

Georges Rondellet..... 16 éc. 2 l.
 Germain Ferron..... 20 éc.
 René Poullain..... 16 éc. 2 l.

TAPISSIERS

Allard, au lieu de Pierre
 Buccan, décédé..... 40 éc.
 Maurice Baudouyn, qui
 souloit estre garçon
 de la chambre, au lieu

de Nicolas La Falloys. 40 éc.
 Jullian Blanchart, porte-
 table et chaise..... 50 éc.

AYDES

Pierre Foucquet..... 16 éc. 2 l.
 La Roynie veult et or-
 donne que la somme
 de seize escus, deux li-
 vres soit payée à la
 vesve et enfans dud.
 sieur Buccand, jusqu'à
 ce qu'ils soient en
 aige de pouvoir servir
 aud. estat, duquel elle
 leur faict don; ayant
 neantmoins ordonné
 que led. Allard fera le
 service et si obligera
 sans pouvoir avoir ny
 demander lesd. 16 es-
 cus 2 liv., ne aulc.
 augmentation de gai-
 ges.

VALLETS POUR LES FILLES
 DAMOISELLES

Jehan Malletin..... 13 éc. 1 l.
 Balthazard Gremoise... —
 Pierre Prelat..... —

CHANCELIER

Monsieur de Pibrac, con-
 seiller du Roy en son
 privé conseil, prési-
 dent en sa court du
 parlement de Paris et
 chancelier de la Roynie
 de Navarre..... 656 éc. 2 l.

GÉNÉRAL DES FINANCES

Mons^r D'Estors, général
 des finances..... 400 éc.

GENS DU CONSEIL

M^r Nicolas Aurillot..... 156 éc. 2 l.
 M^r Michel Erard..... 256 éc.
 M^r Anthoine Arnault... 100 éc.
 M^r Anthoine Segurier... 16 éc. 2 l.
 M^r Anthoine Parmentier 8 éc. 1 l.
 M^r Nicolas Tanneguy... —
 M^r Denis Tronne..... 3 éc. 1 l.
 M^r Pierre Tronne..... —

SECRÉTAIRES DES FINANCES

M^r Loys Le Court..... 100 éc.
 M^r Jacques Biart..... —
 M^r Hierosme Segulier... —
 M^r Hector Chouayne.... —

AULTRES SECRÉTAIRES

M ^e Loys Vernes	56 éc. 21.
M ^e Guillaume Lebel.....	33 éc. 11.
M ^e Jehan de la Brosse, architecte.....	—
M ^e Nicolas Bouchard...	—
M ^e Jehan Erard.....	—
M ^e Martin Vernes.....	16 éc.
M ^e Raoul Ollié.....	8 éc.
M ^e Jehan Gaillard.....	6 éc.
M ^e Jacques Goury.....	—
Florent Chouayne.....	—
Michel Pommeren.....	—
Benigne Leragout.....	—
M ^e Vignere.....	—
M ^e Carloys	—
M ^e Martin Saint.....	—
Ph. Lesourd.....	—
Marc Manault, au lieu de Figon.....	1 éc. 21.

CONTREROLLEURS ET DIVERS

OFFICIERS

Jehan Chouayne, contre- rolleur général.....	256 éc. 21.
Jehan Beloys	56 éc. 21.
Jacques Breton.....	56 éc.
Symon Huguerie.....	—
Jehan Bourgeois.....	—

MARECHAUX DES LOGIS

Pierre Duchesne.....	100 éc.
Pons du Marchant.....	—
Claude Patin.....	—
Jacques Crochut.....	—
Pichery	—

FOURRIERS

André de Bresme, au lieu de Gilbert Lucas.....	50 éc.
Petit Jean Houblot.....	—
Robert de Vignolles....	—
Jehan Chartier dict Les- pine.....	—
François Hanri pour les villages.....	—

SOMMELIERS DE PANNETERIE

Jacques Mousset.....	53 éc. 11.
Pregent Popine.....	—

AYDES

Jehan Volton.....	40 éc.
Loys Pillon, au lieu de Jehan Mareschal.....	—
Symon Radix décédé... la Reine accorde une pension à sa veuve et à ses enfants,	—

Jehan de Coutran, au lieu

de Nicolas Violier....	40 éc.
René Aubert, au lieu de Jehan Robiot.....	50 éc.
Jehan de Bray qui sou- loit estre garçon de la pannetterie.....	23 éc. 11.

SOMMELIERS D'ESCHANSONNERIE

Claude Aulde.....	53 éc.
Claude Panguot.....	—

AYDES

Mathurin le 1 ^r	40 éc
Loys Mauvoisin.....	—
François Mangourt dict Fichu.....	—
Claude Le Grand.....	—
Claude Oudart, sommier des bouteilles.....	50 éc.
Pasquier Morin, sommier de la vaisselle.....	—

BOULLENGER

N.....	8 éc. 11.
--------	-----------

ESCUYERS DE CUISINE

Marc Virlu.....	50 éc.
François Bourgeois, au lieu de Poisson.....	—

QUEULX

Guillaume Cornu, au lieu de Pascal Proudhomme	53 éc. 11.
Arthur Belin.....	—
Martin Maillot.....	—

POTAGERS

Jehan de Lespine.....	40 éc.
Jehan Bonadjude.....	—

HASTEUX

Pierre Maucourt.....	40 éc.
Jehan Augier, dict la Haye.....	—

ENFANS DE CUISINE

René Poullain, au lieu de Jehan Bonadjudge.....	16 éc. 21.
Estienne Buisson.....	—

GALLOPINS

Guillaume Gousset.....	8 éc. 11.
Jehan de Couldray.....	—
Jacques Cadisc.....	—

PORTEURS

André Jamet.....	20 éc.
Frans Gaultier, au lieu de René Poulain.....	—

Michel Drouyn..... 20 écus.
Pierre Broche, en la
place de Baptiste Vil-
leroy..... —

HUISSIERS DE CUISINE

Claude Perriau, au lieu
de Jacques des Ouil-
lars..... 20 éc.
Nicolas Brissot, au lieu de
Guillaume de la Flèche —

GARDE VAISSELLE

Cartoys, tant pour ses ga-
ges que pour l'entre-
tenement du sommier
de lad. vaisselle..... 100 éc.
Maurice Marchant, aussy
garde vaisselle..... 40 éc.
François Gavroche, pour
l'entretienement du
sommier du garde
manger..... 50 éc.
Loys Virilu, au lieu de
René Aubiet, pour
l'entretienement du
sommier des broches. —

PASTICIERS

Jehan Carré..... 16 éc. 2 l.
Albret Cassier..... —

VERDURIER

Symon Cahourt..... 16 éc. 2 l.

BOUCHER ET POISSONIER

Charles Marie..... 4 éc. 1 l.
Nicolas Fillastre..... —

FRUCTIERS

Jehan Pineau..... 33 éc. 1 l.
Michel Vignon..... —

AYDES

Michel Mehun..... 20 éc.
René Maurice..... —
François Marchant pour
l'entretienement du
sommier..... 50 éc.

VALLETS DE FOURRIÈRE

Toussaint Hedouyx..... 33 éc.
René Turges..... —

AYDES

Guillaume Fournier.... 20 éc.
Pierre Jurguran..... —
Jullien Gault..... —
Claude Janet..... —

MARESCHAUX DE SALLE DES FILLES
Marc Huchelon..... 16 éc. 2 l.
Vincent Suroin..... —

VERTDEAUX

Nicolas Dauvergne..... 16 éc.

PORTIERS

Marc Gouvieux, au lieu
de Claude Dumont... 33 éc. 1 l.
Jehan Machot..... —

GENS DE MESTIER

René Foussart, mercier. 3 éc. 1 l.
Jehan Du Bour, menui-
sier..... 33 éc.
Estienne Chery, orfèvre. 1 éc. 2 l.
Pierre Dumont, vertuga-
dier..... 1 éc.

TRÉSORIER ET RECEVEUR GÉNÉRAL

M^r Loys Hubault, 866 éc.
2 l., pour la valeur
de 2600 livres à luy or-
donnés par lad. dame
chascun an pour tous
gaiges, etc.

ESCURIE DE LAD. DAME

Gaiges d'officiers.

LACQUAIS DU CORPS

A Estienne Bailly, qui
va à cheval avec lad.
dame pour tous ses
gaiges, entretienement
et despenses de son
cheval..... 400 liv.
Michel Fraugerie..... 144 liv.
Pierre Mizère..... —
Jacques Geouffroy..... —
Remond Vedel..... —

LACQUAIS POUR LES FILLES

ET DAMOISELLES

Nicolas Rochon..... 144 liv.
Jehan Lajonie..... —

LACQUAIS DU CHARIOT BRANLANT

Guyon du Hocquet..... 70 liv.

PALLEFRENIERS

Dominique Sansac..... 144 liv.
Charlot Rodin..... —

AYDES

Anthoine Charret..... 144 liv.
Estienne Damures..... —

**MULLETIERS DE LA LICTIÈRE DU
CORPS ET SECONDE LICTIÈRE**

Jehan Gonsse, dict Malherbe, pour la li- tière du corps.....	144 liv.
Sanson Hadrot, mulle- tier de la seconde li- tière	—
Françoise Gonsse, ayde pour la lictière du corps.....	72 liv.

FOURRIERS

René Balleran.....	140 liv.
Nicolas Baron.....	—

VALLETS DES PAIGES

Olivier Chevalier.....	90 liv.
Claude Vallon.....	—

AULTRES OFFICIERS

Ph. de Fontaine, mares- chal de forge.....	80 liv.
François Mathieu, tail- leur.....	10 liv.
Jacques Dollives, bar- bier du commun pour faire les cheveux des paiges.....	25 liv.
Jehan Grin, scellier....	10 liv.
Claude Dasquoys, lavan- dier.....	—
Estienne Richomme, es- peronnier.....	—

**ARGENTIER ET POURVOYEURS
DE LAD. ESCURIE**

Jehan Baron.....	10 liv.
Goriot Traboullet.....	—

COCHERS

Guillaume Fleury, cocher du corps.....	120 liv.
Jehan Mizère, cocher du 2 coche.....	50 liv.
Pierre Coutin, pour le coche des femmes....	—
Nicolas Galloys pour le charriot de poste....	—

**CAPPITAINES DES MULLETS
ET CHARRETIERS**

Anthoine La Mère, capi- taine de six mullets de la chambre.....	120 liv.
Jehan Thiou, pour les besongnes de la cham- bre.....	15 liv.
Jehan Vioche pour l'es- curie.....	7 liv.

AULTRES OFFICIERS

Loys Hubault, receveur en lad. escurie.....	2 liv.
Jehan Chouayne, contro- leur.....	4 liv.
Marc Cavalier, tailleur.	50 liv.
Roy, palefrenier.....	—
Lubin du Pré, sellier...	100 liv.

(1)

(1) Que nos lecteurs nous pardonnent cette longue liste de noms, dont la plupart ne présentent que peu d'intérêt. En la donnant *in extenso* pour cette première année du voyage, 1578, nous avons tenu à leur montrer ce que pouvait être à cette époque l'état de maison d'une fille de France, en même temps reine de Navarre. Pour les autres années, nous nous contenterons de signaler simplement les changements survenus dans ce nombreux personnel.

ITINÉRAIRE DE MARGUERITE

« Dépense des journées payées par ledit sieur Loys Hubault, maître de chambre aux deniers de la Reine de Navarre ¹.

AOÛT 1578

Le vendredy, premier jour dudict mois d'aoust, ladicte dame Royne de Navarre et son train à d'Ollainville.. 25 éc. 12 s. 18 d.

« Et partans de Paris, écrit Marguerite dans ses Mémoires, le Roy « nous mena à son d'Ollainville, où, après nous avoir traictez quelques « jours, nous prismes congé de luy... » L'Estoile nous apprend dans son *Journal* que la terre d'Ollainville, aujourd'hui canton d'Arpajon, arr. de Corbeil (Seine-et-Oise), était un des séjours favoris d'Henri III. Il l'avait achetée 60,000 livres, donnée à sa femme et meublée avec une richesse inouïe. C'est de ce lieu que partirent Marguerite et la Reine-Mère, le 2 août au matin.

Le samedi, 2^e jour dudict mois et an, ycelle dame ét partie de son train disne à Dollainville, et le reste disne à Chastres ², soupe et couche à Estampes. . . 518 éc. 19 s. 7 d.

Le dimanche, 3^e jour dudict mois, ladicte dame et son train disne à Angerville ³ et soupe et couche à Artenay 57 éc. 2 s. 7 d.

Le lundi, 4^e jour dudict mois, ladicte dame et son train disne aux faulxbourgs d'Orléans et soupe et couche à Cléry ⁴ 74 éc. 3 s. 8 d.

1. Arch. nat. KK, vol. 163, p. 87 et suivantes.

2. Chastres est aujourd'hui Arpajon.

3. Angerville-la-Rivière, canton de Puiseaux, arr. de Pithiviers (Loiret).

4. Cléry-sur-Loire, arr. d'Orléans.

Le mardi, 5^e jour dudict mois, ycelle dame et son train disne et soupe à S. Dye ¹ et couche à Blois. . . 47 éc. 12 s. 9 d.

Le mercredi 6^e jour dudict mois, ladicte dame et son train à Chenonceaux 43 éc. 14 s. 10 d.

Du 7 au 10, séjour à Chenonceaux ².

Le lundy, 11^e jour dudict mois, ladicte dame et son train tout ce jour à Tours.

Le mardy 12, ladicte dame et son train disne à Tours, soupe et couche à Azé-le-Rideau.

Le mercredi 13, ladicte dame et son train disne à Azé-le-Rideau, soupe et couche à Chinon.

Le jeudy 14, ladicte dame et son train disne à Chinon, soupe et couche en l'abbaye de Fontevrault.

Le vendredy 15, tout le jour en l'abbaye de Fontevrault.

Le samedi 16, ycelle dame et son train disne à Chinon, soupe et couche à Champigny ³.

Le dimanche 17, tout le jour à Champigny.

Le lundy 18, ladicte dame et son train disne à Mont-sur-Guène, soupe et couche à Mirebeau.

Le mardy 19, ladicte dame et son train disne au Pont-d'Oranse, soupe et couche à Poitiers.

Le mercredi 20, tout le jour à Poitiers.

Le jeudy 21, ladicte dame et son train disne à Poitiers, soupe et couche à Vyvonne.

Le vendredi 22, ladicte dame et son train disne à Vyvonne, soupe et couche à Couay ⁴.

¹ Saint-Dye-sur-Loire, canton de Bracieux, arr. de Blois.

² Nous croyons devoir arrêter, dès à présent, le chiffre journalier des dépenses de la reine Marguerite. Nous nous contenterons de donner à la fin de chaque mois le total de ses dépenses et de celles de sa maison.

³ Champigny, canton de Richelieu, arr. de Chinon, célèbre par sa sainte chapelle.

⁴ Sans doute Coubé-Yérac, arr. de Civray (Vienne).

Le samedi 23, ladicte dame et son train disne à Couay, soupe et couche à Civray.

Le dimanche 24, tout le jour à Civray.

Le lundi 25, ladicte dame et son train disne à Ruffec, soupe et couche à Verteuil.

Le mardi 26, ladicte dame et son train disne à Renay ¹ et couche à Nègre ².

Le mercredi 27, ladicte dame et son train disne à Anville, soupe et couche à Neufvy ³.

Le jeudi 28, ladicte dame et son train disne et soupe à Cognac.

Du 29 au 31 août, séjour à Cognac.

Total des dépenses pour le mois d'août : 2,167 écus, 8 sols, 6 deniers.

SEPTEMBRE 1578

Du 1^{er} au 5, séjour à Cognac.

« Je me souviens, car j'y estois, écrit Brantôme, que lorsque la
« Royne, mère du Roi, mena ceste Royne sa fille au roy de Navarre,
« son mary, elle passa par Coignac où elle fit quelque séjour; et là,
« plusieurs grandes, belles et honnestes dames du pays les vindrent
« voir et leur faire la révérence; que toutes furent ravies de voir la
« beauté de cette royne de Navarre, et ne se pouvoient saouler de la
« louer à la Royne sa mère qui en estoit perdue de joie, etc. ⁴ »

Catherine espérait, en s'arrêtant à Cognac, que le prince de Condé, gouverneur d'Aunis et de Saintonge, viendrait la saluer en ce lieu. Mais Condé, jaloux de plus en plus du roi de Navarre, n'en eut garde; si bien qu'après l'avoir attendu cinq jours, la Reine-Mère, dépitée profondément, dut continuer son chemin.

1 Bien qu'on lise Bonay, ce doit être Renay, près de Mansle, arr. de Ruffec.

2 Nègres pour Aigre, chef-lieu de canton de l'arr. de Ruffec.

3 Neufvy pour Neuviq, canton de Matha (Charente-Inférieure).

4 Brantôme, *Vie des Dames Illustres*, art. Marguerite de Valois.

Le samedi, 6^e jour de septembre, ladicte dame et son train disne et soupe à Pons.

Du dimanche 7 au mardi 9, séjour à Pons.

Le mercredi 10, ladicte dame et son train disne à Plassac, soupe et couche à Mirambeau.

Le jeudi 11, ladicte dame et son train disne à Tollyer ¹, soupe et couche à Blaye.

Le vendredi 12, ladicte dame et son train disne à Blaye, soupe et couche à Bourg.

Le samedi 13, tout le jour à Bourg.

Le dimanche 14, disne à Bourg, soupe et couche à Lybourne.

Du lundi 15 au mardi 16, séjour à Lybourne.

Le mercredi 17, disne et couche à Créon.

Le jeudi 18, disne à Créon, soupe et couche à Bordeaux.

Du vendredi 19 au lundi 29, séjour à Bordeaux.

Jusqu'à ce moment, aucun incident n'avait marqué le voyage des deux Reines. Les lettres de Catherine, écrites à son fils Henri III soit de Chenonceaux, soit de Cognac, n'ont trait qu'aux affaires générales du royaume. Le temps était chaud, les routes mal entretenues. Les étapes ne pouvaient être bien longues. Il fallait laisser à la suite si nombreuse des deux princesses le temps de les rejoindre. De là ces arrêts forcés. Mais une fois arrivée à Bordeaux, Catherine reprend son rôle de reine et de médiatrice.

Cette ville avait, peu de temps avant, refusé d'ouvrir ses portes au roi de Navarre. Celui-ci, blessé dans son amour-propre, répondit à l'appel de Catherine qu'il ne la rejoindrait qu'ailleurs. La Reine-Mère exigea, pour ces motifs, que la capitale de la Guyenne fit à la Reine de Navarre une entrée solennelle. Bordeaux le comprit et n'y manqua point.

Le maréchal de Biron, gouverneur de la province, y avait devancé la Cour.

¹ Tollyer pour Etauliers, canton de Saint-Ciers, arr. de Blaye (Gironde).

« Au mois de septembre 1578, écrit de Lurbe dans sa *Chronique Bordelaise*, fut donné avis à Messieurs les Jurats de l'arrivée prochaine de la Reyne, mère du Roy, et de la Reyne de Navarre, et furent aprestées incontinent deux maisons navales; et leurs Majestés estans à Bourg, deux de Messieurs les Juratz y furent députés, ensemble le procureur de la Ville, chargés de mémoires pour faire entendre à leurs Majestés. Cependant ledit sieur maréchal de Biron arrive qui fit son entrée à Bordeaux, comme lieutenant du Roy, le mardy 16 septembre 1578. L'une des maisons navales, préparée pour la Reyne, lui fust emmenée au port de la *Bastide* par deux de Messieurs les Jurats, l'artillerie rangée sur la rivière, les habitans aussi tous en armes et en ordre¹. »

Et Jean de Gauffreteau, ajoute : « Le dimanche 21 septembre, la Royne de Navarre alla descendre aux *Chartreux*, où les Jurats de Bourdeaux luy avoient faict dresser une maison en laquelle tous les ordres de la ville la vindrent saluer, et chacun d'eux luy fit sa harangue. De là, elle alla à la porte du *Caillau*, là où le poëse luy fust présenté par les Jurats, qui de là la conduisirent, avec les compaignies de la ville en armes, dans l'église *Saint-André*, où elle presta le serment, en tel cas accoustumé, entre les mains du seigneur archevêque². Sa Majesté fust logée en la *maison du Président Villeneuve*, sur les fossés appelés du *Chapeau Rouge*³. »

« Le 18 septembre, dit l'abbé O'reilly, dont la version diffère quelque peu, la Reine-Mère fut reçue sur le port, au *Portau-Burrat*, par les autorités de la ville : elle fut conduite avec pompe chez M. de Pontac, trésorier, d'autres disent chez M. de Villeneuve, président au Parlement ; on lui présenta un dauphin de huit pieds qu'on venait de pêcher. La Reine de Navarre logea chez M. Guérin, conseiller, près du Palais⁴. »

C'est bien le 18 septembre qu'eut lieu l'entrée des deux Reines à Bordeaux ; car cette date concorde, d'abord avec celle de l'itinéraire, puis avec celle d'une lettre adressée, le soir même, de cette ville par Catherine à M. de Bellièvre⁵.

¹ *Chronique Bordelaise* par de Lurbe, p. 91.

² L'archevêque de Bordeaux était alors Antoine de Sansac.

³ *Chronique Bordelaise* par Jean de Gauffreteau, p. 204, t. 1.

⁴ *Histoire de Bordeaux* par l'abbé Patrice John O'reilly. t. II, p. 302.

⁵ Bibl. nat. : Fonds français, n° 15905, f° 139. — Cf. : *Lettres de Catherine de Médicis*, par M. le comte Baguenault de Puchesse, t. VI, p. 37.

Tous les honneurs furent pour la Reine de Navarre. « La Reine sa mère, écrit Brantôme qui s'y trouvoit, le voulut ainsy, car elle l'ai-moit infiniment et l'estimoit fort. Elle étoit montée sur une belle haquenée blanche, harnachée fort superbement, et elle estoit vestue toute d'orangé et de clinquant, si somptueusement que rien plus, laquelle le monde ne se pouvoit assez saouler de voir, la regarder, l'admirer et l'exalter jusqu'au ciel. »

Aux discours de l'Archevêque pour le clergé, du maréchal de Biron comme maire et lieutenant général, de M. Largebaston premier président pour le Parlement¹, Marguerite, toujours d'après Brantôme, « qui estoit près d'elle sur l'eschaffaut par son commandement, leur répondit à tous les uns après les autres, si éloquemment, si sage-ment et si promptement, et avecques telle grâce et majesté... que je vis le soir ledit sieur président qui me vint dire, et à d'autres en la chambre de la reyne, qu'il n'avait jamais ouy mieux dire en sa vie². »

Nous ne raconterons pas ici les multiples détails des réceptions, fêtes, réjouissances, négociations qui marquèrent le séjour des deux Reines dans la capitale de la Guyenne. Tous les chroniqueurs locaux les ont suffisamment narrés³. La lettre de Catherine au Roi, du 29 septembre, en dit plus long du reste que n'importe quel document⁴.

Rappelons seulement que le Parlement se tint sur une grande réserve, se trouvant depuis quelque temps en lutte ouverte avec la Cour, que les Jurats au contraire assurèrent les Reines de leur inébranlable fidélité et leur firent présent « d'un pentagone d'or massif, bien élaboré, avec certaines inscriptions diverses et chiffres à leur louange », qu'il fut fait « un reiglement concernant le gouverne-

1 Dom Devienne écrit M. de L'Agebaston.

2 Brantôme, *Vie des Dames Illustres*, art. Marguerite.

3 *Chronique Bordelaise* par Jean de Gauffreleau. — *Id.* par de Lurbe. — *Id.* par par Jehan Darnalt (1606). — *Histoire du collège de Guienne* par E. Gaullieur (Paris, 1874). — *Histoire du Parlement de Bordeaux* par M. Boscheron des Portes (1877). — *Histoire de Bordeaux* par M. C. Jullian (1895). — *Archives historiques de la Gironde* : pièces diverses ; etc.

4 Fonds français, n. 3300 f° 41, ancien fonds Béthune, 8803. « *Despesches faictes par la Reine-Mère au voiage faict par elle en Guienne, Languedoc, Provence, Dauphiné, etc.* — Voir aussi *Lettres de Catherine de Médicis*, publiées par M. le comte Baguenault de Puchesse t. vi, p. 40.

« ment de la ville et la nomination des Intendants », et que les capitaines renouvelèrent tous leur serment en présence du maréchal de Biron, etc.

« J'espère partir demain de cette ville, écrit à la fin de cette lettre
« du 29 septembre la Reine-Mère au Roi son fils, y laissant toutes
« choses si bien ordonnées que j'estime, comme aussy font tous les-
« dicts seigneurs ceux de vostre Conseil qui sont icy auprès de moy,
« que tout y continuera en repos et union. J'iray, Dieu aidant, ledict
« jour de demain coucher à *Cadaillac* et le jour d'après qui sera
« mardy, j'irai de bonne heure à *Saint-Maquaire*, ny aiant que la
« rivière de Garonne entre ledict *Saint-Maquaire* et *Langon*, où se
« doit trouver le Roi de Navarre, vostre frère, vers lequel j'ay ren-
« voié ce matin les sieurs de Pibrac et de La Mothe-Fenelon, pour
« luy faire entendre ma délibération, afin que ce jour-là nous nous
« puissions voir, et dès le lendemain, je ne faudrai de vous faire une
« ample despêche du tout. »

Rencontrer enfin le roi de Navarre, lui remettre son épouse et assurer la paix, tel est le but que poursuit ardemment Catherine et pour lequel elle ne craint d'affronter ni les dangers, ni les fatigues de ce long voyage.

« L'entrevue des deux Reines et du Roi de Navarre, écrivait à cette
« date l'ambassadeur Saracini à son maitre le grand duc de Toscane,
« est encore retardée pour divers obstacles, notamment à cause de
« M. le maréchal de Biron. Néanmoins, à Bordeaux, où elles sont,
« les Huguenots leur ont fait un bon accueil ¹. »

Enfin le départ eut lieu le 30 septembre.

Le mardi, 30^e jour de septembre, ladicte dame et son train disne à Bordeaux, soupe et couche à Cadillac.

Total des dépenses en ce mois de septembre pour la maison de la Reine Marguerite qui seule doit nous occuper : 2,983 écus, 4 sols, 3 deniers.

Il ne put être payé que 2,646 écus.

(A suivre)

PH. LAUZUN.

¹ *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane*, documents publiés par Abel Desjardins dans la collection des *Documents inédits de l'Histoire de France*, t. IV, p. 193.

ÉTUDE

SUR LES

STATUTS, ACTES DES CONSULS & DÉLIBÉRATIONS DE JURADE

DE LA COMMUNE ET JURIDICTION

De Villeneuve-d'Aginois

(De Juin 1260 à Octobre 1785)

(SUITE)

L'efficacité de cette mesure, qui consiste à renvoyer les mendiants à leurs communautés d'origine, alors qu'on n'a ni police ni maréchaussée suffisantes pour les y contraindre, est nulle; d'ailleurs, le nombre des malheureux domiciliés à Villeneuve est tel, que nous allons voir à quels expédients tyranniques et, par conséquent éludés, nos consuls vont avoir recours.

Le 23 Mars, le registre nous apprend que le corps consulaire a été renouvelé. Faure de Lapeyrière, Sauvet et Mourgues ont déposé leurs chaperons et se sont démis de leurs charges. La communauté a, aussitôt, accepté leur démission et nommé Lapeyrière au premier rang, Pierre Bonnamy au second, et placé Casse, consul titulaire, au troisième avec Delard, autre consul titulaire au dernier rang; ils exerceront jusqu'au 15 septembre, jour où la communauté choisira tels sujets qu'elle avisera; l'année d'après, et, à l'alternative, d'année en année, les consuls titulaires occuperont les rangs qui leur ont été indiqués par le présent acte. Cette crise municipale, probablement occasionnée par les difficultés soulevées par la famine, se termine par la prestation de serment des nouveaux élus, par devant d'Orfeuille de Beaumont, juge royal, dont les prétentions à certaines préséances vont marquer, une fois de plus, l'état d'abaissement où sont tombées les fonctions consulaires. Mais la situation s'aggrave de jour en jour. Le 7 Avril, les consuls ont fait une assemblée composée de Messieurs les curés et de Messieurs de tous les états et conditions, dans laquelle on a désigné des commissaires pour dresser la liste des pauvres, et des habitants en état de les lo-

ger et de les nourrir. Les commissaires se sont réunis, ont réparti les pauvres, en ont fait la liste, distribué les billets de logement. Des protestations s'élèvent, alors ; des habitants, surchargés de pauvres, ont refusé la nourriture et la subsistance aux nouveaux nécessiteux qu'on voulait leur imposer, et les consuls ont prié M^r le Juge royal de décerner une ordonnance contre les refusants. Vous croyez que ce fonctionnaire du Roi s'est empressé de se rendre à cette prière, vu l'urgence des secours ? Erreur ! M^r le juge, plus préoccupé de ses prérogatives que des besoins des affamés, refuse de prendre cette mesure, sous le prétexte qu'il n'a pas assisté aux assemblées tenues à cet égard, et il demande la convocation de nouvelles assemblées auxquelles il prétend présider.

Ainsi, les misérables querelles de préséance continuent, on le voit, à prendre toujours le pas sur les préoccupations les plus sérieuses, sur les actes les plus nécessaires. La communauté indignée répond par la délibération qui suit : « Par ce défaut, les pauvres
« refusés se trouvent sur le pavé, au risque de mourir de faim ; et,
« dans un cas si triste et si pressant, il est délibéré, à la demande
« des consuls, que ces derniers décerneront, eux-mêmes, les or-
« donnances pour contraindre les habitants à fournir la subsistance
« aux pauvres. » Papon Lamarsale est nommé promoteur de la communauté ; il requiert, pour l'intérêt public, comme le procureur du Roi devrait le faire ; c'est, encore, un conflit en perspective.

En attendant, la famine est à nos portes, dans nos murs. Le 18 Avril, il a été dit à l'assemblée : « la calamité publique augmente si
« fort de jour à autre, par la disette des grains, *qu'il est déjà mort*
« *trois personnes, de faim ; plusieurs pauvres sont malades faute*
« *de subsistance, les uns ne mangeant que du pain de son et les*
« *autres des herbes* ; les bourgeois, chez lesquels ils sont logés, ne
« pouvant les substantier, allèguent pour prétexte qu'ils n'ont pas
« du grain pour leur famille et pour leurs métayers et que, par
« conséquent, ils ne peuvent fournir la nourriture à leurs pauvres ;
« si on ne leur donne pas un prompt secours, pour remédier à un
« si grand mal qui va s'accroître journellement, la famine va être
« générale, non seulement dans la ville, mais encore dans tout le
« pays ; d'autant que les maladies populaires sont une suite infailli-
« ble de la famine. L'assemblée a député et prié M^r de Baratet,
« lieutenant général, qui doit descendre à Bordeaux, au premier
« jour de représenter aux Puissances le triste état où cette ville se
« trouve et les supplier de permettre, pour le présent, la sortie de

« 1,200 sacs de blé absolument nécessaires pour la subsistance de « cette ville. »

Pendant la Révolution, au plus fort de la guerre générale et du régime de la Terreur, nous ne trouverons pas l'équivalent d'une aussi complète pénurie. Mais, en ce moment, nous n'avons pas à lutter contre quatorze armées étrangères et une guerre civile atroce. Le Roi, vainqueur à Fontenoy, avait signé les préliminaires de la paix, et accordait *huit cent mille livres de rente* à sa sœur Madame Henriette, pendant que, de son côté, la Pompadour *en touchait annuellement, deux cent mille*. Le contraste de ces largesses folles avec notre cruelle misère suffit à juger l'iniquité de l'Ancien Régime.

Registre de la communauté du 25 Avril 1748 au 10 Avril 1750 ¹

M^r de Baratet, député par la communauté le 15 Avril, écrit de Bordeaux, le 20, que, *malgré ses instances et celles de M^r l'évêque d'Agen auprès de M^{re} l'Intendant, il est impossible d'avoir des grains*. Il avise M^r de Lapeyrière que, si la juridiction a besoin de fèves et de millet, la communauté pourra s'adresser au sieur Rives, à Toulouse, auquel l'évêque a déjà écrit. Aussitôt la communauté prie les consuls d'en faire autant, d'envoyer, aujourd'hui même, un exprès à Agen pour porter le paquet, tous les frais et dépens étant à la charge de la ville.

De leur côté, les Bénédictins d'Eysses trouvent trop onéreux, pour la riche abbaye, de nourrir tous les pauvres qui ont été mis en subsistance chez eux. Nous lisons dans le compte rendu de la séance du 18 Mai : « La cour senechalle d'Agenois, à la requête de « M^r l'abbé d'Eysses et du R. P. syndic de l'abbaye, dans une signi- « fication, faite hier, aux consuls et commissaires de la charité pu- « blique, décharge les Révérends Pères de la nourriture et subsis- « tance de 24 pauvres pour l'abbé, et de 34 pauvres pour le Père « syndic. »

Le sieur Casse, consul titulaire, voulait avoir l'avis de la Jurade sur cet objet, et sur la nécessité de faire venir du blé de Bordeaux ; malgré l'appel de la cloche, personne n'est venu à l'hôtel de ville ;

¹ Collection F. de Mazet. — Arch. dép.

il demande acte de sa diligence, et signe le procès-verbal avec Delard, autre consul titulaire.

Le zèle de cet acheteur de charge n'est pas mieux récompensé le 21 Juin ; il ne vient que M^{rs} Berthenac, Bauger, Maydieu, Monforton et Lacroix ; impossible de délibérer vue l'absence des autres jurats ; tout se passe en conversations sur le triste état de la ville et juridiction. Il a été dit que le Père syndic avait fait signifier qu'il est déchargé de 34 pauvres. Les commissaires de charité de la paroisse S^t Sernin, convoqués par les consuls, ont dû colloquer ces 34 pauvres sur d'autres lieutenants de la dite paroisse, et payer au dit syndic 23 livres et quelques sols pour leur nourriture, jusqu'à la nouvelle collocation. Depuis lors, le Père syndic a continué la fourniture aux 34 pauvres, mais il demande, pour ses frais, 70 livres, 14 sols, 1 denier, menaçant de faire procéder, par exécution, sur les effets des consuls, des commissaires de la charité, et sur la communauté.

Cette menace ément, enfin, la Jurade qui se réunit le 28 Juin. M^r de Faure de Lapeyrière, premier consul, dit : « Le Révèrend Père
« Roaldès, syndic, a été déchargé de la nourriture de 32 pauvres
« par le sénéchal d'Agen, qui ordonne de les reloger sur les habi-
« tants de la paroisse de S^t Sernin, ce qui a été fait. Les pauvres
« se sont plaints, au dit syndic de l'abbaye d'Eysses, de l'insuffi-
« sance de ceux qui devraient les nourrir, et le syndic a consenti à
« les reprendre et à les entretenir, jusqu'à ce qu'on ait pourvu, de
« nouveau, à leur subsistance. Comme la misère publique est assez
« notoire, et que, d'ailleurs, il n'est pas juste que M^{rs} les consuls et
« commissaires, qui ont pris le soin de la distribution des dits pau-
« vres, en ont pris le nombre suffisant et ont agi dans les règles
« de l'équité et de la bonne foi, payent de leurs propres fonds le
« montant de la nourriture des dits 32 pauvres, M^{rs} les consuls et
« commissaires demandent d'être déchargés du remboursement à
« faire au dit Père Roaldès. La communauté, trouvant ces raisons
« justes, décide, à l'unanimité, que M^r Delard, consul et trésorier,
« paiera au Père Roaldès le montant de ce qu'il a fourni pour l'en-
« tretien des 32 pauvres, du jour qu'il les a repris jusqu'à leur der-
« nier logement, et qu'il en retirera quittance. *Le tout sous le bon
« plaisir du seigneur Intendant.* »

Un malheur n'arrive jamais seul. Voilà, maintenant, que les officiers, sans avoir égard à l'horrible misère qui nous étreint depuis cinq mois, veulent imposer de nouvelles exigences. La séance du

26 Août nous montre que, sous Louis XV, une garnison est un aussi grand fléau que sous Louis XIV. L'arbitraire de l'intendant, en matière de répartition d'impôts, est toujours le même. Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à lire ceci sur le registre.

« Les officiers de la compagnie du régiment de Gramont, qui est
« en quartier en cette ville, *et qui a été casernée*, exigent que les
« habitants fournissent le bois nécessaire à leurs cavaliers. Les
« consuls ont avisé l'Intendant, qui fait répondre par M^r Dupin,
« premier secrétaire, à M^r Pouzet, subdélégué, le 17 du mois cou-
« rant, qu'aux termes des articles 80 et 81 de l'ordonnance du Roi
« du 15 Avril 1718, il ne doit être fourni de bois, aux troupes, que
« pendant les 5 mois de quartier d'hiver, Novembre, Décembre,
« Janvier, Février et Mars ; et que, pour en tenir lieu, le Roi fait
« payer, par jour, 8 deniers à chaque cavalier, au-delà de la
« solde. »

Voilà qui est clair, n'est-ce pas ? et la ville a partie gagnée. Eh bien, non ! L'intendant ajoute : « *Mais*, comme les cavaliers auraient
« eu part au feu de leur hôte s'ils avaient été logés chez l'habitant,
« et, qu'étant casernés, ils ne peuvent pas se passer de bois pour
« faire bouillir la marmite, *il est d'usage de leur en faire fournir*,
« *pour empêcher qu'ils ne dégradent les bois et les haies de la cam-*
« *pagne ; et, pour cet effet, on doit donner certaine quantité de bu-*
« *ches, à chaque cavalier, par semaine ou par mois.* »

Ainsi, l'ordonnance du Roi, qui nous exempte, est non avenue ; les 8 deniers accordés à chaque cavalier, au-dessus de sa solde, pour l'achat de bois, deviennent de l'argent de poche, et c'est un usage, arbitrairement établi par les officiers, qui nous est imposé.

L'assemblée, habituée à courber l'échine sous le bon plaisir
« des Puissances » ne proteste pas ; elle supplie et gémit : « La com-
munauté délibère d'écrire à M^r l'Intendant qu'à « plusieurs reprises,
« plusieurs régiments d'infanterie et plusieurs compagnies de ca-
« valerie ont été casernés dans cette ville, et que, *jamais les habi-*
« *tants n'ont fourni de bois aux troupes.* S'il y a une ordonnance
« du Roi qui oblige les habitants à fournir du bois aux troupes, in-
« dépendamment des impositions qu'ils paient, pour les quartiers
« d'hiver, avec la taille, Sa Grandeur est priée de donner avis des
« ordres du Roi, à cet égard. Si le bois est à la charge des habitants,
« que M^r l'Intendant ordonne une imposition pour fournir, à cha-
« que cavalier, 8 deniers par jour, conformément à l'ordonnance
« de 1718, et ce, pour le temps que le Roi ne fournit pas les 8 de-

« niens ; d'autant que la gelée d'hiver et la grêle ont porté dom-
« mage à la récolte. Les consuls enverront un verbal des domma-
« ges, et prieront Monseigneur d'accorder, à la juridiction, une
« portion de moins imposé, à la répartition des impositions de l'an-
« née prochaine. »

Tout allant de mal en pis, le Roi, par un arrêt du conseil du 10 octobre 1747, a rétabli les communautés dans le droit de procéder à l'élection des consuls.

Le 16 septembre, l'assemblée de Jurade se réunit pour cette élection, depuis si longtemps interdite. A l'unanimité, elle continue M^r Faure de Lapeyrière pour le premier rang ; à la pluralité des voix, elle élit M^r Jean Monforton, sieur de S^t Amans, pour le deuxième, M^r Pierre Paul Boé, chirurgien, pour le troisième, et M^r Barthélémy Paganel, notaire royal, pour le dernier rang. Elle décide, en outre, que lorsque les consuls titulaires, Casse et Delard, ces acheteurs de charges municipales, seront en exercice, il y aura à la tête, un gentilhomme au premier rang, et un jurat plus ancien, au second. Ayant ainsi manifesté son mépris, elle règle le cas du sieur Lacroix, ancien consul titulaire par commission, en déclarant qu'il sera payé pour tout son temps d'exercice, quoique le sieur Casse ait été payé, de toute cette année, par ordre de l'Intendant. Le même jour, Boé et Paganel ont prêté serment « devant Jean, Jo-
« seph, Marie Dorfeuille de Beaumont, conseiller du Roi, juge royal
« et criminel, assesseur commissaire et examinateur pour le Roi en
« la cour royale et criminelle de Villeneuve d'Agenois. »

Tous ces titres ronflants n'en imposeront pas longtemps à la Jurade, comme on le verra, par la suite ; mais des titres autrement beaux vont donner lieu à une manifestation imposante. Le chirurgien Boé, troisième consul, qui vient de prêter serment devant ce juge si qualifié, meurt le 7 décembre. Il a prodigué ses soins, sa santé et sa vie pour le soulagement des misères qui, depuis de longs mois accablent la ville ; et la ville reconnaissante lui fait de magnifiques funérailles.

Pour bien marquer leur gratitude, et en laisser une trace durable, les consuls ordonnent d'insérer, tout au long, dans le registre, le 28 Janvier 1749, la relation exceptionnelle de cette pompe funèbre. Nous la donnons ci-après.

Registre de la communauté. — 25 avril 1748, 1749-1750

28 janvier 1749. — Relation de l'Enterrement du sieur Pierre Paul Boé, M^e chirurgien juré, habitant de la presente ville de Villeneuve, paroisse Sainte-Catherine, decedé dans son consulat au 3^e rang le 7 décembre 1748, jour de samedi, d'une fluxion de poitrine, âgé de 45 ans.

Cet enterrement se fit le huitieme decembre audit an 1748, jour de dimanche, après les vepres de la paroisse; il fut précédé de la volée de la grosse cloche de Sainte-Catherine au delà et avant les coups ordinaires des enterrements.

Tous les jurats furent invités par messieurs les consuls, et par billet, à cet enterrement, et presque tous y assistèrent.

Il fut commandé soixante habitants, quinze de chaque compagnie, pour cette pompe funebre, auxquels fut distribué six livres de poudre. Cette troupe avec le sieur Tancogne Guerre, aide-major et le sieur Tancogne de Pechbaquié, lieutenant de la compagnie du Pont-Levis, et un sergent de chaque compagnie, se rendit devant la porte du sieur Carrière, capitaine du quartier de Casseneuil, avec deux tambours qui avaient leur caisse couverte d'un crêpe, et chaque sergent avait un petit crêpe à l'hallebarde.

L'heure du départ étant arrivée, cette troupe avec lesdits officiers se rendit devant l'Hôtel de Ville, ou elle prit messieurs les consuls en robe et messieurs les jurats ensuite; et ces derniers marchaient deux à deux, par rang d'ancienneté; et tous, dans cet ordre, se rendirent devant la porte dudit sieur Boé. La troupe armée, ayant défilé, messieurs les consuls avec messieurs les jurats, restèrent devant la porte dudit défunt, et son corps vêtu d'un sac de Pénitent Bleu (comme confrère) ayant été sorti, fut couvert, jusqu'à demi, de la robe consulaire et le chaperon replié sur l'épaule gauche, Messieurs les prêtres en ayant fait la levée, la troupe armée, les armes renversées, passa la première, ensuite messieurs les Penitents Bleus, puis les R. P. Cordeliers et ensuite le clergé. Le corps était précédé du drap mortuaire de messieurs les Pénitents Bleus, et suivi d'un autre drap mortuaire porté par les quatre plus anciens jurats. Puis messieurs les consuls l'accompagnèrent avec messieurs les jurats, deux à deux, et le deuil des parents vint après. Il y avait au corps douze fusiliers, six de chaque côté; le sieur Tancogne, lieutenant, était devant avec un sergent, et il y avait un autre sergent derrière.

Dans cet ordre, le corps fut porté et accompagné dans l'église de ladite paroisse Sainte-Catherine ; tout le détachement y entra et fut mis en haie sur deux colonnes, au milieu desquelles tout le cortège défila. Messieurs les consuls et une partie des Jurats remplirent leur banc, et le reste des jurats se plaça au banc de la justice, dans le chœur, et dans le banc qui suit immédiatement, et le deuil des parents fut se placer du côté de la sacristie.

L'office étant fini, il fut fait une décharge générale dans l'église ; et pendant le *Libera*, la troupe rechargea ses armes, et après que messieurs les Pénitents Bleus furent sortis, elle défila devant la tombe placée sous la chaire, dans laquelle chaque soldat fit sa décharge ; et ensuite elle fut se mettre en bataille sous la cornière du quartier de Penne, et pendant le temps qu'elle rechargea, messieurs les consuls avec messieurs les jurats se retirèrent dans l'Hôtel de Ville, au devant duquel ladite troupe fut faire une décharge, défilant quatre par quatre.

Ledit jour de l'enterrement, la Maison de Ville fut ornée d'une ceinture funèbre, sur laquelle furent placées les armes de la ville, de distance en distance d'environ huit à dix pans. Pareilles armes furent placées aux chandeliers, dans l'église, devant la porte et dans la chambre du défunt.

Il y a à observer 1° que le Corps de Ville fit présent aux officiers qui conduisaient ladite troupe et à messieurs les quatre jurats qui portaient le drap mortuaire, d'une paire de gants blancs à chacun.

2° Qu'un de messieurs les consuls fut à l'offrande avec un cierge d'une livre.

3° Que le flambeau qui avait été donné, ci-devant, à la frairie de Saint Joseph par la communauté, fut exposé allumé, pendant l'office, au milieu du sanctuaire, avec les armes de la ville et un grand ruban noirourni par la communauté.

4° Que les valets de ville avaient leur hallebarde garnie d'un petit crêpe.

5° Que messieurs les consuls, comme patrons de la chapelle de Notre-Dame de Gauch, firent sonner la cloche de ladite chapelle, le jour de l'enterrement, et y firent porter les torches quoique ledit sieur Boé ne fut pas de la confrairie.

6° Que pendant quarante jours après cet enterrement, le carillonneur de la paroisse Sainte-Catherine sonna à deuil, soir et matin, après l'Angelus, chaque fois ayant donné quarante coups de la dite grosse cloche, en forme d'agonie.

Quarantaine. — Le service pour la quarantaine n'ayant pu se faire le 17^e janvier suivant, jour de son échéance, à cause du départ du Régiment de Septimanie Dragon, ni le 18^e jour de samedi à cause du marché, ni le 19^e à cause du dimanche, ni le 20^e à cause de la procession générale de Saint-Fabien et Saint-Sébastien, se fit enfin le 21^e du mois de janvier 1749, dans la chapelle de la Maison de Ville comme suit :

La grande messe fut chantée par la musique de messieurs les Pénitents Blancs, après les dix heures du matin, et célébrée par le R. P. François gardien des Capucins, assisté du R. P. Grégoire pour diacre et du R. P. Séraphin pour sous-diacre, ses conventuels. Tous les jurats y furent invités et la majeure partie y assista, avec plusieurs messieurs et dames de la ville. Messieurs les consuls, en robe, se placèrent sur le siège de M. le juge ; tout le parquet était rempli de chaises où messieurs les jurats et principaux assistants étaient placés ; et après le *Libera* et l'Absoute avec les encensements ordinaires, messieurs les consuls passèrent dans leur chambre avec messieurs les jurats, et après chacun se retira.

Le tableau de ladite chapelle était couvert d'un drap blanc parsemé de têtes et de larmes noires, avec une grande croix noire au milieu parsemée de plusieurs larmes blanches.

Le surciel de l'autel était entouré d'un petit linge blanc aussi parsemé de larmes noires ; il y avait sur les gradins de l'autel six grands chandeliers dorés, avec un Christ aussi doré. Le catafalque couvert d'un drap mortuaire et de la robe consulaire par dessus, entouré de six grands chandeliers dorés fut placé entre la porte et le sanctuaire.

Toute la chambre de la chapelle était ornée d'une ceinture funèbre couverte de larmes, de têtes, et des armes de la ville. Et au-dessus il y avait plusieurs placards portant chandelles. Toute la Maison de Ville était aussi entourée d'une ceinture funèbre qui se conduisait jusqu'au haut de l'escalier.

Ce service fut annoncé le 20^e dudit mois, par la volée de la grosse cloche de Sainte-Catherine à cinq heures du soir, qui fut resonnée par trois diverses fois, avant le commencement de la messe.

Suit la dépense faite à l'occasion dudit enterrement et service :

Les crêpes, galons et rubans.....	6 l.	1 s.	6 d.
Six livres de poudre	9	6	
Le flambeau pour l'offrande.....	2	3	

26 armoiries	13 l. 10 s.
Sept paires de gants.....	4 4
Au carrillonneur.....	15
Aux capucins.....	3
Aux valets de ville.....	4
Pour la décoration de la chapelle.....	6
Total.....	63 l. 6 s. 6 d.

« Dans l'hotel de ville de Villeneuve d'Agnois, ce jourd'hui, vingt-huitième Janvier 1749, l'assemblée convoquée au son de la cloche, aux formes ordinaires, y présidant M^r Monforton consul, a été fait lecture à l'assemblée de la relation de l'Enterrement et Quarantaine du sieur Boé, et l'autre part civile, ensemble des articles de la dépense qui monte 63 livres, 6 sols, 6 deniers, la Jurade a le tout approuvé, et, en outre, a été unanimement délibéré qu'il sera fait présent, à la fabrique de S^{te} Catherine de cette ville, de la somme de 12 livres, le tout revenant à la somme de 75 livres, 6 sols, 6 deniers, qui seront alloués en dépense au trésorier de la communauté. »

Boé fut remplacé, le lendemain de son enterrement, par Paganel, et ce dernier par André Cabanes, quatrième consul.

Ce qui va soulever plus de difficultés, c'est de trouver un collecteur principal ; outre que la fonction, par ce temps de calamités et de détresse, n'a rien de tentant, il semble que le personnel dans lequel on doit choisir, est devenu particulièrement restreint, signe de décadence sociale. Le 21 décembre 1748, l'assemblée vota 60 livres au collecteur principal, pour porter tous les mois, à Agen, les deniers royaux, pendant le temps de sa levée qui dure, ordinairement deux ans et demi. A partir de l'an prochain, on votera une augmentation de 100 livres prises sur les revenus de la communauté, à la condition que les collecteurs rendront leurs comptes, tous les trois mois, après la dernière quittance du receveur des tailles, faute de quoi, ils ne profiteraient pas de l'augmentation ; toujours sous le bon plaisir de l'Intendant. Puis, vient la délibération suivante : « Nous, maire et consuls de Villeneuve d'Agnois, en exécution de « la declaration du Roi du 7 mai 1736, de l'ordonnance de M^{sr} l'Intendant du 16 mai 1748, ayant, en vain et plusieurs fois, assemblé « six principaux habitants et plus, pour procéder au recolement du « tableau de la collecte du 25 Octobre 1744, qui est le dernier fait, « nous n'avons pu nous entendre. Aujourd'hui nous avons lu l'an-

« cien tableau pour nommer collecteur principal le plus ancien inscrit, mais nous avons trouvé, à la tête, Delmas et Limouzin, septuagénaires, Laurens aubergiste, insolvable, et d'autres qui ont accepté d'autres fonctions, puis le sieur Jean Maydien cadet que nous nommons collecteur principal. »

Rien que des menus faits pendant les six premiers mois de 1749. Le 28 janvier, on approuve la dépense de 127 livres pour réparations de la porte de Penne à la rivière du Lot. Les reliquats des comptes seront employés à construire un pont à la porte de Monflanquin, depuis le rempart jusqu'au grand chemin, et à procéder à l'alignement du chemin, depuis la porte jusqu'au dit pont. Le 2 mars, suivant ordonnance du Roi, du premier février, ordres de l'intendant et lettres de M^r de Fonzet, subdélégué, M^{rs} les consuls sont priés de faire afficher, samedi, jour de marché, la dite ordonnance pour la paix, et d'inviter M^{rs} les Jurats à monter à cheval, pour assister à cette cérémonie. Le 9 mars, Carrière, capitaine du quartier du Pont-Levis, étant mort, et Planton, lieutenant du quartier d'Estieu, ayant démissionné, les consuls nomment M^r Boissière, capitaine du quartier d'Estieu, pour occuper la charge de capitaine du quartier du Pont-Levis; M^r Pierre Daubert, sieur de Lacam, jurat, pour occuper la charge de capitaine du quartier d'Estieu, et M^r Jean Delmas du Radal, fils cadet, comme lieutenant de ce quartier. Le 16 mars, le sieur Delpesch, qui fait toucher l'orgue par la demoiselle sa fille, réclame 215 livres dues pour arrérage de ses droits de 1747-48; l'assemblée ordonne le paiement, et déclare, qu'à l'avenir, les 150 livres de gages seront payées, moitié en avril, moitié en octobre. Le même jour, l'Intendant fait savoir qu'il casse l'élection d'André Cabanes; l'assemblée s'empresse de le réélire; elle s'en remet, ensuite, à M^{rs} les consuls pour la dépense et annonce à faire à l'occasion de la paix; ces dépenses seront passées au compte du trésorier, et elle se réserve de représenter à M^r l'Intendant les droits et privilèges de la communauté, à cet égard. Dans l'après-midi, dit l'annotateur des listes consulaires, M^{rs} les consuls publièrent la paix avec l'Empereur, la reine de Hongrie, le roi d'Angleterre, le roi de Hollande et les Etats de Sardaigne; le feu de joie fut remis au dimanche suivant. Le 17 juillet, les fermiers des poids de la ville, Baile et Condom, exposent que la prune a manqué, cette année, qu'ils perdront une somme considérable et ils demandent, sur leur ferme, un rabais qui leur est refusé, ils obtiennent, pourtant, pour se récupérer, de jouir de leur ferme quatre mois au delà du terme. Le 7

août, le procureur général, Duvigier, ordonne, pour leur conservation, le dépôt public, à l'Hotel de Ville, des papiers du greffe de la juridiction. M^r Delpech, jurat, fera le plan et devis du local de ce dépôt, pris dans une partie de la classe du second régent.

On apprend que Jean Maydieu, collecteur principal est décédé et que sa veuve, demoiselle Jeanne de Cocquart a été déchargée de la dite collecte. Voilà le gachis qui va recommencer pour pourvoir à cette place.

Le 15 août, on s'aperçoit que Monbet, bourgeois, nommé, le 10, en remplacement de Maydieu, n'est pas le premier inscrit sur l'ordre du tableau; le premier inscrit est Philibert, qui est malade, et on nomme Pierre Boniol qui vient après, en exécution de l'ordonnance de M^{rs} les Elus portant décharge de la personne de Pierre Monbet; mais le 22. il est donné lecture d'une autre ordonnance de M^{rs} les Elus portant décharge de Pierre Boniol. Alors, l'assemblée, agacée, répond; « vu la décharge des précédents collecteurs par nous nom-
« més, obligés, en satisfaisant aux ordonnances, de rappeler qu'on
« portait en tête du tableau M^r Philibert qui avait fait signifier une
« ordonnance de décharge pour 1749; que Boniol, le second, est
« secrétaire de la subdélégation; que les troisième et quatrième,
« *comme artisans*, n'étaient pas au tableau précédent; nous, con-
« suls, nous fûmes obligés de nommer M^r Jean Maydieu comme le
« premier, ceux qui le précédaient audit ancien tableau, ayant passé
« par la collecte ou étant décédés ou insolubles; le sieur Maydieu
« étant mort dans l'année de sa collecte, et sa veuve nous présen-
« tant une ordonnance de décharge, portant que nous nommerions
« un autre, suivant l'ordre du tableau, nous nommâmes le sieur
« Monbet; Monbet se trouvant déchargé, à son tour, nous nommâmes
« le second inscrit qui est Boniol, à la place de Philibert déchargé;
« mais Boniol étant, aussi, dechargé, nous *nous voyons forcés* par
« l'ordonnance relative à la decharge de Monbet, *de nommer pour*
« *collecteur principal Antoine Rigaud, potier d'étain, qualifié de*
« *marchand*, porté au troisième rang dans le dit recolement ».

M^{rs} de l'Election *ne veulent pas d'artisans pour cette fonction*; et le potier d'étain, quoique qualifié de marchand, ne leur va pas. Le 31 août, ils envoient une nouvelle ordonnance, signifiée vers midi, portant décharge d'Antoine Rigaud, et exigeant une autre nomination. L'assemblée recommence son travail d'élimination et réplique: « vu les précédentes decharges, nous consuls, sans enten-
« dre couvrir les logements qui ont été décernés, en pure perte,

« contre Rigaud, jusqu'à ce jour, ni approuver la dite ordonnance
« de Rigaud en tant que, sous les conclusions du procureur du Roi,
« elle nous enjoint de lever les deniers royaux *par provision* : attendu
« que nous avons satisfait promptement et en règle aux nommina-
« tions précédentes, comme nous le faisons ce jour ; et vu le réco-
« lement du tableau, attendu qu'après Rigaud vient Jean Cuverton,
« maître tanneur qualifié de marchand, malade dans son lit, en dan-
« ger de mort, et qu'on ne peut nommer ; qu'après lui vient Jean
« Maydieu décédé ; après encore, Cabanac procureur du Roi et no-
« taire, dispensé par ses charges, et qu'après vient Monbet, bourgeois,
« qui nous a remis une ordonnance de décharge du 11 août, sur la
« nomination faite de sa personne ; attendu qu'il ne fut déchargé
« que sur les conclusions de sa requête ou il requiert qu'il nous
« soit fait défense de ne le porter à la collecte que lorsque son tour
« viendra ; attendu que son tour est venu, nous le nommons, et, sur
« son premier refus, ordonnons que le sieur Chambon, avec sa bri-
« gade logera chez lui ».

Ce n'est pas fini ; M^{rs} de l'Election pour acculer la communauté à la levée des deniers royaux *par provision*, s'obstinent à décharger Monbet ; alors, le 3 septembre, l'assemblée après avoir exposé les motifs que dessus, continue son travail d'élimination. « Après
« Monbet, dit-elle, vient Pierre Alibert, reconnu insolvable et inca-
« pable ; après vient Antoine Lavergne, collecteur particulier de
« l'année dernière pour la paroisse St Etienne ; après, Sagrade,
« médecin, dispensé par sa profession ; après lui, Louis Monfourton,
« décédé ; après, Pierre Bonnamy, bourgeois de Vileneuve, et en
« conséquence le premier après Monbet déchargé ; nous le nommons
« donc, et, sur son premier refus, le porteur de contrainte, avec sa
« brigade, logera chez lui. »

En voilà jusqu'à l'an prochain, heureusement ; mais quelle justifi-
cation pourrait-on donner d'un pareil système de perception des
impôts .

Le 15 septembre, nous assistons aux premières escarmouches de
M^r de Bétouzet, curé de Sainte Catherine, contre les consuls. Il
reclame 100 livres pour le loyer de la maison presbytérale ; puis deux
surplis en toile grossière pour l'administration des sacrements hors
de son église, et la fourniture des hosties nécessaires. L'assemblée
accorde les 100 livres, jusqu'à ce qu'on donne au curé une maison
presbytérale, le tout sans tirer à conséquence ; et sur les autres
demandes, attendu qu'on n'est pas en usage de fournir ni surplis, ni

hosties, la communauté ne trouve pas à propos de faire des innovations. Notre jurade et nos consuls sont très chatouilleux sur les questions de leurs droits et privilèges vis-à-vis du clergé, pour compenser, sans doute, leur platitude devant les prétentions de l'Intendant. Aussi, dans la même séance, pour un détail de voirie exclusivement municipal, nous lisons « M^{rs} les consuls sont autorisés à employer « 40 livres, par an, pour faire nettoyer les rues de la ville, deux « fois par semaine, le mardi et le vendredi ; celui qui fera ce travail « en outre des 40 livres, prendra tout le fumier et les ordures et en « fera son profit ; *le tout sous le bon plaisir de Mgr l'Intendant.* » Ensuite, on procède à l'élection consulaire, sous une nouvelle forme ; ce sont les consuls sortants qui désignent leurs successeurs. « M^r Faure de Lapeyrère, premier consul, a nommé pour le « remplacer l'an prochain, M^r de Cadrès père comme premier consul. « M^r Monfourton, deuxième consul, remercie la communauté et « remet son chaperon ; M^r Paganel, troisième consul, fait de même ; « Cabanes, quatrième consul, a nommé M^r Delbourg, à sa place. La « communauté accepte M^r de Cadrès, prie Monfourton de retirer sa « démission et d'accepter le poste de 2^e consul ; dit que le 3^e rang « sera exercé par Casse, consul titulaire, sans préjudice de ses droits « et agrée Delbourg comme 4^e consul ». C'est le 18, devant Dorfeuille de Beaumont, juge royal, que messire Jean Hébrard, écuyer, seigneur de Cadrès, prêta le serment ; et le 21, pour ses débuts, eut à faire cette triste communication : « A cause des fréquentes maladies qui « règnent depuis bien du temps dans cette ville, les familles, même « les plus aisées, ce sont épuisées et ne sont plus en état de secourir « les pauvres ; avec d'autant plus de raison que la récolte des grains « a été très disetteuse, et que celle du vin dépérit à vue d'œil, par « la pourriture presque générale des raisins. Par là les pauvres sont « sans secours ». L'assemblée prie l'Intendant de désigner une somme à prendre sur le reliquat des comptes, pour être distribués aux pauvres de la ville, et d'accorder à la juridiction une portion du moins imposé. Précisément, l'occasion de présenter nos doléances nous est offerte, par l'annonce de l'arrivée de l'Intendant à Agen, le 10 novembre, pour la répartition des impositions de 1750. M^r Lalaurie est, incontinent, chargé d'aller, avec un des consuls, représenter à sa Grandeur l'état lamentable de la juridiction « ou il y a peu de « récolte et de grandes maladies qui règnent dans le pays depuis « longtemps ».

Il faut rendre cette justice à l'assemblée, qu'elle s'occupe, au mi-

lieu de la misère et de la pénurie des ressources, à combler les lacunes de l'instruction publique. Depuis quelques années, il n'y avait aucun régent écrivain ni mathématicien ; elle agréa, pour le poste, le sieur Ginot, aux appointements de 100 livres par an. Il pourra recevoir des écoliers aux taux suivants : les abécédaires paieront 5 sols, pas mois, les écrivains 10 sols, et ceux qui apprennent à lire, écrire et compter, 15 sols. Le sieur Ginot élèvera les enfants dans la religion catholique, apostolique et romaine, les fera assister aux offices divins, et les conduira, tous les jours, à la messe, *le tout sous le bon plaisir de M^{re} l'Intendant*. De plus, Ginot se pourvoira devers M. l'Evêque pour être examiné sur sa capacité, et Sa Grandeur est suppliée de vouloir bien accorder des lettres à ce nécessaires.

Le 21 novembre, M^r Jean Barrière aîné, bourgeois, marchand et jurat, est nommé, par les consuls assemblés, trésorier de la communauté. Le 7 décembre, les rôles de la taille pour 1750 sont faits et seront portés à la vérification de M^{rs} les officiers de l'élection d'Agen, avec prière de distraire les non valeurs portées au pied du rôle. Le travail du rôle coté, et la mise sur chaque cote du montant d'icelle, en toutes lettres, a causé un supplément de travail au secrétaire, auquel il est alloué 10 livres de surplus. Le 16, le gachis pour la collecte principale reparait : après Philibert, déchargé, vient Boniol, secrétaire de la subdélégation depuis 50 ans et très âgé, déchargé aussi, l'an dernier, par les officiers de l'élection d'Agen ; puis Cuverton, qui est nommé collecteur principal pour 1750. C'est ce Cuverton éliminé l'an dernier, par ce considérant « après Rigault » vient Jean Cuverton maître tanneur qualifié de marchand, malade « dans son lit, en danger de mort, et qu'on ne peut nommer. »

Mais il y a, aussi, à choisir les collecteurs particuliers ; les consuls nomment Léaumes, syndic de S^t-Sulpice-Rive-Lède ; cependant comme il y a incompatibilité entre les deux fonctions, Jean Mouly, meunier du moulin de S^t Jean, est nommé syndic de la paroisse S^t Sulpice. Cuverton désirant lever la taille de la paroisse S^t-Etienne, il convient de désigner un collecteur particulier pour celle de S^{te} Catherine. En tête du tableau se trouve Louis Bonnal, marchand, qui a été nommé syndic de la navigation ; c'est donc le suivant, Castagné jeune, tailleur, qui est chargé de la collecte de S^{te} Catherine ; le 3 Janvier 1750, Castagné est remplacé par Mourles aîné, marchand ; le 11 Février, S^{te} Marie fils, des barris de la porte de Casse-neuil est nommé par les consuls, syndic de la paroisse de S^t Sernin ;

le 24, Delbourg, 4^e consul, décédé, est remplacé par Georges Maydieu, bourgeois et marchand, qui prête serment, le lendemain, devant d'Orfeuille de Beaumont, juge royal. Le 8 Mars, l'assemblée s'honore par un acte de reconnaissance. M^r Sagrade, médecin, ayant donné gratuitement ses soins aux pauvres dans les épidémies récentes, les consuls avaient prié l'intendant de lui accorder une portion du moins imposé. L'intendant refuse cette faveur ; alors on écrit à M^r de Pouzet, subdélégué, qui répond que l'intendant consent à ce qu'il soit fait un présent à Sagrade sur le reliquat des comptes, et l'assemblée s'empresse de voter un présent de 180 livres au charitable médecin, toujours et malgré la lettre d'autorisation du subdélégué, sous le bon plaisir de M^{re} l'Intendant.

Ici s'arrête le cahier. Nous n'avons pour l'année 1751 que cette mention de l'annotateur des listes consulaires : « les ormes des remparts ont été vendus ». Ces ormes avaient près de cent ans, ayant été plantés sur les fossés, comblés après le siège du comte d'Harcourt, en 1653.

Toute l'année 1752 est signalée à notre attention par les nombreux documents du procès entre les consuls et le juge royal, à propos des préséances. Les titres que prétendent avoir les consuls sont intéressants pour l'histoire locale et je les reproduis en les résumant ¹.

« Messieurs les maire et consuls opposants contre trois arrêts de
« la cour de Parlement du 20 décembre 1719. premier août 1750,
« 2 mai 1752, contre Jean, Joseph, Marie d'Orfeuille, avocat en la
« cour et juge royal de Villeneuve d'Agenois demandeur en requête. »

« Il s'agit de savoir si les exposants sont en droit de précéder
« d'Orfeuille, juge royal. En droit commun, la préséance appartient
« au juge royal, mais les exposants s'en défendent par plusieurs
« titres particuliers : 1^o ils ont droit de préséance, dans la ville, aux
« cérémonies publiques ou dans les occasions particulières. 2^o S'ils
« ne l'ont pas dans la ville, ne l'ont-ils pas dans la chapelle S^{te}
« Catherine, comme patrons et fondateurs de cet établissement.
« Ils prétendent jouir d'une possession immémoriale de préséance ;
« en effet, les maire et consuls ont qualité de seigneurs de la ville,

¹ Collection F. de Mazet. Arch. dép.

« établie par le droit de directicité, sur la halle, les places, les bou-
« cheries ; ils ont des rentes considérables à raison de cette direc-
« ticité, ils ont rendu hommage au Roi ; ils ont un pilori à pi-
« liers, au bout de la halle, pour attacher les contrevenants dans
« les cas graves ; ils nommaient, autrefois, le juge qui prêtait
« serment devant eux ; ainsi, en 1512, ils nommèrent Guy Dissac,
« licencié en droit, qui prêta serment entre leurs mains ; ils
« sont encore juges de police, et ne se sont démis de la juridic-
« tion criminelle en faveur du juge royal, que par une tran-
« saction dont il sera parlé plus loin. Ils sont gouverneurs de la
« ville depuis 1624. par cession du gouverneur Monferran moyen-
« nant 4,000 livres à lui payées par les maire et consuls, acte homo-
« logué par arrêt du conseil, la même année ; depuis, ils ont tou-
« jours pris la qualité de gouverneurs de la ville ; plusieurs tran-
« sactions avec les juges ont reconnu leur droit de préséance, entre
« autres celle passée par la médiation de feu M^r de Lestonnac, con-
« seiller du Roi, en la cour, l'an 1604. Le sieur Galaup, juge, ayant
« contesté leur droit, survint la transaction Lestonnac par laquelle
« le juge royal reconnut le droit de préséance des consuls qui lui
« abandonnèrent, en échange, la justice criminelle.

« Originairement, les consuls avaient la justice civile, criminelle
« et de police. L'Edit du Roi de 1566 créa des juges dans les terres
« royales pour la justice civile, et laissa la justice criminelle aux
« consuls conjointement avec les juges. Il en est ainsi, du reste, à
« Agen, Penne et Monflanquin ; depuis 1604, il y a eu une autre
« transaction à la date de 1664 ; le juge avait obtenu un arrêt de la
« Cour lui accordant la préséance ; sur l'opposition des consuls une
« transaction fut conclue par laquelle le juge reconnaissait le droit
« de préséance de ces derniers.

« Donc, deux transactions reconnaissent ce droit, de possession
« immémoriale, ce dont on offre de faire la preuve d'après les édits
« et déclarations de Sa Majesté. Ainsi le sieur Casse est pourvu par
« le Roi, il a des provisions du Grand Sceau du titre de Consul, et,
« en cette qualité, il a le droit de précéder le juge. Les édits et
« arrêts du Conseil proclament ce droit, notamment ceux de 1723
« et 1725 en faveur des consuls de Gontaud, contre le sieur Lescure
« juge de cette ville ; et cependant l'arrêt de 1750 donne gain de
« cause à M^r d'Orfeuille.

« *Sainte Catherine.* Cette église n'est point l'église paroissiale,

« c'est celle de Saint-Sernin d'Eysses, ce qui est prouvé par plu-
« sieurs titres et par l'arrêt de la Cour de 1623 qualifiant Saint-
« Sernin d'église paroissiale de Villeneuve, et Sainte-Catherine de
« chapelle de Sainte-Catherine de Villeneuve; et aussi la transaction
« du 10 mai 1710, entre les Bénédictins d'Eysses et M^r Jouard, vicaire
« perpétuel de Saint-Sernin. Les bénédictins y sont qualifiés de
« curés primitifs de la paroisse de Saint-Sernin et de Sainte-Cathe-
« rine de Villeneuve, son *église succursale*; M^r Jouard est recteur
« de ces deux églises et de celle de Lamothe-Fey qui, avec Sainte-
« Catherine, est qualifiée d'annexe; quand les curés sont pourvus:
« ils signent: curé de Saint-Sernin d'Eysses, de Saint-Sernin de
« Lamothe-Fey son annexe et de Sainte-Catherine sa succursale.

« Il est notoire que les consuls firent bâtir Sainte Catherine pour
« la commodité des habitants. Les titres ont été brûlés et ravagés dans
« les guerres, surtout pendant le siège de 1584. (C'est le siège entre-
« pris par Marguerite de Valois, femme de Henri IV, dont veut par-
« ler le manuscrit). Mais le droit de patronage est établi par les
« armes de la ville gravées sur les deux pierres qui forment la clef
« de voute des deux voutes du sanctuaire et de la nef; par les mêmes
« armes gravées en bas-relief et dorure sur l'orgue, sur l'horloge
« et les cloches. Cette marque du droit de patronage est incontestable;
« ce droit n'appartient qu'au seigneur et haut-justicier, ainsi
« que le démontre Maréchal dans son traité des droits honorifiques,
« chapitre V, des litres et ceintures funèbres. De plus les consuls ont
« un banc dans le chœur, du côté de l'épître, à la place la plus émi-
« nente, à dossier et couvert, fermant à deux portes, et un autre
« dans la nef pour écouter les prédications. La Fabrique est fort
« pauvre; ce sont les consuls qui contribuent à l'entretien de l'église
« à défaut des revenus de la Fabrique; si Sainte-Catherine était une
« paroisse, l'abbé d'Eysses, gros décimateur, serait tenu de fournir
« à ces frais; mais comme c'est une chapelle bâtie par les consuls,
« pour la communauté, l'abbé n'y est point tenu. Les consuls paient
« 250 livres, par an, aux prédicateurs de l'avent et du carême, don-
« nent 150 livres à l'organiste, soldent le carrillonneur et entre-
« tiennent l'orgue, l'horloge et les cloches; ils nomment les mar-
« guilliers, reçoivent leurs comptes et leurs serments, ainsi que le
« serment du sonneur de cloches. Le curé de Sainte-Catherine a, du
« reste, passé une transaction, en 1702, où il reconnaît la préséance
« des consuls dans les assemblées tenues dans cette chapelle; il y a
« aussi possession immémoriale dont on offre les preuves. Les con-

« suls ne contestent pas le droit de préséance de d'Orfeuille à Saint-
« Sernin et à Lamothe-Fey ; mais pour Sainte-Catherine, s'ils étaient
« deboutés, ils demandent qui paierait les frais du culte? A Bor-
« deaux, le maire et les jurats ne cèdent la préséance qu'à Mrs les
« officiers de la Cour, dans les endroits où ils sont patrons, comme
« au collège de Guyenne, par exemple ; que doit-il en être donc du
« juge de Villeneuve, un juge ordinaire sujet à deux degrés de juri-
« diction ? *On a voulu déprimer l'acte de consul ; on a écrit des épi-*
« *thètes humiliantes sur Casse qui appartient à une ancienne famille*
« *de bourgeoisie et a été pourvu par le Roi. Or on n'élit que les habi-*
« *tants les plus distingués dans la bourgeoisie, il y en a quelques*
« *uns connus de la Cour, et, de plus le premier consul doit, néces-*
« *sairement, être gentilhomme. Dans la transaction de 1604, entre*
« *les consuls et le juge, il est expressément porté que le premier*
« *consul ne pourra être qu'un gentilhomme, et même un gentilhom-*
« *me de considération, et on a, depuis, toujours procédé en consé-*
« *quence.*

« *Hopital.* Cet hopital était attenant et joignant à Sainte-Cathe-
« rine ; les titres ont été perdus pour les mêmes causes que dessus,
« mais voici des actes décisifs : acte du 3 juin 1466 passé devant
« Badeilh notaire, par lequel Martial de Ribéra vend à Antoine,
« Jean et Etienne Crochepierre, 40 sesterées de terre dont il s'en-
« gage à les faire investir par les consuls, qualifiés de gouverneurs
« de l'hopital de Sainte-Catherine. Autre acte du 25 mars 1471 par
« lequel le syndic baille des fonds à fiefs nouveaux et procède au
« nom des consuls, patrons et fondateurs. Autres du 22 mars 1466 et
« du 11 avril 1471 qualifiant les consuls du titre de patrons et gou-
« verneurs de l'hopital. En 1585, les tenanciers de l'hopital étant
« ruinés par les guerres, les consuls délibèrent de relacher, à ces
« tenanciers, tous les arrérages de rentes, sauf ceux des trois der-
« nières années ; cette délibération fut homologuée par la Cour le
« 5 janvier 1585. Le 22 août 1694, dans l'établissement d'un tableau
« d'administration de l'hopital, le juge ne figure pas. En 1748, pour
« la taxation des habitants aux fins de secourir les pauvres, vic-
« times de la disette et de l'épidémie, les consuls présidèrent la
« délibération, le juge n'y parut pas, et c'est lui, comme juge civil
« qui décerna les exécutoires pour contraindre les habitants à payer
« leurs taxes. Les consuls ont passé un contrat avec les sœurs de
« Charité pour avoir trois sœurs ; la procuration des consuls en-

« voyée à Paris fut légalisée par Cantagrel, prédécesseur de d'Or-
« feuille, qui ne proteste pas contre le titre de patrons et fonda-
« teurs pris par les consuls ; une autre procuration, pour obtenir
« une quatrième sœur, fut légalisé, sans objection, par d'Orfeuille
« lui-même.

« En 1721 des lettres patentes du Roi ordonnent que le maire ou
« un consul présidera les assemblées de l'hôpital ; le juge y forma
« opposition, ce qui fait qu'elles n'ont pas été homologuées par la
« Cour ; mais il prit condamnation tacitement, et, depuis, les juges
« n'ont revendiqué aucun droit de préséance ou de présidence à
« l'hôpital. Il est vrai que, le 20 décembre 1719, un arrêt de la Cour
« ordonna que les juges royaux présideraient les bureaux des hôpi-
« taux, mais les opposants n'avaient pas été entendus, et ils formè-
« rent opposition le 11 mars 1720. Si la requête des consuls était
« rejetée, l'hôpital perdrait les ressources des confiscations et des
« amendes.

Il ressort de ce long mémoire, et les consuls de 1752 n'ont pas grand mérite à s'en apercevoir, que le pouvoir royal et ses agents n'ont et ne poursuivent qu'un but, dénoncé par nous depuis longtemps ; « *On veut déprimer l'état de consul.* »

FERNAND DE MAZET.

(à suivre)

Découverte de deux Cromlechs

En parcourant le territoire de la commune de Sauveterre-la-Lémance, dont plus de la moitié n'a été encore jamais défriché, j'avais remarqué, en relief sur la pente d'un coteau aride, un groupe de gros blocs de pierre disposés en cercle, qui m'avait paru être un cromlech. Je n'avais rien pour prendre des mesures exactes et je ne rencontraï personne pour me donner le nom de la localité. Obligé de rentrer à Agen, je ne pouvais mieux faire que de m'adresser à M. Arqué, instituteur à Sauveterre, pour lui demander des renseignements précis. Avec une parfaite obligeance, il m'a répondu par la lettre ci-jointe, qui révèle l'existence d'un second cromlech. Il importe de signaler ces monuments devenus si rares qu'on en citait un seul dans notre département, celui de Meylan, aujourd'hui détruit, mais dont un dessin publié dans *La Guienne historique et monumentale* a fixé le souvenir.

G. T.

Sauveterre-La-Lémance, le 12 décembre 1895.

MONSIEUR L'ARCHIVISTE,

Pour me conformer au désir exprimé dans votre lettre du 26 novembre dernier, je me suis rendu, avec un conseiller municipal, qui a bien voulu m'accompagner, sur les coteaux de Pechayroux, afin de vérifier ce que vous y aviez trouvé et que vous croyez être un cromlech.

J'ai été assez heureux pour découvrir ce reste de monument druidique.

Sur un coteau, nommé Clos-Bitarel, situé au sud du hameau de

Pechayroux, à une distance d'environ 1,500 mètres de ce lieu, j'ai trouvé 12 pierres ferrugineuses d'assez gros volume, rangées en cercle autour d'une autre qui semble indiquer le centre de la circonférence dont le diamètre intérieur est de 6 mètres ; seulement ces pierres, à supposer que ce soit un cromlech, ont perdu leur position verticale, ce qui n'a rien d'étonnant.

Le conseiller municipal qui m'accompagnait, M. Joucla, lequel habite le hameau de Pechayroux, n'a pu me dire si ce monument a un nom particulier et s'il s'y rattache quelque tradition ou superstition.

Pour être complet, Monsieur l'Archiviste, je dois vous dire, qu'en nous retirant de notre excursion, j'ai trouvé sur un autre coteau, situé au sud est de Pechayrou, en un lieu appelé « Las Nourrettes » un autre cercle de pierres plus grosses que celles du Clos-Bitarel, de la même nature, disposées absolument comme celles-ci, avec un diamètre de circonférence d'environ 7 mètres 50 centimètres. Il y a là une quinzaine de blocs. Est-ce encore un cromlech ou bien le hasard seul fait-il que ces pierres sont ainsi disposées ?

Telles sont, M. l'Archiviste, les remarques que j'ai fait sur vos indications. Je vous les transmets pour ce qu'elles valent, trop heureux en les faisant de vous être utile ou simplement agréable.

J'ajoute que si vous vouliez voir vous-même ces blocs, je me mets entièrement à votre disposition pour vous y conduire quand vous le trouverez convenable.

Veuillez agréer, etc.

N. ARQUÉ, *instituteur*.

Dernier mot sur les Raffin d'Hauterive.

N'ayant plus, depuis trop longtemps, le plaisir d'être un abonné de la *Revue*, j'ai appris par hasard et lu de même l'article de M. Couyba sur les Raffin d'Hauterive. Un des collaborateurs du recueil agenais me signala cet article en me priant de rectifier les erreurs, ce que j'ai fait sommairement et simplement.

Aussi bénigne que fut ma rectification, elle a piqué au vif M. Couyba, qui, dans sa réponse, reconnaît certaines erreurs, mais en maintient certaines autres. Je veux l'égalité pour toutes. M. Couyba maintient à tout prix Salmon pour Folmont et Boussac pour Bossots. Il serait étrange que Marie de Raffin ayant épousé le 31 mars 1649, devant M^e de Laigues notaire de Calonges « noble Jean de Bossots, seigneur de Campels et Seguinot, ce dernier se soit fait appeler à Hauterive Jehan de Boussac, seigneur de Crampels. — Les Bossost sont connus, pas les Boussac. — S. l'écriture du vicaire d'Hauterive est aussi lisible que le prétend M. Couyba, le vicaire s'est trompé : M. Couyba doit comprendre cela.

Quant aux Raymond de Folmont, co-seigneurs d'Hauterive, on les trouve à chaque page de l'histoire des Raffin.

Les Salmon sont fantaisistes : le vicaire a eu une lubie !

Le « Nobiliaire » que M. Couyba invoque a sa valeur, mais ne peut prévaloir contre les actes authentiques qui font de Suzanne de Fumel une fille de Marc de F. et de Suzanne de Feyten, une petite fille de François de Fumel et de Jeanne de Gourdiège et non de Jeanne de Caumont : j'ai les actes qui le prouvent.

Quant aux actions féroces de Philippe de Raffin, il paraît que la légende se poursuivra en temps et lieu : les légendes ! c'est curieux, mais pour un scrupuleux historien tel que M. Couyba, c'est léger comme preuve.

J. BEAUNE.

POÉSIES

L'ÉLEVATION

Le peuple recueilli des grandes cathédrales
En s'inclinant médite au mystère divin.
L'archiprêtre à l'autel mêle les eaux lustrales
Dans le calice avec le symbolique vin.

Et dominant la foule à genoux sur les dalles
D'un lent geste de croix la bénit de la main ;
Tandis que le concert des orgues magistrales
Exalte les orgueils d'un désir surhumain.

Les cantiques sacrés dans l'abside profonde
Retentissent : échos d'impossibles ardeurs,
D'ineffable espérance ou d'ardentes douleurs.

Les sens sont éperdus. C'est l'unique seconde
Où la prière monte et les parfums au ciel
Vers le Sacrifié, rédempteur éternel.

∴

MIDI AUX CHAMPS

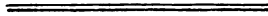
Sur l'enclume d'acier du ciel incandescent
Le soleil comme un fer qu'un forgeron martelle
Rougoie et se projette en vives étincelles
Qui fusent, traits de feu, sur le sol frémissant.

La plaine brûle, dort. Dans l'air assoupissant
Les argus font jouer la splendeur de leurs ailes ;
Et la cigale joint sa stridente crécelle
Au zou-zou du bourdon fâcheux et languissant.

**Les champs sont désertés. Loin des blés immobiles
Les moissonneurs enfin ont jeté leurs faucilles ;
Ils se terrent dans l'ombre et boivent le bon coup.**

**Par un repas frugal ils retrempent leurs forces ;
Puis ils repartiront, rouges, courbant les torsos,
Dans l'angoissant brasier hâter leur travail fou.**

PAUL MARYLLIS.



BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Théophile et Paul de Viau. — Etude historique et littéraire, par
CHARLES GARRISSON. (Paris, Alp. Picard. — Toulouse, Ed. Privat.
In-8° de 237 pp., 1899).

Tout n'avait donc pas été dit sur Théophile de Viau ; et il restait encore à ajouter aux nombreux critiques et biographes qui, depuis bientôt près de trois siècles, se sont occupés de sa personne comme de ses œuvres littéraires ? C'est ce qu'a pensé M. Ch. Garrisson. Et, en lisant sa substantielle étude, on s'aperçoit que Boileau, La Bruyère, Mairet, Moreri, et de nos jours Vapereau, Philarète Chasles, Bazin, Victor Fournel, Petit de Julleville, Emile Faguet, M^e Schirmaker, André de Bellecombe, Jules Serret, Jules Andrieu et tant d'autres encore, sans oublier Théophile Gautier, invinciblement attiré vers lui par la même similitude de nom, ni M. Alleaume dans sa remarquable Notice en tête de l'édition Jannet, ont laissé de côté bien des points obscurs de son orageuse existence, comme aussi négligé bien des détails et sur sa famille et sur son fameux procès.

M. Garrisson a pris à tâche de les compléter d'une façon à peu près définitive. Pour cela, il s'est appliqué à faire revivre la mémoire du frère aîné de Théophile, de Paul de Viau, pâle nébuléuse perdue jusqu'à ce jour dans les rayons de gloire du poète, et, en mettant en pleine lumière sa silhouette si sympathique, à attirer notre attention bien plus sur le capitaine huguenot, inédit, que sur son frère, déjà suffisamment connu.

Paul de Viau méritait, en effet, qu'on écrive son histoire. Soldat intrépide, protestant convaincu, de mœurs rigides, il n'hésite jamais, au premier appel, à quitter sa famille et douceurs du manoir paternel, chaque fois que l'intérêt de sa religion est en jeu. On le voit, tout jeune, conduisant avec l'autorité d'un ancien les vieilles bandes huguenotes à l'assaut de Montflanquin, à la prise de Clairac, à

l'affaire de Tonneins, où, comme le lui écrit son frère, il fut relevé « *inter nostrorum cadavera et tuorum stragem, obrutum hostium multitudine, pulvere et sanguine repersum, armis spoliatum.* » (1621). Puis, plus tard, il s'enrôle dans l'armée de Rohan (1628), donne du fil à retordre à d'Epemon, et ne dépose les armes que lorsque pour lui tout est perdu, que la Royauté est partout triomphante et que la main de fer du Cardinal s'appesantit à jamais sur les vieilles libertés.

Ce n'est pas sans un plaisir non dissimulé que M. Garriſſon s'attarde sur ces dernières luttes du parti réformé. Et, s'il les juge parfois avec trop de partialité, s'il considère les guerres de 1620 à 1627 comme « des guerres républicaines » (?), s'il estime que l'œuvre du Grand Roi fut « un monstrueux édifice d'absolutisme et de centralisme politique et religieux, dans lequel les peuples, privés d'air, « doivent mourir », ce qui est fort contestable et ce que dément d'une façon formelle l'ère d'inoubliable grandeur que traversa la France de par le génie de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV, il n'en est pas moins vrai que sur les événements dont le sud-ouest de la France fut alors le théâtre, sur le rôle militaire de Paul de Viau, qu'il serait pourtant téméraire de comparer à Coligny, à d'Andelot, voire même à d'Aubigné, ou à Marcel des Huguenots, mais qui n'en reste pas moins un excellent capitaine, comme il en poussait toujours sur le vieux terroir d'Henri IV, il nous fournit des renseignements que nul encore ne nous avait donnés.

Et quel contraste présentent les deux frères ! Quel parallèle facile à établir entre ces deux natures diamétralement opposées ! Chez Paul, le rigorisme, chez Théophile, le débraillé. Là-bas, à Boussières, « dans cette petite Canaam de l'Agenais, au milieu de ce noyau « d'églises germées entre le Lot et la Garonne, Monheurt, Clérac, « Grateloup, Tonneins », la conviction religieuse, la foi, la lecture assidue de la Bible, l'éducation forte et sévère ; ici, à Paris, où le poète est grisé par ses premiers succès, le scepticisme, l'impiété, le libertinage, la débauche, l'absence de tout sens moral, de toute retenue. On peut, à son excuse, dire que l'exemple venait de haut, et que Théophile suivait à ce moment la mode. Mais quelle prise ses vers galants et athées ne donnaient-ils pas aux haines féroces qui le poursuivaient, aux attaques sourdes et hypocrites du parti des Jésuites, du père Arnoux, du cauteleux père Garasse !

Sur ce premier procès de 1619, où Théophile, forcé de battre en retraite jusqu'à Boussières, chante en vers mélancoliques et son

exil dans les Landes de Casteljalous, et ses regrets de ne plus adorer ni Cloris, ni Philis, M. Garriſſon ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà. Rien non plus sur son retour à Paris, au prix de son abjuration, de sa conversion, de sa promesse formelle entre les mains des Jésuites de mener une autre vie. Serments de poète ! Paroles d'amoureux ! L'amour reprend sur lui son empire, toutefois un amour plus noble, aux sentiments plus élevés. C'est l'époque de ses plus jolis vers, de sa plus grande renommée, de l'apogée de son talent et de ses succès.

Pourquoi donc, en si bonne posture, Théophile fut-il brusquement condamné à mort par arrêt du Parlement, ce 19 août 1623 ? Une nouvelle édition du Parnasse Satyrique venait de paraître, au bas de laquelle le libraire n'avait pas craint d'apposer son nom. Vainement la désavoua-t-il et protesta-t-il de son innocence ? L'arrêt fut maintenu, et notre infortuné poète, pris au moment où il atteignait la frontière des Flandres, jeté, les fers aux pieds, dans le cachot de Ravailiac. Son crime était-il donc si grand ? Et dans ce Paris de ruelles, infesté de mauvais lieux, de sacripants, de bandits bien plus coupables, pourquoi n'avoir fait main basse que sur l'aimable chanteur des beautés de la Cour ?

C'est ici que M. Garriſſon nous apporte une idée nouvelle et qu'il attribue au malheur du poète une cause jusqu'à ce jour insoupçonnée : l'amour de Théophile pour la reine de France.

Certes, le crime était grand et son auteur méritait toutes les rigueurs du sort. Mais fut-il véritablement commis ? Et Théophile osa-t-il élever ses regards jusque sur la belle espagnole qui occupait à ce moment le trône fleurdelysé ? La seule pièce, bien fragile, il faut le reconnaître, sur laquelle M. Garriſſon bâtit tout son échafaudage, est la fameuse épître d'Actéon à Diane, trouvée seulement après sa mort dans les papiers de Théophile et qui, déjà, au dire de Mairêt, « est une excellente pièce d'éloquence où tous les vrais « sentiments d'une amour haute, discrète et violente sont parfaitement bien représentés. »

Nul doute que, sous les traits d'Actéon, Théophile n'ait voulu se dépeindre lui même, et que Diane ne soit une très grande dame, la plus grande probablement de tout le royaume. Mais Anne d'Autriche, alors dans tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté, elle qui devait voir bientôt à ses pieds Buckingham, Richelieu, Mazarin, connut-elle jamais « ce murmure d'amour élevé sur ses pas ? » Y fut-elle sensible ? ou dans sa colère dénonça-t-elle le coupable à la jalousie

de Louis XIII ? Autant d'hypothèses que, malgré son habileté, M. Garriſſon ne parvient pas à changer en certitudes. La thèse toutefois est neuve, quoique entrevue déjà par Philarète Chasles, et mérite qu'on s'y arrête longtemps.

Pour nous, nous l'avouons, nous n'éprouvons aucun scrupule à nous ranger à cette supposition. Il ne nous déplait nullement de voir Théophile, assagi, rassasié des amours de bas étage, ressentir à ce moment cet amour mystérieux, presque idéal. Nous ne comprendrions pas qu'il écrivit comme Arvers :

Mon âme a son secret, ma vie a son mystère,
Un amour éternel en un moment conçu ;
Le mal est sans espoir ; aussi j'ai dû le taire ;
Et celle qui l'a fait n'en a jamais rien su.

Mais nous admettons au contraire que lui, poète adulé de toutes les belles, lui, vrai cadet de Gascogne, qu'aucun obstacle n'avait rebuté, il ait tout à coup aimé la jeune Anne d'Autriche et ait eu le front de le lui avouer. Et, disons-le aussi, à sa mort, quelque peu bourgeoise, arrivée deux ans après sa délivrance à Chantilly, dans la *maison de Sylvie*, par suite soit des souffrances endurées, soit plutôt de ses débauches, nous préférerions une mort plus romanesque, plus conforme à sa vie d'aventures, en pleine place de Grève, à laquelle du reste il n'échappa que par l'influence de ses puissants protecteurs ; et nous lui pardonnerions volontiers si, aux genoux du bourreau, devant le portrait de la bien-aimée, il s'était écrié, comme le Gascon de la légende : « O ma Reine, je meurs pour vous ! Mais surtout, comme grâce dernière, qu'on le sache en Gascogne ! »

Un mot encore, en terminant. Puisque M. Garriſſon a connu l'étude bio-bibliographique si exacte de notre regretté confrère Jules Andrieu sur Théophile de Viau, qu'il la qualifie d'intéressante, et qu'il y a puisé du reste tous les renseignements que ce dernier avait fournis sur la famille et la généalogie du poète, pourquoi n'adopte-t-il pas avec lui, comme lieu de naissance de Théophile, au lieu de la ville de Clairac, le manoir de Boussières, entre Aiguillon et le Port-Sainte-Marie ? Car, de l'autre Boussières, paroisse de Sainte-Radegonde, sur les bords du Lot, il ne saurait être question, cette terre n'ayant jamais appartenu à la famille de Viau. Or, il ressort nettement, et ceci est un fait définitivement acquis, des archives privées de la famille de Viau de Bellegarde, descendante du poète, de la tradition constante établie dans le pays, de la carte du duché

d'Aiguillon de 1653, où Duval qualifie le lieu de Boussières de *Maison de Théophile*, enfin des vers même du poète :

« Car c'est là ma patrie,
« C'est où les rais du jour daignèrent dévaler,
« Pour faire vivre un cœur que tu devois brûler, »

que Théophile naquit et habita toute son enfance au manoir de Boussières de Mazères, sur la rive droite de la Garonne, encore en la possession de sa famille, et non pas à Clairac où les de Viau, croyons-nous, ne possédaient aucune maison.

Si, dans quelque autre de ses vers, Théophile écrit :

« Clairac, pour une fois que vous m'avez fait naître,
« Hélas, combien de fois me faites-vous mourir ? »

il ne faut voir là, pensons-nous avec J. Andrieu « qu'une allusion à « la vie morale, au baptême et à l'instruction religieuse, reçus dans « le temple de l'église réformée de cette petite ville. »

Dirons-nous aussi à M. Ch. Garisson qu'il faut écrire Boussières, et non Boussières, comme il le fait chaque fois ?

Mais ce sont là petits détails. Ils disparaissent devant l'importance de l'œuvre d'ensemble, fruit de longues et patientes recherches, au style sobre, clair, non dépourvu d'élégance, et que ses aperçus nouveaux, ses théories souvent hardies mais toujours très alléchantes, rattachent, en les complétant utilement, aux meilleurs des ouvrages écrits sur l'un de nos plus illustres poètes Agenais.

PH. LAUZUN.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Juillet-Août 1899.* — X. Mossmann : La France et l'Alsace après la paix de Westphalie. — E. Rodocamachi et G. Marcotti : Elisa Baciocchi à Florence. — J. D'Auriac : Le marquis de Chamlay. — C. Largemaïn : La Fête de la Fédération du 14 juillet 1792 et l'*Invitation à la Concorde* de Bernardin de Saint-Pierre. — *Bulletin historique.* — France. — Berthold Zeller, notice nécrologique p. A. Luchaire, de l'Institut. — Moyen-âge et temps modernes par A. Molinier, G. Monod et R. Reuss. — Angleterre : Moyen âge (*suite et fin*), par Ch. Bémont. — *Comptes-rendus, Chronique, etc.*

POLYBIBLION. — *Juin 1899.* — Lambert : Jurisprudence. — Arbey : Ouvrages pour la jeunesse. — L. Robert : Hagiographie et biographie ecclésiastique (*suite*). — *Comptes-rendus, chronique, etc.* — *Juillet 1899.* — Ch. Arnaud : Romans, contes et nouvelles. — J. Rambaut : Economie politique et sociale. — *Comptes-rendus, Bulletin, Chronique.*

ANNALES DU MIDI. — V. Mortet : Notes historiques et archéologiques sur la cathédrale de Narbonne (2^e art.) — L.-G. Pélissier : Un conventionnel oublié. J.-P. Picqué et l'« Hermite des Pyrénées ». — *Mélanges et documents.* — A. Thomas : Lettres inédites de Louis Chasteigner de La Rochepozay, gouverneur de la Marche (1591-2). — P. Dognon : De quelques mots employés au Moyen-âge dans le Midi pour désigner des classes d'hommes. *Platerii, platearii, comptes-rendus, chronique.*

REVUE DES PYRÉNÉES. — Mai-juin. — Juillet-août. — Le 37^e congrès des sociétés savantes à Toulouse, par MM. le baron Desazars, J. de Lahondès, L. de Granwal, Pasquier, Jeanroy, etc. — *Nom des congressistes, Bibliographie méridionale.*

ANNALES DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE BORDEAUX ET DES UNIVERSITÉS DU MIDI. — *Revue des lettres françaises et étrangères.* — *Juillet septembre 1899.* — E. Zyromsky : L'humanisme de Chénier et son poème sur l'*Invention*. — G. Le Gentil : Victor Hugo et la littérature espagnole. — *Bulletin hispanique.* — Imbart de La Tour : Une entente intellectuelle avec l'Espagne. — *Bibliographie.*

REVUE DE GASCOGNE. — Juillet-août 1899. — M. l'abbé Degert : Saint Vincent, évêque de Dax. — J. Gardère : Histoire religieuse de Condom pendant la Révolution. — IV. — C. Tauzin : Chroniques landaises. Préliminaires de la Grande Révolte. — L. Batcave : Lettres de rémission de la reine Jeanne pour la famille d'Abedos. — P. de Casteran : Lettres de M. de Froidour. — V. Bagnères de Bigorre (*fin*). — Relations d'un voyage dans le Labourd, par le même. — L. Couture : Littérature romane. — A. Lavergue : L'abbé Gérard Lamarque. — *Notes diverses.*

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES
ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Neuvième et Dixième livraisons de la 26^{me} Année.

Septembre-Octobre 1899



AGEN

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE AGENAISES

43, Rue Voltaire, 43

(ANCIENNES MAISONS NOUBEL ET LAMY)

1899

SOMMAIRE

	Pages
I. <i>Bibliographie des hommages rendus à la mémoire de Ph. Tamizey de Larroque, précédée d'une étude sur les principaux d'entr'eux et de notes intimes, par le comte de Dieune. (suite)</i>	385
II. <i>Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne (1578-86) par Ph. Lauzun. (suite)</i>	403
III. <i>Deux relâches — Colombo, par J. de la J.</i>	410
IV. <i>Le Marquisat de Ferrières (Lot) et ses seigneurs, par F. M. (suite)</i>	435
V. <i>Acte concernant le prieuré de Monsempron, par H. D.</i>	462
VI. <i>Deux lettres inédites du roi de Navarre</i>	471
VII. <i>Poésies, par Luc de Bosrédon</i>	474
VIII. BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE. — (P. Lauzun) : <i>Aide-mémoire pour servir à l'histoire de l'Agenais, par A. de Bellecombe, complété par des notices empruntées à divers auteurs et édité par G. Tholin, archiviste départemental</i>	476

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser exclusivement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

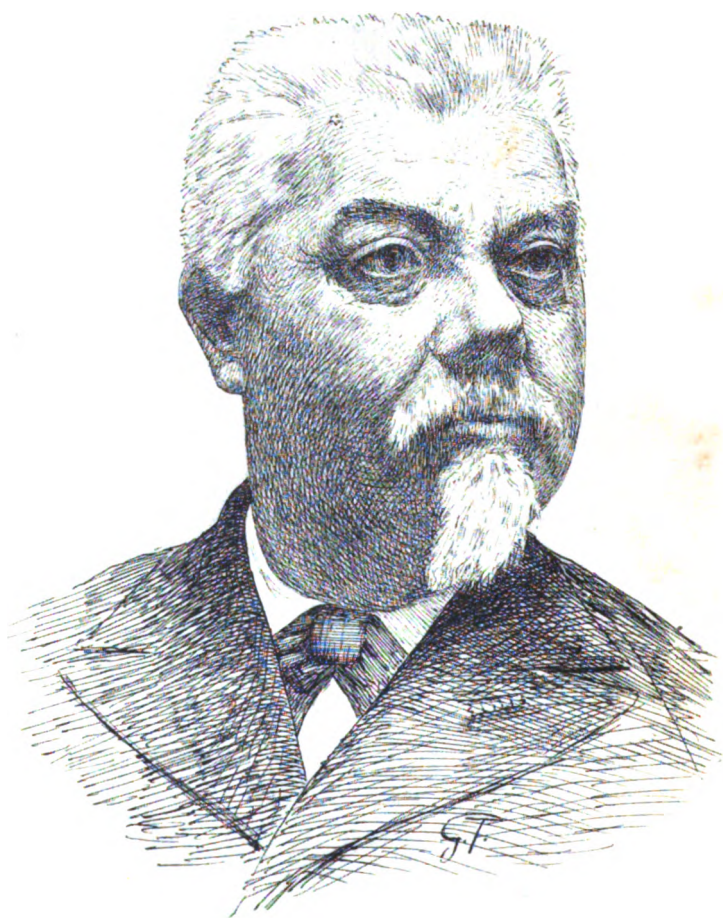
Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à	50 exemplaires,	10 fr.
8 — — — — —	100 —	12 fr.
12 — — — — —	50 —	14 fr.
12 — — — — —	100 —	16 fr.
16 — — — — —	50 —	15 fr.
16 — — — — —	100 —	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



PHILIPPE TAMIZEY DE LARROQUE

BIBLIOPHILIE

1858

A LA SOCIÉTÉ DE PHRÉASIS

PAR M. L. B.

De la Bibliothèque de la Société de Phrénologie

II

Le deuxième point de notre liste, les ouvrages nouveaux, il est évident que nous donnerons dans la liste des livres à remercier. Le plus grand mérite de payer un tribut légitime aux efforts du savant, c'est de lui donner une période de fièvre intellectuelle qui vivifie les esprits.

Nous donnerons aussi une section de livres de la Bibliothèque de la Société de Phrénologie.

Enfin, le troisième point de notre liste, les ouvrages et livres de la Société de Phrénologie, nous donnerons aussi une section de livres de la Société de Phrénologie. Les ouvrages de la Société de Phrénologie, nous donnerons aussi une section de livres de la Société de Phrénologie.

Malgré des heures de travail, et de la part des esprits, une section de livres de la Société de Phrénologie, nous donnerons aussi une section de livres de la Société de Phrénologie.

Voici donc les ouvrages les plus beaux

Le Monde du 27, et *Le Monde* du 28, 1858.

Le Monde du 27, et *Le Monde* du 28, 1858. Les ouvrages de la Société de Phrénologie, nous donnerons aussi une section de livres de la Société de Phrénologie.

Malgré des heures de travail, et de la part des esprits, une section de livres de la Société de Phrénologie, nous donnerons aussi une section de livres de la Société de Phrénologie.

AMERICAN LAWYER

BIBLIOGRAPHIE DES HOMMAGES

RENDUS

A LA MÉMOIRE DE PH. TAMIZEY DE LARROQUE

PRÉCÉDÉE

D'une Étude sur les principaux d'entr'eux et de Notes intimes

II

La deuxième partie de notre travail contenant la bibliographie des hommages proprement dite comprendra trois divisions.

Nous donnerons d'abord la liste des journaux et à leur sujet nous ferons remarquer combien plus nombreux auraient été ceux qui ont tenu à payer un tribut de légitimes regrets à Tamizey de Larroque, si le décès du savant correspondant de l'Institut n'avait coïncidé avec une période de fièvre électorale qui occupait presque exclusivement les esprits.

Nous grouperons dans une seconde division les divers périodiques : Bulletins et Revues.

Enfin la troisième série, sous le titre *Divers*, comprendra : Comptes rendus et Délibérations d'Académies et de Sociétés savantes ; Œuvres posthumes ; Livres dédiés à Tamizey de Larroque depuis sa mort ; Citations relatives à sa mémoire dans divers volumes ; Almanachs ; Annuaires ; Hommages et Travaux sur Tamizey de Larroque en préparation ou sous presse.

Malgré des lacunes forcées, cette étude bibliographique donnera, nous l'espérons, une suffisante idée des regrets universels inspirés par la mort du grand érudit ¹.

Voici d'abord les versions les plus brèves :

Le Figaro du 27 mai, *La Vérité* du 28, disent simplement :

DÉCÈS. — ... De M. Tamizey de Larroque, membre correspondant de l'Institut, décédé à Contaud (Lot-et-Garonne), à l'âge de 70 ans ;...

¹ Peut-être nous sera-t-il possible de compléter notre travail par une troisième partie comprenant une très intéressante succession de témoignages d'admiration et de sympathie pour Tamizey de Larroque venus de tous les coins de la France et de l'Etranger. Presque tous ceux qui ont un nom dans l'érudition se retrouveront là et ajouteront aux témoignages imprimés une véritable gerbe d'hommages inédits.

Le Matin du 27 :

NÉCROLOGIE. — On annonce la mort à Gontaud, en Lot-et-Garonne, de M. Tamizey de Larroque, historien, correspondant de l'Institut.

La Croix du 29 :

MORTS D'HIER. — M. Philippe Tamizey de Larroque, correspondant de l'Institut, auteur de nombreuses publications historiques, 70 ans.

Le Journal, La Libre-Parole, L'Aurore, Le Gil-Blas, La Dépêche de Toulouse, *L'Éclaireur* de Nice, *La Constitution* d'Auxerre du 27 mai, *L'Autorité, Le Radical, Le Journal des des Débats, L'Évènement, La Charente* d'Angoulême du 28, *Les Droits de L'Homme, L'Estafette, Le Progrès de Chartres*, du 29 mai, etc., reproduisent la formule suivante à un ou deux mots près :

NÉCROLOGIE. — Nous apprenons la mort de M. Tamizey de Larroque, membre correspondant de l'Institut, chevalier de la Légion d'honneur, décédé à Gontaud (Lot-et-Garonne), dans sa soixante-dixième année.

A la suite de l'annonce du décès, *Le Temps, Le Petit Journal, La Presse, Le Petit Moniteur Universel, Le Peuple Français*, du 27 Mai, *La Gazette de France, La Cocarde, Le Paris, Le Pays, Le Journal de la Dordogne, Le Journal de Caen*, du 28, *L'Estafette*, du 29, *L'Eclaireur de Bergerac*, du 1^{er} Juin, ajoutent que Tamizey de Larroque, n'avait jamais quitté sa ville natale !!!

Voici la version du *Temps* :

..... Tamizey de Larroque n'avait jamais quitté sa ville natale de Gontaud, où il remplit de 1860 à 1870 les fonctions de maire. Adonné de bonne heure à l'étude des questions historiques, il s'était fait connaître dès sa trentième année, par des publications très documentées et d'un esprit critique très fin sur la langue, les antiquités et la biographie des grands hommes de sa province natale.

C'est aussi, à quelques mots près, la note parue dans *Le Siècle*, du 27 Mai, *Le Courrier de Tarn-et-Garonne* du 28, *Le Journal de Villeneuve-sur-Lot*, du 2 Juin, etc.

L'Intransigeant du 28 Mai supprime l'étonnante première phrase, *Le XIX^e Siècle* et le *Le Rappel*, du même jour, rectifient en disant qu'il n'avait jamais voulu abandonner sa province natale. Au contraire, *La Liberté* du 27 Mai, *L'Eclair, L'Univers* et *Le Monde, L'Avenir de Reims*, du 28, *La Lanterne, La Dépêche*

de Lille, *Le Bourguignon* de Tonnerre, *Le Petit Patriote de l'Ouest* d'Angers, *Le Vexin* de Gisors, *Le Pays de Montbéliard*, du 29 mai, maintiennent cette phrase et suppriment les dernières lignes. Enfin, d'autres journaux ajoutent à ces quinze ou vingt lignes quelques renseignements particuliers, ce qui constitue un article nécrologique assez important. Citons comme exemple la fin de celui de *La Petite Gironde* du 27 Mai, et de la *Gironde* du 28, qui, du reste reviendront plus longuement sur cette disparition trois jours plus tard :

M. Tamizey de Larroque, par ses nombreux ouvrages sur l'histoire de Bordeaux, sa collaboration assidue aux publications des *Bibliophiles de Guyenne* et des *Archives du département de la Gironde*, avait depuis longtemps acquis droit de cité parmi nous. Il faisait partie de la plupart de nos Sociétés littéraires bordelaises, et avait été élu membre correspondant de l'Académie de Bordeaux.

Voici maintenant la version de *L'Echo de Paris* et de *La Paix*, du 28, reproduite par *L'Etendard*, *Le Soleil du Midi*, etc., du 29 :

M. Tamizey de Larroque avait consacré son existence à publier les travaux et la correspondance de Peiresc, le fameux ami de Gassendi, le protecteur des lettres, des arts et des sciences au seizième siècle. Il fit élever à cet écrivain un monument superbe à Aix. Récemment, le feu se déclara chez M. de Larroque ; sa bibliothèque et un grand nombre de papiers inédits furent détruits par cet incendie. M. de Larroque ne put s'en consoler ; il fut atteint par une maladie de langueur dont il est mort.

Enfin, pour en finir, avec les notes identiques parues dans plusieurs journaux, donnons un article reproduit dans presque toute la presse belge et que nous retrouvons dans deux journaux de Bruxelles, *Le Petit Bleu* et *l'Indépendance Belge*, du 28 :

M. Tamizey de Larroque est mort jeudi à Gontaud (Lot-et-Garonne). Il était né dans la même ville le 30 décembre 1828. C'était un érudit de sérieuse valeur dont les publications se rapportent surtout à l'histoire littéraire et aux antiquités du Midi de la France. Mais *la Correspondance de Peiresc*, qu'il a publiée et annotée (7 volumes, 1888-1898), renferme une foule de renseignements d'intérêt général, Peiresc ayant été en relations avec les savants, les artistes, les écrivains de tous les pays et notamment de la Belgique.

Plusieurs autres organes de la presse ; particulièrement en Italie, ont annoncé le décès de Tamizey de Larroque.

Nous passerons rapidement sur les noms d'une vingtaine de journaux, qui ont, en rendant compte de la séance de l'Académie des Inscriptions, mentionné les regrets du président pour la perte faite par la savante

compagnie, puisque nous devons donner plus loin cet hommage intégralement. Nous ne citerons que ceux que nous avons sous la main : *Le Petit Journal* et *La Liberté*, du 28 mai.

. . .

Le Soleil, du 27 mai, donne un excellent article de M. G. Niel, ancien archiviste du Gers.

En voici une grande partie :

C'est avec un bien vif regret que nous apprenons la mort de M. Tamizey de Larroque, un érudit et un lettré dont nous avons souvent entretenu les lecteurs du *Soleil*. Eloigné de Paris, vivant dans son pays natal, au milieu de ses livres, il avait depuis quarante ans publié nombre de travaux très remarquables et la plupart consacrés à l'histoire de la Gascogne. Ses études lui valurent le titre de correspondant de l'Institut qu'il justifia encore dans ces derniers temps par de nouveaux ouvrages. C'est à lui particulièrement que l'on doit la belle publication des lettres du fameux Peiresc. Le monde savant attendait le dernier volume de cette collection dans lequel précisément M. de Larroque devait raconter la vie de celui qui fut le correspondant de Galilée, de Gassendi et de tant d'autres illustres de son temps. M. Tamizey de Larroque préparait encore d'autres travaux. Travailleur infatigable, il suivait avec la plus grande attention le mouvement littéraire et artistique. Sa mort laissera dans la région du Sud-Ouest de vifs regrets....

Le Courrier de Cannes du 27 mai dit :

Tamizey de Larroque était un des félibres majeurs les plus en vue de la maintenance d'Aquitaine et c'est lui qui avait pris à tâche — ce qu'il a parfaitement réussi d'ailleurs — de remettre en lumière la grande figure de Peiresc ; il était moins connu par ses productions en langue d'Oc que par ses travaux remarquables sur l'histoire du Midi de la France.

Le Nouvelliste de Bordeaux du 28 mai contient quelques lignes émues sur « cet homme de bien, catholique et royaliste sincère, entouré de l'estime et de l'affection de tous ses concitoyens... Il laisse après lui, non seulement la réputation d'un érudit et d'un lettré, mais encore des travaux fort intéressants, des publications très documentées... » et annonce les obsèques.

Le Tout Bordeaux du même jour donne la nouvelle et quelques détails sur la famille de Tamizey de Larroque et ses alliances. Ce journal est revenu plus longuement sur ce sujet dans un numéro de juillet.

L'article nécrologique intitulé : PH. TAMIZEY DE LARROQUE, de M. Brissaud, professeur à la Faculté de Droit de Toulouse, est une excellente et très complète étude. Il a été publiée par le *Le Messager de Toulouse* du 29 Mai 1898, puis reproduit intégralement dans la *Revue des Pyrénées* et partiellement dans la *Revue de Gascogne*.

M. L'abbé Couture ayant déjà donné, dans cette dernière revue, toute la fin de l'article, nous choisissons quelques paragraphes de la première partie :

Le Midi vient de perdre un de ses grands érudits... D'autres parleront mieux que je ne saurais le faire du savant à la prodigieuse mémoire, à l'infatigable activité. Ils le montreront, fouillant les bibliothèques, compulsant les archives, cherchant jusque dans les papiers de famille ces documents inédits qui ont renouvelé, de nos jours, la face de l'histoire. Ils diront quel service il a rendu à la science de notre passé méridional par un demi siècle d'efforts et de labeurs sans relâche. A partir du xvi^e siècle surtout, il connaissait merveilleusement le Sud-Ouest. Pas une de nos Revues qui ne contiennent des articles de lui

Son œuvre est surprenante par sa masse et plus encore par les dessous extraordinaires qu'elle suppose. Il vivait dans une familiarité douce avec les hommes du xvi^e et du xvii^e siècle, non pas seulement avec les grands personnages mais avec les petits gentilshommes campagnards, honnêtes bourgeois, curés de village, voire même simples paysans comme ce soldat d'Unet, près Tonneins, qui s'illustra au siège de La Rochelle.

Dans les dernières années de sa vie, ce grand curieux s'était attaché à la mémoire du plus grand curieux qui ait peut-être jamais existé, l'illustre Peiresc. Il avait réuni ses lettres pour former une sorte d'encyclopédie du commencement du xvii^e siècle. Il ne vivait plus que pour Peiresc ; il lui avait voué un culte ; la maison de campagne qu'il avait édifiée, sur un haut tertre, à quelques kilomètres de Gontaud, lui avait été dédiée ; l'image austère du grave conseiller à la Cour d'Aix s'y voyait partout ; nous allions en pèlerinage à ce sanctuaire d'érudition, sûr d'y retrouver notre ami en compagnie de ce mort dont il enviait l'existence de laborieux amateur

Mais du savant il y a trop à dire ; nous ne voulons pas parler non plus de l'homme de lettres, M. Tamizey de Larroque était autant un lettré qu'un érudit. Au collège de Marmande où il fit ses études¹ il étonne singulièrement ses professeurs en leur présentant au bout de l'an une traduction complète de Virgile et même de Lucrèce . . .

Son style abondant, facile, semé de traits d'esprit, tournant volontiers dans l'abandon des lettres au madrigal et au marivaudage, reprenant dans les travaux historiques la gravité nécessaire, avait la première de toutes les qualités : il était vivant ; on sentait que sa plume courait sur le papier ; sa bonne humeur y transparaissait et aussi son bon cœur. La malice, lorsqu'il s'en rencontrait, y était si bienveillante qu'on l'en aimait davantage.

1 M. Brissaud veut dire : la première partie de ses études.

Au lendemain de sa mort, ce que je tiens surtout à préserver, c'est le souvenir de l'homme et non celui de l'écrivain et de l'érudit. Son œuvre est là pour témoigner de son érudition, pour attester son talent littéraire. L'homme vivra, certes, dans la mémoire de ses amis, mais ce n'est pas assez; nous voudrions qu'en dehors de ce petit cercle d'intimes à qui l'unissent des liens étroits, comme en créent la confraternité littéraire et la communauté de sentiments, M. Tamizey de Larroque ne fut point un inconnu. Il faudrait que d'autres sussent tout ce qu'il y avait de généreux et d'élevé dans cette âme d'élite. « Tout aux autres », telle aurait pu être sa devise. Je n'ai jamais connu personne s'oubliant soi-même avec une aussi parfaite abnégation et se mettant avec une aussi naturelle aisance — comme si cela ne souffrait pas d'obstacle et d'hésitation — au service des autres. Sa bibliothèque, ses manuscrits, son inépuisable savoir était mis à la disposition des travailleurs avec tant de bonne grâce que l'on ne se doutait presque plus qu'on avait reçu un service de lui.

Nature chevaleresque, il donnait sans compter. On peut le dire de ses trésors de savoir comme de ses biens matériels

Sa vie avait été vouée à l'histoire. Il avait voulu qu'elle fut toute entière consacrée à l'étude désintéressée. Les honneurs ne lui marquèrent pas : dans sa paisible retraite de Gontaud il fut nommé membre correspondant de l'Institut; son nom était de ceux qu'on ne discutait plus dans le monde des érudits, mais je n'ai jamais remarqué qu'il fut très sensible à ces honneurs et à cette juste renommée.

On sentait de prime abord en lui tant de loyauté et de noblesse d'âme qu'on lui était acquis de suite.

Voir ci-dessous de nombreuses mentions de *L'Echo des Bouches du Rhône*, son premier article est du 29 mai 1898.

Note nécrologique du *Mémorial* d'Aix du 29 mai 1898, signé de M. R. (de Mougin-Roquefort.)

La Dépêche de Toulouse, rendant compte des obsèques en chronique locale, le 29 mai, dit :

Nous saluons le savant qui vient de disparaître.

Le Paysan du Sud-Ouest de Tonneins du même jour annonce un article pour le dimanche suivant. Voir plus bas : 5 juin.

Dans le *Journal de Lot-et-Garonne* d'Agen, du 29 mai 1898, une très éloquente note de M. Xavier de Lassalle, que nous regrettons de ne pouvoir reproduire intégralement.

Avec lui disparaît l'un des érudits de France les plus marquants, l'un des hommes qui par leur mérite de premier ordre ont fait le plus honneur à notre département dont il était et restera une grande illustration..... Jamais bénédictin ne fournit pareille somme de travail et n'embrassa plus vaste champ de recherches et d'études. Pour accomplir aussi rude besogne, il avait fallu qu'à une magnifique intelligence, à une mémoire prodigieuse, M. Tamizey de Larroque joignit cette vigueur de tempérament, cette énergie

pour l'effort que révélaient sa haute et forte stature, son large front, sa tête puissante à la Balzac. Mais quel contraste ! il suffisait de s'entretenir quelques instants avec ce colosse pour découvrir en lui une extrême douceur de caractère, l'esprit le plus bienveillant, le plus aimable, le cœur le plus sensible et le plus généreux. Ce sont ces qualités d'un charme bien attirant dont nous tenons à témoigner ici, car elles valurent à M. Tamizey de Larroque de vives et nombreuses sympathies. Très aimé et très estimé de ses concitoyens, il sut dérober à sa laborieuse existence, assez de temps pour administrer de 1860 à 1870, la mairie de Gontaud avec un dévouement dont son père lui avait transmis la tradition. Il dut juger alors de l'insigne renommée qui entourait son œuvre, mais n'en tira nulle vanité. Et cet homme qui avait rencontré tant de succès littéraires, que l'Académie française avait couronné, que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres avait choisi pour un de ses membres correspondants, qui siégeait au Comité des Travaux Historiques, dont la croix de la légion d'honneur avait consacré la brillante carrière se montra constamment d'une excessive modestie.....

La Petite Gironde du 30 mai, dans un nouvel article sous le titre de *Causerie Bordelaise* et sous la signature d'Argus donne une intéressante notice sur Tamizey de Larroque, envisagé surtout par ses publications sur la Guyenne :

Un des érudits de province qui tracent assez obscurément, mais noblement, leur sillon dans le champ de la science et des lettres, et qui se contentent d'une notoriété restreinte alors qu'avec un peu de mouvement et de réclame ils pourraient, comme bien d'autres qui ne les valent pas, connaître la gloire ou tout au moins la popularité,

Le nombre est encore grand — heureusement — de ces travailleurs de la pensée qui ne vivent point de leur état, au rebours du poète lyrique dont parlait Banville, et qui ont écrit force ouvrages, sans en avoir jamais tiré de profit matériel. Ces hommes dévoués sont les véritables apôtres de la décentralisation

La Gironde du 31 mai 1898, publie le même article.

L'Univers et *Le Monde*, du 2 Juin 1898, ont publié un article nécrologique très important de M. le chanoine Allain, aujourd'hui curé de Saint-Ferdinand, à Bordeaux, autrefois directeur de la si regrettée *Revue Catholique* de cette ville, dont Tamizey de Larroque était un des principaux collaborateurs.

Le récit de la visite de M. le chanoine Allain au pavillon Peiresec a paru d'abord, dans la *Revue Catholique*, et en brochure, puis dans la publication de luxe que Tamizey de Larroque avait fait imprimer pour un petit nombre d'amis sous le titre : *Le Vieux Chataignier*.

L'article nécrologique de M. Allain a été reproduit par *La Croix de Lot-et-Garonne*, *Le Journal du Comtat*, etc.

Citons un passage :

M. Tamizey de Larroque n'a jamais connu de loisirs, sinon ceux que lui donnaient les lettres de ses amis. Il travaillait couramment douze à quatorze heures par jour, continuant avec allégresse la tâche commencée et se reposant d'une étude par une autre. En été, il était à la besogne dès quatre heures du matin, et c'est pour cela qu'il trouvait le temps de tout faire, menant de front, avec ses grandes publications la collaboration à une infinité de revues et une correspondance littéraire qui aurait suffi à remplir la vie de bien des gens. Ces lettres écrites au vol de la plume étaient toujours pleines de choses : renseignements historiques et littéraires, anecdotes spirituellement contées, échos des événements quotidiens que ce solitaire suivait avec une attention toujours éveillée

Le Corrèzien de Tulle du 2 Juin 1898 donne un article nécrologique de M. Clément-Simon, ancien procureur général d'Aix. Cet article a été inséré avec quelques modifications dans *Le Journal de Forcalquier* du 3 Juillet 1898, cité par l'éminent directeur de la Bibliothèque Nationale, M. Léopold Delisle, et reproduit en précédant les éloquentes pages de ce dernier, dans *Le Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze*, d'Avril-Mai-Juin 1898.

En voici quelques extraits :

L'érudition et la critique viennent de faire une très grande perte qui doit avoir son écho en Limousin et particulièrement dans la Corrèze

C'était l'homme de France qui connaissait le mieux l'immense répertoire de documents conservés à la bibliothèque nationale sous la désignation d'*Armoires de Baluze*. Il avait lu, la plume à la main, les 379 in-folio qui composent cette inappréciable collection

Ce fut un des plus puissants travailleurs de notre temps, servi par une admirable mémoire, un homme de bien, un cœur chaud et expansif et, ce qui compte le plus à l'heure dernière, un croyant, un ferme chrétien, ...

Les Tablettes des deux Charentes de Rochefort¹ du 2 Juin 1898 annoncent la mort de M. Philippe Tamizey de Larroque « l'un des « plus dévoués collaborateurs des *Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*. »

Dans le *Journal de Lot-et-Garonne* du 4 juin 1898, on lit un discours de M. M. Campagne, reproduit dans le *Journal de Villeneuve* et dans le *Conservateur de Marmande*. Il a été précédé dans ces trois journaux du compte-rendu des obsèques.

¹ Le même journal du 7 juillet parle « d'un éloquent hommage » au « regretté collègue Tamizey de Larroque. »

Les obsèques du si regretté M. Tamizey de Larroque ont été célébrées avec la plus grande simplicité, conformément à ses suprêmes volontés. Cet homme, dont nous avons avec tant de raison loué la modestie, a voulu qu'aucun discours ne fût prononcé sur sa tombe. Et cependant ses amis, MM. Tholin ¹, Momméja ², Joseph Beaune, se proposaient de lui apporter l'hommage des Sociétés savantes d'Agen, Montauban et Bordeaux qu'ils représentaient. C'est dans les *Revue*s littéraires où ils collaborent que ces hommages paraîtront. De même, le silence s'est imposé à M. Maurice Campagne, ancien sous-préfet, maire de Saint-Pierre-de-Nogaret.

Nous sommes heureux de la faveur qui nous est faite de reproduire l'allocution, en tous points bien remarquable, de M. Campagne.

A notre tour, nous en donnons quelques extraits que personne ne trouvera trop étendus :

Pris au dépourvu, paralysé par l'émotion, je n'ai eu ni le temps nécessaire, ni la force suffisante pour me recueillir et rechercher des précisions biographiques afin de faire connaître, comme il l'aurait fallu, depuis son berceau jusqu'à sa tombe, celui que nous pleurons, et faire revivre un instant devant vous, dans un langage digne de lui, cet homme éminent, ce pionnier infatigable qui a consacré sa vie aux plus nobles labeurs et conquis une des premières places dans l'aréopage des savants.

Ce que fut, à ce point de vue, M. Tamizey de Larroque d'autres sauront le dire mieux que moi ; et ce n'est pas dans les quelques phrases d'un éloge funèbre que j'aurais pu condenser une vie aussi féconde, une personnalité aussi considérable. Vous pouvez être assurés, Messieurs, que, parmi ses innombrables admirateurs, il s'en rencontrera qui sauront le louer comme il mérite de l'être et dans le cadre qu lui convient.

D'un bout à l'autre du pays et jusqu'au delà de nos frontières, dans tous ces milieux choisis où l'on travaille, où s'augmente chaque jour le patrimoine déjà si riche de la science, la douloureuse nouvelle va se répercuter comme font les catastrophes. L'Institut de France va se voiler de deuil et de toutes parts retentira cette parole : Un grand savant n'est plus. Mais son œuvre subsiste, œuvre immense et féconde entre toutes, car l'imagination n'y a jamais apporté de vains ornements, ni d'infidèles peintures. La fiction est éphémère, la vérité est éternelle comme Dieu.

J'ai assez connu M. Tamizey de Larroque pour comprendre le respect dont son nom était entouré, la confiance qu'inspiraient ses travaux, l'autorité qui s'attachait à sa parole et à ses écrits. J'ai vu les innombrables lettres qui lui arrivaient chaque jour, si-

¹ On retrouvera dans l'éloquente notice de M. Tholin quelques passages du discours qu'il n'a pu prononcer.

² Les pages émues que se proposait de lire M. Momméja sont conservées dans les archives du Pavillon Peiresc. Il a eu du reste plus que personne l'occasion de rendre hommage dans diverses *Revue*s à son vieux maître et ami.

Voir plus bas la *Correspondance historique et archéologique* et le *Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*.

gnées le plus souvent par des hommes illustres dans toutes les branches de l'activité intellectuelle : historiens, hommes politiques, académiciens, paléographes, archéologues, poètes même. Tous les recherchaient, l'assaillaient de questions, le feuilletaient comme une immense encyclopédie. J'espère que sa correspondance sera un jour publiée, car ceux à qui il écrivait auront conservé ses lettres. Il répondait toujours, et, dans le style épistolaire, s'abandonnait volontiers. Sa phrase fine, délicate, souvent malicieuse, marquée au coin du meilleur esprit gaulois, avait une allure joyeuse et enlevante, qui contrastait avec l'austérité ordinaire de ses travaux. C'était un savant aimable, ce qui est moins rare que ne le pense le vulgaire.

Sa caractéristique était la bonté et tous ceux qui l'ont connu le diront avec moi.

J'ai dit que son œuvre était trop grande pour pouvoir être appréciée par moi comme elle mérite. Il aura d'autres juges. Ce rôle est dévolu à ses pairs, à ses collaborateurs, à ses émules et je n'étais que son modeste disciple. Cependant il m'appartient à d'autres points de vue. Vieil ami de ma famille, il était resté le mien. De plus, comme maire de cette commune dans laquelle il a terminé sa carrière, je lui dois un hommage spécial. Il a illustré son pays natal qu'il aimait tant et Saint-Pierre-Nogaret s'honore de l'avoir compté au nombre de ses citoyens. Saturé d'amertumes, abreuvé d'ingratitude, méconnu, meurtri, brisé, il avait gravi ce coteau solitaire qui semblait devoir l'élever au-dessus des misères humaines. Et là, dans une retraite absolue, soutenu par la présence et l'affection de son fils, il méditait, il approfondissait son large sillon, il creusait sa tombe ; cherchant à oublier, à se consoler dans le travail, seul véritable ami de l'homme.

Mais un jour se leva, fatal, exécration. Aux premières lueurs d'une magnifique aurore, le 9 juillet 1895, notre ermite fut éveillé par des appels sinistres. Dans le lointain les cloches tintaient lugubrement et déjà, au-dessus de la ville de Gontaud, s'élevaient une colonne de fumée et des tourbillons de flammes. O douleur ! c'est sa maison qui brûle. Mais qu'importerait son foyer désert, si sa vraie maison à lui, son véritable foyer, c'est-à-dire son incomparable bibliothèque, ne brûlait point en même temps. Les flammes sont alimentées par de véritables trésors : six mille volumes de premier ordre, d'innombrables manuscrits, des notes, des copies précieuses, des documents originaux, d'inappréciables autographes. Et par une dérision vraiment satanique, par une sorte de cruel raffinement dans la catastrophe, la brise apporte, jusqu'au pavillon Peiresc, des milliers de feuillets à demi-brûlés, dans lesquels il reconnaît, comme il l'a écrit lui-même « des documents relatifs à Gontaud, transcrits en son « heureuse jeunesse et d'une main qu'embrasait cette noble fièvre de l'enthousiasme qui « caractérise le travailleur. »

Le fruit de cinquante années de labeurs, de recherches incessantes, de dépenses énormes de temps et d'argent, fut ainsi détruit en une heure, et aujourd'hui, au prix des plus grands sacrifices, même avec des millions on ne pourrait reconstituer cet inestimable dépôt. Certes, nous sommes loin des 700,000 volumes ou rouleaux de papyrus qui brûlèrent à Alexandrie, l'an 47 avant notre ère, pendant les guerres de César ; ce fut un désastre pour l'histoire du monde. Mais, toutes proportions gardées, on peut dire que l'incendie de la bibliothèque de Gontaud a été un désastre pour l'histoire de France et, en ce qui nous touche de plus près, pour notre histoire régionale.

M. Tamizey de Larroque supporta stoïquement, chrétiennement dois-je dire, cette épreuve cruelle entre toutes. Son cœur en fut déchiré, mais son esprit resta libre et fort. Aidé par d'éminents amis, par les Sociétés savantes dont il faisait partie et qui lui doivent tant, il continua, sans se décourager, la tâche à laquelle il avait voué sa vie et se reprit à rassembler de nouveaux volumes, de nouveaux documents ; à refaire ce qu'il appelait en riant, avec Michel Montaigne, *sa librairie*. Ainsi fait le laboureur qui recommence à jeter du grain dans le sillon ravagé par la tempête ; ainsi le vigneron plante un autre cep et greffe un autre pampre dans son enclos dévasté.

.

Notre cadre et notre titre ne nous permettant pas de reproduire le discours inédit de M. Joseph Beaune, ancien magistrat, nous tenons cependant à en donner de trop courts extraits :

A coup sûr, malgré la simplicité et l'obscurité voulue des dernières années de sa vie, Philippe Tamizey de Larroque, est une de ces personnalités qui resteront et dont la mémoire subsistera... Comme il aimait son Midi ! tout l'intéressait en lui et ses vieux documents n'avaient pas trouvé de chercheur plus éclairé, plus infatigable !... Quel travailleur colossal était Tamizey de Larroque ! pour le bien comprendre il faut l'avoir vu à l'œuvre ou avoir parcouru la longue nomenclature de ses publications.... — M. Beaune parle ensuite de l'humble croix sous laquelle ce « bénédictin » a voulu reposer et sous laquelle il ne sera pas oublié ; « cette sépulture modeste subsistera entourée d'un respectueux souvenir et plus tard, peut-être, une postérité encore plus reconnaissante des services rendus par lui aux études et à la science y fera solennellement revivre son nom. »

Le Paysan du Sud-Ouest, le 5 juin 1898, donne un article nécrologique signé C. de W. (Cornélis de Witt), sans grands détails biographiques, mais d'une vibrante émotion, d'une chaleur communicative où le distingué directeur politique de ce journal rappelle des souvenirs d'amitié de près de vingt ans, une correspondance pleine de savoir avec le grand disparu.

La Croix de Lot-et-Garonne du 5 juin 1898 contient un article nécrologique, où ce journal dit regretter de n'avoir reçu aucuns détails sur cette mort.

Nous les aurions consignés avec d'autant plus d'empressement que M. Tamizey de Larroque était une gloire de notre pays..... Nous devons nous borner à insérer ici quelques notes biographiques....., il est l'auteur d'innombrables travaux littéraires et de publications très appréciées. Ses études historiques, dont la plupart se rapportent aux choses de la région, empruntent la plus grande valeur à son immense et judicieuse érudition.....

Voir le même journal du 12 juin.

L'Echo des Bouches-du-Rhône d'Aix du 5 juin 1898 rend compte

de la séance de l'Académie d'Aix (la première du mois de juin) consacrée à la mémoire de Tamizey de Larroque qui fournit à M. le doyen Guibal, président de la Société, l'occasion d'un éloquent discours.

Journal du Comtat de Carpentras, du 5 juin 1898. Article important de M. G. Barrès, ancien bibliothécaire de la ville de Carpentras, rempli de charmants souvenirs sur Tamizey de Larroque et de quelques extraits de sa correspondance. M. G. Barrès était un des plus vieux et plus fidèles amis de celui qui fit tant de séjours à l'Inguimbertaine.

Voir le même journal du 12 juin.

L'Avenir de Lot-et-Garonne du 5 juin, rappelant qu'aucun discours n'avait été prononcé sur la tombe, pour se conformer à la volonté expresse du défunt ajoute :

C'est dans les Revues littéraires où collaborait ce littérateur de talent, que ses amis rendront hommage à sa mémoire.

Le même journal donne quelques jours après la mention de la mort de Tamizey de Larroque et des regrets qu'elle a inspiré à diverses sociétés savantes.

Le Catholique des rives de la Dordogne de Bergerac, du 10 juin 1898, renferme un article nécrologique signé E. S. J. (l'abbé Saint-Jean).

Nous en détachons quelques phrases :

Travailleur infatigable, savant et modeste, les journaux de tous les partis lui rendent hommage. Il comptait de nombreux amis dans la Gironde et plusieurs membres du clergé bordelais, que des travaux savants ont placé sur sa route, s'honoraient de son amitié, entre autres : M. l'abbé Bertrand, prêtre de Saint-Sulpice ; M. l'abbé Pailhés, archiprêtre de Saint-Seurin ; M. l'abbé Allain, curé de Saint-Ferdinand de Bordeaux.....

La Guyenne a eu les préférences de M. Tamizey de Larroque, sur elle il a beaucoup cherché et beaucoup écrit. »

Mais la grande gloire de M. Tamizey de Larroque, celle à laquelle ne peuvent suffire les académies, est d'avoir été un chrétien convaincu et pratiquant.

..... Trois de ses illustres amis, le jour de ses obsèques, pour obéir aux volontés du défunt, ont versé sur sa tombe au lieu des discours superflus des regrets et des prières.

La Croix de Lot-et-Garonne du 12 juin reproduit le bel article de *L'Univers*¹ de M. le chanoine Allain, en le faisant précéder de

quelques lignes et suivre d'une lettre intime de M. Henry Tamizey de Larroque, en réponse aux regrets qu'avait exprimés M. l'abbé Rambaud de n'avoir pas eu de détails sur les derniers moments du savant disparu.

Journal du Comtat de Carpentras du 12 juin 1898, contient la reproduction de l'article de *L'Univers* de M. l'abbé Allain, accompagné d'une note de la rédaction du journal.

Le Journal de Villeneuve du 18 juin publie une note substantielle de M. Brassier, fort curieuse et très documentée.

M. Philippe Tamizey de Larroque naquit à Gontaud (Lot-et-Garonne), le 30 décembre 1828 et sa famille, qui est une des plus anciennes et des plus respectables de cette ville, compte de nombreux parents et amis dans l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot.

Son grand-père, Jean-Pierre Tamizey de Larroque, ancien gendarme de la garde du Corps du Roi, avait épousé en 1782, demoiselle Anne-Germaine de Traversat de Montardit, fille de Pierre Traversat, sieur de Montardit, paroisse du même nom, juridiction de Verteuil et de Marthe de Laville-Montbazou.

Son père, Alexandre Tamizey de Larroque avait épousé une sœur du célèbre général de division Delmas de Grammont, qui mourut grand officier de la Légion d'honneur et laissa son nom à une loi très sage sur la protection des animaux. Delmas, écuyer, l'un de leurs auteurs, avait été le premier qui monta à l'assaut du siège de Péronne ; il reçut pour ce fait une couronne murale dans ses armes et fut confirmé dans sa noblesse par le roi Charles VII.

M. Alexandre Tamizey fut maire de Gontaud de 1840 à 1848, comme l'avaient été avant lui son père, son grand-père et son bisaïeul.

A peine sorti du Collège, son jeune fils commença par étudier l'histoire de sa ville natale et fit des recherches dans les collections bordelaises et les Archives Nationales à Paris. Ce fut au mois de mai 1854 qu'il demanda son premier volume à la Bibliothèque Nationale. M. Jules Delpit lui servit de maître et de guide.

Devenu maire de Gontaud de 1860 à 1870, il profita de cette situation pour étudier, classer et mettre en ordre tous les vieux parchemins et les archives poudreuses de cette antique ville que les guerres ont si souvent détruite. Il fit paraître successivement des ouvrages très importants sur la guerre des Albigeois, l'emplacement d'Uxellodunum, la Tour de Cordouan....

Suit une des plus complètes descriptions bibliographiques de l'œuvre de Tamizey de Larroque, parues dans les notices nécrologiques qui justifie cette phrase de M. Brassier : « Comment un seul homme a-t-il pu produire autant d'œuvres ? »

¹ La *Croix* dit, par erreur que cet article est extrait de l'*Union*, journal disparu depuis longtemps.

Il mourut chrétiennement, après une douce agonie, le jeudi 26 mai 1898, dans son ermitage de La Roque qui ressemble à un moulin et autour duquel il conservait respectueusement de vieux arbres séculaires que ses ancêtres y avaient plantés, dont les branches desséchées, formant contraste avec la verdure et les fleurs dont la maison est entourée, donnent à son manoir un aspect des plus pittoresques.....

Le Mémorial d'Aix du 26 juin 1898 donne quelques extraits de la notice de M. Q. C. S. (Clément-Simon), précédés de quelques lignes émues où le *Mémorial* rappelle qu'il a déjà parlé de la mort « de ce « provençal d'adoption qui comptait chez nous tant d'admirateurs et « d'amis. Mais la personnalité de Tamizey de Larroque est de celles « qui méritent une étude détaillée..... »

Le Journal de Forcalquier du 3 juillet 1898 a reproduit l'article nécrologique que M. Clément-Simon avait publié dans *Le Corrèzien* (sauf la bibliographie Tamizeyenne Limousine) en le faisant précéder de ces lignes :

La mort de Tamizey de Larroque est un deuil pour l'érudition française. Elle est particulièrement douloureuse pour les provençaux, qui se plaisaient à regarder ce savant, éminent autant qu'aimable, comme un patriote (sic) adoptif. Son nom est lié à nombre d'œuvres.

Les Basses-Alpes doivent une gratitude particulière à la mémoire de Tamizey de Larroque qui voulut bien collaborer plus d'une fois aux travaux de l'*Athénée de Forcalquier* et de la *Société Académique de Digne*. Il nous suffira de rappeler ses recherches sur Gassendi et Gaffarel.

Désireux de rendre hommage à la mémoire de ce laborieux et universel érudit, nous ne saurions mieux faire que de reproduire les lignes éloquentes que vient de lui consacrer un magistrat écrivain qui a laissé en Provence le plus sympathique souvenir.

Le Journal de Villeneuve et *Le Conservateur de Marmande* (imprimés à Bergerac), du 7 juillet, reproduisent le discours de M. Campagne, publié par *Le Journal de Lot-et-Garonne* avec les lignes qui le précèdent.

Dans *L'Echo des Bouches-du-Rhône* du 10 juillet 1898, on trouve à côté d'un hommage rendu au souvenir du disparu, et sous ce titre : *les derniers travaux de Tamizey de Larroque*, l'annonce d'une œuvre posthume : *Autour de Peiresc*

L'Echo Rochelais du 16 juillet 1898 reproduit sous ce titre : *Un travailleur*, une partie d'une notice nécrologique sur Tamizey de Larroque.

Confessioni e battaglie du 16 juillet 1898 (journal de Palerme), donne un article nécrologique signé du chevalier Portal.

Le Mémorial d'Aix du 17 juillet signale les importantes notices de MM. Monod et H. Berr sur Tamizey de Larroque, dans la *Revue historique* et dans la *Revue politique et littéraire*.

Le Tout-Bordeaux, journal mondain, du 23 juillet 1898, dit que « M. Philippe Tamizey de Larroque..... dont nous avons annoncé la mort survenue le 24 (sic) mai, appartenait à une ancienne famille de l'Agenais vivant noblement dans cette province depuis plusieurs siècles », la chronique qui se poursuit ensuite surtout au point de vue héraldique donne sous ces quatre titres. *Terres et fiefs, Illustration, Alliances, Armes*, une notice très substantielle sur la famille Tamizey de Larroque.

Dans *La Nuova Sicilia* (journal de Palerme), du 25 août 1898, article nécrologique écrit par le chevalier Portal, annonçant et louant l'étude biographique de M. Audiat, publié dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis*¹.

L'Echo des Bouches-du-Rhône, déjà cité, reproduit, le 9 octobre, la notice de M. de Berluc-Perussis. Nous y reviendrons au moment où nous rendrons compte de cette notice et nous nous contentons d'y pendre cette précieuse indication : « Déjà un habile artiste aixois, M. Gondran a modelé, édité en terre cuite des médaillons de Peiresc et de Tamizey de Larroque, le premier d'après la belle toile de Finsonius, le second d'après un crayon fort ressemblant de M^{lle} de Boisgelin et datant du dernier voyage de Tamizey de Larroque en Provence (1894). Nous apprenons au moment où ces lignes vont s'imprimer que sur l'initiative de M. Cornélis de Witt, un comité est en voie de formation pour l'érection d'un monument à Tamizey de Larroque². »

Le Sémaphore de Marseille, numéro du 9-10 octobre 1898, publie un article de M. Numa Coste, intitulé : *Lettres du Lundi*, dans lequel l'auteur, rendant compte de l'ouvrage posthume *Autour de Peiresc*, écrit :

M. Tamizey de Larroque, qu'une fin prématurée vient d'enlever depuis peu au culte des gloires provinciales, s'était attaché à raviver la mémoire de Peiresc qui fut

¹ M. Audiat ha fatto opera meritoria nel pubblicare la biografia del compianto Ph. Tamizey de Larroque. Egli tesse splendidamente la vita et l'elogio del l'illustre uomo, dalla sua modesta giovinezza alla gloria vecchiaia. Il grande studioso Peiresc ha trovato nell'Audiat un biografo amorevole e coscenzioso.

² L'exécution de ce projet qu'on a dû ajourner sur la demande expresse de la famille se réalisera, nous l'espérons, en 1900.

aussi un grand curieux des choses intellectuelles

Une affection commune pour la mémoire de Peiresc avait poussé MM. Tamizey de Larroque et Mouttet à réunir dans une même brochure une série d'études sur cet illustre provençal, etc.

Le Paysan du Sud-Ouest de Tonneins du 16 octobre contient une note reproduite dans le *Républicain progressiste* d'Agen. Dans *Le Nouvelliste* de Bordeaux, et dans presque tous les grands journaux du département et de la région on félicite M. Momméja de sa nomination de conservateur au musée d'Agen et on constate que « c'était le disciple préféré du regretté M. Tamizey de Larroque. »

La Gazette du Centre du 20 octobre 1898 signale un hommage rendu à Tamizey de Larroque, dans la séance du 30 Août de la Société archéologique du Limousin.

Le Mémorial d'Aix du 27 octobre félicite M. Momméja de sa nomination et annonce un voyage qu'il se propose de faire, avec M. Henry Tamizey de Larroque à travers les bibliothèques de Provence et particulièrement à la Méjanes d'Aix, pour achever l'œuvre colossale de la correspondance de Peiresc, interrompue par la mort de son éminent éditeur, et visiter les amis provençaux du défunt.

Le Bas-Alpin de Forcalquier du 30 octobre 1898 reproduit la notice de M. de Berluc-Perussis, où est annoncée la présente *Bibliographie des hommages*.

Le Var de Draguignan du 10 novembre contient une note à peu près identique à celle analysée plus haut (*Mémorial d'Aix*), félicitant M. Momméja de sa nomination, lui souhaitant d'achever la publication de la correspondance de Peiresc, et annonçant le voyage projeté en compagnie du fils du grand Peirescien.

L'Echo des Bouches-du-Rhône contient un article du chanoine E. Marbot rendant compte du travail posthume de Tamizey de Larroque et de son collaborateur M. le juge Mouttet : *Autour de Peiresc*.

Le même journal du 24 novembre donne un excellent compte rendu d'*Autour de Peiresc*, par Lorédan Larchey, où il est beaucoup parlé de Tamizey de Larroque et de la notice Audiat. Ce travail a été si apprécié et si demandé de toutes part, que l'auteur a été obligé d'en faire faire un tirage à part; nous le citerons plus loin.

Le Mémorial d'Aix du 27 novembre contient un sonnet provençal

de F. Vidal, capiscol de l'Escolo de Lar, intitulé : *A la mémoire de Tamizey de Larroque*¹.

Le Sémaphore de Marseille du 9 décembre publie une Chronique intitulée : *Le pauvre homme*, signée de Louis Brès et rappelant un détail curieux et charmant de la brochure : *Autour de Peiresc* qui se rattache au souvenir de Tamizey de Larroque.

Le Journal Officiel mentionne plusieurs fois M. Tamizey de Larroque, principalement dans le compte-rendu des Séances Académiques des années 1898 et 1899. Nous signalons particulièrement le numéro du 26 novembre 1898.

La Petite Gironde d'un des premiers jours de janvier 1899 contient un nécrologe de l'année ou figure le décès de Tamizey de Larroque.

Le Nouvelliste de Bordeaux du 10 février 1899 dans un compte-rendu, parle « du grand érudit Tamizey de Larroque. »

Le Mémorial d'Aix du 2 juillet 1899 signale, après beaucoup d'autres journaux², la séance de l'Académie des Inscriptions où l'éminent M. Léopold Delisle³ offre, au nom du fils de Tamizey de Larroque, les derniers travaux posthumes et les plus importantes brochures nécrologiques parues.

Le Petit Niçois, de Nice, du 1^{er} mai 1899 donne un article de M. Eugène Saubat intitulé « Savants et Lettrés du Midi », où il est parlé de M. Mouttet, d'*Autour de Peiresc* et du compte rendu de M. Lorédan Larchey.

Il faut voir avec quelle satisfaction, avec quelle affection fraternelle, M. Tamizey de Larroque qui était correspondant de l'Institut, loue le talent de Mouttet qui méritait si bien de l'être.

Mouttet à son tour reconnaissait la haute compétence de Tamizey de Larroque en matière d'érudition, et voici quelques lignes toutes mouillées de larmes.....

Suit la dernière page d'*Autour de Peiresc*.

L'Echo des Bouches-du-Rhône d'Aix du 26 juin 1899 annonce que M. le juge Mouttet vient de recevoir du ministre de l'Instruc-

¹ On le retrouvera dans la brochure : *à notre ami* (v. plus loin).

² Précédemment plusieurs organes de la presse avaient rendu compte de la présentation faite à l'Académie du tome VII de la *Correspondance de Peiresc* par le savant biographe E. Picot.

³ Même observation pour la présentation faite par M. Delisle à la docte assemblée, quelques semaines auparavant.

tion Publique, tous les volumes parus de la correspondance de Peiresc.

C'est la récompense de la publication que M. Moutlet, déjà l'historiographe de Mirabeau, vient de faire paraître naguère sur l'illustre Peiresc, avec la collaboration du savant M. Tamizey de Larroque.

L'union Républicaine d'Aix du 9 juillet reproduit la notice nécrologique sur M. Tamizey de Larroque de M. J. Roman, d'après le dernier *Bulletin de la Société des Etudes des Hautes-Alpes* précédée de quelques lignes. Nous y reviendrons plus loin.

L'Aioli d'Avignon du même mois (1899), reproduit toute la plaquette poétique *A noster ami Felip Tamizey de Larroque*.

Confessioni e Battaglie (Palermo, 31 agosto 1899), annonce en ces termes la même plaquette par la plume du chevalier E. Portal.

In omaggio alla memoria del compianto letterato e scrittore francese, Ph. Tamizey de Larroque si è pubblicato a Gap un opuscolo che racchiude versi in suo onore — Son dovuti al Mistral, de Berliuc, Guilibert, Lieutaud, Vidal, Dumas, il fior fiore dei poeti provenzali.

(à suivre)

COMTE DE DIENNE.



ITINÉRAIRE RAISONNÉ

DE MARGUERITE DE VALOIS EN GASCOGNE

(1578-1586) *

ANNÉE 1578

OCTOBRE 1578

Le mercredi 1^{er} jour d'octobre 1578, la dame royne de Navarre disne à Cadillac, souppe et couche à Saint-Macaire.

Le jeudi 2, ladicté dame et son train disne à Saint-Macaire et couche à la Réole.

C'est dans cette journée, et entre ces deux villes, « en une maison « seulle, écrit Catherine à son fils, qui est sur le chemin, appelée *Cas-terras*, où nous sommes descendus » que le Roi de Navarre, rencontra enfin sa femme Marguerite ainsi que sa belle-mère. « Il estoit « escorté, écrit-elle, d'une fort belle troupe de gentilshommes qui « estoient au nombre d'environ cent cinquante maistres, fort en ordre « et bien montez. Il m'a trouvée et la royne de Navarre vostre « sœur, vostre nepveu, et mes cousines les princesses de Condé et « Montpensier, l'attendant en une salle haulte de ladite maison, nous « ayant fort honnestement de très bonne grâce et, ce semble, de très « grande affection et avec fort grand aize salué ; le vicomte de Tourrenne est entré avec luy et quelques ungs des principaulx ; et, « après le bon accueil que vous pouvez bien penser que nous luy « avons faict et nous estans entretenus ung peu de temps de propos « commungs, nous sommes descendus de ladicté salle et montez en « mon chariot, où il est aussi entré et venu avec nous jusques en ce « lieu, faisant toujours, et nous à luy, la plus grande démonstration « d'aize et de contentement qu'il est possible ¹. »

* Voir : *Revue de l'Agenais*, t. xxvi (1899), pp. 342-354.

¹ Fonds français, n° 3300, f° 44. — Voir aussi *Lettres de Catherine de Médicis*, publiées et si bien annotées par M. le comte Baguenault de Puchesse, t. vi, p. 46.

La lettre entière est à citer. Sa longueur nous force de la résumer brièvement. Et d'abord, il accompagne la Reine-Mère chez elle, dans sa chambre; puis « il a voulu mener votre sœur la Royne de Navarre, « en son logis, qui est de l'austre costé de la rue, où ils logeront et « coucheront ensemble; mais de peur de luy donner peyne, vostre « dicte sœur n'a poinct été plus loing que mondit logis; et luy, qui « avait fort grand chault et pour ce aussy qu'il a faict aujourd'huy « très grande chaleur, s'est allé rafreschir; et madicte fille et luy « sont revenuz en ma chambre. » Là, sans plus tarder, Catherine engage les négociations. Elle lui dit que le Roi Henri III « l'aime par- « faictement, comme s'il estoit son frère et comme celui qui est non « seulement son beau-frère, mais son héritier après son frère. » La rusée Florentine manœuvra si bien dans cette première entrevue qu'Henri de Navarre consentit à tout. Se réservait-il de prendre plus tard sa revanche, ou ne pensait-il en ce moment qu'à sa femme Marguerite, dont il était séparé depuis deux ans et huit mois et qui lui revenait dans tout l'éclat de son opulente beauté ?

Dans ses Mémoires, la reine de Navarre ne consacre qu'une ligne à l'entrevue de La Réole. Henri est plus explicite : « Je m'en viens, « écrit-il de Nérac le 10 octobre à M. de Montesquiou, de recueillir la « Royne-Mère et ma femme à la Réole, où toutes choses se sont pas- « sées au souhait et contentement d'un chascun, mesme pour l'establis- « sement et entretenement de la paix, dont nous avons déjà com- « mencé à traicter, et l'on fera, Dieu aydant, une bonne résolution à « l'Isle en Jourdain où je les iray retrouver, et partiray d'ici le xv^e du « mois ¹. »

Les deux reines restèrent cinq jours à la Réole.

Du 3 au 6 octobre, séjour à La Réole.

Si Marguerite et Henri de Navarre furent, durant ces cinq jours, tout à la joie de se revoir, Catherine de son côté ne perdit pas son temps. Elle assembla Conseils sur Conseils, entreprit de réconcilier le Roi de Navarre avec le maréchal de Biron, ce en quoi elle fut fort aidée par la Reine sa fille, Henri se montrant très courroucé contre lui, et finalement arrêta, avec son gendre, la nomination de commissaires spéciaux chargés dans chaque ville importante de la province de faire exécuter l'édit de pacification précédemment signé à Poitiers, en

¹ *Lettres missives* d'Henri IV par Berger de Xivrey, t. 1, p. 200.

septembre 1577. Leur liste, fort intéressante pour l'histoire locale, ainsi que l'énoncé des articles conclus entre les deux partis, ont été déjà publiés ¹. Nous n'y reviendrons pas. Disons seulement que le tout fut arrêté solennellement en Conseil, se trouvant du côté de la Reine-Mère, MM. le cardinal de Bourbon, le duc de Montpensier, de Saint-Sulpice, d'Escars, de La Mothe-Fénélon, de Pibrac, de Foix et Jean de Monluc, évêque de Valence, tandis que du côté protestant signèrent le Roi de Navarre, le vicomte de Turenne, Gratin, Montguion, Guitry, Lusignan et Ségur-Pardaillan ².

On ne peut douter, en lisant ces pièces, de la sincérité réelle des deux partis et de leur désir d'arriver à une paix durable. Les nombreuses correspondances échangées de chaque côté en font foi. Rien donc ne résistait en ce moment à l'habile diplomatie de Catherine, encore moins aux charmes de ses filles d'honneur, au premier rang desquelles se remarquait la Cypriote Dayelle, dont la beauté avait déjà subjugué le Vert-Galant, et l'espiègle Anne d'Atri, plus tard comtesse de Château Vilain, qui, en se jouant de lui, faisait tomber à ses pieds, le vieux d'Ussac, gouverneur de La Réole et huguenot endurci.

Le mardi 7, ladite dame et son train disne à La Réolle, soupe et couche à Sainte-Bazaille.

Le mercredi 8, tout le jour à Sainte-Bazaille.

De cette ville, Catherine écrit une longue lettre à M. de Pailhès, gouverneur du comté de Foix, pour lui intimier l'ordre, ainsi qu'aux autres commissaires nommés, d'assurer au plus vite la paix dans son gouvernement ³.

Puis, elle réinstalle les prêtres catholiques dans l'exercice de leur culte et leur promet au nom du Roi, son fils, aide et protection.

Enfin elle met en présence, pour la première fois depuis longtemps, le Roi de Navarre et le maréchal de Biron, arrivé, sur son ordre, l'après-dîner de ce jour : « Où il trouva en ma chambre mondict fils
« le Roy de Navarre, qui luy parla plus brusquement que nous ne
« pensions, vostre sœur la Roïne de Navarre et moy, pour ce qui s'est
« passé entre eulx, dont ledit mareschal montra d'estre fort en col-

1 *Lettres de Catherine de Médicis*, t. vi., Appendice, p. 388 et suiv.

2 *Lettre de Catherine au roi son fils*, du 4-5 octobre 1578. Fonds français, n° 3300, f° 46 verso et f° 50 verso. — Cf. : *Lettres de Catherine*, t. vi, p. 59 et suiv.

3 Archives de M. Eugène de Serres. — Cf. : *Lettres de Catherine*, t. vi, p. 60.

« lère. Et vous asseure, Monsieur mon filz, que je feuz aucunement en
« peyne comme je rabillerois le tout. Mais les bons offices de vostre
« sœur et de mon cousin le cardinal de Bourbon, et la peine que j'y
« prins envers l'ung et l'autre pour le bien de vostre service fut cause
« de les accorder, tellement quellement. Toutefois j'espère qu'en
« continuant comme nous ferons ils se remecteront du tout au bon
« mesnaige que je désire pour le bien de vostre service ¹. »

Le jeudi 9, ladicte dame et son train disne à Marmande,
soupe et couche à Thonnynx.

Ce jour-là le roi de France se sépara, à Marmande, des deux reines.

« J'ay accompagné lesdites dames Reynes jusqu'à Marmade, écrit-il
« de Nérac, le 23 octobre, à M. le baron d'Uhard ² et m'en suis venu
« de là icy. Elles sont à présent à Agen sur le point de partir pour
« aller à L'Isle en Jourdain et là y séjourner. Et moy j'ai délibéré de
« les y aller retrouver et partir dans quelques jours. Et d'autant que
« j'ay congédié la plupart des sieurs gentilhommes qui m'ont accom-
« pagné, j'escris à d'autres que je sçais m'estre amys et affectionnés
« et les prie de m'accompagner audict voiage. »

Henri de Navarre fut fort bien reçu par les Jurats de Marmande,
qui, sur les prières de Catherine « promirent d'oublier ce qui s'était
« passé durant les troubles. Aussi leurs a-t-il fait fort bonne chère ;
« et leurs ay commandé qu'ils eussent à y recevoir et laisser entrer
« suivant votre édit de pacification ceux de la religion prétendue
« réformée qui y avoient leurs maisons et qui avoient accoustume d'y
« demeurer ³. »

Henri de Navarre précéda les deux Reines à Tonneins, ville protes-
tante qui tenait pour lui.

« Je suis venue coucher en ce lieu de Thonnins, écrit Catherine,
« qui tenoit pour ceux de ladicte religion, où mon dict fils le roy de
« Navarre est venu disner et faire pourveoir à ce qui estoit neces-
« saire pour mon arrivée en ce dict lieu, où j'espère, avant en partir,
« restablir avant toute œuvre nostre religion catholique ⁴. »

¹ Fonds français, n° 3300, f° 52. — Cf. *Lettres de Catherine*, t. vi, p. 63.

² *Lettres missives d'Henri IV*, t. i, p. 201.

³ Fonds français, n° 3300, f° 52. *Lettre de Catherine au roi son fils*. — Cf. : t. vi, p. 65. — On n'a pas oublié que l'année précédente, le roi de Navarre, à la tête de ses troupes, avait mis le siège devant cette ville.

⁴ *Idem*.

Nous ne savons si elle y réussit. Toujours est-il qu'elle en repartit le lendemain.

Le vendredi 10, ladicté dame et son train disne à Esguilon, soupe et couche au Port-Sainte-Marie.

Pourquoi Marguerite ne suivit-elle pas son mari à Nérac, comme son devoir le lui dictait, et resta-t-elle avec sa mère, l'accompagnant dans toutes les étapes de son voyage ? C'est que la Reine-Mère tenait avant toutes choses à la garder auprès d'elle pour l'utiliser dans ses diplomatiques négociations avec le Roi de Navarre. Elle n'eut pas à se plaindre, on le verra, de cette combinaison.

En arrivant au Port-Sainte-Marie, Catherine fit exécuter l'édit de pacification, comme partout où elle passait, c'est-à-dire « par acte « publicqs enregistrés au registre du greffe de la justice de chacun « d'iceux lieux. » C'est elle-même qui l'écrit au roi son fils ¹.

Les deux reines, en se promenant rencontrèrent M. de Turenne qui leur était envoyé par le Roi de Navarre, « lequel n'estoit pas loing de « nous de l'austre costé de la rivière où il estoit venu à la chasse. » Turenne avait mission de les entretenir de l'affaire du château de Beaucaire en Languedoc et de celle des châteaux de Montaignac et Nontron en Périgord ².

En même temps, Catherine écrivait une longue lettre à Damville, pour le prévenir de son arrivée prochaine à Toulouse.

C'est également ce jour là, au Port-Sainte-Marie, que la Reine Mère reçut pour la première fois le sénéchal de Bajaumont, qui vint la saluer avec une escorte de vingt-cinq gentilshommes et l'assurer de sa fidélité. Elle les remercia de leurs offres et leur promit sa protection ainsi que celle du Roi son fils ³.

Le samedi 11, ladicté dame et son train disne au Port-Sainte-Marie, soupe et couche à Agen.

Les deux Reines étaient à peine sorties du Port-Sainte-Marie qu'elles eurent la surprise de rencontrer le roi de Navarre. Il vint fort galamment les saluer « allant, écrit Catherine à son fils, à la chasse à Lézi-
« gnan ⁴, qui est icy auprès. J'ay esté bien aize de ce qu'ainsy libre-

1 Fonds français, n° 3300, f° 55. Longue lettre, datée d'Agen du xi^e d'octobre.

2 *Idem.*

3 *Idem.*

4 Lézignan pour *Lusignan-Grand*, à 12 kil. d'Agen, canton du Port-Sainte-Marie.

« ment il commence à se comporter envers moi. » Néanmoins il ne lui donne rendez-vous à l'Isle en Jourdain que vers le 15 de ce mois d'octobre, ce dont elle se plaint fort. On verra qu'elle dut attendre un mois encore, les protestants cherchant le plus possible à retarder le jour de la conférence.

Avant d'arriver à Agen, Catherine eut une longue conférence avec le maréchal de Biron, qui l'accompagnait, à propos de la garnison de cette ville. Elle lui donna des ordres précis pour son entrée solennelle et lui exposa comment elle entendait qu'elle et sa fille, la Reine de Navarre, fussent officiellement reçues.

Catherine entra seule à Agen, le soir du 11 octobre, par la porte Saint-Georges. Bien que l'itinéraire indique le même jour, Marguerite n'y fit son entrée que le lendemain 12 (jour de dimanche) par la porte du Pin. Catherine fut logée à l'Evêché, Marguerite dans la maison de Pierre de Nort, seigneur de Naux¹.

Du 12 au 14, séjour à Agen.

Le 16 septembre déjà, de Bordeaux, le maréchal de Biron écrivait aux Consuls d'Agen: « Messieurs, je voy bien que la Reyne mère du « Roy et la Reyne de Navarre s'en iront jusques en vostre ville « d'Agen, et pour ce advisés de bien tenir toutes choses en bon estat « pour les bien recevoir et accueillir, ainsi qu'il leur appartient. Il « fauldra faire quelque belle entrée à la Reyne de Navarre, comme « on l'a accoustume de faire à toutes les filles de France. Je n'ay « point oblyé de faire entendre à la Reyne la bonne volonté que « vous avez au service du Roy. Je vous prie n'estre point nonchal- « lans à bien préparer ceste entrée et y pourvoir². »

Ainsi prévenue, la municipalité Agenaise se mit en devoir de recevoir le mieux possible les deux Reines. Elle leur prépara une magnifique entrée. Tous les honneurs furent pour la Reine de Navarre. Les mémoires du Consul Trinque (1570-1615) que nous a conservés la chronique du Frère Hélié³, sont les seuls, avec le Journal des Consuls, qui nous en ont transmis le souvenir.

1 Archives mun. d'Agen. BB. 33, f° 32 et 33., où est relaté le curieux récit de l'entrée des deux Reines, et aussi CC. 314.

2 Arch. mun. d'Agen, BB. 33, f° 28. Lettre publiée déjà par M. G. Tholin dans le tome ix, 2^e série, p. 145, du *Recueil de la Société Académique d'Agen*, 1885.

3 L'original de cette chronique appartient à l'Evêché d'Agen. Une bonne copie en existait à la bibliothèque du château de Saint-Amans, laquelle, après diverses péripé-

« Et le 12 octobre 1578, feust faite l'entrée à la Reyne de Navarre
« Marguerite de Valois. On lui fist une maison à la Porte-du-Pin ; on
« lui porta un pavillon de damas blanc. La mère de la Reyne estoit
« entrée dans Agen le samedi devant, accompagnée du cardinal de
« Bourbon, de M. de Montpensier et des deux frères du prince de
« Condé. » Un emprunt de 800 livres fut contracté à cet effet par la
municipalité¹.

Le Parlement de Toulouse envoya une députation à Agen, afin que
dès ce moment, elle offrit aux deux Reines ses services. Catherine
la reçut et s'entretint longtemps avec les divers délégués des affaires
du Languedoc.

Puis, elle réunit dans la grande salle de l'Evêché, où elle logeait,
tous les gentilshommes de la province qui étaient venus la saluer. Elle
prononça un grand discours.

« Voyant ici tant de noblesse assemblée, écrit-elle au Roi son fils à
« la date du 15 octobre, combien que j'eusse parlé à eulx en diverses
« foyes et particulièrement, toutesfoys je feiz assembler tous ceulx qui
« estoyent icy dimanche au matin à ma salle, où ilz se trouvèrent fort
« grand nombre et des plus grands de toute ceste Guienne, je parlay
« longuement à eulx et vous asseure que je n'oubliai rien de tout ce
« qu'il m'a semblé leur devoir dire pour le bien de vostre service². »

Dans ce discours dont le texte a été conservé et publié récemment³,
Catherine proclame avant toutes choses la paix nécessaire à la France ;
elle assure tous les seigneurs Gascons de la bonne volonté et des bons
offices du Roi son fils ; elle leur présente tout particulièrement sa fille
Marguerite, devenue comtesse de l'Agenais⁴, « que j'ay chèrement
« nourrye et instruicte à honorer et reconnaistre le Roy son frère et

ties, a fini par être achetée par la bibliothèque départementale de Lot-et-Garonne où
elle se trouve aujourd'hui. (Voir le chapitre sur les Ermites de Saint-Vincent, t. 1), de
nos *Couvents de la ville d'Agen*.

1 Arch. mun. d'Agen, BB. 33.

2 Fonds français, n° 3300, f° 55 et suiv.

3 Idem. f° 62. — Cf. : *Lettres de Catherine de Médicis*, t. vi, p. 398.

4 Le 18 mars en effet de cette année 1578 et afin de payer autrement qu'en argent,
comme il le lui avait promis au moment de son mariage, la dot de sa sœur, Henri III,
par lettres patentes, lui céda les comtés d'Agenais, de Rouergue et de Quercy, les ju-
geries de Rivière, Verdun, et le comté de Gaure, pour lui tenir lieu des 67,500 livres
de rente qui constituaient sa dot. — Arch. mun. d'Agen, BB. 33, f° 30. — Idem. BB.
33. — Voir aussi *Archives historiques de la Gironde*, t. xxix, p. 163, 1894.

« singulièrement à avoyr soing du bien et conservacion de ses bons
« subjects, comme je m'asseure qu'elle aura de vous . . . M'asseurant
« que Dieu luy fera ceste grâce de se conduire si saigement que pour-
« rez mectre vostre entière confiance en elle. » Elle leur recomande
enfin d'obéir au maréchal de Biron, « personnaige duquel la valleur
« bonne et droicte affection au service du Roy est assez congneue
« pour tenir la main et pourveoir à tout ce qui appartiendra au bien
« et conservation de ceste province. »

Marguerite d'un autre côté s'emploie de toutes ses forces à seconder la politique de sa mère, et elle ne néglige rien pour convaincre et ramener son époux.

« Le Roi de Navarre, écrit toujours Catherine au Roi son fils, con-
« tinue à montrer de désirer bien fort l'exécution de la paix, se com-
« portant envers ma fille la royne de Navarre, et elle envers luy, aussi
« heureusement et bien que nous sçaurions désirer; ma dicte fille
« m'ayant dict que résolument son dict mary veult la paix, mais que
« ceux qui sont auprès de luy ne la désirent pas. »

Le mercredi 15, ladicte dame et son train disne à La Fox, soupe et couche à Vallance.

En quittant Agen, le 15 octobre au matin, les deux Reines s'arrêtèrent pour dîner au château de *Lafox*, situé au confluent de la Garonne et de la petite rivière de la Séoune à dix kilomètres au sud-est d'Agen. Ce château appartenait au sénéchal de Bajaumont. Catherine le connaissait bien. Elle s'y était arrêtée, également pour dîner, treize ans auparavant, le 23 mars 1564-1565, avant de faire son entrée dans Agen, alors que, parcourant pour la première fois ce pays en sens inverse, elle venait de Toulouse et descendait la Garonne avec toute la Cour de France, le roi Charles IX et Marguerite sa fille, âgée seulement de onze ans.

Le château de Lafox avait joué un rôle important dans les annales du pays. Au ^{xiii}e siècle, il appartenait à la grande famille des Alaman; puis il passa à la maison de Lévis. Deux fois assiégé à l'époque des guerres anglaises, il fut plusieurs fois rebâti. En 1562, son propriétaire Armand de Durfort, seigneur de Lafox et de Bajamont y provoqua une réunion de tout le parti catholique sous les ordres de Monluc. Plus tard, il fut pris par Charles de Monluc à la tête de ses ligueurs et en partie dévasté. Il devint dans les derniers temps la propriété des Montpezat, puis des Monestay de Chazeron, enfin des Turenne et des Sinéty. Il appartient aujourd'hui à M. Henri de Brondeau.

Du vieux château, tel qu'il existait à l'époque où les deux Reines vinrent y dîner, il ne reste qu'une tour carrée à fenêtres à plein cintre, paraissant remonter au ^{xii}^e siècle. L'élégant corps de logis, situé au Midi, et qui renferme ces grandes salles aux cheminées monumentales, éclairées par de hautes fenêtres à meneaux doubles, ne date que de l'extrême fin du ^{xvi}^e ou plutôt du commencement du ^{xvii}^e siècle. Il dût être bâti après les dégâts qu'y commit Charles de Monluc, postérieurement, par suite, aux séjours qu'y firent Catherine et Marguerite.

Ce jour-là, 15 octobre, le Roi de Navarre vint les y trouver, pour les accompagner jusqu'à Valence d'Agen, « où il a couché, combien
« qu'il eust délibéré de s'en retourner à Nérac, d'où il doit passer à
« Agen et à Florence ¹. »

Le jeudi 16, ladite dame et son train disne et soupe à Mouassac.

Toute la noblesse du Quercy vint y saluer les deux Reines, le sieur de Vesin, sénéchal du pays, et l'évêque de Cahors, en tête. Catherine les harangua comme ceux de l'Agenais et leur demanda de l'aider à établir la paix. Une indisposition passagère l'empêcha de repartir le soir même : « Je me trouvay hier mal de ma collique, écrit-elle le
« lendemain à son fils ; mais, grâces à Dieu, je me porte à présent
« bien ². »

Le vendredi 17, ladite dame et son train disne à Mouassac, soupe et couche à Chasteau-Sarrazin.

« Je disnerai à Moissac et j'iray coucher à Castel-Sarrazin ; et,
« demayn, Dieu aidant, qui est samedi, je serai à Toulouse, qui est où
« vostre sœur fera le lendemain son entrée, qui sera dimanche. »
Marguerite, en effet, s'arrêta une nuit à Saint-Jorry.

Le samedi 18, ladite dame et son train disne à Montèche, soupe et couche à Saint-Jorry.

Le dimanche 19, ladite dame et son train disne à Saint-Jorry, soupe et couche à Tholouze.

Il semble, d'après la correspondance de Catherine que les deux Reines firent leur entrée simultanée dans Toulouse seulement ce jour

1 Fonds français, n° 3300. *Lettre de Catherine à Henri III.* — Cf., t. vi, p. 77.

2 *Lettres de Catherine.* Fonds français, n° 3300. — Id. t. vi, p. 78.

de dimanche, 19 octobre. Elles ne devaient y rester que « quatre ou cinq jours » ; elles y restèrent, la Reine-Mère dix-huit jours, Marguerite vingt-trois jours.

Du lundi 20 au vendredi 31, séjour à Toulouse avec tout son train.

Dépenses de la Reine de Navarre pour ce mois d'octobre : 2,986 écus, 15 sols, 10 deniers. Payé seulement, 2,560 écus.

NOVEMBRE 1578

Du samedi 1^{er} au dimanche 9, séjour à Toulouse avec tout son train.

Ce n'est guère que la correspondance de Catherine qui nous donne, comme toujours, des détails précis sur le séjour des deux Reines dans la capitale du Languedoc et sur ses occupations politiques.

Et d'abord, elle écrit le 20 octobre, lendemain de son arrivée, qu'elle a trouvé les gens de ce pays bien disposés pour la paix, souffrant tous de la guerre, « qui se faict jusqu'aux portes de la ville. » Aussi a-t-elle de suite conféré avec Joyeuse, en attendant le maréchal de Damville, et ayant retardé volontairement l'entrée officielle de la Roïne de Navarre, sa fille ¹.

Le 24, elle commence à se plaindre des lenteurs voulues, apportées par le Roi de Navarre et surtout par son parti, pour se trouver à la réunion projetée de l'Isle-en-Jourdain. Il est vrai que Turenne qui vient d'arriver lui a dit que « l'occasion de ce retardement dudict « sieur Roy de Navarre estoit le furoncle qu'il avoit eu à la fesse, pour lequel il gardoit encore le lit, le jour qu'il partit de Nérac. » Des deux côtés, du reste, on commence à s'accuser de mauvaise foi. Et les raisons invoquées par le Vicomte ne convainquent plus la Reine-Mère, qui voit juste et comprend que les chefs du parti protestant, sinon le Roi de Navarre, cherchent à la leurrer.

L'entrée de la Reine de Navarre est encore remise au dimanche 26.

Elle eut lieu en effet ce jour-là au milieu d'un immense concours de peuple. Dom Vaissette dans son *Histoire du Languedoc* ², Lafaille dans les *Annales de la ville de Toulouse* ³ et tous les chroniqueurs

1 Fonds français, n° 3300, f° 64. — Cf. t. vi, p. 80.

2 Dom Vaissette, *Histoire du Languedoc*, t. xi, p. 18.

3 *Annales de la ville de Toulouse*, par Lafaille. — *Id.* Archives municipales de Toulouse, etc.

modernes nous fournissent à cet égard, à défaut des lettres de la Reine-Mère, les détails les plus circonstanciés. Le maréchal de Damville, plus tard duc de Montmorency et gouverneur du Languedoc, vint à leur rencontre, escorté de toute la noblesse de la province, des capitouls et des membres du Parlement. Les deux Reines entrèrent par la porte Saint-Etienne et furent conduites sous des arcs de triomphe et par les rues jonchées de fleurs jusqu'au palais archiépiscopal où elles logèrent. Une magnifique procession eut lieu ce jour-là, que suivirent les princesses ainsi que tous les gens de leurs maisons. Enfin une fête splendide fut offerte par Damville en leur honneur. L'accueil de la population fut des plus enthousiastes.

Le lendemain, 27 octobre, tomba malade Marguerite, sans doute des suites de la fatigue qu'elle avait endurée le jour de son entrée. « Je suis en grande peine, écrit Catherine le 29 octobre au Roi, son « fils, de la maladie survenue à vostre sœur la Royne de Navarre, « qui, depuis deux jours, a eu la fiebvre, et crains bien que sa dicte « maladie nous arreste ici plus que nous ne pensions. »

Néanmoins elle espère partir quand même dans deux ou trois jours, après la fête des Morts, pour L'Isle-en-Jourdain, bien que le Roy de Navarre lui ait écrit « qu'elle ne trouverait pas en ce lieu grande commodité de vivres et de logis, » proposant de revenir à Castelsarrasin, « qui est, ajoute Catherine, un aussi mauvais logis que L'Isle « en Jourdain. » Aussi, puisque cela est décidé, ira-t-elle en ce dernier endroit et lui envoie-t-elle à Nérac, où il est toujours, le sieur de La Mothe Fénélon pour le prévenir qu'elle sera sans faute à L'Isle-en-Jourdain le 6.

Catherine quitta en effet Toulouse le jeudi 6 novembre au matin et arriva ce jour-là à L'Isle-en-Jourdain, d'où elle écrivit le soir même au Roi, son fils, pour lui dire qu'elle attendait le lendemain vendredi le roi de Navarre. Elle passa par Pibrac, où elle s'arrêta juste le temps d'écrire une courte lettre à sa cousine la duchesse d'Uzès¹, restée à Toulouse auprès de sa fille encore malade.

Marguerite demeura en effet, ainsi que nous l'apprend son livre de dépenses, dans la capitale du Languedoc trois jours encore. Elle n'en repartit que le lundi 10 novembre².

¹ Fonds français, n° 3385, f° 5.

² Il n'est pas un chroniqueur ancien ou moderne qui n'ait modifié à sa guise ou d'après des documents erronés l'itinéraire des deux Reines. Les uns, comme M. de Saint-Poncy, les font aller directement d'Agen à Auch (tome II, p. 29), d'Auch à L'Isle-

Le lundi 10, ladictè dame et son train disne à Tholouze, soupe et couche à Pibrac.

Le château de Pibrac, à 25 kilomètres ouest de Toulouse, venait d'être rebati à neuf et contenait un splendide mobilier. Il appartenait à Gui du Faur de Pibrac, conseiller au Parlement, conseiller d'Etat et chancelier de la Reine de Navarre. Quoique âgé à ce moment de cinquante-quatre ans, il subissait, l'accompagnant depuis Paris, le charme irrésistible de la beauté de Marguerite, passion qui devait lui susciter dans la suite, comme nous le verrons, tant d'embarras. Aussi fut-elle splendide la réception que « ce vieux fou de Pibrac » eut la joie de pouvoir faire en son propre château à l'objet encore inavoué de sa naissante flamme ¹. Marguerite en repartit le lendemain pour rejoindre sa mère à L'Isle en Jourdain.

Le mardi 11, ladictè dame disne à Pibrac, soupe et couche à l'Isle en Jourdain.

Du 12 au 18, séjour à l'Isle en Jourdain avec tout son train.

Catherine attendit quatre jours en ce petit village Henri de Navarre, qui toujours ne venait pas : « Il faut que je vous dye, écrit-elle le 8 novembre au soir au Roi son filz, que je suis merveilleusement « faschée et ennuyée d'avoir esté desja icy trois jours sans avoir eu « aucunes nouvelles de mon filz le roi de Navarre, ny du sieur de « Lamothe-Fenelon que j'ay envoyé vers luy pour le haster de venir. « Je leur viens encore de despecher ung lacquais, combien que l'on « me dye que ce soir mondict filz vient coucher à Mauvesin, pour « estre icy demain à disner. »

Le 13 novembre, Henri n'était point encore arrivé. Son entourage, craignant une surprise, l'empêchait de partir. Il se décida pourtant, sur les instances de M. de La Mothe-Fénélon, à quitter Nérac le 13 novembre, pour venir coucher le 14 à Mauvezin. De là il députa à la Reine-Mère, d'abord M. de Miossens, puis M. de Chaumont-Guitry, afin qu'ils tâtent le terrain, voient si on ne lui ménage pas quelque

en-Jourdain, et de là à Toulouse (Id. p. 36). D'autres comme Mongez, dans son *Histoire de Marguerite de Valois*, p. 235, les font quitter La Réole pour se rendre directement à Auch, etc. Le travail que nous entreprenons rectifiera ces erreurs qui se renouvèlent tout le temps que les deux Reines passèrent en Gascogne.

¹ *Histoire générale du Languedoc*, t. v. — Voir d'Aubigné, le *Divorce satirique*, etc.

embûche et proposent pour lieu de conférence la ville de Pamiers, ou bien celle de Nérac. Catherine furieuse de se voir ainsi jouée refusa ces deux villes : « Et sur cela s'est retiré ledict Guित्रy, après
« toustefois que je luy ay bien lavé la teste, et fait sentir combien luy
« particulièrement m'avait d'obligation, voire de sa vie, ce qu'il n'a
« pas nié. » Puis elle envoya Pibrac à Mauvesin, afin de proposer au roi de Navarre Condom, Auch ou Agen, ou en fin de compte Nérac¹.

Celui-ci fit répondre par Pibrac et le vicomte de Turenne qu'il préférerait Castelsarrasin, à condition qu'il eut la garde du château. Un conseil fut tenu, et finalement on accepta de part et d'autre la ville de Nérac.

Henri de Navarre ne vint donc point rejoindre les deux Reines à L'Isle-en-Jourdain, comme presque tous les auteurs l'ont écrit².

Catherine et Marguerite se décidèrent aussitôt à quitter ce lieu et à se diriger sur Auch et sur Nérac³.

Le mercredi 19, ladicte dame et son train disne à L'Isle en Jourdain, soupe et couche à Gimont.

« Dès lundi, écrivait Catherine à son fils, Dieu aydant, je partiray
« d'icy pour aller coucher à Agimont, de là à Auch et à Condom, où
« je me délibère séjourner tant que je scaiche au vray que leurs
« députés soient tous ensemble arrivés audict Nérac ou ès environs,
« et qui seront pretz à commencer nostre dicte conférence. »

Ce jour là, Henri de Navarre se décida enfin à venir à la rencontre des deux Reines. C'est Catherine qui nous l'apprend dans une de ses lettres, du 22 novembre, écrite d'Auch. « Le Roy de Navarre, dès le
« jour mesme que je party de l'Isle en Jourdain, vint au devant de
« moy et m'accompagna jusqu'à Gimont, où il couscha, et vint encore
« le lendemain disner avec nous en une petite ville nommé Biet (*sic*)⁴,

¹ Lettre du 14-15 novembre 1578. Fonds français, n° 3300, f° 85. — Cf. t. vi, pp. 117-121.

² M. Léo de Saint-Poncy, *Histoire de Marguerite de Valois*, t. II, p. 38. — De Balz, *Henri IV en Gascogne*, p. 126. etc.

³ C'est par une erreur incompréhensible que M. le comte de Saint-Poncy, qui se targue d'avoir eu en mains « les comptes authentiques de la trésorerie de la Reine de Navarre », écrit à la page 38 du t. II de son *Histoire de Marguerite de Valois* que ce fut à la suite du séjour des Reines à l'Isle-en-Jourdain qu'Henri de Navarre les convia à une chasse à l'ours dans le pays de Foix. Cet épisode, sur lequel nous reviendrons, ne se présenta que l'année suivante, en mai 1579.

⁴ Biet pour Aubiet, village à 18 kilomètres à l'est d'Auch.

« qui est à deux lieues d'icy, dont il alla coucher à my chemin de
« Florence, où son train et la plupart de ses gens l'attendaient ; mais
« pour ce que la Reyne sa femme se trouva ung peu mal au Biet, elle
« y coucha, qui fut cause que je séjournay hier icy l'attendant ¹. »

Le jeudi 20, ladicte dame et partie de son train à Aubyet
et le reste à Aulch.

Le vendredi 21, ladicte dame et tout son train disne à
Aubyet, souppe et couche à Aulch.

(*A suivre*)

PH. LAUZUN.

¹ Lettre de Catherine au roy son fils du 22 novembre. Fonds français, n° 3300,
f° 90 v°. — *Idem*, t. vi, pp. 129-130.

DEUX RELACHES

COLOMBO

L'aube a dessiné les montagnes de Ceylan, le pic d'Adam, coiffé d'un lourd bonnet de nuages. L'Inde ! mot magique qui réveille dans l'imagination et dans le cœur les visions tant de fois caressées d'une nature merveilleuse, d'un art éblouissant, d'une race belle entre toutes. L'Inde ! les forêts immenses, les jungles inextricables où la nuit descend sur les miaulements du tigre, les rugissements du lion, l'appel de l'éléphant sauvage ; les rivières sacrées où se mirent les villes blanches hérissées de pagodes, où des peuples entiers se plongent au soleil levant sous les cocotiers et les banians gigantesques ; les temples antiques, les palais ciselés des rajahs sertissant leurs membres immaculés dans la sombre verdure des jardins ; les cours somptueuses où rêvent les princesses dans l'éblouissement des diamants de Golconde et des perles d'Ormuz ; les apsaras, les charmeurs de serpents, les bayadères aux yeux de velours profonds comme la nuit ; le Népal et le Cachemire, le Gange et l'Himalaya ; terre des traditions et des légendes, des religions vénérables, des civilisations éteintes et des empires morts, qui vit passer Dupleix et la princesse Jeanne à l'ombre du mausolée d'Aureng-Zeb.

Ceylan n'est pas l'Inde des rajahs ; mais il n'est pas au monde d'île plus vénérable, puisque la tradition hindoue y place le paradis terrestre et le berceau de l'humanité. Ce n'est d'ailleurs qu'un fragment à peine détaché de la grande terre indienne.

Le pont d'Adam retient l'île au continent par une chaîne d'écueils ; et le détroit de Palk reste infranchissable aux navires. On parle jusqu'à Cannanore le tamoul de Trichinopoly.

A sept heures nous doublons la jetée du port sur laquelle resplendit l'inscription humanitaire : « Beware of sunstroke » : Prenez garde aux coups de soleil.

Il n'est pas très grand ce port de Colombo, et il est plein de navires. Ce sont des entrées et des sorties continuelles de bâtiments qui viennent de Chine, des Indes hollandaises ou de l'Australie et qui retournent vers la vieille Europe. D'autres arrivent, chargés d'émigrants et de soldats. Les navires s'amarrent en longues files, étrave sur étrave, laissant entre deux chaînes parallèles un étroit chenal droit comme une avenue. L'arrivant s'y engage, pour aller s'emboîter dans l'alvéole qu'un autre vient de quitter. C'est un bruit assourdissant de treuils, de grues à vapeur, de charbon précipité dans les manches d'approvisionnement, de coups de sifflets et de sirènes, étouffant les cris des manœuvres, les clameurs discordantes des piroguiers, des marchands, des blanchisseurs, des gamins avides de gros sous. Des embarcations de toute nature, se croisent, s'évitent, se faufilent sous les amarres et les chaînes, glissant le long des gros navires, se heurtant, s'embrouillant, mêlant leurs routes à l'infini.

Il y a de lourds chalands chargés d'être grouillants, enduits de charbon de la tête aux pieds ; d'élégantes yoles, des baleinières où, sous une petite tente secouée par la brise, se prélassent le casque blanc d'un européen emporté par quatre rameurs de bronze ; surtout il y a des pirogues indigènes minces comme une lame de rasoir, avec un grand balancier qui double leur sillage, et une voile sombre. Elles se composent d'un flotteur d'écorce auquel sont cousus deux flancs verticaux et parallèles. Les rameurs ont à peine la place de s'asseoir. Ils se penchent avec des contorsions furieuses pour plonger dans l'eau leurs pagaies épanouies. Voilées, ces pirogues sont élégantes. On les sent légères à la marche, avec leurs formes d'une finesse exagérée et leurs bouts relevés. A l'aviron, vues par l'arrière, elles ressemblent à quelque monstrueux insecte aux antennes désarticulées. Le costume des piroguiers est simple : un léger pagne, quelques fois une ceinture ; sur la tête une ébauche de turban ou simplement de longs cheveux.

L'appontement où l'on débarque est couvert, construit en bois sur pilotis. A travers les montants on aperçoit la verdure des cocotiers et des aréquiers qui bordent le rivage comme celui d'un lac, et des centaines de petites embarcations entassées à leur ombre. Dans la lumière se dessinent des groupes d'hindous, bateliers et flâneurs, debout, accroupis, ou appuyés contre les colonnes dans une posture qui fait valoir les formes sèches de leurs membres. Ils sont noirs, maigres et vigoureux, moins grands mais mieux faits que les Somalis de Djiboutil. Des policemen au teint frais et rose promènent sur le

plancher de bois leur silhouette cachou. Sur un banc les personnages les plus disparates sont assis ; une vieille dame anglaise, un monsieur en gilet blanc, un officier de nationalité inconnue, une nourrice avec un baby, une petite japonaise en kimono. Elle est fort laide, cette Nippone, avec sa figure plate et jaune, à peine boursofflée d'un nez imperceptible, et rayée d'yeux qui ne s'ouvrent pas : « Ne la regardez, pas me dit Z, elle vous gâterait le Japon ! »

Nous voilà sur le sol de Colombo. Une large rue bordée d'hôtels et de magasins de joaillerie. D'innombrables pousse-pousse s'alignent comme des fiacres ; et une foule d'insectes blancs, noirs, jaunes, bariolés de rouge et de bleu, qui sont des Européens, des Cinghalais, des Malais, des nègres ou des Birmans, s'agitent, très affairés, dans la poussière et le soleil. Nous tournons à droite ; des magasins en bois, des gens accroupis au soleil comme des lézards, immobiles comme des fakirs, et nous débouchons sur une place. Un jardin où une villa s'ensevelit sous des arbres immenses ; encore une rue, puis des échappées de verdure entre des maisons rares ; enfin, la mer bleue qui déferle au pied d'une pelouse bordée d'allées couleur de sang.

Nous sommes déjà hors de l'agglomération de maisons qui constitue le véritable Colombo du commerce et des Européens. La ville indigène n'a pas de limites. C'est un parc immense, dont les allées sont bordées çà et là de masures, de bicoques de bois. De loin en loin, on aperçoit quelque établissement considérable, école ou riche villa.

Une voiture attelée d'une rosse boiteuse nous emporte au caprice de l'automédon. Deux petites filles s'élancent en nous tendant la main, avec des objurgations dans une langue inconnue. Ce qu'elles veulent ? Deux sous. Mon Dieu, ce n'est pas difficile à comprendre et elles le demandent si gentiment ! L'une d'elles a de beaux cheveux noirs flottants derrière une figure fine qu'éclairent des yeux admirables. Elle sourit d'une manière si caline, en arrondissant ses bras avec une grâce un peu affectée mais si charmante, avec des inclinaisons de tête si caressantes, que nous n'avons pas le cœur de refuser. Elle est jolie comme une bayadère, délicieusement jolie, avec ce je ne sais quoi d'inexprimable que met sur un visage de femme la grâce d'un sourire d'enfant... Elles sont déjà loin sur la route poudreuse les deux petites Indiennes ; et je me retourne encore pour les voir le plus longtemps possible, comme on suit les yeux ouverts le rêve qui charma notre sommeil.

Nous longeons des étangs qui réfléchissent la verdure ardente des cocotiers, des pandanus et des banians. Des Indiens se baignent, tête nue, sous le soleil qui filtre à travers les feuillages. Les branches semblent fléchir sous le poids de cette atmosphère immobile, surchargée d'arômes. Des lotus épanouissent leurs larges coupes vertes ; et, sous le dôme des bambous entrelacés, quelques cabanes se blotissent dans le silence et les parfums.

La mélodie de Lakmé me vient aux lèvres ; mais cette musique fine et légère ne rend pas la fécondité exubérante, la splendeur de cette nature. Tout semble sommeiller dans une torpeur enivrée. Il y a trop de sève, trop de senteurs, trop de verdure, trop de soleil ; on comprend ce rêve de la théogonie hindoue : la transformation incessante dans l'anéantissement et le repos éternel. Une voluptueuse lassitude nous envahit dans ces interminables allées, sous cette voûte impénétrable, dans l'ombre chaude de ces charmilles où passent de beaux éphèbes à la démarche molle et élégante, des femmes aux yeux de velours, aux bras de bronze cerclés d'argent.

Malheureusement tous les personnages du tableau ne s'harmonisent pas avec le cadre. A côté des groupes d'hindous au turban multicolore qui nous croisent d'un pas souple, à côté du pêcheur dont l'épaule plie sous les deux paniers de poissons suspendus à une gaule en balancier, à côté du riche marchand à la veste sombre, au pagne blanc retombant sur des chaussettes de soie, à côté des brunes fillettes au gai sourire, aux grands yeux, ce sont des soldats anglais sanglés dans leur uniforme cachou, des gentlemens corrects et de froides misses sur des bicyclettes dernier modèle, des voitures de maître attelées de chevaux européens, conduites par un cocher en livrée, avec un groom malabare raide comme le plus britannique des laquais.

Quelques gouttes de pluie : notre véhicule s'arrête. Le cocher descend, coupe une branche dans le taillis, en roule dans sa main quelques feuilles et nous les rapporte en disant un mot inconnu ; sans doute le nom de cette plante au parfum violent.

Nous rentrons dans la ville, en longeant une admirable nappe d'eau dont quelques baigneurs troublent seuls le calme crépusculaire. Un arbre immense découpe ses branches sur le ciel cuivré, et les incline alourdies de sommeil vers l'eau immobile. L'image des ramures profondes et des nuages entassés dort aussi dans ce miroir glacé de vert ; de la terre sanglante, des larges feuilles qui ruissel-

lent montent par bouffées des senteurs capiteuses, d'une volupté inouïe.

Nous sommes allés sur la jetée en attendant l'heure du dîner. Un grand paquebot russe vient mouiller près d'un bâtiment français. Il est chargé de soldats. Cela s'entasse et grouille sur le pont en agitant de sympathiques bonnets, de sympathiques mouchoirs, tout espèce de loques très sympathiques. — Hurrahs, enthousiasme, délire franco-russe, bacchanal effroyable qui réveille tous les échos de Colombo et glace d'effroi les plus flegmatiques gentlemen de cette cité ennemie. Toujours cette comédie de l'exploitation des milliards français par l'explosion de l'amour russe ! Enfin ! tous ces braves gens ne regardent pas si loin ; ils crient de toutes leurs voix et peut-être de tout leur cœur ; et quand on est à deux mille lieues de la France « ça fait toujours plaisir. » Vive la Russie ! Vous êtes contents ? Tant mieux, moi aussi.

Le lendemain, dès l'aube, nous nous engageons avec Z... parmi les allées rouges, sous les panaches verts des cocotiers. Colombo s'éveille. Une foule bigarrée afflue vers le marché : groupe de cinghalais venus de la campagne, procession de petites charrettes traînées par de mélancoliques zébus, femmes qui vont puiser à la source encore fraîche, bonzes en robe jaune qui se rendent à leur temple pour réveiller Bouddha, porteurs de fruits et de légumes, hindous, nègres, métisses de toutes les couleurs. Des clochettes tintent ; les oiseaux chantent sur les branches ; partout tremblent des gouttes de rosée.

Un chemin détourné nous tente. De beaux arbres étendent et arrondissent leurs feuillages pour encadrer une lumineuse échappée de ciel bordée de montagnes bleues. Sur la porte d'une cabane de bambous, à l'ombre d'un bananier, deux enfants nous regardent avec étonnement. Nous descendons dans une prairie rayée de flaque miroitantes, sur la lisière d'un bois qui se découpe en masses sombres sur l'horizon étincelant. Un grand chien noir bondit. Des hindous l'apaisent. Et nous découvrons un groupe d'hommes et de femmes en train de faire leurs ablutions dans un bassin d'eau limpide. Un cinghalais aux membres de bronze renverse une cruche sur sa tête, des enfants barbotent avec des cris joyeux, une petite fille tord et noue lentement sa lourde chevelure noire. Toute l'Inde est là, l'Inde merveilleuse du Gange, un peuple entier plongeant avec une clameur immense dans le fleuve sacré.

Si j'avais un peu de talent et une boîte d'aquarelle j'essaierais de fixer cette scène matinale ; mais il faudrait une palette d'une incomparable richesse pour rendre l'éclat de ces teintes, ce vert ardent, ce ciel lumineux et chaud. Nous avons repris notre route sous les cocotiers et les banians. Après une longue promenade dans la forêt, nous rentrons dans la ville. Le soleil commence à darder des rayons brûlants ; la mer est d'un bleu laiteux d'où se dégagent des effluves de lumière et de chaleur.

Le soir, après la sieste, je saute dans un pousse-pousse. Cinq minutes après nous sommes dans la forêt. Le pousse-pousse est une délicieuse chose pour l'amateur de promenades solitaires et de rêverie. Mon « djin » trotline sur la terre couleur sanguine, se retournant, parfois, pour me donner en anglais baroque un renseignement sur les constructions qui se cachent dans les clairières de bambous. Et je roule doucement, sans secousses, à l'abri des importuns et des réflexions saugrenues, recueillant tous les paysages, toutes les scènes pittoresques qui défilent devant mes yeux. Là, c'est une échoppe avec des enfants maigres et haves, au teint jaune de métisses ; ici, une mosquée, son croissant d'argent piqué en aigrette sur la chevelure verte des cocotiers ; plus loin un groupe de fillettes, les cheveux en désordre, leur camisole entr'ouverte sur leur gorge brune à peine dessinée ; puis le rideau de la forêt se déchire devant un étang où dorment des lotus. Les arbres sont plus beaux encore, leurs troncs se pressent et leurs branches s'enlacent. La rive est ensevelie sous les herbes folles. On songe à quelque jardin enchanté d'un vieux palais détruit. Des gradins descendent dans le lac. Une femme qui vient puiser de l'eau détache sa silhouette sombre sur leur blancheur de marbre. Et là-bas, sur une pointe d'ombre qui coupe la nappe fuyante de l'eau lumineuse, une sorte de pigeonnier à jour se dresse parmi des constructions plus basses que dominent les grands cocotiers. L'image renversée de ces choses se suspend au-dessous d'elles dans un voile transparent d'émeraude ; c'est le temple de Bouddha.

Le pousse-pousse me dépose dans la cour. Un bonze en robe jaune, la tête rasée, l'œil intelligent, me fait signe de le suivre. Une arcade, un couloir, puis une toute petite chambre obscure où se tient un autre bonze à barbe blanche, debout. Je vais entrer sans rien voir, lorsque mon guide me fait signe d'ôter mon chapeau. Et voici que dans l'ombre se précisent les contours d'une idole géante ; je suis devant le Bouddha. Il est assis derrière une glace, les bras

tombant, les mains ouvertes, arrondies comme pour recevoir une offrande et reposant sur ses jambes repliées devant lui. Une sorte de peplum rouge traverse en écharpe sa large poitrine, découvrant le sein droit et les épaules d'une carrure démesurée. La tête pleine et régulière, regarde fixement de ses yeux creux aux paupières et aux sourcils peints. Des fleurs jonchent l'autel qu'il domine et une légère fumée d'encens monte d'une cassolette fixée sur un trépied d'argent. Certes je ne suis pas bouddhiste, et je n'éprouve aucune émotion esthétique en face de ce bloc de bois grossièrement équarri ; mais l'adoration des peuples ennoblit tellement la plus vile matière, cette odeur d'encens et les parfums des fleurs répandues ont un tel caractère mystique, ce vieux bouze a l'air si solennel, cette idole si majestueusement calme, qu'on ne peut se défendre d'une impression de religiosité. Qu'est-ce après tout, sinon l'hommage instinctif de la créature au créateur, au Maître inconnu dont la puissance plane au-dessus de tous les symboles, de toutes les magies grossières sorties de nos mains ignorantes ? Il est peut-être de bonne foi ce vieux mage au crâne rasé qui me regarde avec un silencieux dédain. Et dans ce cas lequel de nous deux sera sauvé ?... Ici une confession générale deviendrait nécessaire de part et d'autre. Mais je ne connais pas assez ce magot pour dresser le menu de ses incartades ; et, pour moi... la pénurie de mes finances m'interdit une dépense exagérée de papier.

Nous sommes entrés dans une salle ornée de tapis et de nattes, de vieux livres et de vieux parchemins, de quelques vignettes plaquées sur les murailles, et d'une collection de Bouddhas de toutes les grandeurs, de toutes les provenances et de toutes les matières. Il y en a en or, en argent, en ivoire, tous dans la même pose accroupie, tous également impassibles et sereins. J'achète une gravure représentant une apparition du Sage avec une flamme au front, une image de la pagode de Rangoon en forme de cloche dorée, une feuille d'écorce sur laquelle de pieuses maximes sont écrites en caractères inconnus. C'est quelque chose comme les commandements de Bouddha. Le bouze me montre sa chambre, une vraie chambre d'ascète et de savant, puis je remonte en pousse-pousse, chargé de fleurs que me jettent de petits mendiants.

Nous voici dans les allées du « Sydney-garden ». Une déception, ce jardin. Quelques pelouses où galopent des amazones et s'alignent des tennis, des arbres rabougris en rangs d'oignons, quelques lé-

gumes rares soigneusement étiquetés : c'est tout. On s'est contenté de raser à moitié la forêt et d'en étioler les survivants ; on a ainsi obtenu quelque chose de très britannique, froid et laid.

Un musée renferme quelques curiosités découvertes dans des fouilles récentes ou pillées dans de vieux sanctuaires, et des échantillons de la faune de l'île. Il y a des vases d'argent massif admirablement ciselés ; des colliers d'or étoilés de diamants, de perles et d'émeraudes, dignes des reines et des sultanes ; des poteries aux dessins tour à tour délicats ou grotesques, des mannequins de bonzes et de princes dans le style du musée Grévin. Plus loin ce sont des statues ébréchées de Bouddha. Le temps irrévérencieux a rongé le nez et les oreilles de la divinité, mis sur la face de véritables stigmates de petite vérole. Il lui a emporté quelques membres : un bras, un pied, une tête, en passant. Ce qui reste du dieu est toujours plein de sérénité.

D'énormes tortues s'aplatissent sur des tables de marbre, risquant hors de leur double cuirasse une petite tête de vieille femme toute ridée ; d'autres mijotent dans des alcools variés, en compagnie de lézards, de serpents et de caméléons. Un boa darde sa tête aigüe vers le squelette d'un éléphant ; un petit ours noir rageur hérisse son poil en face d'une carcasse de baleine et d'un requin énorme, flanqué de dauphins et de dugongs. Hérons et flamants roses se pavant derrière les vitrines ; une frégate ouvre ses ailes immenses, prête à partir d'un vol vertigineux au-dessus des mers infinies.

A la sortie, un cipaye fait avancer mon fiacre, puis, sans pudeur, en dépit de l'épée qui lui bat les mollets, sollicite quelques cents pour la commission.

En revenant vers Colombo, nous passons près d'un banian séculaire dont les branches retombent sur le sol par d'innombrables arcs-boutants. On dirait la chevelure dénouée de quelque dieu de la forêt. Des enfants jouent entre les racines, réseau immense qui veine le sol rouge. Je m'abandonne à une douce rêverie sous l'influence de cette nature alanguie dans le calme du soir, des parfums qui flottent et du mouvement berceur de mon pousse-pousse. Mon cheval me réveille par une série de grognements inarticulés. Je finis par comprendre qu'il s'agit de certaines « german-women » en villégiature quelque part sous les bambous... Oh bien, non ! je ne suis pas venu à Ceylan pour y chercher un faubourg de Cologne ou de Hambourg. Et dire qu'il a cru se montrer prévenant ! On ne peut

pas lui en vouloir à ce simple enfant de la nature, vicié par le contact des foules passagères des paquebots.

Nous débouchons sur le bord d'un étang où le crépuscule endort le fantôme de grands nuages dorés. Voici quelques maisons. Sur les marches de l'une d'elles une petite fille est assise ; deux hindous sont debout à ses côtés, immobiles comme des statues de bronze. Elle, dans sa robe cochenille, sa tête appuyée sur sa petite main, comme ployée sous les trops lourds cheveux noirs qui ruissellent en cascade sur son épaule frêle, regarde fixement de ses yeux profonds l'eau profonde aussi et mystérieuse comme elle. A quoi peut-elle bien rêver la petite princesse entre ses deux gardes du corps ? A rien peut-être. Son secret est le même que celui de toute cette nature trop exubérante et trop belle, et qui fléchit sous le poids de sa splendeur. Lasse de parfums, enivrée de lumière, saoule de beauté, elle tend vers l'immobilité éternelle, le Nirvana infini.

Tout d'ailleurs s'endort à cette heure. Le jour se traîne en mourant sur le lac ; pas un soupir de brise, pas une plainte, pas un bruit. Un immense apaisement flotte dans ce silence, baignant toutes les plantes et toutes les créatures, entre l'accablement de la journée torride et la vie ardente de la nuit.

Ces heures trop brèves du crépuscule sont les plus admirables sous les tropiques. On ne sent pas le poids du corps noyé dans une atmosphère exquise. L'âme se dilate et s'attendrit. C'est l'heure des souvenirs et des rêves, l'heure où le seul mot d'amour vous fait frissonner d'angoisse, l'heure où l'on souffre d'être seul.

Bercé le long de ce lac limpide, dans le calme de cette soirée si pure, j'ai revécu en rêve bien des heures de mon enfance, revu bien des visages aimés : d'abord ma mère, blonde et douce vision dont dix ans de regret n'ont pas altéré les traits chéris, puis celui dont la main m'a guidé vingt-un ans dans la vie, et qui est mort bien loin de moi, sans que j'aie pu avoir la suprême consolation de lui fermer les yeux ; enfin vous tous : grand'mère, sœurs, frères, amis, tous charmants, tous si loin, qui peut-être, tout à l'heure, quand la nuit descendra aussi sur vos têtes, vous pencherez sur un atlas en murmurant ; « Où est-il ? » et direz une prière pour l'isolé. Et si ardente est l'évocation, si profonde ma rêverie, que je regarde mon « djin » avec une véritable stupeur lorsqu'il pose ses brancards à terre en me disant : « we have arrived » — Une foule gronillante et bronzée s'agite sous les becs de gaz allumés de Colombo ; ce sont des roupies

à l'effigie de la reine Victoria qui tintent dans ma poche ; cette figure noire au turban multicolore ne m'a pas parlé la langue maternelle ; je suis bien seul au fond de l'Inde, à trois mille lieues du clocher natal.

J. DE LA J.



LES MÉFAITS DE FRÈRE HUGUES DE BONNEFOY

DE LA COMMANDERIE DE SAUVAGNAS

Aux fourches patibulaires de la commanderie de Sauvagnas, on aurait pu voir, un jour de l'année 134..., un homme entouré par les bourreaux. Comme il avait été mis à la question avec une brutalité inouïe, ses membres étant à demi rompus, on l'avait traîné jusques là. Jacques Bordelet n'avait rien avoué et, sans desserrer les lèvres, il allait mourir.

Le cortège était peu nombreux. Frère Hugues de Bonnefoy, l'épée au côté, une croix blanche appliquée sur son manteau noir ; près de lui, le bailli Guillaume et M^e Gérard de Jautan, notaire, deux types d'inquisiteurs, âmes damnées du maître, attendaient la fin du misérable condamné par eux. Pas de foule, comme on en voit d'ordinaire aux exécutions. Les habitants de Sauvagnas étaient restés chez eux, tremblant de peur, chacun se disant que pareille fin lui était peut être bientôt réservée. Longtemps après, en parlant de la victime, plusieurs d'entre eux se servaient de cette expression que ne sauraient employer les témoins oculaires : Jacques Bordelet qu'on dit avoir été pendu.

Soudain, une femme, Marguerite de Beauregard, la femme du condamné, se précipite au-devant de la potence et s'écrie : « J'en appelle ! J'en appelle ! » Le droit était que l'exécution fut suspendue et le procès déferé à d'autres juges. Bonnefoy s'émeut d'une résistance imprévue, puis, bientôt, d'un air adouci : « Femme, dit-il, n'aie pas peur. Je te le rendrai ton mari. » Et, en prononçant cette parole, il avait posé la main sur sa croix, cette croix que les Maltais portent du côté du cœur. Et quand Marguerite, se fiant à cette promesse, eut renoncé à l'appel, il se tourne de nouveau vers elle et lui dit avec fureur : « Je te tuerai toi et ton enfant. » Alors on entendit une voix faible : « Femme, qu'ils en finissent ! Je suis déjà mort. Tu vois bien qu'ils m'ont rompu tous les membres. »

Et le corps du condamné se balança dans le vide.

Or Jacques Bordelet était innocent. Hugues de Bonnefoy, Frère de l'Ordre de Malte, lieutenant du commandeur de Sauvagnas, juge, était l'amant de Marguerite de Beauregard.

Il n'est pas ordinaire de commencer un mémoire historique par un tableau de mélodrame. Mais il se joue des tragédies ailleurs que sur la scène et celle-ci n'est pas une invention de poète. Des historiens ont pu rapprocher de la légende de Barbe-Bleue certaines biographies de barons sanguinaires. On peut y ajouter celle de Frère Hugues de Bonnefoy, car il est de leur famille. Il a vécu parmi nos pères ; il a commis les plus grands crimes. Il se trouve qu'après plus de cinq siècles la plainte de ses victimes se fait entendre encore et la voix de tout un peuple qui dépose contre lui.

Sauvagnas était une commanderie de chevaliers de l'Ordre de Malte ; ses habitants avaient reçu d'eux des coutumes et vivaient d'ordinaire paisiblement sous leur protection. C'étaient de bons et loyaux seigneurs ces Hospitaliers. Ils avaient si bien le respect des contrats que, si forte qu'ait été la dépréciation graduelle de l'argent, ils avaient toujours maintenu le taux fort modéré des anciennes redevances¹. Dans leurs domaines, ils faisaient bonne justice.

Mais, de même que parmi les bergers auxquels est confié le troupeau quelques-uns se transforment parfois en bouchers, de même, dans une suite de braves chevaliers, il devait se rencontrer un monstre.

Au plus fort de la guerre entre Anglais et Français, de 1330 à 1340, alors que régnait partout la loi du plus fort et que notre malheureux pays était en proie au brigandage, le lieutenant du commandeur de Sauvagnas profita de ces troubles pour donner satisfaction à toutes ses passions brutales. Il avait si bien terrorisé les vassaux de la Commanderie que l'impunité lui fut longtemps acquise.

¹ Dans les nombreux établissements de l'Agenais qui appartenaient à cet Ordre, les tenanciers, depuis le xiii^e siècle jusqu'en 1789, n'ont payé qu'un sou de rente par carterée, tandis que dans la plupart des juridictions seigneuriales du pays les redevances avaient été indument accrues au point que des tenanciers payaient, au siècle dernier, quarante fois plus que ce qu'ils devaient légitimement en vertu des baux primitifs à clauses perpétuelles.

Voir *Ville libre et Barons*, Paris, Agen, 1886, *passim* et note 4. p. 243.

Cependant des rumeurs, des plaintes sur ses crimes parvinrent jusqu'au Grand Chapitre qui jugea une information nécessaire. Par commission du Grand Prieur de Toulouse, Aycart de Miramont (27 mars 1341), Hugues de Lèmovezin, commandeur du Temple de Breuil, fut délégué, avec frères Bernard de Rippière, Guillaume Gasbert et Bertrand Jourdan, pour recevoir les témoignages sur la conduite de Bonnefoy. Le procès-verbal de cette enquête, qui nous a été conservé¹, contient un questionnaire énumérant quatorze griefs. Vingt témoins de Sauvagnas, parmi lesquels les quatre consuls et deux clercs, et un notaire de Laroque furent entendus. De plus, comme on déclara que toutes les plaintes seraient reçues, dix autres témoins se présentèrent. Nous résumons simplement leurs dépositions, faites sous la foi du serment. Elles furent rédigées en latin sous une forme barbare mais remarquable par sa concision et son énergie².

La rage de la domination et surtout l'amour de l'argent et des plaisirs avaient inspiré à Bonnefoy tous ses crimes. Interrogé pour quel motif ce monstre avait fait périr un innocent, un témoin répondit : *propter gulam*, mot latin intraduisible. *Gula* exprime toutes les concupiscences.

Comme pour satisfaire ses passions il faut avant tout de l'argent, Frère Hugues confisquait en grande partie à son profit les biens de ses victimes. Il donnait aussi quelque part de leurs dépouilles à des assesseurs tels que Géraud Donadiou et le notaire Gérard de Jautan, dont il s'assurait ainsi la complaisance. Le bailli Guillaume était son complice avéré. Le sergent Menaud, Arnaud de Junqual, Bernard de Mirabel, Arnaud de Valent l'accompagnaient parfois

¹ Archives départementales de la Haute-Garonne. Fonds du Grand Prieuré. Sauvagnas L. Rôle.

² Voici la liste des témoins : Vital Duprat, consul, Bernard Duras, consul, Arnaud de Balent, consul, Pierre de Bazie, consul, Etienne de Coste, Arnaud de Bovidé dit de Codognet, Jean de La Guillelmie, Bernard Colomb, Pierre de Duras, Guillemette de Junqual, Bernard Barran, Marguerite de Beauregard, Raymond de Mothes, Simon Colomb, Jean de Pomarède, Vitale de Bélenguière, Pierre Falquet, notaire, Jean Espagnol, notaire à Laroque, Pierre Fabri, Jean Barran, Bernot de La Guillelmie, Gérarde de Lespignie, Julienne de Gerval, Bernarde de Domenguer, Raymond Gerbal, Gérarde de Mothes, Guillaume Duras, Jean Simon, Arnaude de La Clauzade, Arnaud de Mirambet, Bernard de Ricard, clerc.

dans ses expéditions sur les routes. Le gendarme s'était fait brigand.

Après avoir pendu trois personnes, dont deux innocents, d'après la majorité des témoignages, il lui vint une idée fixe c'est que les habitants de Sauvagnas avaient juré sa mort. Sous ce prétexte, il en arrêtait quelques-uns dans leurs maisons ou sur les routes et les faisait mettre à la torture. Par ce moyen, il leur arrachait parfois un aveu — la douleur et l'épouvante ont faussé tant de témoignages — après quoi, il les bannissait de la juridiction, mais non pas sans leur avoir imposé le paiement d'une grosse somme. S'ils n'avaient pas il les rançonnait quand même¹. Avec l'argent, tout était bon pour sa rapacité : des grains, un porc, les chemises de Jacques Bordelet, le chaudron de Raymond Gerbal, le coussin de Gérarde de Mothe, le poignard de Bernard Colom.

La torture était appliquée avec des raffinements de cannibale. Jean Barran, l'ayant subie six fois, en resta estropié d'un bras. C'était un vieillard de bonne renommée, mais il était suspect de haine pour le lieutenant. Tout son avoir servit à payer une composition de 15 livres arnaudines. Banni, il se réfugia, avec sa femme et ses enfants, à Agen, où il mendiait son pain.

Gérarde de Lespignie avait refusé de livrer Pétrone sa fille à Hugues de Bonnefoy. Celui-ci força sa porte de nuit, la roua de coups de bâton, la frappa de son épée d'estoc et de taille. Grièvement blessée, la pauvre femme dut rester six mois au lit. Aussitôt remise, elle s'enfuit à Boville.

Guillaume Duras avait aussi refusé de livrer sa fille ou sa nièce. Sous le coup de menaces répétées, il paya 30 sous tournois pour faire pardonner sa résistance.

¹ Voici l'état des sommes extorquées : Bernard Colom et son fils, emprisonnés deux jours, 160 sous tournois ; — Jean Barran, mis six fois à la torture et banni, 15 livres arnaudines ; — Raymond Bazie, emprisonné cinq semaines, 42 sous tournois ; — Bernard de Ricard, clerc, mis trois fois à la torture et banni, 18 cartons d'avoine ; — Raymond Gerbal, emprisonné, 2 cartons d'avoine ; — Jean Simon, 100 sous ; — La Clausade, emprisonné, 10 livres ; — Simon Colom, 65 sous tournois ; — Pierre Barran, 100 sous ; — — Pierre Duprat, 20 sous ; — Bernard Lescllope, un tonneau d'avoine ; — Julienne de Ladevèze, un tonneau d'avoine ; — Bernard de Ricard, 18 cartons d'avoine ; — Jean de Pomarède, 6 cartons d'avoine ; — Bernard Martin Le Nègre, 15 livres arnaudines ; — Jean de La Guilhelmie, 10 livres pour le commandeur et 100 sous arnaudins pour Bonnefoy.

Gérarde de Mothes vit, une nuit, Frère Hugues pénétrer chez elle. Elle fut saisie par les cheveux, terrassée, foulée aux pieds, frappée à la tête d'un coup d'épée. Puis le lieutenant la fit trainer en prison, où, après trois jours, elle accoucha d'un enfant mort. Bonnefoy l'accusait d'avoir mal parlé sur son compte,

Bonnefoy enleva Guillemette de Junqual, femme de Pierre Duras, et la retint plus de six mois au château. Comme elle devint enceinte de ses œuvres, quand sa grossesse fut avancée, il la rendit à son père et à son mari, les menaçant de leur trancher les pieds et la tête s'ils refusaient de la recevoir. Terrifiés, ceux-ci obéirent, contre leur gré. Guillemette Junqual prie Hugues de Lémovezin de vouloir bien assurer la subsistance de l'enfant qui lui est né.

« Je vous ferai tous pendre les uns après les autres » : telles étaient les menaces que Bonnefoy proférait à tous propos contre les habitants et les consuls de Sauvagnas. Et, sous les plus vains prétextes, il eut passé à l'exécution. Bernot de Ricard, soumis à la torture, n'échappa au dernier supplice que par l'intervention énergique du consul Bernard Duras, qui racheta sa vie pour 18 cartons d'avoine.

Il est temps d'en venir au crime dont quelques détails ont été racontés dès le début de cette étude. Hugues de Bonnefoy poursuivait de ses obsessions Marguerite de Beauregard et des scènes se passaient, en présence du mari, que le latin seul peut traduire. Jacques Bordelet ne supportait pas son déshonneur avec assez de patience et le lieutenant résolut de le perdre.

Un marchand avait été tué sur les routes. Arnaud Fabre, qui avait une réputation de voleur, fut accusé d'avoir fait le coup. Bonnefoy obtint que celui-ci accusât de complicité Jacques Bordelet et un autre habitant de Sauvagnas, Pérot de La Guilhelmine, auquel le lieutenant en voulait aussi. Tous trois furent exécutés. Cependant les deux derniers avaient protesté de leur innocence et fait appel. Bonnefoy, qui redoutait pour lui les conséquences de cet examen de la cause, passa outre. Bordelet subit des supplices extraordinaires. Dans une tour du château se trouvait la prison de la Commanderie, plongée dans une obscurité complète, dans laquelle les détenus étaient mis aux ceps et aux fers. La salle de la torture était voisine. On y suspendait les accusés, aux pieds desquels on attachait une énorme pierre, et, tandis que leurs membres étaient distendus, on se faisait un jeu de déchirer leurs habits.

Tandis qu'on torturait Jacques Bordelet, Bernot de La Guilhel-

mie, clerc, détenu dans la prison, entendit qu'on frappait des tables à coups de bâton afin que les cris effrayants de la victime fussent étouffés par ce bruit. Un autre prisonnier, Bernard de Ricard, clerc, saisit des fragments de l'interrogatoire et reconnut la voix de quelques-uns de ces juges transformés en bourreaux. Bordelet fut littéralement trainé à la potence, car il avait perdu l'usage de ses membres.

Tous ses biens furent confisqués et de même les biens de Pérot de La Guilhémie et de sa famille.

L'enquête révèle aussi des traits de mœurs et des épisodes historiques dignes d'être relatés.

Une nuit, les Anglais envahirent Sauvagnas. La terreur des habitants fut grande et Bonnefoy en profita pour emprisonner un certain nombre des habitants qu'il appelait ses ennemis.

Une autre nuit de la vigile de Saint-Salvy, patron de la paroisse, l'église était comble. Parmi cette foule, qui, sans doute, vénérail le chef du saint, conservé jusques à nos jours dans ce sanctuaire, des rixes éclatèrent et le sang coula. Pour un pareil sacrilège, l'église était frappée d'interdit. Les coupables furent poursuivis, fort justement cette fois, par Frère Hugues; mais celui-ci, après leur avoir extorqué de l'argent à son profit, les renvoya. La cérémonie expiatoire pour la purification de l'église devait coûter plus de 40 livres. Bonnefoy, au lieu de prendre cette somme sur les amendes perçues par lui, prétendit la faire payer par les habitants de Sauvagnas innocents du crime. Ceux-ci ayant refusé, il obtint, par vengeance, d'en faire excommunier cent quatorze.

On peut se demander pourquoi la population n'avait pas émigré en masse pour échapper à cette tyrannie. Trois quarts d'heure de marche du côté d'Agen et l'on était libre. L'amour du sol natal et du coin de terre qu'il faudrait perdre se révèle dans les dépositions. Plusieurs disent : « Si encore nous avions pu vendre nos biens à « moitié prix, nous aurions quitté le pays, nous nous serions réfugiés « sur les terres du roi. » D'autres : « Si frère Hugues reste à Sauvagnas nous partirons et nous irons fonder une terre royale. » Et Simon Colom : « Je brûlerai ma maison et je m'enfuirai. » Plusieurs s'étaient expatriés, entre autres Gérard Goro, Arnaud Baze, Guillaume Delbreil, Pierre Descuder, Bertrand de Panissar.

Hugues de Bonnefoy n'était que lieutenant et l'on pourrait s'étonner que le commandeur n'ait pas réprimé ces excès. L'enquête n'a

que cinq lignes à ce sujet, un seul témoignage, de ceux qui laissent à penser. Vitale de Bélenguière, la servante de feu le commandeur Gaucelm Desmonts, avait entendu dire à son maître malade à mort : « Je suis perdu. Frère Hugues, le traître, m'a tué, comme il a tué « Raymond Roger. » Bonnefoy était de ceux qui tuent ou mieux, comme dit le texte, qui *fauchent* les commandeurs ¹. Lui seul voulait être maître.

Il est assez ordinaire, dans les pièces du vieux théâtre, de voir les criminels, les monstres succomber au cinquième acte. Le public, que les fables bien dites émeuvent toujours, aime assez les dénouements où triomphent les victimes, où sont châtiés les méchants. La biographie des personnages que l'on peut suivre jusques au bout ou qu'on laisse à moitié chemin ne donne pas toujours cette satisfaction morale. Hugues de Bonnefoy est du nombre de ces criminels dont la fin n'est pas connue. Rien ne subsiste sur lui que l'enquête.

Il semble qu'il n'était déjà plus à Sauvagnas quand les commissaires y furent envoyés et que son absence déliait les langues. On peut admettre sans doute qu'une partie des condamnations prononcées par Bonnefoy étaient justifiées, mais il faut observer aussi que la terreur qu'il inspirait et la crainte de son retour étaient grandes. Pour cette raison, les témoignages sont peut-être plutôt en deçà qu'au delà de la vérité. C'est leur ensemble que nous avons sommairement traduit.

En voici un seul passage, le récit de la mort dramatique de Jacques Bordelet.

¹ Voici textuellement ce que Desmonts aurait dit à son frère Bernard : « *Veicis, Bernat, yeu so facilhat, et tantost coma yeu yssire de vida yeys fora de Salvanhas, quar lo traydor mossen Huc de Bonafe m'a farilhat, aissi cum fetz mossen Ramon Rotger.* »

Facilhat paraît vouloir dire trancher avec une faucille, *fauciller* ; c'est du moins, d'après Ducange, la signification du verbe de basse latinité *facillare*. Mais peut-être aussi veut-il dire ensorcelé, envoûté. Les fées sont appelées *fucilheras*.

Raymond Roger de Mirepoix avait été commandeur de Sauvagnas avant Desmonts, dès l'année 1326.

Déposition de Marguerite de Beauregard

Anno et die predictis, Margarita de Belregart, uxor quondam Jacobi Bordeleti suspensi, testis juratus et diligenter interrogatus, super tertio articulo dixit, suo juramento, quod, dum dominus Hugo de Bonafide, bajulus et servientes ducebant virum suum ad furcas patibulares dicti loci, causa suspendendi ipsum, ipsa accessit ad ipsos clamando « *Yeu m'apele! Yeu m'apele!* » Et tunc dictus dominus Hugo venit ad ipsam dicendo : *Femna, non aias paor. Que yeu lo t redre.* » Et ponebat manum supra crucem et fecit tantum quod fecit renunciare appellationi predictae, credendo verbo dicti domini Hugonis ; et, de hoc non contentus, dictus dominus minas inferebat dicte mulieri suspendendi ipsam et filium suum et amictendi bona sua. Et credit quod dictus dominus Hugo fecit suspendi dominum Jacobum eo quia dictus Jacobus non dimittebat dictum dominum Hugonem habere rem carnalem cum ipsa teste que loquitur, sicut pluries habuerat ; et de die in diem dictus dominus Hugo serviebat se de linteaminibus, camisis et de aliis bonis suis et dicti Jacobi viri sui. Dixit etiam quod dictus dominus Hugo capit et capi fecit omnia bona sua et adhuc tenet. Item dixit interrogata quod dum ipsa testis non dimitteret habere rem carnalem cum ipso domino Hugone, quod idem dominus Hugo percuciebat ipsam cum bastone, gladio et hoc tantum quod oportebat ipsam jacere in lecto, et hoc presente dicto Jacobo Bordeleti, viro suo. Item dixit quod dum ducebant dictum Jacobum ad mortem quod dictus Jacobus dixit sibi : *Femna « layssa me estar. Que mort so. Que tot lo membre m'an ostat per forssa de turmen.* » Et propter minas dicti domini Hugonis opportuit dictam mulierem et ejus filium a dicto loco de Salvanhano recedere.

Item dixit interrogata, suo juramento, quod ipsa cubavit infra castrum de Salvanhano cum dicto domino Hugone.

Dixit etiam quod dictus dominus Hugo percussit dictum Petrum de La Guialmia, diu est, cum gladio supra auriculam suam quam sibi scindit et credit quam propter maliciam et malivolenciam quam habebat dicto Petro fecerit ipsum suspendi. Et nihil plus pertinens dixit.

G. THOLIN.

LE MARQUISAT DE FERRIÈRES (Lot) ET SES SEIGNEURS

(SUITE)

I. — Le voyage de Perpignan à Paris¹.

« Dépense de la route de Perpignan à Paris qui a commencé le
« vingt un décembre mil sept cent dix-huit. »

L'itinéraire résumé à grands traits fut le suivant : Narbonne, Béziers, Nîmes, Montélimart, Valence, Lyon, *Tarrare*, La Palice, Moulins, où nous saisissons le doute que pouvait inspirer la rectitude du tracé des routes dans la mention : « *donné au guide 15 sols,* » Nevers, Montargis et Fontainebleau.

Le tracé actuel du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée est le même, et offre le choix à partir de Lyon pour Paris entre la route de Nevers et celle de Dijon.

La durée ne fut pas moindre de vingt-un jours : car Messire Dubruelh était à Paris dès le 13 janvier 1719, comme le prouve l'article de dépense :

« Au sieur Magus pour la dépense du 13 janvier jusqu'au 18.

Le sieur Magnus habitait Paris, car on lit ensuite :

« 21 av. 1719, donné à M. Magus pour la dépense. . . 147¹ »

La durée de ce voyage serait aujourd'hui de dix-neuf heures et demie.

Les frais de route ne peuvent être additionnés exactement, parce que toutes les dépenses de voiture n'étaient pas soldées par l'intendant, qui mentionne ainsi la première qu'il

¹ L'orthographe et les textes ont été scrupuleusement respectés dans tout le cours de de cette étude.

ait payée , sans date précise , ainsi que toutes celles effectuées du 22 décembre 1718 au 1^{er} février 1719 :

« Au voiturier à Lyon pour fin de compte. 138^l

Il en est de même des dépenses relatives aux repas le long de la route ; elles sont payées ville par ville ; en voici quelques exemples :

« Décembre 1718. Payé à Fitou pour le diner des laquais. 10^s

« Payé à Villeface pour le soupé 3^l 5^s

« 22. — Payé à Coursan pour le diner. 3^l 10^s

Rarement le total de cette dépense s'élevait à 4 livres ; et cependant il défrayait tout au moins le maître, l'intendant et deux laquais.

Il n'est fait mention que de trois arrêts :

« A Vienne pour le coucher 3^l 15^s

« Pour le coucher à Saint-Serain 2^l 15^s

« A Montargis pour le coucher. 3^l 10^s

Vienne, Saint-Géraud-le-Puy et Montargis partagent assez exactement la route en trois parties à peu près égales ; il faut donc supposer que les dix-huit autres nuits se passèrent dans la voiture.

Celle-ci était un carrosse qui servit pour tout le voyage :

« 1^{er} février 1719 pour le loyer de deux mois de carosse. 120^l

Si ce prix n'a rien d'exorbitant, la location des chevaux était chère :

« A Fontainebleau pour le diner 3^l 15

« Au voiturier pour nous amener à Paris 102^l »

Il en coûterait aujourd'hui 6 fr. 60 en 1^{re} classe et 4 fr. 45 en 2^e classe par personne de Fontainebleau à Paris, et 112 francs environ en 1^{re} classe et 75 francs en 2^e classe depuis Perpignan.

La différence comme durée et comme dépense est prodigieuse : elle permet d'affirmer que la puissance de l'argent

était alors au moins quatre fois plus grande qu'aujourd'hui.

Quelques aumônes en cours de routes :

Aux capucins de Lunel.....	6 ^l »
Donné à l'Hôtel Dieu de la Charité.....	6 »

II. — *Installation provisoire à Paris.*

L'habitation fut évidemment au début un appartement meublé qui se payait mois par mois :

1719 Févr. 12. A M. Mougin pour un mois de loyer.....	75 ^l »
Mêmes dépenses les 12 mars, 12 avril et 11 may.	

Les deux laquais se nourrissaient, et recevaient leurs gages toutes les semaines, par exemple :

1719 Févr. 6. A Dauphiné pour gage et nourriture de 6 jours.	6 ^l »
» A Carcassonne pour gage et nour. de 6 jours.	6 »

En dehors d'eux, les dépenses de ce genre font l'objet de mentions relatées tous les mois, telles que :

1719 Févr. 19. Au sieur Magus.....	139 ^l 10 ^s
1719 Mars 21. Au sieur Magus pour la dépense d'un mois.	141 5

Enfin il avait un carrosse loué au mois avec les chevaux :

1719 Févr. 21. Au cocher pour son étrenne....	5 ^l »
» Pour le demy mois du carrosse.....	120 »

Et ainsi de suite jusqu'au jour où il acheta chevaux et voiture.

III. — *Installation définitive.*

Messire Dubruelh quitta l'appartement meublé que lui louait le sieur Mougin, pour s'installer dans une maison avec écurie, remise et jardin dont le loyer s'élevait à 2,000 livres par an, et se payait par trimestre.

1719 Juil. 22. Pour le quartier de la maison.....	500 ^l »
---	--------------------

Il la quitta au bout de dix-huit mois.

1721 Oct. 25. Pour le dernier terme de la maison Chenelon. 500^l »

Quel était ce M. Chenelon ? Dès 1672, on trouve dans La Chesnaye des Bois, comme commis aux requêtes de l'hôtel et au conseil privé du Roy deux Chenelon — et en 1722 comme commis au conseil du greffe du Conseil d'Etat privé du roi, Charles de Chenelon.

M. Dubruelh suivait régulièrement les offices ; on lit souvent dans les dépenses :

1719 Févr. 25. Pour un fiacre pour aller à la messe..... 1^l »

Il était accompagné de ses deux laquais, chargé de faire les aumônes et de payer les chaises :

1719 Avril 8. A Dauphiné pour les pauvres et des chaises. 2^l »

Et ainsi de suite.

De même à Carcassonne.

Sa paroisse était Saint-Nicolas-des-Champs (rue Saint-Martin), fréquemment on trouve la mention de ce genre :

1720 Janv. 1^{er}. Donné aux bedeaux de Saint-Nicolas.... 6^l »

La maison qu'il alla habiter devait être située dans la même paroisse, car les mentions de ces étrennes ou largesses analogues se continuent aux mêmes bedeaux pendant tout son séjour à Paris.

Deux mentions

1722 Mars. 22. Payé à M^{me} Legendre pour les premierstois mois que M. doit occuper chez elle..... 400^l »

1722 Juill. 22. Payé pour le port des meubles de la douane à la rue Michel Lecomte... 3^l 10^s

nous fixent sur le prix de ce nouveau loyer (1600^l par an) et sur la situation exacte de sa nouvelle résidence.

Quant au propriétaire, même incertitude; cependant l'almanach royal, notamment en 1721, désigne un sieur Legendre comme l'un des directeurs des fermes, faubourg Saint-Honoré. Ce pouvait bien être lui.

La première habitation avait été pourvue d'un mobilier provisoire dont seuls nous sont connus les accessoires, par exemple et au hasard :

1719	Juin.	1 ^{er} .	Une douzaine de serviettes.	13 ¹	»
	»		Pour des torchons et tabliers	9	»
	»		Pour trois nappes de cuisine.....	9	»
	»		Pour une table de cuisine et deux bans	14	»
	»	15.	Pour six chaises de paille.....	10	»
	»	22.	Pour trois casseroles.. ...	6	15 ^s
	»		Pour une marmitte.	4	»
	»		Pour une grande marmitte.....	17	»
	»		Pour une casserolle ronde.....	3	»
	»		Pour deux chandelliers.....	4	»
	»		Pour pelle, pincettes et gril.....	4	10
	»		Pour une fontaine en cuivre... ..	70	»
	»		Pour une fontaine et cuvette.....	47	»
	»		Pour deux douzaines d'assiettes, huit plats et une assiette à l'Italienne...	62	16
	»		Pour graver la vaisselle.....	4	10
	»	Juill.	12. Pour le port du linge venu de Va- lence ¹	76	15
	»		27. Pour deux gobelets de faïence.....	1	16
	»	Déc.	2. Pour deux chandeliers et porte-mou- chette argenté	40	»
	»		13. Pour une bassinoire.....	13	»
	»		17. Pour avoir fait poser le poëslé à la che- minée	4	»
	»		18. Pour un poëslé d'antichambre.....	60	»
1720	Janv.	22.	Pour une petite poëslé, un chandelier et des trépieds pour la cuisine....	20	»
	»	Fév.	24. Pour une grande casserolle.....	25	10
1721	Avril.	7.	Rendu à M ^{me} Marizy pour des glaces. .	210	»

Ces quelques exemples suffisent et une plus longue énumération serait fastidieuse et superflue.

¹ Valence (Tarn-et-Garonne). Siège du marquisat de la famille de Timbrune, achetée par Guillaume de Timbrune jeune, par acte de 1403. (Voir Lachesnay des Bois, éd. de 1778, p. 656).

Ce mobilier fut donc transporté à la rue Michel Leconte.

1722	Avril.	6.	Au charretier qui transporta nos meubles de l'autre maison dans celle-ci	10 ^l 10 ^s
»		5.	Au crocheteur qui a fait six voyages de meubles.....	1 10
»			A deux hommes qui ont aidé à ranger les meubles.....	12 »

Mais la deuxième installation fut autrement complète et luxueuse, et la destination, la nature et la valeur de ce complément de mobilier paraissent indiquer la détermination d'une résidence définitive.

1722	Mars.	24.	Payé pour le port des meubles qui sont venus de Perpignan.....	26 ^l 10 ^s
»	Avril.	6.	Payé à M ^{me} Legendre pour six chaises et un fauteuil.....	160 »
»		10.	A l'orlogeur pour avoir posé le tournebroche et allongé les chaines.....	6 »
»	May.	14.	Payé pour quatorze bois de fauteuil à raison de 4 livres pièce.....	56 »
»			J'ay donné en mesme temps au tapissier à compte de ce qu'il fera trente-quatre livres, c'est-à-dire que je luy ay donné deux louis sur quoy il a pris pour les bois desd. fauteuils la somme dite portant luy reste es mains à compte	34 ^l »
»	Juin.	3.	Payé pour une table à jouer avec son tapis vert.....	4 10
»		19.	Payé pour de la cire pour cirer les appartements.....	1 5
»		27.	Payé pour le port de cinq pièces de tapisseries qui sont venues par rouliers de Limoges en deux ballots	30 ⁵ 5
»			Payé aux emballeurs lorsqu'on a voulu vérifier la tapisserie, les avoir fait recoudre lesd. ballots, donné ausd.	1 5
1722	Juill.	13.	Payé à un menuisier pour une alcove et autres choses qu'il a fait.....	110 »
»		27.	Pour port des meubles de la douanne à la rue Michel le Comte.....	3 »

1722 Juill. 28. Pour avoir fait secouer les meubles qui
sont venus..... 2^l 5^s

Aux tapisseries, bientôt après, il ajoutait huit tableaux :

1723 Janv. 22. Payé pour des ports de tableaux avec
quelques avances qu'on a fait à
Toulouse¹ 95^l »
» Payé pour droit de visite.... 5 »
» Payé à deux hommes qui ont déballé et
amené ici lesdits tableaux..... 2 19^s
» Mars. 10. Pour le port des tableaux chez le pein-
tre 13 »
» Mars. 27. Donné au doreur pour avoir racomodé
les huit tableaux..... 45^l »
» Donné au crocheteur qui les a portés.... » 15^s
» Donné au peintre qui a repassé lesdits
tableaux..... 45 »

Le doreur et le peintre étaient appréciés au même taux.

En même temps, ce mobilier recevait un complément de
confortable.

1722 Mars, 22. Payé pour une commode..... 140^l »
» Payé pour une table de marbre avec son
pied doré..... 100 »
» Payé pour des rideaux de fenêtre de taf-
fetas bleu d'Angleterre de trente au-
nes à raison de 6^l 15^s..... 202 10^s
» Pour une table à jouer... 22 »
» Pour une paire de chenets avec toute la
garniture de cheminée complète.... 46 »

Ces indications suffisent à nous éclairer sur le train de vie
que comportait sa situation à Paris.

Aussi, avait-il un personnel de maison assez nombreux.

(1) La famille de Valence possédait un hôtel à Toulouse où mourut vers 1764 la
marquise de Valence, fille de M. Dubreulh.

IV. — Le personnel domestique.

A son arrivée à Paris, M. Dubruelh n'avait que deux laquais. Dauphiné qui le quitta en décembre 1719.

1719	Déc.	8.	A Dauphiné pour fin de compte.	30 ^l	»
	»		A Dauphiné que M ^r lui a fait présent....	15	»

et Carcassonne qu'il renvoya :

1719	Août.	6.	A Carcassonne pour prêx que M ^r luy a fait.	12 ^l	»
------	-------	----	--	-----------------	---

et qu'il remplaça immédiatement :

1719	Août.	8.	A Lafontaine pour les pauvres.....	1 ^l	»
------	-------	----	------------------------------------	----------------	---

Il leur en adjoignit en même temps un troisième :

1719	Août.	5.	A Demarets à compte de ses gages.....	6 ^l	»
------	-------	----	---------------------------------------	----------------	---

En plus de ces trois laquais, de l'intendant qui a écrit ce livre et d'un sieur Dufour dont la présence dans la maison où il était entretenu, nourri et payé, fut constante et n'est pas définie, nous trouvons trois autres domestiques :

1719	May.	23.	Pour un fiacre pour la gouvernante.....	3 ^l	»
	»		A la cuisinière pour sa dépense.....	1	»
	»		Au cocher pour sa dépense.....	2	»
1719	Déc.	11.	Pour les trois manteaux pour les gens...	75	»
1720	May.	20.	Pour une souquenille au cocher.....	10	»

Il faut y ajouter des aides pris au dehors qu'on trouve mensuellement :

1720	May.	23.	Au froteur qui a netoyé la maison.....	3 ^l	»
	»	Sept.	3. A la balayeuse de la porte... ..	1 10 ^s	
1722	Févr.	30.	Donné acompte au jardinier.....	10	»

Nous avons donné plus haut les noms des quatre laquais, Dauphiné, Carcassonne, Lafontaine et Desmarets ; nous pouvons donner en outre ceux de deux autres laquais qui entrèrent plus tard, Guerbois et Fribourg, celui du cocher, Larivière, de la gouvernante, « M^le Puché » et de Cateau, la cuisinière.

Ils étaient donc sept ou huit à demeure.

Les renseignements sur leurs gages manquent de précision. Les mentions telles que

1719 Févr. 1 ^{er} . A Dauphiné pour gages et nourriture de	
6 jours	6 ^l »
» A Carcassonne pour gages et nourriture	
de 6 jours	6 »
» 18 Au cocher pour ses gages et dépenses de	
dix jours.....	10 ^l »

se retrouvent quelquefois; elles donnent à croire que, lorsqu'un incident se produisait qui empêchait le fonctionnement régulier du ménage, à leur salaire habituel était substituée cette sorte de forfait uniforme d'ailleurs.

1722 Mars 17. Donné à Guerbois pour ses collations.... 18^l »

Cependant l'obscurité n'est pas complète; par exemple sur leurs étrennes,

1720 Janv. 1^{er}. Donné par ordre de M^r pour les gens de
leurs étrennes, maison et écurie.... 119^l 16^s

1721 Févr. 9. Pour les étrennes des gens..... 35 »

ni sur leurs gages pour lesquels ils fournissent quelques indications précises :

1722 Juin. 16. Payé à M^{lle} Puché pour ses gages de trois ans un mois
à raison de cent livres par an avec quelques avances quelle avait
fait pour la maison comme argent presté, du vinaigre, du lard,
par une autre femme..... 560^l »

» Juill. 25. Donné à Guerbois pour fin de tout compte
avec luy lorsque M^r l'a renvoyé..... 152 »
pour deux années qu'il a resté avec M^r à raison
de 100^l par an, il avait reçu le reste en différentes fois.

1723 Déc. 13. Pour Cateau, cuisinière lorsqu'on l'a ren-
voyée, pour deux ans huit mois de
gages à raison de 150^l par an..... 400^l »

La cuisinière était donc plus payée que le laquais, que le cocher. Était-ce un usage ou bien une distinction particulière accordée à.... un cordon bleu d'un rare mérite ? Nous l'ignorons.

Car, enfin, elle touchait en 1722 les mêmes gages que

recevait en 1748 M^{me} du Hausset, femme de condition, qui avait accepté d'être la femme de chambre, fort intime d'ailleurs, de la marquise de Pompadour, mais à qui probablement ne manquaient pas d'autres et importantes épices... ⁽¹⁾

Les gens étaient en outre habillés et poudrés.

1723 Mars. 27. Donné aux gens pour se poudrer..... 1¹ 17^s 4^d

Leur habillement et leur entretien sont l'objet d'une série de nombreux articles, mais le sujet comporte de tels renseignements que, tout en le réduisant autant que possible, il nous faut solliciter de l'indulgence pour le développement que nous donnons à la citation qui le concerne.

1718 Déc. 11.	Pour une paire de souliers au laquais...	3 ¹ 5 ^s
1719 Févr. 28.	Pour des culottes à Dauphiné.....	4 10
» May. 28.	Pour un surtout pour le cocher.....	6 »
» Juill. 10.	Pour deux habits de livrée.....	105 10
» » 11.	Pour l'étoffe de l'habit de Dauphiné....	52 15
» » 26.	Pour quatre bords de chapeaux pour les gens.....	20 »
»	Pour les quatre boutons.....	1 12
»	Pour les chapeaux... ..	20 »
» Déc. 11.	Pour trois manteaux pour les gens.....	75 »
1720 May. 20.	Pour une souquenille au cocher.....	10 »
1721 Nov. 15.	Donné aux gens pour s'acheter des culottes	30 »
1722 May. 11.	Pour les chapeaux des gens à 9 ¹ chacun..	27 »

Ces indications nous permettent de les entrevoir sous le manteau et sous le large chapeau au bord relevé d'un côté avec un bouton.

Plus précises sont les indications qui vont suivre; c'est la confection de la livrée complète pour l'été.

1722 May. 5.	Pour un bouracan pour faire des habits aux laquais de M ^r	105 ¹ »
»	Pour la doublure pour lesdits habits....	50 »
»	Pour 19 douzaines de boutons pour lesdits habits et vestes.	13 6 ^s

(1) Manuscrit des *Dépenses de Madame de Pompadour*, publié par M. Le Roi. — *Les Maitresses de Louis XV*, 1 p. 235.

1722	May.	5.	Pour de la toile cirée pour lesdits habits.	2^l 10^s
	»		Pour les bords des chapeaux des gens...	24 »
	»		Pour les bas des gens....	15 »
	»		Pour la doublure des culottes des gens..	10 10
	»		Pour les chapeaux des gens à 9 ^l chacun.	27 »
	»		Pour deux aunes de doublure, deux aunes de bouracan qui manquait aux habits des gens....	14 10
	»		Pour deux douzaines de boutons qui man- quaient pour les habits des gens..	» 12
	»		Pour la façon des habits des gens.....	30 »

Mais l'hiver arriva et il fallut les prémunir contre ses ri-
guezurs.

1722	Nov.	24.	Pour dix douzaines et demy de boutons argentés à 30 ^s la douzaine.....	15^l 15^s
	»		Pour les petits boutons de veste.....	9 10
	»		Payé pour 13 aunes de bouracan de draps de Lodève à 11 ^l 10 ^s l'aune.....	151 12 6
	»		Payé pour la doublure des habits des gens à 38 ^s l'un.....	38 »
	»		Pour des peaux pour doubler les culottes des gens.....	8 5
	»		Pour des poches pour les culottes des gens.	6 »
	»		Pour du treillis pour les habits des gens.	4 »
	»		Payé pour une aune de drap qui a manqué pour achever les habits des gens, cy.	11 10
	»		Payé pour deux aunes de serge pour les mêmes habits.....	3 16
	»		Pour une douzaine et demy de boutons qui manquait.....	2 5
	»		Payé pour 3 paires de bas pour les gens.	13 10
	»		Payé pour des jarretières pour les gens pour mettre à leurs culottes..	2 10
	»		Payé pour la façon des habits des gens.	30 »
	»		Donné au garçon tailleur	19 »
	»		Pour le racomodage des chapeaux de deux laquais....	2 10
1723	May.	5.	Payé pour du bouracan pour faire des culottes aux gens.....	29 5

1723 May.	5.	Pour de la doublure des habits des gens ou pour les rapetisser.....	6 ^l 5 ^s
»	28.	Pour une paire de courouëts pour les culottes de Desmarets.....	1 »
»		Pour des courouëts pour la culotte de Fribourg.....	12

Ces dépenses ont été singulièrement simplifiées depuis lors, et les embarras bien diminués.

V. — *Le carrosse*

Le carrosse de louage à 120^l par quinzaine fut remplacé dès le mois de May 1719, c'est-à-dire dès l'installation dans la maison prise en location de M. de Chenelon, par un carrosse digne d'un maître menant un train de maison.

Pour le fiacre qui menait à la messe, il n'en coûtait guère qu'une livre avons nous vu : mais il en coûtait :

1719 Août.	11.	Pour deux journées de carosse.....	24 ^l »
------------	-----	------------------------------------	-------------------

M. Dubruelh se pourvut donc d'un équipage. Assurément il eût tort : car les nombreuses dépenses qu'il causa suffirent à en tracer l'histoire et les désagréments.

1719 May.	23.	Donné au cocher de M. Marcillac ¹ par ordre de M ^r	3 ^l »
»	26.	Pour deux chevaux à M. de Marcillac..	400 »
» Juin.	12.	Payé pour le carosse de M ^r	700 »
»	13.	Pour le peintre qui a mis les armes au carosse.....	18 »
» Oct.	20.	Pour deux ports payés pour le carosse..	6 10 ^s
1723 Juill.	30.	Payé pour des harnais des chevaux.....	200 »

Il fallut bientôt le réparer sans cesse ni trêve.

1719 Sept.	10.	Au peintre du carosse.....	30 ^l »
»	18.	Au charron pour un train de roues au carosse.....	124 19
» Nov.	26.	Pour réparation au carosse....	16 »

¹ Probablement un des membres de la famille de Cruzy de Marcillac, dont nous avons relaté les alliances avec les Dubruelh.

1720 Mars. 28.	Pour avoir fait racomoder les ressorts du carosse.....	12 ¹ »
» Août. 1 ^{er} .	Payé au charron pour rabillage du carosse	128 »
» 9.	Pour quatre roues au carosse.....	320 »
»	Pour la peinture des roues.....	50 »
» Nov. 20.	Pour la moitié d'une glace du carosse...	35 »
1721 Juin. 1 ^{er} .	Payé au charron pour rabillage du carosse	150 »
»	Au peintre du carosse à compte.....	20 »
»	Aux garçons charron et sellier.....	2 »
» 3.	Au serrurier pour le carosse.....	12 »
» Juill. 11.	Au peintre pour fin de compte.....	15 »
»	Donné aux garçons bourliers et charon..	1 »
» 16.	Pour peindre l'avant train neuf.....	5 »
» Nov. 15.	Au charron à compte.....	50 »
1722 Avril. 1 ^{er} .	Donné au peintre pour vermillon et les armes du carosse.....	33 »
» Juin. 28.	Donné au peintre pour avoir peint la flèche du carosse, les moutons, etc....	5 »
1723 Mars. 16.	Donné au peintre qui a peint les roues du carosse.....	30 »

Un carosse tant de fois rhabillé était inévitablement voué à quelque catastrophe. Il en subit une dont le récit est fourni par les comptes.

1722 Juin. 12.	Payé pour un fiacre parce que le carosse de M ^r était rompu... ..	1 ¹ 5 ^s
» 13.	Payé pour ressort rompu du carosse....	7 10
» 16.	Donné aux gens qui ont aidé à ramener le carosse lorsqu'il a été rompu.....	2 10
»	Donné au cocher et à Desmarests pour boire à cause qu'ils ont ramener le carosse.	1 5
» 24.	Payé au charron pour la flèche qu'il a mise au carosse et les moutons qu'il a mis au derrière dudit carosse avec autres réparations qu'il y a faites, cy.....	90 ¹ »
1723 Mars. 16.	Donné au peintre qui a peint les roues du carosse.....	33 »

Enfin, selon l'usage, quand il sortait le soir, le carosse était escorté aux flambeaux.

1723 Nov. 17.	Pour quatre flambeaux.	12 ¹ »
---------------	-----------------------------	-------------------

Cette mention est fréquemment répétée et quelquefois précisée ainsi :

1723 Déc. 5. Pour un flambeau pour aller chez M^{me}
Mabouille 3^l »

Nous voilà donc fixés sur le prix et l'apparat plus ou moins brillant des « Visites aux flambeaux ».

VI. — *Le linge et le vêtement.*

1° Le linge à usage personnel sera suffisamment décrit par quelques exemples :

1719 Févr. 12.	A la couturière pour avoir garni quatre chemises à M ^r et fourni la baptiste..	7 ^l 10 ^s
»	A la même pour les bords qu'elle a mis.	6 »
»	Pour les boutons.....	» 2 6
» Mars. 18.	Pour trois paires de manchettes pour M ^r .	3 14
»	Pour de la toile pour 6 paires de chaussons pour M ^r	2 15
»	Pour la façon.....	1 14
»	Pour les boutons.....	1 »
»	Pour une paire de poignets.....	» 6
»	Pour la façon de six caleçons.....	1 16
» Juin. 1 ^{er} .	Pour une douzaine de serviettes.....	12 »
» Nov. 18.	Pour six cravates à M ^r	48 »
1722 Janv. 20.	Pour une paire de bas pour M ^r	12 »
» May. 12.	Pour deux douzaines de chemises pour M ^r dont j'avais donné il y a quelques jours 10 ^l d'aire pour fin de paiement à raison de 5 ^l l'aune.....	80 ^l »

La chemise revient donc à 3^l 7^s.

Il n'est pas fait mention une seule fois de mouchoirs; cependant il devait en faire grand usage : car tous les quinze jours environ, sauf que le prix variait de 7 à 12^l, une mention ainsi conçue se répétait invariablement :

1700 Mars. 18. Pour une livre de tabac d'Espagne..... 7^l »

Et ce n'était pas sans raison qu'il avait inscrit en dépense :

1719 Déc. 13. Pour une tabatière d'or.... 600^l »

qui devait être fort belle et serait fort appréciée aujourd'hui, en vérité.

2° Les vêtements sont plus détaillés de même que les autres accessoires de la toilette, comme on le verra par les quelques exemples qui vont suivre.

Une large part est consacrée à l'achat et à l'entretien fort coûteux d'ailleurs des perruques, ainsi :

1719 Janv.	Pour une perruque à M ^r	40 ^l »
» Fév. 15.	Pour une perruque à M ^r	45 10 ^s
1722 Juill. 5.	Pour une perruque à M ^r	80 »
1723 Déc. 13.	Pour une perruque à M ^r	85 19

Elles exigeaient de nombreux accessoires et parfums.

1719 Fév. 2.	Pour deux peignes d'ivoire pour M ^r	2 ^l 5 ^s
»	Pour deux peignes de bois... ..	» 16
»	Pour deux peignes de corne.	» 12
»	Pour une trousse pour les peignes....	» 10
» May. 28.	Pour des boîtes à perruques.....	2 60
» Juin. 9.	Pour un sac à poudre.....	» 15
» Juill. 6.	Pour teste à perruque.....	3 »
» Déc. 11.	Pour trois livres de pommade nouvelle.	6 »
1722 Juill. 13.	Pour de l'essence et de la poudre pour M ^r	1 15 ^s
» 22.	Pour de l'essence pour la perruque de M ^r	1 »

Les soins n'étaient pas moins multipliés. Certains valets étaient experts et recevaient des gratifications spéciales pour ces soins particuliers, par exemple Desmarests :

1722 Juin. 22.	Donné à Desmarests pour accomoder la perruque pendant deux mois.....	2 ^l 10 ^s
» Août. 21.	Donné à Desmarests pour racomodage de la perruque de M ^r	2 10
1723 Janv. 3.	Pour de la poudre et pommade.....	1 5

L'intervention du perruquier ou de son garçon n'en de-

vait pas moins être journalière; car, chaque mois on la trouve mentionnée de façon ou d'autre.

1719	Juill.	30.	Au peruquier qui peigne les perruques	5 ^l »
»	Oct.	1 ^{er} .	Au peruquier pour accomoder les perruques de Mr.....	3 »
»	Déc.	3.	Au peruquier pour acomoder une perruque...	2 10 ^s
1720	Janv.	4.	Au peruquier pour étrennes.....	4 »
1721	Déc.		Au peruquier pour pour poudrer la perruque de Mr.....	10 »
1722	Janv.	1 ^{er} .	Au peruquier le jour qu'il porte les perruques ou son étrenne à luy donné	3 »

De ces rapports journaliers avec le perruquier, résultait une bienveillante condescendance.

1722	Oct.	21.	Payé pour trois razières d'avoine pour les chevaux.....	8 ^l »
------	------	-----	---	------------------

On n'en a pris que trois razières pour le compte de M. Dubruelh, parce qu'on a pris une razière que le peruquier a payé pour le cheval que Monsieur lui a permis de mettre dans l'escurie, ainsy les trois razières ne doivent durer que neuf jours.

Après les perruques, une liste suffit à compléter l'énumération des autres accessoires de toilette :

1722	Oct.	21.	Pour un chapeau pour Mr.....	18 ^l »
1719	Fév.	2.	Pour deux paires de souliers pour Mr..	11 »
»	Juill.	3.	Pour un chapeau pour Mr.....	20 »
»	Oct.	20.	Pour une paire de bas pour Mr.....	8 10 ^s
»	Nov.	13.	Pour une pomme à la canne de Mr.....	3 16
»		20.	Pour un cordon de canne.....	7 10
»			Pour une ceinture de louis d'or à Mr...	33 »
»			Pour une boucle.....	3 10
»			Pour des gants.....	6 10
»	Déc.	7.	Pour une paire de glands pour Mr.....	8 »

Il en est dans le nombre qui méritent quelque attention comme complétant la silhouette qui se détache de ces articles de toilette.

1719	Déc.	8.	Pour un manchon à Mr...	60 ^l	»
»		18.	Pour un ruban d'épée pour Mr.....	8	»
1720	Janv.	20.	Pour une ceinture noire pour le man-		
			chon.....	10	»
»	Fév.	1 ^{er} .	A M. Capot pour les droits du velours...	5 19 ^s	6
1723	Janv.	17.	Pour du ruban de St-Louis pour atta-		
			cher les deux croix.....	» 16	
»			pour un petit carton pour les mettre ..	» 10	

Quant aux vêtements, M. Dubruelh en fit faire à Paris, mais il s'en était fait expédier de province.

1719	May.	17.	Payé pour port des habits de Mr.....	19 ^l	4
------	------	-----	--------------------------------------	-----------------	---

Les comptes en fournissent les éléments complets et détaillés à l'extrême. Il en est de même pour les habits de gens. Remarquons cependant qu'une seule fois on y lit :

1721	Déc.	19.	Pour de la toile pour doubler la culotte		
			de Mr.....	15 ^l	»
»			Pour les poches de la culotte.....	6	»

Tandis qu'on y trouve détaillées avec prolixité les dépenses qui se rapportent aux culottes des valets, pourquoi sont-ils fermés à celles qu'exigeaient les culottes du maître ?

Certainement il obéissait à la plus stricte correction, et ce n'est pas sans urgence et sans nécessité qu'il se résignait à des dépenses relatées en ces termes :

1719	Avril.	20.	Pour le loyer d'un habit noir.....	15 ^l	»
»			Pour une paire de bas noirs.....	3 10 ^s	
»	May.		Pour un habit noir pour Mr.....	30	»

L'urgence éclate. Mais il n'est pas possible de savoir quel est le deuil qui l'imposa, si ce n'est celui de M^{me} de Maintenon qui mourut le 15 avril 1719 à Saint-Germain.

« Quel bruit cet évènement en Europe s'il fut arrivé quelques années plus tôt » s'écrie Saint-Simon. Aussi n'est-il rien de surprenant que ce deuil soit indiqué à la sourdine et discrètement.

Au contraire, quelques années après, il existe dans les comptes des mentions qui proclament un autre deuil, de bien autre éclat.

1722	Déc.	14.	Pour un bâton de cire noire d'Espagne	8 ¹	»
»		23.	Payé pour de la baptiste pour les cravattes de deuil de M ^r	20	2 ⁶
»			Payé pour de la baptiste pour faire des pleureuses.....	2	5
»			Pour avoir fait accomoder l'épée noir à M ^r	3	10
»			Payé pour un crêpe pour M ^r	4	»
»		24.	Pour acheter des boucles à M ^r	1	5 1

C'est en décembre 1722, précisément, que mourut Elisabeth Charlotte de Bavière, épouse de Philippe, duc d'Orléans, mère du régent, Madame, et que la cour prit le deuil.

Madame Douairière est tombée malade, elle a une hydropisie de poitrine.

(Barbier, novembre 1722).

Mardi matin, jour de la Vierge, 8 de ce mois à trois heures et demi, Madame est morte à Saint-Cloud. Le deuil est de quatre mois et demi et il se prendra dimanche 13.

(Barbier, décembre 1722).

Soit par sa famille, soit par lui-même M. Dubruelh tenait rang d'assez grand seigneur pour porter les deuils de la Cour et il est bien vraisemblable qu'il devait ainsi porter le deuil de la princesse Palatine imposé à toute la Cour.

Le prix de ses habits de ville est aussi indiqué :

1719	Juin.	7.	Pour un habit à M ^r	111 ¹	»
»		24.	Payé au tailleur pour la façon de l'habit à M ^r	25	10 ^s
»	Nov.	16.	Pour un habit à M ^r ..	156	»

Il était plus élevé pour des habits qu'il y a tout lieu de croire des uniformes militaires.

Avant 1719.	Pour une paire de bas rouges pour Mr...	9 ^l »
»	Pour de l'escarlatte pour faire un habit à Mr.....	78 »
»	Pour la façon d'un habit à Mr.....	152 5 ^s

Cet habit coûta donc 230^l 5^s.

1719 May. 1 ^{er} .	Pour un habit noir à Mr.....	30 »
1721 Déc. 30.	Pour du ruban noir et rouge pour les manches.....	2 »
1722 Janv. 50.	Pour de l'escarlatte pour un habit à Mr..	67 »
»	Pour de la doublure d'un habit.....	19 5
»	Pour des boutons pour l'habit de Mr....	33 15
1722 Juin. 23.	Pour la façon de l'habit.....	10 12

Et celui-ci coûta 132^l 2^s seulement. Différence imputable évidemment à l'écart de la façon, au talent et à la réputation probable de l'ouvrier.

Mais infiniment plus chers sont les habits de luxe, habits de Cour probablement.

1719 Déc. 14.	Pour la façon d'un habit brodé.....	493 ^l 13 ^s
»	Aux brodeuses.....	4 7

Un article du compte nous montre accessible aux tendresses humaines le cœur de ce vieux soldat et concerne probablement, assurément, même l'ainé de ses petits-fils, Henri-Emmanuel Bernard de Timbrune, dont nous avons parlé dans la notice préliminaire ; il est ainsi conçu :

1720 May. 16.	Pour un habit pour M. le petit marquis..	150 ^l »
---------------	--	--------------------

Il est assez touchant dans sa naïve expression.

Et maintenant, nous croyons que l'imagination peut sans grands efforts se représenter ce vicillard demeuré malgré l'âge et les blessures un vigoureux officier. Vêtements brillants et riches, réhaussés de ses deux décorations, peu nombreuses, mais fort honorées, s'étalant sur leurs deux larges rubans, manchon attaché à la ceinture, chapeau à plumes, manchettes et jabot de dentelles, cravate de baptiste, épée

ornée de rubans, haute canne ornée de même, et toutes ces parures surmontées d'une majestueuse perruque frisée, pommadée, poudrée et parfumée, portant à la Cour à 78 ans, la glorieuse manifestation de sa valeur personnelle et y évoquant les souvenirs des brillants services de son père, et ceux du trépas de ses dix oncles, du trépas de ses trois frères, tous « de son nom » comme disent les lettres patentes...

Cette image a encore grand air, malgré la vulgarité des traits qui la définissent.

VII. — *Les dépenses de Maison*

Quel contraste apportent les dépenses de cuisine et de ménage, qui tiennent une très grande place dans ces comptes ; elles sont surtout rapportées en termes indéfinis, mais nous avons pu dresser une liste à peu près complète de celles qui, étant plus précisées, peuvent servir de terme de comparaison avec les prix pratiqués aujourd'hui :

1719 Févr.	7.	Pour deux livres de chandelles.....	1 ¹ »
»		Pour une voye de bois.....	16 4 ^s
»		Pour le charois.....	» 15
»		Pour le sciage et serrage.....	» 17
»		Pour trente fagots.....	3 »
»	28.	Pour 40 livres de chandelle.....	20 »
» Juin.	1 ^{er} .	Pour quatre livres de beurre fondu. ...	2 4
»		Pour un quart de sel.....	13 11
»	5.	Pour huit poulets.	3 14
»	7.	Pour trois paires de poulets.....	2 11
»	12.	Pour une carpe.....	1 »
»	18.	Pour deux aloses.....	1 10
»	29.	Pour cinq macreaux.....	3 15
» Juill.	1 ^{er} .	Pour huit livres et demy de beurre.....	4 14
»		Pour un lapin.....	» 12
»	15.	Pour douze pintes d'eau de vie.....	9 12

1719	Juill.	19.	Pour un cent et demy de paille	18 ¹	»
	»		Pour un cent et demy de foin... ..	51	»
	»	20.	Pour un septier d'avoine.....	16	10 ^s
	»		Pour trois citrons.....	1	10
	»	Août.	5. Pour quatre bouteilles de vin pour Mr..	8	»
	»		Pour quatre melons.....	4	»
	»	15.	Pour quatre livres de bougie.....	8	»
	»	Sept.	1 ^{er} . Pour deux voyes de charbon.....	9	15
	»	17.	Pour huit livres de lard.....	4	16
	»	27.	Pour quinze livres de sucre.....	15	»
	»	Oct.	20. Pour douze pintes de vinaigre.....	3	10
	»	Nov.	10. Pour cinq livres de chocolat.....	12	10
	»	18.	Pour deux livres de paste de coin.....	4	»
1720	Fév.	18.	Pour quatre boisseaux de poids.....	22	»
	»		Pour trois boisseaux d'aricots.....	15	»
	»		Pour deux boisseaux de lantilles.....	13	»
	»		Pour cinq boisseaux d'oignons.....	12	10
	»	Mars	1 ^{er} . Pour 20 pintes de laict.....	9	3
	»	May	20. Au maréchal pour une année..	84	»
1721	Fév.	9.	Pour trois oranges.....	2	5
	»	May	5. Pour trois bouteilles de vin de champa- gne.	6	15
1722	Fév.	4.	Pour deux cents de bouchons.....	3	»
	»	Juill.	22. Pour un cent de bouteilles.....	25	»
1723	Mars	6.	Pour trois livres et demye de viande pour Mr.....	1	12
	»	8.	Pour du vin muscat pour M. d'Andrezel a diné cy.....	2	6
	»		Pour deux livres d'huile d'olive.....	1	5
	»	Juin	2. Payé au facteur pour des ports de lettres qui sont venues de Ferrières ou autres	18	10
	»	Juin	7. Au marchand de bois de la Grève..	50	»

Toute réflexion est superflue ; cette énumération, à tous les points de vue au moins sulfisante, permet d'établir quelques comparaisons entre les prix pratiqués à cette époque et ceux actuels. Mais il n'est pas permis d'en tirer des conséquences précises et rigoureuses. Elles seraient en tous cas en formel désaccord avec un extrait que nous em-

pruntons à l'ouvrage de P. A. Cochut, intitulé : *Law, son système et son époque*.

Les denrées de nécessité première devinrent inabordables pour les pauvres gens. En janvier 1720, le pain de ménage se vendait quatre sous la livre. L'enchérissement de la viande causa un mécontentement si marqué que Law eut un instant l'idée de faire concurrence aux bouchers pour les contraindre à baisser leurs prix. Le bois et le charbon étaient d'autant plus chers que le charretier exigeait autant pour les transporter que le marchand pour les vendre. La chandelle taxée à 8 sous 6 deniers la livre se vendait jusqu'à 20 sous, bien qu'on eût fait venir d'Angleterre des suifs en quantité considérable. Les ordonnances qu'on fit pour taxer beaucoup de choses restaient sans effets : par exemple les cochers de fiacre taxés à 30 sous par heure exigeaient le double !!...

Une sentence du lieutenant de police condamna le nommé Bouron et deux autres chandeliers de la rue Saint Jacques à 500 livres d'amende et le dit Bouron à avoir sa boutique murée pendant un mois, pour n'avoir pas voulu vendre de la chandelle au public quoiqu'ils en eussent provision.

Le bois manquait dans les chantiers.

Avant de clore ce chapitre, nous ferons exception pour deux produits : le vin et les confits d'oies.

1° *Le vin*. — Il le faisait venir de province, probablement de ses propriétés de Ferrières qui, voisines de Pericard, un crû célèbre (car il appartenait à une abbaye), ne pouvaient aussi qu'en produire d'excellent ; il devait descendre le Lot, puis la Garonne, pour s'embarquer à Bordeaux, et enfin remonter la Seine, depuis Rouen jusqu'à Paris.

1721	Juin	1er.	Pour la rentrée du vin.....	131 ¹	»
	»		Pour celle qui est venu avertir.....	1	»
	Juill.	8.	Pour le port de Rouen icy....	27	»
	»		Pour le port du batteau à la maison...	8	»
	»		Pour les rouliers et chargeurs de vin...	6	»
	»		Pour les tonnellers qui l'ont descendu à la cave....	7	»

Autre expédition plus complètement détaillée :

1722 Juill.	22.	Donné aux bateliers qui ont embarqué le vin à Rouen et débarqué à Paris..	3 ¹ »
»		Pour ceux qui ont débalé.....	3 15 ^s
»		Pour ceux qui ont mis le vin sur les charrettes	3 19
»		Pour les charetiers qui ont apporté le vin à la maison.....	9 6
»		Pour les tonneliers qui ont descendu le vin	3 5
»		Payé pour la voiture de Rouen à Paris, cy.....	66 5
»		Payé pour les droits d'entrées	263 16

Et c'est en 1898 qu'on songe à dégrever les « boissons hygiéniques ».

2° Les *Cuisses d'Oyes*. Pour sûr elles venaient de Ferrières.

1719 Fév.	12.	Pour la foraine des cuisses d'oyes.....	8 ¹ 15 ^s
»		Pour l'avoir fait apporter icy.....	2 10
1722 Avril	10.	Pour la douane des oyes que M. Salna a envoyé de Ferrières '.....	8 15
1723 Avril	4.	Pour le port des cuisses d'oyes depuis la messagerie jusqu'à la maison....	1 10
»		Pour le port des cuisses d'oyes depuis la douane jusqu'à la maison... ..	1 10
»		Payé à la douane pour port et entrée des cuisses d'oyes.....	12 »

Nous savions bien (*Revue de l'Agenais*, 12^{me} année, page 62, note 2. lire « barriques et cuisses d'oyes » et non « barriques de caisses d'oyes ») que la réputation de ce mets

¹ Bernard Salna était l'homme de confiance à Ferrières. Ainsi il recevait procuration suivant acte reçu le 3 août 1714 par Decazes, notaire, en présence de Pierre Vigouroux et Barthélemy Aunac, stipulait pour M. Dubruelh avec Dame Charlotte de Fumel, veuve de très noble Antoine du Loups, seigneur de Tranhiac, suivant acte reçu le 23 août 1714 par Decazes, notaire, en présence de Jean Daymard, greffier en la « disme de Serinac », etc., etc.

régional est ancienne. Mais une flatteuse confirmation de cette renommée nous est fournie par la complaisance d'un érudit trop réservé, notre très cher ami M. Albert Descamps. Il a bien voulu pour nous entr'ouvrir les archives fort précieuses de sa famille. Il en a extrait une des lettres adressées par le maréchal Maurice de Saxe à un de ses ancêtres maternels, Michel Regnard de Longpré, alors capitaine au régiment d'Eu, gouverneur de Bruges en Flandre en 1745, chevalier de Saint-Louis, qui, né à Auvillers, vers 1698, y revint prendre sa retraite, après 40 ans de services, en 1757.

Cette lettre qui n'a rien de militaire est ainsi conçue :

A Paris, le 4 Janvier 1748.

J'ay reçu, Monsieur, la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire et je vous remercie du compliment que vous me faites sur la nouvelle année, ainsy que des cuisses d'oyes que vous avez la bonté de me faire venir. J'aurai soin de les faire retirer dans le temps à l'adresse que vous m'indiquez, je suis très sensible à votre attention, je vous prie d'être persuadé que je suis parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

M. DE SAXE.

Le style est bien celui de l'époque en son exquise urbanité.

La lettre est un joyau précieux : car elle prouve que les cuisses d'oies du Quercy peuvent non sans succès depuis longues années affronter la comparaison avec les fameuses conserves d'oie de Poméranie.

La nourriture ne donne lieu à aucune observation spéciale ; les aliments et les boissons sont les mêmes qu'aujourd'hui.

Celle des domestiques présente deux particularités.

La première consiste dans l'énorme quantité d'œufs qu'ils consommaient.

1719	Août	3.	Pour cinq cent d'œufs.	13 ¹	»
	»	25.	Pour vingt-cinq quartrons d'œufs.	18	15 ^s

Le quarteron contenait environ trente œufs, c'est une consommation de 1,250 à 1,300 œufs par mois qu'absorbe la cuisine : car on lit fréquemment des mentions analogues, telles qu'au hasard :

1720	Janv.	16.	Pour douze cent d'œufs.	52 ¹	»	
	»		Pour des œufs frais.	5	»	
	»	Juill.	4.	Pour douze cent d'œufs.	48	»

La seconde, c'est la régularité avec laquelle était imposée aux domestiques l'observance du maigre :

1720	Sept.	17.	Pour le mercredi des 4 temps pour les gens.	4 ¹	»
1719	Déc.	11.	Pour du poisson pendant un mois.	158	»
1721	Août	1 ^{er} .	Pour le jour maigre des gens.	8	»
	»	6.	Pour les jours maigres des gens.	8	»
	»	13.	Pour trois jours maigres aux gens.	12	»
1722	Oct.	13.	Payé aux gens de la maison pour leurs dépenses du vendredy et samedy.	15	»
1723	Avril	21.	Donné à Fribourg pour la fin de son carnesme.	2	»

Ces mentions se répètent chaque semaine et à chaque fête de l'Eglise ; ils y prenaient part ainsi qu'aux fêtes des saints patrons avec une régularité absolue.

1723	Nov.	10.	Aux gens pour faire la Saint Martin...	4 ¹	»
	»	Déc.	5. Donné au cocher pour la Saint Eloy...	3	»

Une autre habitude était de leur donner très fréquemment aussi des collations la veille des fêtes, par exemple :

1719	Sept.	20.	Pour la collation la veille de St Mathieu	3 ¹	»
	»	Oct.	26. Pour la collation la veille de Saint Simon.	3	»
	»	30.	Pour la collation la veille de la Toussaint	3	»
	»	Déc.	24. Pour la collation de la feste de Noël...	3	»
1720	Fév.	24.	A la cuisinière pour les collations de car-		
			resme	12	»

1721 Sept.	5.	Pour le mercredi des 4 Temps pour les gens.....	4 ¹ »
1723 Juin	23.	Payé aux gens de la cuisine pour la dépense de la feste de la Saint Jean..	4 »
» Janv.	5.	Pour du beurre pour faire les gateaux des Rois.....	2 10 ^s
» Août	9	Donné aux gens pour le jour de la veille de Saint Laurent, ci.....	4 »

Quant à la table de M. Dubruelh, elle ne peut suggérer aucune réflexion particulière : Toutes les dépenses se rapportent à sa personne, il n'y aurait qu'à les énumérer, s'il ne nous était donné de constater qu'il aimait à recevoir et tenait presque table ouverte : quelques exemples en fournissent la preuve en prouvant aussi que ces habitudes lui attireraient même quelques observations de la part de son fidèle comptable.

1720 Fév.	20.	Pour des confitures, lorsqu'on a donné à mangé..	90 ¹ »
» Avril	26.	A M ^{me} Langlois pour le repas du jour du mardy gras.....	407 »
» Juill.	10.	Pour des fraises pendant un mois et demy lorsqu'il venait tant de monde, officiers et autres.....	40 »
1721 May	5.	Pour des confitures lorsqu'on a donné à mangé.	20 »
»		Pour la dépense de la cuisine le même jour.....	18 »
1722 Août	26.	Pour trois bouteilles de vin de champagne	6 15 ^s
»		Payé pour la groseille et des pesches lorsque des étrangers sont venus, à compte donné.....	2 10
» Oct.	3.	Payé pour le dessert pour les étrangers qui viennent journellement diner..	7 10
»	29.	Payé pour des biscuits plusieurs fois pour ceux qui viennent diner.....	1 10

1723 Sept.	6. Pour des melons, pesches pris en plusieurs fois lorsqu'on a donné à manger...	10 ^l »
»	24. Payé pour du dessert pour les personnes qui sont venu manger en plusieurs fois, cy.....	3 19 ^s

Ces extraits des comptes attestent la facilité avec laquelle
M. Dubruelh ouvrait sa maison et donnait place à sa table.

F. M.

(à suivre)



ACTE

CONCERNANT LE PRIEURÉ DE MONSEMPRON

Les titres écrits qui peuvent faire connaître la vie intime de nos pères, les affaires qui les ont préoccupés et agités, sont devenus assez rares. C'est, peut-être, ce qui donne un certain attrait au furetage dans les coins inexplorés de l'histoire.

La période révolutionnaire, qui termina ce dix-huitième siècle si décrié aujourd'hui, et qui emporta dans la terreur et dans le sang une société qui fut la plus raffinée, la plus élégante, la plus humanitaire qui ait paru dans le monde, puisque au dire de Talleyrand — *qui n'a pas vécu alors, n'a pas connu les douceurs de vivre* — cette époque de brutalité, qui arrêta, pour un temps, l'élan de civilisation et de progrès qui marque les années du règne de Louis XVI, a détruit systématiquement de précieuses reliques. Nous avons à lui reprocher des actes de vandalisme aussi odieux que ridicules ; mais nous avons encore bien plus à nous plaindre de l'indifférence de la génération qui a précédé la nôtre pour tout ce qui concernait une époque qui ne l'intéressait pas dans ses affaires immédiates.

Combien de papiers, d'actes, de correspondances privées, même, ont disparu qui mettraient en relief un passé qu'il serait intéressant, peut-être, pour le psychologue, de découvrir dans ses particularités individuelles !

Le document qui va suivre concerne un acte d'arrangement qui fut passé en 1713, en vertu de titres plus anciens entre le prieur de Monsempron et divers propriétaires du voisinage¹.

¹ La description de l'église de Monsempron a été remarquablement faite par M. Tholin, archiviste du département de Lot-et Garonne, dans sa savante étude sur l'architecture religieuse de l'Agenais. M. Tholin a encore publié récemment sur l'église de Monsempron d'autres détails qui ont paru dans le tome xxiv^e de la *Revue de l'Agenais*, page 289, avec une charmante phototypie de M. Philippe Lauzun.

Le prieuré de Monsempron, qui dépendait de Saint-Géraud d'Aurillac, était très riche en droits féodaux. L'acte en question le démontrera en partie.

Du haut de son clocher, Monsempron contemplait un vaste et riant paysage : à ses pieds, Libos, que d'anciens titres désignent sous le nom d'Arribos, autrement dit rive du bois, à gauche la petite ville industrielle de Fumel, dont le château, reconstruit au dix-septième siècle, est resté dans la même famille depuis le commencement du Moyen-Age et qui rappelle le souvenir d'une des quatre premières baronnies de l'Agenais ; ses possesseurs avaient le privilège, quelquefois fatigant, de porter l'Evêque d'Agen, le jour de son entrée en ville, depuis la Cathédrale jusqu'au palais épiscopal. De l'autre côté du Lot, sur les premiers coteaux qui touchent au Quercy, le vieux château de Perricard¹, à moitié démoli, mais dont les restes affirment le goût des artistes qui dirigèrent sa construction au début de la Renaissance. En face, un peu au delà du village de Saint-Vite, qui se mire en riant dans les eaux du Lot, le château de Monbeau, caché sous de vertes charmillles, qui évoque le nom des Montalembert dont il va être question, et dont la branche, éteinte aujourd'hui, tint durant le dix-septième siècle une si large place dans la région, par ses alliances, sa fortune et son rang. Un peu plus bas, sur les bords même de la rivière, le château de La Poujade, déchu de son ancienne splendeur, qui semble voir couler d'un œil triste les eaux du Lot, en rappelant un passé qui égayait ses murs avec les couplets que chantaient les poètes gentilhommes.

Tous ces tableaux d'une ravissante nature n'absorbaient pas la contemplation au point de faire perdre le sentiment des affaires. Les propriétaires ecclésiastiques faisaient valoir leurs droits et plaidaient, quelquefois, contre leurs voisins. Il arrivait aussi que ces derniers préféraient, avec bon sens, un arrangement à l'amiable. C'est ce qui arriva en 1713 entre Maître Adrien Laurent de La Borde, prieur de Monsempron, et les comtes de La Poujade et de Montalembert, les familles de Grèzes et de La Borie, intéressés con-

¹ Les vicissitudes du château de Perricard ont fait l'objet d'un travail paru dans la *Revue de l'Agenais*, publié par MM. Tholin et Philippe Lauzun. (*Revue de l'Agenais*, tome xxiv, page 285). — M. J. Beaune a publié, dans le tome xv de la *Revue de l'Agenais*, un curieux incident sous le titre : *Saisie du château de Perricard*.

tre le prieur dans un procès interminable qui aurait, probablement, eu pour plus clair résultat d'engloutir dans le gouffre de Thémis les propriétés et les seigneuries.

« Le vingt unième jour du mois de novembre mil sept cent treize, avant midi, dans le château noble de Monbeau en la juridiction de Tournon en Agenais, régnant notre souverain prince, Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, pardevant moy, notaire royal soussigné, et, présents les témoins nommés, ont été présents et constitués en leur personne haut et puissant seigneur messire François de La Goutte ¹, chevalier, seigneur, comte de La Poujade, habitant au château de La Duie ², paroisse de Saint-Vit de Dorn, juridiction dudit Tournon, et haut et puissant seigneur messire Jean de Montalembert ³, chevalier, seigneur, comte de Montalembert, sei-

¹ François de La Goutte, par son mariage avec Anne de Bosredon, était devenu seigneur de Perricard. Les La Goutte étaient seigneurs du Buscon en Brulhois, de Cours, d'Anthé, de La Duie en Agenais, de Prats, de Montcléra en Périgord et en Quercy. (Généalogie manuscrite de la comtesse de Raymond.)

² Le château de La Duie, qui existe encore sous l'aspect d'une modeste habitation bourgeoise, se trouve situé dans la commune de Saint-Vite entre les châteaux de Monbeau et de Lapoujade et n'a aucun rapport avec le château de La Duguie, dans la commune de Montayral, sur les bords du Lot, beaucoup mieux conservé, et propriété de M. Caumont.

³ Jean de Montalembert était fils d'Anne de Belzunce, tante de l'Evêque de Marseille dont on connaît l'héroïque dévouement. Il avait épousé une demoiselle de Pierre Buffière, fille du marquis de Lostanges. Son fils Gratien de Montalembert épousa une de La Goutte, petite-fille et unique héritière du comte de La Poujade dont il est question dans cet acte. Ce mariage mit les Montalembert en possession des domaines considérables de la maison de La Goutte. Ils eurent deux fils qui furent : 1^o Henri-Ignace, ancien page aux grandes écuries, qui racontait avoir assisté, au moment où il portait les flambeaux, à l'attentat de Damiens. Il se maria trois fois : d'abord avec une Raffin, dont une fille non mariée connue sous le nom de Mademoiselle de Rigoulière; ensuite avec une de Gasquet de Clermont, dont une fille qui a été la marquise de Campels; puis avec une demoiselle de Marbotin dont: Frédéric, Florentine et Maximilien de Montalembert; 2^o Le chevalier de Montalembert, lieutenant-colonel, qui se maria, déjà d'un certain âge, au Temple, près Sainte-Livrade. Il fut le père de Madame de Lustrac, grand-mère de Messieurs Henri et Charles de Lustrac.

gneur de Monbeau ¹ et de Tourrel ², marquis de La Villeneuve au comté de Rhodéz, baron de Lostanges, seigneur de Bruchet, Bouail-lac, co-seigneur de Cévelat en Périgord et autres places, habitant dans le présent château, sieur Joseph de Grèzes habitant de Libos, juridiction de Monsempron, demoiselle Judith de Grèzes habitant dans la maison de Salomon ³, juridiction de Tournon et iceux faisant tant pour eux que pour noble de La Borie ⁴, seigneur de Cézerac ⁵,

¹ Le château de Monbeau est situé dans la commune de Saint-Vite et appartient à M. George de La Ville-Montbazou, qui le tient de son beau-père, M. de Pousargue. La famille de Montalembert le possédait depuis le commencement du xvii^e siècle, par l'alliance avec une demoiselle de Lavayssière qui apporta les seigneuries de Monbeau et plusieurs autres. Par ce mariage les Montalembert originaires du Poitou formèrent dans l'Agenais plusieurs branches aujourd'hui éteintes.

² Tourrel était une paroisse située dans la juridiction de Tournon d'Agenais, dont l'église transformée en grange se voit encore. Cette paroisse formait une seigneurie qui a successivement appartenu aux Lavayssière, aux Montalembert et aux Vivans. Ce fief devint quelques années avant la révolution la propriété de la famille Delzolliés, par l'acquisition qu'en fit Jean Delzolliés (1786). Dans les actes antérieurs à 89, il prend la qualification de seigneur de Tourrel. Cette famille originaire de Tournon d'Agenais avait d'importants intérêts à Saint-Domingue. Jean Delzolliés et son frère aîné Henri étaient armateurs à Bordeaux au moment de la guerre de l'indépendance américaine. On sait l'intérêt que le gouvernement royal, s'inspirant des traditions de Colbert, portait au commerce maritime. Ces deux frères avaient établi une des premières compagnies d'assurance maritime fondée à Bordeaux. La révolution porta un coup mortel à ces compagnies.

³ Le château de Salomon est situé dans la paroisse de Perricard, canton de Tournon. Il était, depuis le milieu du xv^e siècle, la propriété de la famille de Grèzes, qu'on trouve orthographiée de Gressés, de Grèses le plus souvent. Après l'extinction de cette famille il est devenu, par donation, la propriété de M. Delzolliés à laquelle l'unissait plusieurs liens de parenté. Cette maison, chose assez rare dans ces pays, est désignée dans d'anciens actes sous le nom de *repaire*, ce qui dans le Quercy et le Périgord indiquait un domaine noble.

⁴ Plusieurs famille dans l'Agenais, le Périgord et le Quercy portent le nom de La Borie. Il est probable qu'il est ici question d'une famille de La Borie, établie dans le Quercy et qui existe encore sous le nom de La Borie du Rouzet, dans le canton de Montcuq (Lot).

⁵ Le château de Cézerac poétiquement situé sur les bords du Lot, entouré de délicieux ombrages a changé souvent de propriétaires ; à la fin du xvi^e

d'icy absent auquel lesdits seigneurs de La Poujade et de Monbeau, sieur et demoiselle de Grèzes promettent faire approuver les présentes à la première réquisition à faire de tous dépens, dommages et intérêts. Et Monsieur Maître Adrien Laurent de La Borde, prêtre, docteur en théologie, prieur de Valprionde et seigneur prieur de Monsempron, habitant de la ville d'Agen, par lesquelles parties a été dit que le Roy par arrêt rendu en son conseil et déclaration des 11 et 22 du mois de juillet 1702, ayant donné aux ecclésiastiques le droit et la liberté de retirer les biens aliénés de leurs bénéfices depuis l'année 1556, le prieur et seigneur de Monsempron aurait trouvé par l'état signifié au syndic du diocèse d'Agen qu'il aurait été aliéné de son prieuré de Monsempron par adjudication publique le 18 décembre 1564, en faveur d'Adam Fruchateau, certaines rentes à prendre sur le passage et moulin de Libos et sur plusieurs maisons et autres fonds consistant en vingt quartons de *bled* froment, deux charges un quarton un boisseau et demy seigle, trois quartons cinq boisseaux avoine, trois livres neuf sols huit deniers en argent et une *poulaille*. Sur quoy ledit sieur prieur et à la faveur desdites déclarations aurait fait soumission et payé le huitième denier du prix de ladite aliénation qui aurait été faite pour la somme de deux cent cinquante une livres quatorze sols neuf deniers, comme appert par quittance du 23 février 1712, signé Valtrin, et ensuite requis lesdits seigneurs comtes de Montalembert et de La Poujade, ledit sieur de Grèzes et ladite demoiselle de Grèzes possesseurs desdites rentes, de luy abandonner et de s'obliger à lui payer sur l'heure icelles comme propriétaires aujourd'huy dudit moulin et passage de Libos, la quantité de vingt huit quartons de *bled*, moitié froment et moitié seigle, dont ledit moulin et passage se trouvent chargés par les anciennes reconnaissances, offrant de leur rembourser comptant

siècle il appartenait à la maison de Cladech, dont était la femme de Geoffroy de Vivans, le hardi capitaine huguenot, dont on connaît les *faits d'armes*. Au moment de la révolution il appartenait au vicomte de Brons, ainsi que le château de La Duguie en face de Fumel. Le vicomte de Brons fut un de ces nombreux émigrés qui furent contrainis de s'expatrier pour se soustraire aux tracasseries et aux menaces jacobines. Il y a là à raconter bien des faits qui ressemblent à ceux recueillis par Taine, dans les origines de la France contemporaine. Le résultat fut obtenu et, sous prétexte d'enrichir la nation, les honnêtes sans-culottes s'emparèrent des domaines de Monsieur de Brons.

ladite somme de deux cent cinquante une livre quatorze sols neuf deniers. Lesdites reconnaissances produites par le sieur prieur.

A quoy les dits seigneurs, comtes de Montalembert et de La Poujade et les dits sieur et demoiselle de Grèzes auraient répondu que les dites reconnaissances ne suffisaient pas pour établir la dite rente sur le moulin et passage de Libos, que même pour raison de ce, il y avait eu des procès intentés au sénéchal d'Agen entre un prieur de la maison de Fumel¹, prédécesseur du dit seigneur prieur et les auteurs des dits seigneurs et des dits sieur et demoiselle de Grèzes, qui fut ensuite porté par appel en la souveraine Cour de parlement de Bordeaux où il a resté indécis. Et que le dit seigneur prieur ne pouvait être reçu à faire le retrait des dites rentes que plutôt il n'eut fait décider les dits procès. Le dit seigneur prieur au contraire aurait soutenu ne savoir rien du dit procès et que, si il y en avait eu, c'était aux dits seigneurs à le poursuivre, qu'il n'avait besoin d'autres titres que les déclarations du Roy cy dessus énumérées, à quoy encore les dits seigneurs comtes et sieur et demoiselle de Grèzes auraient répliqué que les déclarations n'avaient pu donner d'atteinte à leur droit bien expliqué au dit procès et que, quand même le dit seigneur serait en droit de retirer les dites rentes, il ne le pourrait qu'en leur rendant la juste valeur des sommes par eux données lors de la dite aliénation, prétendant que dans ce temps *l'argent était très rare* et que par conséquent il valait bien plus qu'aujourd'huy. Le dit seigneur Prieur, prétendant le contraire, aurait toujours insisté au raisonnement des dits seigneurs comtes et sieur et demoiselle de Grèzes, sur lesquelles contestations ils allaient entrer en procès dont les suites auraient pu devenir longues, fâcheuses et préjudiciables aux parties et pour les éviter ils se sont de l'avis de leurs amis communs accordés et convenus de ce qui suit :

Premièrement : que les dits seigneurs, comtes de La Poujade et de Montalembert, le dit sieur et demoiselle de Grèzes, stipulant pour eux et le dit seigneur de Cézerac absent, seront tenus et s'obligent pour eux et leurs successeurs à l'avenir de payer annuellement et

¹ Charles de Fumel, prieur de Monsempron, seigneur d'Aurignac. De la branche des Fumel de Montaigût, fils de François de Fumel, baron de Montaigût et de Sylvie de Pons de La Caze. (Nobilaire de Guyenne et Gascogne. O'Gilvy.)

à perpétuité au seigneur prieur et à ses successeurs pour le moulin et passage de Libos, à la fête de la St-Michel du mois de septembre, la quantité de six quartons seigle mesure de Fumel le tout bon et marchand porté et rendu dans le château prieural du dit Monsemppron, duquel le dit moulin et passage sont tenus, s'engageant à faire reconnaissance au dit seigneur prieur et ses successeurs pour la dite rente, avec tous droits de féodalité, directité et justice haute, moyenne et basse et tous autres droits et devoirs seigneuriaux.

En second lieu : que le dit seigneur prieur et ses successeurs et ceux de luy et d'iceux ayant cause auront droit de passer et repasser et faire passer et repasser sur la rivière du Lot, dans les bateaux du dit passage de Libos, toutes les denrées qui se recueilleront dans toute l'étendue du dit prieuré, sans payer nul droit de passage.

En troisième lieu : Que le dit seigneur prieur et ses successeurs jouiront de la susdite rente des dits douze quartons de grains cy dessus exprimés et spécifiés sur le moulin et passage sans être obligé de rien rembourser aux dits seigneurs comtes, sieur et demoiselle de Grèzes, du prix de la susdite aliénation, à quoy ils ont par exprès renoncé ; en considération de quoy et de l'établissement du droit de passage cy dessus exprimé le dit seigneur a relaxé et relaxe et tient quitte pour toujours pour luy et ses successeurs à l'avenir les dits seigneurs comtes et de Grèzes du reste de la dite rente dont le moulin et le passage se trouvaient chargés suivant les reconnaissances produites par le dit seigneur Prieur, sans lequel relachement les dits seigneurs de La Poujade, Montalembert et sieur et demoiselle de Grèzes ne se seraient assujétis à la dite rente des douze quartons de *bled* et à l'établissement du droit de passage, qu'ils ont cy dessus fait en faveur du dit seigneur, que plutôt le procès dont il est parlé cy dessus n'eut été décidé.

En quatrième lieu : S'est constitué en son particulier le dit seigneur comte de Montalembert, qui en considération du présent accommodement a de son bon gré et bonne volonté remis et abandonné au dit seigneur prieur pour luy et ses successeurs toutes les rentes qu'il jouissait et possédait, ou devait posséder sur les maisons du bourg de Libos et sur autres fonds et terres dans l'étendue de la juridiction de Monsemppron en quoi qu'elles puissent consister provenant de la dite aliénation, desquelles rentes le seigneur comte de Montalembert veut et consent que le seigneur prieur prenne

possession de ce jourd'huy même et quand bon luy semblera, même qu'il retire des mains de moy, notaire, les reconnaissances qu'il aurait fait consentir par les tenanciers de partie des dites rentes, se réservant néanmoins les arrérages qui peuvent luy être dus jusque à ce jourd'huy ; et pour indemniser le dit seigneur comte de Montalembert des rentes particulières qu'il abandonne au dit seigneur prieur et pour son indemnité, le seigneur de La Pujade pour sa portion luy a tout présentement payé la somme de dix-sept livres, au moyen de ce, le dit seigneur de La Pujade reste quitte envers le seigneur de Montalembert pour la susdite indemnité. Et pour l'observation et entretenement de tout ce dessus les parties, chacune les concernant, ont obligé leurs biens sous la foy, serment et soumission à ce requises, ainsy l'ont promis et juré en présence de Monsieur Maître Louis Canezin prêtre, archiprêtre de Fumel et curé de Monségur y habitant, et Etienne Toueilhe, sieur de Gigouzac, habitant dans le présent château, soussignés avec les parties et moy, à l'original duement contrôlé et insinué au bureau de Fumel, le 21 novembre 1713. Par moy Teyssèdre, reçu 5 l. 2 s. 6 d. ainsy signé au dit original et moy Laporte, notaire royal, ainsy signé.

Extrait et vidimé par moy, notaire royal soussigné, qui l'ai copié mot à mot de sur une copie en forme, insérée à la page trente cinq et suivantes d'un livre de reconnaissances à moy exhibé par Monsieur Galès¹, négociant de Libos, soussigné et par luy ensuite retiré.

A Libos le vingt-un février mil sept cent soixante douze.

Sous l'ancien régime les procès duraient longtemps ; il en coûtait de plaider. Les procureurs étaient rapaces ; ne le sont-ils pas, encore, de nos jours ? Les voyages étaient compliqués et le parlement était loin. Qui de nous n'a entendu raconter cette anecdote d'un infortuné plaideur qui était allé, suivant l'usage, saluer ses juges, et, qui interprétait ainsi les initiales de Pierre de Pontac, premier président : *Prend patience, pauvre plaideur* ?

Toutes ces difficultés occasionnaient de grands inconvénients ; mais ne procuraient-elles pas aussi certaines compensations ? Il arrivait souvent que les parties en, face de toutes ces complications, ac-

¹ C'était le détenteur des archives du prieuré de Monsempron. Ce nom était encore porté il y a quelques années par un honorable négociant de Libos.

ceptaient des arrangements, qu'elles auraient repoussés si la facilité de plaider avait été plus à leur portée, et, à moins de s'appeler Chicaneau ou Pimbésche, les plus récalcitrants s'en remettaient à des arbitrages qui simplifiaient les tracasseries et les ennuis d'un procès. On y gagnait de se mieux porter en éloignant les soucis. Les rapports de bon voisinage se rétablissaient plus vite, en évitant les froissements qu'entraîne le verbiage des avocats, et l'argent, si difficile à gagner, restait dans le bas de laine, sans être obligé de vendre un pré ou une vigne afin d'acquitter la sentence de provision. Un ancien conseiller au sénéchal d'Agenais, qui tenait de bien près à celui qui écrit ces lignes et qui fut au nombre des derniers membres de cette compagnie, disait souvent à ceux qui l'entouraient pendant sa vieillesse : « Si j'avais un ennemi, je lui souhaiterais beaucoup de procès. »

Dans tous les incidents se rapportant à la vie provinciale pendant le dix-huitième siècle on retrouve constamment, au milieu de toutes les complications qu'entraînent les affaires, l'urbanité la plus naturelle qui ne cessait jamais d'exister.

Les formes de savoir-vivre et de politesse reprenaient toujours leurs droits. Ce fut une époque qui marque, sûrement, de notables imperfections (quelle période historique, pourra-t-elle supporter la critique ?) mais pendant laquelle les qualités de sentiments fins et délicats furent poussés au suprême degré. Si cette structure sociale eut pu se perfectionner dans le même moule, la nation arrivait sans secousses et sans violences au plus réel niveau de civilisation.

Un peu trop de fleurs, sans doute — comme le dit Taine. — Mais les fleurs étaient exquises, et, même aux yeux du moraliste, c'est quelque chose qu'une telle floraison.

Les classes de la société qui dirigeaient alors en France avaient une éducation imprégnée des plus nobles idées de fierté nationale, et, parfois il arrivait que, même après une lecture de l'abbé Raynal ou de Bernardin de Saint-Pierre, on s'embarquait gaiement sur les vaisseaux du roi pour aller livrer bataille aux flottes anglaises, en vue des rivages d'Amérique.

H. D.

Deux lettres inédites du roi de Navarre

(HENRI IV)

Feu M. Bouyssy, qui fut maire de Castillonès et qui a écrit l'histoire de cette ville, avait préparé un dossier de pièces originales intéressant les cantons de Castillonès, Villeréal, Monflanquin, etc. Composé de pièces d'un intérêt très inégal, ce dossier devait paraître dans le *Recueil* de la Société. Sa publication ayant été définitivement ajournée, il semble utile de faire connaître au moins quelques-uns des actes les plus importants que notre regretté confrère avait su découvrir en dehors des dépôts publics.

G. T.

Lettre du roi Henri de Navarre à Monsieur de Baiuran de Bérail, gouverneur de la ville d'Issigeac ¹.

10 Mars 1580

Monsieur de Baiouran, J'ay cidevant envoye par Poullailier, controrolleur de ma maison, une commission adressante a Maissonial pour faire crier les rentes dhues a l'eveque de Sarlat a cause de la seigneurie d'Issigeac eschues au jour de saint Michel dernier, quy

¹ Charles de Baiuran de Bérail, gentilhomme périgourdin, était gouverneur de la ville d'Issigeac en 1572. Il l'était encore en 1581. Un de ses descendants, Charles de Bérail, escuyer sieur de Bazuran habitait Monflanquin en 1712. Son petit-fils, Charles Raymond de Bérail, seigneur de Roquefère, figure parmi l'ordre de la noblesse réuni à Agen le 12 Mars 1789 pour la nomination des députés aux états généraux.

Les deux lettres du roi de Navarre adressées à Charles de Bajouran, appartiennent à M. de Bérail, receveur de l'enregistrement à Castillonès, qui a bien voulu me permettre de les faire paraître dans ce recueil.

est cause que je vous ay bien voulu escrire la presante pour vous prier incontinent icelle ressue faire en sorte que led. Maissonial, receveur par moy commis pour recevoir les dites rentes les recoive au plutot dautant que jay necessairement a faire des deniers qui proviendront desd. rantes ¹, accompagnant ou faisant accompagner ledit Meissonial par tout ou il luy sera necessaire afin que ladite commission soit prontement et entierement effectuée et faire en sorte qu'il recoive le dit argent dans samedy ou dimanche pour le plus tart, et massurant que ny fautes ne vous en diroy davan- tage pour prier Dieu vous avoir Monsieur de Baiouran en sa très sainte et digne garde, Du Flays ² ce x jour de Mars 1580. Vostre bon amy
HENRY.

A Monsieur de Baiouran, gouverneur de la ville d'Issigeac.

* * *

Lettre du roi Henry de Navarre au même

21 Novembre 1580

Monsieur de Baiouron, J'envoye presantement Poullailier contro- rolleur ordinaire de ma maison, pour faire contraindre les habitans d'Issigeac au paiement des lots et vantes appartenant a l'evêque de Sarlat ³ a cause de sa seigneurie d'Issigeac eschuës au jour de

¹ Cette lettre prouve une fois de plus que le Béarnais n'était pas riche et qu'en maintes circonstances il fut obligé de faire flèche de tout bois puisqu'il s'emparait alors des rentes qui appartenaient à l'évêque de Sarlat; il est vrai que l'état de guerre dans lequel on se trouvait alors excuse cette spoliation; « autant de pris sur l'ennemi. »

² Le Fleix est une commune du département de la Dordogne dont le château est devenu célèbre par les souvenirs historiques qu'il rappelle. C'est dans ce château, alors la propriété du comte de Foix Candalle, que se tinrent à diverses reprises, en 1578 et 1579, les conférences dites du Fleix auxquelles assistèrent le duc d'Anjou, le roi de Navarre, Henri III et Catherine de Médicis et qui avaient pour but de rétablir la paix entre les catholiques et les protestants. Le château est à présent transformé en un temple protestant.

³ Les évêques de Sarlat prenaient le titre de seigneur baron d'Issigeac, depuis l'année 1318 où le monastère de l'ordre de St-Benoit établi dans cette ville fut réuni, par le pape Jean XXII, à la mense épiscopale de Sarlat.

saint Michel dernier, suivant la commission que j'en ay ci devant fait expedier a Meyzonnial, et dautant que jay entendeu qu'ils font difficulte a payer ce couvrant du pretexte que la paix est faicte, Jay commande audit Poullailier de ne bouger de la dite ville et de ne sen revenir qu'il naye faict contraindre les dits habitans au paiement des dites rantes et lots et vantes¹. Cependant je vous prie Monsieur de Baiouran tenir la main a lexecution de ma dite commission et faire en sorte que les dits habitans payent les dites rantes et lots et vantes, autrement jenvoycray mes gardes loger en la dite ville quy leur fairont beaucoup plus de mal et de domage. et sy pour cela ils ne laisseront pas de payer et massurant que vous faieres en sorte que mon intantion sera entierement suivie et executée ne vous en diray davantage pour prier Dieu vous avoir Monsieur de Baiouran en sa très sainte et digne garde. Du Flays le xxi jour de novembre 1580.

Vostre bien bon et assuré amy.

HENRY.

A M^r de Baiouran, gouverneur d'Issigeac.

¹ Les habitants d'Issigeac, catholiques zélés, durent mettre beaucoup de mauvais vouloir à s'acquitter puisque le roi de Navarre est obligé dans cette seconde lettre de les menacer d'envoyer ses gardes pour les contraindre à payer aux protestants ce qu'ils devaient à leur seigneur catholique.

POÉSIES

SAINT ANTOINE DE PADOUE

Il vaudrait toujours mieux, suivant un vieil adage,
S'adresser au bon Dieu que d'implorer les saints.
Le proverbe a raison, le conseil est fort sage.
Parmi les bienheureux d'une auréole ceints,
Il en est un pourtant d'un crédit bien notoire :
Le nom de saint Antoine est partout répandu,
Partout de ses bienfaits on garde la mémoire.
Veut-on trouver enfin l'objet qu'on a perdu,
Voir ses vœux exaucés, on peut en confiance
S'adresser au bon saint ; mais l'on doit en ce cas
Joindre à chaque prière un peu d'argent d'avance ;
C'est un acte de foi qu'on ne discute pas,
Saint Antoine, on le sait, tient compte de l'offrande.
On pourrait en citer des preuves à foison :
— Il était un fermier jadis, près de Marmande,
Dont cinq filles ensemble égayaient la maison.
Ce groupe, auréole de grâce et de jeunesse,
Lui semblait suffisant, il voulait un garçon.
Ce désir l'obsédait, il y pensait sans cesse.
C'était bien naturel, il faut en convenir,
Car d'un nouvel enfant il allait être père,
Et le terme approchait, qu'allait-il advenir ?
Il songe à saint Antoine et dès lors il espère.
Il lui promet dix francs, voulant pour un garçon
D'une somme assez ronde appuyer sa demande.
Il court donc à l'église, y fait son oraison
Et s'approche du tronc pour verser son offrande.

Mais, fouillant dans sa bourse, il pâlit tout-à-coup.
Nom de nom ! jure-t-il, tant sa surprise est grande,
Je n'ai là qu'un louis, et vingt francs c'est beaucoup.
Où changer cette pièce en cette humble chapelle ?
Si je reviens chez moi, peut-être à la maison
Trouverai-je en rentrant une fille nouvelle ;
Or, j'en ai déjà cinq. Ecoutons la raison :
Oui, je le reconnais, c'est une forte somme,
Mais je dois la donner, sans hésiter encor ;
Pour avoir un garçon, ce n'est pas trop en somme.
— Et dans le tronc béni glisse la pièce d'or.
Puis, au doux bercement du calme qu'il éprouve,
Il revient tout pensif, regagne sa maison,
Et là, le seuil franchi, devinez ce qu'il trouve ?
— Une autre fille ? — Non — Un garçon parbleu — Non.
— Alors quoi?... — Deux garçons, deux jumeaux pleins de vie.
— Notre fermier, penaud, se montre fort heureux,
Mais de recommencer n'éprouve nulle envie.
« Pourquoi donc, se dit-il, être aussi généreux,
Pourquoi payer d'avance et doubler son offrande. »
— Saint Antoine est loyal, le fait n'est pas douteux,
Car cela s'est passé jadis près de Marmande.

L. DE BOSREDON.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Aide-Mémoire pour servir à l'histoire de l'Agenais, par A. de Bellecombe, complété par des Notices empruntées à divers auteurs et édité par G. Tholin, archiviste départemental de Lot-et-Garonne (Auch, Impr. L. Cocharaux, 1899. — In-8° de 300 pages).

Encore un excellent livre, irréprochable de forme comme de fonds, et qu'attendaient avec impatience tous ceux qui s'occupent d'histoire régionale.

Il faut savoir gré à M. G. Tholin, toujours aidé par les générosités de M^{me} de Bellecombe, d'avoir si bien mis au point les notes éparses et souvent à l'état d'ébauche laissées par l'auteur de l'*Histoire de Montpezat* et d'avoir mené à bonne fin un ouvrage aussi considérable, pouvant offrir désormais aux travailleurs cette mine inappréciable de renseignements, qu'ils n'auraient trouvés que difficilement ailleurs.

« Si l'on a quelque sujet à traiter, écrit très justement M. Tholin, « dans son introduction, particulièrement pour l'histoire, il importe « de connaître toutes les sources, d'être au courant de tout ce qui « a été publié, chronologie, biographie, bibliographie, généalogies, « géographie historique, etc. On évite de la sorte les erreurs, les « répétitions de travaux déjà faits ; on peut embrasser l'ensemble « du sujet. Il faut donc commencer ses recherches dans les biblio- « thèques. On les poursuit dans les dépôts d'archives, afin de for- « mer un dossier aussi complet que possible de tout ce qui peut « être inédit, de tout ce qui constituera la partie la plus intéres- « sante de l'ouvrage. Mais tandis qu'on fait cet assemblage de do- « cuments, au moment de la rédaction des fiches, les difficultés « restent encore nombreuses. »

Et, les énumérant en partie, M. Tholin ajoute : « Il manque aux « bibliothèques de nos hommes d'étude un *Aide-Mémoire*, un vo- « lume à consulter comme un dictionnaire, renfermant les princi- « pales notions touchant à la géographie historique, et le plus grand « nombre possible de séries chronologiques des personnages qui « ont joué un rôle dans l'Agenais. »

C'est cette lacune qu'a voulu combler M. de Bellecombe en constituant, pour son usage personnel, un Aide-Mémoire, « dont l'idée « est excellente, mais dont l'exécution est demeurée imparfaite, « ces listes, dressées par lui, n'étant pas destinées à la publicité. » Il fallait les compléter, soit en puisant dans les monographies déjà écrites par d'autres auteurs, soit en faisant de nouvelles recherches dans les dépôts publics. Nul mieux que M. Tholin n'était préparé et outillé pour un travail de ce genre. Aussi son œuvre est-elle, dans ce nouveau volume, bien plus considérable que celle de M. de Bellecombe, surtout si l'on s'arrête à ces substantielles et si intéressantes préfaces, où M. Tholin prend soin d'indiquer les sources, et en même temps d'expliquer et de résumer en quelques lignes les longues et monotones séries de noms qui s'ensuivent.

La première partie renferme la *Chronologie Agenaise*, très courte, puis de nombreuses listes chronologiques.

C'est d'abord la liste des *Evêques d'Agen*, définitivement dressée d'après celles de M. de Bellecombe, de l'*Ordo*, de M. l'abbé Combes, de MM. les abbés Barrère, Durengues, Duchesne et aussi de M. le vicaire général Hébrard. Elle est suivie de celle des *Archidiacres mojeurs d'Agen et vicaires généraux du diocèse*.

Puis viennent les listes :

1° *Des Sénéchaux de Guienne*, d'après le remarquable travail de M. l'abbé Tauzin ¹, subdivisée en *Sénéchaux Anglais de Gascogne* (1170-1453), en *Sénéchaux des Lannes* (1254-1493), et en *Lieutenants du Roi en Gascogne* (1223-1452), avec l'indication si précieuse des sources, à côté de chaque nom ;

2° *Des Gouverneurs, lieutenants généraux et lieutenants du Roi en Guienne* (1216-1787), d'après les recherches inédites de M. Dast Le Vacher de Boisville, aux archives de Bordeaux ;

3° *Des Intendants de Guienne* (1570-1785), d'après le *Cahier des doléances du Tiers-Etat du pays d'Agenais aux Etats-Généraux de 1789*, travail antérieur de M. Tholin ² ;

4° *Des Sénéchaux d'Agenais* (1207-1789), d'après les travaux de M. de Bellecombe et aussi de Labénazie, Argenton, Labrunie, Saint-Amans, J. Andrieu et Momméja ;

¹ *Revue de Gascogne*, t. xxxii, p. 352.

² Agen, 1885. In 8° 193 pp.

5° *Des Députés de l'Agenais aux Etats-Généraux et aux Assemblées modernes (1484-1897)* d'après M. de Bellecombe et aussi notre travail paru sous ce même titre, en 1876 ¹ ;

6° *Des Préfets de Lot-et-Garonne (1800-1893)* ;

7° *Des Maréchaux de camp et généraux de brigade, commandant le département de Lot-et-Garonne, depuis 1789 (1789-1875)*.

La *Géographie historique* fait l'objet de la seconde partie du volume. C'est la plus intéressante.

Un des meilleurs travaux qui nous donne un sommaire à peu près complet de géographie historique de l'Agenais, depuis l'époque gallo-romaine jusqu'à la Révolution est sans contredit l'*Introduction à l'Inventaire sommaire des Archives départementales, série E., Supplément T*, parue cette année même et due à la plume de M. Tholin. Elle comprend : 1° L'indication des divisions du pays, pendant la période gallo-romaine ; 2° les divisions judiciaires et politiques du pays au ^{xiii}^e siècle (15 baylies royales) et au ^{xiv}^e siècle (50 baylies royales) ; 3° un tableau synoptique donnant : l'état des juridictions de l'Agenais en 1604, 1769, 1789, la composition de ces juridictions par paroisses, leur superficie, le nombre des feux, le classement des terres, l'état des charges par cartérée ou par journal, soit pour la taille, soit pour les devoirs seigneuriaux, la mention du diocèse auquel se rattachaient les paroisses, et la mention du département ou des communes dont elles font actuellement partie. — Voilà de la bonne et vraie géographie historique, entièrement neuve, dont la réimpression était toute indiquée dans l'Aide-Mémoire de M. de Bellecombe. Pourquoi son auteur ne l'a-t-il point jugé ainsi, et, dans sa trop grande modestie, a-t-il éliminé de sa compilation ces pages qui auraient été si utilement compulsées ?

Il a bien réimprimé en son entier, et nous l'en félicitons, l'ancien travail de M. J. de Laffore, paru dans le tome VII, 1^{re} série, du Recueil de la Société Académique d'Agen, qui nous fournit les plus utiles renseignements sur la composition des *Anciens diocèses d'Agen et de Condom*, et leurs divisions et subdivisions en archidiaconés, archiprêtres et paroisses, avec la traduction française

¹ Agen. In 8° de 54 pages.

de chaque nom de lieu. Ce chapitre constitue la *géographie ecclésiastique de l'Agenais*.

Vient ensuite la *géographie administrative, judiciaire et financière de l'Agenais*, d'abord d'après Expilly, puis d'après *l'Almanach historique de la province de Guienne* pour l'année 1760, renfermant la liste de toutes les anciennes juridictions et paroisses, avec le nombre de feux, des sénéchaussées d'Agen, de Condom, de Bazas, d'Albret et du Brulhois.

La troisième subdivision de cette seconde partie contient ce que nous appellerons la *géographie révolutionnaire de l'Agenais*, c'est-à-dire la création du département de Lot-et-Garonne en 1790, et ses divisions successives en districts et en cantons. « On n'a rien publié jusqu'à ce jour, constate M. Tholin dans son intéressante préface à ce chapitre, sur la création de notre département. Le bouleversement des divisions géographiques ne s'est pas opéré sans de nombreuses difficultés... Il fallait tenir compte, dans la mesure possible, des sympathies ou des antipathies de ceux qui, étant proches des limites, avaient leurs préférences pour tel pays ou tel chef-lieu de département, etc. » M. Tholin est-il bien sûr que les commissaires de la Constituante y aient mis tant de formes, et qu'ils aient agi avec autant de circonspection et de scrupules ? Plutôt que de se préoccuper uniquement, comme ils auraient dû le faire, de l'intérêt des populations, n'ont-ils pas eu principalement en vue, par ce morcellement de la France, fait au hasard et souvent bien absurde, de briser, en cela comme en toutes choses, les vieilles traditions ? Quel résultat ont-ils obtenu ? Un siècle est passé depuis. Ne dit-on pas toujours, plus que jamais, « en Bretagne, en Normandie, en Bourgogne, en Périgord, en Gascogne ? » Et, au point de vue administratif, la création des Universités, des Académies, des Corps d'armée, ne comporte-t-elle pas comme une réorganisation des anciennes provinces ; de même que, dans le domaine industriel et commercial, les Corporations ne semblent-elles pas revivre sous le nom de Sociétés Coopératives ou de Syndicats ?

Ce qui n'empêche pas qu'on est heureux de connaître deux documents, jusqu'à ce jour inédits, fournis par M. Tholin ; l'un, concernant la *division du département de Lot-et-Garonne en 9 districts et 72 cantons, lors de sa création le 9 Janvier 1790* ; l'autre, *l'arrêté de l'administration centrale dudit département, relatif au projet de réduction du nombre des cantons de son territoire, du 5 nivôse, an VI*.

Un *Etat comparatif de la population du Lot-et-Garonne en 1844*, date du maximum, et en 1896, époque où ce tableau fut dressé, clot, d'une façon peu rassurante pour l'avenir du pays, cette seconde partie de l'ouvrage.

Sous ce titre *Fastes de l'Agenais*, M. de Bellecombe a groupé en dernier lieu, des documents de nature fort diverse. Les uns ont été jugés dignes par l'éditeur d'être publiés *in extenso*. Ce sont des *listes de personnages célèbres, nés dans l'Agenais : cardinaux, généraux d'ordre, archevêques, évêques ; rois, vice-rois, gouverneurs, ministres, ambassadeurs ; ducs et pairs de France, sénateurs, députés, magistrats, préfets ; maréchaux, généraux, chevaliers figurant aux Croisades, grands-maîtres de l'Ordre du Temple et de S. Jean de Jérusalem ; gouverneurs de provinces, sénéchaux, capitaines, marins ; littérateurs, savants, artistes, etc.*, qui ont laissé un nom à la postérité.

D'autres resteront à l'état de manuscrit dans les registres de M. de Bellecombe : *abbés illustres nés dans l'Agenais, chevaliers de l'ordre du S. Esprit, grands croix de S. Louis, grands croix de la Légion d'honneur, etc.* Pourquoi cet ostracisme ? Pourquoi ne pas donner à tant de familles, heureuses de retrouver sur ces listes le nom de quelques-uns des leurs, le plaisir bien innocent de satisfaire leur vanité ? Et puis, n'est-ce pas manquer de galanterie que de passer sous silence, la liste « des *Femmes célèbres de l'Agenais* » ? En omettant également celle des *nouveaux magistrats, du personnel enseignant, des ministres protestants, des Trésoriers et receveurs généraux, des Ingénieurs, des plus fort contribuables, etc.* M. Tholin a-t-il craint qu'une comparaison, quelque peu désobligeante, ne s'établisse entre les grands noms d'autrefois et ceux qui, privilégiés du jour, représentent le département dans le clergé, les finances, ou la magistrature ? Toujours est-il que la liste de « nos autorités » reste incomplète, et que c'est imposer aux travailleurs futurs un nouvel effort. Il est vrai qu'il ne sera jamais très considérable et qu'ils n'auront à chercher ni bien loin, ni bien haut.

D'où l'excuse de l'éditeur, auquel nous demandons qu'il donne au plus vite la suite promise à ce second volume, tant nous sommes sûr qu'elle sera, comme lui, féconde, utile, du plus grand intérêt.

PH. LAUZUN.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Septembre-Octobre 1899*. — A. Bourguet : Le duc de Choiseul et l'Angleterre. La mission de M. de Bussy à Londres. — Ch. Petit-Dutaillis et G. Monod : Une nouvelle théorie sur la condamnation de Jean Sans-Terre. — P. Bonnefoy : Un mémoire inédit de Dumouriez sur l'état de l'Europe en 1773. — A. Brette : Papiers et correspondance du prince Emmanuel de Salin-Salin, pendant la Révolution française. — L. Gallois : Les *Grund Karten* d'Allemagne. — *Bulletin historique* : France. Époque contemporaine par A. Lichtenberger. — Allemagne et Autriche. Travaux relatifs à l'histoire grecque (*suite*) par Ad. Bauer. Belgique (1^{er} art.) par E. Hubert. *Comptes-rendus, chronique, etc.*

POLYBIBLION. — *Août 1899*. — F. Chapot : Ouvrages de piété et d'instruction chrétienne. P. Saint-Marcel : Poésie. — A. de Ganniers : Histoire, sciences et art militaires. *Comptes-rendus, Bulletin, Chronique*. — *Septembre 1899*. — E. Mangenot : Publications récentes sur l'Écriture Sainte et la littérature Orientale. — Dr A. Ferrand : Sciences biologiques. — H. Froidevaux : Géographie et voyages. — A. de Ganniers : Histoire, sciences et art militaire (*suite*), *Comptes-rendus, etc.*

REVUE DES PYRÉNÉES. — *Septembre-Octobre 1899*. — Desdevises du Désert : L'Espagne d'aujourd'hui à propos d'un livre de M. Yves Guyot, etc. — Maurice Gay : Un poète béarnais du XVIII^e siècle. Cyprien d'Espourrin. — E. Connac : La Révolution à Toulouse. — I. Des origines à la fin de l'Assemblée nationale. — Gesa-Darsuzy : La faune et la flore des Pyrénées françaises. — *Chronique du Midi, Bibliographie méridionale*.

ANNALES DU MIDI. — *Octobre 1899*. — V. Crescini : Rambaut de Vaqueiras et le marquis de Monferat. Nouvelles observations. — V. Mortet : Notes historiques et archéologiques sur la cathédrale de Narbonne (*suite et fin*). — G. Doublet : Visites pastorales de Godeau dans le diocèse de Vende (*suite en fin*). — *Mélanges et documents*. — F. Funck-Brentano et P. Doguoy : Les "Placiers" dans les villes du Midi au moyen âge. — F. Pasquier : Testament de Pierre de Galart, seigneur d'Aubiac en Brulhois, 1281. — A. Thomas : Sur une inscription romane de Narbonne. — *Comptes-rendus, chronique, etc.*

REVUE DE GASCOGNE. — *Septembre-Octobre 1899*. — A. Degert : S. Vincent, évêque de Dax. — C. Tauzin : Chroniques landaises. Préliminaires de la grande Révolte. — L. Couture : La nouvelle édition de la *Peregrinatio S. Silvæ*. — J. Lestrade : Approbations commingeoises des *Pensées* de Pascal. — Ph. et H. Tamizey de Larroque : Un évêque de Condom (Matignon), bibliophile. Son *Ex libris*. — L. Couture : Un acte d'émancipation de 1710. — J. de Carsalade du Pont : Les places fortes de la Gascogne en 1626-1627. — L. Couture : Bibliographie. Poésies romanes. — *Notes diverses*.

REVUE DES LANGUES ROMANES. — *Mars avril 1899*. — A. Blanc : *Narbonensia* (Études philologiques). — F. Gras : *Per si jo flouran de Coulouyno*. — A. Armavielle : *As manteneires de Coulouyno*. — L. Lambert : Contes populaires du Languedoc (*suite et fin*). — F. Castets : *I dodici canti*, épopée romanesque du XVI^e siècle (*suite*) — *Bibliographie, Chronique*.

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Onzième et Douzième livraisons de la 26^{me} Année.

Novembre-Décembre 1899



AGEN

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE AGENAISES

43, Rue Voltaire, 43

(ANCIENNES MAISONS NOUBEL ET LAMY)

1899

SOMMAIRE

	Pages
I. <i>Les Verreries anciennes de la collection Gaston Sabatier</i> — Introduction, par J. Mommeja.....	481
II. <i>Jules Mascaron, évêque d'Agen</i> — <i>Une Visite à Casseneuve</i> , par P. Hébrard, vic. général.....	498
III. <i>Les triens agenais et le monétaire Doddolo</i> , par J. Mommeja.....	511
IV. <i>Les ateliers monétaires mérovingiens de la région agenaise</i> , par G. Tholin.....	515
V. <i>A propos du triens Canechoris</i> , par Lucien Massip.....	518
VI. <i>Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne (1578-86)</i> par Ph. Lauzun (suite)	520
VII. <i>Un soudard agenais au temps de la Fronde</i> , par G. Tholin..	538
VIII. <i>Etude sur les statuts, actes des Consuls et délibérations de jurades de la commune et juridiction de Villeneuve-d'Agenais</i> , par Fernand de Mazet.....	542
IX. BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE. — (H. Tamizey de Larroque) : <i>Les Templiers de Cahors</i> , notes historiques, par L. Esquieu. — (H. T. de L.) : <i>Les Tards-Avisés, 1707</i> , nouveaux documents, par l'abbé Taillefer.....	552
X. <i>Nécrologie</i> — M. Allmer ; M. Dast <i>Le Vacher de Boisville</i> , par G. Tholin.....	555
XI. Table méthodique des matières contenues dans le tome XXVI.	558
XII. Table méthodique décennale (1590-1599), tomes XXII-XXVI....	561
XIII. Table des planches, tomes XXI - XXVI.....	575

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser *exclusivement* à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

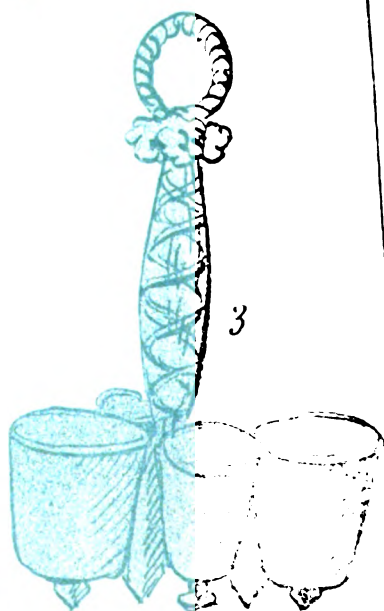
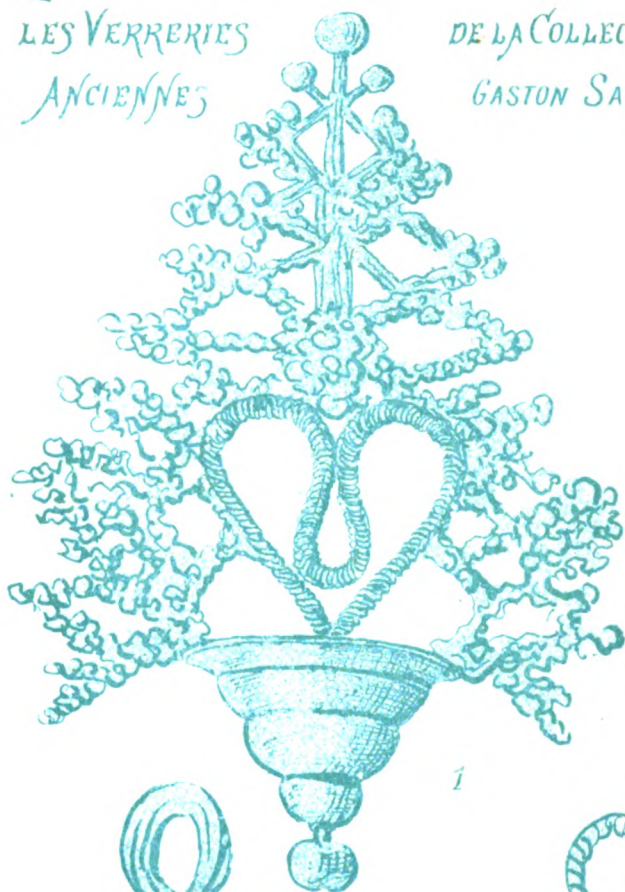
8	pages	de	texte	réimprimées	jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	—	—	—	—	100	—	12 fr.
12	—	—	—	—	—	50	—	14 fr.
12	—	—	—	—	—	100	—	16 fr.
16	—	—	—	—	—	50	—	15 fr.
16	—	—	—	—	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.

Planche I.

LES VERRERIES
ANCIENNES

DE LA COLLECTION
GASTON SABATIER



J. M. ne. d. qu. 5.
Sabatier.

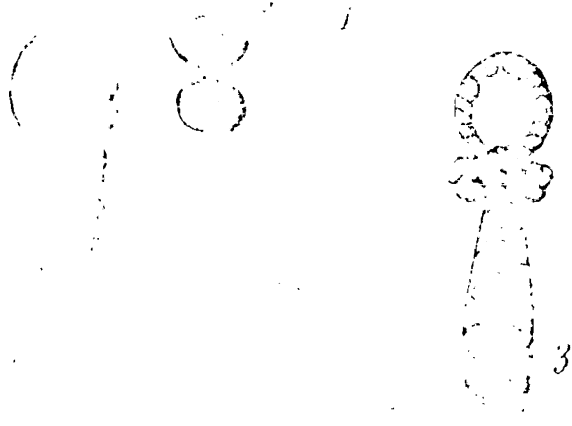
100-443887-100

DE LA APLICACIÓN DEL

Au moment où nous sommes en possession d'un cadastre, nous ne pouvons pas nous empêcher de dire que les dents acérées des puissances étrangères, qui nous ont enlevé la province d'Alger, nous ont aussi enlevé nos amis, de travailleurs et de citoyens qui ne se sont pas contentés de nous en révéler les trésors.

Ce fut d'abord Adolphe qui ouvrit la funèbre série ; le grand docteur l'éclaircit avec une honnêteté et une simplicité que M. de Maistre n'eût pas méprisée. Puis Gaston Sabatier se leva et dit : « Je ne suis qu'un pauvre homme, mais je me permettrai tout d'abord de vous adresser quelques mots sur ce livre, qui nous ne pouvons que découvrir, grâce à lui, un artiste bien des fois plus honnête, délicat, érudit scrupuleux ; tranchons le mot, en beaucoup de questions, un maître dont les conseils nous ont grandement profité.... Et maintenant, à son tour, Gaston Sabatier nous a quitté ; il est allé se coucher dans le champ de l'éternel repos, nous laissant l'amertume d'une amitié presque aussitôt rompue que liée, ajoutant son deuil tout nouveau à

PEIA COLLECTION
GEORGE SABATH



LES VERRERIES ANCIENNES

DE LA COLLECTION GASTON SABATIER

INTRODUCTION

Au moment de consacrer quelques notes rapides à la mémoire d'un collaborateur dont nous avons le droit d'être fier, nous ne pouvons nous défendre d'un triste retour sur les deuils accumulés pour nous au seuil de cette belle province d'Agenais, où nous appelaient tant d'incomparables amis, de travailleurs émérites qui ne sont plus là pour nous en révéler les trésors.

Ce fut d'abord Adolphe Magen, dont l'irréparable perte ouvrit la funèbre série ; puis, Jules Andrieu ; enfin, le plus grand de tous, Philippe Tamizey de Larroque. La sombre faucheuse semblait avoir désarmé.... Dès notre entrée au Musée d'Agen, le hasard — un hasard heureux s'il en fut — nous mit en relation avec Gaston Sabatier.

Il eût été difficile de n'être pas immédiatement séduit par l'humilité sincère et l'exquise bonté de ce galant homme, en qui nous ne fûmes pas peu surpris de découvrir, graduellement, un artiste bien doué, un collectionneur délicat, un érudit scrupuleux ; tranchons le mot, en beaucoup de questions, un maître dont les conseils nous ont grandement profité.... Et maintenant, à son tour, Gaston Sabatier nous a quitté ; il est allé se coucher dans le champ de l'éternel repos, nous laissant l'amertume d'une amitié presque aussitôt rompue que liée, ajoutant son deuil tout nouveau à

ceux que le passage des années n'a pas fait cesser de saigner en notre cœur.

Gaston Sabatier fut, par dessus tout, un modeste ; une longue intimité seule permettait d'entrevoir les trésors d'érudition qu'il s'était lentement amassés pour lui-même. On a dit d'un savant allemand que c'était un puits de science dont la poulie grinçait quand on y voulait puiser. L'érudition de notre ami était comme une source cachée au creux d'un rocher presque inaccessible et dissimulée, par surcroît, sous d'épaisses gerbes de plantes rupestres. On passait à côté sans se douter de sa présence, il fallait quelque persévérance pour la découvrir ; mais, aussitôt les obstacles écartés, avec quelle bonne grâce elle s'épenchait pour celui qui l'avait devinée.

La précieuse collection de verreries populaires que Gaston Sabatier avait donnée au Musée d'Agen fut le trait d'union qui nous lia. Nous l'appréciâmes grandement, cette collection, dès l'instant où nous la découvrîmes dans les combles du Musée, ignominieusement confondue avec les plus nauséabondes épaves de la collection zoologique, et nous n'avons pas besoin de dire avec quel zèle indigné nous nous empressâmes de la mettre en place d'honneur et d'en publier l'exceptionnelle importance.

Gaston Sabatier ne voulut voir qu'un procédé courtois dans ce qui n'était, en somme, que l'accomplissement d'un devoir bien élémentaire. Justement flatté de cet hommage rendu à son œuvre, et sentant que nous étions dignes de le comprendre, il voulut nous montrer la collection de verreries qu'il avait tenu à conserver chez lui.

Dans son agréable petite maison ensoleillée et accueillante, le bibelot artistique et recherché nous attendait dès le seuil. Meubles de la Renaissance, faïences, tableaux, armes..., un peu de chaque chose, mais ce peu choisi avec un goût exquis, une entente parfaite, sans entassement et

surtout sans mélange d'objets douteux, ces odieux objets douteux qui infestent tant de collections somptueuses et qui sont l'infailible pierre de touche de la science de leurs possesseurs. Au flanc d'un meuble en chêne supérieurement sculpté, pendait une rapière du xvi^e siècle, véritable arme de guerre, dont l'excellence du travail et l'admirable pondération de parties faisait un bijou parfait, malgré l'absence de toute ciselure. Gaston Sabatier m'en détailla les mérites avec un enthousiasme peu dissimulé, et il ne m'en fallut pas davantage pour comprendre combien cet homme, à l'aspect mélancolique et froid, avait le sens artistique développé.

Dans le cabinet de travail, tout en haut, en pleine lumière du midi, je retrouvai, avec plus d'abandon, le même choix de bibelots précieux. Aux murs, des dessins, des émaux, des faïences surtout : grands plats si éminemment décoratifs de Rouen, de Delft, de Nevers ; des Moustiers aux jolis grotesques bleus, des Savone aux personnages de ballet défilant dans un paysage aux couleurs fantastiques ; puis, les poteries du Sud-Ouest : Ardens au décor surchargé, Montauban aux bonshommes caricaturaux, Bordeaux aux frais bouquets de roses ; puis, Samadet et ses échassiers landais et Moncaut surtout, la faïence agenaise aux personnages naïfs, gauchement séparés par des floraisons fantastiques qu'une longue tige filiforme semble attacher au sol plutôt que les supporter, Moncaut que le zélé collectionneur venait presque de découvrir et de révéler.

Au milieu de toutes ces richesses, un grand cabinet de style Louis XIII enfermait, sous ses portes sculptées, le meilleur de la collection, je veux dire les verreries. et la vue de ces élégants objets fragiles qu'un beau soleil de décembre faisait étinceler de mille feux colorés, m'amena à déclarer que devant un choix si raisonné et si prodigieux, il était difficile de ne pas souhaiter écrire une monographie des verreries du Sud-Ouest. Et alors, le maître de céans, lentement,

avec une sorte de réserve craintive, ouvrit les tiroirs d'une vaste commode dont les poignées de cuivre brillant illuminaient de rayons chauds la couleur vineuse du vieux bois, et en sortit de volumineux dossiers de notes, de documents divers qu'à l'insu de tout le monde, ce scrupuleux chercheur entassait là, en silence, depuis des années. Je fus stupéfait ; car il y avait là les éléments de la monographie désirée, la substance d'un livre qui manque encore, sur les bibelots de verre ancien.

Ce n'était pas tout ; auprès de ces notes écrites et dessinées, toutes d'une netteté irréprochable, se pressaient d'innombrables matériaux de toute sorte, amoureuxment colligés, sans vues ambitieuses, sans souci d'une publication possible.

— Je vis ici dans le passé, et cela me suffit, — dit le trop modeste collectionneur, de sa bonne voix au timbre déjà assourdi par les germes de la terrible maladie qui devait si vite nous l'enlever ; et, ce disant, il faisait passer sous nos yeux d'intéressants recueils sur les artistes agenais, puis de coquets carnets consacrés à l'histoire de la céramique en général — recueil de préceptes éminemment pratiques, à l'usage des collectionneurs — le tout doublé de portefeuilles bourrés de calques, de croquis et d'admirables aquarelles dignes d'un musée.

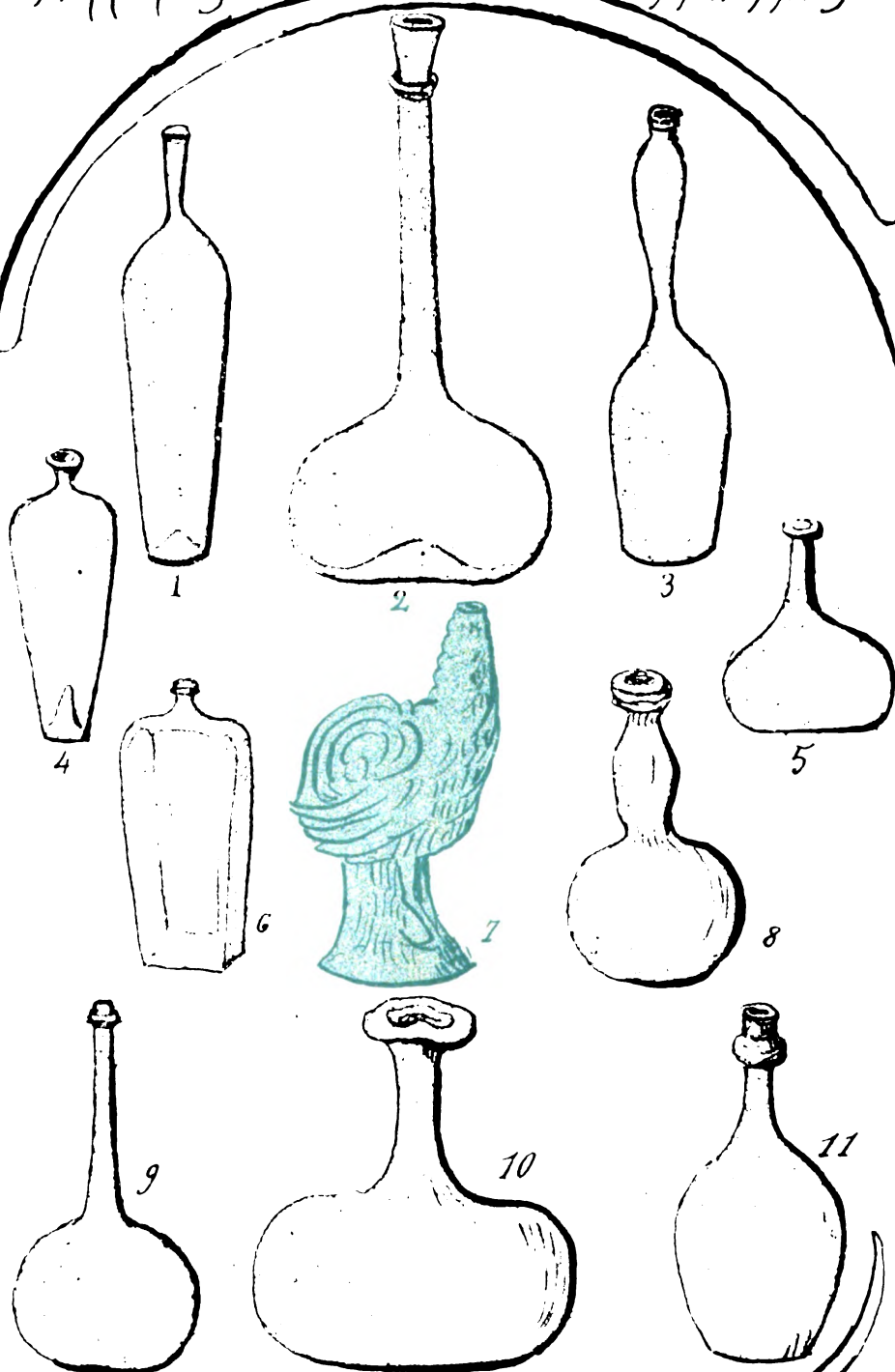
Car, je l'ai déjà dit, Gaston Sabatier, était un artiste véritable, scrupuleux et délicat, de la race des Sauvageot et des Riocreux, auquel il n'avait sans doute manqué qu'un peu plus de confiance en ses propres forces pour se faire un nom.

A chacun de ses voyages à Agen, Decamp était l'hôte de la famille Sabatier, dont le chef — le père de notre ami — sans être artiste lui-même était un amateur éclairé, un collectionneur zélé, tandis que de ses deux frères, l'un Etienne fut un peintre d'un petit renom, il est vrai, mais d'un talent très recommandable, et que l'autre, Victor, fut un architecte éminent, un dessinateur exquis dont quelques unes des vues du vieux Paris sont parmi les plus belles que possèdent le

VERRES

Planche II.

ANCIENNES



J. M. del. & J. Sabatier

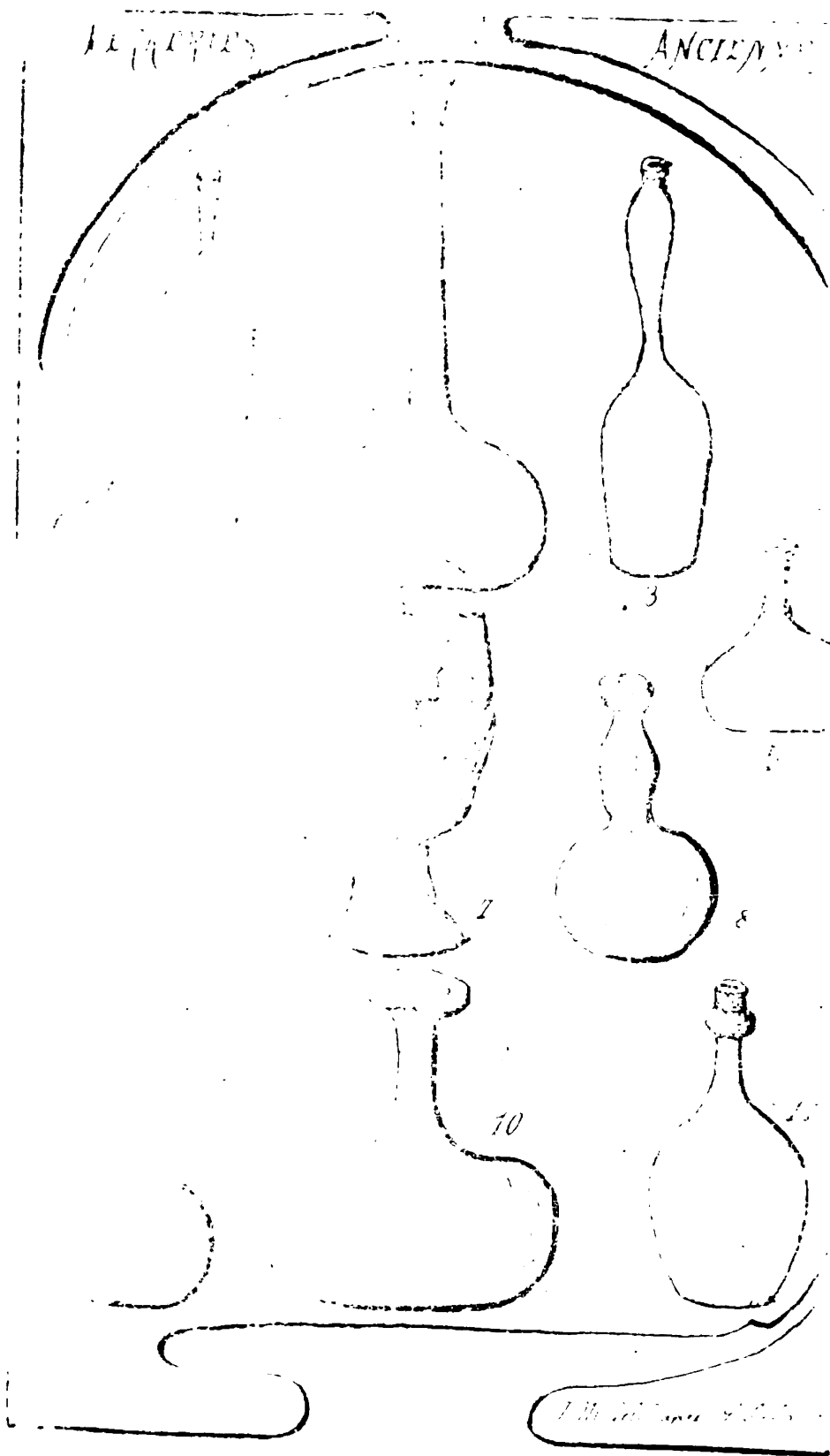
Musée Carnavalet et celui du Luxembourg. Dans cette hospitalière maison de la rue Garonne, meublée des plus artistiques bibelots, l'illustre auteur de la *Défaite des Cyclopes* remarquait un jour un jeune garçon qui, à la fin du repas, griffonnait, en un coin de la table, je ne sais qu'il bonshommes, sur les restes maculés d'une feuille de papier blanc qui avait décoré le manche d'un tronc de saumon. L'enfant, étonné, écrivait, au milieu d'une phrase, un mot qui se trouvait sur la feuille doublement maculée, et qui était le mot des bonshommes; puis, se tournant vers son père, il dit : « Tu es un enfant a en lui l'étoffe d'un grand homme ! » — « Tu es une fougue coutumière, que ne devrais-tu pas être un homme ! » — « Tu en eut les mêmes dispositions ! »

On le devine assez, cet enfant, c'est Gaston Sabatier. Pourquoi n'a-t-il pas pu accomplir les brillantes prévisions du sourcilleux peintre de *la Vie des Muses* et de l'*Histoire de Samson*? On peut conjecturer, déduire à loisir, après les événements, leurs relations avec les causes profondes qui les ont dirigées. Mieux vaut s'en interroger sans réponse et ne pas tenter de pénétrer le secret d'une destinée; mais pour ne pas chercher de penser qu'une seule chose a empêché cet enfant d'être un homme, cette confiance en soi-même qui est la source de toutes les grandes entreprises au succès, mais qui, plus encore que la pauvreté, empêche les bons esprits de parvenir. Gaston Sabatier a pu être un exemple de modestie : défaut honorable s'il en est et digne d'attacher indissolublement notre estime à celui qui l'y soumet.

Après avoir commencé ses études à l'Ancien Collège de la rue de la Harpe, Sabatier vient les poursuivre à Paris, au lycée de la rue de la Harpe, en 1857. La capitale le retient quelques années pour aider dans leur commerce les parents de son père. Il est l'entière acception du bon vieux maître de la rue de la Harpe et c'est tout ce que nous savons de sa jeunesse.

LE MOYEN

ANCIENNE



Musée Carnavalet et celui du Luxembourg. Dans cette hospitalière maison de la rue Garonne, meublée des plus artistiques bibelots, l'illustre auteur de la *Défaite des Cymbres* remarquait un jour un jeune garçon qui, à la fin du repas, griffonnait, en un coin de la table, je ne sais quels bonshommes, sur les restes maculés de la feuille de papier blanc qui avait décoré le manche d'un triomphal gigot. Decamp, inopinément, au milieu d'une phrase commencée, s'empara de la feuille doublement maculée, en examina curieusement les bonshommes ; puis, se tournant vers le père attentif : « Cet enfant a en lui l'étoffe d'un grand artiste, s'écria-t-il avec sa fougue coutumière, que ne donnerai-je pas pour que le mien eut les mêmes dispositions ! »

On le devine assez, cet enfant n'était autre que Gaston Sabatier. Pourquoi n'a-t-il pas pleinement réalisé les brillantes prévisions du sourcilleux peintre du *Bain des Muses* et de l'*Histoire de Samson* ? On peut conjecturer, déduire à loisir, après les événements, leurs relations avec les causes profondes qui les ont dirigées. Mieux vaut laisser l'interrogation sans réponse et ne pas tenter en vain de sonder le secret d'une destinée ; mais pourtant je ne puis m'empêcher de penser qu'une seule chose a manqué à mon regretté ami, cette confiance en soi-même qui conduit tant de nullités au succès, mais qui, plus encore que la pauvreté, empêche les bons esprits de parvenir. Gaston Sabatier a péché par excès de modestie : défaut honorable s'il en fut et digne d'attacher indissolublement notre estime à celui qui y succomba.

Après avoir commencé ses études à l'Ancien Collège d'Agen, Sabatier vient les parfaire à Paris, au lycée Saint-Louis, en 1857. La capitale le retint longtemps ; puis, il revint à Agen aider dans leur commerce ses parents dont il fut, dans l'entière acception du bon vieux mot, le bâton de vieillesse, et c'est tout ce que nous savons de sa biographie à

laquelle il n'y a plus à ajouter qu'un seul détail caractéristique, c'est qu'il avait longuement visité l'Italie, d'où il avait rapporté, lui aussi, un de ces radieux souvenirs dont les plus lourdes peines de la vie ne parviennent pas à éteindre le rayonnement. Etudiant, négociant, garde-malade de sa vieille mère, Sabatier resta toujours artiste dans l'âme, et, quand l'heure de la liberté complète fut venue, le meilleur de son temps se passa en de délicates besognes d'art rétrospectif auxquelles il excellait.

« Je vis dans le passé », m'avait-il déclaré, et, en feuilletant les vélins d'un livre d'heures qu'il avait couvert de miniatures pseudo-moyenageuses d'un style très personnel, je ne pouvais m'empêcher de songer à cet Hélias Wilmanstadius dont Théophile Gautier a si curieusement ciselé le type bizarre dans ses *Jeunes Frances*. Mais Sabatier n'avait que cela seulement de commun avec le doux maniaque qu'à évoqué le poète. Son art n'était rétrospectif qu'en apparence. Les miniatures de son livre d'heures étaient très personnelles; je le répète et j'y insiste. Plus personnelles encore étaient les enluminures dont il avait encadré certaines pages blanches, préparées je ne sais plus pour quel grand projet, et dont les motifs étaient tous empruntés aux décors caractéristiques de diverses écoles des peintres faïenciers des derniers siècles.

En écrivant ces lignes, j'ai devant moi un de ces précieux feuillets dont l'encadrement est tout entier emprunté au « Rouen à la corne. » Rien de plus charmant comme disposition, rien de plus exact comme reproduction de formes et de couleurs. Tout y est; les deux cornes d'abondance accouplées, les larges fleurs bleues, les boutons multicolores, les insectes innommés; les couleurs ont revêtu l'aspect vitreux des dernières peintures polychromes sur émail cru; le plus pointilleux des spécialistes de l'art céramique ne trouverait rien à reprendre aux tons chauds et soutenus du capricieux

décor qui fut la dernière transformation de l'industrie d'art créée par le vieux Masot Abaquesne dans la pittoresque métropole normande. Et c'est peu de cette exactitude digne du pinceau d'un Edouard Garnier. De circulaire qu'elle était dans les modèles, la décoration est devenu barlongue, avec la prédominance marquée des deux côtés adjacents à l'angle droit, suivant la règle inéluctable des enlumineurs de manuscrits et des illustrateurs d'incunables de cette époque charmante où l'art, hésitant entre le gothique décadent et la renaissance en pleine sève, prend le meilleur de ces deux modes esthétiques pour se créer un style particulier. Il y avait bien certainement l'étoffe d'un ornemaniste remarquable dans celui qui, si virtuosement, exécutait de telles variantes sur deux arts ennemis qu'il était si complètement parvenu à fondre indissolublement.

Ces rares qualités de conscience et de création, Gaston Sabatier les avait plus particulièrement déployées dans une série de dessins à la plume où devaient revivre tous les monuments du vieil Agen disparu. Nous avons entre les mains l'ensemble des études préparatoires et même quelques-uns des dessins définitifs. Rien de plus intéressant, rien qui définisse plus complètement l'homme et sa méthode de travail ; aussi, nous permettra-t-on de nous y arrêter un peu, d'autant mieux que, pour si incomplet que soit, en ce moment, son beau projet, il n'est pas impossible de le voir réaliser un jour, sur le plan et d'après les études préparatoires de celui à qui nous consacrons ces lignes, que nous voudrions plus éloquentes et plus remplies de faits.

Au moment où, comme tant d'autres villes, et plus rapidement encore peut-être, le vieil Agen se transforme, fixer tous ses vieux aspects, tous ses anciens monuments, tous ses coins de rues pittoresques, et ressusciter, en même temps, ceux de ses édifices déjà disparus, en utilisant tous les documents imaginables, même la tradition, et animer chacun des

sujets de scènes caractéristiques, de personnages aux costumes typiques de l'époque évoquée ; tel était le plan que s'était tracé Gaston Sabatier.

Pour le réaliser, que d'efforts et de recherches ! Et je ne parle pas seulement de la reconstitution matérielle des monuments, pour lesquelles rien n'a été omis, depuis les plus anciens plans jusqu'aux plus modernes photographies. Car, chacune des figures qui les animent a été l'objet de consciencieuses études séparées où les moindres détails d'équipement et de costume ont leur entière valeur. Ce que cette recherche minutieuse avait d'un peu exagéré s'est d'ailleurs comme fondu et estompé dans le dessin final, comme il convenait pour sa bonne tenue pittoresque. Gaston Sabatier, en effet, entre autres qualités, avait éminemment le sens des valeurs relatives et de l'impérieuse loi des sacrifices sans laquelle il ne saurait y avoir d'œuvre d'art réelle. Son esquisse de la chapelle Saint-Caprais est, à ce point de vue, une pièce capitale. La lumière y ruisselle à flots, noyant les détails dans sa rutilance, et pourtant, toutes les grandes lignes de l'ornementation s'y trouvent ; de telle sorte que la large notation de l'effet pittoresque ne nuit en rien à l'exactitude archéologique. Il y a là un genre spécial qui rappelle celui d'Edouard Fleury dans ses *Antiquités de l'Aisne*, mais avec une valeur esthétique incontestablement supérieure. Fleury abuse du noir, il charge tout son travail de hachures pressées et, en insistant sur les contours, les empâte parfois et les alourdit ; Sabatier, au contraire, se tient toujours dans une note claire, vibrante et nacrée ; il dissimule ses moyens au lieu de les imposer à l'attention, et, par bien des côtés, s'apparente aux aquafortistes italiens et français des deux derniers siècles.

L'hiver de 1898, qui avait été particulièrement pénible pour l'organisme délabré de notre pauvre ami, lui avait fait momentanément délaissier cette série, qui ne sera, hélas !

jamais terminée par lui. Ses yeux fatigués ne pouvaient plus guider la fine plume de corbeau qui hachurait si sûrement les plus menus détails de ces planches évocatrices. Une première atteinte du mal qui devait l'emporter l'avait rendu momentanément incapable de tout effort prolongé ; mais, loin de lui enlever son énergie, ne l'avait que plus ardemment incité à terminer l'œuvre de toute sa vie, c'est-à-dire à rédiger l'immense amas d'observations et de notes qu'il avait accumulé sur l'histoire de la verrerie dans le Sud-Ouest et, plus particulièrement, dans la province d'Agenais. Ce travail, il pouvait l'accomplir sans trop grande fatigue, à bâton rompu, selon l'inspiration du moment, tantôt effleurant un sujet, tantôt rédigeant complètement un chapitre.

C'est pour celui qui écrit ces lignes un grand honneur de pouvoir déclarer que grâce à l'insistance qu'il déploya à maintes reprises, Gaston Sabatier, se sentant encouragé et soutenu, se résolut enfin à entreprendre cette œuvre.

Malheureusement, il était trop tard ; une seconde crise fatale vint coucher notre pauvre ami aux flancs du tertre vert où tant d'autres, dont nous avons écrit plus haut les noms, l'avaient déjà précédé ¹. Mais, quoique inachevée, son œuvre reste, sinon entière, du moins en fragments assez importants, pour nous paraître digne d'être publiée, alors surtout que ces fragments se doublent d'une précieuse suite des dessins qui devaient illustrer l'œuvre terminée.

Des fragments, je ne dirai rien ici ; le lecteur les appréciera plus tard, et je serais étonné s'il ne goûtait pas, autant que ses éditeurs, leur science discrète et la gauloise rondeur de leur exposition.

Gaston Sabatier narrait bien, moins en gascon des bords de la Garonne, chose digne d'être notée, qu'en gaulois des rives de la Loire. Jasmin, Cortète de Prades, Théophile de

¹ Gaston Sabatier est mort le 13 mai 1899 ; il était né le 1^{er} janvier 1842.

Viau, Salluste du Bartas n'étaient pas le moins du monde ses ancêtres intellectuels ; mais, dans sa rondeur narquoise — alors qu'aucune gêne ne le paralysait — sa phrase avait un léger parfum rabelaisien qui faisait songer à Balzac, en même temps qu'une concision nourrie et soutenue, dont on chercherait, à peu près vainement, des exemples dans la grandiloquente Gascogne. Une part de ces qualités apparaît assez nettement, ce nous semble, dans ses notes sur les verreries agenaises dont nous allons incessamment commencer la publication. Pourquoi ne nous est-il pas possible de donner avec la même fidélité les études dessinées en vue de leur prochaine illustration ! Mais, les procédés de reproduction, pour si perfectionnés qu'ils soient, ont leurs exigences inéluctables, et, pour publier les dessins de Gaston Sabatier, il faut se livrer à un travail préparatoire de réduction à l'échelle imposée qui équivaut à une refonte. Du moins, nous espérons qu'en ce remaniement indispensable, notre plume aura fidèlement reproduit l'esprit des modèles, et même, si ce résultat n'était pas atteint, on ne méconnaîtrait pas l'exceptionnelle importance d'une suite aussi nombreuse de verreries fabriquées, pour la majeure partie, dans une province déterminée, et pour l'autre, y ayant été en usage journalier et, constituant par suite, des documents précieux pour l'histoire du commerce et du luxe dans l'Agenais.

Certes, il existe des séries de verreries anciennes bien plus considérables, sinon dans les collections privées, du moins dans les musées de France ; mais, toutes les pièces qui les composent sont des œuvres somptueuses auxquelles un gros prix d'achat a assuré tous les soins indispensables à leur conservation presque infinie, cependant que les humbles ustensiles d'usage courant : ferrières de voyage, fiasques, pintes et gobelets, originals, lire-lait et guedouffles, mesures à vin et à huile, compotiers, rafraichissoirs, cantines, jarres et salières, flascolets de cuisine et burettes d'églises, éprou-

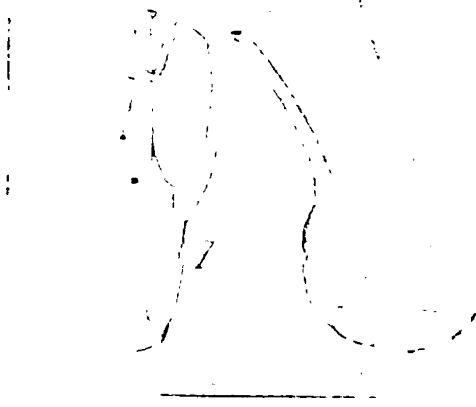
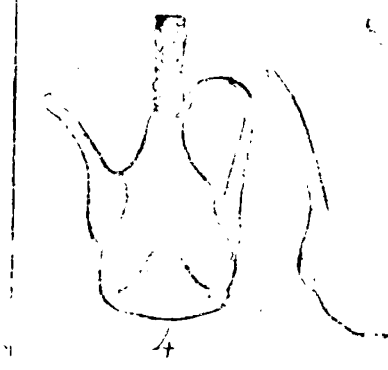
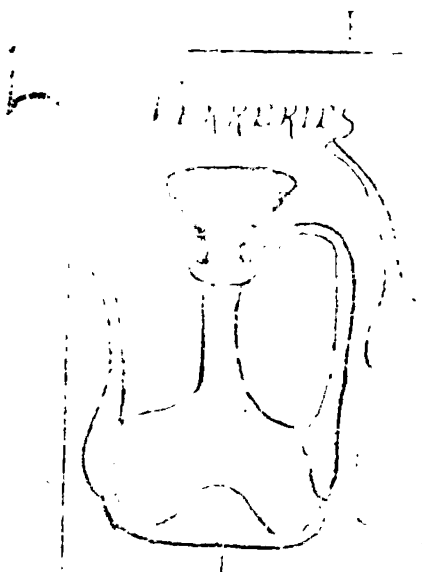
vettes, matras et alambics d'apothicaire, bouteilles à tabac et à thé, verts, bleus, blancs, jaunes, moulurés, taillés ou moulés, continuellement exposés à tous les heurts de l'usage, à tous les hasards du service, dans l'officine, la boutique, le laboratoire, la cuisine, ne sont arrivés qu'en bien petit nombre, des siècles passés jusqu'à nos jours, malgré les soins pieux dont les avaient entouré les ménagères de jadis et les raccommodages d'antan : emplâtres de peau d'anguille et soudures à l'ichthyocolle du vieux radoubeur de verre et terraille cassés dont les graveurs du siècle dernier nous ont transmis la pittoresque image. Or, ce sont précisément tous ces vulgaires récipients, tous ces vases — jadis d'un usage courant, aujourd'hui introuvables — que Gaston Sabatier se prit à rechercher du jour où, ayant découvert sur la plus haute étagère du garde-manger familial, une vieille pinte pleine d'une eau de noix presque aussi vénérable qu'elle, il se prit à admirer en artiste les transparences vertes piquées de reflets érisés de la vieille dame-jeanne ; tel ce fantasque étudiant d'Yéana, qui, au dire de Henri Heyne, préférerait aux abstruses théories esthétiques de Lessing, l'étude directe du jeu des couleurs sur le verre peint et gravé des Romers, des Vidercome, des Flugelglass, des Hendelkanne et autres gobelots tudesques, qui fulgurent si agréablement quand y ruisselle le vin jaune du Brisgau ou la blonde bière du Hartz.

Actuellement, la collection Sabatier est scindée en deux parties de valeur à peu près égale : l'une est restée dans l'armoire sculptée de son possesseur d'où, nous en avons le ferme espoir, il nous sera donné de l'extraire un jour pour la joindre à celle qui a pris place dans la salle du Musée d'Agen exclusivement consacrée à l'Art décoratif. Chacune a son mérite particulier, mais il est essentiel qu'elles soient réunies un jour, pour le plus grand profit de tous. Ce n'est pas, en effet, au moment où la belle fondation agenaise devient un réel et important instrument d'étude ainsi que de

propagande artistique et scientifique, que l'Administration, après tant de marques de sollicitude, négligera cette occasion exceptionnelle de la doter d'une collection unique en France.

Je voudrais pouvoir la décrire assez éloquemment pour en faire comprendre à tous le caractère éminemment pittoresque en même temps que l'intérêt archéologique. Mais, l'entreprise n'est pas aisée. Un artiste peut fort bien avoir, comme dit Musset, « un gentil brin de plume à son crayon », il est bien plus difficile à un prosateur de donner l'illusion que sa plume est doublée d'un pinceau. Et pourtant, c'est la palette du coloriste le plus virtuose qu'il faudrait pour peindre ces centaines de vases aux parois translucides bleues, vertes, jaunes, blanches et brunes, nuancées à l'infini, avec tous les résultats imprévus, tous les caprices des jeux de la lumière ; là, s'éparpillant en poudre brillante, là, se dégradant en ondes irisées, laissant ici, entre deux reflets éblouissants, un noir profond d'ombre veloutée, piquant partout les points brillants les plus inattendus, se réfractant, se diffractant, se réfléchissant selon des lois, très scientifiques assurément, mais dont le plus artiste des magiciens semble avoir combiné le jeu fantastique, pour le plus grand plaisir des yeux.

M. Gerspach, donnant quelques conseils sur l'esthétique de la verrerie, cite le précepte formulé jadis par Phocylide : « En quelque chose que ce soit, la beauté résulte de la justesse des proportions. » Nous en sommes bien fâché, mais l'application de ce principe nous paraît bien difficilement réalisable dans les objets que nous envisageons. Telle bourrache du moyen-âge finissant a un col trop démesuré, telle mesure à huile est toute dans l'entonnoir, telle cantine n'est qu'une panse, telle fiole qu'un long boyau... Est-ce à dire que tout art soit absent de ces fragiles et vénérables récipients ? Non, assurément, car Phocylide, en simple philosophe qu'il était, n'a songé qu'à la forme, tandis qu'ici, comme



en toute autre matière, la couleur est l'indissoluble compagne du galbe, et, parce qu'en outre, dans tout art, le principe primordial, est que la forme sorte rationnellement des qualités de la matière, de la technique spéciale qu'elle comporte et de son utilité pratique. Or, à ce point de vue, rien d'intéressant, en notre temps d'aspirations fiévreuses vers un renouveau des arts somptuaires et décoratifs, comme d'étudier la simplicité de moyens avec laquelle les verriers agenais ont su varier, presque à l'infini, les produits de leur admirable industrie, plus encore au point de vue de la forme qu'à celui de la couleur.

Soyons modestes et sincères : si l'instrument de l'écrivain, plume ou pinceau, est impuissant à peindre la couleur, il est aussi malhabile en face de la forme pure, quoiqu'il soit essentiellement aussi celui du dessinateur. Et ceci devient d'une vérité navrante en face de l'infinie diversité de formes qu'affectent les deux ou trois types caractéristiques dans lesquels se joue l'art du verrier. Il serait insensé de tenter une description, même générale ; mieux vaut rechercher les caractères de beauté propres à la verrerie ; j'entends, qu'on ne s'y trompe pas, la verrerie d'usage, l'humble verrerie qui a accès dans toutes les demeures.

Plusieurs ouvrages spéciaux sont sous nos yeux ; dans aucun nous ne trouvons la définition précise que nous cherchons, et tous, par contre, établissent un rapprochement essentiellement faux entre la céramique et la verrerie. Rétablissons les faits.

Dans l'art de la terre, le potier opère avec une matière toujours malléable qu'il façonne à son absolue volonté par le *tournage*, le *modelage*, l'*estampage*, le *moulage*, le *pastillage*, etc., sans être astreint à aucune obligation autre que celle de maintenir son argile toujours humide et molle ; encore par le *tournassage* peut-il modifier considérablement,

après une première dessiccation, le résultat obtenu par les opérations précédentes.

Il n'en va pas ainsi dans l'art de la verrerie. Que le verrier soit gentilhomme ou roturier, « grand garçon », « gamin », ou « souffleur », il n'a jamais à sa disposition qu'une matière malléable seulement aux plus hautes températures et mise en œuvre exclusivement par le *soufflage* ; car, le coulage et la taille sont des opérations, en quelque sorte, étrangères. Le soufflage produit essentiellement une bulle, ou une *bouteille*, pour employer le vieux mot que le tableau de Chardin « Les bouteilles de savon » empêche encore de périr. Cette bulle, diversement étirée, roulée, caupée, soudée, donne naissance à tous les produits du verrier ; depuis la vitre de nos croisées, jusqu'au gobelet, en passant par toute la variété des fioles, flacons et bouteilles. L'on voit donc que le récipient de verre ne peut copier celui de terre cuite, sous peine de mentir à toutes ses origines.

Les deux peuvent se rencontrer parfois dans des formes en apparence imitées d'un même modèle, la plupart du temps végétal : un calice, un fruit, la coque retentissante d'une cucurbitacée ; la forme céramique est une véritable copie plus ou moins libre, tandis que la forme cristalline est le résultat d'une action mécanique bien connue : le soufflage, fort analogue, en somme, comme résultat, dans le règne végétal, à l'action du gonflement des ovaires sous l'irrésistible impulsion de la fécondation sur le péricarpe.

La beauté propre des objets de verre réside donc dans l'indissoluble union d'une technique spéciale, avec l'exakte appropriation à un usage bien déterminé, influencée, d'un côté, par les conditions même de la matière, et de l'autre, par la fantaisie de l'artiste. De là, le nombre infini des variations diverses d'un même objet, plus fluctuant dans ses formes que les nuages du soir, et de là, d'autre part, l'impossibilité d'une description d'ensemble, qui soit autre

chose qu'un vague clinquant de mots, un décevant enchaînement de métaphores colorées, peut-être, mais assurément incapable de faire passer dans l'esprit du lecteur ce que percevait l'œil de l'écrivain.

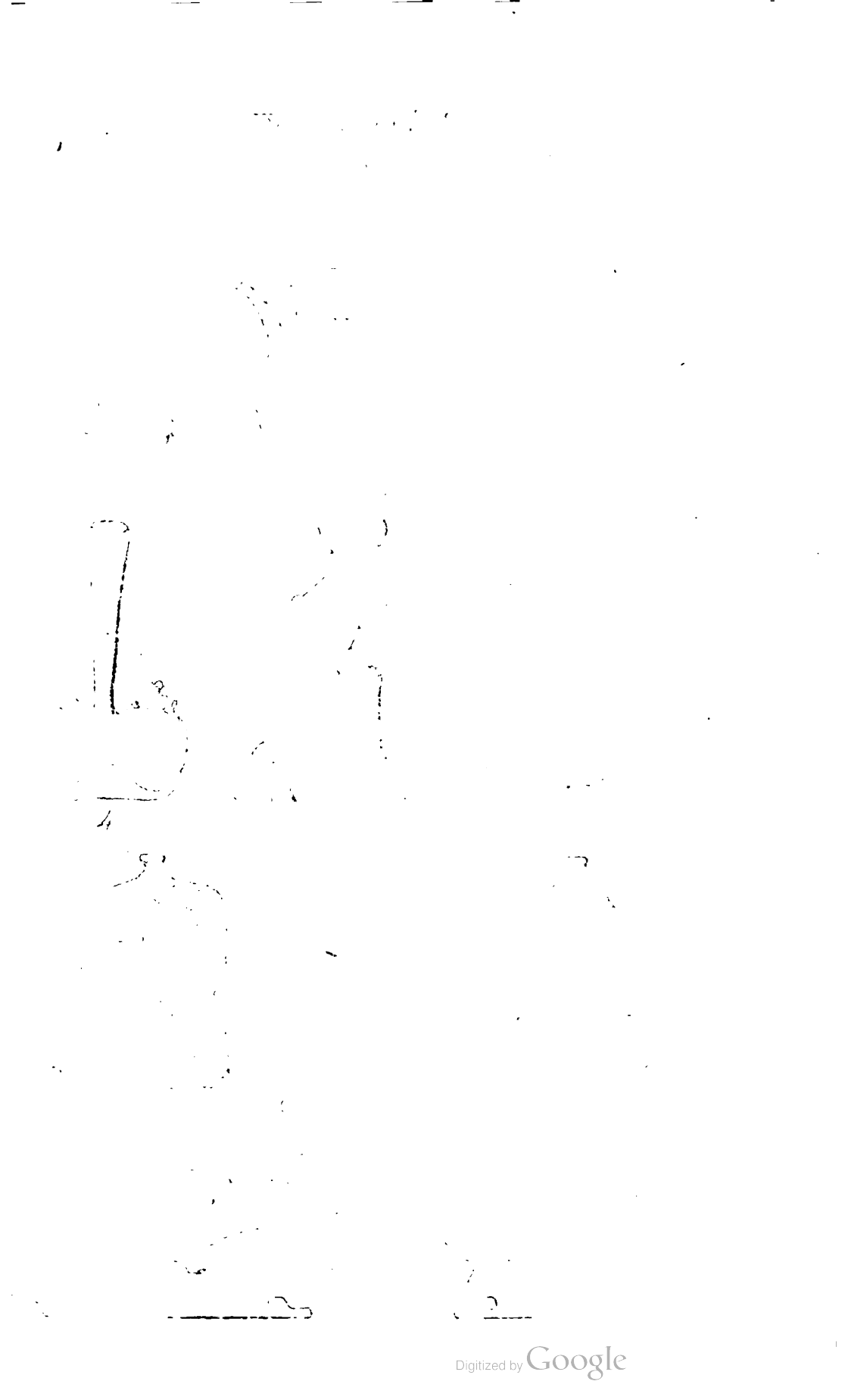
Les pages qui vont suivre diront assez combien furent fructueuses les recherches que Gaston Sabatier entreprit avec une infatigable persévérance ; mais, il y manquera forcément les amusantes petites aventures de cette chasse aux fragiles bibelots que le collectionneur narrait, parfois, en étouffant un rire discret au souvenir des plus burlesques. C'était la course infructueuse à travers le tas de guenilles de la place du Pin, ou bien l'exploration d'une vieille cave obscure amenant, après le triage minutieux de plusieurs centaines de bouteilles vulgaires, la découverte inopinée de quelque étrange flacon du xv^e siècle, monumentale *bourache* au long col héronien, cravatée au goulot d'une sorte de turban morisque. C'était encore le vieux laboratoire de pharmacie au milieu duquel, parmi de vieux bocaux où nageaient dans un alcool vaseux les restes des classiques vipères chères aux thériaqueurs, à côté d'herbiers poudreux datant de deux siècles, de cornues ventripotentes et d'éprouvettes efflanquées, un étrange matras faisant impudemment saillir de sa panse rebondie un long et large goulot canoïde rappelant, avec trop de précision, l'allure de certains personnages scandaleux de l'antique mythologie. Puis, parfois, la désillusion d'un long et ennuyeux voyage entrepris sous la fallacieuse promesse de fort curieuses bouteilles armoriées, qui n'étaient, en réalité, que de vulgaires récipients d'une liqueur monastique bien connue, désillusion se changeant tout à coup en triomphe à la vue inopinée d'une splendide coupe que n'eut pas désavouée un verrier de Murano, et triomphe plus grand encore à la découverte de la rarissime veilleuse en faïence de Moncaut, aux flancs décorés de deux figures jumelées et apparaissant, dans sa bizarrerie rustique, comme

une inconsciente caricature du splendide vase grec de la collection Campana, où s'accouplent, en un art accompli, le masque d'Alpuée et celui d'Arethuse.

Ceux qui ont lu dans le texte original l'*Antiquaire* de Walter Scott et qui se souviennent de l'amusante faconde du vieil Oldbuck racontant ses chasses aux raretés bibliographiques dans les vieux quartiers d'Edimbourg, se feront une idée assez exacte du récit de Gaston Sabatier racontant la genèse de sa collection. Un trait tout à fait caractéristique s'y retrouvait : l'obligation de tenir tête, le verre en main, à un joyeux disciple de Bacchus, pour obtenir, non une collection de vieilles plaintes jacobites, comme l'illustre romancier d'Abbotsfort, mais une superbe mesure à vin dont le col campanulé portait encore son ancien anneau de jaugeage poinçonné aux armes d'Agen.

Devant cette collection dont toutes les pièces reflétaient, dans leur clair miroir, autant de souvenirs et d'observations que de scintillantes images, pour leur fanatique possesseur, celui-ci rêva, comme nous l'avons dit, d'écrire une monographie qui, tout en étant d'abord celle de sa collection, deviendrait, par l'adjonction de documents d'archives, celle de la verrerie du Sud-Ouest, et même, par la nécessité des généralités explicatives et des comparaisons indispensables, celle de la verrerie tout entière. Le programme était au-dessus des forces défaillantes de l'auteur. La mort est venue clore, bien avant l'heure, la page commencée. C'est, nous l'affirmons, une perte véritable, et les notes préparatoires que nous avons entre les mains le prouvent surabondamment ; le malheur est qu'elles ne sont pas publiables en entier.

En effet, si l'on peut, sans inconvénient, mettre au jour les fiches plus ou moins incomplètes d'un ouvrage purement intellectuel ou moral, il est impossible d'agir de même pour un ouvrage historique ou didactique. Dans le premier cas, on a à faire aux genîmes d'une riche parure où chacune a sa



valeur propre, indépendamment de l'ensemble ; dans le second cas, ce ne sont plus que les cubes épars d'une mosaïque dont le dessin fait absolument défaut.

Quoique nous dussions collaborer, pour une grande part, au travail de Gaston Sabatier, nous ne nous sentons pas le courage de reprendre son œuvre, de restituer le carton perdu de la mosaïque dont il a emporté le dessin avec lui. Il faut que ce qu'il a écrit de son œuvre apparaisse tout entier, sans la moindre ingérence d'une pensée étrangère dont lui seul aurait pu délimiter l'emploi. Mais, pour rester fidèle à son désir, nous nous permettrons d'ajouter aux lambeaux de son mémoire, sous la forme de notes et d'appendices, quelques-uns des renseignements historiques et archéologiques qui nous semblent les plus propres à les compléter. Nous espérons pouvoir ainsi concilier le respect dû aux derniers écrits de celui que nous nous sommes efforcé de faire connaître en ces pages, et le souci de présenter un travail assez complet pour profiter au lecteur. Celui-ci, nous n'en doutons pas, se joindra à nous pour remercier M. Henri Sabatier de nous avoir aidé dans la reconstitution des notes et des dessins de son frère et d'avoir fait tout ce qu'il était en son pouvoir pour en assurer la publication. Pour notre part nous lui exprimons notre très profonde gratitude d'avoir bien voulu nous confier une tâche aussi honorable.

JULES MOMMEJA.



JULES MASCARON, ÉVÊQUE D'AGEN

UNE VISITE A CASSENEUIL

Nous voulons raconter une visite que Jules Mascaron, évêque d'Agén, fit à Casseneuil au mois de mars 1682. Ce sera par là même rappeler ce qu'était cette paroisse à la fin du dix-septième siècle, sa situation morale et religieuse, la foi et les habitudes chrétiennes de ses habitants, l'état et les ressources matérielles de son église. Et comme, à cette époque, l'élément religieux constitue essentiellement sa vie et son action, en retraçant cet épisode, qui, tout d'abord, paraîtra peut-être de médiocre importance, nous aurons écrit une page de son histoire. Il nous sera doux, au milieu d'incessants labeurs, de nous reposer quelques instants sur ce pieux souvenir et de payer ce faible tribut d'hommage à la terre natale, qui, après de longues années d'absence, nous reste toujours chère.

Avant d'aborder notre sujet, nous esquisserons à grands traits la noble figure de l'Evêque qui, s'il n'est pas le principal objet de cette étude, y tient au moins une large place.

Et puisque notre but est de traiter d'une visite pastorale, il nous semble qu'il ne sera pas hors de propos d'exposer sommairement ce qu'est dans toute paroisse la visite du premier Pasteur, et comment elle se pratiquait autrefois.

Après cela, nous suivrons Mascaron dans ses courses apostoliques à travers l'archiprêtré de Monclar ; et nous arriverons ainsi tout naturellement, avec le Prélat visiteur, sur la paroisse de Saint-Pierre et Saint-Paul de Casseneuil, qui fut comprise, jusqu'à la fin du siècle dernier, dans les limites de cette circonscription ecclésiastique.

CHAPITRE I^{er}.

MASCARON ÉVÊQUE D'AGEN. — SON TALENT ET SES SUCCÈS ORATOIRES. —
SON ZÈLE POUR LE SALUT DES AMES.

Jules Mascaron¹ naquit à Marseille, dans la paroisse de Notre-Dame des Accoules, le 14 mars 1634, de Pierre Antoine de Mascaros, avocat distingué au parlement d'Aix, et de Catherine de Pansier, dame d'une grande vertu et d'une rare beauté². La maison de Mascaros — c'est lui-même qui nous l'apprend — était originaire du comté de Foix et tenait un rang considérable dans le diocèse de Conserans, dont le chef était un Mascaros, seigneur de Nescus. Un Mascaros, de la même famille³, avait été évêque de Comminges et un autre évêque de Toulouse⁴. En 1204, un Raymond de Mascaros avait fait donation de biens considérables à l'abbaye de Boulbonne⁵. Audebert de Mascaros portait en 1331 le titre de chevalier⁶.

Durant sa jeunesse, le futur évêque d'Agén remplit les fonctions d'enfant de chœur à la collégiale de Saint-Martin. « Se trouvant dans une extrême indigence, disent les *Mémoires domestiques* de l'Oratoire, il dut se faire serviteur de messes. » Après avoir terminé ses études chez les Oratoriens de Marseille, il entra dans leur savante

¹ Nous écrivons JULES MASCARON sans la particule nobiliaire pour nous conformer à l'usage qui a prévalu généralement, bien que l'évêque d'Agén fut de famille noble et que son père soit communément appelé ANTOINE DE MASCARON. Il a dit lui-même, dans les notes manuscrites qu'il a rédigées pour Baluze : « Je JULES DE MASCARON, suis né à Marseille l'an de Notre Seigneur 1634. »

² *Notes manuscrites* envoyées par Mascaros à Baluze. Bibliothèque nationale, collection Baluze, papiers des Armoires, volume 252, page 143. — Ces notes ont été publiées en 1863 par M. Tamizey de Larroque dans le *Recueil des Travaux de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agén*, deuxième série, tome I, deuxième partie, page 440.

³ Arnaud IV Mascaros (1294-1295).

⁴ Hugues IV Mascaros (1286-1296). Il mourut à Rome, et, selon ses dernières volontés, son corps fut transporté à Toulouse et inhumé dans sa Cathédrale.

⁵ Dans le diocèse de Mirepoix. *Notes manuscrites* envoyées par Mascaros.

⁶ *Recueil de Doat*, tome XXI, f° 72.

congrégation en 1650, et fut attaché à la maison de Lyon. Mais sa vocation n'étant pas suffisamment affermie, il en sortit pour aller suivre un cours de droit à la faculté d'Aix.

Le jeune étudiant ne tarda pas à retourner auprès de ses premiers maîtres, qui l'employèrent dans l'enseignement. En 1653, il professait la troisième au collège de Vendôme, d'où il passa à Montbrison. Mascaron enseignait la rhétorique au Mans en 1657¹. On l'envoya ensuite à Saumur pour y faire, durant trois ans, de 1660 à 1663, de sérieuses études de théologie. Il acquit, dès cette époque, une telle réputation de savoir et d'éloquence, qu'on l'engagea à prêcher un avent et un carême dans cette ville, où se trouvait une grande école de théologie protestante. Ce n'est que deux ans plus tard qu'il put répondre à cette invitation ; et le succès fut si grand, que la vaste église de Saint-Pierre de Saumur se trouva trop étroite pour contenir la foule accourue de toutes parts : il fallut dresser de larges tribunes. Les hérétiques y vinrent en grand nombre, malgré les défenses répétées de leurs ministres. L'un d'eux, Tenneguy Lefebvre, professeur en renom à l'Académie réformée de Saumur, devint un de ses auditeurs les plus assidus². Écrivant à son ami Boherel à la fin du carême, il traduisait ainsi son admiration pour le jeune orateur : « ... Si nescis, Mascaronus ille non ex nundinalibus et capitalitiis concionatoribus est ; imo illo homine nihil elegantius. Nullus horrorin cultu, nulla tristitia ; decora facies, *quæsitæ et exculta verba. Præmiatur apte, narrat aperte, ornat excelsæ, postremo docet, delectat, afficit*³. Itaque adeo nullum unquam auditorium frequentius

¹ C'est au Mans qu'il fut ordonné prêtre, en 1658, par M. de Beaumanoir de Lavardin. Ce prélat ayant déclaré à son lit de mort qu'il n'avait jamais eu l'intention de conférer le sacrement de l'ordre, que devaient faire les ecclésiastiques auxquels il avait imposé les mains ? Les théologiens discutèrent sur ce point ; et la Sorbonne, dont l'autorité était alors incontestée, décida qu'ils devaient se considérer comme prêtres. Par un scrupule très légitime, Mascaron ne voulut pas s'en tenir à cette décision : il se fit ordonner de nouveau par un autre évêque.

² Tenneguy-Lefebvre était le père de Madame Dacier. Philosophe distingué, il avait reçu de Richelieu l'inspection de l'imprimerie du Louvre avec une pension de deux mille livres. Après la mort de Richelieu, il embrassa le protestantisme et fut nommé professeur à l'Académie réformée de Saumur. Il mourut dans cette ville en 1672.

³ Plin le jeune, II, 3. Lettre sur l'improvisateur Isée, qui fut disciple de Lysias et d'Isocrate et maître de Démosthène.

fuit ; eo flos omnis juventutis nostræ conveniebat, eo et quidam tristiores obnupto capite veniebant. Eo et ipse, fateor, sed non inepte. ut quidam, demersis intra pallium oculis. . . . Denique quod dixi sæpè sæpius, væ iterum atque iterum illis prædicatoribus qui post hunc Mascaronum huc venient ¹. »

Assurément l'éloge est exagéré, mais il donne une idée de l'impression produite sur l'auditoire par les heureux débuts du nouveau prédicateur. L'évêque du Mans, en apprenant son succès, voulut l'attacher à son diocèse : il le nomma théologal de sa cathédrale et envoya les lettres de provision au père Sénault, supérieur général de l'Oratoire. Celui-ci n'eut garde de les remettre, estimant que la Congrégation ne devait pas être privée d'un si brillant sujet.

Mascaron prêcha avec le même éclat à Marseille, à Aix, à Nantes et à Paris. Son premier avent dans la capitale fut donné en 1663, à l'église de l'Oratoire de la rue Saint-Honoré. Dès ce moment, toutes les paroisses de Paris se disputèrent l'honneur de l'entendre. La Cour elle-même le réclama. Durant plus de vingt ans, il fut son prédicateur habituel ², et Louis XIV traduisait un jour en ces termes son admiration : « Vous avez fait la chose du monde la plus difficile, qui était de contenter une Cour si délicate. »

Est-ce à dire que le jeune orateur eut des complaisances exagérées pour son auditoire et qu'il n'osa pas lui faire entendre toute la vérité ? Qu'on en juge par les lignes suivantes, empruntées à l'exorde de son discours sur la parole de Dieu :

« Les grands et les rois de la terre entendent rarement la vérité.

¹ Tenneney-Lefebvre, *Lettres*, liv. II, I, 72

² Voici, d'après la *Liste véritable et générale de tous les Prédicateurs*, conservée à la Bibliothèque nationale, les principales stations prêchées par Mascaron à la ville et à la Cour.

1663, l'avent aux Pères de l'Oratoire.

1664, le carême à Saint-André des Arts ; le sixième samedi aux Nouveaux convertis ;

1666, le carême à Saint-Sulpice ; l'avent au château royal du Louvre, devant leurs Majestés ;

1667, le carême au Louvre ; l'avent à Saint-Nicolas du Chardonnet ;

1668, le carême à Saint Séverin ; le sixième samedi aux Nouveaux convertis ; l'avent au Louvre, devant leurs Majestés ;

1669, le carême au Louvre ; l'avent aux Religieuses Carmélites ;

1670, le carême au Louvre, devant leurs Majestés ;

Comme on veut les convertir et non pas les aigrir, et que la même Ecriture qui nous ordonne d'annoncer la vérité devant les princes de la terre, nous commande aussi de les ménager; que Nathan ayant à faire connaître à David son adultère et son homicide, prit des biais et des chemins par où Dieu le mena; tout cela fait que la vérité ne se montre à eux qu'avec un ménagement dont il faut que les grands s'aperçoivent.

« ... Mais si le respect que j'ai pour vous fait que je ne vous dis la vérité que sous des enveloppes, que je vous la mets dans des jours plus enfoncés, il faut que vous ayez plus de pénétration que je n'ai de hardiesse; que vous entendiez plus que je ne vous dis, et que vous compreniez que, ne vous disant rien, je ne laisse pas de vous dire ce que vous ne voudriez pas qu'on vous dit... Que si, avec tous ces soins, toutes ces précautions et tous ces ménagements, la vérité ne peut plaire, craignez, Messieurs, que cette parole ne vous soit ôtée¹. »

Même sous ces formes voilées, le langage de Mascaron déplut à quelques courtisans, qui essayèrent de le perdre dans l'esprit du roi. On sait la noble réponse de Louis XIV : « Le prédicateur a fait son devoir. A nous de faire le nôtre². »

Une autre fois, — c'était à la fin du carême de 1667 — le prince lui dit encore : « Si mon contentement fait le vôtre, vous devez être infiniment content, car je ne le fus jamais tant. Tous vos sermons

1671, le carême à Saint-Gervais; l'avent au Louvre, devant leurs Majestés;

1672, le carême aux Religieuses Chanoinesses anglaises, rue des Fossés Saint-Victor,

1673, le carême aux Religieuses Augustines de la Mère de Dieu; l'avent à Notre-Dame de la Piété;

1675, l'avent au Louvre, devant leurs Majestés;

1677, le carême au Louvre,

1679, l'avent au Louvre;

1683, l'avent au Louvre;

1684, le carême au Louvre;

1694, l'avent à Versailles et au Louvre, devant leurs Majestés.

¹ Ce sermon fut prêché à l'ouverture du carême de 1669. L'extrait que nous venons de rapporter est cité par le cardinal Perraud dans l'*Oratoire de France au XVII^e et au XIX^e siècles*.

² Cité par le cardinal Perraud dans l'*Oratoire de France*, etc.

m'ont charmé, et particulièrement ces derniers, auxquels j'ai été plus appliqué qu'aux autres ; et vous êtes le seul homme de qui j'aie ouï des discours d'une égale force depuis le commencement jusqu'à la fin ¹. »

Faut-il s'étonner, en le voyant si sympathique au roi, qu'on ait songé un instant à le nommer précepteur du dauphin ² ? Le projet n'ayant pas abouti, Louis XIV ne voulut pas tarder plus longtemps à récompenser ses mérites : il le nomma, en 1671, à l'évêché de Tulle³. Ce choix fut bien accueilli par l'opinion. Quelques-uns mêmes trouvèrent que le prix n'était pas à la hauteur des services rendus, comme en témoigne ce quatrain, qui fut composé en son honneur :

Bien que tout évêché soit bon,
Tulle est trop peu pour Mascaron.
Il n'en demeurera pas là.
Alleluia ! ⁴

La prédiction ne tarda pas à se réaliser. En 1679, l'Evêque de Tulle fut transféré à l'évêché d'Agen. A cette nouvelle, Bussy-Rabutin, « qui était fort de ses amis ⁵, » se hâta de le complimenter. « Je viens d'apprendre avec beaucoup de joie, Monsieur, la grâce que le roi vous a faite, non seulement par l'intérêt de mon ami, mais encore pour celui de mon maître. Je trouve qu'il est aussi beau au roi de vous faire du bien qu'à vous de le mériter ⁶. »

Mascaron lui répondit : « Le roi m'a donné plus qu'il ne pense, Monsieur. Le compliment que la grâce qu'il m'a faite m'a attiré de votre part, est pour moi un second bien presque aussi précieux que le premier. Toute la différence que j'y vois, c'est qu'il ne m'est pas permis de croire que je sois digne d'un grand évêché ; et que mon cœur me dit que je mérite un peu de part dans l'honneur de votre

¹ Lettre de Mascaron au père Mignot du 28 mai 1667.

² Lettres de Guy Patin, tome III, page 402.

³ Il fut sacré par M. de Harlay, archevêque de Paris, le 8 mai 1672, dans la chapelle des prêtres de l'Oratoire du faubourg Saint-Jacques, qui était dédiée à Saint Magloire.

⁴ Extrait d'une chanson reproduite dans les *Variétés historiques et littéraires*.

⁵ Lettre à M^{re} de Sévigné, du 6 mars 1679.

⁶ Lettre du 8 mars 1679.

amitié, Monsieur, par les sentiments avec lesquels je suis votre..... etc. ¹ »

Là ne se bornèrent pas les faveurs du grand roi. Déjà en 1676, il avait attribué à Mascaron une pension de trois mille livres sur l'archevêché d'Albi ². L'année même de sa promotion à Agen, le 19 octobre 1679, il le fit vicaire général de l'abbaye de Clairac pour la nomination des bénéfices dépendant de cette abbaye ³. Le 14 mai de la même année, il lui avait donné « par brevet la qualité de son prédicateur ordinaire, tous les autres étant supprimés ⁴. »

Ce titre si flatteur était pleinement justifié par ses nombreuses prédications. N'étant encore que simple prêtre de l'Oratoire, il avait prêché devant le roi trois avents et trois carêmes ⁵. Les trois avents sont ceux de 1666, 1668 et 1671, et les trois carêmes ceux de 1667, 1669 et 1670. En outre, il avait prêché divers avents et carêmes dans les chaires les plus considérables de Paris ⁶. Plus tard il revint prêcher à la Cour les carêmes de 1675 et 1684, et les avents de 1679, 1683 et 1694. En 1673 et 1674, il donnait la station quadragesimale aux Parlements de Bordeaux et de Toulouse ; et en 1695, il prononçait le discours solennel de l'Assemblée du Clergé de France.

De tous ces sermons, il n'en reste qu'un petit nombre, renfermés presque tous dans les manuscrits des fonds français de la Bibliothèque nationale ; et encore la plupart de ceux-ci ne sont que des ébauches, des plans que l'orateur se réservait probablement de développer plus tard ⁷.

On connaît mieux les oraisons funèbres de Mascaron, les seuls de ses discours qui aient été imprimés. La plus remarquable est celle

¹ Lettre du 16 avril 1679.

² C'était le 26 août 1676, au moment où l'évêque de Mende, Hyacinthe Serroni, était nommé à cet archevêché. Voir les *Notes manuscrites* de Mascaron, publiées par M. Tamizey de Larroque dans le *Recueil de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*. Deuxième série, tome I, deuxième partie.

³ *Notes manuscrites* de Mascaron, ibidem.

⁴ Ce brevet fut délivré à Saint-Germain. *Notes manuscrites*, ibidem.

⁵ *Notes manuscrites*, ibidem.

⁶ *Notes manuscrites*, ibidem.

⁷ « Il faut regretter que les sermons de Mascaron soient perdus », a dit M. Feugère dans sa belle étude sur Bourdaloue.

de Turenne, prononcée, sur la demande du cardinal de Bouillon, neveu du célèbre maréchal général des armées du roi, dans l'église des Carmélites du grand couvent de Paris, où reposait le cœur du guerrier. Après l'avoir entendue, M^{me} de Sévigné ne tarissait pas d'éloges sur le jeune prélat.

« M. de Tulle, disait-elle, a surpassé tout ce qu'on espérait de lui dans l'oraison funèbre de Turenne ¹. »

Elle écrivait peu de jours après : « On ne parle que de cette admirable oraison funèbre de M. de Turenne ; il n'y a qu'un cri d'admiration sur cette action. Son texte était : *Domine, probavisti me et cognovisti me* ; et cela fut traité divinement ². »

Voici encore ce que M^{me} de Sévigné écrivait à sa fille le 1^{er} janvier 1676 : « Il me semble n'avoir jamais rien vu de si beau que cette pièce d'éloquence. On dit que l'abbé Fléchier veut la surpasser, mais je l'en défie : il pourra parler d'un héros, mais ce ne sera pas de M. de Turenne ; et voilà ce que M. de Tulle a fait divinement à mon gré. La peinture de son cœur est un chef d'œuvre, et cette droiture, cette naïveté, cette vérité dont il était pétri, cette solide modestie, enfin tout. Je vous avoue que j'en suis charmée ³. »

¹ Lettre du 6 novembre 1675.

² Lettre du 10 novembre 1675.

³ M^{me} de Sévigné pensa tout autrement lorsqu'elle connut le discours de M. Fléchier. « En arrivant ici (à Malicorne), écrit-elle, M^{me} de Lavardin me parla de l'Oraison funèbre de Fléchier ; nous la fîmes lire, et je demande mille et mille pardons à M. de Tulle, mais il me paraît que celle-ci est au dessus. Je la trouve plus également belle partout ; je l'écoutai avec étonnement, ne croyant pas qu'il fut possible de trouver encore de nouvelles manières de dire les mêmes choses. En un mot, j'en fus charmée. »

Dussault, en comparant les deux orateurs, a dit de Mascaron : « Sa manière n'est pas à beaucoup près aussi sûre que celle de Fléchier ; mais dans les pages où il est irréprochable, où nul regret ne corrompt et n'altère le plaisir qu'il cause, quoique toujours d'une pureté moins parfaite, d'une éloquence moins exquise que celle de son rival, il le domine par d'autres mérites ; il a plus de feu, plus de verve... ; son style est plus mâle et plus plein, son expression plus profonde, son trait plus énergique. S'il a moins de grâce que Fléchier, il a aussi moins d'apprêt ; s'il ne connaît pas aussi bien que lui toutes les ressources de l'art, il en étale moins les prétentions et le faste... l'un suivit habilement le progrès des lettres et leur dut en partie ses perfections ; l'autre resta comme enchaîné dans les liens des anciennes habitudes auxquelles ses défauts appartiennent et ne dut ses beautés qu'à lui même. » *Annales littéraires*, tome v,

On a dit de Mascarón, à propos de ces éloges : « M^{me} de Sévigné l'a loué plus que de raison, mais non pas sans raison... On détaillerait de ses Oraisons funèbres des pages admirables... C'est un orateur de second ordre, mais qui s'est élevé quelquefois à la hauteur des plus grands ¹. »

La correspondance de Mascarón avec Baluze nous le montre employant à de sérieuses études les loisirs que lui laissait la prédication ; et la variété de ses travaux fait le plus grand honneur à l'étendue de son esprit. Il cultive avec une égale ardeur la langue hébraïque, notre histoire nationale et les nouveautés littéraires de son temps. « Je vous remercie très humblement, Monsieur, écrivait-il au savant bibliothécaire de Colbert, des soins que vous vous donnez pour recouvrer les livres que je vous ai demandés. Je serai ravi d'avoir le *Grégoire de Tours*, avec les autres historiens de la compilation de Laurent de la Baire... L'*Histoire de Louis douzième* que vous m'avez envoyée ne contient pas ce qui s'est passé es deux années 1506 et 1507... Il me faut encore, s'il vous plaît, la *Défense de Voiture* par Costar ; j'ai la *Suite de la Défense* ; mais il me faut, s'il vous plaît, la *Défense* même, où est la dissertation latine de feu M. de Girac sur les œuvres de Voiture qui donna lieu à la querelle.

« Au reste, Monsieur, il m'a pris une si forte envie d'apprendre l'hébreu et de profiter du séjour d'un Père Jésuite qui est ici et qui l'entend très bien, que je ne veux pas perdre de temps. J'ai besoin pour cela de quelques livres. »

Il demande à Baluze de lui envoyer une grammaire hébraïque « de la meilleure impression qu'il se pourra » ; et il ajoute en *post-scriptum* : « Je vous prie de ne point parler du dessein que j'ai d'apprendre l'hébreu. Le monde est si extravagant qu'il trouve à redire sur toutes choses ². »

¹ M. Feugère, *Etude sur Bourdaloue*. — M. Jacquinet rend hommage à Mascarón, qui fut « populaire en son temps par ses défauts autant que par ses qualités : subtil, enflé, mais grave et fier, avec des éclats d'admirable éloquence. » *Les Prédicateurs au XVII^e siècle avant Bossuet*, p. 197.

Voir le cardinal Maury, *Essai sur l'éloquence de la chaire*, tome I, xxx, *De l'Oraison funèbre de Turenne*, par Fléchier ; et tome II, LXVII, *Des œuvres oratoires de M. Thomas*.

Voir encore M. Villemain, *Discours et Mélanges littéraires*, 1823, tome II, page 109.

² Lettre du 10 juin 1674.

Il dit dans une autre lettre : « La grande *Bible hébraïque* d'Arrias Montanus que vous m'envoyez me suffira pour la chambre, et celle de Robert Estienne est trop grosse in-4° pour être portée à la promenade ou dans la poche. J'aime mieux Strada in-12° encore qu'in-8°, bien loin de la souhaiter in-folio, non plus que Diogène Laërce. » Ces remarques trahissent un véritable ami des livres. Le petit format étant plus facile à manier, c'est celui qu'il préfère. Une autre fois il se félicite des livres qui lui ont été expédiés. « Ils ne pouvaient être mieux choisis pour l'édition ni mieux conditionnés ¹. »

Mascaron n'était pas seulement un orateur et un savant. C'était un prélat sincèrement pieux, zélé, compatissant et charitable. Dès le jour où il fut élevé à l'épiscopat, il s'appliqua tout entier aux graves devoirs de sa charge. A Tulle, il fit deux fois par lui-même la visite de tout le diocèse. Il bâtit un hospice dans la ville épiscopale, et, afin de remédier aux inconvénients qui provenaient des marchés publics, tenus deux fois la semaine devant les portes de l'église cathédrale et de l'église paroissiale de Saint-Julien et à côté du cimetière, il recommanda d'enlever les halles qui y étaient installées et de les transporter sur deux autres points de la ville, où les marchés devaient se tenir alternativement ². Il construisit aussi un grand hôpital à Agen. Ce dernier évêché étant plus richement doté, il donna plus largement aux pauvres et aux œuvres de bienfaisance. C'est à lui qu'on doit le magnifique séminaire transféré de la rue Paulin hors des murs de la ville, non loin de la Porte-Neuve. Il dressa pour son clergé des statuts et des règlements nouveaux et publia un rituel spécial à l'usage de son diocèse ; il établit l'adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, avec la dévotion à la passion de Notre-Seigneur et de pieuses pratiques pour le soulagement des âmes du purgatoire.

Nous verrons bientôt comment Jules Mascaron accomplit chez nous le devoir de la visite pastorale. Ce qui le distingua surtout, ce fut le zèle qu'il déploya constamment pour la conversion des hérétiques. Mettant à profit le talent de parole que le Ciel lui avait départi, il

¹ Le Père Gaudin publiant à Tulle, en 1675, son *Trésor de la langue française et de la latine*, remerciait publiquement Mascaron de ses précieux conseils qui l'avaient puissamment aidé dans son travail.

² Notes manuscrites envoyées par Mascaron à Baluze, loc. cit.

prêcha des missions dans tous les centres infestés par les erreurs de Luther et de Calvin, notamment à Sainte-Foy, à Bergerac, à Monflanquin, à Villeneuve, à Miramont, à Clairac et à Tonneins. Dans cette dernière ville, il avait envoyé, pour commencer les prédications, un groupe de pères oratoriens. Il ne tarda pas à les rejoindre, et « M. d'Agen fut avec eux trois semaines, vivant comme un de leurs confrères, disant avec eux l'office en commun, mangeant avec eux, et trouvant bon qu'on lût à table matin et soir. Il prêcha aussi trois fois durant trois semaines avec son feu et son éloquence ordinaires ¹. » La mission terminée, il écrivait au père de Sainte-Marthe que « le succès avait été au-delà de ses espérances ; que, de quinze ou seize cents convertis qu'il y avait, quatorze cents s'étaient approchés des sacrements de manière à lui persuader que c'était avec une sincérité religieuse qu'ils les avoient reçus ². »

Les résultats furent les mêmes sur tous les points du diocèse. On en peut juger par cet aven de Mascaron : « J'ai travaillé heureusement à la conversion générale des huguenots dans mon diocèse, qui étaient au nombre de quarante mille quand j'y arrivai, et qui avaient été réduits, par mes soins et mon application, environ à trente mille dans le temps qu'il a plu au Roi de faire rentrer dans le sein de l'Eglise ses sujets de la religion prétendue réformée ³. » C'est en 1685 que Mascaron écrivait ces lignes dans son mémoire destiné à Baluze. Il était arrivé à Agen le 1^{er} mai 1680. Il ne lui avait donc fallu que cinq ans pour obtenir ces dix mille conversions ⁴. Et l'heu-

¹ *Mémoires domestiques de l'Oratoire.*

² *Ibidem.*

³ Bibliothèque nationale, collection Baluze, vol. 252, page 143 ; publié par M. Tamizey de Larroque, *loc. cit.*

⁴ Dans son *Catalogue raisonné des Evêques d'Agen*, Labrunie résumant l'épiscopat de Mascaron d'après l'*Histoire manuscrite de la ville et de l'Eglise d'Agen* composée par Labénazie, qui avait « partagé les travaux de notre apôtre », dit que, à la suite des missions qu'il donna dans les principaux centres hérétiques, le zélé prélat « ramena au sein de l'Eglise trente-six mille protestants » De son côté, le père Bordes dit, dans la Notice biographique qu'il a placée en tête de son édition des *Oraisons funèbres*, (Paris 1704) : « On comptait trente mille hérétiques dans le diocèse. Il s'en convertit vingt-huit mille après la révocation de l'édit de Nantes. » Ces chiffres s'accordent parfaitement avec ceux que nous a donnés Mascaron.

reux prélat pouvait ajouter avec un juste orgueil : « Le succès des conversions a été si grand et si sincère dans mon diocèse que, sans faire le gascon, je doute qu'il y ait partout ailleurs de meilleurs convertis qu'ici¹. » Du reste, ces nombreux retours, accomplis avant la révocation de l'édit de Nantes, furent dus, pour la plupart, à la force persuasive de sa parole, non moins qu'à son extrême affabilité et à sa bonté paternelle².

Tout entier au soin de son troupeau, Mascaron quittait rarement son diocèse et ne revenait à la Cour que lorsqu'il y était appelé par les pressantes instances du roi. La dernière station qu'il y prêcha fut l'avent de 1694. Il y parut, dit le père Bordes, encore plus grand qu'il n'avait fait jusque là³. Aussi eut-il la joie d'entendre Louis XIV lui dire avec une grâce mélancolique : « Il n'y a que votre éloquence qui ne s'use et ne vieillisse pas⁴. »

Cependant les rudes fatigues qu'il s'imposait ruinèrent en peu d'années sa robuste constitution. Il mourut le 16 novembre 1703, instituant les pauvres ses héritiers universels, et réclamant pour sa

En effet, l'Evêque d'Agen trouve dans son diocèse, en 1680, quarante mille réformés. Dans l'espace de cinq ans, dix mille reviennent à la foi catholique. C'est à ce moment qu'arrive la révocation de l'édit de Nantes avec ses rigueurs injustifiables. Sous le coup de la terreur, presque tous les dissidents abjurent l'hérésie. Sur trente mille qui restaient dans l'Agenais, il y en eut vingt-six mille selon Labénazie, vingt-huit mille selon le Père Bordes. « Ce qu'il y a de particulier, ajoute Labrunie, c'est que ces conversions (quoique la plupart ne se soient pas soutenues) n'eurent pas la force pour principe. L'odieux moyen de la Dragonade ne fût pas employé dans le diocèse; et si on eut tenu la main à ce que les ministres n'y reparussent pas, il n'y aurait presque qu'un bercail. » *Catalogue raisonné des Evêques d'Agen, Jules de Mascaron, 71^e évêque.*

¹ Bibliothèque nationale. Collection Baluze, volume 252, page 147.

² Sa condescendante bonté et son esprit conciliant étaient tels, que Jurieu les lui a sévèrement reprochés : il cite pour preuve une lettre adressée par l'Evêque d'Agen à un religieux qui employait dans son discours certaines expressions propres à effaroucher la foi encore mal affermie des nouveaux convertis. Voir *Suite de l'accomplissement des prophéties*, R. 175.

³ *La vie de Messire Jules Mascaron, évêque d'Agen.*

⁴ *Ibidem.*

dépouille mortelle des obsèques simples et sans faste. « Je défends expressément, ajoutait-il, de faire aucune oraison funèbre ; on ne doit parler de moi dans l'église, que pour demander à Dieu qu'il me fasse miséricorde ¹. »

P. HÉBRARD, vic. gén.

(à suivre)

¹ *Testament de Jules Mascaron*, du 30 octobre 1703. On ne crut pas devoir obtempérer à cette dernière volonté. Durant la cérémonie des obsèques, le 20 novembre, le chanoine Labénazie prononça son oraison funèbre. On la trouve dans le petit volume intitulé : *Recueil de divers ouvrages de M. Labénazie, chanoine de l'Eglise collégiale d'Agen*.

LES TRIENS AGENAIS ET LE MONÉTAIRE DODDOLO

Quand parut le premier volume de la deuxième série du *Recueil des travaux de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*¹, notre bien regretté ami Adolphe Magen, tint à y faire figurer une lettre du baron Chaudruc de Crazannes sur la *Numismatique Agenaise*.

Cette lettre datée de Castelsarrasin, le 15 septembre 1862, marquait malheureusement, suivant les propres paroles de l'éditeur, le terme d'une collaboration qui remontait à plus de quarante ans.

M. Deloche venait de publier dans la *Revue Numismatique* (1862, p. 259) un travail dans lequel il s'efforçait d'enlever à la *Civitas Agennensium*, un tiers de sou d'or — un triens — mérovingien, pour en faire honneur « au bourg d'Ajain, chef lieu communal dans un canton de Guéret (Creuse). » M. de Crazannes qui, dès 1820² avait attribué ce triens à l'antique capitale du Nitiobriges, jugea que « le détournement d'attribution commis par M. Deloche lui était inspiré par l'idée d'enrichir sa province, aux dépens de ses voisins » par un effet de ce « patriotisme étroit dont plusieurs écrivains locaux ont bien de la peine à se défendre et auquel plusieurs succombent. »

Il crut devoir protester avec énergie. « Les villes, dit-il, comme les familles et les individus doivent veiller à ce que les titres historiques qui sont en leur possession et qui font une partie de leur gloire, ne leur soient point enlevés au profit de rivalité illégitimes dans leurs prétentions. Si elles ne peuvent protester elles-mêmes et en corps contre ses tentatives d'usurpation, leurs concitoyens et plus particulièrement les membres des Sociétés savantes qui exis-

¹ *Numismatique Agenaise. Lettre à M. Adolphe Magen, secrétaire perpétuel, par M. le baron Chaudruc de Crazannes, correspondant de l'Institut de France. Recueil cité, 2^e série, tome 1, (1863), pages 148-450.*

² *Dissertation sur quelques antiquités de la ville d'Agen (l'Aginnum des Nitiobriges.)*

tent dans leur sein doivent prendre ce soin et s'acquitter de ce devoir pieux. »

Cette revendication n'était pas difficile dans l'espèce.

M. Deloche émettait fort imprudemment, en effet, ce principe général « qu'en présence de l'existence, sur le sol de la Gaule, de plusieurs localités du même nom, il faut avant tout consulter le type et le style de la monnaie pour en déterminer l'attribution, et qu'à cette considération doit être subordonnée l'attribution indiquée. »

C'est en partant précisément de ce principe que M. de Longperrier, avait attribué sans hésitation le *triens Agenno* à la ville d'Agen, et M. de Crazannes ne s'y appuyait pas moins énergiquement, en faisant remarquer que cette croix haussée qui figure au revers de la pièce discutée est précisément un des symboles les plus généralement employés sur nos *trientes* Aquitains de la dynastie Mérovingienne.

M. Maurice Prou s'est rangé à cette opinion dans son admirable catalogue des *Monnaies Mérovingiennes* de la Bibliothèque Nationale, et le fait est d'autant plus remarquable que, s'il a fort bien connu le travail de M. Deloche, qu'il vise spécialement dans ses références, il paraît avoir ignoré la lettre rectificative du baron Chaudruc de Crazannes. Nous sommes heureux de pouvoir enregistrer ici l'éclatante sanction apportée par le plus éminent spécialiste de la numismatique mérovingienne à l'excellente attribution de celui qui fut, on l'oublie peut-être un peu trop aujourd'hui, un des pères de cette science aride autant qu'abstruse.

Or, précisément parce qu'il fut un des initiateurs, il ne pouvait pas posséder la sûreté de méthode à laquelle on est parvenu après lui, et sa description du *triens agenais* en est la preuve. Ce ne sera pas faire tort à sa mémoire que de la rectifier d'après les précieuses indications de M. Maurice Prou.

Pour la face pas d'observations ; à trente ans d'intervalle, les deux observateurs ont vu de même. Voici la description de M. Prou.

« N° 2176. — *AGENNO FIT*. Buste diadémé, à droite, le diadème terminé en haut par une croisette. Couronne extérieure ; rognée. »

Le revers porte une croix surmontée d'une ligne courbe, avec couronne extérieure. L'inscription très facile à lire pour peu qu'on soit au courant de la paléographie mérovingienne, même sur la figure qu'accompagne la description de M. Prou (pl. xxx, fig. 30) est ainsi conçue + DODDOLO MON. M. de Crazannes avait lu BOBBOLO erreur bien excusable, car dans le D trois fois répété du nom du

monétaire, la haste, au lieu de dépasser les deux membres transversaux, ce qui est le cas le plus fréquent, dépasse celui du haut seulement, et la lettre ressemble alors complètement au B minuscule. Ajoutons que ce tiers de sou d'or pèse 1 gramme 30, est conservé au cabinet de France et provient de la collection Rousseau. Il a été décrit successivement par Combrouse (*Monnaies de France. Mérov.*, n° 7 bis), Cartier (*Catal. 1840*, n° 172), Guillemot (*Catalogue des légendes. etc.*, n° 11), A. de Longpérier (*Catal. Rousseau*, p. 86 et pl. II, n° 197), Deloche (*Limousin*, dans *Rev. num.*, 1858, pl. III, n° 80 et 1862, p. 259), P. d'Amécourt (*Essai*, p. 33). Letellier *Description hist.* t. I, p. 9), et A. de Belfort (*Descript. génér.*, n° 40, fig.)

Le cabinet des médailles de la Bibliothèque Nationale possède deux autres tiers de sous d'or agenais dont nous allons donner les descriptions d'après l'*Inventaire* de M. Maurice Prou.

N° 2174. — NONNITO MON. Buste diadémé, à droite.

R. AGENNO FIET. Croix pattée, sur trois degrés, le degré inférieur rogné, cantonnée de quatre points.

Ce tiers de sol, figuré planche xxx, n° 29 de l'ouvrage cité, pèse 1 gramme 24.

N° 2175. — AG-ENNO FIET +. Buste diadémé, à droite.

R. + DODDOLO MON entre deux couronnes. Croix accostée des lettres 'IT mises pour CA. Une courte explication ici pour ceux qui ne sont pas familiarisés avec la numismatique mérovingienne. CA sont les initiales de *Cabilonno*, c'est-à-dire Chalons. « Le monnayage chalonnais ayant joui d'une faveur particulière et ayant été imité dans toute la Gaule, il en résulte qu'on retrouve les initiales CA sur les produits d'ateliers des régions les plus diverses ; elles n'y ont plus aucune signification, » dit M. Prou. (Loc. cit. *Introduct.* p. LXXI). Une pareille diffusion n'a pas été sans entraîner nombre de déformations dont une des plus extraordinaires est celle que présente le tiers de son sou d'or d'Agén que nous venons de décrire. Il provient de la collection d'Amécourt et pèse 1 gramme 20.

On a remarqué que le nom du monétaire est le même que sur le triens décrit par M. de Crazannes, mais sur cette pièce il est écrit avec des D normaux, ce qui prouve l'exactitude de la lecture de M. Prou, et l'erreur de M. de Crazannes fort excusable, en cette occurrence, d'avoir lu faute de ce moyen de rectification BOBBOLO pour DODDOLO.

On sait assez à quelle infime somme de faits positifs se réduit ce que nous savons sur l'Agénais à l'époque mérovingienne. Dans cette

pénurie la rencontre des noms des deux monétaires Doddolo et Monnito a une véritable importance. Elle anime cette partie du champ historique, véritable désert où les mauvaises herbes elles-mêmes semblent, de loin, n'avoir pas poussé. Qu'étaient Nonnito et Doddolo ? des orfèvres, sans doute ; nous mettons cette restriction puisqu'il s'est trouvé des monétaires qui étaient prêtres en même temps, comme ce Niviaste qui ajoutait à son nom le titre de *Prbr* (presbytero (sur un tiers de sou d'or qui, de la collection d'Amécourt, est entré au Cabinet des médailles). On sait bien peu de chose sur eux. D'après M. de Barthélemy c'étaient, à l'origine, des ouvriers échappés des anciens ateliers impériaux et qui, profitant effrontément du désordre général, exerçaient à titre privé, une des plus importantes fonctions de l'autorité royale. Les rois goths dans nos contrées se montraient fort jaloux de ne pas laisser empiéter sur cette fonction, et Théodoric prescrivait expressément, dans une de ces lettres que nous a conservé Cassiodore, de contraindre les monétaires indépendants à rentrer sous l'autorité de l'administration fiscale.

J. MOMMEJA.

LES ATELIERS MONÉTAIRES MÉROVINGIENS

DE LA RÉGION AGENAISE

M. Momméja vient de publier dans la *Revue* une note rectifiant le nom d'un monétaire agenais de l'époque mérovingienne, qui avait été mal lu par M. Chaudruc de Crazannes. Le monétaire qui a inscrit son nom sur des tiers de sou d'or frappés à Agen s'appelait Doddolon (*Doddolo*) et non Bobbolon. Le catalogue de M. Maurice Prou¹, qui indique cette rectification, fournit un autre nom de monétaire agenais de la même période, celui de Nonnito (*Nonnito*).

On peut être surpris que l'atelier d'Agen soit le seul mentionné pour toute l'étendue de la *civitas Agennensium* ou même du territoire qui compose le département de Lot-et-Garonne. D'ailleurs, la carte jointe au catalogue de M. Prou nous montre la Guienne entière bien dépourvue d'ateliers monétaires durant la période mérovingienne : elle en marque moins de dix.

Il y a trente ans, un de nos plus savants numismates, M. Anatole de Barthélémy, publiait une liste des noms de lieu inscrits sur les monnaies mérovingiennes². Ces noms sont au nombre de sept cent vingt et un. Les domaines des Mérovingiens comprenaient les régions rhénanes. Déduction faite de ces pays, qui ne sont pas ou qui ne sont plus la France, et à supposer que la répartition des ateliers monétaires ait été à peu près égale, on devrait en compter six ou sept par département. Voilà bien de quoi provoquer les recherches, d'autant plus que la moitié des localités citées par M. de Barthélemy restent encore à identifier. Nombre d'érudits, parmi lesquels Longpérier, Quicherat, Deloche, Fillon, etc., ont travaillé, avant ou depuis la publication de la liste, à retrouver les noms modernes issus des noms barbares, à fixer les emplacements des ateliers de monnaie.

Certains numismates de province sont allés assez vite et peut-être

¹ *Catalogue des monnaies françaises de la Bibliothèque nationale. Les monnaies mérovingiennes*. Paris, C. Rollin et Feuardent, 1892, grand in-8°.

² *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, vi^e série, t. 1, p. 443.

un peu loin dans cette voie. Ils ont eu la tendance d'attribuer à des localités de leur pays, sans preuves suffisantes, des ateliers monétaires dont les noms se retrouvent dans d'autres régions. Le dernier mot ne doit pas rester au premier occupant et les prises de possession de cette nature ne seront pas toutes définitivement admises.

Ainsi l'on a attribué à Alleyrat (Corrèze) les tiers de sou d'or de provenance inconnue à la marque ELARIACO ou ELARICO (nos 1978 et 1979 du catalogue). Le nom ancien de Layrac (Lot-et-Garonne), qui est Alayrac, répond tout aussi bien que celui d'Alleyrat à la forme *Elariaco*.

On a placé de même à Saint-Etienne de Fursac (Creuse) l'atelier monétaire où auraient été frappés les tiers de sou d'or marqués FERRVCIACO, FERRVCIAC, [F] ERRVCIAC, FERRV..., TIRRVCIAC. (Catalogue nos 1983 à 1987).

M. Quicherat a écrit à ce sujet :

« Les titres de *Furzac*, équivalent proposé, sont à mettre en balance avec ceux que peuvent avoir les divers *Féussac* (Lot-et-Garonne et Tarn-et-Garonne). *Ferricy* (Seine-et-Marne), domaine de l'abbaye de Saint-Denis, mais non pas de la dotation primitive, s'est dit aussi *Ferruciacum*¹. »

Il y avait deux Ferrussac en Agenais : l'un est situé près de Saint-Maurin, l'autre près de Roquecor. Ce dernier, qui fait actuellement partie du Tarn-et-Garonne, paraît avoir été le chef lieu de l'archiprêtre de ce nom. C'est un titre sérieux ; cette localité devait être importante à une époque fort reculée.

Voici quels sont les noms des monétaires de l'atelier de Ferrussac : TEODOALDO, GENECESELO, VRSVLFO, GENARDO GVNDOALDOX.

D'autre part, M. Quicherat a placé l'atelier de LUSNA VICO dans le Rhône, aux environs de Belleville, où les Itinéraires indiquent une station romaine de *Lunna*, *Ludnam*, dont le nom s'est perdu². Mon savant maître fût au moins resté dans le doute s'il avait su que *Lunat* était l'ancien nom d'Aiguillon. Les remparts de Lunat et ceux de Saint-Comè, à Aiguillon, sont les plus belles constructions gallo-

¹ De la formation française des anciens noms de lieu, p. 113.

² Ibid., p. 120.

romaines qui existent dans notre département. Aiguillon était certainement une ville importante à l'époque mérovingienne.

Un tiers de sou d'or à la marque RVFIACV (n° 2002 du catalogue) a été attribué à Rouffiac (Cantal), j'ignore d'après quels indices, car la provenance de cette pièce est inconnue. Comme il y a en France une quinzaine de Ruffiac, Ruffec, Ruffey, Rouffiac, Rouffy, Rouffieux, je n'ose mettre sur les rangs Ruffiac, commune du canton de Boulgon, ou Rouffiac, paroisse près de Cancon, que rien ne recommande particulièrement.

Mais je rappelle que M. Longpérier place à Sos l'atelier d'où sont sorties les pièces mérovingiennes qui portent le nom de SOTIIS.

M. Quicherat n'hésite pas à reconnaître le *Vernemetis* que Fortunat cite avec sa traduction latine *Fanum Ingens*, dans le VERNE-MITO VILL frappé sur une monnaie mérovingienne. Il résulte de bien des études, souvent citées dans cette revue, que cette localité de *Vernemet* doit être recherchée aux environs du Mas ¹.

Je n'oserai pas proposer nos Savignac, nos Pauliac, notre Lussac, notre Auriac comme étant les localités désignées sur les pièces aux marques SAVIGNACO, PAULIACO, LUCCIACO, ARIACO, car la concurrence des homonymes est trop grande.

Considérons seulement comme probables les attributions d'ateliers monétaires à Aiguillon (*Lunat*), à Ferrussac, à Layrac, à *Vernemet* (à identifier), à Sos.

Au reste, il faut attendre de l'avenir de nouvelles révélations au sujet des ateliers monétaires de l'époque mérovingienne. Les collectionneurs ont généralement le tort de tenir avant tout à l'objet ; ils ont peu de souci de la provenance. Lorsqu'ils se préoccuperont davantage du lieu de la découverte de ces précieuses monnaies qu'ils se disputent au poids de l'or ou des billets de banque, on aura quelques données de plus pour les attributions, car les monnaies circulaient moins loin autrefois que de nos jours. Si, par exemple, il se rencontrait dans notre voisinage des pièces portant quelques-unes des désignations citées plus haut il y aurait des présomptions de plus que leur frappe et leur émission ont été opérées dans les localités agenaises qui portent ces noms.

G. THIOLIN.

¹ Voir notamment un compte-rendu critique, *Revue*, 1896, p. 471.

A PROPOS DU TRIENS CANECHORIS

Dans son ouvrage : « Les Monnaies Mérovingiennes », M. Maurice Prou cite comme provenant d'un atelier incertain (p. 520, n° 2520), un tiers de sou d'or (*triens*) pesant 1 gr. 18, conservé au Musée monétaire et portant au revers, en légende externe, le mot CANECHORI α (*Canechoris*) ; dans le champ se voit une croix cantonnée de quatre points ; à l'avvers il y a un buste diadémé, tourné à gauche.

Les quatre points qui cantonnent la croix du revers, — figurant en même nombre et avec la même disposition sur un *triens* mérovingien du poids de 1 gr. 24 frappé à Agen (*Agennō flet*), — et ce nom de *Canechoris* identique à l'ancien nom de notre localité *Cancors*, ne nous laissent aucun doute sur l'origine de cette pièce de monnaie : Elle a été frappée à Cancon au vi^e siècle par un ouvrier sédentaire résidant, orfèvre et monnayeur, accrédité auprès des pouvoirs publics à la façon de nos notaires, comme le pense M. Prou ; ou elle a été créée, comme le croit M. A. de Barthélémy, par un de ces monnayeurs ambulants qui accompagnaient partout les percepteurs du tribut et qui convertissaient en monnaie, dans le lieu où ils se trouvaient, l'or et l'argent en lingots ou en objets divers (pièces d'ornement, statue, bijoux, vaisselle et autres œuvres d'art quelquefois très anciennes, merveilleusement travaillées, provenant du sac des cités et du pillage des *villæ* au temps de l'Invasion) que les contribuables apportaient. A cette époque il n'y avait d'atelier permanent de fabrication, c'est-à-dire d'Hôtel des Monnaies, que dans les grandes villes.

L'ouvrier monétaire du *triens Canechoris* a fait preuve d'indépendance et d'un sentiment artistique supérieur à celui de ses collègues d'alors dans la forme des lettres qu'il a employées ; mais il est regrettable qu'il ait poussé cette indépendance jusqu'à négliger l'orthographe et qu'au lieu d'un *Cantocurtis* ou *Cantchoris* il nous ait gratifié d'un *Canechoris* pour traduire le mot *Cancors* qui déjà devait être employé sous cette dernière forme. Cette fantaisie change-

rait la véritable étymologie de Cancon, c'est-à-dire celle que nous connaissons, en une autre peu honorable s'il n'était facile d'admettre la forme *Decanechoris* (la cour du décurion) ¹ qui par une aphérèse très compréhensible aurait donné *Canechoris* d'abord et *Cancors* ensuite, par syncope et apocope.

Dans ce dernier cas, Cancon aurait été réellement un chef-lieu de décurie, sinon de centaine, aux temps mérovingiens et mon hypothèse de la création de la cour, qui a donné naissance à notre localité, vers cette époque, serait pleinement confirmée. Qu'on veuille bien se reporter à la première partie de mon *Histoire de Cancon* publiée ici même, dans la Revue de 1889 à 1891, ou à la page 35 du tirage à part.

LUCIEN MASSIP.

¹ HINCMARUS EPIST. 4 : *Comitis et Vicarii, vel etiam Decani plurima placita constituant.*

Du Cange, au mot *Decanus*, 3, dit que les *Decani vel Decuriones* (dizainiers) étaient des juges inférieurs qui rendaient la justice dans les *decaniæ* (dizaines).

Les *terres fiscales* formaient des groupes de biens plus ou moins importants soumis à la surveillance d'intendants. Chacun de ces groupes se divisait en *ministeria* à la tête desquels se trouvaient des maires, *majores*. Le *ministerium* se subdivisait en *decaniæ* (ou groupe de dix manses) sur chacune desquelles veillait un *decanus* ou *dizainier* (*cap. de villis*, c. 16, I, 84. *Hincmar, De ord. palat.*, 23).

ITINÉRAIRE RAISONNÉ

DE MARGUERITE DE VALOIS EN GASCOGNE

(1578-1586)*

ANNÉE 1578

Du 22 au 23 [Novembre 1578], séjour à Auch avec tout le train.

A cette date du 23 novembre s'arrête brusquement le livre des comptes de la Reine de Navarre et par suite son itinéraire. La correspondance de Catherine, que sa fille ne quitta, point jusqu'à son départ du Languedoc l'année suivante, nous permettra de combler facilement cette lacune de trente-huit jours, le livre de comptes et l'itinéraire reprenant au 1^{er} janvier 1579.

Les deux Reines, contrairement aux prévisions de Catherine qui pensait n'y rester que deux jours, séjournèrent à Auch du 22 novembre au 9 décembre 1578. Des incidents mémorables, que nous allons mentionner rapidement, signalèrent leur séjour dans la capitale de la Gascogne.

Catherine, qui avait dû se séparer de sa fille malade à Aubiet, fit son entrée la première le jeudi 20 novembre. Prévenus par une lettre du maréchal de Biron du 16 novembre, datée de L'Isle-en-Jourdain¹, les consuls si mirent en devoir de lui préparer, ainsi qu'à sa fille, une superbe réception. Leurs registres nous apprennent en effet que ce jour-là cinq d'entre eux, en tête desquels marchait le sieur Vivès, qui la harangua, allèrent à sa rencontre « jusques au-dessus de la tour « dicte de Las Lasserres et droict le coffin de la ville qui est auprès « d'une grande borde sur le chemin de Toulouse. » La Reine « dans « une grande coche, saillie sur le derrière », les remercia et les assura de la bonne volonté du Roi. Puis un enfant de la ville prononça un discours d'apparat. Après quoy la Reine fit son entrée par la porte de La Treille, où les consuls lui offrirent les clefs de la ville qu'elle refusa,

* Voir : *Revue de l'Agenais*, t. xxvi (1899), pp. 403-416.

¹ Arch. mun. d'Auch. BB. 5. Reg. in-f° (1556-1581).

disant « qu'on les gardast pour le Roy son fils. » Elle fut conduite par toute la population « jusques au grand portail de l'église métropolitaine d'Auch, où elle feust receue avec ung *Te Deum laudamus* » par Messieurs du chappitre honorablement en orgues, sonnant les « grandes cloches. »

Le lendemain vendredi, 21 novembre, entra à son tour solennellement la Royne de Navarre. « Au devant de laquelle, nous apprend « le même document, et pour lui offrir la ville, feust M^e Anthoine Laburguière, licencié, avec une bonne troupe d'habitans à cheval ; « et arrivés à la porte de La Trille, sur les deux heures après midy, « les huit consuls avec leurs livrées virent ladicte Royne dans une « litière couverte de velours noir, estant les quatre consuls d'ung « cousté et les autres d'un autre. » Vivès la harangua et lui présenta les clefs, qu'elle refusa comme avait fait sa mère. Puis le cortège se mit en marche, « les consuls ayant mis le poeple sur la litière, sonnant « les trompettes à l'entrée ; et les pièces de canon de la ville commencèrent à lascher sur le chevet de la rue du Puy, près l'Escalier Vieilh. » On se dirigea ainsi vers la cathédrale, au-devant de laquelle attendait le chapitre métropolitain en habit de chœur. « Mais « pour ce que ladite Royne se trouvait mal, feust conduite à son « logis, qui estoit à la Chanoyne, et où est la Mirandole. On avait « semé les armoiries par les portails ; on avait fait portails de triomphes ; on luy fist chanter par les enfans de la ville des odes à l'entrée de ladicte ville ¹. »

Enfin le lendemain samedi, 23 novembre, entra le Roi de Navarre, « comte d'Armagnac, qui arriva de bon matin, sur les neuf heures, « en Aux, veoir les Roynes, auquel dans le chasteau archiépiscopal et « au grand tinel d'iceluy se présentèrent lesdits huit consuls, avec « ledit Vivès leur assesseur. » Ces derniers ne purent s'empêcher dans leur harangue, et en lui offrant les clefs, de regretter ce qui s'était passé deux ans auparavant, alors qu'ils lui avaient fermé les portes de la ville. « Non, non, répondit vivement Henri, je ne me souviens point « du passé, mais que vous soiez gens de bien à l'advenir. Et prenant, « ajoute le procès-verbal officiel, les clefs des mains dudict Vivès, dict « tels mots : « Et bien, baillez les clefs ; » et après les rendit audict

¹ Archives de la ville d'Auch, livre vert. Ce procès-verbal de l'entrée des deux Reines a été publié *in-extenso* par M. Lafforgue, dans son *Histoire de la ville d'Auch*, t. 1, p. 402-407. Appendice. — Cf. : Monlezun, *Histoire de la Gascogne*, t. v, 421; *Manuscrits d'Aignan du Sendat*, etc.

« Vivès, disant : Tenez, je vous les rends ; si vous m'estes tels que vous devez, je vous seray aussi tel que je dois estre. » Et le soir mesme, ledict seigneur Roy s'en alla à Fleurance ¹. »

Henri de Navarre ne trouva point la Reine-Mère à Auch, « étant allée, écrit Turenne dans ses Mémoires ², à une tente de palombes, le maréchal de Biron et autres personnes de qualité estant avec elle. Nous trouvâmes la Reyne Marguerite et les filles. Le Roy de Navarre et ladite Reine se saluèrent et se tesmoignèrent plus de préparation à un accomodement qu'ils n'avoient faict les autres fois qu'ils s'estoient vus. Les violons vinrent, nous commençâmes tous à danser. »

Ici se place le fameux incident de la prise de La Réole par les catholiques, et, en réponse, de celle de Fleurance par le Roi de Navarre. Tous les chroniqueurs l'ont diversement raconté. La légende même s'en est mêlée. Une lecture attentive des textes et des documents authentiques nous permettra de ramener les choses à leur véritable point.

D'après la légende, que nombre d'auteurs présentent à tort comme fait historique, Mademoiselle d'Aquaviva, Anne d'Atri, plus tard comtesse de Château-Villain, « la bouffonne d'Atri » comme l'appelle d'Aubigné dans ses pamphlets toujours empreints d'exagération, aurait séduit à ce point, par ses charmes provocateurs, le vieux baron d'Ussac, gouverneur de la Réole et calviniste des plus zélés, que celui-ci pour se venger des quolibets à lui adressés par les gentilshommes du roi de Navarre aurait ouvert aux catholiques les portes de La Réole, une des plus fortes places de sureté accordées aux protestants par le traité de paix de Bergerac. Cette nouvelle parvint aux oreilles du Roi de Navarre, alors que le bal qu'une certaine Madame de la Barthe donnait à Auch aux deux Cours battait son plein. Henri fit signe à ses principaux lieutenants, quitta le bal, monta à cheval, se dirigea sur Fleurance, s'empara de cette ville et revint le lendemain à Auch, sans que la Reine-Mère ni personne de la Cour ne se fussent doutés de l'aventure ³.

La correspondance authentique de Catherine, d'accord en cela avec les Mémoires du vicomte de Turenne, plus tard duc de Bouillon, Ma-

¹ Archives municipales d'Auch, livre vert, rég. des délibérations.

² *Mémoires du duc de Bouillon*. Collect. Petitot, t. xxxv., p. 174.

³ Mongez, *Histoire de la reine Marguerite*, p. 236. — Sully, *Œconomies royales*. — Comte de Saint-Poncy, *Histoire de Marguerite*, t. II, p. 33. — Lafforgue, *Histoire de la ville d'Auch*, p. 211. etc.

thieu dans son *Histoire du règne de Henri III*, etc., rectifient la plupart de ces erreurs.

Turenne nous apprend en effet qu'on dansait « chez les filles de la Reine Marguerite », en l'absence de la Reine-Mère, qui était allée à une chasse aux palombes, lorsque ce samedi 22 novembre, « la danse continuant », le jeune Armagnac arrive de Nérac et prévient le Roi de Navarre que « la nuit précédente La Réole avait esté surprise par le chasteau. » Tous les chefs protestants crurent à une trahison machinée par la Reine-Mère. Le Roi appelle Turenne. « Le premier mouvement, » écrit-il, fut si nous estions assez forts pour nous saisir de la ville « d'Aux. Il fut jugé que non. Soudain je dis qu'il nous fallait sortir et « qu'avec justice nous pouvions nous saisir du mareschal de Biron et « aultres principaux qui estoient avec la Reine pour ravoir La Réole. « Nous prenons congé de la compagnie, qui trouva nostre despart « plus prompt qu'elle ne se l'estoit promis, n'en sçachant l'occasion. » Le Roi de Navarre et sa petite troupe sortent d'Auch. La proposition de s'emparer de Biron est repoussée. En revanche on accepte celle de prendre Fleurance, puis Lectoure. Mais on décide que le roi de Navarre ira au devant de la Reine-Mère « pour lui « tesmoigner son offense et son respect » ; ce qui fut fait. « La Reine « fit fort l'estonnée et avec raison et donna quantité de paroles pour « assurer une réparation. » Biron de son coté promit « de faire tout « devoir pour faire rendre la place. »

Néanmoins, ce qui avait été projeté fut exécuté. Le Roi de Navarre partit pour Fleurance avec sa petite troupe de gentilshommes, y arriva à trois heures de la nuit, força le poste, essuya quelques coups d'arquebusades, s'empara des tours, se rendit maître de la ville et y établit garnison. Cela fait, ajoute Turenne, « nous nous en allâmes à « Nérac où toute la négociation fut en allées et venues pour avoir réparation de La Réole. A la fin, il fut résolu qu'elle seroit remise à « ceulx de la religion, mais que le sieur d'Ussac en auroit le gouvernement, et le sieur de Favas n'y rentreroit ¹. » Chose qu'on n'aurait certes point fait si d'Ussac avait trahi les intérêts des protestants.

La légende de ses amours séniles avec la bouffonne d'Atri est donc inexacte, encore plus celle de sa trahison.

En tous cas, Henri ne revint pas à Auch le lendemain, ainsi que la plupart des auteurs l'ont écrit.

¹ *Mémoires du Vte de Turenne*, Coll. Petitot, vol. xxxv, p. 176-177.

Les lettres de Catherine confirment en tous points le récit du vicomte de Turenne. Dès ce soir du samedi 22, elle écrit à Damville : « Mon cousin, je suis en extrême peyne et ennuy de la nouvelle qui « est venue à mon filz le roy de Navarre que la Réolle a esté prinse « par les Catholicques.... Il est party tout soudan aller coucher à Flo- « rance, se délibérant à ce que j'ay sceu de s'acheminer du costé de « La Réolle, ou j'ay si tost envoyé Beauregard, guidon de la compai- « gnie de mon cousin le mareschal de Biron.... Je n'espargneray rien « pour en faire la justice, y aiant bien de quoy, s'ilz ne remectent « soudainement la ville par doulceur, la forcer et faire battre de piè- « ces et munitions d'artillerye. Etc¹. » On le voit, Catherine est sin- cère dans ses désirs d'établir la paix. Ce contre-temps, qui va en- rayer les négociations, la rend fort malheureuse et elle dit bien haut « qu'elle veult joindre ses forces à celles du roy de Navarre, afin qu'il « veoye de quel pied nous marchons pour reprendre ladicte ville². »

Mêmes regrets, même politique dans la lettre autographe qu'elle écrit de sa propre main au Roi de Navarre à Fleurance, deux jours après, le 24 novembre. « Cet chause me déplet ynfiniment, de peur « que cesi aporte quelque remeument soudeyn... Le maréchal de « Biron part demayn au matin pour y aller et, s'il est possible, entrer « dedens, pour après la vous remectre entre les mayns, ynsin que le « Roy lavous ha ballaye. Et moy je m'i achemine aussy, et m'en voy « demayn coucher à Gigun, où je desirerès ynfiniment pouvoyr vous « voir ; etc.³. »

Enfin ce sont les mêmes sentiments qu'elle exprime dans la longue lettre qu'elle écrit le lendemain 25 novembre d'Auch où elle est toujours, et où elle narre au roi son fils avec d'infinis détails toute cette affaire. La vraie cause de la surprise de La Réole, elle la donne ainsi : « Les habitans de La Réolle, se sentant infiniment oppressez et « maltraictez du cappitaine Favas, ayant sceu qu'il estoit allé en une « maison là auprès, qu'il a acquise à ce que je puis entendre de rapi- « nes, seroient, en aulcuns d'eulx catholiques, saisy dudict lieu et « chasteau de La Réolle, sans qu'il y soit mort que deux ou trois hom- « mes de ceulx qui estoient dedans. » Quant à la surprise de Fleu- rance par le Roy de Navarre, elle en atténue singulièrement l'import-

1 Bib. nat. Fonds français, vol. 3194, f^o 132. — Cf. t. vi, p. 127.

2 Idem.

3 Bib. nat. Fonds Dupuy, n^o 211, f^o 13. — Cf. t. vi, p. 131.

tance. Sa version diffère en tous points de celle de Turenne¹, de Sully², et surtout de d'Aubigné³. D'après elle, Henri serait entré paisiblement dans Fleurance à dix heures du soir, aurait demandé les clefs de la ville, ce qu'il ne faisait jamais, et armé cinquante à soixante protestants. Les catholiques occupèrent alors les tours. Henri menaça d'y mettre le feu. Un coup d'arquebuse blessa à la jambe un des siens, chose qu'il s'empressa de faire savoir à la Reine-Mère. Celle-ci donna l'ordre à la garnison qui occupait les tours de se retirer, ce qui était déjà fait quand l'ordre arriva⁴. Ce coup de main sur Fleurance ne fut donc pas aussi hardi, d'après elle, que l'ont écrit les chroniqueurs protestants.

Elle a espoir du reste que tout s'arrangera. Elle renonce à aller à La Réole, où elle a envoyé Biron, et ses négociations avec le roi de Navarre sont près d'aboutir.

« Ma fille, la reyne de Navarre, ajoute-t-elle dans la même lettre, « faict toujours les meilleurs offices en toutes ces affaires pour le bien « de vostre service. » Néanmoins, bien que servant d'instrument docile aux vues de Catherine, Marguerite semble s'être assez désintéressée de la politique durant toute cette première partie du voyage. Son rôle est d'amuser la suite de la Reine, de présider aux fêtes, de faire avec ses dames et ses filles assaut de coquetterie et peut-être aussi de galanterie. « Un jour, écrit Brantôme, elle parut vestue fort « superbement d'une robe de toile d'argent et coulombin à la Bolo- « naise, manches pendantes, coiffée si très richement, et avec un voile « blanc, ny trop grand ny trop petit, et accompagnée avec cela « d'une majesté si belle et si bonne grâce, qu'on l'eust plustot dicté « déesse du ciel que Reyne de la terre⁵. »

A Auch, du reste, écrit Sully dans ses *Œconomies royales*, « on « n'oyait plus parler d'armes, mais seulement de dames et d'amour ; « nous devimmes tout à fait courtois et faisant l'amoureux comme « les autres ; ne nous amusans tous à autre chose qu'à rire, danser et « courir la bague⁶. »

1 *Mémoires du vicomte de Turenne. Oper. cit.*

2 *Œconomies royales*, collection Petitot. t. 1, 2^e série, p. 283-284.

3 D'Aubigné, *Histoire universelle*, t. v, p. 350 et suiv. Ed. de Ruble.

4 *Lettres de Catherine*. Fonds français, vol. 3300, f^o 92,

5 Brantôme, *Vie des Dames illustres*, chap. *Marguerite*.

6 *Œconomies royales*, collect. Petitot, t. 1, 2^e série, p. 282.

Le temps se passa ainsi jusques au 9 décembre, non toutefois sans que Catherine ait eu le samedi 29 novembre une entrevue avec le roi de Navarre à Jegun, place assez forte, à 17 kilomètres au nord-ouest d'Auch. Après quelques récriminations, il fut décidé de part et d'autre que la conférence, si souvent annoncée, se tiendrait dans la première quinzaine de décembre à Nérac. Catherine rend compte de cette entrevue d'abord au maréchal de Damville¹, puis au Roi son fils, dans une lettre datée de Jegun du pénultième novembre, d'une longueur démesurée². L'affaire de La Réole, celle de Fleurance, les préparatifs de la conférence en font tous les frais.

Marguerite n'accompagna pas sa mère à Jegun. « Et, après tout ce
« que dessus faict, le Roy de Navarre s'estant retiré en son logis, m'a
« soubdain faict dire qu'il desiroit faire acte de bon mary et aller
« veoyr la reyne sa femme à Auch, dont j'ay esté bien aise, et est à
« l'instant monté à cheval luy quatre cinquième seulement, et s'y
« s'en sont allés au galop, m'assurant qu'il sera demain matin de
« retour icy. »

Le 4 décembre, Henri se rendit de nouveau et pour la dernière fois à Auch, toujours, disait-il, pour voir sa femme. Il en profita pour signer ce jour-là avec la Reine-Mère un « acte public », en vertu duquel celle-ci s'engageait à restituer La Réole aux Protestants, et Henri de son côté Fleurance aux Catholiques³.

La Cour allait enfin quitter Auch le lendemain, quand Marguerite retomba malade. Il fallut rester quelques jours encore. « Aussy, comme
« j'ay dit au Roy de Navarre, écrit Catherine, faut-il donner loisir à
« madicte fille de se bien guérir, de peur des inconveniens qu'y
« adviennent ordinairement de telles maladies⁴. »

Enfin Marguerite se rétablit, et les deux Reines quittèrent Auch le 9 décembre, pour prendre la direction de Valence, Condom et Nérac.

DÉCEMBRE 1578

Le 9 décembre ladicte dame disne à Auch, soupe et couche à Condom.

¹ *Lettres de Catherine*. Fonds français, vol. n° 3384, f° 60.

² *Idem*, n° 3300, f° 95. — Cf. t. vi, p. 140 et suiv.

³ *Lettres de Catherine de Médicis*, publiées par M. Bagueuault de Puchesse t. vi, p. 405 (*in extenso*). — Cf. : Fonds français, n° 3300, f° 103.

⁴ *Idem*.

Du 10 au 15 décembre, séjour à Condom avec tout son train.

Les deux Reines arrivèrent à Condom avec tout leur train, le mardi 9 décembre au soir. Elles y séjournèrent près d'une semaine, jusqu'au lundi suivant, 15 de ce mois.

Dès son arrivée, Catherine envoie Pibrac au Roi de Navarre pour qu'il lui fixe le jour exact où elle pourra commencer la fameuse conférence, et aussi pour l'entretenir de l'affaire de La Réole, qui est loin d'être terminée¹. En même temps, « elle donne charge auxdicts « sieurs de Pibrac et de La Mothe, saichans bien que Nérac et les « environs ne pourraient pas longuement suffire à la nourriture de « tant de gens et de chevaux qui y seroient, de regarder d'accorder « quelque lieu, comme ceste ville (Condom), ou Agen, ou bien le Port-Sainte-Marie, qui n'est pas loing dudict Nérac, pour faire nostre « dicte conférence². » Au fond Catherine n'a pas grande confiance en la foi du Béarnais. Elle redoute de s'enfermer dans Nérac, ville huguenote, et si elle ne partage pas les mêmes craintes qu'Henri de Navarre, lors de son séjour à Toulouse et à L'Isle en Jourdain, elle a peur surtout qu'on lui force la main. Aussi, après y être restée deux ou trois jours, espère-t-elle que la conférence se tiendra ailleurs. Ces craintes nous expliquent le long séjour qu'elle va faire au Port-Sainte-Marie, où elle se trouvera plus en sûreté qu'à Nérac même.

En attendant, elle profite de son séjour à Condom pour mettre un peu d'ordre dans les affaires de cette ville. « Car, dit-elle, les querelles « d'entre le lieutenant-général et le lieutenant-particulier ont tellement brouillé les habitants qu'ils sont tous divisez, et, outre cela, « soubz couleur de la confrairie Saint-Pierre, qui y est il y a desja « quelque temps, et d'ung aultre de Saint-Arnault qui s'y commance, « la noblesse catholique, au moins une bonne partye, y sont attirez, « de la sorte que la fin n'en pourrait estre que préjudiciable à vostre « service³. » A cet effet, elle a réuni les principaux de la ville, les a

¹ *Lettre de Catherine au roi son fils* du 12 décembre. Fonds français, n° 3300, f° 111. — Cf. : t. vi, p. 167.

² *Idem*, n° 3300, f° 111. — Cf. : t. vi, p. 168.

³ Nous avons déjà rappelé ailleurs (*Lettres inédites de Marguerite de Valois, tirées des archives de Saint-Petersbourg*, p. 4), que, durant les deux années de 1578 et 1579, la ville de Condom fut le théâtre de graves désordres, dont furent victimes M^e Jehan Duffranc, lieutenant-général, et le sieur Imbert, lieutenant-particulier, qui se virent en-

harangues et leur a demandé « de se despartir desdites confréries, « n'y procedant pas du zèle qu'ils eussent de prier Dieu, mais pour « faire des menées et s'en servir bien souvent à de très mauvaises « choses, comme ils avoient bien congneu par ces meurtres qui sont « advenus en cette ville, et la hayne si grande que l'on veoit entre « lesdits habitans, tous catholiques ; car ceulx qui sont huguenotz ont « leur aultre passion à part. » Elle va en référer à la Chambre tripartie d'Agen¹.

Ce court tableau ne nous édifie-t-il pas sur les mœurs étranges et les usages, encore bien peu civilisés, des petites villes de la Gascogne, à la fin du xvi^e siècle ?

15 décembre, départ de Condom, arrivée à Nérac.

Le 15 décembre au matin, les deux Reines quittèrent Condom et arrivèrent « d'assez bonne heure » à Nérac.

« Le Roy de Navarre, écrit le lendemain Catherine à son fils, s'est « accompagné le plus qu'il a peu, faict et faict faire tout ce qu'il se « peut envers nous et ceulx de nostre suite de bon accueil et de « chère, monstrant d'estre infiniment aize que soions venu icy si franchement que nous avons². »

Dès le 6 décembre en effet, Henri de Navarre se préoccupait de l'arrivée et du séjour des deux Reines, et il écrivait ce jour là une lettre à M. de Bourrouillan, gouverneur d'Eauze, pour le prier, lui et M. de Manhy, de lui envoyer à Nérac tout le gibier qu'ils pourraient prendre³.

C'est le 15 décembre, nous apprend la lettre de Catherine, rectifiant ainsi les nombreuses erreurs cominises par la plupart des chroniqueurs⁴, qu'eut lieu officiellement l'entrée de la Reine de Navarre

lever leurs offices par Lettres patentes du Roi, sur la demande formelle du président Bousquet. Ils furent même exilés de la ville. Une longue enquête s'en suivit, qui aboutit à la réintégration par la Jurade des deux magistrats. (Arch. mun. de Condom, Reg. des Jurades pour 1578-1579).

1 *Lettre de Catherine au roi son fils* du 13 décembre 1578 au soir. Fonds français, n° 3300, f° 111. — Cf. : t. vi, p. 170.

2 *Lettre de Catherine à son fils*, du 16 décembre 1578 (Fonds français. N° 3300, f° 113, v°). — Cf. t. vi, p. 173.

3 *Archives historiques de la Gironde*, t. xv, p. 280.

4 La plus impardounable est l'erreur commise par le comte Léo de Saint-Poncy. A la page 39, t. II, de son *Histoire de Marguerite de Valois*, il écrit : « Avant de se rendre à Nérac, le roi et la reine de Navarre passèrent tout le mois de janvier au Port-

dans sa bonne ville de Nérac. Comme à Bordeaux, comme à Agen, à Toulouse, à Auch, elle fut splendide. Pour un moment se turent tous les dissentiments politiques. Les deux partis mirent bas les armes ; et le peuple, espérant voir surgir, avec le Roi et la Reine de Navarre dans les murs de la capitale de l'Albret, une ère de prospérité et de grandeur, s'associa pleinement à la joie générale.

Les trois Cours, celle de la Reine de Navarre, qui partout passait la première, celle de Catherine, et enfin celle du Roi de Navarre, étaient au complet.

Il serait trop long d'énumérer ici les noms de ces personnages plus ou moins célèbres, qui tous jouaient ou jouèrent plus tard un rôle dans l'histoire politique ou scandaleuse de la Cour de Nérac. Aussi bien a-t-on vu en tête de notre chapitre l'état complet de la maison de la Reine de Navarre. Autour de Catherine étaient groupés les grands conseiller de la couronne et tout l'escadron volant, Madame de Sauves, Dayelle, Anne d'Atri, Hélène de Surgères, de la Vergne, etc.; et à côté du Roi de Navarre et de sa sœur, la douce et mélancolique Catherine de Bourbon, cette glorieuse phalange de Gascons dont l'intrépidité et l'audace allaient le porter sous peu sur le trône de France, et au premier rang desquels se remarqueaient Turenne, Lanoue, Favas, Miossens, de Batz, d'Aubigné, Frontenac, Duplessis-Mornay, Pardaillan, Luſignan, Roquelaure, Lavardin et tant d'autres encore, sans oublier Maximilien de Béthune, baron de Rosny, plus tard duc de Sully.

De tous les écrivains qui ont raconté l'entrée de Marguerite dans

« Sainte-Marie, où Marguerite resta avec tout son train jusqu'au 2 février inclusive-
« ment. » Puis, à la page 40, il ajoute : « Ce fut un jour mémorable dans les annales
« de Nérac que l'entrée de Marguerite de Valois, le mardi 3 février 1579 », et, en note,
« cette date nous est fournie par les livres de dépense de Marguerite. » Contrairement
à cette assertion, il ressort, on vient de le voir, du texte même de la lettre de Catherine
au Roi son fils que Marguerite fit son entrée le 15 décembre. Quant aux livres de
comptes de la Reine de Navarre que nous publions ici avec son itinéraire, ils ne con-
tiennent (on le verra dans la suite, puisqu'interrompus du 23 novembre au 31 décembre
1578, ils reprennent jour par jour à partir du 1^{er} janvier 1579), aucune mention spé-
ciale de l'entrée solennelle de la jeune Reine à Nérac, à la date du 3 février. On remar-
quera au contraire que pendant tout le mois de janvier, et il dut en être de même pen-
dant les derniers jours de 1578, ce fut de sa part un va et vient continu entre le
Port-Sainte-Marie, où s'était installée sa mère, et Nérac où elle se rendait à chaque mo-
ment pour voir son mari et négocier avec lui.

Nérac, le comte de Villeneuve-Bargemont est encore celui qui, dans sa *Notice historique sur la ville de Nérac*¹, nous fournit les renseignements les plus précis. Marguerite fit son entrée, montée sur une naquenée blanche, entre son époux et sa belle-sœur Catherine de Bourbon. « Des poèmes, des vers de tous genres, écrit M. de Villeneuve, exprimèrent à l'envi l'allégresse commune. Salluste du Bartas, qui habitait alors le château d'Hordosse, ne laissa pas échapper cette occasion de mettre ses talents en évidence. Il composa un dialogue en trois langues, qui fut récité à la Reine par trois demoiselles du pays qui représentaient, l'une la Muse Gasconne, l'autre la Muse française, la troisième la Muse latine. » Chacune se dispute la faveur de souhaiter à la Reine la bienvenue. La Muse Gasconne l'emporte ; et son discours en vers est si bien accueilli que Marguerite ravie « s'empresse de détacher de son cou un mouchoir de gaze et l'offre à la demoiselle Sauvage, comme un gage de satisfaction. Longtemps, ajoute M. de Villeneuve, on a conservé dans la famille Sauvage le cadeau que la Reine avait fait à la Muse Gasconne². »

Les deux Reines furent logées au château de Nérac, nouvellement achevé, dont les vastes salles pouvaient facilement contenir tout leur train.

Le château de Nérac, décrit déjà par M. de Villeneuve-Bargemont³ et par nous⁴ tel qu'il se trouvait à la fin du xvi^e siècle, grâce au plan en relief en liège qui, très exact, et pieusement conservé au Musée de Nérac, affectait la forme d'un vaste quadrilatère. L'aile occidentale, la plus ancienne, flanquée de quatre tours rondes, remontait à la fin du xiv^e siècle. L'aile septentrionale, la seule conservée de nos jours et qui présente encore cette élégante galerie en arceaux surbaissés, soutenus par des colonnes ornées de chapiteaux curieusement ouvragés, date de la seconde moitié du xv^e siècle. L'aile orientale, donnant sur la Baïse, était l'œuvre d'Alain d'Albret, qui vivait de 1471 à 1522. L'aile méridionale enfin, qui comprenait au rez-de-chaussée la salle des Gardes de vingt mètres de long sur six de large, au-dessus les

1 Agen, imp. Noubel, 1807.

2 *Notice historique sur la ville de Nérac*, par le comte de Villeneuve-Bargemont, Agen, 1807. On trouvera dans cet opuscule, pp. 68-77, le texte du poème « dressé par Salluste du Bartas pour l'accueil de la Reine de Navarre, faisant son entrée à Nérac. »

3 *Idem*.

4 *Le château de Nérac*, avec planches et plan, (1896).

grands salons de réception, et à l'extrémité, au coin oriental, la chambre du Roi, avait été la dernière construite, les uns disent par Henri d'Albret, d'autres seulement par la mère du futur Henri IV. Un large perron donnait de ce côté sur le jardin du Roi, qui se déroulait, planté d'ifs et de lauriers, sur la rive gauche de la Baïse, tandis que de l'autre côté, sur la rive droite, venait d'être plantée cette magnifique Garenne, qui subsiste encore, et dont Marguerite nous entretient dans ses Mémoires, avec tant de complaisance.

C'est dans ce cadre que vont se dérouler pendant sept ans les événements dont nous avons entrepris de rappeler le souvenir. C'est là qu'au moment même de l'arrivée des deux Reines s'engagèrent ces fameuses négociations, but du voyage de Catherine et si ardemment désirées par elle.

La Reine-Mère cependant ne les mena point avec autant de célérité qu'elle l'aurait voulu. Il lui fallut attendre encore près de deux mois avant d'arriver à ses fins.

Mais reprenons sa correspondance, qui est le guide le plus sûr que nous puissions trouver; et, résumant le plus sommairement que nous pourrions ses lettres d'une prolixité extrême, arrivons à démêler pendant ces quinze derniers jours de décembre son itinéraire, en même temps que celui, un peu plus difficile à déterminer, de sa fille Marguerite.

Du 16 au 22 décembre, séjour à Nérac avec tout son train.

L'affaire de La Réole n'est point terminée, celle de Lauzerte non plus. En outre Catherine se préoccupe de ce qui est advenu à Périgueux « où Vivans a fait tuer à coup de dague, puis jeter dans la « rivière cinq ou six catholiques et sans occasion¹. » Elle a eu la veille au soir une longue entrevue avec Henri de Navarre, Turenne et Guitry, à la suite de laquelle elle a signé avec son gendre, à l'égard de La Réole, ce qu'elle appelle « *des promesses réciproques*². » Néanmoins elle craint que la reddition de cette ville ne traine bien en longueur³.

Le 18, Catherine écrit, toujours de Nérac où elle est avec sa fille, une lettre à Monsieur de Bellièvre au sujet des affaires de Normandie⁴.

¹ Voir : *Faits d'armes de Geoffroy de Vivans* par Ad. Magen. Agen, 1887.

² Acte publié *in extenso* par M. le comte Baguenault de Puchesse, t. vi, p. 413. Appendice.

³ *Lettre de Catherine* du 16 décembre. Fonds français, n° 3303, f° 113. — Cf. : t. vi, p. 173.

⁴ *Idem.* Fonds français, n° 15905, f° 212. — Cf. : t. vi, p. 177.

Le 20, jour de samedi, elle prévient Damville que « Dieu aydant, « elle partira de Nérac lundi prochain pour aller faire sa feste à Agen ¹. »

Elle quitta en effet Nérac ce jour là, mais ne dépassa pas le Port-Sainte-Marie.

Si, pendant ces huit jours passés à Nérac, la politique fut contraire à Catherine, sa fille Marguerite, ses dames d'honneur, le Roi de Navarre ses courtisans, s'en consolèrent plus facilement qu'elle, en ne songeant qu'aux fêtes, qu'aux bals, qu'aux réjouissances, et disons le aussi qu'à l'amour.

Jusqu'à ce jour en effet Henri de Navarre et ses amis n'avaient fait qu'entrevoir à La Réole, à Agen, et quelques heures à peine à Auch, le brillant cortège dont s'étaient entourées les deux Reines. A peine le temps pour chacun de jeter leur dévolu sur quelqu'une de ces jolies filles.

Cette première semaine passée ensemble à Nérac aviva leurs flammes; si bien qu'il faut voir peut-être uniquement dans les sentiments de ces jeunes hommes, aux passions violentes, et dans leur désir de prolonger autant que possible ces heureux moments, les seuls motifs du retard apporté par eux à la fameuse Conférence. A la chronique politique et diplomatique force nous est donc d'associer dès ce moment la chronique amoureuse, et, sans donner la moindre foi aux exagérations du *Divorce Satyrique*, de nous faire à notre tour l'écho de ce qui se disait sous ce rapport à Nérac.

C'est le sage Sully qui, dans ses *Mémoires*, nous en apprend déjà fort long: « Le mélange des deux Cours, qui ne cédaient en rien l'une « à l'autre du côté de la galanterie, produisit l'effet qu'on devait en « attendre. On se livra aux plaisirs, aux festins, ballets et fêtes galan- « tes. Mais, pendant que l'amour étoit devenu l'affaire la plus sérieuse « de tous les courtisans, Catherine ne s'occupait que de sa politi- « que. Pour ceste fois elle ne réussit point.... De cette bigarrure de « politique et de galanterie, il y aurait de quoi grossir considérable- « ment ces Mémoires, etc ². »

C'est Marguerite elle-même qui, dans ses *Mémoires*, proclame hautement les infidélités de son mari, mais non les siennes. « La Reyne « ma mère pensait demeurer peu de temps en Gascogne; mais il « survinst tant d'accidents, et du costé des Huguenots et du costé des

¹ Lettre de Catherine. Ancien fonds français, n° 3202, f° 18.

² *Mémoires de Sully*, Londres, 1778, t. 1, p. 154.

« Catholiques, qu'elle fust contrainte d'y demeurer dix-huit mois; et, « en estant faschée, elle vouloit quelquefois attribuer que cela se faisoit artificieusement pour voir plus longtemps ses filles, pour ce que le Roy, mon mary, estoit devenu fort amoureux de Dayelle, et M. de Thurene de La Vergne; ce qui n'empeschoit point que je ne reçusse beaucoup d'honneur et d'amitié du Roy, qui m'en tesmoignoient autant que j'en eusse peu désirer ¹. »

Il est donc bien avéré, sans aller plus loin, que le Roi de Navarre, dédaignant M^{me} de Sauves, brûlait d'amour pour Dayelle, la belle Grecque, échappée miraculeusement d'après d'Aubigné au sac de Chypre en 1571 et sœur de l'historien Davila; que Turenne n'avait des yeux que pour Mademoiselle de La Vergne ou de La Vernay, comme l'écrit Castelnau, toutes deux demoiselles d'honneur de Catherine; que Marguerite, oubliant les absents et les morts, Henri de Guise, La Mole, Bussy, semblait se rapprocher de Turenne; que Pibrac enfin, « ce vieux fou de Pibrac », ne craignait point, malgré ses cheveux blancs, de se jeter aux pieds de Marguerite « qui ne le regardait même pas. » Marguerite est l'âme de toutes ces fêtes. C'est elle qui préside au bal, qui mène la danse, qui organise les collations, répondant ainsi aux secrets désirs de sa mère, la rusée Florentine. Aussi un de nos plus aimables poètes a-t-il pu avec raison s'écrier :

- Quel désastre à Nérac ! Ces yeux d'enchanteresses,
- Comme neige au soleil, fondirent tous les cœurs ;
- Vénus, comme toujours, y vainquit les vainqueurs.
- « Mars désarmé baissa le front sous les caresses
- « De la grecque Dayelle, et Fosseuse et Rebours
- « Firent de son grand casque un nid pour les amours ².

Henri de Navarre du reste ne négligeait rien pour rendre le séjour de Nérac agréable aux deux Reines et à leur suite. Les livres des comptes, à l'article dépenses, conservés à Pau ³, nous édifient pleinement à ce sujet. « Il paie 138 livres à maître François Geoffrion, son apothicaire, pour l'achat d'un tonneau de vin de Graves, pris à Bordeaux, « et l'avoir fait mettre en bouteilles et apporter à Nérac, pour servir « aux festins faits par S. M. aux Reines. »

¹ *Mémoires de Marguerite*, Ed. Guessard, p. 158.

² *L'Escadron volant*, joli sonnet, signé M. L., publié dans la *Guirlande des Marguerites*, p. 73. Nérac 1876.

³ Archives départementales des Basses-Pyrénées, B. 33, 34, 35. 37 et suiv.

« Idem, au sieur d'Espalungue, écuyer de son écurie, 500 l. 13
« sols t. pour onzes pipes de vin blanc et clairer, achetées à La Réole
« pour la venue des Reines. »

« A Jehan de Lignac, chasseur, demeurant à Nérac, 13 l. 6 s. pour
« 50 perdrix vives, 46 cailles, 8 tourtres, 12 palombes et un épervier
« que S. M. a achetés. »

« A François Du Vignau, l'un des jardiniers du Roy ès jardins du
« château de Pau, 50 l. t. pour faire porter de Pau à Nérac des pa-
« vies, pêches, poires et autres fruits, en deux voïages. »

« Puis, c'est un don de 25 écus à des joueurs de violon¹; de • 35 écus
« à Masimiano Milanino, chef de la compagnie des comédiens ita-
« liens, qui suivent le Roi²; à Guillaume Meret 6 l. 10 pour aller et
« retour de Nérac à Pau, chercher du beurre frais et des milhas pour
« servir aux festins faits par S. M. aux Reines; à divers habitants de
« Nérac, 44 l. 19 s. t. pour louage de chevaux qui avaient esté prins
« pour porter et conduire les Italiens, joueurs de comédies, par ordre
« du Roy, durant les festins, à la Vénèrie et arrivée de la Reïne-Mère,
« du Roy et de la Reïne, nostre maitresse. »

Et toujours « à Jehan Perichot, sommelier de panneterie, 7 l. 5 s. t.
« pour deux douzaines de grands couteaux achetés pour servir aux
« festins que S. M. donna à la Reïne-Mère et aux dames et filles de sa
« suite, durant le mois de février. » Enfin « à Bertrand, laquais du
« Roy, 43 s. 6 d. t. pour sa dépense et celle de quatre de ses compa-
« gnons, étant allé conduire la Reïne, nostre maitresse, du Port-
« Sainte-Marie à Agen » et, dépense caractéristique, « le 7 février
« 1579, le Roy étant chez Madame et chez les filles, deux boîtes de
« massepains, 3 écus, 15 sols t.; une boîte de massepains à M. de Ro-
« quelaure pour porter chez les filles; pour le Roy, douces onces de
« sucre pour les filles de la Reïne-Mère, pour leur faire de l'eau su-
« crée; massepains pour elles, au sortir du bal; enfin, détail plus ca-
« ractéristique encore, le 11 mars, par ordre du Roy, pour M^{lle} Fou-
« suze (*sic*), une fiole de sirop de capillaire et jumbe par l'ordonnance
« de M. de la Magdaleine, un sirop somnifère, conserves de roses,
« sucre candi, etc.³ »

Mais n'anticipons pas.

1 Archives départementales des Basses-Pyrénées, B. 2322.

2 *Idem*, B, 2326.

3 Archives départementales des Basses-Pyrénées. Livres des comptes du Roy de Na-
varre, B divers (1578-1579).

Nous avons laissé les deux Reines à Nérac le dimanche 21 décembre. Elles en partirent le lendemain 22 pour le Port-Sainte-Marie. Bien que les livres de comptes de Marguerite contiennent une lacune jusqu'au 1^{er} janvier suivant et que nous ne puissions ainsi préciser d'une façon absolue quel fut son itinéraire durant ces quinze derniers jours de l'année 1578, les lettres de sa mère sont assez explicites pour nous permettre d'affirmer non seulement qu'elle la suivit au Port avec une partie de son train, mais qu'elle ne la quitta même pas de tout ce mois de décembre.

Du 22 au 31 décembre, séjour au Port-Sainte-Marie.

Le départ de la Reine de Navarre, suivant sa mère au Port-Sainte-Marie, est précisé par cette lettre de Pinart au Roi, datée de cette « dernière ville. « Le sieur Pinart mande au Roi que la Reyne sa « mère et la Reyne de Navarre sont parties de Nérac et sont arrivées « au Port-Sainte-Marie ¹. »

Catherine ne voulait et ne pouvait point rester dans Nérac, ville huguenote, pour les fêtes de Noël. Elle choisit le Port-Sainte-Marie, aussi bien pour faire librement ses dévotions ce jour-là qu'avec l'espoir que ce serait dans ce lieu ou tout autre voisin, mais jamais à Nérac, que se tiendrait la conférence.

« Il y a, écrit-elle à son fils le jour de la feste de Noël, une petite « abbayedede religieuses qui est tout icy contre, mais de-là la rivière de « la Garonne, où nous pourrions nous assembler, si leurs dépputez « font difficulté de venir en cette ville. Je pense en avoir response « avant disner, et peut-estre que mondict fils le roi de Navarre, à ce « que m'a dict ma dicte fille, pourra venir icy à disner, afin que nous « nous résouldions du lieu et du jour ; car ils n'ont plus d'excuses et « ne sçauroient avec que raisons davantaige prolonger, estans tous « leurs dictz députez arrivez, ou ce qui reste à venir sera icy demayn ². »

Catherine fait allusion dans cette lettre au prieuré du Paravis, situé sur la rive gauche de la Garonne, dans la plaine, en face du Port-Sainte-Marie, qui était un couvent de filles nobles de l'ordre de Fontevrault. Fondé en 1130 par Amalvin de Paradis et sa femme Onor, sous l'épiscopat de Raymond Bernard du Fossat, ce monastère

¹ Fonds français, n° 15560, f° 150.

² *Lettre de Catherine au Roi son fils* « escript audiet Port-Sainte-Marie, le vendredy 26 décembre 1578 au matin. » Fonds français, 3300, f° 116. — Cf. : t. vi, p. 190.

prospéra jusqu'à la Révolution¹. Il n'en reste plus aujourd'hui que l'église, vaisseau roman du ^{xii}e siècle, de 47 mètres de long sur 9 de large à l'intérieur, une partie des cloîtres, refaits en 1604 après les dévastations commises par les troupes protestantes du capitaine Marchastel en septembre 1569, et sans doute grâce aux libéralités de Catherine qui semble l'avoir affectionné tout particulièrement, et quelques autres constructions appropriées aux besoins modernes. L'inventaire des titres du couvent du Paravis, qui attend encore son historien, gros registre in-folio d'une réelle importance, a été retrouvé naguère dans une maison du Port-Sainte-Marie et acheté pour la bibliothèque départementale de Lot-et-Garonne.

Dans sa remarquable Introduction au tome vi des *Lettres de Catherine de Médicis*, p. xn, M. le comte Baguenault de Puchesse écrit sur la foi d'un simple renseignement, fourni par notre regretté collègue M. Ph. Tamizey de Larroque, que pendant tout son séjour au Port, c'est-à-dire durant six semaines entières, Catherine logea au couvent du Paravis. Nous croyons cette assertions erronée. Toutes les lettres de Catherine, à cette époque, sont en effet datées, non du Paravis, mais du Port-Sainte-Marie. Le Paravis était en outre sur la rive gauche, c'est-à-dire en Gascogne; le Port-Sainte-Marie sur la rive droite, en Agenais, c'est-à-dire dans le domaine de sa fille. Au Port, Catherine était chez elle; au Paravis, elle aurait été plutôt chez son gendre. De plus, avec toute sa suite, aurait-elle pu se loger dans un monastère relativement petit et déjà entièrement occupé par les religieuses? Nous croyons donc que durant ces six semaines la Reine-Mère et sa fille logèrent au Port-Sainte-Marie même, et s'il fallait leur assigner une maison plutôt qu'une autre, nous pencherions pour le fort de Balan, vieux logis sur les bords mêmes du fleuve, qui passait, il y a quelques années encore avant d'être en partie détruit, pour avoir servi de tout temps à recevoir les hôtes illustres.

Malgré les visites presque quotidiennes du roi de Navarre, les négociations n'étaient pas près d'aboutir. Elles étaient arrêtées par de continuelles complications, telles que l'affaire de Lauzerte, celle de Périgueux, la prise de Langon par les catholique pour venger le

¹ Voir pour l'acte de fondation du Paravis, Samazeuilh : *Dictionnaire de l'arrondissement de Nérac*. — Abbé Barrère, *Histoire du diocèse d'Agen*, t. 1, p. 319. J. de Laffore, *Notes sur les monuments religieux ou féodaux du Lot-et-Garonne*, pp. 153 et suiv., etc., etc.

meurtre du capitaine La Salle du Siron ¹, un des leurs, par les habitants presque tous huguenots, et surtout l'affaire de La Réole, toujours en suspens.

Condom cependant avait été pacifié. « Je disposé si bien les choses, » écrit Catherine à son fils, quand j'y feust et depuis j'ay escript si « fréquemment pour les faire vivre en paix, puisque les deux lieutenans en estoient sorty, que lesdits habitans se sont accordez d'observer ung ordre duquel je vous envoie le double et que le sieur « de Saint-Orens que j'y ay laissé, le chevalier de Montluc et les autres gentilzhommes et habitans ont signé ². »

Un grand conseil est tenu au Port, le 26 décembre, « où estoient le « Roy de Navarre, le vicomte de Turenne, Guitry et Segur » et du côté de la Reine-Mère, sa fille et tous ceux du conseil. Les affaires de Langon, de la Réole, en ont fait les frais ; et il a été décidé en outre qu'on choisirait Nérac comme lieu de la conférence. « Car, si l'on « parloit de changer ledict lieu de Nérac avant que lesdicts députez y « fussent arrivez, il y auroit danger, entendant ces nouvelles, qu'ilz « s'en retournassent ; ce qui m'a faict taire, » écrit mélancoliquement Catherine. Et elle ajoute :

« Excusez-moy, si je ne vous escriptz pour ceste heure de ma « mayn ; car j'ay mon mal de bras que m'avez veu quelquefois, qui « me descend jusques sur la main que j'en ay enflée. Mais j'espère « pourtant d'en estre bientôt de tout guérie ³. »

La patience de la Reine-Mère est extrême ; et il n'est pas de choses qu'elle ne fasse pour asseoir la paix. « Il y a beaucoup de leur côté, aussi bien que du nostre, qui font tout ce qu'ils peuvent pour nous troubler. Toustefois, je persévère tousiours pour surmonter tout cela. »

Là est sa vraie politique. Elle ne voit rien en ce moment que le bonheur du Royaume ; elle ne négocie que pour l'intérêt de ses sujets.

Ainsi se passa cette fin de l'année 1578, chaque parti gardant ses positions, mais le Roi de Navarre d'un côté, la Reine-Mère de l'autre, n'épargnant aucune peine pour arriver à la solution tant désirée.

(A suivre)

PH. LAUZUN.

¹ *Lettre du roi de Navarre au vicomte du Turenne*, du 26 décembre 1578. (Lettres missives, Supplément, t. VIII, p. 131.)

² *Lettre de Catherine* du 24 décembre 1578. Fonds français, n° 3300, f° 116. — Cf. : t. VI, p. 181. — *Idem*, appendice : Pièce transcrite *in extenso*, p. 415.

³ *Idem*,

UN SOUDARD AGENAIS AU TEMPS DE LA FRONDE

Mathieu Sotoul, dit Saint-Amans, avait-il eu la vocation militaire, avait-il été fasciné par les mirifiques promesses ou l'argent d'un racleur? La seconde hypothèse est probable; mais les éléments de sa biographie, tous puisés dans un dossier judiciaire¹, seraient insuffisants pour éclairer sur ce point les curieux qui voudraient tout savoir.

Comme il l'apprend lui-même, dans un interrogatoire, qu'il subit le 8 août 1652, il avait servi pendant six mois en Catalogne dans le régiment d'Anjou et sous les ordres du sieur de Birac. Au cours de cette campagne, il avait été fait prisonnier devant Lérida. Il ne devait pas être plus heureux lorsque, ayant passé au service du capitaine Galibert, il prit part au siège de Miradoux; il fut encore fait prisonnier et envoyé à Puymirol. Ses convictions personnelles ne furent pas ébranlées par un si petit accident. Il rentra dans ses pénates, à Agen, fidèle au parti de Condé, alors que ses compatriotes tenaient pour celui de Mazarin.

Si Mathieu Sotoul fut un héros, ce fut un héros modeste, car il n'a pas daigné dire aux consuls dans quelles circonstances il était resté deux fois aux mains de l'ennemi. Quant à ses défaillances, il les avouait : pour avoir volé du bois, il avait été condamné une fois à la prison. Une deuxième fois, il avait connu la paille humide des cachots pour avoir déserté du régiment de Galapian; mais aussi, disait-il, son capitaine Galaup avait triché pour sa solde, ne lui donnant qu'un demi écu.

Après une aussi brillante carrière, n'ayant encore que 25 ans, il s'était donné des loisirs.

Avec un ancien compagnon d'armes, Bissière, il hantait de préférence une petite auberge, hors les murs, au-delà de la porte du Pin, sorte de tripot que son tenant, le sieur Guillaume, avait placé

¹ Archives départementales, B. 233.

sous un dévot patronage : on y voyait pendre « pour enseigne l'image de Notre-Dame. »

Le régime que le sieur Guillaume imposait à ses pensionnaires ne devait rappeler en rien les noces de Gamache. Sotoul et Bissière avaient mal déjeuné sans doute le matin du 1^{er} août 1652, car ils furent violemment tentés à l'aspect des bons morceaux de pain et surtout d'une moitié d'agneau que portaient, bien apparents, une bande de paysans venus de la Gascogne. Ils n'étaient pas moins de cent ou cent vingt, conduits par le noble sieur de Sérillac, maréchal de camp ès-armées du Roy, et quelques consuls de leurs communautés, dont la dignité pouvait se reconnaître à ce trait qu'ils étaient à cheval.

Ces recrues n'avaient certes pas la belle allure militaire qui avait dû jadis donner de la prestance à Sotoul. Leurs vêtements étaient ceux de la borde ; ils emportaient quelques-uns de leurs outils, des bèches, des pics et des fourches. Un Mazarin, le comte d'Harcourt, assiégeait pour lors Villeneuve. Il lui fallait beaucoup de pionniers qu'on réquisitionnait au loin, des gens de pioche et de bêche pour faire les terrassements. Les fourches pouvaient servir à transporter les fascines quand il fallait combler les fossés ; les pics, à attaquer les murailles quand il s'agissait de faire brèche par la sape ou la mine. De toute façon, pour ces pauvres diables, des coups à attraper pour une tranche de gloire assez mince. On dit couramment un *obscur* pionnier.

D'Harcourt, qui avait frappé de lourdes contributions nombre de villes de l'Agenais et de la Gascogne et dont l'armée ravageait le pays, ne devait être rien moins que populaire ; aussi, ces hommes, qui, en vertu d'une contrainte, étaient arrachés à leurs travaux, donnaient des signes évidents de mécontentement, en dépit de la présence des chefs.

Sotoul voyait tout, entendait tout et déjà complotait avec Bissière. N'y aurait-il pas moyen de jouer un bon tour aux Mazarins et tout à la fois de rendre service à ces malheureux pionniers et de s'assurer une franche lippée ? Il s'agissait de faire *herlan*¹, de bousculer la

¹ Dans les pièces de procédure ces mots *faire herlan*, *crier herlan* figurent souvent. Cependant ils n'étaient peut-être pas d'usage courant puis qu'on demande à Sotoul ce qu'il entendait par *faire herlan*, question qui

troupe pour s'emparer des vivres et lui donner un honnête prétexte de prendre la fuite.

Mais, pour attaquer cent vingt hommes même peu résolus, ils n'étaient que deux.

Justement à l'auberge de Notre-Dame se trouvaient alors Delrieu, dit Cent-Francis, Delmas, dit Causé, le Malmoucat et quelques autres « gens de peu et la plupart non domiciliés. » On s'entendit bien vite et l'on fit herlan. Sotoul, improvisé capitaine, joua de la fourche sur la croupière du cheval d'un consul et, sans plus de coups, resta maître du champ de bataille et du quartier d'agneau.

On ne put réussir à rallier des fuyards, si heureux d'avoir une excuse pour rentrer dans leurs foyers ; il y en eut qu'on ne revit plus. Piteusement, le sieur de Sérillac alla demander justice aux consuls d'Agen.

Les délices de Capoue ont perdu bien des vainqueurs. La consommation du butin devait perdre Sotoul, qui, cependant, par prudence, s'était réfugié dans un autre cabaret, celui du sieur Montauban. Deux consuls, accompagnés d'un soldat du guet, s'emparèrent de quelques-uns de ses complices tandis que Giraudie, procureur du roi en l'ordinaire, mettait la main sur lui et l'enfermait dans une des tours de la porte du Pin.

Quiconque a été quatre fois prisonnier ne manque pas de ressources pour tenter une évasion. Sotoul sauta simplement par une fenêtre et prit la clef des champs. Mais il ne chercha même pas à assurer sa liberté. Après un bon repas on peut avoir toutes les audaces ; il vint narguer toute la police, en pleine ville, sur la place Saint-Caprais, ameutant la foule et criant à tue-tête : « L'ase f.... Mazarin et tous les Mazarins ! Vive le Roy et Monsieur le Prince ! »

Et, comme on se fut saisi de lui, tandis qu'on le trainait jusques aux prisons, il ne cessait de crier : « Messieurs, on me mène en prison pour avoir crié vive le Roy et Monsieur le Prince et on me veut faire pendre pour cela ! »

resta sans réponse, celui-ci étant plus entendu pour exécuter un coup de main que pour définir un mot.

Notre embarras est le même. Nous pensons toutefois que herlan est à peu près synonyme de haro dans le sens que lui donne La Fontaine : « Crier haro sur le baudet. »

Le présidial eut à juger l'affaire, qui fut qualifiée d'« excès et crime d'émotion populaire. » Sotoul fut condamné à cinq ans de bannissement hors du ressort de la cour; ses complices Delrien et Delmas, à un an de la même peine. Plus heureux, le Malmoucat recouvra sa liberté.

On ne pouvait guère dire en ce temps-là :

« Ne bannissons personne. Oh ! l'exil est impie ! »

Les limites du ressort de la cour commençaient au Gravier. Rien n'empêchait Sotoul de vivre paisiblement sous le même ciel, à Ségougnac, et peut-être de rompre son ban de temps à autre, la police n'étant pas féroce.

Valait-il la peine de mettre en lumière ce bien petit épisode des troubles de la Fronde ? Ce fait divers serait insignifiant par lui-même s'il ne fournissait pas quelques traits de mœurs. Ces soudards à demi bandits ; ces enrôlés si facilement et si impunément réfractaires ; ces foules curieuses et vite amentées ; ces magistrats relativement paternes ne nous apparaissent pas dans les récits d'intrigues, de combats et de sièges ; ils sont au contraire au premier plan dans ces tableaux pleins de vie et de vérité. Aucun de ces types n'existe de nos jours. Nous vivons sous d'autres lois et nos vagabonds eux-mêmes ont d'autres visages.

G. THULIN.



ÉTUDE

SUR LES

STATUTS, ACTES DES CONSULS ET DÉLIBÉRATIONS DE JURADES

DE LA COMMUNE ET JURIDICTION

De Villeneuve-d'Aginois

(De Juin 1280 à Octobre 1785)

(SUITE)

Le 13 septembre 1752, Monforton, comptable, présente son compte. Les recettes s'élèvent à 2,663 livres, 1 sol, 3 deniers, et les dépenses à 2,767 livres, 13 sols, 7 deniers. Par ce temps de calamités, de famine et d'épidémie, un déficit de 104 livres, 13 sols 7 deniers n'a rien d'exagéré. Monforton retiendra cet excédant sur les 1,407 livres provenant de la vente des arbres des boulevards des portes de Penne, de Casseneuil et de Saint-Etienne, y compris celle des arbres des Cordeliers ordonnées par l'Intendant. Au chapitre des recettes nous relevons les émoluments de la communauté s'élevant à 2,100 livres ; la vente du portail de la porte de Pujols, 50 livres ; les matériaux du pont de la porte de Monflanquin, 35 livres ; le loyer de l'écurie du Roi, rue de la Bombe, 15 livres. Au chapitre des dépenses, les gages de quatre valets de ville, 164 livres ; pour chaque consul honoraire, 78 livres ; pour le feu de joie, 10 livres 10 sols ; pour la poudre, 16 livres, 10 sols ; pour le traitement de M^r Carrière, secrétaire de la ville, 158 livres 5 sols ; pour le pain fourni par Fourestié aux pauvres, le jour du feu de joie, 70 livres, 19 sols ; à Lamouroux, aubergiste, pour la visite d'un ingénieur, 21 livres, 12 sols ; à M^r Betouzet, curé, pour la location de la cure, 100 livres, au souffleur de l'orgue, 5 livres ; au carillonneur, 20 livres ; au tambour, 10 livres ; aux valets de ville et au tambour pour douze cocardes, 12 livres ; enfin pour le procès de la ville avec le juge royal 200 livres.

Ici, nouvelle lacune de documents, une annotation, pour l'an 1755, nous apprend que M^r Camel, médecin, élu premier consul, n'a

pas voulu prêter serment et n'a pas paru de toute l'année. Nous ne retrouvons des registres de Jurade qu'en 1757¹.

A ce moment, l'attentat de Damiens contre Louis XV, met les cervelles en ébullition ; l'assemblée, sur les réquisitions de M. de Ginestet, procureur du Roi, prend des mesures sévères qui nous rappellent celles que la commune imposera, trente-cinq ans plus tard, après la déclaration de la Patrie en danger. « Il s'introduit tous les « jours en ville des vagabonds et gens sans aveu et étrangers, *que* « *les circonstances présentes peuvent rendre suspects* ; à l'effet de « quoi, ordonnons à tous les habitants, de quelle qualité et condition qu'ils soient, de venir nous dénoncer, tous les soirs, tous les « étrangers et gens inconnus qu'il seront logés dans leurs maisons, « sous peine de 50 livres d'amende et de telle autre qu'il conviendra « pour que personne n'en ignore, cette délibération sera lue, affichée et publiée aux coins et place publique de la ville. »

Cette chaude alarme, causée par l'inoffensif coup de canif de Damiens se calme bien vite ; et la vanité des consuls, flattée par la pompe des funérailles du chirurgien Boé, trouve une nouvelle occasion de s'étaler. Le 21 janvier, Limouzin fils, quatrième consul, étant mort, l'assemblée décide qu'on se conformera, pour les obsèques, à ce qui a été fait le 7 décembre 1748 pour M^r Boé, décédé dans son consulat. Ce qui fut un honneur exceptionnel devient une règle applicable à tous les consuls mourant en charge. Le premier février le défunt est remplacé par Gary fils, pour lequel Gary père donne caution ; mais comme Gary père est un des cotisateurs de la capitation, il convient, vu la nomination de son fils au consulat, de nommer Joseph Cabanes, cotisateur à sa place. La capitation, établie par ordonnance du 18 janvier 1695, pesait sur chacun, en considération de son travail, de son industrie, de sa charge et de son rang. Le rang jouit, toujours, d'un grand prestige. Je lis sur le registre : « M^r le comte de Rouville a écrit à M. le comte de Cadrieu pour « qu'il demande la main levée de la saisi des vins de M^r et M^{me} de « Savary, cette lettre est remise à M^{me} de Roger, sœur de M^r de Cadrieu » et les consuls s'empressent d'accorder la main-lever.

Avant de céder la place, les consuls de cette année ont tenu à habiller de neuf les vallets de ville ; un compte de 410 livres, 18 sols

¹ Archives municipales de Villeneuve.

est payé le 11 septembre à M^{lle} Biers, pour l'étoffe, les fournitures et façons des just-au-corps et habillements.

Le 15, il est procédé, pour l'année suivante, à la nomination des consuls. « On décide qu'il ne soit porté aucun ancien jurat qu'au « préalable il n'est rendu compte de sa gestion pendant ses années « d'exercice. » M^r Malateste de Beaufort de Jampeau, premier consul, présente pour son successeur M^r de Faure de Lapeyrière. Messieurs Mémoire aîné, Huguet, notaire, Cary fils, donnent leur démission. Il est procédé au vote, et l'assemblée nomme pour le premier rang, M^r Lalaurie, médecin, pour le second Guillaume Carrière, bourgeois ; M^r Casse, consul titulaire, accepte le troisième rang, et pour le quatrième c'est M. Bauger aîné, bourgeois du quartier Saint Etienne, qui est choisi. Voilà la seconde fois que l'assemblée met à la première place un consul qui n'est pas gentilhomme, malgré la transaction de 1604 invoquée, il y a cinq ans, lors du procès avec le juge royal, et qui exige que le premier consul soit un gentilhomme, même un gentilhomme de considération. M^r Malateste de Beaufort est donc en droit d'écrire au bas du procès-verbal, au-dessous de sa signature « le premier consul président, persistant dans « la nomination de M^r de Faure de Lapeyrière. » Le procureur du Roi Gineste passe outre et les nouveaux élus prêtent serment.

Mais, le 4 octobre, il se passe une chose plus étonnante encore. Est-ce le besoin d'argent occasionné par la triste guerre de Sept Ans ? Est-ce le désir de flatter les rancunes de la bourgeoisie. Est-ce au contraire, que le pouvoir royal tient à rehausser la noblesse en l'épurant ? Je ne sais. Ce qu'il y a de certain c'est qu'une étrange et âpre campagne est ouverte, ce jour-là, par le procureur du Roi. Il est enjoint aux jurats, consuls et collecteurs d'envoyer, au greffe de la cour des Aydes de Guyenne, l'état et le rôle des *prétendus nobles* et exempts de la taille et de la collecte, à peine de 50 livres d'amende contre lesdits jurats, consuls et collecteurs. M^r Ginestet, très zélé pour les intérêts de Sa Majesté, requiert en ces termes : « dans le « délai d'un mois, les prétendus nobles exempts et cotisés repré- « senteront les titres en vertu desquels ils prétendent jouir desdits « privilège ; faute de quoi, les consuls les comprendront et impose- « ront au rôle de roture ; et comme, ici, aucun des prétendus nobles « ou exempts n'a fait un mouvement pour satisfaire auxdits arrêts, « on les a inscrits sur le tableau de 1756 ; les prétendus nobles sont « incertains ou révocables ; plusieurs prétendus nobles se sont fait « imposer sur la capitation de la noblesse, d'autres ne sont inscrits

« *à aucune capitation*, ce qui fait que les habitants sujets au rôle de
« roture sont surchargés de tout ce que les prétendus privilégiés
« doivent supporter, ce qui tend contre les intérêts du Roi et du
« public ; aussi tous les prétendus nobles seront-ils compris dans le
« rôle de la capitation roturière. »

Le 16 octobre, M^r Gamel de Sagrade, docteur en médecine, demande à être déchargé de la collecte principale de la communauté et obtient un avis favorable, à cause des services qu'il rend, journellement, aux habitants de la ville et surtout aux pauvres. Le 30, M. Lalaurie, médecin, premier consul, et M^r Carrière, jurat et secrétaire, sont députés, avec les formules d'usage, vers l'intendant qui se rend à Agen pour le département des tailles. Le 6 novembre, il rendront compte de leur entrevue. Voici les décisions de Sa Grandeur pour chaque article de leur mémoire : 1^o Mise des nobles sur tous les rôles nouveaux ? R. Il faut mettre sur tous les rôles nouveaux tous ceux dont la noblesse n'est pas bien reconnue. 2^o Pour les réparations du pont ? R. S'adresser à M. de Vimord, ingénieur. 3^o Pour la réparation des portes de la ville ? Qu'il donnerait les moyens pour y pourvoir, par la main-levée de 500 livres qui sont entre les mains de M^r Laborde. 4^o Pour la répartition de l'Industrie ? R. Qu'on lui présente un état des surchargés, des moins chargés et des double emplois. 5^o Pour la main-levée des 539 livres, 15 sols, 6 deniers pour le reste des frais de casernement des deux compagnies du régiment d'Harcourt et de Langnedoc ? R. Ledit Seigneur donne son ordonnance sur le receveur des tailles ; en conséquence ladite somme a été payée et elle est entre les mains des consuls, à l'exception de 100 livres qui furent données, à Agen, à M. Dupin, premier secrétaire de l'Intendance pour la gratification que la communauté lui alloue annuellement. 6^o Pour la corvée des bouviers de gentilshommes et l'exploitation de l'équipage des troupes ? R. Il est sans dispute que lesdits bouviers sont sujets à cette corvée, mais que, pour plus de sûreté, Sa Grandeur écrira, sans délai au ministre. 7^o En ce qui concerne les habitants ayant la faculté de loger les troupes, et dont le logement n'est pas assez vaste ? R. Il faut loger chez les hôtes aux dépens des bourgeois. 8^o Pour la corvée des fossés de la ville ? R. Sa Grandeur préfère la corvée des chemins à celle des fossés ; chaque corvée d'hommes et de bestiaux devra être de douze par an, et chaque corvée devra être d'un jour. 9^o Sur les regisseurs des biens qui essayent de se mettre à l'abri de la capitation ? 10^o Sur les 100 fusils demandés par la ville ? R. Le désarmement

ordonné fournira assez d'armes ; Sa Grandeur est surprise que le désarmement ne soit pas encore fait. 11^e Sur la stérilité des récoltes ? R. Il y aura tel égard que de raison.

Aussitôt après cette lecture, qui pouvait donner lieu à de sérieuses délibérations, l'âpre procureur du Roi, n'ayant qu'une idée en tête, reprend son réquisitoire du 4 octobre. Il dit, à propos de l'article premier, son unique objectif : « Aucun de ceux qui sont compris dans le tableau de la collecte n'a justifié de sa nobilité ; il faut les « inscrire tous sur tous les rôles nouveaux et au rôle de roture. Soit par la négligence de nos prédécesseurs, soit par une tolérance « répréhensible, les habitants de notre juridiction sont surchargés « d'impositions ordinaires et extraordinaires, pour n'avoir fait sup- « porter à chacun les charges de son état, ce qui est contraire « aux règles de l'équité et de la justice. Je vais le détailler briève- « ment en trois articles, avec une note en trois colonne de ceux qui « doivent être inscrits au rôle des capitations roturières. Ceux qui « sont inscrits dans le premier tableau n'ont rien réclamé, quoiqu'ils « se prétendent privilégiés et portés au rôle de capitation des nobles, « habitant de la juridiction. Nous vous présentons ce tableau pour « en faire la première colonne et les inscrire sur le rôle de la capi- « tation de roture, la présente année, vu que celui qui se reconnaît « sujet à un rôle de roture ne peut se plaindre de ce qu'on l'impose « sur les autres rôles, le même homme ne pouvait être noble et ro- « turier, tout à la fois. Dans cette colonne il y a les veuves ou filles « et les enfants mineurs dont les maris et pères seraient compris « dans ledit tableau. Voici les noms de la première colonne : M^r Coc- « quard de Saint-Loup ; M^r Mothes ; M^r Galaup du Marès ; M^r Beau- « fort père ; M^r Rives, M^r Lapeyrière ; M^r Costas ; les demoiselles de « Rives, M^{lle} Boche ; M^{lle} Grelot ; M^{lle} Malateste de Jampeau ; M^{lle} de « Neymet ; M^{lle} Bap. »

« L'article second porte ceux qui ne sont compris à pas un rôle « de capitation depuis bien des années, et qui sont en état de sur- « porter par leurs grandes facultés. Chose remarquable ! personne « n'est exempt de cette imposition ; néanmoins vous verrez à la « seconde colonne un nombre de chefs qui ne sont pas un rôle ; « c'est ce que nous allons vous faire vérifier aux rôles de la capita- « tion de la noblesse et sur ceux de la roture de la juridiction. Quel « grief n'est-ce pas pour les habitants qu'ils soient obligés de sup- « porter les charges de ceux-ci ! C'est ce qui en résulte, au préju- « dice du public, sur l'idée que nos prédécesseurs avaient qu'ils

« étaient capités aux rôles de la noblesse. Avaient-ils des titres ou
« privilèges suffisants qui leur donnassent exemption de la capita-
« tion? ils devaient, au moins, en justifier. Voici les noms de la
« deuxième colonne : M^r Lapeyrière ; M^r Costas ; M^r Malateste de
« Jampeau fils ; M^r Moncenot ; M^{me} de Neymet ; M^r de Neymet, croisé ;
« M^r Villas ; M^r Plaisance ; M^r Chapdu de Biau ; M^{me} Bap. »

« L'article troisième part de ceux qui se sont rendus domiciliés et
« habitants de la ville depuis quelques années, et qui, profitent des
« droits de ville et prérogatives des autres habitants, soit pour l'en-
« trée des vins qu'ils recueillent dans les juridictions de Pujols et de
« Tombebouc qui n'ont entrée que pour ceux qui habitent notre
« ville, en supportent les charges comme les autres habitants, sui-
« vant les usages et statuts de la juridiction. Il n'est pas notoire
« qu'ils payent pour la juridiction aucune capitation, soit au rôle de
« la noblesse, soit au rôle de roture ; et ce sont ceux dénommés
« dans la troisième colonne qui, profitant des privilèges et droit de
« la ville, ne peuvent pas se plaindre de supporter partie des char-
« ges des autres habitants, puisqu'ils nous ont déclaré vouloir s'en
« rendre, et qui, en conséquence, ont joui et jouissent desdits pri-
« vilèges. Ainsi donc je requiers qu'il vous plaise de porter les dé-
« nommés des trois colonnes aux rôles de roture de la présente
« année. Voici les noms de la troisième colonne : M^r Beaumont de
« Beaujoly ; M^{me} du Tiers et son fils cadet ; M^r de Castelgaillard ;
« M^r de La Sylvestrie. »

Notre première supposition était la vraie. C'est à la bourse que l'on vise beaucoup plus qu'à l'épuration de la noblesse. Mais ce vent de bourrasque, comme un avant-coureur des revendications égalitaires de la Révolution, n'en secoue pas moins violemment la quiétude des gens inscrits sur le tableau de ce procureur du Roi qui parle, déjà, comme un procureur de la commune de 92. Les protestations vont se produire et, aussi, les contre-protestations de notre assemblée bourgeoise. Ainsi, le 4 décembre, les officiers de l'Election d'Agenois, dans l'ordonnance de vérification de la taille, n'ayant pas compris M^r de Costas, la ville fait appel devant la cour des Aydes. Le 18, M^r le Président de Bonrepos signifie la nobilité de ses biens ; la communauté, n'ayant aucune raison à opposer, s'en remet à la prudence de M^{rs} de l'Election.

Le même jour on apprend la nouvelle de la honteuse défaite de Rosbach. L'assemblée hausse le ton et ne permet pas qu'on conteste ses droits. Un sieur Rigal, condamné à deux mois de cachots pour

violences et excès, résiste aux soldats du guet, encouragé par son père premier régent du collège. Mandé à l'hôtel-de-ville le régent le prend de très haut, se déclare dépendant du curé, et indépendant des consuls et jurats. Ceux-ci maintiennent que ce régent dépend d'eux seuls qui le paient et non du curé ; alors Rigal père, le menace d'un procès ; mais l'assemblée, devant une pareille impertinence, décide qu'il sera mandé de nouveau, pour se rétracter et s'excuser.

Elle passe ensuite à la protestation de Malateste de Jampeau contre l'élection, comme premier consul, du médecin Lalaurie à la place de Faure de Lapeyrière. M^r Ginestet ayant réclamé communication des pièces signifiées, pour y faire des réflexions et les communiquer à la communauté, la discussion est renvoyée au 11 janvier 1758.

Ce jour là, le procureur du Roi, communique ses réflexions, sur le ton le plus méprisant pour le protestataire : « M^r de Jampeau, dit-
« il, qui a nommé M^r de Lapeyrière, et qui ne veut pas de M^r La-
« laurie comme premier consul, a présenté une requête au Parle-
« ment pour faire casser l'élection. La communauté prendra fait et
« cause pour M^r Lalaurie, et le procès sera soutenu, tant par ce der-
« nier que par la communauté, et aux frais et dépens d'icelle, sauf
« la répétition. Si la demande du sieur Malateste était accueillie, il
« s'en suivrait que le chaperon resterait héréditaire entre les pa-
« rents et alliés dudit de Jampeau qui ne manqueraient pas de se le
« renvoyer les uns aux autres, surtout dans les circonstances pré-
« sentes, et à raison des recherches qui se font contre les prétendus
« nobles, qui, pour s'affranchir de la servitude réelle de leur con-
« dition, s'immiscent à porter l'épée et à prendre les qualités de
« messire et d'écuyer, et s'arrogent, en conséquence, le droit
« d'exemption de toutes charges publiques. C'est ce que le requé-
« rant aurait remarqué pour l'acte et requête ci-dessus mentionnés,
« quoique ledit de Jampeau ne put ignorer que son père est réputé
« roturier, ayant souffert son nom sur le tableau de la collecte, et
« qu'en conséquence il y a été collectiné l'année dernière 1757, sous
« le consulat de son propre fils. La communauté demandera à la
« Cour, qu'avant faire droit à la demande dudit Jampeau, elle se
« fasse, préalablement, rapporter les titres qui lui donnent les qua-
« lités de messire et d'écuyer, comme étant une chose de police
« d'Etat de savoir avec qui l'on plaide, pour le contredire. »

L'assemblée vote ces conclusions, nomme Ginestet représentant de la communauté dans le procès intenté par Malateste à Lalaurie,

avec autorisation de prendre tel procureur au Parlement qui lui conviendra.

Le 27 mars, M. Sarrette cadet a été nommé syndic de la paroisse Sainte Catherine ; il veillera à la construction du presbytère et fera les paiements ; en conséquence il lèvera les sommes pour ces impositions et en rendra compte. En même temps, il est décidé que pour éviter des procès au sujet du touchement de l'orgue lors de l'entrée à l'église de M^{rs} les consuls et de M^r le procureur du Roi, *en rob^{rs}*, l'organiste touchera un salaire, chaque fois que cela aura lieu.

En juillet, la disette reparait. La bonne harmonie qui régnait entre les consuls, les jurats et le procureur du Roi Ginestet, lorsqu'il s'agissait de traquer les prétendus nobles, est un peu troublée. Le procureur du Roi a pris, dans cette classe, un tel ascendant, ses réquisitoires ont été si bien obéis, qu'il croit le moment venu de mener, aussi, à la baguette, l'assemblée communale ; et, celle-ci cesse, dès lors, d'approuver le ton et la chanson de l'âpre Ginestet. Le 8 juillet, le procès-verbal relate le conflit. « Il y a écrit Ginestet, « disette de grains sur le marché, depuis douze à quinze jours ; il « s'agit de la vie des humains ; qu'ils ne soient pas donc excédés par « les monopoleurs qui se mêlent de vendre et revendre des grains. « Il n'y a pas de plus sage et de meilleur parti à prendre que de « laisser la liberté absolue aux marchands qui le commercent, et « c'est ce qui se trouve actuellement permis par la déclaration du « Roi, de septembre 1754. Cette liberté ne peut produire que des « agences propres à faire diminuer le prix du grains, n'y ayant aucun système qui soit plus convenable au Roi, au bien de l'Etat, et « au soulagement du public que de tenir la main à l'exécution des « édits et déclarations de Sa Majesté, pour la vente et la revente « des grains. Je vous invite donc à procurer l'abondance des grains « sur notre marché ; par ce moyen on évitera le murmure de la « populace qui, depuis huit ou dix jours, se plaint de ne pas trouver « de pain chez les boulangers, lesquels se plaignent, à leur tour, de « ne pas trouver de grains au marché ni ailleurs, et ce, à cause des « pluies continuelles qu'il fait depuis bien des jours et qui retardent la moisson ; ce qui oblige les habitants de la campagne à se « jeter sur la ville et à enlever le pain qui se trouve cuit chez les « boulangers. Ce matin, à 7 heures, j'ai fait une visite chez les boulangers, sans pouvoir trouver une seule livre de pain.

C'est à ce moment que le conflit éclate ; le procureur est invité à sortir, pendant la délibération ; il s'y refuse, et l'assemblée prend la résolution suivante :

« La communauté requiert qu'il soit défendu à tous les particuliers, de quelle qualité et condition qu'ils soient, de faire aucune
« vente de grains dans leurs maisons ou magasins ; qu'ils soient
« tenus de les porter au marché de cette ville, pour y être vendus
« et mesurés, au cours ordinaire ; qu'il soit fait défense aux marchands et boulangers d'acheter ailleurs que dans le marché, à
« *peine de mille livres d'amende.* »

C'est le système néfaste qu'on emploiera pendant les famines de la période révolutionnaire. Le procureur du Roi exige, alors, la taxe de 19 deniers par livre du pain de brasse sur le prix du blé acheté par les boulangers chez les particuliers. Les consuls répliquent que, le procureur ayant refusé de les laisser opiner librement sur sa réquisition, ils se sont retirés à l'hôtel-de-ville, pour y faire droit, quand besoin sera. Mais Ginestet tient bon.

« Il n'y a pas, dit-il, de refus de ma part de vous laisser opiner
« sur ma réquisition, mais bien une inquiétude, de la vôtre, et une
« constatation de contravention formelle à l'arrêt de la cour, de
« 1755, concernant nos fonctions. Le prétendu refus n'est autre
« chose que, lorsque les consuls sont assemblés à l'hôtel-de-ville,
« en assemblée particulière ou générale, ils voudraient exiger,
« qu'après avoir couché notre réquisitoire sur le registre, nous
« sortissions de l'hôtel-de-ville, et nous ne fussions pas présent aux
« délibérations. Or, nous avons le droit d'être présent à tout ce qui
« se passe à l'hôtel-de-ville. Nous avons résisté au compliment
« qu'ils nous ont fait de passer la porte ; et c'est là le prétendu refus ; aussi, allons-nous nous pourvoir devant le plus ancien possédant. »

L'assemblée est matée, une fois de plus, elle se soumet, et vote la taxe de 19 deniers ; mais son ressentiment éclatera bientôt.

Le même jour, il est donné lecture de la sentence de l'Election d'Agen maintenant Gabel de Monfabès dans la possession et nobilité de la maison de Monfabès et dépendances, dans la paroisse de Saint-Sernin ; maintenant, aussi, cette nobilité pour les possessions des dames de Roger (Montalembert) de M^r de Scorailles de Saint-Gruères, et des dames de l'hôpital, représentées par M^r Sarrette, syndic.

Tous les maux nous frappent à la fois. Avec la disette il nous

faut subir un ordre du Roi qui nous impose la formation de 4 compagnies de 50 hommes chacune. Le 14 Août, l'assemblée gémit, en ces termes, sur cette nouvelle calamité : « Il y a impossibilité de
« choisir ces 200 hommes sans endommager les familles, c'est-à-
« dire, sans y comprendre leurs chefs qui seraient forcés à aban-
« donner leurs biens et commerce, l'artisan son métier qui lui seul
« fournit, par son industrie, à faire vivre sa femme et ses enfants,
« le laboureur sa charrue et la culture de ses terres. Les chefs
« manquant, tout se trouverait abandonné, les habitants obligés
« de mendier, et les biens-fonds resteraient incultes. Nous sup-
« plions le gouvernement de modérer sa demande à une compa-
« gnie de 50 hommes, la juridiction ayant été dépourvue de jeu-
« nesse par les enrôlements de la milice des gens de mer qu'on a
« sortis. M^r le maréchal duc de Richelieu, gouverneur de la Pro-
« vince, sera averti de la difficulté de fournir les 4 compagnies,
« comprenant des garçons ou des gens mariés, et de l'impossibilité
« de former cette troupe, sans y comprendre beaucoup de gens
« mariés, attendu la pénurie de garçons. »

Bien entendu, qu'en attendant l'effet de cette protestation, l'assemblée déclare qu'elle obéira aux ordres de Sa Majesté.

FERNAND DE MAZET.

(à suivre)

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

L. ESQUIEU, *Les Templiers de Cahors*, notes historiques.
(Cahors, Girma, 1899).

Sans entrer dans l'examen du problème historique encore bien difficile à résoudre impartialement, de la suppression des Chevaliers du Temple, M. Esquieu s'est borné « à essayer de réunir ce qui nous reste de documents, sur ceux de ces chevaliers établis dans le pays de Cahors. »

L'auteur nous retrace avant d'aborder cette étude spéciale, les grandes lignes de l'existence de l'Ordre, puis énumère les diverses commanderies du Quercy ; le Temple de Cahors est ensuite décrit dans ses origines ; on nous dit ce qu'il devait être et ce qu'il devint, puis on passe aux détails émouvants de l'arrestation des Templiers, leur procès, leurs aveux, les principaux griefs invoqués contre eux et qui sont presque toujours le crachement sur la croix, le baiser gnostique et autres pratiques suspectes.

M. Esquieu, donne ensuite, d'après Michelet, le procès du Chevalier Géraud de Caus, commandeur de la maison du Temple du Bastit qui après de longues réticences, avoua une partie des faits reprochés.

Il faut tenir compte, dit l'auteur, que beaucoup de ces Chevaliers parlaient par faiblesse ou par intérêt, et que le pape Jean XXII, reconnu solennellement leur innocence.

La troisième partie, absolument locale est la plus intéressante : elle donne le nom et identifie beaucoup de Templiers du Quercy, avec de précieux renseignements sur les familles.

• Citons ce qui regarde aussi l'Agenais :

FR. CASTANHERIO vel CASTANHIER (P. de). Agenensis ; P. de Castanier. — Comparait à Paris le 23 février 1310, venant de Moissac, et se porte défenseur de l'Ordre. Le 28 mars, on le convoque pour la nomination d'un délégué. Le 30 mars, il proteste contre l'acte d'accusation et demande justice.

• FR. TEYACO (Raynaldus de) ; Reynaud ou Renaud de Tayac. —

Reçu vers 1297 au Temple de Rougemont¹, diocèse d'Agen, à l'âge de 20 ans environ, par le frère Pierre d'Albe, alors commandeur de cette maison.

Ses frères, Pierre et Amalvin de Tayac avaient été reçus dans le diocèse de Bordeaux ; ils étaient tous les trois fils de feu Bertrand de Tayac, du diocèse de Cahors ; plus haut, dans l'interrogatoire, Bernard de Tayac avait formulé des accusations très précises contre le commandeur de la maison du Temple de Rougemont, à l'occasion de sa réception, à laquelle assistait aussi le Frère Arnaud de Rougemont.

On trouve encore quelques noms qui intéressent l'Agenais plus ou moins directement : d'Hébrard, de Cardaillac, de Montpezat, etc.

Nous ne voyons pas de reproches à faire à l'érudit quercynois : tout au plus pourrions-nous signaler certaines identifications douteuses et regrettons-nous qu'il ne paraisse pas avoir connu un livre qui l'aurait beaucoup aidé dans ses méritoires recherches : je veux parler de l'*Histoire du Grand Prieuré de Toulouse*, de M. A. du Bourg, dont notre éminent Secrétaire Perpétuel, M. G. Tholin, a donné ici même², une lumineuse étude critique, avec de magistrales additions en ce qui concerne l'Agenais.

¹ Le très regretté Jules Andrieu, donne dans son *Histoire de l'Agenais*, tome 1, page 107, une énumération des nombreuses commanderies agenaises : le Temple de Rougemont ne s'y trouve pas cité, du moins sous ce nom ; je ne le trouve pas non plus dans l'excellent *Pouillé Historique du Diocèse d'Agen*, de M. l'abbé Durengues, ni à aucune table de lieux-dits ; j'ai consulté, en attendant un dictionnaire topographique du département, l'admirable inventaire des Archives départementales, dû à MM. Goujet et Tholin, sans trouver ce nom à la table si touffue des noms de lieux.

Ne serait-ce pas là qu'il faudrait chercher le célèbre Temple de Carisaille dont nul n'a jamais retrouvé les traces ? Ceci était écrit lorsque notre savant archiviste me fait observer qu'il ne faut pas trop prendre au pied de la lettre la traduction de « *Templi de Monte-Rubeo* », par Rougemont, traduction empruntée par M. Esquieu, à Michelet, écrivain qui a plus de génie créateur que de patiente érudition. Cela peut aussi se traduire par Montrouge, ou par La Motte Rouge. Les Montalembert possédaient au xvi^e siècle une seigneurie de ce dernier nom, entre Penne et Villeneuve.

² Année 1883, tome x, pages 181 et suivantes.

Il ne nous reste plus qu'à féliciter M. Esquieu de sa belle étude ; nous lui souhaitons de la couronner en nous donnant une suite sur les diverses autres commanderies du Quercy.

Un travail du même ordre serait à entreprendre pour notre région.

H. TAMIZEY DE LARROQUE.



L'abbé TAILLEFER, *Les Tards-Avisés*, 1707. — Nouveaux documents
(Cahors, impr. Delpérier, 1899).

C'est encore du Quercy que nous vient cette intéressante brochure. On sait que cette insurrection naquit d'un impôt fiscal sur les baptêmes et les mariages, que le gouvernement de Louis XIV avait été dans la nécessité d'établir pour la défense nationale en 1705.

Ce nouvel impôt et le mode vexatoire de sa perception firent déborder le vase et le Quercy fut particulièrement agité.

Nos historiens de l'Agenais paraissent ignorer que ce mouvement se repercuta dans notre région, mais sans éclater : voici ce que dit M. l'abbé Taillefer d'après une lettre de M. de Fouilhac.

« Il y eut aussi un commencement d'émotion en Agenais. Le maréchal de Montrevel s'avança jusqu'à Villeneuve, où il resta trois ou quatre jours, et cela suffit pour maintenir dans le devoir tous les malintentionnés. »

Un vicaire-général d'Agen, M. de la Serre, prieur et seigneur de Pommeric (archiprêtré de Moncabrié) a joué un rôle de conciliation dans cette émeute. Deux mille hommes armés vinrent le prier de leur donner sa bénédiction, avant d'aller rejoindre « une grande troupe qui était déjà en chemin. » M. de la Serre les pria de venir entendre la messe qu'il allait dire : « Après la messe, le Pasteur monta en chaire, représenta avec vivacité que les attroupements étaient défendus, et finit en disant qu'ils étaient venus pour lui demander sa bénédiction ; qu'il donoit au contraire sa malédiction à tous ceux qui ne quitteroient pas les armes et qui ne retourneraient pas à leur maison. Toute la troupe interdite obéit sur le champ. » Notre savant confrère, M. L. Greil, possède des « mémoires pour servir à la vie » de M. de la Serre, qui mourut le 25 avril 1743, âgé de 80 ans.

H. T. DE L.

NÉCROLOGIE

M. ALLMER — M. DAST LE VACHER DE BOISVILLE

Nous devons un souvenir à ceux qui ayant vécu loin de nous, étrangers à notre pays, lui ont néanmoins rendu des services. Les deux érudits dont on vient de lire les noms et dont on déplore la perte récente ont contribué l'un et l'autre à faire mieux connaître certains points de l'histoire de l'Agenais.

. . .

M. A. Allmer, qui habitait Lyon, succombe à l'âge de 85 ans. Sa vie est un bel exemple de travail obstiné, sans repos. Parmi ses grands ouvrages, citons la préparation du volume des inscriptions du Languedoc ; de plus, jusques à la dernière heure, il a publié, à lui seul, la *Revue épigraphique*, qui faisait autorité dans le monde savant. S'il s'était rencontré en France, il y a quarante ans, seulement cinq ou six hommes ayant une science égale à celle de M. Allmer, des loisirs et la bonne volonté de s'associer à lui, nous n'aurions pas laissé à l'Allemagne l'honneur de publier le grand *corpus* des inscriptions romaines.

M. Allmer a reproduit dans sa revue une bonne partie des inscriptions provenant de l'Agenais. Ces textes sont accompagnés de commentaires qui sous une forme brève n'en renferment pas moins des corrections de lecture indiscutables et des aperçus nouveaux. Un article sur les Nitiobriges et des notes sur les Sotiates ont éclairé quelques-uns de ces points obscurs qui rendent si difficile l'étude de nos origines.

Que l'on me permette un souvenir personnel. J'eus l'occasion de faire la connaissance de M. Allmer, il y a vingt ans, voici dans quelles circonstances.

Une des tablettes de bronze dédiées à Claudius Lupicinus m'avait été communiquée au moment de sa découverte. On m'annonçait que deux autres tablettes pareilles avaient été trouvées associées à

celle-ci et que le tout pouvait être acheté. C'était le beau temps de la Société du Musée. Courir chez mon ami M. Magen, notre cher et regretté président, fut l'affaire de quelques minutes. Traiter du prix d'acquisition et organiser une souscription fut l'affaire de quelques jours. Quand les précieuses tablettes furent bien à nous, M. Magen et moi nous nous mîmes à préparer la publication de ces textes.

Cependant il arriva qu'un jour, en allant voir mon ami, dans le bureau toujours ouvert de sa pharmacie, je trouvai installé dans son fauteuil non pas lui mais un inconnu à cheveux blancs qui prenait un estampage de nos chères inscriptions avec tous les soins requis et une joie qui pétillait visiblement dans ses yeux. Je restai quelque peu interloqué et mon « Bonjour, monsieur » fut probablement assez froid, lorsque M. Magen survenant s'écria : « C'est M. Allmer, le « maître en épigraphie que vous connaissez de réputation ! Nous lui « céderons le pas. Il publiera le premier nos diplômes. » Mon acquiescement spontané, sans réserves, fut récompensé par la plus cordiale poignée de main du vénérable érudit.

M. Allmer avait fait un long voyage pour étudier ces inscriptions d'un type si rare. C'est avec une délicatesse parfaite qu'il sollicita la permission de les faire connaître, nous laissant le soin des commentaires et nous proposant de nous aider, afin que notre article destiné à la *Revue archéologique* fut aussi exact et aussi complet que possible.

D'ailleurs l'obligeance de M. Allmer n'avait d'égale que sa science. Il y a moins de trois ans, il prit la peine de copier pour moi quinze pages de la traduction qu'il venait de faire d'un mémoire de M. Hirschfeld sur les peuples de l'Aquitaine et notamment sur la question des Sotiates. Les discussions entre M. Camoreyt et M. l'abbé Breuils sur l'emplacement de l'oppidum des Sotiates l'avaient vivement intéressé, sans qu'il ait pris parti pour l'un ni pour l'autre.

Les bons épigraphistes sont rares en France. La perte de M. Allmer est de celles qui ne se réparent pas.

...

M. Dast Le Vacher de Boisville, qui habitait Bordeaux, est mort tout jeune. Son amour du travail allait jusque à un surmenage qui a contribué peut-être à abrégér ses jours. Il vivait fort retiré, en bénédictin laïque. Ses publications sur les archives municipales, les bourgeois de Bordeaux et les sujets les plus divers sont considé-

rables ; et toutefois c'est peu auprès de ce qu'il espérait réaliser. Il laisse une quantité énorme de notes et d'études inachevées. Nul ne connaissait mieux que lui les annales du Parlement de Guienne.

Il savait prendre sur lui des tâches ingrates ; il s'appliquait avec autant de soin à préparer et à parfaire des œuvres collectives qu'à élaborer ses œuvres personnelles. C'est à lui que la Société des Archives historiques de la Gironde confiait en grande partie le choix des textes à publier dans ses volumes et la dernière révision des épreuves. Dast de Boisville était le bras droit du président si dévoué de cette Société, notre confrère M. Fr. Habasque. Aimable et serviable pour tous, il ne comptait que des amis.

C'est à lui et à M. Habasque que nous devons certainement d'avoir vu si bien accueillir les documents agenais qui ont paru dans les trois derniers volumes des *Archives historiques*.

Tout récemment, lorsque je préparais la publication d'un *Aide-mémoire pour servir à l'histoire de l'Agenais*, je constatai une déplorable lacune : il n'existait aucune liste complète des gouverneurs et des lieutenants généraux pour la province de Guienne. Sur ma demande, M. Dast de Boisville voulut bien composer cette liste. Les travaux de ce genre sont ingrats et ne s'improvisent pas. Il fallait suspendre pendant quinze jours, un mois peut-être, toute autre étude pour reconstituer cette nomenclature avec des précisions de dates. Mon excellent collaborateur fut prêt à l'heure dite et, quand je lui soumis mes remerciements, sa modestie lui fit rayer de ce manuscrit à imprimer quelques mots qu'il trouvait trop élogieux.

En inspirant quelques regrets pour ce vaillant travailleur, ce parfait honnête homme, ce confrère dévoué, je n'aurai pas encore payé ma dette de reconnaissance.

Ce n'est point malheureusement par la foule que de tels hommes peuvent être appréciés. Ils n'ont rien recherché de ce qui met le plus en relief, de ce que les ambitieux poursuivent à tout prix et souvent par tous les moyens : les grands honneurs et les grandes fortunes. Leurs volontés se sont exercées et leurs labeurs se sont accomplis dans un de ces domaines très calmes de la science, où fleurit encore l'amour de la vieille patrie française, où l'on reste simple ouvrier avec désintéressement. Heureux cependant ceux qui après avoir vécu comme eux, rendant des services, le cœur bon, les mains nettes, peuvent mourir devant les hommes et devant Dieu avec sérénité.

G. THOLIN.

TABLE MÉTHODIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XXVI

ARCHÉOLOGIE

Archéologie préhistorique

Découverte de deux cromlechs, par G. Tholin. 375.

Archéologie gallo-romaine

Note sur un bas-relief antique découvert à Agen en 1899, par Jules Momméja. 289.

Archéologie militaire

Le château de Gavaudun par Ph. Lauzun. 5, 97.

Sphragistique et numismatique

Les sceaux et les armoiries des villes de l'Agenais par G. Tholin. 193.

Les Triens agenais et le monétaire Doddolo par J. Momméja. 511.

Les ateliers monétaires mérovingiens de la région agenaise par G. Tholin. 515.

A propos du triens Canechoris, par L. Massip. 518.

ARTS INDUSTRIELS

Les Verreries anciennes de la collection Gaston Sabatier, par J. Momméja. 481.

HISTOIRE

Histoire régionale

Notes sur la féodalité en Agenais, au milieu du XIII^e siècle, par G. Tholin. 62, 173 (fin).

A propos des Raffin d'Agenais par J. Beaune. 170.

Encore les Raffin d'Hauterive ; une réponse par le Dr L. Couyba. 274.

Dernier mot sur les Raffin par J. Beaune. 377.

Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne par Ph. Lauzun. 212, 342, 403, 520.

Le marquisat de Ferrières (Lot) et ses seigneurs par F. M. 320, 435.

Les méfaits du Frère Hugues de Bonnefoy de la Commanderie de Sauvagnas par G. Tholin. 427.

Un soudard agenais au temps de la Fronde par G. Tholin. 538.

Histoire municipale

Etude sur les statuts, actes des consuls et délibérations de Jurade de la commune et juridiction de Villeneuve d'Agenais par F. de Mazet (suite). 27, 140, 240, 355, 542.

Journal agenais des Malebaysse (suite et fin). 50, 161, 232.

Histoire religieuse

Jules Mascarón, évêque d'Agén ; une visite à Casseneuil, par Mgr Hébrard. 498.

Bibliographie régionale

Histoire du château, de la ville et des seigneurs de Montpezat et de l'abbaye de Pérignac par André de Bellecombe, publiée avec quelques additions par G. Tholin (*Ph. Lauzun*). 86

Douze lettres inédites de Blaise de Monluc et deux Lettres inédites d'Isabeau de Beauville, sa seconde femme, par Paul Courteault (*G. Tholin*) 94.

Liste des gouverneurs, lieutenants généraux et lieutenants du Roi en Guienne par Dast Le Vacher de Boisville (*G. Tholin*). 96.

L'Etat social de la France au temps des Croisades par L. Garreau (*abbé Durenques*). 186.

Liber miraculorum Sanctæ Fidis (*A. Bouyssy*). 280.

Notice sur les Montpezat de Poussou et leurs alliances par le docteur Couyba (*G. Tholin*). 284.

Généalogie de la famille de Galtz par Pierre Meller (*G. Tholin*). 285.

Aide-Mémoire pour servir à l'histoire de l'Agenais par A. de Bellecombe et G. Tholin (*Ph. Lauzun*). 476.

Les Templiers de Cahors par L. Esquieu (*H. Tamizey de Larroque*). 552.

Les Tard-avisés par l'abbé Taillefer. 554.

DOCUMENTS HISTORIQUES

Ordre pour la surprise d'Agén par le sieur de Saint-Chamarand, sénéchal d'Agenais, communiqué par G. Tholin. 79.

Un père de vingt-huit enfants sous Louis XV. com. par E. Roumat. 82.

Lettre d'un Cadet de Gascogne, com. par l'abbé Dubois. 84.

Tablettes révolutionnaires : 1. Le meurtre de Gripière de Moncroc ;

2. Les canons de Sainte-Livrade, com. par G. Tholin. 152, 158.

Une circulaire au clergé d'Agenais après 1685, com. par le Dr Couyba. 226.

Lettre d'un poète Agenais oublié, A. Baratet, com. par G. Tholin. 260.

Nouvelle de l'assassinat d'Henri IV, com. par E. Roumat. 272.

Acte concernant le prieuré de Monsempron, com. par H. D. 462.

Deux lettres inédites du Roi de Navarre (Henri IV), com. par G. Tholin. 471.

VOYAGES

Souvenirs d'Algérie : Les amulettes et les talismans chez les Arabes, par Lac de Bosredon. 44.

Concordia, par Emile Gaussen. 262.

Deux relaches, par J. de J. : Djiboutil. 313 ; Colombo. 410.

POÉSIES

Rythmes et rimes par Lac de Bosredon. 279.

Deux sonnets par Paul Maryllis. 378.

Saint Antoine de Padoue par Lac de Bosredon. 474.

Bibliographie littéraire

Les Harmonies naturelles par Paul Maryllis (*G. Tholin*). 282.
Théophile et Paul de Viau par Ch. Garrisson (*Ph. Lauzun*). 380.

BIOGRAPHIES

Bibliographie des hommages rendus à la mémoire de Ph. Tamizey de
Larroque par le comte de Dienne. 293, 385

NÉCROLOGIES

Fernand de Mazet, par G. Tholin. 286.
Allmer, par G. Tholin. 555.
Dast Le Vacher de Boisville, par G. Tholin. 556.

TABLE DES PLANCHES

Le château de Gavaudun. 4, 26, 97.
Sceau d'Agen. 193, 197, 206, 207.
Sceau de Penne. 199.
Sceau de Villeneuve (?). 208.
Armoiries de Castillonnès. 208.
Armoiries de Duras. 209.
Armoiries de Lauzun. 209.
Armoiries de Luzignan. 209.
Bas relief en marbre trouvé à Agen en 1899. 289.
Philippe Tamizey de Larroque. 385.
Spécimens de verreries agenaïses. 481, 485, 489, 493.

TABLE MÉTHODIQUE DÉCENNALE

(1890-1899)

TOME XVII — TOME XXVI

ARCHÉOLOGIE

Archéologie préhistorique

Découverte de deux Cromlechs, par G. Tholin. xxvi, 375.

Archéologie gallo-romaine

Inscription de Hautefage, d'après Moivat et Allmer par G. Tholin. xxii, 540.

Le Temple gallo-romain d'Eysses par G. Tholin. xxiii, 97.

Note sur un bas-relief antique découvert à Agen en 1899 avec pl., par Jules Mommeja. xxvi, 289.

Archéologie religieuse

Les peintures murales de l'église de Pervillac par J. de Guillaumes. xxii, 220.

Notes sur l'église de Saint-Côme, avec pl., par A. Nicolaï. xxiii, 526.

Antiquités de Caumont, Samazan, Argentan par A. Nicolaï. xxiii, 534.

Quelques détails de l'église de Monsempron, avec pl., par G. Tholin. xxiv, 289.

Deux vieilles églises de Montpezat, avec pl., par G. Tholin. xxv, 413.

Archéologie civile

Les Enceintes successives de la ville d'Agen, avec pl., par Ph. Lauzun. xxi, 5, 115, 210.

La maison du sénéchal à Agen, avec pl., par G. Tholin. xxv, 413.

Archéologie militaire

Le château de Nérac, avec pl., par Ph. Lauzun. xxiii, 7.

Le château de Caumont, avec pl., par Ph. Lauzun. xxiii, 385.

Le château de Sauveterre-la-Lémance, avec pl. et un plan, par G. Tholin. xxiv, 193.

Le château de Perricard, avec pl., par G. Tholin et Ph. Lauzun. xxiv, 385.

Le château d'Estillac, avec pl. et un plan, par G. Tholin et Ph. Lauzun. xxiv, 481 et xxv, 5.

Le Château de Gavaudun, avec pl. et plans, par Ph. Lauzun. xxvi, 5, 97.

Sphragistique et Numismatique

Le sceau de Jeanne Plantagenet, avec pl., par John Evans, traduit et annoté par J. Mommeja. xxiv, 382.

Les sceaux et les armoiries des Villes de l'Agenais, avec pl., par G. Tholin. xxvi, 193.

- Les Triens agenais et le monétaire Doddolo par J. Mommeja. xxvi, 511.
Les ateliers monétaires mérovingiens de la région agenaise par G. Tholin. xxvi, 515.
A propos du triens Canechoris par L. Massip. xxvi, 518.

Bibliographie archéologique

- Notes sur quelques planches consacrées à des monuments Agenais par G. Tholin. xxi, 86.
Les mosaïques de l'abbaye de Moissac par J. Mommeja (*J. Andrieu*). xxii, 190.
L'Oppidum des Sotiates d'après Camoyreit et l'abbé Breuils (*G. Tholin*). xxiii, 57.
Les maisons d'Henri IV dans les Landes de Gascogne et d'Albret par A. Nicolai (*Fr. Habasque*). xxiii, 182.
Le Mas-d'Agenais sous la domination romaine et le cimetière gallo-romain de Saint-Martin par A. Nicolai (*G. Tholin*). xxiii, 471.
Excursion de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne au pays d'Albret par Ph. Lauzun. xxiii, 454.
Cassinogilium par C. Jullian (*Tamizey de Larroque*). xxiii, 561.
Châteaux Gascons de la fin du xiii^e siècle par Ph. Lauzun (*Tamizey de Larroque*). xxv, 156.
Inventaire général des Piles gallo-romaines du Sud-Ouest de la France et plus particulièrement du département du Gers par Ph. Lauzun, (*G. Tholin*). xxv, 557.

BEAUX-ARTS

- Les départements du Sud-Ouest au salon de 1893. xx, 250.
Le Musée d'Agen en 1895 par G. Tholin. xxiii, 89.
Les vieux tableaux de l'hôtel-de-ville d'Agen par G. Tholin. xxiv, 375.
La peinture et la sculpture chez les Musulmans par Lac de Bosredon. xxv, 70.
L'exposition des Beaux-Arts à Montauban par J. Mommeja. xxv, 270, 416.
Unsculpteur oublié : Gaëtan Merchi, avec pl., par Ph. Lauzun. xxv, 493.

Arts Industriels

- Les faïences anciennes du Sud-Ouest d'après le dictionnaire de la céramique de M. E. Garnier par J. Mommeja. xxi, 372.
Les anciennes faïenceries de l'Agenais, avec pl., par G. Sabatier. xxv, 97.
Les verreries anciennes de la collection G. Sabatier, avec pl., par Mommeja. xxi, 481.

Bibliographie artistique

- Introduction aux mélodies Grégoriennes par Boyer d'Agen (*J. Andrieu*). xxi, 289.
Les tableaux du château d'Aiguillon et le Musée d'Agen par J. Mommeja (*G. Tholin*). xxi, 455.
Gustave de Galard, sa vie et son œuvre par Gustave Labat (*F. Habasque*). xxiii, 467.
Souvenirs : L'Enfance par Munkacsy Mihaly (*G. Tholin*). xxiv, 188.
Les Tiepolo par H. de Chennevières (*G. Tholin*). xxv, 279.

HISTOIRE

I. — GÉOGRAPHIE HISTORIQUE

- Les Nitiobriges par J.-F. Bladé. xx, 97.
Les Tolosates et les Bituriges Vivisci par J.-F. Bladé. xx, 398.
Géographie politique du Sud-Ouest de la Gaule Franque au temps des rois d'Aquitaine par J.-F. Bladé. xxii, 47, 114, 193.
A propos de l'embouchure de l'Avance par C. Jullian. xxiv, 157.
Réponse sur le même sujet de A. Nicolai à Jullian. xxiv, 266.

Bibliographie géographique

- Le plan d'Agen par Caury (*G. Tholin*). xxii, 288.

II. — HISTOIRE CIVILE ET POLITIQUE

Histoire régionale

- Le dernier duc d'Aquitaine : Xavier Joseph Marie de France par Fr. Habasque. xvii, 5, 162.
Abrégé chronologique des Antiquités d'Agen par J. Labrunie (fin). xvii, 318.
Les Vascons avant leur établissement en Novempopulanie par J. F. Bladé. xvii, 469 ; xviii, 81.
La charte d'Alaon et ses neuf confirmations par J.-F. Bladé. xviii, 257.
Les Ibères par J.-F. Bladé. xix, 181.
Une visite épiscopale à Saint-Jean de Luz sous Louis XIV par F. Habasque. xix, 470.
Le château de La Serre et le comte d'Egmont par Ph. Lauzun. xx, 84.
La misère dans l'Agenais en 1774 par l'abbé Durengues. xxii, 25, 126, 214.
L'expédition maritime de Peyrot de Monluc en 1566 par J. Andrieu. xxii, 105.
Causeries sur les origines de l'Agenais par G. Tholin. xxii, 144, 433, 516 ; xxiii, 40, 138.
Monluc à Estillac. Ses démêlés avec les seigneurs du Buscon par P. Tierny. xxii, 308.
Les comtes Carolingiens de Bigorre et les premiers Rois de Navarre par J.-F. Bladé. xxii, 326, 400, 481 ; xxiii, 16, 308, 418 ; xxiv, 34, 201, 313.
L'Agenais dans l'Inventaire des arrêts du Conseil d'Etat par Ph. Tamizey de Larroque. xxii, 538.
Molière à Bordeaux par Dast Le Vacher de Boisville. xxii, 547.
La question des Sotiates par G. Tholin. xxiii, 264.
Encore Madaillan de La Sauvetat et les ducs d'Epéron par Maurice Campagne. xxiii, 366.
Les routiers de Castelculier par Ph. Tamizey de Larroque. xxiii, 446.
Notes sur la féodalité en Agenais au milieu du xiii^e siècle par G. Tholin. xxiii, 536 ; xxiv, 47, 114, 257 ; xxv, 171 ; xxvi, 62, 173.
L'Evêché des Gascons par J.-F. Bladé. xxiv, 496 ; xxv, 159.
Les procès de messire François de Fumel par l'abbé Dubois. xxv, 147.

- L'invasion de l'armée des princes en Agenais (1569-1570) par Paul Courteau. xxv, 234, 461.
Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne (1578-1586) par Ph. Lauzun. xxv, 440; xxvi, 212, 342, 403, 520.
Le marquisat de Ferrières (Lot) et ses seigneurs par F. M. xxvi, 320, 435.
Les méfaits du Frère Hugues de Bonnefoy de la Commanderie de Sauvagnas par G. Tholin. xxvi, 427.
Un souldard Agenais au temps de la Fronde par G. Tholin. xxvi, 538.

Histoire municipale

- La ville et les seigneurs de Cancon en Agenais (suite et fin) par L. Massip. xvii, 74, 244, 364, 421, 533; xviii, 139, 208, 296, 387.
La ville d'Agen pendant les guerres de religion du xvi^e siècle par G. Tholin (suite et fin). xvii, 97, 281, 488; xviii, 57, 225; xix, 22, 128; xx, 52, 177.
Un cercle à Agen au xviii^e siècle par Fr. Habasque. xviii, 97.
Journal Agenais des Malebayse publié par O. Fallières. xx, 68, 238, 441, 524; xxi, 268; xxii, 64, 451; xxiv, 353, 449; xxv, 179, 531; xxvi, 50, 161, 232 (fin).
Une commune gasconne pendant les guerres de religion d'après les archives de Laplume par E. d'Antin. xx, 311, 473; xxi, 52, 152, 230, 352, 535; xxii, 262, 364.
Extrait d'une notice historique sur la ville et l'église du Mas-d'Agenais par Florimond Lagarde. xxiii, 75.
Quatre harangues prononcées à Nérac au xvii^e siècle pour la réception du cardinal de Richelieu et autres grands personnages par l'abbé J. Dubois. xxiii, 126.
La Fronde à Villeneuve d'Agenais, avec pl., par Fernand de Mazet. xxiii, 193, 332.
Les actes de l'état civil de la commune de Sérignac (Lot) par Eugène Vigouroux. xxiii, 325, 431.
Le maréchal de Biron et la prise de Gontaud en 1580, avec pl., par Ph. Tamizey de Larroque. xxiii, 485.
La fête du 14 Juillet à Gontaud en 1790 par Ph. Tamizey de Larroque. xxiv, 343.
Souvenirs du vieux Clairac par H. de Bellecombe. xxiv, 346; xxv, 221, 513.
Etude sur les statuts, actes des Consuls et délibérations de Jurade de la commune et juridiction de Villeneuve d'Agenais par F. de Mazet. xxv, 27, 106, 478, 536; xxvi, 27, 140, 240, 355, 542.

Histoire administrative et commerciale

- Mémoire de M. d'Orgemont sur les manufactures et le commerce de l'Agenais et du Condomois par A. Communay. xvii, 377; xviii, 28, 115.

Histoire militaire

- Mémoires du capitaine Jérôme Etienne Besse, ancien soldat de la Grande-Armée. xviii, 503; xix, 40, 134, 255, 308.
Les Gascons dans les armées françaises par A. Communay. xxi, 399, 412; xxii, 165, 229.

Mémoires et pièces diverses pour servir à l'histoire des Volontaires de Lot-et-Garonne engagés de l'an II par G. Tholin. xx, 357, 452, 666; xxi, 73; xxii, 252.

Le siège de Clairac (1621) dans deux thèses de doctorat ès-lettres, par Ph. Tamizey de Larroque. xxii, 347.

Histoire nobiliaire

Les Madaillan par J. Andrieu. xxi, 550.

Les Raffin d'Hauterive d'après les registres paroissiaux de Pinel par le docteur Couyba. xxv, 417,

A propos des Raffin d'Agenais par J. Beaune. xxvi, 170.

Encore les Raffin d'Hauterive; une réponse par le docteur Couyba. xxvi, 274.

Dernier mot sur les Raffin par J. Beaune. xxvi, 377.

Bibliographie historique régionale

Essai sur les Montferrand de Guyenne par A. Communay (*Ad. Magen*). xvii, 93.

Histoire des Ariégeois par l'abbé H. Duclos (*J.-F. Bladé*). xvii, 274.

Etude sur l'Instruction publique à Lectoure par A. Plieux (*Ad. Magen*). xvii, 465.

Le dernier duc d'Aquitaine : Xavier de France par Fr. Habasque (*Ph. Tamizey de Larroque*). xvii, 557.

La cité de Bigorre par Rosapelly et X. de Cardaillac (*O. Fallières*). xviii, 157.

Histoire du dessèchement des lacs et marais en France avant 1789 par le comte de Dienne (*Ph. Tamizey de Larroque*). xviii, 242.

Le dernier duc d'Aquitaine par Fr. Habasque (*L. Couture*). xviii, 246.

Essai historique sur la baronnie de Pujols en Agenais par l'abbé Gerbeau (*Ad. Magen*). xviii, 338.

Livre de raison de la famille Dudrot de Capdebosc par Ph. Tamizey de Larroque (*Ch. de Ribe*). xviii, 447.

Un héros ignoré : le soldat La Pierre d'Unet par Ph. Tamizey de Larroque (*L. Couture*). xviii, 538.

La Jeunesse de Marat par P. de Witt (*Ph. Tamizey de Larroque*). xix, 273.

Histoire générale du Languedoc, tomes xi et xii (*Ad. Magen*). xix, 354.

Indications bibliographiques diverses. xix, 450.

La justice et les tribunaux à Agen pendant la Révolution par A. Douarche (*G. Tholin*). xx, 90.

Deux livres de raison par Ph. Tamizey de Larroque (*Ad. Magen*). xx, 271.

Histoire de la ville et de la baronnie de Sainte-Bazeille par l'abbé Alis (*Ad. Magen*). xx, 272.

Archives historiques de la Gironde, tome xxvii, 1892; — Notice sur J. Delpit (*G. Tholin*). xx, 495.

Une famille bourgeoise de l'Agenais : les Denis par H. de Bellecombe (*R. Jallifier*). xx, 545.

Une province à travers les siècles : Histoire de l'Agenais par J. Andrieu (*G. Tholin*). xv, 552.

Audijos ; la Gabelle en Gascogne par A. Communay (*J. Andrieu*). xxi, 288.

- Correspondance administrative d'Alphonse de Poitiers par A. Molinier (*G. Tholin*). xxii, 86.
- Archives historiques de la Gironde, tomes xxix et xxx (*G. Tholin*). xxii, 88, 554 ; xxiv, 189.
- La campagne de Charles VII en Gascogne par l'abbé Breuils (*G. Tholin*). xxii, 90.
- Les origines de l'Imprimerie à la Réole par A. Claudin (*J. Andrieu*). xxii, 92.
- L'œuvre posthume d'un Agenais (*J. Andrieu*). xxii, 94.
- Un livre de raison Agenais par Ph. Tamizey de Larroque (*J. Andrieu*). xxii, 190.
- A travers les Revues par J. Andrieu. xxii, 191.
- Claude Sarrau en Normandie par E. Bousquet (*Tamizey de Larroque*). xxii, 240.
- La Révolution à Villeneuve par F. de Mazet (*G. Tholin*). xxii, 378.
- Nomenclature des noms nouveaux appliqués aux communes et aux paroisses durant la Révolution par R. de Figuières (*G. Tholin*). xxii, 380.
- Joseph-Juste Scaliger et Genève par Ch. Seitz (*G. Tholin*). xxii, 382.
- Une famille de soldats : les de l'Eglise de Lalande par Maurice Campagne (*G. Tholin*). xxii, 383.
- Une expédition française à l'île de Madère en 1566 par Edm. Falgairolle (*Tamizey de Larroque*). xxii, 474.
- Les anciennes familles dans la Gironde par P. Meller (*G. Tholin*). xxii, 556 ; xxiii, 573 ; xxiv, 187.
- Le Journal du lieutenant anglais Woodberry (1813-1815) (*Ph. Lauzun*). xxiii, 242.
- Rôles gascons transcrits et publiés par Charles Brémont (*G. Tholin*). xxiii, 286.
- Notice nécrologique sur Fréd. Fournet par Micé, avec pl., (*Tamizey de Larroque*). xxiii, 565.
- Trois nouvelles publications de Philippe Tamizey de Larroque (*Ph. Lauzun*). xxiv, 70.
- Jeanne d'Albret et la guerre civile par le baron de Ruble (*G. Tholin*). xxiv, 93.
- Une nouvelle biographie d'Anne de Caumont (*Tamizey de Larroque*). xxiv, 160.
- Les institutions politiques et administratives du Languedoc, du XIII^e siècle aux guerres de religion, par P. Dognon (*B. Paumès*). xxiv, 167.
- Inventaire sommaire des registres de la Jurade de Bordeaux (1520-1783) par Dast Le Vacher de Boisville (*Fr. Habasque*). xxiv, 177.
- La Société Bordelaise sous Louis XV et le salon de Madame Duplessy par A. Grellet-Dumazeau (*Fr. Habasque*). xxiv, 179.
- Le livre de main des du Pouget par Louis Greil (*G. Tholin*). xxiv, 186.
- Lettres inédites de Marguerite de Valois à P. de Bellièvre par Ph. Tamizey de Larroque (*Ph. Lauzun*). xxiv, 276.
- Comptes des Consuls de Montréal par l'abbé Breuils et Gardère (*A. Lavergne*). xxiv, 377.
- Doumenet et les châteaux des environs d'Agen par Jules Serret (*G. Tholin*). xxiv, 479.
- Bibliothèque de l'Ecole des Chartes. Nouvelles acquisitions à la Bibliothèque Nationale (*G. Tholin*). xxiv, 479.

- Marguerite d'Angoulême à Cauterets par Ph. Tamizey de Larroque. xxiv, 568.
Un faux diplôme Carolingien par Jacques Soyer (*G. Tholin*). xxv, 90.
La chasse aux sorcières dans le Labourd par J. Bernou (*G. Tholin*). xxv, 93.
Histoire de la ville, du château et des seigneurs de Caumont par l'abbé Alis (*G. Tholin*). xxv, 188.
Deux épisodes de l'histoire de l'Agenais pendant la guerre de Cent ans par Henri Courteault (*G. Tholin*). xxv, 489.
Histoire du château, de la ville et des seigneurs de Montpezat et de l'abbaye de Pérignac par A. de Bellecombe et G. Tholin (*Ph. Lauzun*). xxvi, 86.
Douze lettres inédites de Blaise de Monluc et deux lettres inédites d'Isabeau de Beauville, sa seconde femme, par Paul Courteault (*G. Tholin*). xxvi, 94.
Liste des gouverneurs, lieutenants généraux et lieutenants du Roi en Guienne par Dast Le Vacher de Boisville (*G. Tholin*). xxvi, 96.
L'Etat social de la France au temps des Croisades par L. Garreau (*abbé Durenques*). xxvi, 186.
Notice sur les Montpezat de Poussou et leurs alliances par le Dr Couyba (*G. Tholin*). xxvi, 284.
Généalogie de la famille de Galtz par Pierre Meller (*G. Tholin*). xxvi, 285.
Aide-mémoire pour servir à l'histoire de l'Agenais par A. de Bellecombe et G. Tholin (*Ph. Lauzun*). xxvi, 476.
Les Templiers de Cahors par L. Esquieu. (*H. Tamizey de Larroque*). xxvi, 552.
Les Tard-avisés par l'abbé Taillefer (*H. Tamizey de Larroque*). xxvi, 554.

III. — HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

Histoire paroissiale

- Les Prébendes de l'abbé de Bellile de Jaubert (1752-1775) par le vicaire général Hébrard, xxi, 97, 193, 333.
Jules Mascarón, évêque d'Agen. Une visite à Casseneuil, par le vicaire général Hébrard, xxvi, 000.

Histoire monastique

- Les Couvents d'Agen avant 1789 (2^e partie. Couvent de femmes) par Ph. Lauzun, avec plans :
Les Annonciades. xvii, 23, 121 ; Le Chapelet xvii, 220 ; Notre-Dame de Paulin. xvii, 302, 405 ; Les Carmélites. xvii, 511 ; xviii, 5 ; Le Tiers-Ordre de Saint-François. xviii, 161 ; La Visitation. xviii, 257, 353, 449 ; Le Refuge. xix, 5, 97 ; Les Hôpitaux. xix, 277, 416, 500 ; xx, 21, 115.
Mémoire pour l'histoire de l'abbaye d'Eysses, avec deux appendices, par A. de Lantenay, xix, 151, 221, 397.
Un chapitre détaché de la monographie de Layrac par P. Dubourg. xxii, 247.

Bibliographie religieuse

- Sainte Livrade par l'abbé Castex (*Ad. Magen*). xvii, 461.

- L'abbaye de Flaran en Armagnac par Ph. Lauzun (*J. de Laurière*). xvii, 555 ; (*L. Couture*). xviii, 344.
- Une nouvelle histoire de sainte Jeanne de Valois par Mgr Hébrard (*A. P.*). xviii, 71.
- Encore un Evêque d'Agen inconnu jusqu'à nos jours. Note critique sur le premier Concile de Clichy (628) par Mgr Hébrard (*Ad. Lavergne*). xix, 95.
- Pouillé historique du diocèse d'Agen pour 1789 par l'abbé Durengues (*G. Tholin*). xxi, 285.
- Vie de Saint-François d'Assise par Paul Sabatier (*G. Tholin*). xxi, 89.
- Les reliques notables de Saint-Louis, à La Montjoie, par Durey de Longa (*G. Tholin*). xxi, 459.
- Notice sur les abbés de Saint-Maurin en Agenais par Ph. Tamizey de Larroque (*J. Andrieu*). xxii, 92.
- Saint Austinde et la Gascogne au xi^e siècle par l'abbé Breuils (*abbé Durengues*). xxiii, 84.
- La Rome des Papes sous le pontificat de Léon XIII par Boyer d'Agen (*J. Mommeja*). xxiii, 186.
- A propos d'un livre sur Léon XIII par Boyer d'Agen, avec pl., (*J. Mommeja*). xxiv, 76.
- Documents pontificaux sur la Gascogne d'après les archives du Vatican par Louis Guérard (*G. Tholin*). xxiv, 191.
- Histoire du prieuré de Layrac par l'abbé Dubourg (*G. Tholin*). xxiv, 283.
- M. S. Jacques de Compostelle par A. Nicolaï (*G. Tholin*). xxiv, 378.
- Lettres et billets de Mgr de Belzunce par Ph. Tamizey de Larroque (*Ph. Lauzun*). xxiv, 473.
- Histoire de Notre-Dame d'Ambrus par l'abbé J. Dubois, (*G. Tholin*). xxv, 191.
- Liber Miraculum Sanctæ Fidis (*abbé Bouyssy*). xxvi, 280.

IV. — MÉLANGES HISTORIQUES

- Les Romains à table par Bordes. xx, 209.

DOCUMENTS INÉDITS

Actes ecclésiastiques

- Lettres inédites de Mascaron, par l'abbé Durengues. xix, 390.
- Une lettre inédite de Claude Gélas, évêque d'Agen, par Ph. Tamizey de Larroque. xxi, 280.
- Une nouvelle lettre inédite de Claude Gélas, évêque d'Agen, par l'abbé Durengues. xxi, 442.
- Un documents inédit relatif à l'abbaye de Clairac, par Ph. Tamizey de Larroque. xxi, 364.
- Une circulaire au clergé d'Agenais après 1685, par le Dr Couyba, xxvi, 226.
- Acte concernant le prieuré de Monsempron, par H. D. xxvi, 462.

Lettres royales

- Lettre du roi Henri de Navarre avant son avènement au trône, com. par Chaux (archives du château de Xaintrailles). xxv, 89.

Deux lettres inédites du roi de Navarre (Henri IV), com. par G. Tholin.
xxvi, 471.

Livres de raison

Le livre de raison de Bernard Gros, commandeur du Temple de Breuil
en Agenais sous Louis XI et Charles VIII, par G. Tholin. xx, 230.

Le livre de raison de Jean de Lorman, par G. Tholin. xxii, 167, 276.

Documents divers

Documents inédits sur l'origine de Jean Guiton, maire de La Rochelle,
par Ph. Tamizey de Larroque. xvii, 70.

Trois documents : 1^o Acte de non-hérédité des seigneurs de Férussac ;
2^o Requête de Bernard Larrivas au maréchal d'Albret ; 3^o Placet
au Roi des habitants de Tonneins, par Ph. Tamizey de Larroque,
xvii, 438.

Notes d'archives : La rupture d'un mariage sous Louis XIII, par G.
Tholin. xvii, 444.

Une lettre du maréchal de Mouchy aux Commissaires du bureau de
charité d'Agen, par Ph. Tamizey de Larroque. xviii, 153.

Un épisode de la vie de Rigaud d'Oreille, par G. Tholin. xviii, 154.

Incident relatif à l'achat du duché d'Aiguillon par M^e de Combalet,
par G. Tholin. xviii, 155.

Origine de propriété de la porte fortifiée de Durance, par G. Recours.
xviii, 427.

Comment fut reçue à Agen la première édition des Commentaires de
Monluc, par G. Tholin. xviii, 538.

L'Agenais dans le Tome iv du catalogue des Actes de François I^{er}, par
Ph. Tamizey de Larroque. xix, 270.

Les religionnaires d'Agenais émigrés en 1685, par Ch. Baradat de
Lacaze. xix, 321.

Notes prises sur le registre formant l'état-civil de la paroisse d'Anthé
(canton de Tournon) (1700-1790), par G. Tholin. xix, 346.

Documents sur le théâtre d'Agen par Fr. Habasque. xx, 145.

Un notaire d'autrefois par Ph. Tamizey de Larroque. xx, 281.

Guillaume de Vair à Tonneins, après sa mort, par Ph. Tamizey de Lar-
roque. xxii, 83.

Une lettre d'Achille de Harlay à Mgr Claude Joly, par Ph. Tamizey de
Larroque. xxii, 163.

Un placard agenais au sujet de la peste en 1628, par Ph. Tamizey de
Larroque. xxii, 472.

Un acte de 1679 relatif à une plantation de vigne, par Ph. Tamizey de
Larroque. xxii, 538.

Don par Henri IV des revenus d'une abbaye à Charlotte-Catherine de
Monluc, par G. Tholin. xxiii, 90.

Les dernières robes des Consuls d'Agen, par G. Tholin. xxiii, 91.

Testament de Jean Gayau, imprimeur et libraire d'Agen, par Ph. Ta-
mizey de Larroque. xxiii, 259.

Une lettre de Bartayrès, par Ph. Tamizey de Larroque. xxiii, 443.

Notes sur les familles de Labat de Vivens et de Lartigue, par Mlle H.
de Bellecombe. xxiv, 59.

Notes sur les Mémoires de du Cauzé de Nazelles, par Ph. Tamizey de
Larroque. xxiv, 448.

Nouvelles des affaires de France. Journal de la Cour (septembre-octobre 1519), par Paul Huet et l'abbé Dubois. xxiv, 532.
Ordre pour la surprise d'Agen par le sieur de Saint-Chamarand, sénéchal d'Agenais, par G. Tholin. xxvi, 79.
Un père de vingt-huit enfants sous Louis XV, par E. Roumat. xxvi, 82.
Lettre d'un Cadet de Gascogne, par l'abbé Dubois. xxvi, 84.
Tablettes révolutionnaires : 1° Fédération de Penne en Agenais, par l'abbé Gerbeau. xxiv, 64 ; 2° Ovation faite par la Convention nationale au volontaire agenais Marc Tancogne, par G. Tholin. xxiv, 67 ; 3° Le meurtre de Gripière de Moncroc, par G. Tholin. xxvi, 152 ; 4° Les canons de Sainte-Livrade, par G. Tholin. xxvi, 158.
Nouvelle de l'assassinat d'Henri IV, par E. Roumat. xxvi, 272.

BIOGRAPHIES

Le conseiller Pierre de Lancre (fin) par A. Communay. xvii, 51, 140.
Le docteur Lamouroux, poète, par Ph. Tamizey de Larroque. xvii, 179.
Le docteur Dufour et Bory de Saint-Vincent, par Ph. Tamizey de Larroque, xvii, 180.
François de Cortète, poète agenais du xviii^e siècle, par Ch. Ratier. xvii, 190.
Labrunie : Sa vie pendant la Révolution, ses travaux et ses manuscrits. Préface à l'abrégé chronologique, par O. Fallières. xix, 357, 480.
Eloge de Monsieur de Saint-Gresse, par le Président Fabreguettes. xix, 453 ; xx, 5.
Henri Delmas de Grammont, par A. Jacqueton. xix, 537.
Paul de Viau, par Ch. Garisson (*Ph. Tamizey de Larroque*). xix, 540.
Pierre de Chiniac, par G. Clément-Simon, xxi, 33, 138.
Essai biographique sur Guillaume Léonard de Bellecombe, par M^{lle} H. de Bellecombe. xxii, 289, 385, 492 ; xxiii, 115, 230, 382.
Monluc et Antonio Pecci, par A. Boyer d'Agen, xxiii, 270.
Le maréchal d'Estrades, avec un portrait, par Ph. Lauzun. xxiii, 289.
Un ministre de la marine et son ministère sous la Restauration, le baron Portal, avec un portrait, par la baronne de Gervain. xxiii, 401 ; xxiv, 24, 113, 246, 330, 429 ; xxv, 43.
Le magistrat de Romas, par le Dr Foveau de Courmelles. xxiii, 547.
Vie de M^{er} Hébert, évêque et comte d'Agen, avec un portrait, par l'abbé Durengues. xxiv, 97, 219, 296, 414 ; xxv, 60, 129, 251.
Notice biographique sur Edouard de Cazenove de Pradines par Ph. Tamizey de Larroque. xxiv, 212.
Le général Delmas de Grammont par Ph. Tamizey de Larroque. xxiv, 371.
Un Cadet de Gascogne à la Cour de Louis XIV, Lauzun, par le Père H. Chérot. xxv, 73.
Note sur deux imprimeurs agenais : R. Fumadères et J. Laplace, par Ph. Tamizey de Larroque. xxv, 86.
De quelques documents nouveaux sur Joseph Teulère, par Ph. Tamizey de Larroque. xxv, 152.
Le chroniqueur Proché (Documents inédits), par Ph. Tamizey de Larroque. xxv, 198.

Bibliographie biographique

- Dictionnaire biographique du département de Lot-et-Garonne, par J. Andrieu, *xxi*, 461.
François de Grenaille à Agen, par Clément-Simon (*Ph. Tamizey de Larroque*). *xxiii*, 72.
Marguerite de Lustrac et Anne de Caumont, par H. de Laferrière et G. Clément-Simon (*Ph. Tamizey de Larroque*). *xxiii*, 101.
Le maréchal d'Estrades dans une publication agenaïse (*Ph. Tamizey de Larroque*). *xxiii*, 306.
Martin de Bonnefond, par l'abbé Durengues (*G. Tholin*). *xxiii*, 571.
Bibliographie des hommages rendus à la mémoire de Ph. Tamizey de Larroque, avec portrait, par le comte de Dienne. *xxvi*, 293, 385.

VOYAGES

- Etapes archéologiques en Italie, par J. Mommeja. *xx*, 231, 421, 495 ; *xxi*, 330, 407, 516 ; *xxii*, 32, 369, 414 ; *xxiii*, 152, 211 ; *xxiv*, 122, 234.
Souvenirs d'Algérie : Les amulettes et les talismans chez les Arabes, par Lac de Bosredon. *xxvi*, 44.
Concordia, par E. Gaussen. *xxvi*, 262.
Deux relaches, par J. de J. : Djiboutil. *xxvi*, 313 ; Colombo. *xxvi*, 410.

SCIENCES

Agriculture

- L'agriculture du Sud-Ouest et le Concours régional tenu à Agen en 1896, par Louis Bruguères. *xxiii*, 496 ; *xxiv*, 14, 131.

Histoire naturelle

- Une lettre inédite du naturaliste agenaï Louis-Athanase Chaubard, par J. Andrieu. *xx*, 372.
Etude d'ethnographie préhistorique : Les plantes cultivées de la période de transition du Mas d'Azil, par E. Piette. *xxiii*, 383.

Histoire du droit

- Le droit de chasse en Gascogne et les ordonnances du duc d'Epemon, par P. Tierny. *xxiii*, 355.

Bibliographie scientifique

- Ramon de Carbonnier et Boudon de Saint-Amans, par Ph. Tamizey de Larroque (*Ad. Magen*). *xx*, 257.
Recueils des lois sur la chasse en Europe et dans les principaux pays d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, par E. Demay (*G. Tholin*). *xxi*, 453.
Révision de la Flore agenaïse, par J. O. Debeaux (*G. Tholin*). *xxv*, 91.

LITTÉRATURE

Philologie

- La littérature orale des Landes d'Albret, par l'abbé L. Dardy. *xviii*, 127.

Littérature étrangère

Les successeurs de Shakespeare, par A. de Tréverret. xix, 55, 263, 335.

Poésies françaises

- La tortue et la gazelle ; L'izard, par Noulens. xx, 255.
Une visite à Jasmin, par G. Dupin. xxi, 330.
La Garonne ; le Vent, par Z. xxi, 438.
La malice des choses, par Z. xxi, 511.
Le rire ; Echos de sagesse, par X. xxi, 514, 515.
Eternels problèmes, par Z. xxii, 44.
Récits véridiques, par X. xxii, 44.
Etapas de la vie ; — les chefs d'œuvre de Dieu ; — Rimailleurs et poètes, par Z. xxii, 177.
Omnes Labores par X. xxii, 180.
Poésie de Méry (autographe du fonds Raymond). xxii, 288.
Promenade au bois d'automne, par Paul Maryllis. xxii, 553.
Méditation, par Paul Maryllis. xxiii, 56.
Vieilles poésies. xxiii, 92.
La fin de Carthage par Lac de Bosredon. xxiii, 181.
Croquis algériens et Rhythmes et Rimes, par Lac de Bosredon. xxiv, 158, 274 ; xxvi, 279.
Deux sonnets, par P. Maryllis. xxvi, 378.
Saint Antoine de Padoue, par Lac de Bosredon. xxvi, 474.

Poésies gasconnes

- Repaus ; L'aubejo ; La Gaicho ; La Mentido, par Ch. Ratier. xxii, 365.
La Rauselo, par Ch. Ratier. xxiii, 284.
Lou Noste Enric, par A. Ferrand. xxiii, 464.

Contes et usages populaires

- Deux contes populaires de la Gascogne, par J.-F. Bladé. xvii, 261.
Pieds d'or, par J. Momméja. xviii, 415. 480.
Henri IV et le charbonnier de Capchicot, par l'abbé L. Dardy. xviii, 194, 432, 518 ; xix, 76.
Etudes rustiques d'après nature ; Le feu de la Saint-Jean, par J. Momméja. xx, 201.

Mélanges littéraires

- Fêtes agenaises des félibres et cigaliers de Paris en 1890, par C., B. et M. xvii, 335.
Fêtes Villeneuvevoises en l'honneur de Palissy et de Daubasse, par X. xviii, 308.
Paysage de montagne : Mon bois de sapin, par G. du Mont. xix, 92.
Lettres inédites de Pr. Mérimée (autographes du fonds de Raymond). xxi, 184.
Excentriques et grotesques littéraires de l'Agenais, par J. Andrieu. xxi, 465 ; xxii, 5.
Fragment d'un poème allemand : En tissant et en cousant, par A. Bouyssy. xxiii, 448.
Une lettre de Lamartine à Alph. Karr (autographes du fonds de Raymond). xxiii, 484.

Centenaire de Jasmin, 1898. Compte-rendu de la séance des Jeux-Flo-raux. xxv, 305.

Lettre d'un poète agenais oublié : A. Baratet, par G. Tholin. xxvi, 260.

Bibliographie littéraire

Fragments philologiques par A. D. (*Ad Magen*). xvii, 184.

Conférence sur la charité par J. Carrère (*Ad Magen*). xvii, 188.

Une cruelle Villeneuveoise d'autrefois (*Ph. Tamizey de Larroque*). xvii, 269.

Impressions, études et souvenirs par G. Tholin (*Ph. Tamizey de Larroque*). xviii, 79.

Poésies par J. Vesprée (*J.-F. Bladé*). xviii, 342.

Manuel élémentaire de linguistique pour l'enseignement du français par le patois par E. Boudon (*J. Andrieu*). xxi, 463.

Le premier livre imprimé à Agen : Recherches sur la vie et les tra-vaux du premier imprimeur Agenais, par A. Claudin. xxi, 289.

Hommage à Peiresec (*J. Andrieu*). xxii, 94.

Lou Rigo-rago agenes par Ch. Ratier (*L. Bordes*). xxii, 181.

La Gascogne littéraire par G. Bastid (*J. Andrieu*). xxii, 185.

Contes de Gascogne par J.-F. Bladé (*L. Bordes*). xxii, 284.

Un écrivain Saintongeais inconnu : Mathurin Alamand, par Claudin (*G. Tholin*). xxii, 381.

Fleurs Gasconnes par P. Maryllis (*G. Tholin*). xxii, 476.

Jasmin et Martial Delpit (*Tamizey de Larroque*). xxiii, 69.

Lou loun del Lot par F. de Mazet. xxiv, 90.

Marcabrun par Elie Fourès (*Ch. Ratier*). xxiv, 280.

La Flahuto gascouno par J. Noulens (*Ch. Ratier*). xxiv, 561.

Flous de Pruno par Paul Froment (*Ch. Ratier*). xxiv, 564.

Histoire du félibrige par G. Jourdanne (*Ch. Ratier*). xxiv, 567.

Les Harmonies naturelles par Paul Maryllis (*G. Tholin*). xxvi, 282.

Théophile et Paul de Viau, étude historique et littéraire par Ch. Gar-risson (*Ph. Laurun*). xxvi, 380.

NÉCROLOGIES

Jules de Bourrousse de Laffore, par Ad. Magen. xvii, 449.

Théodore de Sevin, par J. de Lahondès. xviii, 250.

Joseph Roumanille, par A. Magen. xviii, 347.

Jean Michel, par Ad. Magen. xviii, 350.

Adolphe Magen, par Ph. Tamizey de Larroque. xx, 377.

Anastase Capot, par J. Andrieu. xxi, 191.

Emile Gaussens, par J. Andrieu. xxi, 192.

Albert Lebègue, par J. Andrieu. xxi, 192.

Le docteur Pucheran, par J. Andrieu. xxii, 96.

Jules Andrieu, par G. Tholin. xxii, 97.

Léo Drouyn, par G. Tholin. xxiii, 575.

André de Bellecombe, par G. Tholin. xxiv, 545.

Le baron de Ruble, par G. Tholin. xxv, 96.

Philippe Tamizey de Larroque, par L. Delisle, G. Tholin, J. Serret. xxv, 282.

Dombrowski, par G. Tholin. xxv, 491.

Le Dr Alexandre Laboulbène, par Ph. Lauzun. xxv, 563.

L'abbé Alis, par G. Tholin. xxv, 566.

Fernand de Mazet, par G. Tholin. xxvi, 286.

Allmer, par G. Tholin. xxvi, 555.

Dast Le Vacher de Boisville, par G. Tholin. xxvi, 556.

MÉLANGES ET NOTES DE LA RÉDACTION

Petites notes agenaises, par Ph. Tamizey de Larroque. xxi, 446.

Souscription pour l'érection au Musée d'Agen d'un buste à Adolphe Magen. xxi, 283, 464 ; Liste des souscripteurs. xxi, 553.

Inauguration du buste d'Ad. Magen. xxii, 480.

Inauguration du buste de Peiresc à Aix, par G. Tholin. xxii, 550.

La Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen en 1895. xxiii, 88.

TABLE DES PLANCHES

TOME XXI — TOME XXVI

ARCHEOLOGIE

Archéologie gallo-romaine

Le temple gallo-romain d'Eysses	XXIII	98
Pile de la Tourasse, près d'Aiguillon.....	XXV	558
Pile de Peyrelongue, près de Buzet.....	XXVI	559
Bas-relief trouvé à Agen en 1899.....	XXVI	289

Archéologie religieuse

L'église de Monsempron (vue extérieure).....	XXIV	288
L'église de Saint-Médard de Montpezat (vue extérieure) ..	XXV	413
L'église de Saint-Jean de Montpezat (vue intérieure).....	XXV	415

Archéologie civile

Plan des enceintes successives de la ville d'Agen.	XXI	1
Tour de Villeneuve-sur-Lot.....	XXIII	193
La tour Mangia à Sienne... ..	XXIV	80
Le palais Pecci à Sienne.....	XXIV	83
Le salon des Pecci à Carpinetto....	XXIV	86
La maison du Sénéchal à Agen.....	XXV	193

Archéologie militaire

Le château de Nérac.....	XXIII	7
Plan en relief du château de Nérac.....	XXIII	11
Le château de Caillac.....	XXIII	385
Le château de Gontaud (vue extérieure).....	XXIII	485
Le château de Gontaud (vue de l'entrée).....	XXIV	1
Le château de Sauveterre la Lémance....	XXIV	192
Le château de Pericard.....	XXIV	385
Détails de deux portes dudit château.....	XXIV	391
Le château d'Estillac.....	XXIV	481
Plan du château d'Estillac	XXIV	485
Une tour du château d'Estillac et le tombeau de Monluc...	XXV	1
Le château de Gavaudun (vue du donjon).....	XXVI	1
Plans du château de Gavaudun.....	XXVI	26
Le château de Gavaudun (vue d'ensemble). ...	XXVI	97

Sphragistique

Le sceau de Jeanne Plantagenet.....	XXV	25
Sceaux de ville d'Agen.....	XXVI	193-197

Sceau de la ville de Penne.....	XXVI	199
Sceau attribué à Villeneuve.....	XXVI	208
Armoiries de la ville de Castillonès.....	XXVI	208
Armoiries de la ville de Duras.....	XXVI	209
Armoiries de la ville de Lauzun.....	XXVI	209
Armoiries de la ville de Lusignan.....	XXVI	209

BEAUX-ARTS ET ARTS INDUSTRIELS

Spécimens de faïences de Moncaut.....	XXV	104
La muse Gasconne à Jasmin.....	XXV	305
Buste de la Guimard, par G. Merchi.....	XXV	493
Le foyer de la danse à l'Opéra, vers 1840.....	XXV	493
Bustes d'Antonin et de Blanche Lauzun, par Merchi.....	XXV	510
Spécimens de verreries Agenaises.....	XXVI	481, 485, 489, 493

PORTRAITS

Le maréchal d'Estrades.....	XXIII	289
Le baron Portal.....	XXIII	403
Frédéric Fournet.....	XXIII	565
Léon XIII, par G. Luchetti.....	XXIV	77
Le comte Ludovic Pecci.....	XXIV	89
Monseigneur Hébert, évêque d'Agen.....	XXIV	96
A. de Bellecombe.....	XXIV	545
Ph. Tamizey de Larroque.....	XXVI	389

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Novembre-Décembre 1899*. — A. Luchaire : S. Bernard. — F. Rabbe : Une Société secrète catholique au XVII^e siècle. Les Annales de la Compagnie du Saint-Sacrement. — A. Brette : Papiers et Correspondance du prince Emmanuel de Salin pendant la Révolution française (suite et fin). — *Bulletin historique* : France. Nécrologie (G. Flammermont, E. Charavay) et publications nouvelles par G. Monod. — Belgique (2^e art.) par E. Hubert. — Bohême, par I. Goll. — Le Congrès international d'enseignement supérieur en 1900. — *Comptes-rendus, chronique, etc.*

POLYBIBLION. — *Octobre 1899*. — C. Arnaud : Roman, contes et nouvelles. — M. Lambert : Jurisprudence. — *Comptes-rendus, Bulletin, Chronique*. — *Novembre 1899*. — L. Maisonneuve : Philosophie. — A. Pératé : Beaux-Arts. — Comtesse de Courson : Ouvrages pour la jeunesse. — *Comptes-rendus, etc.* — *Décembre 1899*. — Visenot : Récentes publications illustrées. — *Comptes-rendus, etc.*

ANNALES DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE BORDEAUX. — *Octobre-Décembre 1899*. — J. Vianey : Les poésies antiques de Chénier et l'épopée contemporaines. — Ch. Joret : Mme de Staël et la cour littéraire de Weimar (1^{er} article). — *Bulletin hispanique*. — E. Monincé : Quelques documents récents à propos des langues méridionales. — *Bulletin russe*. — A. Tschébychew, Bélinsky et Pouchkine. — *Bibliographie*.

REVUE DE GASCogne. — *Novembre 1899*. — A. Lavergne : Louis Sancet, notice artistique. — C. Douais : Différents de MM. de Galard et de la commune de Terraube. — J. de Carsalade du Pont : Les places fortes de la Gascogne en 1626-1627. — *Bibliographie*. — *Notes diverses*. — *Décembre 1899*. — J. Gardère : Histoire religieuse de Condom pendant la Révolution (suite). — Marquis de Luppé : Fondation d'un Couvent de Clarisses à Nogaro (1680). — Calcat : Les deux Smetz, peintres à Auch au XVIII^e siècle. — Branel : L'*Annuaire* du Gers pour 1814. — A. Lavergne : Pierre de Marcassus, etc. — *Bibliographie, Notes diverses*.

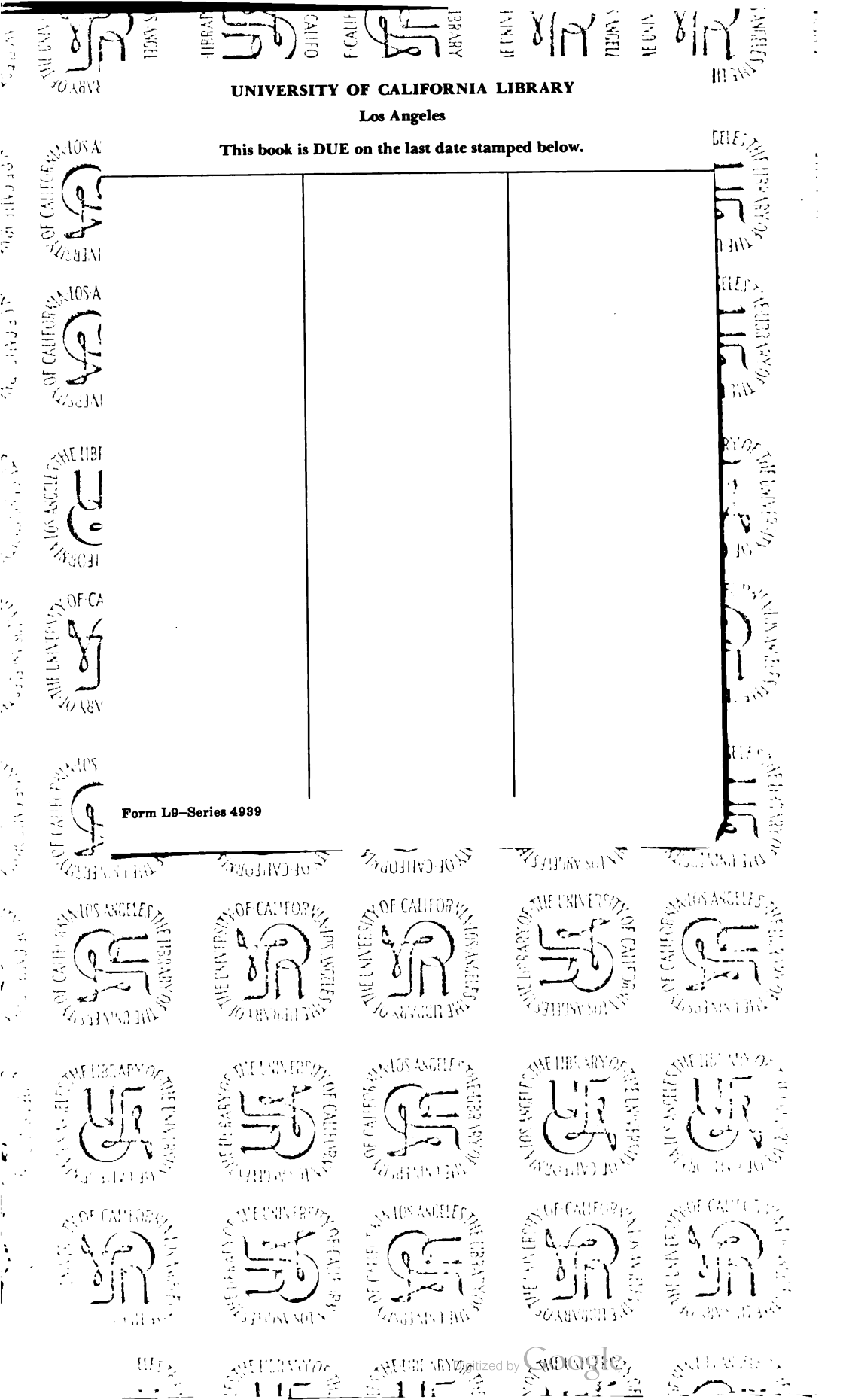
11/10

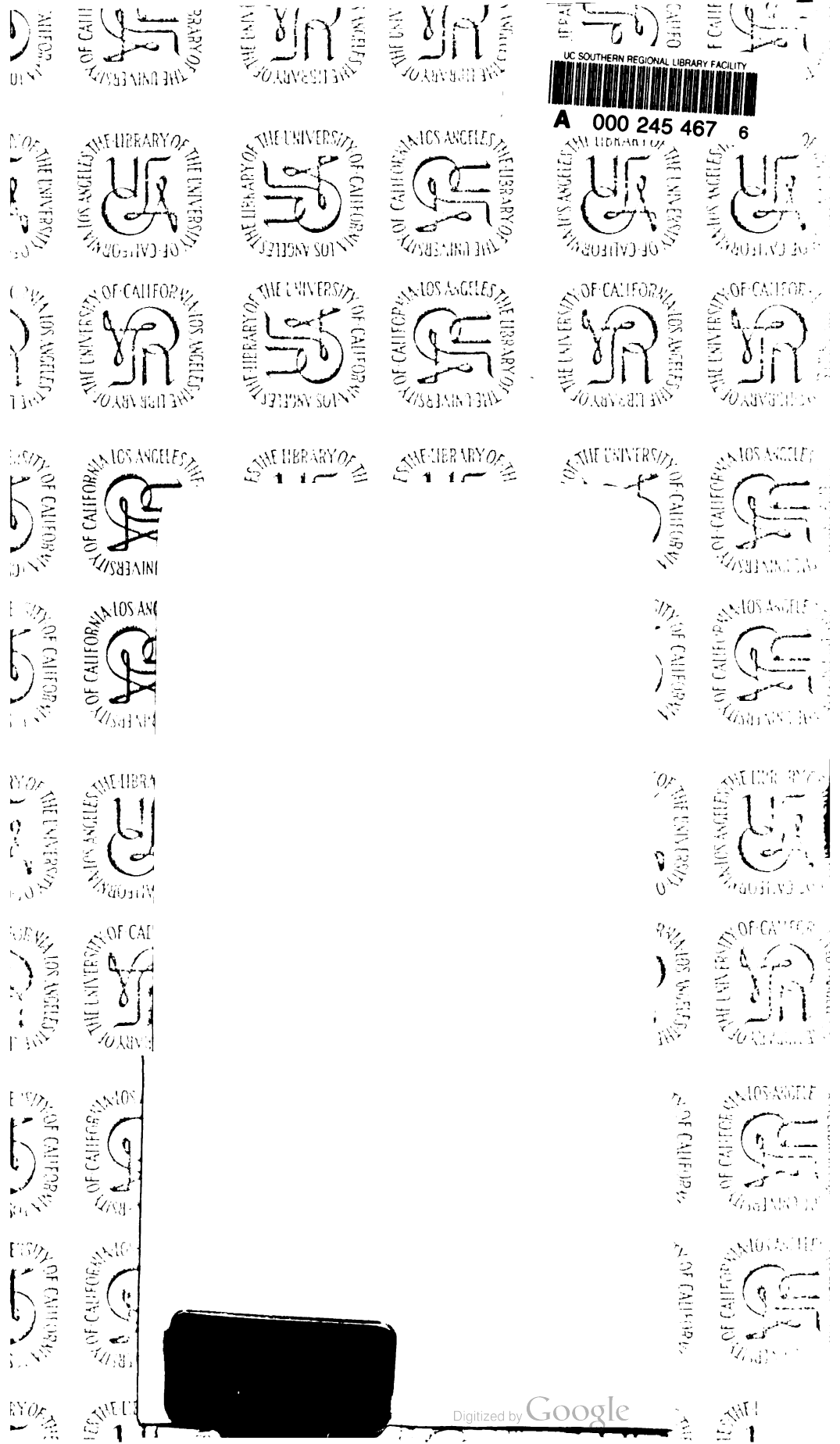
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

Los Angeles

This book is DUE on the last date stamped below.

Form L9-Series 4939





UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

A 000 245 467 6

